HK
5

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXIII. — 1er SEPTEMBRE 1914.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-TROISIÈME

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1914

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1914unse_3

THE GETTY CENTER

A NOS LECTEURS

Les difficultés du présent et l'incertitude de l'avenir prochain nous obligent à prendre des dispositions provisoires pour la publication de la *Revue* : nous obéissons au cas de force majeure. A partir d'aujourd'hui, la *Revue* paraîtra avec un nombre de pages réduit.

Le principal motif de notre détermination est la crainte d'épuiser trop vite les réserves de papier où nous puisons et de ne pas pouvoir les renouveler assez tôt pour assurer, — ce qui est notre désir le plus vif et notre intention la plus ferme, — la publication ininterrompue de la *Revue*. Des mesures analogues ont été appliquées en 1870-1871, et elles ont produit l'effet qu'elles se proposaient. Nous mettrons d'ailleurs tous nos soins à ce que l'intérêt de la *Revue* ne soit pas diminué avec son volume, et nous nous appliquerons à tenir nos lecteurs au courant des faits de la guerre, des questions qu'elle pose ou qu'elle posera, de leurs antécédens historiques, de leur portée politique, de leur évolution probable. L'attention ne s'attache-t-elle pas presque exclusivement aujourd'hui aux questions de cet ordre ?

Dès qu'il sera possible, nous nous empresserons de ramener la *Revue* aux conditions normales de sa publication, et nous avons confiance que cette possibilité reviendra bientôt.

LA NEUTRALITÉ BELGE

Le dimanche soir 2 août 1914, — date qui marquera dans l'histoire, — l'Allemagne a adressé un ultimatum à la Belgique, exigeant le droit de passage pour les troupes allemandes et fixant l'expiration du délai de l'ultimatum au lundi 3 août, sept heures du matin. Pendant la nuit du dimanche, le conseil des ministres et le chef d'état-major de l'armée ont conféré avec le roi Albert. Le gouvernement belge répondit, le lundi matin, au gouvernement allemand qu'il se refusait à faciliter les opérations de l'armée allemande contre l'armée française, qu'il protestait à l'avance contre toute violation de son territoire, et qu'il était résolu par tous les moyens à défendre énergiquement sa neutralité, formellement garantie par les traités et notamment par la signature du roi de Prusse.

L'Allemagne avait déjà violé le droit des gens en faisant entrer le 1er août à 7 heures du soir, à la station des Trois-Vierges sur la ligne Luxembourg-Liége, des officiers qui brisèrent les appareils télégraphiques et occupèrent la gare, puis en pénétrant le 2 août au matin dans le grand-duché de Luxembourg par les ponts de Wasserbillig et de Remich : elle amenait un certain nombre de trains blindés et des munitions par le chemin de fer de Wasserbillig à Luxembourg, malgré la protestation formelle du ministre d'État, M. Eyschen, qui invoquait la neutralité du grand-duché, reconnue et affirmée par le traité de Londres de 1867. Le même jour, sans nous avoir déclaré officiellement la guerre, les Allemands avaient pénétré sur le territoire français à Long-la-Ville, près de Longwy, à proximité de la frontière belge et luxembourgeoise, et à Bertram-

bois en Meurthe-et-Moselle. La violation du sol luxembourgeois et du sol belge, ainsi que l'irruption subite sur le nôtre, avaient depuis longtemps été prévues par la Belgique et par la France. Mais cet acte, si contraire au droit des gens, à toute justice et à toutes les traditions loyales entre États, est tellement grave qu'il faut l'étudier de près pour en faire ressortir l'importance et les hautes conséquences. C'est l'objet de cette étude, fondée sur des textes et des informations authentiques (1).

***

On sait comment, le 18 novembre 1830, le Congrès national de la Belgique, présidé par Surlet de Chokier, proclama l'indépendance du peuple belge, en se déclarant en faveur de la monarchie constitutionnelle héréditaire et en prononçant l'exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau. Le gouvernement français résolut, sur le conseil avisé du prince de Talleyrand et avec l'adhésion de Guizot, de soutenir simplement l'indépendance de la Belgique, trouvant un intérêt primordial à substituer un État neutre et ami au royaume des Pays-Bas qui, en 1814, avait été établi contre elle.

« Que la Belgique soit libre et heureuse! » dit Louis-Philippe, le 17 février 1831, à la députation du Congrès national qui venait lui apprendre le choix du duc de Nemours comme roi des Belges. « Les exemples de Louis XIV et de Napoléon suffiraient pour me préserver de la funeste tentation d'exiger des trônes pour mes fils... Mais que la Belgique n'oublie pas que c'est au concert de la France avec les grandes puissances de l'Europe qu'elle a dû la prompte reconnaissance de son indépendance nationale, et qu'elle compte toujours avec confiance sur mon appui pour la préserver de toute attaque extérieure et de toute intervention étrangère. » Cette promesse solennelle, la France l'a tenue, et les événemens actuels soulignent encore sa

(1) Voir, entre autres sources, *Neutralité belge et Invasion allemande*, de Maxime Lecomte et du lieutenant-colonel Camille Lévi; — *La Belgique militaire*, du lieutenant Péria; — *L'Offensive allemande sur la Belgique*, du général Maitrot; — *La Belgique devant une guerre franco-allemande*, par Jules Poirier; — *La Belgique et la Hollande devant le Pangermanisme*, par le général Langlois; — *La Neutralité belge*, par le lieutenant de Lanet, et les livres de Brialmont, V. Hœnig, du colonel Boucher, du colonel Hennebert, du colonel Rouen, du lieutenant-colonel Picard, ainsi que les études de la Section historique de l'État-Major français.

ferme intention de continuer de la tenir sans restriction aucune.

Après le refus si politique qui lui avait été fait de l'élection du duc de Nemours, le Congrès national élut, le 4 juin 1831, pour roi des Belges le prince Léopold de Saxe-Cobourg, oncle de la princesse Victoria et veuf de la princesse Charlotte d'Angleterre. Ce prince, qui devait épouser en 1832 la princesse Louise d'Orléans et qui assura tant de prospérité à son nouveau royaume, jura le 21 juillet d'observer la Constitution et les lois du peuple belge, et de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. Nul n'ignore comment, le roi de Hollande ayant rouvert les hostilités contre la Belgique en août 1831, l'armée française, sous le commandement du maréchal Gérard, vint au secours des Belges et obligea les Hollandais à sortir d'Anvers et à évacuer le territoire. La Belgique, aidée par la France, avait repoussé l'intervention étrangère et fait reconnaître une indépendance que la Conférence de Londres avait solennellement reconnue le 25 juillet 1831. Toutes les puissances y vinrent adhérer, sauf la Hollande, qui ne mit fin à son conflit avec la Belgique que par le traité particulier du 19 avril 1839.

La Conférence de Londres avait élaboré, le 15 novembre 1831, un nouveau traité, qui fut soumis, sous forme de projet de loi, au Sénat et à la Chambre des représentans, et dont l'article 7 est ainsi conçu : « La Belgique formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États. » Et, comme sanction de ce vote, la Conférence adopta l'article suivant : « Les cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie garantissent à S. M. le roi des Belges l'exécution de tous les articles qui précèdent. » Dans les articles, figuraient la reconnaissance de l'indépendance et de la neutralité, ainsi que l'inviolabilité de son territoire. La Hollande, comme je viens de le dire, fit avec la Belgique un traité spécial dont l'article 7 mentionnait, lui aussi, l'indépendance et la neutralité belges. Dès ce moment, la Belgique put croire que son territoire serait désormais inviolable, puisque toutes les grandes puissances s'en déclaraient garantes.

En 1848, le Gouvernement belge reconnut le Gouvernement provisoire, à la condition que celui-ci reconnaîtrait lui-même l'indépendance et la neutralité de la Belgique, ce que Lamartine affirma par une lettre officielle du 5 mars adressée au ministre

belge. Le second Empire donna quelques inquiétudes à la Belgique, et divers incidens qu'on n'a pas oubliés, en 1854, en 1863, en 1866, sans amener de complications, agitèrent les esprits. On se rappelle que l'affaire de Luxembourg, en 1867, habilement arrangée et exploitée par Bismarck, tourmenta la Belgique et faillit amener la guerre entre la France et la Prusse. Grâce à l'habileté du marquis de Moustier, la Conférence de Londres fit reconnaître, par l'article 2 du traité du 11 mai 1867, la neutralité du grand-duché de Luxembourg, sous la garantie solennelle des cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Lorsque la France eut déclaré la guerre à la Prusse, le 15 juillet 1870, le comte de Bismarck crut habile de faire connaître à l'Europe un projet de traité écrit, en août 1866, de la main même du comte Benedetti, et trouvé dans les papiers de Rouher, au château de Cernay. Ce projet secret, dont l'article 4 promettait le secours des armées prussiennes au cas où l'Empereur serait amené par les circonstances à faire entrer ses troupes en Belgique ou à la conquérir, n'était, d'ailleurs, qu'une formule imprudente, répondant aux suggestions perfides du chancelier. Celui-ci, avec sa rouerie habituelle, rejetait toute la responsabilité de l'affaire sur le Gouvernement impérial, qui aurait fait toutes les demandes et toutes les avances. Pour lui, il s'était borné à entendre un monologue; et comme il montrait ensuite le document dont il avait fait établir un fac-similé authentique, l'Europe, sans croire à l'innocence de Bismarck, crut davantage à l'ambition effrénée de Napoléon III. L'Angleterre donna raison à la Prusse, et ce fut un des motifs qui la déterminèrent à former avec l'Italie, puis avec la Russie et l'Autriche, la fatale Ligue des neutres. Le comte Russell avait dit à la Chambre des Lords, avec une émotion que partagea l'Assemblée : « Il est impossible de n'être pas anxieux pour l'avenir quand on voit qu'en 1866 le premier ministre de Prusse et l'ambassadeur initié aux pensées de l'Empereur des Français, se sont concertés pour violer le traité de 1831, fouler aux pieds la foi publique et anéantir l'indépendance de la Belgique... Nos obligations, quant à ce royaume, sont des plus sacrées; nous avons accepté ces obligations séparément aussi bien que conjointement avec d'autres puissances... Nous n'avons pas à choisir entre plusieurs chemins, nous n'avons à suivre qu'une seule voie, et cette voie

est celle de l'honneur. Nous sommes tenus de défendre la Belgique... Les membres du Gouvernement anglais déclarent publiquement et explicitement qu'ils entendent respecter nos traités, remplir loyalement leurs engagements, et ne pas déshonorer le nom de l'Angleterre. » C'est à peu près le même langage que l'on vient d'entendre dans la bouche de sir Edvard Grey : « Ce que voulait le chancelier, en somme, a dit le loyal ministre, c'était amener la Grande-Bretagne à rester les bras croisés, tandis que les colonies françaises seraient prises et que la France serait battue, aussi longtemps que l'Allemagne ne s'emparerait pas de territoires français proprement dits. Ce serait une honte pour la Grande-Bretagne que d'agir ainsi, une honte dont elle ne se relèverait jamais. La Grande-Bretagne ne peut non plus accepter le marché proposé par l'Allemagne en ce qui touche la Belgique. »

Le duc de Gramont et Benedetti, assez embarrassés, cherchèrent à opposer les dénégations du Gouvernement impérial à la divulgation surprenante d'un traité qui n'était d'ailleurs qu'un projet très vague; mais le coup était porté. Toutefois, il convient de remarquer que Napoléon III avait adressé au roi Léopold, avant la déclaration de guerre, une lettre où il promettait de respecter la neutralité belge, espérant qu'il recevrait les mêmes assurances du côté de la Prusse, et le 16 juillet, il confirmait cette lettre au baron de Nothomb. Le Cabinet de Londres crut devoir faire préciser la situation et prendre des garanties par un traité avec la Prusse le 9 août, et par un autre traité avec la France le 11 août 1870. Il dit que si la Confédération de l'Allemagne du Nord ou l'armée française venaient à violer la neutralité belge, la reine des Royaumes-Unis de la Grande-Bretagne et de l'Irlande emploierait toutes ses forces navales et militaires pour assurer et maintenir cette neutralité. D'autre part, la Belgique mit son armée sur le pied de guerre pour garder son territoire et en interdire l'accès aux forces belligérantes.

Le 20 décembre 1870, le roi Léopold II félicita l'empereur Guillaume de son élévation à l'Empire, croyant voir dans cet événement « le rétablissement de l'ordre du droit en Europe. » « Le roi, dit le kronprinz Frédéric-Guillaume en son journal, ajoute qu'il s'efforce de remplir les devoirs que lui impose sa neutralité, mais que les avantages que donne cette situation ne sont pas sans avoir pour contre-partie de lourdes charges et

de grandes difficultés. Bismarck s'exprime avec beaucoup de reconnaissance au sujet de la lettre de Léopold et me prie de montrer dans ma réponse quelle garantie la Belgique gagne *à une forte Allemagne, dont elle n'a rien à craindre*, ni de la France non plus, aussi longtemps que l'Allemagne sera forte. » Les événemens récens donnent à cette déclaration une forme vraiment ironique, puisque la forte Allemagne, la consciencieuse Allemagne, n'a pas hésité à violer le territoire belge.

***

Léopold Ier avait dit avec raison : « La Belgique est le pays le plus exposé de la terre, » et pour dire cela, il n'avait eu qu'à citer les leçons du passé qui ont montré que son royaume avait été et serait peut-être encore « le champ clos des nations. » Nul en effet n'a oublié les campagnes de Louis XIV et de Louis XV, les noms célèbres de Senef, Fleurus, Steinkerque, Neerwinde, Ramillies et Oudenarde, Fontenoy, Raucoux et Lawfeld, non plus que les célèbres campagnes de 1792 à 1795, et les noms non moins glorieux de Valmy, Jemmapes, Anderlecht, Ruremonde, Furnes, Bruges, Tirlemont, Namur, Hondschoote, Wattignies, Mouscron, Thuin, Erquelines, Charleroi, Fleurus, Landrecies, ainsi que les batailles de l'Ourthe et de la Roër et les exploits des armées de Sambre-et-Meuse.

En 1814, ce sont les coalisés qui pénètrent sur la Sambre et descendent jusqu'à Soissons. En 1815, les Français se rassemblent de Beaufort à Florennes, de Beaumont à Valcourt, tandis que les Anglais se placent entre Mons, Henappe et Bruxelles, et les Prussiens de Thuin à Huy et Namur. La victoire de Ligny semble pour nous la promesse d'un triomphe final sur les alliés, mais l'arrivée inopinée des Prussiens à Waterloo et l'immobilité de Grouchy amènent un désastre qui, — par un caprice surprenant de l'histoire, — va peut-être bientôt dans les mêmes lieux accabler les Allemands aux prises cette fois avec les Anglais alliés aux Français.

Depuis longtemps les Belges étaient informés des dispositions de leurs voisins d'Allemagne, qui avaient fait de Bruxelles et d'Anvers un grand centre d'espionnage. De ces villes partait journellement une nuée d'espions qui parcouraient la Belgique et le nord de la France et rapportaient les renseignemens les plus précieux au grand État-Major allemand sur les ressources

de la région, la mentalité des habitans, la situation des forteresses et leur matériel, les arrivées et les déplacemens des troupes, aussi bien que sur les ressources et les forces militaires de la Belgique. Les Belges connaissaient les manœuvres exécutées par les Allemands le long de la frontière luxembourgeoise et de la leur, les tentatives de mainmise sur leurs chemins de fer, l'établissement des camps d'Eisenborn à Malmédy qui était une menace sérieuse contre la neutralité belge : il permettait, en effet, à 80 000 hommes au moins de s'élancer tout à coup dans la vallée de la Meuse et d'assiéger Liége et Namur, puis de gagner rapidement la frontière française et d'arriver en peu de jours sur Maubeuge où ils auraient refoulé nos troupes de couverture et empêché et bouleversé notre concentration. C'était, en réalité, comme le démontre particulièrement l'ouvrage si remarquable de MM. Maxime Lecomte et du lieutenant-colonel Camille Lévi (1) auquel je renvoie le lecteur, « c'était la zone de rassemblement de l'avant-garde stratégique de la masse allemande du Nord, puis des formations de réserve de cette armée. »

On savait donc que les Allemands, croyant pouvoir compter sur l'indifférence et la faiblesse des Belges, choisiraient l'occasion opportune pour entrer en Belgique au mépris des traités, et se jeter à l'improviste sur les Français sans défiance. Suivant eux, Liége et Namur n'opposeraient aucune résistance, et l'entrée sur le territoire français se ferait avec une facilité foudroyante. Les officiers de l'état-major allemand n'hésitaient pas à dire que tout l'effort devait se porter contre l'armée française, sans passer par les mailles de ses forts, et qu'en conséquence, la violation de la neutralité belge s'imposait. Ils ajoutaient audacieusement que l'opération était même dans l'intérêt des Belges, qu'ils croyaient incapables de défendre suffisamment leur neutralité. Le général Maitrot avait vu juste quand il écrivait en 1912 : « Tout l'effort des Allemands se fera, à droite des provinces rhénanes et du Palatinat sur la Meuse, à travers la Belgique et le Luxembourg, » pour atteindre aussi rapidement que possible le territoire français, en se contentant de mettre le siège devant les têtes de ponts de Liége et de Namur. Il faut rappeler aussi le mot favori du maréchal de Moltke : « Une armée d'invasion par la Belgique facilitera la marche des

(1) *Neutralité belge et Invasion allemande*, 1 vol. in-8 avec cartes et croquis. Librairie Lavauzelle, 1914.

armées de la Moselle et du Rhin et aura une influence décisive sur les opérations de ces armées. »

Des officiers allemands, plus présomptueux encore, s'imaginaient que Liége pourrait être enlevé brusquement ou simplement tourné et qu'on pourrait facilement longer Namur par Gembloux et Charleroi. D'autres avaient affirmé qu'il était permis de compter sur la complicité du gouvernement belge qui se bornerait à de simples protestations. L'opération devait être menée en deux jours avec une armée de premier choc, presque exclusivement composée de troupes actives.

Aussi l'attaque brusquée par la Belgique et le Luxembourg n'a-t-elle pas pris notre état-major au dépourvu. Toutes les mesures propres à parer aux dangers créés par la concentration des Allemands sur le front d'Aix-la-Chapelle, de Trèves et d'Eisenborn avaient été silencieusement prises, et les places fortes françaises mises et tenues en état. Après nous avoir tâtés, il y a quelques jours, sur les lignes de Longwy, Nancy, Belfort et se sentant bloqués, les Allemands estimèrent qu'il leur restait comme passage la trouée de Charmes entre Épinal et Toul et la trouée de Stenay entre la frontière belge et Verdun. Mais là, ils avaient devant eux de fortes positions soutenues par de puissans ouvrages. Ils se résolurent donc à envahir le Luxembourg belge et la province de Namur, croyant que la résistance de Liége et de Namur ne serait pas de longue durée et que l'armée belge plierait comme un roseau devant les forces allemandes. On sait ce qui est arrivé. Les Allemands, venus d'Aix-la-Chapelle, ont envahi le 4 août le territoire belge à Recht et à Visé, marchant directement sur Liége que commandait le vaillant général Leman qui, sommé de se rendre, répondit par un énergique refus. Le roi Albert fit aussitôt appel à la France et à l'Angleterre pour la défense de la neutralité belge, et les deux puissances répondirent avec empressement à son appel. L'ère des difficultés et des désillusions allait commencer pour les Allemands.

***

Il importe de constater que les Belges, dûment avertis du danger qui les menaçait, ne se sont pas laissé endormir. L'annonce des grands préparatifs faits par les Allemands en 1911, l'installation de cinq corps d'armée allemands sur leur fron-

tière, et les avertissemens secrets venu de Londres et de Paris les ont amenés à prendre les précautions nécessaires pour résister à une brusque invasion. M. de Broqueville, président du Conseil des ministres belges, auquel ses compatriotes peuvent décerner tous les éloges et les plus grands honneurs en raison de sa perspicacité et de sa fermeté exceptionnelles, comprit mieux que personne la situation. Il osa dire publiquement qu'à l'étranger on estimait que la Belgique ne remplissait pas, dans la situation actuelle, tout son devoir, il s'écria : « Il faut donc agir! » Et il agit. Le 13 février 1913, il exposa en comité secret à la Chambre les raisons pour lesquelles une réforme militaire lui paraissait indispensable. Malgré des oppositions bruyantes, il insista sur la nécessité absolue pour la Belgique de prendre toutes les mesures utiles à une défense énergique et efficace, et de voter le service militaire personnel. Le gouvernement belge était décidé à ne reculer devant aucun effort pour remplir ses devoirs. « Pour être forts au dedans comme pour imposer le respect au dehors, notre armée, disait-il, doit être aussi nombreuse que les circonstances l'exigent. C'est le plus sûr moyen d'éviter les désordres et la guerre. » Il présentait donc un projet de loi qui aboutit en mai 1913 et dont le but était de donner à la Belgique un effectif réel de 250 000 hommes, avec six divisions siégeant à Gand, Anvers, Liége, Namur, Mons et Bruxelles.

Le comité central de l'Union des sociétés pour la défense nationale, présidé par le général Ducarne, et le général de Heusch soutinrent énergiquement le projet et firent dans tout le pays une campagne à fond qui atteignit ses résultats. Les résistances du début disparurent : l'intérêt du pays et de sa défense prévalut.

Chaque citoyen se prépara à remplir son devoir et, à l'étonnement de quelques-uns, on vit bientôt que l'armée belge, bien formée, bien disciplinée, bien outillée, pourrait lutter contre les envahisseurs. Ce n'était pas l'opinion de Guillaume II qui, bien mal renseigné, disait au président Forrer lors des manœuvres suisses : « Vos soldats m'économiseront l'emploi de trois corps d'armée. Je n'en dirai pas autant de mon voisin du Nord. » Les places fortes d'Anvers, de Liége, de Namur où manquaient les approvisionnemens, où les défenses accessoires n'étaient pas toutes en place et où les routes d'accès semblaient insuffisantes, furent ravitaillées, réparées et solidifiées. On y installa de puissantes bouches à feu, l'éclairage électrique, le téléphone, des avions,

bref, toutes les inventions modernes, et l'on renforça les garnisons.

M. de Broqueville avait largement tenu compte des avertissemens du regretté général Langlois : « Si l'armée belge, avait dit ce remarquable officier, n'a que des forces insuffisantes, médiocrement pourvues en artillerie, elle risquera fort d'être coupée de la Meuse et d'Anvers. Son intervention sera platonique et inefficace. Anvers et les fortifications de la Meuse, ainsi que les millions engloutis dans ces places, auront été inutiles. La Belgique, amoindrie matériellement et moralement, perdra la sympathie des nations qui pourraient lui venir en aide, et il est fort à craindre que le vainqueur, dans la lutte franco-allemande, si c'est l'Allemagne, n'hésitera pas à la conquérir et à l'annexer. » C'est ce péril si urgent et si vrai que M. de Broqueville et le roi Albert ont prévu. Il convient de rendre ici un entier hommage au noble souverain des Belges qui a mis une indomptable énergie à faire triompher les réformes nécessaires à la défense de sa patrie. Le mérite lui revient d'avoir conseillé à son ministre le remaniement du ministère de la guerre, la réforme d'une administration paperassière, la création d'une autonomie intelligente qui a décentralisé les services et fait prédominer l'autorité du commandement sur l'autorité administrative. C'est lui qui a accru le rôle du chef d'état-major général et constitué un conseil supérieur de la guerre capable d'assurer l'harmonie des mesures d'exécution. Il a tenu à honneur de le présider lui-même. M. de Broqueville a fait remonter au roi l'honneur direct de cette politique. « Sans le roi, disait-il récemment, sans ses encouragemens, jamais je n'aurais osé me préparer à la guerre dès l'automne dernier, et travailler sans relâche à la défense des places. Nous sommes fiers d'un souverain qui, comme le roi Albert, a conscience de son devoir et qui le remplit dans toute son étendue avec tant de dignité, de droiture et d'élévation ! » L'Allemagne lui avait fait offrir, le mois dernier, par l'intermédiaire de la Hollande, à la condition du libre passage de ses troupes, d'assurer non seulement la sécurité de son territoire, mais son agrandissement après la guerre. Le Roi se refusa dignement à ce genre de pourparlers. « L'Angleterre, la France et la Russie, dit-il, ont pris l'engagement formel de nous soutenir dans la lutte que nous avons engagée. Dussent-elles être impuissantes à nous préserver

de ce désastre, l'honneur ne nous permettrait pas de reculer. Mais ce que la Belgique a si bien commencé, la France et l'Angleterre l'achèveront. Elles chasseront l'ennemi en déroute vers l'Allemagne et notre honneur non seulement sera sauf, mais notre nom sera à jamais glorieux. Repoussons ces propositions insultantes et laissons la question se décider par les armes! » C'est le langage d'un grand roi! Aussi le gouvernement français a-t-il tenu à conférer au roi des Belges la médaille militaire, suprême récompense des généraux français quand on a épuisé à leur égard toutes les distinctions dont leur vaillance est digne. Il a également donné à l'héroïque ville de Liége la croix de la Légion d'honneur qui figure dans les armoiries des villes de France qui ont fermé leurs portes à l'ennemi. Il n'avait pas à sa disposition de meilleure manière d'honorer chez un prince la noblesse et la fermeté des caractères et dans une ville héroïque l'intrépidité de ses défenseurs.

Le 4 août dernier, le chancelier de l'Empire allemand disait au Reichstag : « Nécessité ne connaît point de loi. Nos troupes ont occupé le Luxembourg et peut-être déjà la Belgique. *Cela est contraire au droit des gens,* mais nous savions que la France était prête à l'attaque et une attaque de notre aile gauche sur le Rhin inférieur eût pu nous être fatale. C'est ainsi que nous avons dû passer outre aux protestations justifiées du Luxembourg et de la Belgique. Nous réparerons ce tort dès que nous aurons atteint notre but. Quand on est menacé comme nous le sommes et lorsqu'on combat comme nous, pour le bien suprême, *on s'en tire comme on peut!* » Le Reichstag a applaudi frénétiquement cet aveu inouï de la violation du droit des gens et de la parole donnée.

Aux protestations de la grande-duchesse Marie-Adélaïde contre l'envahissement du Luxembourg, M. de Bethmann-Hollweg avait déjà répondu : « Nos mesures militaires au Luxembourg ne doivent pas être interprétées dans le sens d'une action hostile au grand-duché, mais constituent uniquement des mesures prises dans le but d'assurer les lignes de chemins de fer que nous y exploitons contre une invasion française. Le Luxembourg sera entièrement indemnisé des dommages qui pourront être occasionnés. » Et M. de Jagow adressa, quelques heures après, ce télégramme au gouvernement luxembourgeois : « A notre grand regret, les mesures militaires qui ont été

prises étaient devenues indispensables par le fait que nous avons reçu des nouvelles sûres, d'après lesquelles des forces militaires françaises étaient en marche contre le Luxembourg. Nous étions forcés de prendre ces mesures pour la protection de notre armée et pour la sécurité des lignes de chemins de fer. Un acte hostile contre le Luxembourg n'est point dans nos intentions. En présence de l'imminence du danger, il nous a été malheureusement impossible d'entamer des pourparlers préalables avec le gouvernement luxembourgeois. »

Ces pourparlers auraient pris, comme pour la Belgique, la forme d'un ultimatum à bref délai, et l'Allemagne eût passé outre. Elle savait bien d'ailleurs que la France ne songeait pas à violer le territoire luxembourgeois, pas plus que le territoire belge, et ses accusations contre nos projets étaient complètement dépourvues de vérité.

En méconnaissant la signature placée par la Prusse, d'accord avec les quatre autres grandes puissances, sur le traité qui garantissait la neutralité et l'indépendance de la Belgique, M. de Bethmann-Hollweg ne faisait que s'attribuer cette déclaration de Bismarck : « Même les gouvernemens enclins au sophisme et à la violence n'aiment pas manquer ouvertement à leur parole, tant que la force majeure d'intérêts prédominans n'entre pas en jeu. » Le chancelier actuel a dû avouer lui-même que la conduite de l'Allemagne a été contraire au droit des gens, que les protestations du Luxembourg et de la Belgique étaient justifiées et il a cru tirer son pays de la situation illégale et anormale où il s'est placé en invoquant, lui aussi, « la force d'intérêts prédominans, » c'est-à-dire « le bien suprême, » qui lui permet d'offenser toutes les lois. Un avenir prochain montrera s'il a pu le faire impunément.

HENRI WELSCHINGER.

LA
MOBILISATION FINANCIÈRE

I

Notre mobilisation militaire s'est accomplie dans un ordre parfait. Notre état-major a profité des leçons du passé. La plupart des reproches qu'il avait encourus à des époques antérieures ont pu lui être épargnés en 1914. Voyons si la préparation financière a été aussi bonne et si la mobilisation des capitaux s'est opérée avec la même précision et la même rapidité que celle de nos régimens.

Nous ferons tout d'abord remarquer que le problème ne se présente pas de la même façon sur les deux domaines. En matière militaire, tout est dans la main du Gouvernement. Une fois les lois votées, le ministre de la guerre est le maître absolu : tous les citoyens sont tenus d'obéir à la minute aux ordres qui leur sont communiqués par voie d'affiches ou d'avertissemens individuels, et chacun de nous a vu comment les hommes faisant partie de l'armée active, de la réserve ou de la territoriale ont répondu à l'appel. Beaucoup d'entre eux l'ont devancé, sans parler de ceux qui, libérés de toute obligation, ont demandé à reprendre du service. En matière financière, au contraire, nous sommes sur le terrain de la liberté, de l'indépendance, sauf en ce qui concerne la frappe des monnaies et l'émission des billets. Les établissemens de crédit, les banques particulières, les banquiers privés, pourvu qu'ils se soumettent aux lois générales du pays et à certaines lois spéciales qui ne visent

qu'un but fiscal, sont libres d'agir à leur gré. Il est donc plus difficile de préparer ce que nous avons appelé la mobilisation financière que celle des armées. A plusieurs reprises, il avait été question, en France et dans d'autres pays, de soumettre les sociétés de dépôt à une législation spéciale. Les événemens auxquels nous assistons augmenteront peut-être le nombre des partisans de cette mesure. Mais, jusqu'ici, le Gouvernement n'exerçait aucune action sur les sociétés de crédit, tout au moins en ce qui concerne la gestion de leurs dépôts. En ce qui concerne l'introduction sur le marché de valeurs mobilières, particulièrement des fonds d'États, actions et obligations de villes ou corporations étrangères, le ministre des Finances et celui des Affaires étrangères interviennent. Et comme plusieurs de nos sociétés de crédit ont, au cours des dernières années, placé dans leur clientèle une très grande quantité de ces titres étrangers, elles ont été constamment en rapport, à ce sujet, avec le Gouvernement. L'influence de celui-ci s'est-elle exercée avec discernement ? a-t-elle porté tous les fruits que d'aucuns se croyaient en droit d'en attendre ? Ce n'est pas l'heure de discuter cette question, qui devra être reprise après la guerre, et soigneusement étudiée. On peut toutefois dire, dès à présent, qu'il n'apparaît pas que les pouvoirs conférés aux ministres aient eu pour résultat d'écarter de notre marché des titres de la catégorie de ceux que les Anglais qualifient d'*indésirables*. Maintes émissions, faites avec ce que le public considère comme une estampille officielle et qui n'était, en réalité, qu'une sorte de visa de l'autorité, ont coûté cher à l'épargne et immobilisé des sommes considérables, dont l'absence se fait sentir en ce moment.

Quoi qu'il en soit, il convient d'examiner quelle était la situation de nos banques au début de l'été 1914, à la veille de la déclaration de guerre, qui éclata d'une façon si imprévue, et quelle était aussi celle de la Bourse de Paris. Au sujet de cette dernière, il conviendra de distinguer le marché des rentes françaises et celui de l'ensemble des autres valeurs. Nous indiquerons, pour chacune des catégories, les mesures législatives et autres qui ont été prises. Dans une dernière partie, nous donnerons les renseignemens sommaires qui nous sont parvenus sur la situation de quelques marchés étrangers et nous rappellerons au public certains principes essentiels qui devraient guider sa conduite dans les circonstances actuelles.

II

D'après les bilans au 30 juin 1914, publiés par nos quatre principales sociétés de crédit, elles avaient reçu de leur clientèle, en comptes de chèques, de dépôts à vue, à terme ou à préavis, 5500 millions de francs. Elles avaient employé ces dépôts de la façon suivante : en reports et avances, 1080 millions; en effets escomptés, 3540 millions; elles avaient en caisse ou à la Banque de France, 602 millions.

Le tableau ci-dessous résume ces données :

	(En millions de francs).			
	Dépôts.	Escompte.	Avances et reports.	Encaisse.
Crédit Lyonnais.	2378	1648	357	231
Société générale.	1413	738	403	160
Comptoir d'Escompte	1473	1017	249	197
Crédit industriel	240	137	71	14
Au total	5504	3540	1080	602

On estime en général que les dépôts dans les autres sociétés de crédit et chez les banquiers particuliers qui ne publient pas leurs écritures s'élèvent à un montant à peu près égal, c'est-à-dire à 5 milliards de francs. On n'a que des données incomplètes sur l'emploi de ces ressources. D'ailleurs, il a dû y avoir, depuis la déclaration de guerre, des modifications profondes dans la situation des banques. Aucun bilan n'ayant été publié depuis lors, nous ne pouvons raisonner que sur ceux dont nous venons de reproduire les articles essentiels.

La plus grande partie des disponibilités était placée en portefeuille d'escompte. C'est une sorte d'axiome, admis dans le monde des affaires, que des effets ayant une base légitime, c'est-à-dire créés à l'occasion de transactions commerciales effectives, de vente et d'achat de marchandises, constituent l'emploi le meilleur des capitaux qu'une banque a pour mission de faire fructifier.

Ces effets sont des promesses de payer à échéance fixe des sommes déterminées, et donnent, par conséquent, à l'établissement qui les a acquis, la certitude de rentrées successives à des dates prévues. Ces dates sont, en général, rapprochées, et ne dépassent guère trois mois.

Les capitaux au moyen desquels les banques ont acquis leur portefeuille sont, pour la majeure partie, constitués par des dépôts à vue, en sorte que, malgré la brièveté relative du délai dans lequel les effets de portefeuille viennent à échéance, il n'y a pas concordance entre les exigibilités et les disponibilités. C'est ici qu'intervient un facteur essentiel de notre système financier : la Banque de France. Celle-ci a la faculté de créer des billets qui ont le caractère de monnaie et, grâce à ce pouvoir, fournit aux autres banques, lorsqu'elles en ont besoin, un moyen de paiement immédiat. Pour cela, elle leur reprend tout ou partie de leurs effets, qu'elle place dans son propre portefeuille, et qu'elle encaissera à l'échéance ; elle les échange contre des billets que les banques remettent à leurs déposans, et au moyen desquels elles se libèrent vis-à-vis de ces derniers. Ils auraient le droit, à leur tour, de venir présenter ces billets à la Banque de France, et d'en exiger le remboursement en espèces sonnantes et trébuchantes ; mais, en temps ordinaire, ils ne s'en soucient pas, et, aux époques exceptionnelles, le législateur dispense la Banque de cette obligation.

Il résulte des explications qui précèdent que tout notre édifice bancaire repose, en dernière analyse, sur la Banque de France. C'est ce que confessait le président du plus important de nos établissemens de crédit, M. Henri Germain, qui, pendant la dernière partie de sa vie, n'a cessé de s'appliquer à rendre la situation du Crédit Lyonnais aussi forte et aussi liquide que possible, mais qui répétait : « Nous sommes prêts à tout événement, à condition que la Banque de France soit toujours là. » Certes, il n'y a pas d'emploi plus judicieux des ressources d'une banque que l'escompte du papier de commerce : c'est par là qu'elle distribue le crédit aux industriels et aux négocians qui en ont besoin, et qu'elle contribue à développer les transactions dans le pays. Toutefois, si les banques étaient isolées, réduites à ne compter que sur leurs propres moyens, elles devraient ou bien n'accepter que des dépôts à échéance aussi éloignée que celle des traites qu'elles mettent en portefeuille, ou bien n'employer à l'escompte que leurs capitaux propres, c'est-à-dire le montant des sommes versées par les actionnaires ou mises en réserve. C'est pour elles un avantage immense que d'avoir à côté, ou plutôt au-dessus d'elles, un établissement central qui peut, à tout moment, transformer leurs créances à terme en un moyen de

paiement immédiat, donner, contre l'effet à échéance, le billet à vue.

Il est facile de voir comment, dès que l'horizon s'assombrit et que les déposans viennent réclamer aux établissemens de crédit le remboursement de leur avoir, le chiffre des escomptes grossit à la Banque de France. Le 23 juillet 1914, son portefeuille était de 1541 millions; une semaine plus tard, le 30 juillet, à la veille de la déclaration de guerre, il s'élevait à 2444 millions, c'est-à-dire qu'en sept jours il avait augmenté de 903 millions. Parallèlement, la circulation passait de 5911 à 6683 millions, atteignant presque le maximum légal, fixé alors à 6800 millions.

On comprend que, pour intervenir d'une façon aussi efficace, la Banque de France doit jouir auprès du public d'un crédit illimité. Il faut que sa signature soit l'équivalent de la monnaie, qu'elle vaille, selon le dicton populaire, de l'or. Les garanties qui sont à la base du billet sont l'encaisse métallique et les effets escomptés. Aussi longtemps que le total de la circulation, c'est-à-dire des billets émis, ne dépasse pas celui de ces deux chapitres de l'actif, le remboursement des billets en espèces est mathématiquement assuré. Il suffirait que la Banque ne procédât pas à de nouveaux escomptes, et encaissât à leur échéance les traites qu'elle a en portefeuille, pour qu'elle réunît en peu de temps dans ses serres une quantité de numéraire égale à celle de la circulation. Mais il intervient un troisième élément qui joue un rôle d'autant plus important que les temps sont plus troublés. C'est l'État, qui s'adresse à la Banque et lui demande son concours. Déjà, auparavant, il était son débiteur pour une somme de 200 millions qui avait été avancée au Trésor à diverses occasions, 60 millions en 1857, 80 en 1878, 40 en 1897 et 20 en 1911. Ces diverses avances ont été fondues en une seule qui échoit au jour d'expiration du privilège concédé à la Banque, c'est-à-dire le 31 décembre 1920 : elles ne sont passibles d'aucun intérêt.

A la suite de la déclaration de guerre, les avances de la Banque à l'État ont pris de tout autres proportions. Une convention de 1897, renouvelée en 1911, avait prévu qu'elles pourraient s'élever à 2900 millions, auxquels s'ajouteront 100 millions fournis par la Banque de l'Algérie, de façon à former un total de 3 milliards. La loi du 5 avril 1914, qui a approuvé ces accords, a en même temps élevé à 12 milliards la limite d'émis-

sion. Ce chiffre pourra être dépassé en vertu d'un décret rendu en Conseil d'État. La Banque de France est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en espèces. La Banque de l'Algérie a été autorisée à porter à 400 millions sa circulation ; elle est également dispensée de l'obligation du remboursement.

La Banque de France remplit admirablement son double rôle : elle est le banquier des banques et celui de l'État. La première partie de sa tâche est compliquée par le moratorium qui est intervenu et qui a ajourné l'échéance de toutes les obligations contractées antérieurement au 4 août. Le gouvernement a été autorisé, par une loi du 5 août, « à prendre, dans l'intérêt général, par décret en Conseil des ministres, toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles. » Un décret rendu le 9 août, en conformité de cette loi, proroge de trente jours francs l'échéance de toutes les valeurs négociables échues depuis le 31 juillet ou venant à échéance avant le 1er septembre. Il en résulte que la Banque de France n'encaisse pas en ce moment les effets qu'elle a en portefeuille, et que, par conséquent, elle ne reconstitue pas les ressources dont elle a disposé pour escompter ces traites. Mais le cours forcé la dispense de rembourser ses billets et lui permet d'attendre le retour aux circonstances normales.

Avec une encaisse de 4 milliards et demi de francs (dont plus de 4 milliards d'or , elle est dans une position très forte : elle fera face à toutes les éventualités.

De ces diverses mesures résulte un arrêt dans la circulation des valeurs et dans l'exécution des obligations qui, nous devons l'espérer, ne se prolongera pas longtemps. Il s'est également produit à la Bourse.

III

On sait que les opérations sur valeurs mobilières se font de deux façons : au comptant et à terme. Les premières, qui se règlent à bref délai par la livraison des titres et le paiement en monnaie, continuent à s'effectuer dans les mêmes conditions qu'avant la guerre. Il est inutile d'ajouter que le volume en est singulièrement réduit. Quant aux affaires dites à terme, c'est-à-dire qui ne se règlent qu'à des dates fixes, le 15 et le dernier jour de chaque mois, la liquidation en a été ajournée. Toutes

les opérations conclues pour le terme du 31 juillet ont été provisoirement reportées au 31 août.

On sait qu'un certain nombre de ces opérations sont faites par les agens de change et autres intermédiaires pour le compte de cliens qui n'ont pas l'intention de prendre livraison des titres achetés, ni de livrer les titres vendus, mais qui attendent l'occasion de réaliser un bénéfice en revendant ou en rachetant les mêmes valeurs, de façon que toute l'opération se résolve par le paiement d'une différence. La baisse violente déterminée par la guerre a mis les acheteurs de cette catégorie dans une situation précaire. En temps ordinaire, ils font reporter leur position, c'est-à-dire qu'ils obtiennent de détenteurs de capitaux disponibles une avance temporaire sur leurs titres, grâce à laquelle ils renvoient à la liquidation suivante le terme d'exécution de leurs engagemens. Ils se trouvent, à la fin du mois d'août, dans la même situation qu'à la fin de juillet, et le problème se pose de nouveau de savoir comment devront se régler les transactions conclues avant le 31 juillet.

La question est particulièrement délicate pour les opérations en cours sur la rente française 3 1/2 pour 100 amortissable. Le 7 juillet dernier, un emprunt de 885 millions était mis en souscription au cours de 91; il obtenait le plus grand succès et était couvert quarante fois. Il n'était versé que 10 francs au moment de l'émission sur chaque 100 francs de capital normal; le second versement de 21 francs venait à échéance le 31 juillet, le troisième de 30 francs est exigible le 16 septembre, le quatrième et dernier, de 30 francs également, le 16 novembre. Une fraction de l'emprunt, le quart environ, a été libérée par anticipation; mais la majeure partie ne l'a pas été : elle est encore entre les mains des souscripteurs originaires qui doivent acquitter, aux dates fixées, le solde du prix d'émission.

IV

Les places étrangères semblent avoir passé par des phases semblables à celles qui ont marqué pour la nôtre le début de la guerre. La Bourse de Londres (*Stock-exchange*) a été fermée le 31 juillet; la liquidation du milieu d'août a été reportée au 31 août, puis au 14 septembre, et celle des consolidés anglais au 1er septembre. Une proclamation royale du 6 août a reculé

d'un mois l'échéance de tous paiemens résultant de contrats antérieurs au 4 août; elle dispose que ces sommes porteront intérêt au profit du créancier, à partir du jour où il aura mis son débiteur en mesure de s'exécuter. Les membres du *Stock-exchange* de Londres, c'est-à-dire les agens de change anglais, ont, en vertu de cette clause, invité leurs cliens acheteurs de titres en liquidation mi-août à en prendre livraison. Ceux qui ne le font pas auront à supporter l'intérêt depuis cette date jusqu'au jour du règlement.

La Banque d'Angleterre a élevé son escompte le 31 juillet de 4 à 8 pour 100 et le 1er août à 10 pour 100. Mais, dès le vendredi 7 août, elle le ramenait à 6 pour 100 et, le lendemain, à 5 pour 100. Les journées des 3, 4, 5 et 6 août avaient été déclarées « fériées, » ce qui avait permis aux esprits de se calmer et au gouvernement de préparer des billets de 10 shillings et de 1 livre sterling (12 fr. 50 et 25 francs) qu'il a mis en circulation. Ces billets d'État sont remboursables en or, comme ceux de la Banque d'Angleterre. Les mandats postaux ont été déclarés monnaie légale. La loi de la Banque (*Bank Act*) a été modifiée en ce sens que la quantité de billets de 5 livres sterling que la Banque est autorisée à émettre sans couverture métallique n'est plus limitée au chiffre de 18 450 000 livres. De leur côté, les établissemens de dépôt (*joint-stock banks*) de Londres ont créé des certificats de chambre de compensation (*Clearing house certificates*) garantis par des dépôts de titres, et dont elles se servent entre elles pour les règlemens de leurs soldes de comptes. Ces diverses mesures ont ramené le calme sur la place de Londres.

Toutefois, on n'y a pas encore repris les affaires en changes étrangers, et c'est là un point vital du mécanisme économique de l'Angleterre. L'énorme commerce extérieur de la Grande-Bretagne, qui dépasse maintenant 30 milliards de francs par an, ne peut se poursuivre que si les règlemens en sont assurés, et ceux-ci ne peuvent l'être que par des transactions régulières en transferts, chèques et lettres de change sur les pays avec lesquels s'opèrent les achats et ventes de marchandises. Des cours de change ont été cotés dès le 13 août sur Hongkong, Shanghaï, Alexandrie, Buenos-Ayres, Valparaiso, Montevideo.

Très vives au début, les demandes d'or sont déjà beaucoup moins pressantes. La communauté britannique est satisfaite de

ce premier résultat, qui indique un certain retour de tranquillité dans les esprits; elle aurait voulu échapper au moratorium, L'*Economist* de Londres écrivait dans son numéro du 8 août : « Il y a quinze jours, n'importe quel homme d'affaires de la Cité eût haussé les épaules à l'idée qu'un moratorium pût être institué en Angleterre. Mais la guerre a dévasté le délicat mécanisme du crédit, dont la place de Londres a pendant longtemps si merveilleusement profité. Les difficultés avec lesquelles les banques se sont trouvées aux prises résultent du fait qu'elles avaient en portefeuille des lettres de change acceptées par des maisons qui ne pouvaient les payer faute de remises reçues des tireurs... La situation est bien pire en Allemagne. »

L'examen du bilan de la Banque d'Angleterre, à une semaine d'intervalle, est instructif. On sait que nul indice économique n'est plus sensible et ne reflète avec plus d'exactitude la situation du marché monétaire; du 29 juillet au 7 août 1914, l'émission des billets était tombée de 55 à 44 millions de livres sterling; mais, le 29 juillet, 25 millions de ces billets étaient dans les mains de la Banque, tandis que, le 7 août, elle n'en avait plus que 8 millions, ce qui veut dire que, bien que la circulation totale eût diminué, la circulation effective aux mains du public s'était élevée de 30 à 36 millions. Par suite de cette modification, la réserve de billets et d'espèces, qui représentait le 29 juillet 27 millions, c'est-à-dire 40 pour 100 des dépôts, ne s'élevait, plus le 8 août qu'à 10 millions, soit 14 pour 100 des dépôts. Cette baisse prodigieuse explique la hausse violente du taux de l'escompte. L'encaisse métallique était tombée, de 38 millions le 29 juillet, à 28 millions le 7 août : elle avait donc diminué de 10 millions de livres, soit 250 millions de francs. Mais, depuis lors, des arrivages considérables de métal jaune ont permis à la Banque de reconstituer son trésor.

Le bilan du 13 août n'est pas moins intéressant que les deux précédens. Il accuse une augmentation de l'encaisse de près de 5 1/2 millions de livres, 135 millions de francs. La proportion de la réserve aux engagemens a remonté de 14 à 17 pour 100. Les dépôts particuliers atteignent 84 millions de livres, soit 2100 millions de francs; la plupart des banques et banquiers particuliers ont augmenté considérablement le chiffre de leur compte à la Banque d'Angleterre. Celle-ci n'a pas encore usé

de l'autorisation qui lui a été donnée d'émettre des billets au delà de la limite que lui impose sa charte. Une partie de l'or acquis par elle a été déposée pour son compte entre les mains du ministre des finances du Canada, à Ottawa; cette mesure intelligente va sans doute être imitée dans l'Afrique du Sud, de façon à éviter provisoirement les transports de métal, qui peuvent être dangereux en temps de guerre. Enfin, le gouvernement britannique ayant garanti la Banque d'Angleterre contre toute perte pouvant résulter pour elle de l'escompte d'effets acceptés antérieurement au 4 août, elle va procéder à des achats de lettres de change, qui rendront des services inestimables à la communauté commerciale.

La situation est sans précédent, parce que jamais, dans les temps modernes, les relations internationales n'ont été interrompues entre autant de pays à la fois. Elle s'améliorera quand les mers auront été purgées des croiseurs allemands, parce qu'alors la prime d'assurance baissera considérablement et que les navires marchands reprendront sans crainte leurs voyages. Dès maintenant, le gouvernement assume la charge des quatre cinquièmes des frais d'assurance de la coque et de la cargaison des navires marchands anglais; on estime que, grâce à cette mesure, le commerce maritime international va reprendre son cours et permettre à la fois au courant des importations et à celui des exportations anglaises vers les pays neutres de se poursuivre. La politique adoptée par le cabinet a rencontré une approbation générale dans le monde des assureurs, qui la considère comme la seule efficace dans l'état actuel du commerce d'outre-mer. Notre Gouvernement a manifesté des dispositions analogues et prend à sa charge la presque totalité des risques d'assurances des navires français.

En Amérique, les effets de la crise n'ont pas été moins foudroyans qu'en Europe. Si on se l'explique pour les pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, qui vivent du crédit que leur fait l'Ancien Monde, on peut se demander pourquoi la place de New-York semble avoir été aussi vivement atteinte et pourquoi la Bourse y a été fermée en même temps qu'elle l'était à Londres, Vienne, Budapest, Saint-Pétersbourg et en d'autres capitales. La raison en est que les porteurs européens de valeurs américaines ont voulu réaliser ces titres en quantités énormes : c'est pour éviter une avalanche d'offres que les transactions ont été provi-

soirement suspendues. C'était par millions que se comptaient les actions et les obligations titres expédiées d'Allemagne pour être réalisées à New-York.

Depuis quelque temps déjà des expéditions d'or considérables avaient lieu d'Amérique en Europe. Mais, à la longue, il est certain que les États-Unis seront le seul pays du monde qui s'enrichira pendant la guerre : d'une part, il aura occasion de racheter à de très bas cours le papier dont les belligérans voudront se défaire ; d'autre part, il leur vendra, à de hauts prix, les matières premières dont ils auront besoin, à commencer par les céréales, dont la récolte est excellente chez lui, la viande, le pétrole, les cuirs, en un mot tout ce que réclament les armées en campagne et les consommateurs restés dans leurs foyers. L'ensemble de ces considérations nous fait croire que le marché américain sera le premier à se rouvrir, et que les transactions ne tarderont pas à y reprendre de l'ampleur.

Des dépêches nous apprennent déjà que la Chambre de compensation de New-York s'est réunie et a arrêté des mesures pour faciliter les échanges au comptant : la seule condition imposée est qu'ils ne se fassent pas à des cours inférieurs à ceux qui étaient pratiqués avant la clôture de la Bourse.

En Belgique, un moratoire permet aux banques de ne rembourser à chaque déposant que mille francs et 10 pour 100 de l'excédent.

Des Bourses allemandes et autrichiennes il nous est très difficile de parler. Aucun renseignement ne nous est parvenu sur leur situation. Les transactions sont nulles à Berlin. Les mesures fiduciaires et monétaires prévues par la loi de 1913 ont dû être mises en vigueur : augmentation des billets d'État *(Reichskassenscheine)*, frappe extraordinaire de monnaies d'argent. L'Autriche-Hongrie, très éprouvée depuis deux ans par le contre-coup de la guerre balkanique, doit souffrir également. Déjà on annonce que les billets de banque allemands et autrichiens sont fortement dépréciés par rapport au métal.

Les quelques pays européens qui sont restés neutres ressentent eux-mêmes le contre-coup économique des événemens. En Espagne, les fonds publics sont brusquement tombés de 10 pour 100. La Banque d'émission a été autorisée à porter la limite maximum de sa circulation de deux milliards à 2 500 millions de pesetas ; en vertu d'un décret du 6 août, la Banque d'Espagne

pourra créer un demi-milliard de billets nouveaux, garantis, jusqu'à concurrence de 60 pour 100, par de l'or et de 20 pour 100 par de la monnaie d'argent. La Norvège a établi un moratorium général d'un mois et dispense sa banque d'émission de l'obligation de rembourser ses billets en espèces. A Constantinople, des banques allemandes et autrichiennes ont suspendu leurs paiemens; un moratoire d'un mois a été proclamé.

L'Amérique du Sud est très éprouvée. A Rio de Janeiro, le gouvernement vient d'émettre 300 millions de milreis (environ un demi-milliard de francs) de billets. De ce montant, 200 millions seront retirés graduellement au moyen d'un prélèvement de 10 pour 100 sur le produit des douanes fédérales; 100 millions sont avancés aux banques, qui devront les rembourser au plus tard le 31 décembre 1915. Un moratoire de trente jours, pouvant être porté à cent vingt jours, a été décrété. En Argentine, le moratoire a été voté pour un mois, et la Caisse de conversion fermée pour un délai égal, susceptible d'être doublé par le pouvoir exécutif. En Bulgarie, le Sobranié a voté un moratoire de trois mois. En Égypte, il a été fixé au 15 septembre; les banques sont autorisées à ne rembourser que 5 pour 100 des dépôts.

V

Nos lecteurs nous pardonneront de leur dire que ce n'est pas sans un effort énergique de volonté qu'il nous a été possible de rédiger en ce moment un article économique. Nous l'avons fait par esprit de devoir et parce que nous pensons que chaque Français doit s'efforcer de travailler dans sa sphère, et d'aider, dans la mesure où il le peut, à ce que la vie nationale ne soit pas trop complètement interrompue.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour adjurer nos compatriotes, lecteurs de la *Revue* et autres, de garder leur sang-froid dans l'épreuve que traverse notre pays et de laquelle il sortira, nous en avons la ferme conviction, fortifié et ennobli.

Il ne faut pas que les mêmes hommes qui donnent un si admirable exemple de dévouement à la patrie en lui offrant joyeusement leur vie et celle des êtres qui leur sont le plus chers, perdent leur calme en face d'une situation financière qui est

sérieuse, mais qui est certainement moins préoccupante pour la France et ses alliés que pour leurs adversaires.

Le public porte sa part de responsabilité dans le trouble qui s'est manifesté à la fin de juillet et au commencement d'août. Aux premiers bruits de guerre, un très grand nombre de cliens se sont précipités aux guichets des banques et ont retiré des sommes considérables. Certes, il est naturel qu'un père de famille, à la veille d'événemens graves, se hâte de mettre de côté une somme d'argent suffisante pour assurer la nourriture et les besoins élémentaires des siens. Mais les accumulations de monnaie se sont produites en quantités bien supérieures à ces besoins : c'est par centaines de milliers de francs que de simples particuliers ont thésaurisé et accumulé dans leurs serres des espèces métalliques et des billets de banque. Ces instrumens de paiement ou de crédit sont ainsi retirés de la circulation au moment même où celle-ci en aurait le plus grand besoin. Il en résulte un affaiblissement des banques, dont le rôle unique n'est pas de transformer en monnaie, à première réquisition, la totalité des dépôts qui leur sont confiés, mais qui doivent bien plutôt servir d'intermédiaire au plus grand nombre possible de citoyens, en leur permettant de régler, par des transferts, leurs dettes et leurs créances réciproques.

Que l'on considère l'Angleterre, où les dépôts de banque atteignent 25 milliards de francs; les États-Unis, où ils dépassent 80 milliards; que l'on mette ces chiffres en présence du stock monétaire des deux pays, et l'on se convaincra aisément que personne ne s'y attend à recevoir, à première réquisition, en espèces, la totalité des sommes qui figurent à son crédit. Et cependant, les cliens de ces établissemens britanniques et américains laissent sans crainte leurs milliards entre les mains d'établissemens par l'intermédiaire desquels ils règlent quotidiennement d'innombrables transactions. La cité de Londres a eu, dans les premiers jours d'août, elle aussi, ses heures de panique. Mais elle n'a pas tardé à se ressaisir. Jamais les dépôts à la Banque d'Angleterre n'avaient atteint les chiffres que révèlent les derniers bilans. Particuliers et banques comprennent qu'ils ont un égal intérêt à laisser dans la circulation les sommes qui leur appartiennent : loin de thésauriser, ils laissent ce qu'ils ont de disponible entre les mains de l'établissement régulateur, dont l'action bienfaisante doit faire mouvoir le mécanisme financier

de la Grande-Bretagne et amener par contre-coup la reprise des transactions sur d'autres places.

En attendant, la loi française du moratorium a fixé provisoirement à 250 francs, augmenté du vingtième du surplus, la somme que chaque titulaire d'un compte peut exiger des banques dépositaires. Dans plus d'un cas celles-ci ne se sont pas prévalues de cette disposition et ont fourni à leur clientèle des montans plus élevés que ceux qu'elles étaient légalement obligées de payer. Un nouveau décret du 20 août a enjoint aux banques de rembourser un dixième des dépôts. Le Crédit Foncier de France s'est déclaré prêt à rembourser la totalité de ses dépôts : cela a suffi pour arrêter les retraits. Nous espérons que bientôt l'état normal sera rétabli partout. Mais il faut pour cela que le public lui-même collabore à l'œuvre de restauration et qu'il cesse de manifester l'esprit de défiance excessive dont il a fait preuve durant la crise à l'égard des sociétés de crédit. Il est vrai malheureusement que celles-ci n'ont pas été à l'abri de tout reproche : quelques-unes d'entre elles, sortant du rôle d'établissemens de dépôt ou l'élargissant indûment, ont exagéré leur activité du côté du placement des valeurs mobilières et n'ont pas toujours apporté le discernement voulu dans le choix de ces valeurs. Leur clientèle s'en est souvenue, et, s'étant mal trouvée d'avoir suivi leurs conseils en matière de placemens, n'a plus voulu laisser entre leurs mains les soldes créditeurs de ses comptes d'espèces.

Ce fut un tort. Prenons exemple sur l'Angleterre. A Londres, au moment de la déclaration de guerre, quelques velléités de thésaurisation se sont produites : on a présenté des billets au remboursement à la Banque d'Angleterre. Mais le public, se rendant bientôt compte que les chèques étaient payés comme auparavant, a laissé dans les banques les sommes dont il était créditeur. D'ailleurs, l'or afflue à Londres du monde entier; l'Afrique du Sud a, dans le seul mois de juillet, produit près de 80 millions de francs du métal précieux, qui ont pris le chemin du Royaume Uni. Plus que jamais, la Cité paraît devoir être le centre des règlemens internationaux.

Sachons comprendre en France que nous n'avons pas seulement le devoir militaire à remplir envers la patrie. Réfléchissons aux nécessités financières, et efforçons-nous, au lieu d'augmenter les difficultés, de contribuer à les écarter. Il est antipatriotique de conserver par devers soi, en numéraire ou en

billets de banque, une somme dépassant les dépenses courantes à prévoir pendant quelques mois ; et encore ce montant peut-il, sans le moindre danger, être considérablement réduit; les banques, dès maintenant, ouvrent à leurs cliens des comptes pour lesquels elles renoncent à se prévaloir de la clause du moratorium et dont la totalité est, à tout instant, à la disposition du titulaire. Ceux qui ne veulent pas faire confiance aux sociétés de crédit n'ont qu'à demander l'ouverture d'un compte à la Banque de France et à lui verser leurs disponibilités, qui ne sauraient être sous une meilleure garde. Il faut que la thésaurisation irraisonnée et excessive cesse : en se prolongeant, elle constituerait pour notre société un retour à l'état primitif, dont les efforts de la civilisation nous ont éloignés peu à peu.

La monnaie, qui jadis était le seul moyen d'effectuer des paiemens, ne doit servir aujourd'hui que d'appoint dans le règlement des transactions humaines. Tout le reste se fait par le crédit. Crédit veut dire confiance. Ne craignons pas de l'accorder à nos grandes banques : elles ont été surprises par la soudaineté et l'énormité des demandes qui leur ont été adressées, mais elles vont retrouver leur équilibre et aideront à rétablir la marche normale de notre mécanisme économique, instrument indispensable à la continuation de notre effort militaire. La mobilisation de l'armée s'est opérée dans des conditions merveilleuses d'ordre et de régularité. Il faut que la mobilisation financière ne lui soit pas inférieure. Aidons de tout notre pouvoir ceux qui ont la charge redoutable de l'organiser. Sur ce terrain comme sur le champ de bataille, nous ne pouvons être victorieux qu'en agissant dans l'intérêt général et en faisant abstraction de tout égoïsme particulier. Que chacun soit pénétré de cette vérité, et une grande partie des difficultés de l'heure présente se résoudront d'elles-mêmes. Depuis plus d'un siècle le crédit de la France n'a jamais été mis en doute : appliquons-lui la fière devise de nos alliés anglais, et répétons : « Je maintiendrai ».

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LES IMAGES D'ÉPINAL

Sans doute c'est une illusion : il me semble qu'elles se font plus rares qu'autrefois. On ne voit plus chez le papetier leurs feuilles multicolores qu'attachent le long d'une ficelle des épingles de blanchisseuse; elles ne pendent plus devant les casiers, en liasses qui s'abattaient sous nos yeux enfiévrés et nous faisaient éprouver toutes les anxiétés du désir. Les petits Français de ma connaissance n'ont pas entre les mains une seule de ces pages qui émerveillaient notre enfance. Je les plains; il leur manque une des joies de leur âge. Dans les heures tragiques que nous traversons, où tout ce qui nous parle du cher pays lorrain retentit plus que jamais au fond de notre cœur, on lira avec un intérêt ému, le beau livre que M. René Perrout vient de consacrer à l'image d'Épinal (1).

M. René Perrout est un avocat d'Épinal qui est un pratiquant de la culture régionaliste. Il est un peu le Pouvillon de son petit coin des Vosges. Il fallait un tel écrivain pour bien faire l'histoire dont nous nous occupons. Il y fallait la connaissance des choses et des gens, la familiarité avec la tradition locale, une qualité de talent particulière, de la cordialité, de l'humour, de la philosophie. Il y fallait enfin un grand fonds de patience, car la tâche exigeait les recherches les plus délicates. Le peuple est un conservateur négligent de ces choses fragiles, que menacent sans cesse mille causes de ruine; les collectionneurs les dédaignent, et les dépôts publics, il y a cinquante ans, partageaient cette

(1) *Les images d'Épinal*, par M. René Perrout. Préface de M. Maurice Barrès. Cent cinquante illustrations d'après des images d'Épinal, 1 vol. in-4°, chez Ollendorff.

indifférence. Il ne subsiste de tout ce passé que de rares épaves : c'était faire œuvre pie que de les recueillir. Mais une histoire des images ne va pas sans images. Il fallait reproduire ces rudes enluminures, vénérables monuments de l'âme populaire. C'est ici que l'auteur a rencontré le secours de M. Charles Sadoul et de son admirable *Revue lorraine illustrée*. De leur collaboration, est sorti un ouvrage qui montre comment on peut travailler en province. On trouvera peut-être que c'est faire trop d'honneur à l'image d'Épinal, que de lui consacrer un in-quarto de luxe. Mais ce serait n'en pas comprendre la réelle importance. Ce que contiennent ces chiffons d'un sou, c'est le cœur même des foules. C'est sous cette forme que les simples ont appris à se figurer les choses et la vie. M. Maurice Barrès l'a dit dans la préface qu'il a écrite pour M. Perrout : l'histoire de l'imagerie est tout un chapitre de l'histoire de l'imagination française.

L'auteur s'est borné à parler de la fabrique d'Épinal. C'est la plus célèbre de toutes. Son nom est devenu celui d'un genre : il est le synonyme d'imagerie populaire. Les images d'Épinal ! Le mot évoque une vision : quelques traits d'un dessin rugueux, bariolés d'un âpre coloriage; des batailles, des uniformes, des armées de soldats de toutes nations et de toutes armes, des actions d'éclat, le *Vengeur*, Marengo, les maréchaux de France, Ney, Lannes, Napoléon, ou encore des histoires sentimentales ou satiriques, une morale en images où invariablement on voit le vice puni et la vertu récompensée. Tout cela, en effet, est, à peu de chose près, la création particulière de l'imagerie d'Épinal; et on peut ajouter : l'invention et le patrimoine de la famille Pellerin.

Les Pellerin n'étaient pas originaires d'Épinal. Quand ils y arrivèrent, au milieu du XVIIIe siècle, l'imagerie était déjà, depuis cent ans au moins, une des branches de l'industrie locale. Il y avait un groupe, une corporation de *dominotiers*, comme on disait, qui faisaient les papiers peints, les cartes, et surtout ces « saintetés, » d'un aimable rococo, dont M. René Perrout a retrouvé quelques exemplaires. Ce qui est curieux, c'est que cet art, si bien de son temps, est par certains côtés encore d'un autre âge. On s'aperçoit que, dans cette France des Encyclopédistes, dans cette société critique, libertine, voluptueuse, presque rien en réalité n'a encore changé : le peuple en est toujours au XVe ou au XVIe siècle. On est tout surpris, en feuille-

tant le recueil de M. Perrout, d'y rencontrer les thèmes de ce christianisme pathétique, comme les *Arma Christi* ou le *Pressoir mystique*, dont la vogue fut si grande à la fin du moyen âge. Et puis, ce sont les saints, les célestes protecteurs qui brillent sur les vitraux, les génies domestiques, les Lares des campagnes : saint Blaise, saint Guérin, qui veillent sur les étables, saint Hubert qui guérit la rage, saint Roch qui écarte la peste, sainte Barbe qui émousse et conjure les traits de la foudre. Voilà les personnages, les héros populaires, dont les images rassurantes se clouent dans la maison, sur la hotte de l'âtre qui préside au cercle de famille, sur le lit, au-dessus du sommeil des époux, sur le berceau des petits, sur la chambre des filles, à la porte des bahuts, des granges, du chenil, comme un talisman, un secours contre toutes les alarmes du jour et de la nuit. Et cela remontait à des temps très lointains, aux plus vieilles images de nos cabinets d'estampes, qui datent peut-être de la fin du XIVe siècle; et c'est ce que signifiait ce joli nom de « dominotiers, » c'est-à-dire fabricans d'articles de dévotion (littéralement de « bondieuseries »), qui fut jusqu'au siècle dernier celui des marchands d'images. Mais le langage populaire se servait d'une métaphore encore plus expressive, d'un mot où tiennent des siècles d'antiquités chrétiennes, la longue société des humbles avec leurs patrons de là-haut, la bienveillante féerie où respirait cet ancien peuple; il n'avait qu'un seul nom pour toutes les images; profanes ou sacrées, il les appelait : les « Saints. »

Telle était l'imagerie aux derniers jours de l'ancienne France, lorsque Jean-Charles Pellerin y apporta une révolution. Il faut donner quelques détails sur cet inventeur, ce bonhomme, ce « Charles Perrault » en petit, comme dit M. Maurice Barrès : c'est lui qui laïcisa l'image populaire tout en étendant singulièrement son domaine. Il sut à merveille saisir, de son coin d'Épinal, le bouleversement moral qui venait de s'accomplir et les besoins nouveaux de l'imagination. Il y adapta son industrie avec une souplesse parfaite et une intelligence lucide.

L'homme, une miniature de famille, publiée par M. Perrout, nous le montre, vers 1820, aux environs de la soixantaine. C'est un bourgeois encore vert, de face pleine et rasée, l'air un peu solennel, serré à triple tour dans sa cravate de mousseline, et conservant sous les Bourbons le frac à boutons d'argent, la

coiffure à la Mirabeau, l'aspect sérieux de l'homme du Tiers. L'œil est à fleur de tête, petit et attentif, avec quelque chose de flottant et de songeur dans le regard, le menton énergique, la bouche malicieuse, un mélange pondéré de qualités complexes, de prudence et de décision, d'esprit et de candeur. C'est bien l'oncle d'ancien régime qui devait enchanter tant de petits garçons. Il était déjà maître-cartier en 1790, et fut fonctionnaire de la mairie sous la Convention. Mais, la tourmente passée, il jugea vite la situation. Le gouvernement renouvelait le bail avec l'Église. Les vieux saints du calendrier, les ci-devant proscrits des décades philosophiques, revenaient d'exil et remontaient l'un après l'autre sur les autels. Jean-Charles flaira une bonne affaire. Les dominotiers de la ville étaient tous retirés ou morts; leurs bois moisissaient dans les caves depuis les mauvais jours; il les eut pour un morceau de pain, et se mit à exploiter ce fonds, condamné par la politique, et que la politique ramenait à l'ordre du jour. Il eut ainsi son rôle, modeste, mais important, dans la Renaissance catholique qui suivit le Consulat, et qu'il ne servit peut-être pas moins, dans les campagnes, que Chateaubriand, dans les villes et devant l'opinion, par le *Génie du Christianisme*.

Mais le marchand-cartier ne s'arrêta pas en si beau chemin. Enhardi par ce premier succès, il ne tarda pas à concevoir la plus féconde de ses idées. Comme il venait de s'annexer l'imagerie dévote, il lui vint à l'esprit d'agrandir encore son négoce et de l'étendre aux faits de l'histoire contemporaine. C'était ouvrir à l'imagerie une carrière infinie et des ressources inépuisables. Sans doute, les anciens imagiers ne les avaient pas ignorées; ils répandaient certains événemens célèbres, les crimes, les méfaits des bandits et des monstres, ces vagues terreurs dont se repaît l'imagination rurale. Mais point de règle, nul système. Personne n'avait encore imaginé, d'une manière suivie, la représentation de l'actualité populaire, la politique, l'histoire, le journal en images. C'était une idée de génie, le germe de la presse illustrée, de l'hebdomadaire à un sou. On serait curieux d'en connaître l'origine. Mais la chronologie du sujet est obscure : les vieux « bois » ont brûlé, les livres de comptes ont disparu. Un seul fait ressort clairement : c'est l'Empire avec ses prodiges, les victoires de nos armes, l'orgueil de tant de gloire, qui détermina, créa tout, occasion, sujets, circonstances, public. L'image

d'Épinal, telle que la conçut Jean-Charles, est un produit direct de cet âge héroïque.

Pénétrons, avec notre guide, dans la boutique provinciale d'où allaient s'envoler tant de brillantes images. Qu'on se figure quelque chose comme l'imprimerie Séchard, des *Illusions perdues :* le cadre d'une de ces patriarcales industries où la famille se partage entre les soins du ménage et ceux des affaires. Chacun met la main à la pâte. Tandis que le patron surveille les ouvriers, manie le pochoir et le frotton, les femmes s'occupent du comptoir et de la clientèle, tiennent les livres, reçoivent, s'empressent. On admire ici les principes d'une épargne rurale, une économie ingénieuse, une charmante absence de *bluff*. L'outillage est rudimentaire : quelques tables, quelques pots de couleurs, deux presses à bras de trente francs, voilà ce qui a suffi au fondateur de la maison Pellerin, et tout le matériel qu'on trouva dans son inventaire. Tout était calculé, réduit aux moindres frais. Pour voiturer le papier des manufactures voisines d'Arches, on attend l'occasion d'une charrette de vigneron qui remonte à vide de la plaine ; et l'on choisit le moment où il y a en magasin de vieux stocks à écouler. Adresses de paysans, touchantes lésineries ! C'est à ce prix que l'étroit négoce mérita de grandir, résista aux mauvaises années, s'étendit à toute la France. D'ailleurs, le même homme qui liardait sur le budget ordinaire était capable, à l'occasion, de prodigalité. Il avait, comme Napoléon, des momens où les sacrifices ne lui coûtaient plus rien. Voulant se rendre compte des procédés de Senefelder, il fait exprès le voyage de Strasbourg ; il obtient la licence de traverser les ateliers, et paie ce quart d'heure cinq cents francs. Ce trait aurait ravi Balzac d'admiration.

***

Mais le charme de ce tableau de mœurs est le moindre mérite des recherches de M. Perrout. Et sa monographie des images d'Épinal n'offrirait, je l'avoue, qu'un intérêt de curiosité, si l'on n'y trouvait l'occasion d'éclaircir un problème important : on y prend sur le fait la question de l'art populaire. C'est une question assez simple, et que le romantisme a rendue très obscure. Tous les critiques nous ont enseigné cette distinction, devenue aujourd'hui banale, entre les produits de l'art savant et ceux de l'art populaire. On nous a répété qu'il n'y avait de

grand, de beau, d'original que les créations du génie collectif, les œuvres impersonnelles, produit du peuple ou de la race. Cela s'étendait à tout, expliquait tout. C'était une sorte de mysticisme, une religion de l'inconscient. Le Peuple était déifié. Jamais on ne rendit un tel hommage à la puissance du nombre, jamais la philosophie ne s'humilia davantage devant le nouveau pouvoir qui venait de se lever. On commence aujourd'hui à revenir de cette illusion. Nous subissons moins qu'autrefois l'hypnotisme de la multitude. On ne rougit plus de croire à l'existence d'Homère. L'exemple d'Épinal vient à propos pour nous permettre de vérifier la théorie. Ici nous saisissons le phénomène à sa source; on voit les ouvriers à l'œuvre; les choses apparaissent toutes proches, dépouillées du prestige des lointains et des mots : c'est un grand avantage, et nous le devons à M. Perrout.

La première impression est qu'il n'y a aucun mystère. On peut s'exciter au lyrisme devant ce que nous connaissons mal, mais il faut en rabattre dès qu'on entre dans la boutique du bonhomme Pellerin. Les fantômes se dissipent. Au lieu de cette apparition du Peuple, que voyons-nous? Un petit patron qui s'occupe avec deux ouvriers. Ces ouvriers eux-mêmes nous sont fort bien connus. Voici le grand Réveillé, l'ancien soldat de la Grande Armée, avec son éternel brûle-gueule et sa vaste barbe blanche; c'est le vétéran de la maison et la première recrue du père Pellerin, qui lui mit de ses mains l'outil entre les doigts, et instruisit à manier le couteau du xylographe ces grosses pattes accoutumées à l'escrime à la baïonnette. Et voici le gros Georgin, le bras droit du patron, l'homme qui, plus de quarante ans, travailla, burina, tailla pour la maison, avec une patience heureuse et une sérénité imperturbable. Celui-là était un garçon d'une singulière adresse. Il s'amusait, dit-on, à construire des horloges dont tout le mécanisme, les mouvemens, les rouages, étaient en bois. En raison de son habileté, il travaillait à part des autres, séparé de ses camarades par un cabinet de verre. C'était un ouvrier d'élite : on le payait trois francs par jour.

Voilà un personnel aussi plébéien qu'on peut l'être, des fils de voiturier, de couturière, vivant en artisans, ayant de leurs pareils les idées, les sentimens, les habitudes, le salaire. C'est le peuple qui parle au peuple. Pourtant, rien d'anonyme : ces

ouvriers signaient. Ils signent, mais ils n'inventent pas. Ces gens du peuple, ces primitifs sont entièrement dépourvus d'imagination. Leur œuvre est tout le contraire d'une œuvre originale. Ce qui lui manque le plus, c'est la naïveté. J'ai dit que les guerres de l'Empire formaient le fonds principal de la maison Pellerin; Réveillé, on l'a vu, avait été soldat; il avait suivi l'Empereur à travers toute l'Europe, et c'était plaisir de l'entendre conter ses souvenirs. Il disait les monceaux de morts, les hommes gelés sur pied, et les chevaux qu'on éventrait vifs, afin de manger leur chair crue et de trouver un peu de chaleur à la place des entrailles. Ainsi le vieux grenadier rapportait ses campagnes; il racontait ingénument ces misères effroyables; alors il se souvenait, il parlait de source. Au contraire, quand il grave, il copie.

Il copie. C'est en vain que vous chercheriez dans ces images la moindre trace d'une chose vécue, une de ces circonstances qui ne se présentent qu'une fois et marquent un ouvrage d'un caractère unique. Ne demandez pas au grognard, ni à son camarade Georgin, qu'ils vous donnent les carnets de notes d'un « vieux de la vieille, » le côté anecdotique de la guerre, l'épopée aperçue par bribes et par lambeaux, ce qu'on voyait dans le rang, à travers la fumée, à Austerlitz ou à Wagram. Ces mémoires militaires, ces croquis de la Grande Armée, nous les possédons, par exemple, dans les souvenirs d'un Ségur ou dans le prologue fameux de la *Chartreuse de Parme;* nous en avons quelque chose au moins dans les aquarelles d'un Schwebach et dans les toiles du général Lejeune. Mais ces auteurs étaient des peintres, avec de jolis dons et une certaine culture. Les Réveillé et les Georgin ne sont que des manœuvres. On ne sait trop quel hasard a emmanché au bout de leur bras le « clou » du xylographe. Ce sont de consciencieuses machines, mais des machines à reproduction. Elles ne savent que répéter les modèles qu'on leur fournit, les gravures de la rue Saint-Jacques, qui est, depuis le xve siècle, le quartier général des libraires et marchands d'estampes. C'est de ces boutiques parisiennes, de chez Genty, de chez Basset, de chez Migeon que viennent ces feuilles en taille-douce, ces gravures au burin, sur cuivre ou sur acier, que la maison Pellerin se borne à démarquer sur bois. L'image d'Épinal n'est qu'une adaptation. On s'attend à trouver l'Empire peint par le capitaine Coignet : on trouve

une seconde édition de la galerie historique de Versailles.

Avouons-le : l'art populaire n'est, la plupart du temps, qu'une contrefaçon du « grand art ». Bien loin d'en être le germe, il en est presque toujours le reflet déformé. Tels sont ces vieux *Noëls*, sur lesquels furent écrites tant de pages attendries, et dans lesquels il ne faut voir qu'un sous-produit de la pastorale de cour, un genre dégénéré, où l'on trouve les noms d'un abbé Pellegrin, d'un frère Macée et d'une Françoise Paschal, Lyonnaise, auteur d'un *Endymion* et d'un *Agathonphile*. L'image d'Épinal n'est qu'un autre exemple de ce déclassement des genres, qui fait qu'au bout de quelques siècles les vieux romans mondains, la littérature chevaleresque, deviennent le charme des paysans, la balle des colporteurs et le fonds de commerce de la *Bibliothèque Bleue*. Seulement, le déclassement s'opère ici beaucoup plus vite et d'une manière systématique. Le plus amusant, c'est qu'en réalité rien n'est plus conforme à l'origine et à l'objet de la gravure. La gravure, en principe, est un art de reflet, un simple procédé de vulgarisation : c'est ce qu'elle était au début, et c'est ce qu'elle redevient entre les mains de Jean-Charles. L'estampe d'amateurs, tirée à petit nombre, est une idée assez récente ; peut-être ne date-t-elle que de Rembrandt, et le nom de certaines pages fameuses, comme la *Pièce aux cent florins*, témoigne de la mauvaise humeur avec laquelle on accueillit des œuvres si coûteuses. Et, tandis que la gravure devenait originale, se perfectionnait, raffinait ses procédés en eau-forte, aquatinte, mezzotinte, l'antique xylographie, restée en possession de plaire aux bonnes gens, retrouvait une seconde jeunesse ; le vieux bois se mettait à refleurir, perpétuant encore, en plein XIXe siècle, quelques-uns des usages et des traits archaïques de la tradition gothique.

***

Car elle a beau n'être qu'un reflet, l'image d'Épinal n'en a pas moins son style, ses caractères intrinsèques qui la distinguent d'une lieue, et qui en font un genre à part. Soyons francs : le grand art aussi vit d'imitations, et peut-être les artistes les plus originaux sont-ils ceux qui se souviennent le plus et qui ont le plus imité. Mais il y a la manière, et la manière d'Épinal vaut la peine qu'on s'y arrête. Il faut voir comment l'ouvrier transforme son modèle, quel travail il lui fait subir, et comment

il l'arrange à la mode d'Épinal. C'est ici la partie la plus curieuse de notre étude, et celle où peut-être arriverait-on à déterminer d'assez près ce qu'on entend par le génie ou le goût populaire. Il faudrait prendre les modèles en vogue dans la maison, gravures d'originaux célèbres, reproductions de Steuben ou d'Horace Vernet, plus tard dessins de *l'Illustration* ou du *Monde illustré*, — voir ce qu'on en conserve, ce qu'on en élimine, préciser ce qui de l'œuvre savante passe dans l'œuvre populaire, quels élémens en restent assimilables au peuple, et de quoi se nourrit son imagination. Ainsi comprise, l'imagerie devient un document précieux. C'est le véritable miroir de la vision des foules.

Ce travail se résume d'un mot : il consiste dans une sorte de desséchement. D'une scène quelconque, après que Réveillé ou Georgin y a passé, il ne reste que le squelette. Les contours se durcissent. Les personnages et les objets sont consciencieusement enfermés dans une sorte d'armature rigide, dans une cage de fils de fer, dont la dureté a pour cause la gaucherie du graveur, mais aussi son instinct de la définition. Le cerveau populaire, simplificateur par essence, éprouve un surprenant besoin de certitude. Il n'admet dans la représentation ni vague, ni flottement, ni coins d'ombre. Tout ce qui est un peu particulier, divers, tout ce qui, dans la vie ou dans une scène imaginaire, dérange nos habitudes et complique l'idée sommaire que nous avons des choses, est sacrifié d'autorité à cet instinct de l'évidence. Si l'art, comme on l'a dit, débrouille la nature, le dessin d'Épinal se pose sur la confusion des faits comme une grille, qui ne laisse apercevoir que les gros caractères. L'homme du peuple ressemble à quelqu'un qui ne saurait lire dans un livre que les têtes de chapitres et ce qui est écrit en capitales. Il lui faut des choses soulignées et isolées les unes des autres par ce trait labouré des écritures enfantines. En même temps qu'elle se schématise, la forme passe par une sorte d'opération de laminage : elle s'aplatit; tout ce qui est profondeur, atmosphère, enveloppe, relief, est aboli. Il ne reste que la silhouette, une formule sans substance et presque vide de contenu. Oh! non, ce n'est pas, comme l'écrit spirituellement M. Maurice Barrès, le langage « ouaté, capitonné » des intellectuels et des « grands mandarins. » Mais ces raffinemens, ces demi-teintes, ces nuances rompues de la langue savante ne sont qu'une manière d'exprimer de plus près la vie. L'image d'Épinal y substitue des abstrac-

tions. Elle ne se soucie point de la réalité. Elle n'est, pour tout dire, nullement naturaliste, et je ne serais pas surpris que M. Maurice Denis ne l'en aimât que mieux, de ne pas chercher le trompe-l'œil et faire concurrence à la réalité. C'est, au fond, une école merveilleusement idéaliste, et les taches aveuglantes, le tatouage barbare dont elle illustre ses dessins, sont moins une peinture des choses qu'une enluminure éclatante qui vient relever le prix de ses affirmations.

Ainsi préparé, décoré, rutilant, flamboyant, avec ses traits grossiers et ses couleurs criardes, le chef-d'œuvre d'Épinal est tout prêt pour l'usage qu'on en attend : c'est un incomparable instrument de légende. Il impose la foi. Il a cette vertu, suprême ambition de l'artiste, et qui lui manque si souvent : il persuade, il se fait croire. L'absence de talent arrive au résultat qui est l'effort suprême du talent : l'artiste se fait oublier, il s'efface devant le sujet. On ne pense plus à sa personne, mais aux choses représentées. L'œil se sature, avant l'esprit, de ces teintes acides, qui grisent comme un alcool, fouettent l'imagination : il y a des bleus, des verts qui vous poursuivent et, après trente ans, gardent dans la mémoire leur opiniâtre activité. Ces bariolages, sans rapport avec la réalité, s'imposent comme des faits, par leurs couleurs violentes et leurs contours tranchés : ce qu'ils présentent d'incohérent et quelquefois d'énigmatique, intrigue l'intelligence, comme le ferait l'inconnu de la vie. Ainsi l'insuffisance et la sécheresse de l'artiste, son absence d'érudition, son impersonnalité, impriment la conviction mieux que ne saurait faire une photographie; cette simplicité répond à la manière d'imaginer des simples; et ce que la gaucherie de l'ouvrier laisse d'inexpliqué dans les choses, prend dans l'imagination une valeur mystérieuse. Les fables ne vivent pas moins par ce qu'on en comprend que par ce qu'elles enferment d'incompréhensible. De même l'image d'Épinal apporte aux gens du peuple un canevas de songes. Elle porte en elle un charme. Elle captive. Elle ébranle fortement la sensibilité. De la muraille où on la cloue, elle interpelle le spectateur, et semble l'apostropher; elle s'attache à sa conscience et s'incorpore à ses idées, elle lui fournit des thèmes aisément saisissables, et lui donne par son incomplet de quoi faire travailler son imagination. C'est un thème vigoureux avec lequel chacun collabore. On ne peut douter que l'image d'Épinal n'ait beaucoup contribué, sous la

monarchie de Juillet, à populariser la légende napoléonienne. Les peintres, les artistes, les Raffet, les Charlet, ne dépassaient guère le cercle d'action de deux ou trois grandes villes; l'image populaire avait le privilège de pénétrer au village; c'est elle qu'on trouvait dans les auberges le long des routes, c'est elle dont les rouliers, les compagnons du tour de France, rencontraient l'accueil à l'étape et emportaient le souvenir; c'est elle qui achemina lentement vers l'Empire l'âme profonde des campagnes.

C'est à ce moment à peu près que cesse l'âge des primitifs, et que la fabrique d'Épinal entre dans une nouvelle phase d'activité. Vers 1850, elle s'adjoignit un dessinateur. Ce dessinateur, Pinot, était un enfant d'Épinal, un garçon distingué, délicat, spirituel, dont on voit, au musée de la ville, quelques charmants tableaux de mœurs. Il s'engagea, pour vivre, à la maison Pellerin, et lui donna pendant vingt ans toutes les forces d'un talent où il y avait de l'exquis. Il était plein de dons aimables, d'une verve amusante, d'une qualité rare de conteur en images, avec ce tour moral qu'on remarque aussi chez Granville; mais il avait certainement plus de grâce que ce dernier, une élégance naturelle, encore qu'un peu banale, quelque chose de l'esprit voluptueux d'un Gavarni. L'imagerie prit avec lui beaucoup de raffinemens qu'elle ignorait au temps de Réveillé et de Georgin. Elle a désormais des coquetteries nouvelles, je ne sais quoi de piquant, de pimpant, d'attifé, où l'on reconnaît aisément l'esprit de cette époque et son goût du plaisir. Rien de plus propre, de plus tiré à quatre épingles, que les longues files de soldats, les uniformes de la garde, avec le tambour-major et l'indispensable cantinière, que Pinot ne se lasse pas d'aligner, tous brillants, tous pareils, tous astiqués, tous au port d'armes, comme à la revue ou à la parade. En même temps, les procédés d'impression et de tirage se modernisent. L'image s'allume de paillettes d'or, de petites étincelles aux gourmettes, aux shakos, aux éperons, aux sabretaches. Avec tous ces perfectionnements, elle fait désormais la conquête d'un public nouveau : ce n'est plus l'image rustique de la première époque; assouplie et débarbouillée, dégourdie, parisianisée, elle s'adresse maintenant moins au peuple qu'à la bourgeoisie : elle devient l'image enfantine.

Mais, sous cette nouvelle forme, elle conserve toujours deux

ou trois caractères qui semblent constitutifs et sont, en quelque sorte, inhérents à sa définition. Si l'on voulait savoir ce que c'est qu'une image, et en quoi elle diffère d'une œuvre proprement artistique, on verrait que le premier trait est l'indifférence à la valeur d'art, et inversement l'importance accordée à l'idée. L'image, je l'ai dit, est un genre éminemment idéaliste. Le public à qui elle s'adresse est incapable de jouir de la forme pour elle-même; il n'a pas le loisir d'être désintéressé. Il ne voit que l'histoire, le sujet contenu dans cette forme. L'image est, à Épinal, ce qu'elle était au moyen âge et depuis les premiers temps de l'Église : elle est toujours le livre des illettrés, la manière qu'ils ont de s'initier par les yeux à la vie idéale. Voilà, même laïcisée, ce que l'image moderne a conservé d'abord de l'image d'autrefois. Elle a toujours un sens, une portée édifiante. Elle est l'héritière des vieux « Saints » qui furent ses premiers héros, et le peuple a bien fait de lui en laisser le nom.

L'image est instructive : elle enseigne, elle est pédagogique et encyclopédique. Voilà pourquoi elle ne souffre ni vague, ni indécision. Elle présente sur l'univers une foule de notions précises, et ramène l'ensemble des choses à un petit nombre de traits simples et lumineux. Il vaudrait bien la peine de feuilleter un moment un carton plein de ces images, et d'y voir, dans son pêle-mêle et sa simplicité, les élémens qu'elle fournit pour reconstituer le monde. On aimerait à voyager en compagnie de ces feuilles magiques, à faire avec elles, à vol d'oiseau, le tour des siècles et de la terre, car il y a une géographie, une histoire d'Épinal, et l'on est tout surpris du peu où se réduit l'immense tradition du passé. De quoi se compose, pour le peuple, l'héritage de l'humanité? Quel viatique? Ce que chacun peut emporter sur l'épaule, roulé dans son mouchoir avec son baluchon. De l'antiquité, la Genèse depuis Adam jusqu'au déluge, l'histoire de Joseph, puis Vercingétorix : rien de plus. Du moyen âge émergent Charlemagne et Roland, puis les croisades et Jeanne d'Arc. On passe ensuite à Henri IV, et on arrive en ligne droite à Napoléon, aux guerres d'Afrique, à Solférino, Magenta, Malakoff, Puébla; c'est tout; et en voilà assez pour que l'Orient, l'Égypte, l'Afrique, les Mameluks, les Pyramides, les Bayadères, les étrangetés du désert, les mystères des sérails, les enchantemens d'Armide entrent dans la pensée et y mettent à jamais leurs mystères et leurs fantômes.

Ce qui ressort de là, c'est que l'univers, le monde entier n'intéresse les simples que par les faits humains. Jamais de descriptions, jamais de pittoresque : le paysage existe à peine. Les physionomies ne comptent pas. Le costume, les armes, quelques traits d'exotisme, une pagode si l'on est en Chine, un palmier pour l'Orient, constituent tout le décor; le peuple, comme l'enfance, ne s'intéresse guère au monde extérieur. En revanche, le monde animal, l'histoire naturelle excitent au plus haut point sa curiosité : ce sont toujours ces mêmes âmes pour lesquelles l'arche de Noé est le jouet inépuisable en éruditions et en surprises. Un Adam au milieu de la ménagerie de l'Éden, voilà ce que nous avons tous été; et c'est pourquoi nous conservons tant de reconnaissance aux images qui nous ont donné nos premières notions du vieux livre de l'univers.

Ainsi l'histoire et le monde apparaissent déjà réduits aux élémens d'une fable. Cela explique que les fables tiennent une grande place dans l'imagerie d'Épinal. Charmantes images! Elles instruisent, mais elles amusent. Elles savent que les hommes ont, comme les enfans, besoin d'être divertis, et qu'ils retiennent mieux ce qui a forme de conte. L'image d'Épinal est une conteuse intarissable; jamais elle n'a fini ses récits. Elle en a de gais, de touchans, de facétieux ou de comiques; elle en a de fantaisistes et elle en a de vrais. Elle a de la mémoire, de la bonne humeur, de l'expérience et du courage. C'est la vieille mère-grand, la Mère l'Oie à laquelle nous devons tous une part de notre éducation. Que de matières diverses se coudoient dans ces contes! C'est la vie de Pie IX et Geneviève de Brabant; la vie de saint Vincent de Paul et Mlle Zéphirine; le Grand saint Nicolas voisine avec Cartouche, et voici Jean qui pleure, Calino, Monsieur Dumollet, Ali-Baba, Robinson, Guillaume Tell, Don Quichotte, la Biche au Bois, la *Légende dorée*, les *Mille et une nuits*, les vieilles chansons, Cadet Roussel, les contes des frères Grimm, l'histoire contemporaine, les trois ou quatre grands romans qui surnagent de la littérature universelle. Il me semble qu'une imagination nourrie de ces images n'était pas entièrement démeublée; elle n'était pas non plus un cerveau encombré : c'était, en quelques traits, l'abrégé portatif de la sagesse humaine.

Car toutes ces histoires ont un trait commun, l'intention morale. L'image d'Épinal connaît trop son public pour lui faire des contes qui ne soient que pour conter. Elle a toujours un

sens pratique et un but édifiant. Toujours on y voit représenté, sous la fiction ou sous la biographie, sous le roman ou la légende, le mystère de la destinée. Et la leçon qu'elle nous apporte est que les caprices du hasard donnent des aspects divers à la plupart des existences humaines, mais que chacun de nous, à un certain moment, tient son sort dans ses mains. L'un fait son salut, si je puis dire, parce qu'il a eu l'énergie de se corriger d'un défaut; l'autre, grâce à un petit chat qu'il a retiré de l'eau et qui devient son bon génie : ainsi le premier a le mérite de sa vertu, et l'autre la récompense d'un bon mouvement. Je ne me dissimule pas que la morale d'Épinal est un peu terre à terre : elle conseille la vertu comme un placement profitable, comme la meilleure voie pour arriver à une situation confortable et à la considération bourgeoise. Je reconnais que cet idéal n'est pas très distingué, mais une morale plus délicate aurait-elle autant de chances de se faire comprendre? Enseigner que chacun est son maître et qu'il dépend de soi de faire son chemin, que l'occasion ne manque jamais à celui qui en est digne, que les seuls obstacles qui nous séparent du succès sont nos travers, notre impatience ou notre lâcheté, tout cela, en effet, n'est pas bien raffiné : c'est une philosophie qui manque un peu d'au-delà, mais elle suffit après tout pour faire d'honnêtes gens. Et puis, cette sagesse pratique a une saveur de terroir. Sans doute je n'ai garde d'y réduire tout le génie de la race; je n'oublie pas Jeanne d'Arc et les voix du Bois Chenu; mais que de carrières lorraines s'expliquent par cette ténacité, par cet esprit de sang-froid, de calcul et d'aventure! Je songe, puisque nous parlons d'images, à l'obstination de ces petits Lorrains, qui voulurent aller à Rome, et qui s'appelaient Jacques Callot et Claude Gellée. Ce ne sont pas de mauvais exemples à mettre sous les yeux de la jeunesse.

Il ne serait pas difficile de trouver dans la biographie de nos plus notoires contemporains d'excellens sujets pour images d'Épinal. Certes, mais aujourd'hui, nous disposons de tant de moyens d'information! L'image d'Épinal n'est qu'une voix noyée parmi cent autres, perdue dans le tumulte de notre moderne publicité. Vingt concurrences plus puissantes qu'elle la dépassent et la débordent : les journaux illustrés, de semaine en semaine, changent aux vitrines des papetiers l'affiche du crime hebdomadaire, du suicide, du fait divers qui sera pendant huit

jours la pâture des lecteurs et la distraction du passant; la presse quotidienne elle-même jette au fond des campagnes ses zincographies brouillées, et ses instantanés éphémères; enfin le cinéma projette à mesure sur l'écran le tremblotement de ses films, ses vaudevilles mécaniques, ses drames falots, ses vaines gesticulations, son tohu-bohu d'actualités, de spectacles, d'informations, de farces et de mélos, entraînés dans cette frénésie de mouvemens saccadés, dans cette fièvre trépidante et cette bousculade qui est de plus en plus l'image de notre vie.

On n'y peut rien : c'est le progrès. Mais le progrès est quelquefois une chose mélancolique. Peut-être, devant ce tourbillon d'images incohérentes, cette masse de faits inutiles qui passent devant nos yeux et que tout Français d'aujourd'hui absorbe chaque matin en lisant son journal, peut-être est-il permis de regretter un temps, qui n'est pas si lointain, et où la vie coulait plus lente. On était moins pressé par cette fièvre de savoir ce qui se passe à l'autre bout du monde. On ne vivait pas dans cette impatience maladive du lendemain, et dans l'illusion que la vie recommence tous les matins. Le temps de préparer, de graver les images, était un intervalle heureux, qui permettait de choisir entre les sujets importans; c'était une sorte de filtre qui laissait le loisir de l'oubli, et à travers lequel se perdait le bruit des événemens d'un jour. Seuls, les événemens d'une valeur durable parvenaient, si je puis dire, à la nappe profonde, à la conscience des foules. Le peuple n'était pas distrait de son travail par des renommées importunes; il ignorait nos inquiétudes et nos nervosités. Et ce qu'il apprenait par l'image d'Épinal, il l'apprenait dans toute la France sous des traits identiques, d'une manière uniforme. Cette imagerie était un admirable régulateur de l'imagination, un précieux instrument de l'unité morale.

C'était un spectacle charmant, lorsqu'à l'entrée de l'automne, les colporteurs, Gascons au jarret de cerf, Savoyards à la dure échine, ou Chamagnons patiens qui voyagent par tribus, venaient charger à Épinal la provision de l'hiver. Ils remplissaient leur balle, l'espèce de hotte ou d'armoire qu'ils se hissaient sur le dos par une secousse des reins, attrapaient leur bâton ferré, et en voilà pour une année! La jolie chose que tous ces contes en voyage, ces images nomades, en route par les chemins, avec la régularité des saisons, ou de l'oiseau migrateur! Ils étaient les messagers de l'hiver, saison des plaisirs rustiques, où les

campagnes soufflent et respirent, où les soirées sont longues, les matinées tardives, où les veillées forment un cercle autour de chaque foyer. Quel plaisir de voir alors s'encadrer dans la porte, à jour et à heure fixe, comme le coucou d'une horloge, le personnage prestigieux qui apporte les nouvelles du monde! Que de choses merveilleuses dans sa bibliothèque ambulante! Almanachs, alphabets, vieux romans populaires, images de l'année, images d'autrefois, clef des songes, batailles, victoires, légendes, que n'y a-t-il pas dans ce trésor! Et puis, le voilà reparti, le robuste colporteur, pareil à ce Juif Errant dont il est tant question dans ses papiers; voilà reparti le marchand d'images, l'humble magicien, laissant dans la maison, en échange de quelques sous, l'aliment des songes d'une année, tout un trésor de poésie.

Tout cela, j'en ai peur, est fini, bien fini. C'est dommage. Il paraît que l'industrie de l'imagerie populaire est plus prospère que jamais, occupe plus de monde, fait de meilleures affaires. Mais Jean-Charles comptait davantage dans la vie française avec ses deux ouvriers et ses deux presses à bras. L'image d'Épinal est une chose du passé. Elle restera un document sur la France d'autrefois. Elle était, cette image, optimiste, gaie, pimpante. Elle n'était jamais à court de contes et d'histoires. Elle n'était pas belle, mais elle n'était point vulgaire. Elle pouvait paraître barbare, mais elle n'avait pas la perfection stupide de la *chromo*. Elle donnait aux simples l'image du monde qui leur convient : une image simplifiée, tonifiante, héroïque. Elle était, dans la France moderne, un dernier reste de l'ancienne France : avec son vieux nom mystérieux de Saints, ses belles légendes, ses vieux bois, elle demeurait le dernier souvenir encore vivant de la tradition gothique.

LOUIS GILLET.

CHOSES D'ALLEMAGNE

DEUX MÉTHODES DIPLOMATIQUES

Le prince de Bismarck disait un jour :

Les armemens ne suffiront pas à l'avenir. Il faudra, en politique, la justesse du coup d'œil pour piloter le vaisseau de l'Allemagne à travers tous les courans de coalitions, auxquels notre situation géographique et notre origine historique nous exposent (1).

Voici les jours prévus par le grand Chancelier. Sans doute n'avait-il pas imaginé que les trois quarts de l'Europe et le Japon se coaliseraient contre la tyrannie allemande. Mais il avait la terreur, disait-il, de toute coalition ; la seule crainte de l'alliance franco-russe suffisait à empoisonner son bonheur. Il connaissait la fragilité de son œuvre; il avait prévu que *sa* Triplice casserait, comme avait cassé *son* alliance de Trois Empereurs, et c'est alors qu'il faudrait à l'Allemagne un pilote de génie...

De tous les motifs à espoir qu'en cette crise suprême, peut avoir une âme française, il n'en est pas de plus puissans, je crois, que l'évocation, même rapide, très rapide, des talens et capacités auxquels Bismarck eût reconnu ce bon pilote. Entre les méthodes du gouvernement allemand d'aujourd'hui et les méthodes bismarckiennes, il y a toute la différence de la diplomatie la plus habile à la plus simple brutalité : c'est la diplomatie de Bismarck qui avait fait au vrai les victoires allemandes de 1866 et de 1870; sans Bismarck, sans son œuvre

(1) Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, trad. Jaeglé, II, p. 313.

préparatoire de vingt années (1851-1871), les Moltke, les Roon, les Manteuffel, tous les généraux de Guillaume Ier auraient bien pu gagner les batailles les plus glorieuses et les plus décisives; jamais l'Europe n'eût laissé faire ce qui fut le lendemain de Sadowa et de Sedan. Pendant que nos armées prouvent à la frontière que la France de 1914 est différente de la France de 1870, relisons quelques pages du grand Chancelier pour voir qu'en Allemagne, les choses n'ont pas moins changé, mais de tout autre sorte.

***

Vers le milieu du XIXe siècle, il y avait à Francfort-sur-le-Mein un congrès permanent de diplomates, qui s'appelait la Diète germanique. Là, une vingtaine de sous-Metternich allemands, surveillée par une demi-douzaine de sous-Talleyrand européens, s'efforçait de « maintenir la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, l'indépendance et l'inviolabilité des États confédérés. » Les traditions de la diplomatie viennoise s'y conservaient, comme la plupart des traditions humaines se conservent, fort mal : le président, qui était Autrichien, imitait de son mieux M. de Schwarzemberg qui, ayant succédé à Metternich, l'imitait de son mieux; les membres de la Diète avaient pris, chacun, l'un des traits que la caricature a toujours prêtés au diplomate, l'un sa nonchalance aristocratique, l'autre son ignorance plus aristocratique encore, le troisième sa naïveté protocolaire, le quatrième son silence pensif, et tous sa frivolité, — si du moins l'on en croit un nouveau venu qui, en mai 1851, entrait en ce cénacle : Otto-Édouard-Léopold de Bismarck.

Bismarck avait trente-six ans. Se proposant de devenir un homme d'État, il voulait apprendre le métier de diplomate. Il venait à la source, plein d'illusions sur les maîtres et dispensateurs de sagesse qu'il espérait trouver en ces diplomates de Francfort. Il avait été élevé dans l'admiration, dans le culte, — dira-t-il plus tard, — de la politique autrichienne... Dès le premier jour, il constata qu'il ne restait plus de cette politique que les manies et les grands mots, l'art de ne rien dire en beaucoup de paroles et de ne rien faire en beaucoup d'années; tous « ces augustes polichinelles ne savaient pas plus que Colin Tampon

ce qu'ils avaient à faire de l'Allemagne. » A peine arrivé, Bismarck écrivait à sa femme :

On se tourmente ici de puérilités pures. Tous ces diplomates, avec leur pompeux commerce de bric-à-brac, me paraissent plus ridicules que tel député de la seconde Chambre se drapant dans sa dignité. A moins de complications extérieures, je sais ce que nous ferons en une, deux ou cinq années, et je m'engagerais à le faire en vingt-quatre heures, si les autres voulaient être sincères et sensés un seul jour. Qu'on m'envoie le savetier ou le maître d'école et, s'ils sont lavés et peignés, j'en ferai des diplomates. Je fais de grands progrès dans l'art de beaucoup parler pour ne rien dire. Personne, pas même le plus méchant des démocrates, ne peut se faire une idée de ce qu'il y a de nullité et de charlatanisme dans la diplomatie.

Bismarck ne changea jamais de langage à l'égard de la diplomatie et des diplomates. Mais dans tous les dires de Bismarck, il faut faire la part de l'homme, de l'instant et de l'humeur. Apprenant un soir, durant la campagne de France (16 novembre 1870), que les « militaires » avaient découvert dans une cave de Bougival « un vin de premier ordre » et ne lui en avaient pas envoyé, il entrait en fureur : « Quand je pense, disait-il au fidèle Busch, que je me suis donné tant de mal pour les militaires à la Diète !... Mais n'ayez pas peur : je commence à me transformer ; quand je suis parti pour cette campagne de France, j'étais un militaire ardent ; quand je reviendrai, je serai un parlementaire convaincu ; je saurai bien trouver un moyen de les repincer sur le budget de la guerre. »

A Francfort, il ne fallut pas deux mois pour que Bismarck commençât de se transformer ; avant un an, il était devenu le plus convaincu des diplomates ; il continua de dire « que, n'eût-il écouté que ses goûts personnels, il eût préféré cent fois la politique en caleçon de bain à ce régime de truffes, de dépêches et de champagne qu'est la diplomatie ; » mais il resta, il voulut rester huit années à Francfort (1851-1859), à cet âge de la quarantaine où, pour les ambitieux de son espèce, les années comptent double. Il savait que « Francfort ne pouvait avoir que la valeur d'un poste d'observation, » et que « vouloir obtenir ici une influence sérieuse sur la politique de la Confédération était une tâche quasi impossible. » Mais il croyait que le rôle du diplomate est d'observer, de guetter et de créer les circonstances favorables où l'opportune application de la force,

de toutes les forces, donnera le maximum de résultats avec le minimum de risques.

Il devint diplomate, excellent diplomate. Le caleçon de bain lui semblait pour lui-même le vêtement le plus commode; pour la tenue des autres, il devint d'une exigence pointilleuse. Délégué de l'Autriche, le comte de Thun présidait la Diète de droit. Bismarck crie au scandale : « Thun garde à la Diète le manque de formes qui le caractérise dans la vie journalière : il préside vêtu d'une jaquette en étoffe claire, qu'il boutonne pour cacher l'absence de gilet; il porte une méchante cravate de nankin et parle sur le ton de la conversation! » Cette lettre est du 27 août 1851 : en trois mois, Bismarck est devenu fo-o-ormaliste. Un an après, le voici protocolaire. Le ministre de France près la Diète remet ses lettres de créance au *ministre d'Autriche, président de la Diète :*

Mes prédécesseurs, écrit Bismarck, ont essayé à plusieurs reprises de faire remplacer *président de la Diète* par *président la Diète*. J'ai jugé bon de revoir là-dessus nos négociations, notamment celles de 1835; mais j'ai pu voir que les ambassadeurs étrangers ont toujours dit « président de la Diète »; l'arrêté fédéral du 12 juin 1817 dit expressément dans le texte allemand *présidant la Diète* et dans la traduction française *président de la Diète.*

Et le voici fureteur de précédens. Le comte de Thun, qui parlait sur le ton de la conversation, est remplacé à la présidence de la Diète par le baron de Prokesch (4 février 1853) :

Quoique les militaires, même en activité, n'aient jamais porté leur uniforme à leur entrée dans la Diète, il s'est présenté dans celui de feld-maréchal autrichien, avec la croix de l'Aigle Rouge et celle de Léopold. Il a ouvert la séance par un assez long discours qui s'éloignait tout à fait du ton auquel la Diète est habituée et se rapprochait du ton parlementaire.

Et le voici à cheval sur la politesse et les usages (18 mars 1853) :

Le comte de Thun passait pour n'avoir pas beaucoup de formes. Néanmoins, les discussions entre lui et moi n'ont jamais pris un ton aussi contraire aux usages diplomatiques. Je crois dominer assez mes sentimens personnels pour ne pas me laisser diriger par eux. Mais je ne puis m'empêcher de craindre que le manque de franchise et de sincérité de mon collègue autrichien ne rende les discussions de plus en plus difficiles.

Et voilà donc Bismarck assoiffé de sincérité et de franchise,

raillant Prokesch de ses mensonges autant qu'il le blâme de ses violences : M. de Prokesch croit encore au mensonge, « à l'ancienne et surannée théorie du mensonge en diplomatie! » le « sentiment des simples convenances » devrait l'avertir pourtant combien le manque de franchise est une maladresse! et Bismarck d'ajouter : « Il faut avoir vécu longtemps dans ce monde diplomatique d'ici pour mesurer ce que l'on perd à recourir à des moyens qui répugnent au sentiment des simples convenances. » Cette phrase, de tous points admirable, est du 8 mars 1853 : Bismarck vivait depuis vingt-deux mois tout juste « dans ce monde diplomatique. »

*
* *

Dès cette époque, il avait en tête l'idée qui ferait toute sa vie et, de 1853 à 1859, il allait étudier et découvrir les moyens de la réaliser. L'idée était fort simple : il voulait conquérir à la Prusse et à son roi la première place en Allemagne d'abord, en Europe ensuite. En Allemagne, la Prusse de 1853 était sous l'ombre de l'Autriche ; en Europe, sous la menace de la France et de la Russie. Évinçant l'Autriche à Sadowa, abattant la France à Sedan, jouant la Russie au Congrès de Berlin, Bismarck mit vingt-cinq ans à peine à réussir ce grand ouvrage dont il dressait le plan complet en 1859, quand les huit années de Francfort lui eurent enseigné les méthodes et les conditions de sa *Realpolitik*.

C'est dans son « Rapport magnifique, » — *Prachtbericht*, disent les Allemands, — de mars 1859, que l'on peut trouver réunis, rangés et comme fourbis tous les instrumens de cette *Realpolitik;* durant trente années (1859-1890), jusqu'à la chute de Bismarck, ils allaient être maniés par le maître et donner les résultats que l'on sait; durant vingt années encore (1890-1909), les mains moins habiles de ses successeurs allaient en user pour le maintien de son œuvre ; avec le prince de Bülow, tombait, en 1909, le dernier des Bismarckiens; de 1909 à 1914, en moins de cinq années, la politique de Guillaume II conduisit l'Allemagne au point où nous la voyons aujourd'hui.

En son *Prachtbericht*, Bismarck exposait que « depuis 1851, les gens de Vienne avaient conçu le projet de donner à l'Autriche, par le moyen de la constitution fédérale, cette hégémonie

de l'Allemagne que la Prusse n'avait pas su gagner par les assemblées unitaires de 1848-1850. » L'Autriche pouvait compter sur l'appui du Tsar et elle avait noué avec la France de Napoléon III des relations qui pouvaient se muer en une alliance des trois empires contre la Prusse et l'Anglerre :

Dans un pareil système, il n'y a point de place pour la Prusse, tant qu'elle ne renoncera pas à sa qualité de puissance européenne. Un grand État, qui veut asseoir sa politique intérieure et extérieure sur la base de ses propres forces, ne doit prêter la main à une centralisation plus grande des élémens fédéraux que s'il est capable d'en assumer la direction. La Prusse ne peut pas renoncer à occuper le même rang que l'Autriche; elle ne peut pas se résigner à jouer d'une manière sincère et définitive le rôle de seconde puissance de l'Allemagne.

Quand on ne veut pas renoncer à sa qualité de puissance européenne, quand on veut asseoir sa politique intérieure et extérieure sur la base de ses propres forces, il est des forces que l'on doit posséder, et d'abord la force militaire. Dès 1856, Bismarck tirait, de son expérience de Francfort, la conviction que la Prusse ne pourrait avoir de place en Allemagne et en Europe que celle que lui donneraient ses armes et la crainte de ses armes :

Dès que la situation extérieure se modifie de manière à menacer la paix européenne, la Prusse gagne en importance, grâce à ses forces et ressources militaires et grâce aux espoirs que l'opinion allemande fonde sur elle, tandis qu'en temps de paix, ces mêmes élémens ne réussissent qu'à tenir en éveil la méfiance et l'antipathie des gouvernemens contre nous.

Donc, la guerre est le grand chemin pour la Prusse : « renoncer à l'héritage de Frédéric le Grand, » « se consacrer à la mission providentielle d'archi-chambellan de l'Empire, » Bismarck déclarait que, « plutôt que de conseiller cette politique à son roi, il demanderait que la question fût tranchée par l'épée, » et comme le délégué autrichien à la Diète lui répondait avec assez d'impertinence que « le roi de Prusse était un homme heureux qui, ayant gagné une fois le gros lot de 100 000 thalers, avait mis sa maison sur le pied d'un retour annuel de la même chance, » Bismarck se déclarait tout prêt à reprendre des billets à la loterie. Il était convaincu que les infirmités de l'Allemagne et de l'Europe ne pouvaient être guéries que « par le fer et le feu. »

Mais quelle que fût sa confiance dans le fer et le feu, dans la loterie et dans les opérations sanglantes, il ne voulait « remplacer sur son drapeau le mot *Prusse* par le mot *Allemagne* qu'après avoir établi entre nos voisins et nous un lien plus efficace et plus fort, » et le *Prachtbericht* énumère tous les fils dont ce lien devait être tissé.

En premier lieu, la Prusse devait s'efforcer de gagner partout des « relations personnelles, » des sympathies, des amitiés, se faire bien venir de tous, plaire, sourire, être accueillante et serviable : « La première force de l'Autriche en Allemagne, disait Bismarck, c'est qu'elle défend et récompense ses amis avec le même esprit de suite qu'elle déploie pour nuire à ceux qui lui font de l'opposition. »

La deuxième force dont dispose l'Autriche et que la Prusse doit s'acquérir, c'est l'attachement d'une religion, tout au moins le drapeau d'un idéal : « Vienne dispose, dans tous les États allemands, des chefs du parti catholique. La Prusse doit donc prendre en mains la cause de toutes les autorités protestantes contre cet esprit belliqueux, intraitable, qui anime une partie du clergé catholique dans les pays gouvernés par des princes protestans; » elle doit encourager et aider tous les gouvernemens protestans « à repousser ces prétentions même justes en apparence, et à défendre résolument les moindres de leurs droits. » La Prusse doit se présenter comme la servante d'une idée religieuse, comme l'adversaire surtout de la domination catholique, et puisqu'en tout pays les gens de science sont volontiers hostiles aux gens de l'Église romaine, Bismarck, dès 1852, avait entrepris de dresser contre l'Internationale de l'Église cette Internationale de la Science, qui, dans l'Allemagne d'abord, puis dans toute l'Europe et dans le monde entier, travailla si longtemps et si bien pour le prestige du roi de Prusse, de ses savans et de ses Universités... Hier encore, à la veille de la déclaration de guerre, les savans d'Angleterre, groupés autour de sir William Ramsay, ne voulaient voir dans l'Allemagne de Guillaume II que l'auguste et sacro-sainte *mater scientiæ*. Il a fallu les premiers exploits de la soldatesque de Guillaume II pour ramener cette gent de laboratoire et de bibliothèque à une vision plus juste de la réalité prussienne. Dès 1852, Bismarck avait lié des relations personnelles avec toutes les sociétés scientifiques, géographiques,

statistiques, etc., de l'Allemagne du Sud. Il voulait les fédérer à Francfort en un bureau commun, qui ne serait qu'une branche des sociétés et académies berlinoises.

En troisième lieu, la presse : « L'Autriche, disait Bismarck, envoie de ses diplomates *faire l'article* dans les feuilles allemandes, comme pourraient faire des voyageurs de commerce et conclure avec les plus importantes des marchés pour subventions, insertions et communiqués : »

La tâche principale de cette presse mercenaire, poursuivait Bismarck, est de représenter l'Autriche comme la protectrice exclusive des intérêts allemands et de l'unité allemande et comme la seule puissance capable de réaliser la partie saine et raisonnable des idées qui ont agité le peuple durant la période révolutionnaire.

On sait quelle organisation Bismarck sut donner à la Prusse « pour se défendre contre cette propagande systématique des journaux, » quels soins il apporta toujours à ménager, à préparer, à gagner l'opinion de l'Allemagne et du monde par le canal de la presse et, quand on relit à cinquante ans de distance les plus patriotes de nos journaux, on reste confondu de l'habileté avec laquelle il mania notre opinion française durant cette période de 1864 à 1866, où se jouait la destinée de l'Autriche, où se préparait la destinée de la France.

Mais les mots, pensait Bismarck, ne suffisent pas : il faut les intentions et les actes, et des actes conformes aux sentimens de l'humanité, aux aspirations des peuples, aux besoins de la nation. En arrivant à Francfort, Bismarck était un conservateur entêté ou du moins passait pour tel, et c'est comme tel qu'il avait gagné le cœur de son roi Frédéric-Guillaume IV, comme tel qu'il avait été nommé à la Diète pour aider l'Autriche en son œuvre de réaction. Il avait la haine de la Révolution et le mépris des révolutionnaires. Il savait que « la puissance du gouvernement est plus forte et plus solide en Prusse qu'en tout autre pays du monde et qu'aussi longtemps que Sa Majesté saura donner des ordres, on obéira. » Il allait plus loin : « Au risque d'être regardé comme un renégat de la Constitution, » il proclamait qu' « à certaines heures un coup d'État pour supprimer toutes garanties constitutionnelles était non seulement souhaitable, mais nécessaire. »

Mais « les gouvernemens ne doivent pas négliger les ensei-

gnemens des dernières années, ni proclamer trop ouvertement devant leurs sujets que la prospérité matérielle de ceux-ci est sacrifiée aux caprices des dynasties. » Les princes doivent « se détacher de cette idée, trop familière à la plupart d'entre eux, qu'ils n'ont qu'à profiter de leur position pour vivre agréablement et se passer toutes leurs fantaisies. » Le roi de Prusse, surtout, n'a pas à faire connaître trop haut ses sentimens intimes à l'Allemagne démocratique ni à l'Europe libérale : « Il ne faut jamais dire : *Fontaine, je ne boirai pas de ton eau;* du moins ne faut-il jamais laisser croire qu'on préférerait mourir de soif plutôt que de boire; on peut se servir de tout comme épouvantail, » et l'on doit se servir de tout comme tremplin :

La position dirigeante qu'occupait la Prusse en Allemagne avant 1848 reposait non pas sur la faveur des États moyens ni de la Diète fédérale, mais sur le fait qu'elle prenait toujours les devans sur le terrain du développement politique, que tout ce qui était prussien servait de modèle aux autres États confédérés, qui se l'assimilaient dans la mesure de leurs forces. La brusque cessation de ce mouvement et la méfiance des gouvernemens allemands qui en est résultée ont eu pour conséquence inévitable une diminution sensible de l'influence de la Prusse.

Le rôle de la Prusse est de montrer la route « pour satisfaire aux besoins de l'époque actuelle et de développer la vie publique plus que ne peuvent faire d'autres États; » la Prusse ne vivra, ne grandira que si l'Allemagne et l'Europe voient en elle une puissance libérale, une ouvrière de progrès et de justice démocratique, autant qu'une puissance militaire, ouvrière de défense et de conquête :

La Prusse est sûre que le roi resterait maître chez lui, quand même on retirerait du pays l'armée tout entière : aucun autre État continental n'en pourrait dire autant. Avant 1848, la Prusse a su, sous un gouvernement presque absolu, devenir et rester la tête, le centre intellectuel de l'Allemagne; elle devrait toujours tenir ce rang. L'autorité royale repose sur des bases tellement solides qu'en faisant une part plus large à la représentation nationale, le gouvernement peut se créer des moyens très efficaces pour agir sur la situation de l'Allemagne. Les intérêts de la Prusse sont parfaitement conformes à ceux de la plupart des *pays* de la Confédération, mais non pas à ceux des *gouvernemens* confédérés : il n'y a rien de plus allemand que le développement des intérêts bien entendus de la Prusse.

La Prusse doit donc se faire l'alliée, la bienfaitrice, la ser-

vante, non des gouvernemens, mais des pays allemands, du peuple allemand. Elle doit prendre en mains la défense de tous les intérêts allemands, et d'abord de ceux qui touchent de plus près à la vie quotidienne des peuples : les intérêts économiques. Dès 1852, Bismarck croit avoir trouvé le moyen de « travailler utilement » l'Allemagne du Sud :

Il faudrait couvrir l'Allemagne du Sud d'un réseau d'hommes de confiance qui aurait son centre à Francfort. Il suffirait de mettre à profit l'*Institut industriel et commercial*, déjà existant, et d'utiliser ses rapports avec toutes les sociétés industrielles et commerciales pour créer une grande *Association industrielle et commerciale de l'Allemagne du Sud* qui aurait pour mission de nous aider à étudier et à résoudre toutes les questions économiques.

Bismarck pourra dire au Reichstag le 9 juin 1879 : « Depuis le commencement de ma carrière, je n'ai jamais eu qu'une étoile directrice, une pensée : par quels moyens, de quelle manière pourrais-je amener l'unité de l'Allemagne? Et une fois que cette unité eut été constituée, comment la fortifier, la développer et l'établir *par la coopération de tous?* » Il ajoutait dans l'intimité :

J'ai changé de système en matière économique; j'ai été libre-échangiste en 1862; je suis protectionniste en 1879; mais je n'ai jamais eu qu'un but : l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse; tout le reste était accessoire; j'y ai subordonné toutes les considérations économiques et autres.

Voilà, je crois, la différence capitale, essentielle, entre la politique de Bismarck et celle que Guillaume II inaugura par son voyage à Constantinople en 1890, poursuivit à travers le monde durant vingt années et fit triompher, à l'exclusion de toute autre, depuis 1909.

La conquête de l'or pour l'or et pour les commodités et jouissances qu'il procure ; la poursuite des affaires financières, industrielles et commerciales, non pour le bien de l'État et « la félicité des sujets, » mais, d'abord, pour l'enrichissement de quelques privilégiés ; l'amalgame de la politique et de la spéculation, de la diplomatie et de la finance, de la Cour et de la Banque ; l'intimité, l'association de l'Empereur lui-même avec les gens de Bourse et de *cartells:* tel fut depuis vingt ans le caractère le plus marqué de cette « politique réaliste, » —

comme disaient chez nous ses béats admirateurs, — que Guillaume II substitua peu à peu à la *Realpolitik* de Bismarck.

Ces deux politiques n'ont rien de commun. L'une voulait mettre en branle ou en œuvre toutes les réalités, pondérables et impondérables, pour construire et maintenir à jamais l'unité de l'Allemagne sous le contrôle de la dynastie et de la bureaucratie prussiennes. L'autre n'a plus eu d'attention que pour une réalité : l'argent. Peser de tout son poids sur l'Europe et le monde pour en exprimer le maximum d'argent le plus vite possible ; user de sa victoire et de son prestige pour obtenir ou extorquer les plus fortes concessions et contributions à l'univers terrorisé ; ramasser l'argent, sans se soucier de l'odeur, dans le sang des Arméniens et dans les trafics les plus louches ; menacer chaque matin du coup de force pour réussir le coup de Bourse : l'historien qui voudra dresser quelque jour le bilan de la politique allemande depuis la chute de Bismarck devra reconstituer d'abord, année par année, le bilan de la spéculation prussienne ; il verra que la guerre présente fut une liquidation en veille de faillite, autant qu'un accès de folie guerrière ou mégalomane. L'Allemagne économique était à bout : ses opérations gigantesques avaient toujours été « malsaines, » comme disent les financiers ; elle avait trop brassé, trop risqué, trop avancé de marchandises et d'argent à des cliens peu solvables aussi bien en Allemagne même que dans le monde entier ; elle avait habitué cette clientèle mondiale à des prix et des conditions de vente qui ne laissaient plus au fabricant et au capitaliste allemand les bénéfices nécessaires ; il fallait par un coup de force « liquider » ces positions intenables ; c'est pour donner à l'Allemagne endettée les milliards de la Banque de France et de l'indemnité, autant que pour donner satisfaction aux criailleries, menaces et rodomontades des militaristes de terre et de mer, aux pangermanistes, aux théoriciens de la plus grande Allemagne, que Guillaume II fut acculé à la présente guerre.

Bismarck voulait conquérir la richesse pour fortifier, comme il disait, la « pauvre petite Allemagne » de 1880 et pour lui donner les moyens de porter allégrement les charges de l'Empire restauré et de l'hégémonie européenne, car l'hégémonie commerciale et industrielle lui semblait une condition de l'hégémonie diplomatique et militaire ; il pensait que « les

ânes se battent quand le foin manque au râtelier, » et l'histoire lui prouvait « que les Allemands sont enclins à se battre dès que leurs intérêts matériels ne sont pas fortement liés. » Mais l'enrichissement ne lui semblait qu'un moyen, non pas le but, et il en redoutait certaines conséquences :

Il est incontestable, disait-il dès 1856, que la création d'entreprises montées par actions et susceptibles d'une extension illimitée sans garantie contre les premiers fondateurs, et l'exploitation de la crédulité publique par l'agiotage sans emploi utile des valeurs créées est bien faite pour inviter les gouvernemens à combattre les maux et à prévenir les dangers qui resultent de cette multiplicité des institutions de crédit. Les exemples de fortunes trop faciles et trop rapides entraînent les gens estimables à négliger le gain dur, mais modéré, qui les faisait vivre, et les lancent dans une folle existence ou les dégoûtent du présent.

Bismarck, dès 1856, voulait lutter contre cet « esprit de vertige. » Il aurait tenu tête à toutes les coteries de Bourse et de Cour. Il eût crevé d'une boutade les grandes phrases et les grands projets :

Après Sadowa, racontait-il un jour, mon gracieux maître avait décidé d'enlever un morceau de territoire à chacun des princes battus, comme punition : « Je vais, me répétait-il sans cesse, exercer la justice de Dieu. » Je finis par lui répondre qu'il valait mieux laisser Dieu exercer sa justice lui-même.

Ce grand fourbe eût ménagé l'opinion de l'univers. Même après la dépêche d'Ems, même après le Congrès de Berlin, il voulait que le monde entier crût encore à sa franchise :

L'empire d'Allemagne ne repose que sur la confiance que l'on a de moi à l'étranger. En France, tout le monde a foi en ma parole. Le roi des Belges a dit encore tout récemment qu'un contrat écrit et signé ne valait pas une assurance verbale de ma part. Le Tsar a en moi une confiance illimitée. La Tsarine m'a dit en propres termes : « Toute notre confiance repose en vous. Nous savons que vous dites toujours l'exacte vérité et que vous faites ce que vous dites. »

Il voulait qu'on le craignît. Il tâchait néanmoins d'inspirer parfois d'autres sentimens. Le jour où il signe à Versailles le traité avec la Bavière qui rétablit l'Empire au profit des Hohenzollern, il reparaît devant ses intimes :

— Apportez une autre bouteille de champagne ! commanda-t-il.

Il s'assit à table avec nous et dit : « C'est un grand événement. » Puis il se mit à réfléchir quelques minutes et reprit : « Les journaux ne vont pas

être contens; peut-être même celui qui écrira l'histoire critiquera notre traité et dira en parlant de moi : L'imbécile ! il aurait dû demander davantage ! il l'aurait obtenu ! on aurait été obligé de lui donner !... Mais ce à quoi j'attachais le plus d'importance, c'est que mes partenaires fussent contens de moi. Les traités ne sont rien quand les gens qui les signent sont contraints et forcés. Je sais que ces gens-là sont partis contens. Je n'ai pas cherché à les mettre dedans... »

Il était capable de retours sur lui-même, de remords :

Je me sens l'âme triste, disait-il à Busch le 19 octobre 1877. Je n'ai jamais dans ma longue vie rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même... J'ai fait du mal, beaucoup de mal... C'est moi qui suis la cause de trois grandes guerres. C'est moi qui, sur les champs de bataille, ai fait tuer 80 000 hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves !... Mais tout cela est affaire entre moi seul et Dieu ! Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée !

Il gardait la juste notion de son œuvre. A l'heure même où le Reichstag de 1888 lui accordait sa nouvelle loi militaire, qui faisait de l'armée allemande le plus formidable instrument de guerre, il déclarait tout haut :

Avec cette puissante machine, on n'entreprend point d'agression. Si nous devons faire une guerre, il faudra que ce soit en des circonstances où tous ceux qui devront y concourir, y sacrifier leurs intérêts, bref, toute la nation y consente d'un cœur unanime : il faudra que ce soit une guerre populaire. Dans une guerre d'agression, tout le poids des impondérables, qui pèsent beaucoup plus que les poids matériels, serait contre nous, en faveur de ceux que nous attaquerions.

L'un des premiers prisonniers que les Belges aient faits autour de Liége donna une courte, mais pleine définition de la guerre présente : « Ce n'est pas une guerre du peuple ; c'est une guerre des officiers. » Or, quelle que soit la docilité un peu servile des peuples d'Allemagne, Bismarck ne croyait pas que l'on pût durer bien longtemps quand on oubliait ce principe fondamental de toute politique, disait-il : « La patrie veut être servie, mais non pas dominée, » ni exploitée...

VICTOR BÉRARD.

L'ALSACE EN 1814 ET EN 1914

Écrire sur l'Alsace (1), à l'heure actuelle, semble une chose vaine quand des millions d'hommes s'affrontent dans une lutte formidable et sans précédent dont, pour nous, avec l'avenir de la France, l'Alsace-Lorraine est l'enjeu. Si, dans cette lutte, où tant d'autres offrent leur vie et leur dévouement, spectateurs inutiles, nous assemblons de pauvres paroles, de quoi, sinon d'elle, pourrions-nous parler ?

Depuis quarante-quatre ans, la question d'Alsace-Lorraine domine l'histoire du monde, comme elle commande nos propres destinées. On a dit chez nous ces mots, qui sont vrais pour l'époque où ils furent prononcés : pensons-y toujours, n'en parlons jamais. Que nous y ayons pensé ou non toujours comme il fallait, nous avons eu raison plus d'une fois de n'en point parler. Que nous en parlions bien ou mal, nous étions forcés d'y songer. Que le monde y fût disposé ou non, le monde était contraint de ne pas l'oublier. Il n'y a pas eu durant ces quarante-quatre années une détermination grave de la politique française et euro-

(1) J'écris Alsace et non Alsace-Lorraine, parce que le rapprochement historique de l'année 1814 et mes observations récentes en pays annexé portent sur l'Alsace. Bien des traits et des réflexions générales s'appliquent à l'Alsace-Lorraine dans sa totalité. Je ne voudrais pas être accusé de négliger dans mon culte et mon affection cette émouvante et admirable Lorraine, si attachante dans son caractère particulier, frémissante aujourd'hui sous une domination barbare qui s'y livre à des actes dont nous ne connaissons pas l'étendue. Dans l'ensemble complexe et douloureux qu'enserre encore l'oppression, la « Terre d'Empire, » il faut distinguer l'Alsace, la Lorraine (où la langue accuse déjà des différences) et l'Alsace-Lorraine, cette création de la conquête dont la communauté du sort, de la contrainte et de nos sentimens pour les deux provinces séparées ont fait une réalité.

péenne, une combinaison à longue portée, dans laquelle, directement ou indirectement, originairement ou comme conséquence possible et lointaine, la question d'Alsace ne fût impliquée.

Elle se présentait à propos de cette politique coloniale où une Allemagne plus habile, l'Allemagne de Bismarck, nous avait vus autrefois nous engager volontiers, où aujourd'hui une Allemagne plus aveugle nous a, par des querelles continuelles, tenus constamment en haleine et mis finalement en disposition et en état de lui résister. Et par l'un de ces retours de la fatalité des choses, par l'une de ces lois de l'histoire, supérieures aux desseins et aux intentions des hommes, qu'un historien tel qu'Albert Sorel aimait à montrer, la politique coloniale, qui semblait devoir détourner nos regards de la ligne bleue des Vosges, nous y a ramenés. Elle avait paru avoir d'abord pour résultat de nous rapprocher de l'Allemagne, et c'est elle qui a aggravé, accéléré l'inévitable conflit. Au lieu d'éviter, comme on l'avait cru, la question d'Alsace-Lorraine, ou même d'en retarder la solution, c'est la politique coloniale, quoi qu'on puisse penser de la manière dont elle a été pratiquée, qui l'aura hâtée.

A côté, en dehors et au-dessus de nous, dans ce choc gigantesque où nous ne sommes qu'un des partenaires, dans ce heurt universel des intérêts dont on n'aperçoit pas les limites et la fin, et où l'Alsace n'apparaît qu'un point, ce point sensible et douloureux est à l'origine, à la base de tout. C'est à cause de l'Alsace que ces millions d'hommes se battent. C'est parce qu'il y a quarante-quatre ans, l'Allemagne a pris l'Alsace, où elle voyait une terre allemande à revendiquer, des frères allemands à faire rentrer, de leur gré ou contre leur gré, dans le giron de la grande Germanie reconstituée, où Bismarck voyait le « glacis d'empire » contre une France abattue et mutilée, c'est pour cela que le monde plie sous le poids d'une « paix armée » dont les charges écrasantes augmentent sans cesse. Quand vient le jour de la terrible échéance, la Serbie, attaquée par l'Autriche, opère le premier déclenchement qui détermine tous les autres. En apparence, la guerre est sortie de la question d'Orient : au fond et à l'origine, il y avait la question d'Alsace-Lorraine.

Et voici qu'en même temps la Pologne rentre dans l'histoire. Il n'y a rien de surprenant pour l'historien à ce que les deux questions se posent ensemble. Intimement liée, au XVIIIe siècle,

à la question d'Orient, la question de Pologne l'a été plus d'une fois à la question d'Alsace. Une sorte de lien mystérieux est apparu entre elles plus d'une fois au cours de ces grandes guerres de la Révolution, ouvertes sur une question d'Alsace, où la question de Pologne a joué un rôle tel que sans elle on ne saurait les expliquer. C'est la Pologne qui, au début, a sauvé l'Alsace envahie par les armées de la Prusse et de l'Autriche, avec les dissensions qu'elle mettait entre elles, tandis que l'armée de Hoche, en décembre 1793, regagnait l'Alsace sur ces mêmes champs de Frœschwiller et de Wissembourg où, — l'ordre et l'importance des batailles étant renversés, — nous l'avons perdue au mois d'août 1870. C'est encore la Pologne qui, vers la fin, dans les premiers mois de l'année 1814, a sauvé l'Alsace, alors envahie avant et avec la France par les Alliés. De ces trois co-partageans, deux, la Prusse et l'Autriche, de nouveau alliés aujourd'hui, redoutaient surtout que la Russie ne reconstituât déjà une Pologne à son avantage; pour l'empêcher, elles préférèrent renoncer à cette Alsace qu'on leur faisait miroiter comme une compensation. En revanche, un demi-siècle plus tard, c'est la convention du 8 février 1863, habilement et opportunément conclue par Bismarck avec la Russie au sujet de la Pologne, qui assurait à la Prusse la neutralité bienveillante de son puissant voisin de l'Est dans la série d'entreprises qui devaient aboutir à la constitution de l'Empire allemand à travers trois guerres. Cette fois, c'est la Pologne sacrifiée qu'on a pris comme instrument pour préparer la perte de l'Alsace.

Pologne, Alsace, deux grands noms généreux que l'histoire avait rapprochés souvent, qu'elle rapproche encore aujourd'hui par le geste libérateur de Nicolas II, qui ressuscite la Pologne à l'heure même où toutes nos préoccupations sont ramenées sur l'Alsace. L'Alsace-Lorraine et la Pologne unies par la communauté du sort sous le régime de l'oppression prussienne-allemande, nous pouvons maintenant les associer sans idée de troc ou d'échange, de marchandage ou de compensation, sans que l'une ait à payer pour l'autre.

* * *

Il est un pays qui, pour nous, domine les vastes perspectives qui s'ouvrent de toutes parts, le champ illimité des boule-

versemens qui vont transformer la face de l'Europe et du monde. Et il est un pays qui découvrait une perspective où, de quelque côté qu'il se portât, notre regard ne plongeait qu'avec admiration.

Entre les Vosges et le Rhin, des burgs féodaux aux forteresses de Vauban, il étageait ses forêts, ses vignes, ses moissons. Parmi les souvenirs du passé le plus lointain et ceux de deux siècles vécus dans la communauté française, il montrait des restes romains et païens, des églises romanes et gothiques, la splendide cathédrale, des maisons de la Renaissance, ses gracieuses architectures du XVIIIe siècle, les tombes de nos morts, un monument de la fidélité élevé hier aux flancs du Geissberg qui virent la victoire de Hoche en 1793 et la première défaite de 1870. Ici le choc des races et le croisement des cultures, sur ce sol fécond, tant de fois labouré par l'invasion, avaient formé à travers les âges la robuste individualité alsacienne qui avait pris conscience d'être, — mission à laquelle elle n'a point failli, même et surtout depuis quarante-quatre ans, — un rempart, un bastion, la défense avancée d'une civilisation. Ce pays avait ses hommes d'autrefois, ses militaires de toutes les époques, les héros des guerres de la Révolution, Kléber et la graine de Kléber, tous ces généraux, officiers et soldats qui ont peuplé et peuplent toujours notre armée; il avait ses hommes d'aujourd'hui, bourgeois, paysans, plante forte et résistante qui a achevé de grandir dans la contrainte et l'oppression. Ainsi ce coin de terre enfermait pour nous l'horizon le plus beau; il offrait aux yeux et à l'esprit le spectacle le plus attachant. Et si l'on s'efforçait lentement de la comprendre et de l'étudier, cette Alsace riche en profondeurs cachées, en émouvantes suggestions, comment ne pas sentir l'insuffisance de tout ce qu'on essaierait aujourd'hui pour l'embrasser?

Embrasser l'Alsace? J'ai vu cette image, un troupier français qui embrasse l'Alsacienne au large ruban noir, à peu près tout ce que beaucoup de nos compatriotes connaissaient de l'Alsace. J'ai goûté la joie de communier pleinement avec eux, dans cette heure historique, arrivant par des voies un peu différentes au même sentiment que le leur. L'Alsace du troupier français et de l'imagination populaire, la nôtre, c'est une seule Alsace. Et qui de nous n'envierait la chance du troupier français?

« La magnifique Alsace, toujours pareille et toujours

diverse, » dit, après Gœthe, M. Maurice Barrès qui ne s'offensera pas qu'on le nomme à la suite de ce troupier. Il est celui qui, chez nous, a le mieux parlé de l'Alsace, qui nous a appris à la voir, qui lui a presque appris à se voir elle-même dans la situation que le sort lui avait faite. « Demeurez, a-t-il dit aux Alsaciens, comme un caillou de France sous la botte de l'envahisseur ; subissez l'inévitable, et maintenez ce qui ne meurt pas. » L'Alsace a subi ; elle a maintenu. D'avoir un jour donné ce conseil, indiqué ce devoir à l'Alsace-Lorraine, c'est l'honneur d'un tel écrivain ; il est juste qu'on ne puisse parler d'elle aujourd'hui sans prononcer son nom.

Sur la montagne de Sainte-Odile, qui avait inspiré à Taine une méditation célèbre, à M. René Bazin, dans *les Oberlé*, une description d'un charme touchant, M. Barrès nous a présenté l'Alsace et la doctrine alsacienne vues du plus beau belvédère alsacien. Ces pages ont paru d'abord ici-même. Elles sont la partie capitale et essentielle de ce livre : *Au service de l'Allemagne*, dont la publication marque une date dans la façon dont l'Alsace a été comprise et sentie en France (1).

« La magnifique Alsace, toujours pareille et toujours diverse, » en vérité, il n'y a pas autre chose à dire d'elle, sous quelque aspect et à quelque époque qu'on l'envisage. C'est bien là l'idée qu'on doit rapporter de toute incursion dans son histoire, à n'importe quelle date de cette histoire. Prenons deux dates, 1814 et 1914. Un siècle les sépare, lui-même séparé en moitiés presque égales, par une date, 1870 : d'un côté, cinquante-six années de paix et de prospérité pour l'Alsace, de dépouillement

(1) *Les Bastions de l'Est. — Sainte-Odile* (*Revue des Deux Mondes*, 1er novembre 1904.) *Les Oberlé* ont paru trois ans plus tôt dans la *Revue*. — Pour la description et l'étude du pays d'Alsace, citons d'abord l'incomparable collection de la *Revue alsacienne illustrée*. On peut toujours utilement recourir à *l'Alsace* (Hachette, dernière édition, 1913) de Charles Grad (collaborateur aussi de la *Revue des Deux Mondes*), bon livre d'un bon Alsacien, dont le buste se voit avec plaisir au seuil de sa charmante ville de Turckheim d'où l'auteur part pour son voyage en Alsace. Il faut mentionner le volume de M. André Hallays, *A travers l'Alsace*, qui offre les indications précieuses d'un goût sûr et délicat, celui de M. Paul Acker, *le Beau Jardin*, dont des chapitres ont été publiés dans la *Revue*. On se reprocherait de ne pas signaler deux morceaux supérieurs par la science et la manière de l'exprimer, le chapitre sur l'Alsace (p. 220 et suiv.), dans l'admirable *Tableau de la France* de M. Vidal de La Blache, la remarquable conférence de M. Camille Jullian (faite à Strasbourg, reproduite dans le numéro de janvier 1913 des *Cahiers alsaciens*), *Ce que l'Alsace doit à la Gaule*, où la géographie se mêle à l'histoire, l'une des pages les plus suggestives qu'on puisse lire pour l'étude de l'individualité alsacienne.

continu dans sa richesse agricole et industrielle, d'indépendance réelle et vraie, sous une administration centralisée; de l'autre, après la date fatale, c'est les quarante-quatre années du régime nouveau. Elles seraient plus longues à retracer que les cinquante-six premières. On verrait ici se vérifier le proverbe qui dit que les peuples heureux n'ont pas d'histoire. L'Alsace annexée a une histoire, et quelle histoire!

Pour l'Alsace d'aujourd'hui, les circonstances m'y ont conduit deux fois cette année, d'abord pendant l'affaire de Saverne, et, un peu plus tard, au moment où un autre gouvernement remplaçait celui dont l'affaire de Saverne avait amené la disparition. J'avais sous les yeux l'aboutissement de cette histoire, les résultats de ce régime nouveau, ce qu'il a fait de l'Alsace sous le joug du militarisme allemand et du fonctionnarisme prussien. On ne pouvait guère soupçonner, l'hiver dernier, comment s'achèverait, pour l'Alsace, cette année du centenaire de 1814. Il y a cent ans, l'Alsace, toute seule et presque abandonnée, résistait à l'invasion de l'étranger, mieux peut-être et plus résolument que le reste du pays français. Elle montrait très clairement ses sentimens à l'égard de l'Allemagne et des frères allemands qui tendaient déjà les bras pour l'étreindre à leur manière, des bras chargés d'armes contre la France. L'Alsace a défendu la France contre eux, d'instinct, et sans qu'on ait eu besoin de l'y pousser, sachant bien qu'elle se défendait elle-même. Elle a affirmé nettement, parfois héroïquement, sa fidélité française. Elle a prouvé fortement sa fusion achevée avec le génie, les destinées, la gloire et les revers d'un pays auquel l'attachaient des liens désormais indissolubles. L'étranger, qui fit peser alors sur elle une occupation relativement douce, trop brève à son gré, partit peu satisfait. Il est revenu.

Il est revenu plus dur, plus féroce. 1814, 1914, dates intéressantes à comparer, dût la comparaison être trop sommaire et hâtive : celui qui la hasarde ici sait mieux que personne combien elle le sera. Il était déjà suggestif de comparer l'occupation belliqueuse des premiers mois de 1814 à l'occupation des premiers mois de 1914, qui, pour le centenaire, correspondaient exactement. La comparaison n'était pas à l'avantage de l'occupant actuel. Comment le qualifier depuis, cet occupant, pour tous les actes dont une faible partie sans doute est arrivée jusqu'à nous? Ce que nous savons nous emplit d'angoisse sur le sort

de ceux dont nous préférons ne pas prononcer les noms. Dans les nobles victimes alsaciennes-lorraines que nous connaissons, notre immense espoir ne peut s'empêcher de saluer les généreuses prémices des suprêmes réparations.

1814, 1914. Le centenaire belliqueux, commencé pour l'Alsace-Lorraine dans une paix, que l'on qualifiait là-bas, il y a quelques années, de « paix de cimetière, » s'achève dans une guerre qui doit décider du sort de l'Alsace et du sort de la France.

***

Cette guerre a évoqué plus d'une fois des lieux où, il y a cent ans, s'était produite la résistance de l'Alsace à l'invasion de 1814. Elle en évoquera sans doute plus tard davantage. L'Alsace de 1914, que nous voudrions comparer à celle de 1814, ce n'est pas l'Alsace sous le coup d'une guerre formidable pour elle et pour nous, dont, dans une attente mêlée de confiance et d'anxiété, nous savons trop peu de choses, vers laquelle nous tournons des regards chargés de trop d'émotion. C'est l'Alsace des quelques mois qui ont précédé la guerre, avec ses quarante-trois années d'annexion. Laissons l'histoire s'écrire; devinons le sens de l'histoire qui est écrite déjà.

L'histoire d'un siècle écoulé suffira souvent à nous expliquer celle d'à présent. On peut dire que, dès 1814, les destins de l'Alsace sont fixés. Fixés sur l'un des côtés du Rhin, sans que désormais aucune tentative ou pression de l'autre côté soit en état de les changer.

Ce qui rend en effet cette date de l'histoire d'Alsace, 1814, importante et intéressante et permet de la prendre comme une date type pour rapprocher l'Alsace qu'elle nous montre de celle que nous avons sous les yeux, c'est qu'elle nous présente, comme dans un miroir fidèle, une Alsace complète et qu'on peut appeler terminée : l'Alsace même que nous connaissons et aimons. Et sans doute la vie paisible, la vie prospère de l'Alsace pendant plus d'un demi-siècle de vie commune avec la France, ces années où la fusion apparaît intime et parfaite, plus encore les années différentes qui ont suivi, les années de lutte et de résistance, ont pu ajouter quelques touches à la belle et forte image de l'individualité alsacienne; mais dès 1814, l'image est fixée dans ses traits essentiels. Elle l'est à jamais pour ce point

capital, l'attitude entre la France et l'Allemagne, les sentimens alsaciens à l'égard des Français et des Allemands. L'Alsace a fait son choix, choix de raison, choix d'intérêt, choix de cœur. Quelques moyens qu'on emploiera, il faudra renoncer à l'en faire revenir.

Et il est bien vrai que ce choix, l'Alsace l'avait fait depuis longtemps, si elle ne l'avait jamais peut-être déclaré avec une aussi franche netteté. Le choix de l'Alsace est dicté par l'histoire, sa situation, le rôle qu'elle a joué dans le monde bien avant que ce nom, devenu pour nous si émouvant, ait apparu d'abord sous des formes diverses dans d'obscures chroniques du plus haut moyen âge. On a disputé sur l'étymologie de son nom comme sur toutes les époques de son histoire et même de sa préhistoire. « Terre contestée où se heurtent des races ennemies, » dit le meilleur de ses historiens, M. Rodolphe Reuss. Il y a des contestations d'érudits et d'anthropologues; ce ne sont pas les moins féroces. Terre contestée où les sentimens de l'Alsace, qu'on n'a pas toujours consultés, se montrent incontestés aux époques décisives. Mais jamais peut-être ils ne se sont mieux manifestés qu'il y a cent ans; jamais le choix de l'Alsace, qu'on pouvait lire par avance dans son histoire et ses traditions, n'a été plus éloquent.

Pour en revenir à l'étymologie d'un nom treize fois centenaire, qu'il désigne comme on le voudrait maintenant, non la vallée de l'Ill, mais le « pays des hommes en terre étrangère; » que cette expression ait été appliquée par les Allemands de la rive droite du Rhin à ceux de leurs frères, ancêtres des « immigrés » d'aujourd'hui qui avaient passé sur la rive gauche, rive romaine, cela n'indique pas chez les premiers, à cette époque, la conception d'un pays très germain. Passons mille ans et plus, remplis par les disputes, à propos de l'Alsace, des hommes armés des engins de la guerre ou de ceux de l'érudition. Mille ans où il y a pour l'Alsace de fortes discussions. Elle a été sans conteste gauloise, romaine et franque. Elle a été longtemps germanique, d'une façon très particulière, avec plus de contestations. Voici un texte. Il est de l'année 1677, de l'époque où l'Alsace se détache bien facilement d'une Germanie fort différente de celle d'à présent, pour être rattachée peu à peu, par morceaux, grâce à une politique habile, à la France. Quatre ans avant l'annexion de Strasbourg par Louis XIV, un jésuite

allemand de Fribourg, le P. Kœnig, écrit que les Alsaciens de son temps tiennent essentiellement « à ne pas être et à ne pas être appelés des Schwob, *quia Alsatœ hodie Suevones esse aut dici nolunt...* » Depuis le P. Kœnig, en dépit de tout ce qu'on a tenté pour les y décider, — à s'en tenir aux temps récens, entre le bombardement de Strasbourg (exécuté par des compatriotes du P. Kœnig) et l'affaire de Saverne, — ils n'ont pas changé.

Ils ont peut-être plus changé à l'égard des Français que des Allemands. Jusqu'à ce même XVIIe siècle, à travers des contacts nombreux, des échanges divers, ils avaient tenu aussi à garder de ce côté et à marquer leur individualité. Les voilà rattachés politiquement à la puissante unité de la monarchie française. Celle-ci a l'intelligence et la sagesse de respecter leur langue, leurs privilèges, tout ce qui faisait du pays alsacien en France jusqu'à la Révolution quelque chose de si particulier, de les gouverner au moyen d'administrateurs éprouvés qui s'occupent de découvrir et de développer les richesses naturelles d'une terre épuisée par la guerre et l'invasion. Une France aimable, que l'on commence d'aimer, pénètre de plus en plus par l'esprit, les mœurs, les arts, durant le XVIIIe siècle qui a semé un peu partout en Alsace les chefs-d'œuvre les plus exquis. Puis vient la Révolution, avec sa continuation l'Empire, qui nulle part plus qu'en Alsace ne se présentent sous l'aspect d'un bloc uniforme et indissoluble. La France révolutionnaire et napoléonnienne abolit les privilèges de l'Alsace, sauf celui de la langue; elle les compense par l'unification territoriale du pays, par l'égalité et la gloire qui répondent si bien aux aspirations d'une race républicaine et militaire. La guerre, qui se décide à propos de l'Alsace et des princes étrangers possessionnés sur son sol, prolongée vingt-deux années pendant lesquelles l'Alsace verse son sang, donne ses hommes, tant de chefs célèbres, tant d'héroïques soldats, sur tous les champs de bataille, se termine en 1814 avec la résistance à l'envahisseur étranger. L'Alsace française est achevée.

Cette Alsace française de 1814 est l'aboutissement d'une très vieille histoire, de tout ce qui, depuis les temps de la Gaule et de Rome, l'avait tournée et fixée d'abord de ce côté, en la tournant déjà contre ce qui venait de l'Est, en masses barbares, sur l'autre rive du Rhin. Elle est l'aboutissement des échanges de civilisation et de culture qui continuèrent durant toute la

période où l'Alsace paraît tournée vers l'Allemagne, s'en distinguant toujours essentiellement. Elle est encore plus l'aboutissement de la politique prévoyante et avisée de notre monarchie avec Henri IV, Richelieu, Mazarin, Louis XIV, de l'administration tolérante et éclairée des intendans du XVIIe et du XVIIIe siècle, du prestige et du charme des mœurs françaises qui ont agi sur l'Alsace si fort. Elle est enfin plus encore l'aboutissement de cette période de la Révolution, suivie de l'Empire, capitale comme couronnement de l'histoire d'Alsace dans le sens de l'union à la France. Ce n'est pas que la Révolution, qui a eu en Alsace des caractères originaux et particuliers, y ait été plus douce et plus inoffensive qu'ailleurs. Elle y a eu ses accès de folie, voire de férocité, dont, à vrai dire, les responsables ont été le plus souvent des révolutionnaires venus d'autres régions, ou même de l'étranger, notamment d'outre-Rhin. Mais par tous les souffles d'orage, de liberté et de guerre qui pouvaient mêler l'héroïsme à des sentimens moins purs, elle a été le creuset historique où, dans l'épopée et la tempête, l'Alsace s'est fondue avec la France (1).

Et comme la Révolution peut se montrer en Alsace avec des caractères à la fois généraux et particuliers, les événemens de 1814 se présentent à l'observateur avec une portée générale et une signification très particulière. Le vrai centenaire de 1814, que nous avons commémoré récemment, que l'histoire qui s'accomplit se charge de commémorer avec plus d'éclat, je serais capable de le placer en Alsace. Avec des faits bien plus menus, mais riches d'un sens historique très profond, il s'offre là sur un terrain où nous pouvons être tous plus facilement d'accord. Ailleurs, des événemens complexes et une situation confuse où le jugement hésite devant l'attitude des hommes, des partis, quelquefois de la collectivité d'un pays. Ici, point de partis, point d'intrigues, point d'ambitions qui

(1) Voir surtout l'*Histoire d'Alsace* de M. Rodolphe Reuss, dans la collection d'histoires provinciales dirigées par M. Albert-Petit. M. Reuss a étudié plus particulièrement l'histoire de son pays pour les deux époques capitales sur lesquelles il a donné ces deux très importantes publications, *l'Alsace au XVIIe siècle*, *l'Alsace pendant la Révolution française*. Pour la dernière, on lira aussi sa *Cathédrale de Strasbourg pendant la Révolution*. On trouve d'excellentes indications sur l'histoire d'Alsace dans *la Carte au liséré vert*, de M. Georges Delahache, et dans *la Question d'Alsace* d'Heimweh; une courte et admirable esquisse se trouve dans une brochure (à propos du livre d'Heimweh) de M. Ernest Lavisse, qui s'est toujours occupé avec amour de l'Alsace, plus spécialement dans ces derniers temps.

cherchent leur intérêt, point même de questions de régime. L'Alsace, sentinelle laissée en arrière dans ses forteresses mal pourvues, se défend comme elle peut et tant qu'elle peut contre l'étranger. L'Alsace, qui n'a jamais eu la dévotion monarchique, l'Alsace républicaine foncièrement, avec ses petites garnisons impérialistes, se rallie pourtant aux Bourbons, parce qu'elle voit dans les Bourbons le meilleur moyen de rester française, la seule chose à quoi elle songe et qu'il lui importe d'assurer.

Car elle ne peut voir l'envahisseur qui foule son sol avec la complaisance qu'on a eue parfois ailleurs. Les « alliés » ne sont pas pour elle un intéressant sujet de curiosité, moins encore des bienfaiteurs qui apportent la paix après un régime de guerres dont on est las partout. Lasse ou non, l'Alsace sait bien ce que lui veulent ces étrangers, ces voisins, les Allemands. Elle ne veut pas d'eux, et c'est pourquoi elle résiste, pourquoi elle accepte les Bourbons. Consciente du péril pour elle, consciente de monter une garde sur le Rhin, l'Alsace de 1814 est demeurée fidèle à sa tradition historique. Et l'étranger, qui arrivait sur cette terre où il se croyait quelque droit, chez des gens qu'il jugeait être plus ou moins des frères, enivré à son tour de l'exaltation patriotique provoquée par le mouvement de 1813, a dû retourner dans son Allemagne, après avoir constaté les sentimens de l'Alsace et s'être rendu compte de l'effort qu'il lui faudrait faire pour en triompher.

***

Les *Mémoires* de Philippe de Ségur apportent un témoignage éloquent des sentimens et des dispositions des Alsaciens de 1814. En quelques pages vivantes, ils tracent un tableau de l'Alsace à la veille et au début de l'invasion. A la tête du 3e Gardes d'honneur, Ségur, depuis Mayence à travers les pays du Rhin, l'Alsace et la Lorraine, bat en retraite bien ordonnée; nulle part la retraite ne s'effectue mieux et nulle part l'armée française n'est mieux traitée qu'en Alsace, grâce au dévouement des habitans. Ségur ne tarit pas d'éloges à leur adresse et, sous cette plume si française, ces éloges, ces attestations du patriotisme alsacien se lisent aujourd'hui avec émotion. « Ce que je me plais, écrit Ségur, à consigner ici avec ma vive gratitude, c'est le dévouement exemplaire de ces bons et braves Alsaciens dont nous traversâmes les villages; ce sont, malgré leur désespoir

de se voir en proie à l'invasion et à la ruine qui allait en résulter, les soins généreux dont ils nous comblèrent. En route et dans nos haltes, ils accouraient; ils nous apportaient leur vin, leurs vivres et en refusaient le prix. Le soir, à notre arrivée dans les cantonnemens choisis, ils s'emparaient des hommes et des chevaux, ils se les disputaient... D'autres les aidaient à barricader les avenues du côté de l'ennemi et à les garder; d'autres encore, des vieillards, leurs bourgmestres en tête, s'offraient, à pied et à cheval, à mes instructions; et toute la nuit ils allaient aux nouvelles, ils poussaient au loin des reconnaissances. Leurs courses étaient rapides, leurs investigations audacieuses, leurs rapports exacts. Nous fûmes enfin bien mieux éclairés et gardés par eux que nous n'eussions pu l'être par nous-mêmes. Il n'y avait certes pas de meilleurs, de plus généreux, de plus braves Français dans toute la France. » Et Ségur, un peu plus loin, raconte l'histoire de cet exprès qui vient de Molsheim lui annoncer la retraite de Victor sur la Lorraine. « Je calculai la distance que ce paysan disait avoir parcourue. C'étaient douze grandes lieues en moins de cinq heures ! Cela me parut invraisemblable, quel que fût le zèle de ces braves gens, en sorte que, tout en donnant l'ordre aux régimens de se reployer sur la montagne, je fis garder à vue ce pauvre homme jusqu'à Saverne, où, son rapport s'étant confirmé, je lui rendis la liberté avec excuses, éloge, argent et tout ce qui pouvait le consoler (1). »

Après la retraite de Victor, chargé par Napoléon de défendre l'Alsace, défense impossible avec les forces qu'il pouvait lui donner, l'Alsace se défendit seule par une guerre de bandes franches que le roman et la légende ont grossie. Elle se

(1) *Mémoires du général comte de Ségur* (édit. de 1895, t. III, chap. v.) Le beau *1814* d'Henry Houssaye, le livre remarquable et actuel du commandant Lefebvre de Béhaine, *Napoléon et les Alliés sur le Rhin*, touchent à peine à l'Alsace. L'ouvrage capital de M. Arthur Chuquet, *l'Alsace en 1814*, auquel je ne saurais assez dire ici tout ce que je dois, est complété par une série de documens du plus haut intérêt sur l'Alsace d'alors publiés et commentés par l'historien dans le volume *l'Année 1814* (Fontemoing, p. 213-277.) Les événemens alsaciens de 1814 forment le sujet de deux célèbres romans nationaux d'Erkmann-Chatrian, *l'Invasion* et *le Blocus*. M. Chuquet relève l'inexactitude qu'une histoire minutieusement documentée montre dans ces récits. Il a raison. Mais si le conteur populaire « romance » beaucoup, il apporte, pour la peinture de la vie, des sentimens et du caractère de l'Alsace, un document précieux même, pour l'histoire. Sur l'œuvre alsacienne d'Erckmann-Chatrian, je renvoie à une appréciation très juste de M. Paul Acker (ouv. cité.)

défendit surtout dans sa ligne de forteresses, de Landau à Belfort, dans les petites places des Vosges, dont deux, Phalsbourg et Bitche, sont, en Lorraine, aux confins du pays alsacien. Ces vieilles places, d'importance diverse, restaient en arrière de l'invasion, avec leurs faibles garnisons de hasard et de rencontre, sans armements ni ressources, délaissées depuis des années pour garnir et armer ces forteresses de l'Elbe, de l'Oder, de la Vistule qui étaient devenues les ouvrages avancés du « Grand Empire. » Rappelées à leur fonction historique de défense naturelle du sol français, elles avaient, pour y faire face et arrêter l'envahisseur, les travaux de Vauban et le courage, l'initiative, l'expérience de quelques hommes disséminés au milieu d'autres d'inégale valeur. Il faut lire, dans le beau livre de M. Chuquet et dans les documens qu'il a publiés depuis, les détails de cette histoire si intéressante par les mille petits faits qu'elle apporte, riche de psychologie alsacienne et humaine, et qui, dans son ensemble, fait tant d'honneur à l'Alsace et à la France.

De toutes ces places d'Alsace, dont l'investissement échelonné commence dans les derniers jours de décembre 1813 pour s'arrêter au second tiers d'avril 1814, deux ou trois semaines après la capitulation de Paris et l'installation du gouvernement provisoire, à travers les émotions et les péripéties des sièges plus ou moins rigoureux et mouvementés, les fausses nouvelles, les alternatives d'espoir et de découragement, à la fin le changement du gouvernement de la France, aucune ne capitula, à l'exception de Belfort. Celle-ci, après une longue et belle défense, renouvelée l'année suivante, prise cette fois par la famine, le fit dans les conditions les plus honorables. Strasbourg, Neuf-Brisach, Lichtemberg et Bitche n'ouvrirent pas leurs portes à l'étranger. Phalsbourg, la Petite-Pierre, Huningue, Landau, l'admirent, au nom de Louis XVIII, sur le même pied que la garnison et en chiffre égal. Le siège d'Huningue en 1814, un peu moins connu que celui de 1815, a été plus long et plus héroïque; il est encore plus pittoresque. Ce qui nous intéresse surtout, c'est le côté alsacien de cette défense. Parmi les noms de lieux de cette histoire d'Alsace, écrite il y a cent ans, l'histoire d'aujourd'hui nous en a renvoyé déjà; nous sommes confians que celle de demain s'apprête à nous en renvoyer d'autres.

Strasbourg est le plus grand, le plus beau de ces noms. Il évoque la sublime cathédrale, lieu saint pour toute l'Alsace,

dont la flèche fut tordue, le 15 septembre 1870, par les boulets badois. Il rappelle le plus ancien monument de notre langue française connu sous ce vocable : « le serment de Strasbourg, » le chant héroïque et fier qui fut chanté là pour la première fois... En 1814, c'est à Strasbourg que se manifesta le mieux l'entente des défenseurs et de la population, des autorités militaires avec les autorités civiles.

Celles-ci qui coopérèrent étroitement à la défense avaient à leur tête le sénateur Roederer, Messin d'origine et à demi Strasbourgeois, envoyé par Napoléon avec le titre de commissaire extraordinaire, et l'admirable préfet Lezay-Marnesia, digne successeur en Alsace des intendans de l'ancienne monarchie. Grâce à sa connaissance parfaite du pays et à l'affection dont il y était entouré, Lezay put travailler efficacement à l'organisation de la résistance. Et ce ne fut pas trop ensuite de son habileté et de son prestige pour mener à bien la délicate négociation de la reconnaissance des Bourbons. C'est à cette reconnaissance, rapidement et opportunément proclamée, c'est à ses sentimens clairement et fortement affirmés, c'est au désaccord des alliés au sujet de la Pologne, que l'Alsace a dû alors de rester française.

Le traité du 30 mai 1814 décevait les espérances et les appétits de beaucoup d'Allemands. Ces appétits se manifestèrent, on sait avec quelle force, l'année suivante où l'empereur Alexandre s'entremit pour les arrêter. L'Alsace était déjà revendiquée par la voix des poètes et des publicistes d'outre-Rhin. Toute une polémique s'engagea à cette époque entre Alsaciens et Allemands à propos de l'Alsace, de ses destinées, de ses traditions, de son caractère et de sa culture, polémique littéraire, parfois poétique, écrite des deux côtés en allemand, singulièrement intéressante comme précédent, si l'on songe à celle que, dans d'autres conditions pour eux, les Alsaciens ont soutenue au cours de ces dernières années. Et des querelles fort vives avaient lieu entre Alsaciens et Badois : 1814 avait suffi à gâter tout à fait les rapports de ces voisins. La brève occupation des Allemands en Alsace laisse des deux côtés de fâcheux souvenirs. En dépit des conventions, quelques chefs militaires tentent de dégarnir les forteresses, d'enlever le matériel ; on s'irrite d'une mauvaise foi qui s'essaie timidement ; çà et là, l'attitude d'officiers évoque de petites affaires Forstner. Il ne fait pas bon en général pour le militaire allemand qui rentre en Allemagne de

passer par l'Alsace. Les officiers doivent éviter Strasbourg; le roi de Wurtemberg l'ordonne expressément. Dans une pièce qui s'intitule *Chant de honte du soldat qui retourne au foyer*, le poète Rückert a traduit d'une façon curieuse et significative les sentimens et l'humiliation du guerrier allemand parti pour la gloire et la conquête : « O honte! Par les villages il faut défiler en rangs serrés, et, s'il manque un de nous, c'est qu'un paysan l'a tué. Notre marche victorieuse serait-elle une fuite? Toute la France nous raille, *et toi, Alsace, race dégermanisée, tu nous railles aussi, ô dernière des hontes* (1)! »

Il y a pour l'Alsace un aveu précieux, arraché par l'évidence, dans ce *Schmachlied* du poète allemand Rückert. Mais voyez-vous aussi poindre, avec l'irritation qu'elle doit susciter, cette moquerie de l'Allemand, qui est de date relativement récente, et qui, avec la caricature qu'elle a engendrée, a été souvent l'affirmation d'une culture, la revanche du vaincu et l'arme la plus redoutée du vainqueur?

***

1814, 1914 : exactement novembre 1913. Cent ans plus tard, toujours l'Alsace et des guerriers allemands en Alsace. L'Alsace, qui n'a point sujet de rire, rit encore. Ces guerriers ne sont plus de passage; à demeure, ils « occupent » vraiment. Comment ils occupent, l'affaire de Saverne, une affaire de rien du tout, une histoire de caserne et de petite ville, suffit à le montrer.

La plus paisible des petites villes d'Alsace, d'apparence la plus germanisée. La première, quand on venait de France. Du col de Saverne, découvrant la plaine d'Alsace, le Grand Roi aurait dit : « Quel beau jardin! » Et Gœthe, montant la côte de Saverne, en sens inverse, a exprimé son enthousiasme. A l'entrée du jardin, on appelait Saverne la « cité des roses; » on ne considérait pas en Alsace qu'elle dût apporter une très vigoureuse résistance à l'élément immigré allemand qui y était assez nombreux. La caserne, un château français du XVIIIe siècle, construit par les cardinaux de Rohan, évêques de Strasbourg. Dans les casernes, des recrues alsaciennes; les officiers qui tiennent les propos que vous savez. L'Alsace, qui rit d'abord à Saverne, c'est quelques gamins.

(1) Cité par Chuquet, *l'Alsace en 1814*, p. 373-374.

Et Saverne a illustré pour le monde, par la plus éclatante des leçons de choses, sans que ceux qui l'auraient pu si facilement aient eu l'idée de l'empêcher ou de l'arrêter, la mentalité militaire allemande, la situation de l'Alsace vis-à-vis de l'Allemagne. On a répété à ce sujet le mot de Mirabeau sur la Prusse : « Ce n'est pas un peuple qui a une armée, c'est une armée qui a un peuple. » Ici, l'armée de Prusse a un peuple qui est le peuple d'Alsace. Cette armée prussienne, elle opère en ce moment selon le pur esprit de Saverne. Le peuple alsacien, race de soldats : celle de Kléber !

Il faut avoir vu l'effet de l'affaire de Saverne en Alsace. On venait de parler de « lois d'exception. » Il y avait eu, l'année précédente, l'affaire de Graffenstaden, un incident d'ordre économique, qui avait manifesté au grand jour la pression, de plus en plus forte, sur le terrain des intérêts matériels ; elle avait pu soulever le pays entier, elle n'avait pas atteint l'Allemagne, ni le reste du monde. Avant, c'était la longue affaire de l'autonomie et de la constitution, cette constitution que l'empereur menaçait, à Strasbourg, l'année d'après, de « réduire en miettes » si l'Alsace n'était pas sage. C'était l'agression des pangermanistes, continuelle et brutale, contre tout ce qui était tradition alsacienne et sentiment alsacien. C'étaient les débats pour ou contre le français, l'émotion provoquée par l'inauguration du monument de Wissembourg. C'étaient tous ces menus faits de la vie alsacienne, dont le plus petit a son importance et sa signification, dont l'ensemble est une histoire, la plus grande et la plus émouvante qui existe pour nous. C'était tout ce qui s'est passé en Alsace depuis 1870 (1).

Ce peuple comprimé releva la tête avec le sentiment de sa force et de son union. Il faut avoir vu cette joie muette aux yeux et au cœur de l'Alsacien. Saverne restait une victoire alsacienne, même après que Saverne eut montré ce que l'Alsace pouvait attendre de l'Allemagne pour l'aider à secouer le joug du militarisme allemand. « Les deux Allemagnes » n'en faisaient qu'une, et surtout pour l'Alsace ; Saverne venait de le prouver

(1) Pour l'histoire contemporaine d'Alsace-Lorraine, on peut consulter, en dehors d'études excellentes et sûres comme celles de M. Delahache qui ne touchent guère aux questions récentes, la collection des *Cahiers alsaciens*, continuation et extension de la « Chronique » de la *Revue alsacienne illustrée*, celle du *Messager d'Alsace-Lorraine*, les notes sur l'Alsace parues sous la signature E. Hattner dans les *Cahiers mensuels* de la « Ligue internationale pour le droit des peuples. »

éloquemment. Le premier résultat pour l'Alsace, après les procès militaires de Strasbourg et l'acquittement des héros de Saverne, après les débats du Reichstag et du Parlement alsacien, c'était le changement de son gouvernement qui avait paru si impuissant. En attendant le départ annoncé du statthalter, comte de Wedel, le ministère d'Alsace-Lorraine était complètement renouvelé. A l'Alsacien rallié, M. de Bulach, succédait le comte de Rœdern, qui venait de Potsdam à Strasbourg comme l'un des plus remarquables, disait-on, entre les fonctionnaires prussiens. On ne savait pas encore qui serait statthalter. Certains avaient l'impression, que les débuts administratifs de M. de Rœdern ne semblèrent pas d'abord démentir absolument, que ce régime prussien en Alsace-Lorraine pourrait n'être pas celui de l'aveugle répression. Deux mois plus tard, à Corfou, sous les lauriers roses de l'Achilléion, l'Empereur, ayant près de lui son chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, signait la nomination, comme statthalter de l'Alsace-Lorraine, — le cinquième depuis l'année 1879 où la fonction fut créée, — de M. de Dallwitz, autre fonctionnaire prussien. Celui-ci s'installait à Strasbourg. Le nouveau régime s'accentuait dans le sens des mesures sévères qui en laissaient prévoir de plus sévères encore. L'Empereur, de Corfou, se rendait en Alsace, puis en Lorraine. Le programme, modifié presque à la dernière heure, de son séjour annuel dans la Terre d'Empire, se réduisait cette fois à la participation à de grands exercices militaires. Dans les environs de Colmar, où ils avaient été préparés avec un soin tout particulier par le général von Deimling, commandant le 15e corps d'armée, principal responsable de l'affaire de Saverne, il s'agissait, paraît-il, de décider la construction et l'emplacement de nouvelles fortifications. Il avait été décidé que l'Empereur n'aurait aucun contact avec la population civile d'Alsace-Lorraine ; dans cette courte visite, il a vu seulement les maîtres de l'Alsace, les militaires allemands.

Les mesures de rigueur se succédaient : procès, condamnations, arrestations, interdictions de séjour pour des Français. On ne pouvait savoir où elles s'arrêteraient. Quinze jours avant la déclaration de guerre, un Alsacien, près de la table où je trace ces lignes, disait tout ce qu'il redoutait pour son pays. Il termina sur ces mots forts dans la bouche de l'homme ferme et prudent qui les prononçait : « Nous attendons depuis quarante-

quatre ans! » Il fallait baisser la tête. Nous pouvons la relever aujourd'hui; nous devons espérer de la relever encore davantage. Quant aux « mesures » prises par les autorités militaires en Alsace, comme en Lorraine, il est trop tôt, devant l'histoire, pour les qualifier en ce moment.

***

Je revois, en février dernier, au Landtag d'Alsace-Lorraine, M. de Rœdern, qui faisait ses débuts de secrétaire d'État, nouveau venu à Strasbourg, où il arrivait avec la tâche un peu lourde, dans des circonstances difficiles, d'administrer la Terre d'Empire pour le compte d'une Allemagne prussianisée. C'était un administrateur prussien remarquable, m'avait-on dit, habile autant qu'un administrateur prussien peut l'être. Je le regardais, assis à son banc, à la première place à droite du bureau, ayant auprès de lui ses collègues, un Bavarois, un Rhénan, un Hessois, et, derrière, l'armée imposante de ses fonctionnaires. En face, la représentation élue de l'Alsace-Lorraine, des bourgeois, des prêtres, quelques compagnons socialistes. (Un député socialiste de Metz au Reichstag, qui est Alsacien, s'est engagé dans l'armée française.) Et je songeais à la distance, plus grande que le mince espace entre eux et lui, qui les séparait. Ce n'est plus le type militaire; c'est le fonctionnaire prussien aristocratique, correct et sérieux, le type de l'homme du monde dans une hiérarchie, dans une société particulière. Droit, élégant et grave, il compulsait ses dossiers, prenait des notes, se croisait les bras en écoutant. On parlait sur l'agriculture et le phylloxéra. M. de Rœdern ne prit pas la parole, qu'il laissa au sous-secrétaire d'État, compétent, M. de Stein, le Bavarois, un homme immense, familier, qui discourait en mettant quelquefois les mains dans ses poches... Et je songeais à Lezay-Marnesia, cet administrateur français modèle de l'Alsace. Ce marquis Adrien de Lezay-Marnesia, c'est un homme du monde de chez nous, intelligent, cultivé et aimable. Il a fréquenté la société de Pauline de Beaumont. Napoléon, qui le trouvait beau, en fit un diplomate, puis un préfet français en Allemagne avant de l'envoyer à Strasbourg où il fut adoré. Il est mort le 9 octobre 1814, des suites d'un accident de voiture survenu tandis qu'il escortait, en Alsace, le duc de Berry. L'Alsace, qui l'a pleuré alors, l'entoure encore de ses souvenirs et de ses regrets.

Sa statue est à l'angle du Broglie et du quai qui porte son nom, adossée à son ancienne préfecture, depuis résidence du statthalter. Et dans quelques semaines tombera pour la France et l'Alsace le centenaire de la mort de Lezay-Marnesia, le meilleur administrateur sans doute que la France ait envoyé à l'Alsace.

Sa statue, élevée en 1855, est l'œuvre du sculpteur Grass, à qui l'on doit aussi la statue de Kléber, inaugurée en 1840, sur l'ancienne Place d'Armes, où l'on avait deux ans plus tôt transporté l'héroïque dépouille qu'elle devait surmonter. Et le soir même du jour où j'avais vu au Landtag de Strasbourg ce successeur prussien de Lezay en Alsace, M. de Rœdern, je pouvais assister au monôme traditionnel des étudians alsaciens autour de la statue de Kléber. Le marquis de Lezay-Marnesia, c'est un bon administrateur français en Alsace. Kléber, illustre enfant du peuple, né à Strasbourg, incarne la plus pure, la plus belle gloire militaire de son pays. Il est naturel que cette gloire alsacienne et française soit devenue, avec l'image qui l'évoque, le lieu sacré d'un culte alsacien. C'est spontanément, c'est d'elle-même que s'est établie, depuis vingt-cinq ans environ, depuis les mesures prises contre des sociétés alsaciennes d'étudians, la tradition de cette grave et émouvante manifestation. A la suite de leur banquet annuel, réunion simple et joyeuse, où ils ont invité quelques-uns de leurs aînés, tous, les vieux et les jeunes, défilent à minuit, tête nue, sans un mot, sans un geste, autour de Kléber.

Cette place, sombre et silencieuse à cette heure où ils vont paraître, est le centre de la vie strasbourgeoise. On aperçoit, par-dessus les toits conservés de quelques vieilles maisons, la flèche de la cathédrale, la tour du Temple Neuf qui fut détruit avec la Bibliothèque attenante dans les terribles nuits des 24 et 25 août 1870. Ce bâtiment de l'Aubette, avec le musée qu'il renfermait, fut aussi entièrement brûlé. Au bout, il y a le corps de garde : chaque jour à midi la relève de la garde se faisait, au son des fifres, avec l'exécution de cette « parade-marche, » caractéristique de l'armée allemande, ici devant la statue de Kléber. A l'extrémité opposée de la place où, plus d'une fois, j'ai vu déboucher ces soldats allemands, j'ai vu, à minuit, apparaître le cordon noir des étudians; il s'allongeait devant l'Aubette pour se diriger vers la statue. On entendit, en tête du cortège, une bonne voix alsacienne, celle de M. Anselme Laugel, dire ces

seuls mots : « Chapeau bas devant Kléber ! » Et le cordon muet se mit à s'enrouler autour de l'ancêtre. Dans le silence impressionnant, avec le bruit des pas sur le sol, il semblait qu'on perçût alors la *Marseillaise* instinctive qui chante au cœur alsacien. Ou plutôt, je pensais au geste de M. Maurice Barrès, peu de jours auparavant, aux funérailles de Déroulède, offrant à l'image de Strasbourg les fleurs du mort, comme ces Alsaciens défilaient ici à Strasbourg devant Kléber, sans parler.

Kléber, c'est le grand nom, c'est la plus haute figure militaire de l'Alsace. Et la vie d'un Kléber, ses exploits, ses mots, c'est ce que l'on peut trouver de plus authentiquement et fièrement alsacien. Mais Kléber a des compagnons, des frères d'armes ; Kléber a des fils ; le sang généreux n'est pas refroidi. Le peuple qui produit de tels héros a le droit de considérer comme il fait ceux de Saverne...

Pour sa défense contre les gens de l'autre côté du Rhin, la France avait fait mieux que de prendre l'Alsace et d'y élever les forteresses de son Vauban. Elle a voulu être aimée ; elle a pris les âmes. Il y a les territoires, et il y a les âmes. Ceux qui ont pris l'Alsace depuis n'admettent pas qu'il y ait les âmes. Répondant, en 1870, à l'historien Mommsen, qui avait affirmé un droit de propriété de l'Allemagne sur l'Alsace, l'historien Fustel de Coulanges, qui avait professé à Strasbourg, lui disait : « Strasbourg n'est pas à nous, Strasbourg est avec nous. » Avec nous, l'Alsace s'est formée de nous l'idée que, séparée de nous, elle devait en conserver. Par delà nos chétifs systèmes, nos divisions misérables, de toute la France qu'elle avait connue, l'Alsace, naturellement et simplement, a fait ce bloc, que nous avons retrouvé nous-mêmes à l'heure grave, qui est le bloc français. Et c'est pourquoi cette Alsace, dont on aurait tant voulu mieux parler, il faut la saluer pour hier, pour aujourd'hui et pour demain, comme le plus grand et le plus riche des enrichissemens français.

PIERRE DE QUIRIELLE.

REVUE LITTÉRAIRE

ELLE ET LUI

Lui, ce sera Victor Hugo, cette fois ; et, elle, Mlle Drouet. Leurs amours ont duré cinquante ans, depuis les premiers jours de l'année 1833 jusqu'à la mort de l'amoureuse, mort qui survint le 11 mai 1883. Cette constance donne quelque dignité à une liaison qui, par ailleurs, eut des inconvéniens et qui, en somme, n'est pas pour embellir la biographie du poète. Or, on dira : — Laissez cela ; le respect qu'on doit aux morts... ; et n'avilissons point nos grands hommes !... Il ne s'agit pas de les avilir, mais de les connaître ; et le respect qu'on doit aux morts dépend, en quelque façon, du respect qu'ils ont eu d'eux-mêmes. Nous avons à connaître les grands hommes, s'il est incontestable que leur prestige et leur influence gouvernent leur époque et, après eux, gouvernent encore les imaginations et les âmes ; nous avons à les juger, comme à les choisir, car ils sont les maîtres de la vie ; et nous avons à démêler en eux ce qui leur vaut une juste maîtrise, cela et le reste. Plus nous les subissons, et plus il importe que nous en usions, à leur égard, avec discernement. Ce n'est point une mesquine revanche, mais une sage précaution. D'ailleurs, sa liaison, Victor Hugo ne l'a point cachée ; plutôt, il l'a exhibée. Et Jupiter n'affichait pas davantage les mortelles qu'il avait distinguées. Nulle hypocrisie ; et, autant dire, quelque cynisme, une façon de croire et de faire admettre qu'étant Hugo l'on règne à sa guise. En outre, les fidèles du patriarche ne l'ont pas couvert, Noé nouveau, d'un pudique manteau.

Il a paru, l'année dernière, un petit volume, *Juliette Drouet, sa*

vie, son œuvre, par M. Jean-Pierre Barbier; cette année, un gros volume, *Victor Hugo et Juliette Drouet*, par M. Louis Guimbaud (1). M. Barbier a donné une esquisse; M. Guimbaud, le portrait. Nous possédons maintenant tous les documens relatifs à Juliette et son « œuvre, » composée d'un essai sur l'insurrection de février 1848, d'un journal écrit à Jersey, enfin d'une profusion de lettres adressées par elle à Victor Hugo. Pendant les journées révolutionnaires, elle notait avec simplicité ce qu'elle voyait, ce qu'on lui racontait. Son récit n'est pas ennuyeux : « A deux heures (le 22 février), on vient me chercher pour me dire que Toto harangue le peuple... » Toto, c'est le poète. Le journal de Jersey ne s'étend que sur vingt-sept jours. Quant aux lettres, il y en a vingt mille : M. Guimbaud ne les a pas toutes publiées. Victor Hugo voulait que Juliette lui écrivît à chaque instant, plusieurs fois le jour, et la nuit. Ce fut, premièrement, pour occuper cette jeune femme et lui ôter un périlleux loisir; ensuite, je crois qu'il n'était point fâché de laisser à l'avenir ce témoignage d'une passion soutenue et qui le flattait.

En 1833, Juliette est charmante. Elle a vingt-six ou vingt-sept ans. Théophile Gautier vante son nez « pur, » ses yeux « diamantés et limpides, » sa bouche qui reste petite, « même dans les éclats de la plus folle gaieté, » ses cheveux noirs, un front « clair et serein comme le fronton de marbre blanc d'un temple grec... » Mais il compare aussi à un fronton de temple grec le front d'Hugo !... C'est à la demande du Maître que l'obligeant Gautier trace cette effigie d'une déesse. Nous nous fierons de préférence à une lithographie que Léon Noël a publiée dans *l'Artiste*. Un petit visage blanc et noir, d'un ovale gracieux : noirs les cheveux, et lustrés, et coiffés à la vierge, avec des nattes posées sur la gauche comme des grappes de raisins noirs; une papillote revient, le long du cou, sur l'épaule; noirs, les yeux, et grands; la bouche est grande et bien dessinée, la figure est mince, d'une tempe à l'autre. L'air a de la mélancolie et de la gaieté toute prête. Une jolie fille; une grisette un peu sentimentale. Et de belles épaules, des mains parfaites. Les robes d'alors, très décolletées; des manches qui partent plus bas que l'épaule et qui se gonflent comme des ballons. De l'entrain; la plus aimable liberté. On la rencontre au boulevard du Temple et dans les endroits de fête élégante, au Café des Mousquetaires, aux Funambules, au Petit-Lazari, au Jardin turc. Elle s'amuse. Elle a été la maîtresse de Pradier le sculpteur, qui a du talent, qui est

(1) Le premier de ces volumes, chez l'éditeur Bernard Grasset; le second, chez l'éditeur Auguste Blaizot.

sot, qui la sermonne et qui l'a mise au théâtre, pourvue de fameux conseils et d'une petite fille, Claire. Pradier s'occupe, tant bien que mal, de la petite fille ; et Juliette ne le hait point, mais elle a d'autres amans, voire un prince russe, quelque temps. Une grisette et qui, par un fin privilège, a conservé des allures d'adolescente; on admire sa démarche, légère et qu'on dit aérienne. Les Bernardines-Bénédictines de l'Adoration perpétuelle, au couvent du Petit-Picpus, l'ont bien élevée. Elle a une gentillesse quasi décente; elle a des manières quasi bourgeoises, peu d'esprit, du rêve, et des mines effarouchées, de l'ardeur et tous les attraits.

Elle vit le jeune Victor Hugo de trente ans, pour la première fois, au printemps de l'année 1832. Il eut peur d'elle, de sa beauté. Elle le revit l'année suivante, à la Porte Saint-Martin, quand on allait monter *Lucrèce Borgia*. Et Paul Harel, le directeur, la proposa pour le rôle de la princesse Negroni, « une femme charmante et de belle humeur, qui aime les vers et la musique. » Mlle Drouet consentira-t-elle à se charger d'un rôle secondaire ? « Il n'est point de petit rôle dans une pièce de M. Victor Hugo, » répondit-elle. Pendant les répétitions, elle fut la coquetterie même. Au troisième acte, Maffio dit : « L'amitié ne remplit pas tout le cœur... » Et elle, en répliquant : « Mon Dieu, qu'est-ce qui remplit tout le cœur ? » regardait le poète dans les yeux, le consultait et l'alarmait délicieusement. Une robe de damas rose brochée d'argent, les cheveux chargés de plumes et tout emperlés, quelle princesse Negroni elle sut être ! Il fallut bien que le poète allât chez elle, la complimenter. Et voilà leur prélude.

Ils profitèrent du printemps et eurent de bonnes escapades, à Montrouge, à la Maison Blanche, à Fontainebleau, à Saint-Germain et à Versailles, ou bien tout simplement à la Butte aux Cailles, à Montmartre, « que Juliette appelle une montagne, » à Montparnasse où, docile aux violons de la mère Saguet, danse la jeunesse au temps de Louis-Philippe. Juliette, nous la devinons telle que d'autres dans les dessins de Gavarni et (dit M. Guimbaud) « court-vêtue d'une jupe à rayures et à gros plis, » d'un casaquin de soie; sur la tête, un cabriolet à brides noires, avec des roses. Lui, un peu engoncé d'une haute cravate, un peu guindé dans son habit bleu barbeau et portant au revers le ruban rouge que lui a donné le roi Charles X, mais jeune à ravir et tout animé de génie heureux. Elle lui dit : « Quand je suis à ton bras, je suis fière de toi comme si je t'avais fait!... » Et elle a de ces mots, d'une vivacité un peu triviale, qui ne le choquent point encore. Il se divertit ; et, s'il oublie Mme Hugo, oublions-la de même.

Il écrivait, — et à Sainte-Beuve, — le 7 juillet 1831, avant de connaître Juliette : « J'ai acquis la certitude qu'il était possible que ce qui a tout mon amour cessât de m'aimer... » Juliette semble avoir été sa compensation. Il fut très épris ; et jaloux. C'est par la jalousie que commença de se défaire leur intime félicité.

Hugo, soudain, ne supporte pas l'idée de ce passé où Juliette manqua de vertu. Or, ce passé, comment le négligerait-il ? A chaque instant, des créanciers se présentent, la facture à la main : c'est l'orfèvre Janisset, qui réclame douze mille francs ; le gantier Poivin, mille francs ; le coiffeur Georges, le sieur Vilain, marchand de rouge ; Mme Ladon, la couturière ; Mmes Lebreton et Gérard, pour les cachemires ; le tapissier Jourdain, et puis ces messieurs de l'usure. Mille francs de gants ! et quatre cents francs de rouge ! le poète n'aime point cela : il y déteste et la somme à payer et le signe d'une existence délurée. Il n'est point, à cette date, un opulent bourgeois. Mais, quand il sera, plus tard, cet opulent bourgeois, il continuera de n'être pas dépensier. En 1880, le 14 décembre, il a soixante-dix-huit ans ; Juliette, soixante-quatorze. Et Juliette lui écrit : « Je te le donne à nouveau (mon cœur), en te priant de ne pas trop le meurtrir par de petites tyrannies injustes et blessantes. Je te supplie, mon grand bien-aimé, de ne pas te faire juge de mes petits besoins personnels au fur et à mesure que je les éprouve. Quoi que je te demande, sois sûr que je n'irai jamais au delà du possible et qu'en aucun cas je n'abuserai de ta confiance ni de ta générosité. La situation que tu m'as faite dans ta maison ne me permet pas de me subalterniser, aux yeux des personnes que tu reçois, par des dehors peu en rapport avec ta fortune. Aussi, mon cher grand homme, je te prie de t'en rapporter à moi pour te faire honneur en même temps qu'à moi. D'ailleurs, le peu de temps que j'ai encore à passer sur la terre ne vaut pas la peine d'être marchandé... » Pauvre Juliette ! et lui, le cher grand homme, si dépourvu de prodigalité !... Un Chateaubriand et un Lamartine, si dépourvus d'économie, nous séduisent davantage. Un poète lyrique a une exubérance de langage et de pensée qui fait que nous le voyons mal, assidu au compte de ses gros sous. Mais, pendant un demi-siècle, Victor Hugo a chicané sa Juliette sur le chapitre de la dépense. C'est grand'pitié. Lorsqu'arrivent les factures, au début de leur liaison, il paye avec ennui, par petites sommes ; et il se fâche. Il a des mots blessans. Juliette, plus d'une fois, lui propose de rompre : « Je suis encore pour vous aujourd'hui ce que j'étais pour tout le monde il y a un an : une femme que le besoin peut jeter dans les bras du premier

riche qui veut l'acheter. Voilà ce que je ne peux pas supporter. Je ne vous parle donc pas des autres causes de notre séparation. Adieu, bon Victor; le cœur est triste... » Il savait la reprendre et, avec tout son génie, il l'enchantait. Puis elle l'adorait. Il avait formulé cet apophtegme fructueux et le répétait si bien que Juliette l'eut dans la mémoire exactement : « La toilette n'ajoute rien aux charmes d'une jolie femme, et c'est peine perdue de vouloir ajouter à la nature quand elle est belle ! » Juliette finit par le croire et mit à le croire une tendresse touchante : « Ma pauvreté, mes gros souliers, mes rideaux sales, mes cuillers de fer, l'absence de toute coquetterie et de tout plaisir étranger à notre amour, témoignent à toutes les heures, à toutes les minutes que je t'aime de tous les amours à la fois. » L'année précédente, par les soins du prince russe, elle avait des toilettes à émerveiller l'univers, un appartement magnifique sur le boulevard. Hugo l'a priée de vendre ses meubles, afin d'acquitter les dettes de naguère en majeure partie ; et il l'a installée rue de Paradis, au Marais, dans un logement de quatre cents francs, deux pièces et une cuisine. L'hiver, elle doit s'attarder au lit, pour épargner les bûches et le charbon. Et elle accepte ces mauvaises conditions. C'est qu'elle a bon caractère. Son amour la persuade ; et aussi les argumens de Victor Hugo l'ont frappée. Il a inventé, à l'usage de sa maîtresse, une admirable et si profitable doctrine de la rédemption : la courtisane rachetée par l'amour ; doctrine quasi religieuse, au moins mystique et fort économique. La discipline du Petit-Picpus n'est rien auprès de celle qu'endura de son « sublime Toto » la belle Juliette. Premièrement, il l'invitait au repentir : avec une sorte de fureur dialectique et jalouse, il lui reprochait sa frivolité ancienne, et ses amans, et sa richesse usurpée. Il l'invitait, et rudement, à une austérité rigoureuse, que seules les visites du poète avaient le droit et le plaisir d'interrompre. Elle déjeunait d'œufs et de lait, dînait de pain, de fromage et d'une pomme. Si la petite Pradier venait, l'on ajoutait au menu le dessert d'une orange, coupée en rondelles, avec deux sous de sucre et deux sous d'eau-de-vie. Cependant, le jour des Rois, quelle folie ! on achète une galette de dix sous. Le poète donne, chaque mois, quelques centaines de francs et jusqu'à mille francs l'année 1838 : mais principalement c'est pour les dettes d'autrefois, c'est pour effacer le libertinage. Elle écrit tous ses petits payemens et, à la fin du mois, soumet au jugement du poète ces comptes-ci : « Nourriture et vin, repas à Toto compris, 138 francs, six sous, un demi-liard ; faux frais, argent de poche, quatre francs, sept sous ; blanchissage gros et fin, quinze

livres, onze sous ; entretien de la maison, dix-neuf francs, dix-sept sous, un demi-liard, etc.... » Il y en a pour 315 francs, cent sous, un demi-liard, au mois de février 1843 : je ne sais si le poète fit des observations.

Une autre femme que Juliette l'eût, si je ne me trompe, envoyé promener ; mais aussi je crois qu'un autre homme, Juliette l'eût éconduit : c'était, et fût-il parcimonieux, Victor Hugo. Il n'a point de délicatesse. Il lui rappelle ses fautes avec une obstination régulière. Il lui dédie le poème de « la femme qui tombe » et qu'il ne veut pas qu'on insulte. Va-t-elle se rebiffer ? Pas du tout ! Elle lit ce poème et l'inonde de ses larmes complaisantes. Elle le lit à une amie : elle pleure encore ; l'amie également. Elle coud ce poème dans un morceau de soie blanche qu'elle portera désormais comme un scapulaire sur la poitrine. Voilà pour la contrition. Quant à la pénitence : pauvreté, frugalité, solitude. Le maître n'autorise pas Juliette à sortir ; il lui défend d'aller à la promenade et pareillement de recevoir personne. Elle s'ennuie ? Eh bien ! dans sa petite chambre, n'a-t-elle point à regarder les portraits de son amant ? n'a-t-elle pas à lire les ouvrages de son amant ? n'a-t-elle pas à copier les brouillons de son amant ? Que lui faut-il, mon Dieu, que lui faut-il ? et, si elle n'est pas contente, quelle frénésie de dissipation !... Cette existence durement réparatrice dura des années. Juliette, presque toujours, se résignait et même trouvait à se féliciter de son supplice : « Tu feras de moi, écrit-elle au despote, une femme à l'abri de la misère et de la prostitution ; oui, tu me rendras ce que j'étais avant ma chute, une honnête femme... » Un jour cependant, elle perdit patience. Et quel entrain dans la révolte !... « J'ai eu la stupidité de me laisser mener comme un chien de basse-cour ; de la soupe, une niche, une chaîne, voilà mon lot ! Il y a pourtant des chiens qu'on mène avec soi ; mais moi, je n'ai pas tant de bonheur ! Ma chaîne est trop fortement rivée pour que vous ayez l'intention de la détacher... » Et puis : « En fait de distractions intérieures, j'ai la distraction de lire *Le Moniteur !* Ce divertissement mériterait de figurer au nombre de ceux qu'on donnait à Marie de Neubourg. Lire *Le Moniteur*, mâtin, c'est crânement chouette et cela monte fameusement l'imagination. Il ne manque plus que *Le Constitutionnel* pour me faire pousser des cucurbitacées jusque dans le nez ! » Car il suffisait que se relâchât le moins du monde la contrainte de son esprit pour que Juliette revînt à ses anciennes habitudes de langage et de geste. Alors, Victor Hugo la blâmait, sans doute ; mais il la sentait « peuple » et goûtait bien cet agrément d'une verte nature. Elle le

savait, la fûtée, et lui disait : « Vois-tu, je suis comme ton Claude Gueux ! » Ce n'était pas pour lui déplaire.

A plusieurs reprises, en lisant ses lettres, on s'attend qu'elle se sauve. Mais le poète s'est méfié de telles velléités indépendantes. Juliette ne se sauvera point. Il lui a très honorablement donné l'horreur de la vie aventureuse. En outre, il l'a convaincue de renoncer au théâtre. Que faire ? Elle ne bougera point : il est tranquille.

Certes, il l'aime ! Il l'aime avec un prodigieux égoïsme. Dans les centaines de lettres qu'a publiées M. Guimbaud, je ne vois pas l'indication d'un petit sacrifice qu'il ait consenti pour elle. Pas une seconde, il n'a pensé à elle autrement que dans l'intérêt de lui ; pas une seconde, il n'a pensé à l'égayer, il n'a pensé à lui orner l'intelligence et l'âme. Avec de l'amour, quel dédain de l'être qu'on aime ! Elle l'aime : et c'est tout ce qu'il veut. Elle lui est fidèle : et c'est ce qu'il exige. Il ne demande pas davantage. Il est parvenu à ses fins. Elle le traite comme un dieu. Elle lui écrit : « ton divin aîné Jésus... » Elle lui écrit : «... ta naissance, plus lumineuse et plus utile et plus heureuse pour le genre humain que celle du Christ ; et, dans une ère prochaine, on datera de Victor Hugo, comme on date encore de Jésus ; je baise tes pieds et je t'adore... » Il ne lui dit pas que c'est trop ; et il ne trouve pas que ce soit trop, j'en ai peur : ces comparaisons et confusions sacrilèges ne le gênent pas, ne le dégoûtent pas, et le flattent. Il a organisé le culte de Victor Hugo ; et la prêtresse, qui en même temps a le rôle de maîtresse, accomplit fort bien sa double tâche : il s'en félicite et garde une liberté coquine et orgueilleuse.

Le programme de rédemption qu'il inflige à la nouvelle Madeleine est, pour elle, un martyre et, pour lui, une commodité, de telle sorte que les remerciemens de la gentille femme ressemblent à une moquerie. Mais elle ne se moque pas. Elle souffre. De quel cœur a-t-il pu recevoir la lettre que voici, le 20 novembre 1839, après six ans d'amour ? « Je voudrais être morte et qu'il n'en soit plus question. Plus je prends de précautions, plus j'épure ma vie et moins le bonheur me vient. On dirait que je suis maudite, et il me prend des envies atroces de mettre les deux pieds sur mon amour. Je suis si malheureuse vraiment que je perds courage et espoir pour l'avenir. Cependant, tu as été bon pour moi, en t'en allant ; mais, mon Dieu, cela ne prouve pas qu'en t'en allant tout à l'heure tu ne seras pas le plus injurieux et le plus injuste des hommes. Je te fais une à une le sacrifice de toutes mes actions, même les plus insignifiantes, je m'observe extérieurement et intérieurement pour ne pas te donner

d'ombrage et je n'en viens pas à bout; mes efforts ne servent qu'à me fatiguer et à me décourager... » Elle n'y songe pas, mais, innocemment, elle invite Hugo à de cruelles déterminations : « Je comprends, lui dit-elle, la générosité de Didier qui aime mieux mourir sur l'échafaud en pardonnant à Marion que de vivre pour la persécuter et la torturer avec un passé qui n'est plus et par des soupçons mille fois plus douloureux que la mort et l'oubli. Oh ! oui, je le comprends, ce Didier-là !... » Mais Hugo n'avait pas envie de mourir; et la lettre de Juliette ne le dérangeait pas de sa tranquillité. Au moins, Juliette, qui se plaint amèrement, n'est-elle qu'une geignarde ? Pas du tout ! Elle ne souhaite que d'être contente ; elle en saisit les plus petites occasions : pour son allégresse, il suffit que Hugo ne soit pas féroce. Alors elle n'a qu'un regret, c'est de ne pas trouver les mots de son cantique enthousiaste. Elle rirait bien volontiers ; souvent, elle sourit encore parmi ses larmes et elle écrit, par exemple : « Sous quel prétexte étiez-vous si gentil ce matin?... » Et elle a des gamineries, somme toute, qui ne sont pas laides. Un jour que le poète s'est habillé beau, d'un paletot neuf, elle l'a rencontré, au théâtre : « Vous ne m'aviez pas dit que vous aviez vu votre tailleur. Moi qui marche sur vos traces, je vais faire venir ma marchande de modes et je ne vous le céderai en rien pour la coquetterie et le dandysme. Ah ! ah ! qui est-ce qui est collé ? C'est Toto, c'est Toto, c'est Toto !... » On l'entend. L'aime-t-il mieux triste ?

Et lui, pour la tourmenter, a-t-il au moins l'excuse d'un terrible amour et tout harcelé de jalousie? En tout cas, il la trompe. Il l'a trompée assidûment et bien trompée pendant sept ans consécutifs. Au bout de sept ans, elle l'a su; elle ne s'en doutait pas, confiante : et quelle déception ! Tandis que cet auguste rédempteur préparait la dure pénitence et l'imposait, il prenait du bon temps : quelle hypocrisie ! Et, tandis que, chez Juliette, il ordonnait l'économie, l'ascétisme, ailleurs il dépensait du bel argent, du gai loisir : quelle blessure de l'amour-propre et de l'amour ! Elle se vengea. Si Hugo, naguère, l'assommait de récriminations, touchant le passé, la galanterie ancienne, elle ne manqua point de ressasser pareillement sa rancune. 7 juillet 1851 : « Je sais que tu as adoré pendant sept ans une femme que tu trouves belle... » 24 février 1852, pour lui souhaiter sa fête : « Je veux le consacrer pieusement, ce jour, en te pardonnant du fond du cœur les torts que tu as eus envers notre amour pendant sept ans...» 11 mars : « J'ai beau vouloir oublier, je me souviens. Quelle profanation de l'amour ! Laisse-moi mourir en paix loin de toi, c'est la seule grâce que

je te demande... » 18 juillet : « Honneur aux vices éhontés des femmes du monde, infamie sur les pauvres créatures coupables des crimes d'honnêteté, de dévouement et d'amour... » Car l'autre, la rivale, était une femme du monde, enfer et damnation!...

La tromperie de sept ans une fois découverte, Juliette ne fut pas maladroite. Elle pardonna; mais elle prit de l'ascendant. Les circonstances aussi la favorisèrent. Victor Hugo partit pour Bruxelles d'abord, et pour Jersey ensuite. Elle l'accompagna. Mais bientôt, elle réclama de n'être pas traitée comme une faute et dissimulée ; elle revendiqua le rang d'une sorte de maîtresse légitime. Quoi! l'autre, la femme du monde, Victor Hugo ne l'a-t-il pas reçue chez lui? « Pour celle-là, s'écrie Juliette, le foyer de la famille était hospitalier; pour celle-là, la courtoisie protectrice et déférencieuse des fils était un devoir; pour celle-là, la femme légitime lui faisait un manteau de sa considération et l'acceptait comme une amie, comme une sœur et plus encore. Pour celle-là, l'indulgence, la sympathie, l'affection!... » Et Juliette? « Pour moi, l'application rigoureuse et sans pitié de toutes les peines contenues dans le code des préjugés, de l'hypocrisie et de l'immoralité ! » Juliette devient un peu anarchiste. Quand elle flétrit les « préjugés, » elle y va de tout son cœur; et elle est habile. Les idées libertaires tentent Victor Hugo, depuis la révolution de février. En outre, son orgueil l'engage à concevoir que la morale universelle a des exceptions en faveur d'un si grand génie. Sans doute enfin le dévouement de Juliette, prompte à le suivre où il la menait et, pour lui, abandonnant tout, acceptant l'exil, tant de courage et de tendresse persévérante le touchèrent et lui parurent mériter une récompense. Bref, à Jersey, il conduisit chez elle ses deux fils Charles et François-Victor. Elle les eut à dîner et multiplia les prévenances. Elle copiait alors le manuscrit des *Contemplations* et promit de copier la traduction de Shakspeare à laquelle travaillait François-Victor. Elle voulut tailler et coudre une demi-douzaine de chemises pour Charles. Elle avait une petite bonne, Suzanne, et qui, tous les matins, portait à Marine-Terrace le bouillon d'herbes du maître. Pour Mlle Hugo, elle cueillait les fraises et les roses de son jardin, brodait le chiffre des mouchoirs. Mme Victor Hugo elle-même reçut les bienfaits de Juliette active et empressée : un pot-au-feu à l'oie, divers petits plats. Si l'on était sans cuisinière à Marine-Terrace, Juliette prêtait Suzanne. Elle se désolait de ne pas faire mieux encore : « Je regrette que le préjugé m'empêche de me consacrer à vous tous entièrement... » Elle ajoute : « Ce serait pourtant bien naturel... » Mais non, Juliette, non!...

A Guernesey, l'intimité des deux ménages fut, de jour en jour, plus étroite et, il faut l'avouer, de la façon la plus bizarre. Juliette avait grand soin de montrer la fine délicatesse de ses sentimens. Victor Hugo, lui, montre une désinvolture souveraine et, mon Dieu, cocasse. Un cadeau qu'il fait à Juliette, c'est une photographie où l'on voit le poète et Mme Victor Hugo dans une pose qui « symbolise leur félicité domestique. » Juliette remercia comme ceci : « Ce que mon cœur accepte ne peut pas déplaire à mes yeux. Loin d'être jalouse de la beauté de Mme Victor Hugo et de ses saintes qualités, je la voudrais plus belle et plus sainte encore pour l'honneur de ton nom et pour ton bonheur... » De l'ironie ? Aucune. Puis, un jour, c'est la Sainte-Adèle. A Hauteville House, on va souhaiter la fête de Mme Victor Hugo. Juliette n'est pas invitée. Mais elle envoie une tarte ; une tarte et ce billet : « J'ai le cœur plein d'une tendresse infinie pour tout ce que tu aimes. Soyez gais, soyez heureux. Le reflet de vos joies suffit à illuminer mon âme. » Ensuite, les relations des deux ménages sont par trop surprenantes ; et il n'y a plus qu'à les raconter avec étonnement. Mme Victor Hugo désira de se lier avec Mlle Drouet ; M. Guimbaud nous apprend que seule l'en détournait la crainte de ce *cant* anglais, qui sévissait dans l'île ; les Guernesiais sont, paraît-il, des gens austères. Mais, à la fin de l'année 1864, il fallut que Mme Victor Hugo partît pour le continent, car elle avait mal aux yeux et ne se fiait pas aux médecins de l'île. Auprès de l'exilé, elle laissait Mme Julie Chenay, sa sœur, bonne personne, dénuée « d'esprit de suite et d'esprit de chiffres. » Une intendante bien meilleure serait Mlle Drouet. Mme Victor Hugo s'en avisa. Pour entrer en matière, elle écrivit à sa voisine : « Nous célébrons Noël aujourd'hui, madame. Noël est la fête des enfans et, par conséquent, des nôtres. Vous seriez bien gracieuse de venir assister à cette petite solennité, la fête aussi de votre cœur. Agréez, madame, l'expression de mes sentimens aussi distingués qu'affectueux. — Adèle Victor Hugo. » Tous les ans, à l'occasion de Noël, Victor Hugo et sa femme invitaient à un bon repas les enfans pauvres du pays. Juliette eut beaucoup de dignité. Elle refusa les avances de Mme Victor Hugo ; elle les refusa très bien : « La fête, madame, c'est vous qui me la donnez. Votre lettre est une douce et généreuse joie ; je m'en pénètre. Vous connaissez mes habitudes solitaires et ne m'en voudrez pas si je me contente aujourd'hui, pour tout bonheur, de votre lettre. Ce bonheur est assez grand. Trouvez bon que je reste dans l'ombre, pour vous bénir tous pendant que vous faites le bien. Tendre et profond dévouement. — J. Drouet. » Mme Victor Hugo fut absente plusieurs

mois, presque deux années. Juliette refusa, comme le dîner des enfans pauvres, toute occasion d'entrer à Hauteville-House pendant l'absence de sa rivale et amie. Elle se tint à l'écart; mais, de chez elle et par l'intermédiaire de sa servante Suzanne, elle veillait au bien-être du grand homme et de toute la famille. Un soir que Victor Hugo la priait à dîner, elle répondit : « Permets-moi de refuser l'honneur que tu me fais, au nom des trente années de réserve, de discrétion et de respect que j'ai eues envers ta maison. » C'est elle qui a le sens commun; c'est elle que nous comprenons : les autres, moins.

Mme Hugo revint de France et, le 15 janvier 1867, annonça le projet de faire visite à Juliette. Cela demandait un protocole, et que régla Victor Hugo avec une attention méticuleuse. Juliette reçut Mme Hugo le 22 janvier ; elle lui rendit, le surlendemain, sa visite. Dès lors, elle ne fit point de difficulté pour aller à Hauteville-House. On l'y voyait chaque jour : elle y copiait, feuille après feuille, *les Misérables* et notamment ce passage du livre VI où Victor Hugo utilisa les souvenirs de Juliette pour décrire le couvent du Petit-Picpus.

Au mois d'août 1868, la famille Hugo et Juliette se trouvant à Bruxelles, Mme Victor Hugo mourut. Victor Hugo la pleura; et Juliette la pleura. Ce fut une question de savoir si Juliette n'assisterait point à la cérémonie de l'enterrement. Elle hésita et prit enfin la détermination la plus sage : « Plus je pense au triste voyage de ce soir, plus je sens que je dois m'abstenir d'en faire partie. L'hommage pieux de mon cœur, envers cette grande et généreuse femme, ne doit pas s'exposer à être mal interprété par des indifférens ou des malveillans. Encore ce dernier sacrifice à la malignité humaine pour avoir le droit de nous aimer ensuite à ciel ouvert, n'est-ce pas, mon cher bien-aimé?... » Elle a raison!... Mais elle embrouille plusieurs choses quand, dès la mort de Mme Hugo, elle prend « cette âme » pour témoin du serment qu'elle renouvelle : « vœu sacré que j'ai fait, la première fois que je me suis donnée à toi, de t'aimer dans ce monde et dans l'autre tant que mon âme existera... » Et elle ajoute, avec une singulière impétuosité de certitude : « sûre que je suis d'être approuvée et bénie dans mon amour, par ce grand cœur et ce grand esprit qui vient de nous devancer, hélas! dans l'éternité. » Se trompe-t-elle? Je n'en sais rien. Elle put croire que non. Mme Hugo, par testament, lui léguait un camée cerclé d'or et qui représentait Mme Hugo. Elle s'habilla de noir et n'eut pas d'autre bijou que ce camée, que cette Mme Hugo, sur la poitrine. Victor Hugo les voyait l'une et l'autre, la défunte et la vivante, du même coup d'œil.

La vivante et Victor Hugo ne se quittèrent plus. Ce n'est pas dire que tout alla le mieux du monde. Certes, jusqu'aux derniers jours, Juliette fut passionnément fidèle à son grand homme, fidèle de compagnie et de sollicitude comme autrefois fidèle d'amour. Elle conserva, jusqu'aux derniers jours, dans la tendresse plus reposée, le vocabulaire de l'amour et même de l'amourette. « Je t'aime, je t'adore, corps, cœur et âme... » Ils sont, l'un et l'autre, septuagénaires. Et jusqu'aux derniers jours de Juliette, ou peu s'en faut, l'amant continua d'être futile. C'était son goût, de la tromper. Elle se plaignait et sentait sa faiblesse, dans un conflit de son « vieil amour » et des « jeunes tentations. » Quelquefois, elle égaye de drôlerie sa tristesse véritable : « Cher bien-aimé, je ne veux pas te faire une scie de tes bonnes fortunes ; mais je ne peux pas m'empêcher de sentir que mon vieil amour fait une triste figure au milieu de toutes ces cocottes répétant à qui mieux mieux leur gloussement familier : Pécopin, Pécopin, Pécopin, pendant que mon pauvre pigeon emblématique s'épuise à roucouler : Bauldour, Bauldour, Bauldour. Voilà longtemps que la chasse fantastique dure sans que tu en paraisses lassé ou découragé. Quant à moi, j'aspire au repos... » Et elle annonce qu'elle met la clef de son cœur sous la porte. Mais non ! et elle ne cesse pas d'aimer le frivole.

Cette histoire d'amour n'est pas la plus jolie que nous devions à l'entrain des poètes. Le personnage de Victor Hugo ne s'y révèle pas d'une façon très agréable. On dira : Ce n'est pas Victor Hugo ; ce n'est que Toto ; et, pendant que Toto vit assez mal, Victor Hugo écrit ses poèmes.

Que dire d'autre ?... Une telle séparation de l'homme et du poète, nous avons peine à la concevoir. Hugo pourtant l'avait réalisée. Avec une imagination prodigieuse, il eut le cœur médiocre, l'âme petite et vulgaire. Son génie était, en quelque manière, indépendant de lui, étranger à lui, un don sublime et qu'il ne méritait pas beaucoup. Dans son génie même, il y a peu d'âme ; et comment ne pas l'admirer par-dessus tous les poètes de son temps ? Mais comment l'aimer autant que de moindres poètes, plus dignes des tendresses de l'esprit ?...

André Beaunier.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES PRINCIPES ET LES PROCÉDÉS DE LA « GERMANISATION » POLONAISE

Historya Polityki rzadu pruskiego wobec Polakow (Histoire de la politique du gouvernement prussien à l'égard des Polonais), par Joseph Buzek, professeur à l'Université de Léopol et député au Reichsrath, un vol. in-18, Léopol, librairie Altenberg. — *Une Année de Persécutions en Pologne*, bulletins de l'Agence polonaise de Presse, années 1912 et 1913, deux vol. in-8°; Paris, librairie de l'Agence polonaise, 27, quai de la Tournelle. — *Allemands et Polonais*, par le docteur Victor Nicaise, un vol. in-8°, Paris, Bibliothèque des *Marches de l'Est*, 1911.

C'est dans l'ancienne gare de Cologne, il y a tout juste trente ans, que j'ai eu pour la première fois l'occasion de faire personnellement connaissance avec la dureté allemande. Je revenais, avec un ami, de Leipzig, où nous étions allés entendre une exécution d'ailleurs vraiment inoubliable de la *Messe Solennelle* de Beethoven; et un employé de la gare du Nord, au départ de Paris, nous avait expressément assuré qu'il nous suffisait, pour être en règle, de quitter Leipzig, par un train quelconque du soir, avant la fin de la dernière des « six » journées que nous accordaient nos billets d'aller et retour. Aussi avions-nous éprouvé un mélange douloureux de surprise et d'indignation lorsque, dès l'aube du septième jour, dans le train qui devait nous ramener de Leipzig à Paris, un contrôleur saxon ou hanovrien nous avait déclaré que nos billets se trouvaient périmés depuis l'heure de minuit; et il ne nous avait pas fallu moins que la certitude d'une prochaine réparation triomphale de l'injustice flagrante commise à notre endroit pour nous

faire consentir à payer, tout provisoirement, — du très peu d'argent qui nous restait, — le prix de la continuation de notre route jusqu'à Cologne, où nous étions enfin arrivés vers huit heures du matin.

Inutile d'ajouter que notre premier soin, en y arrivant, avait été de nous présenter devant le chef de gare, haut et imposant personnage d'une soixantaine d'années, dont je revois l'allure éminemment militaire, avec sa barbe grise taillée en pointe, ses fines lèvres plissées d'un sourire méprisant, et, par-dessous sa lourde casquette de drap rouge, le terrible regard immobile de deux grands yeux d'un bleu de métal. Il nous avait reçus sur le seuil de son bureau, d'un air à la fois méfiant et narquois, qui n'avait pas été pour nous faciliter la tâche de lui expliquer notre situation. Mais, surtout, cette tâche nous avait été rendue malaisée par la défense formelle qu'il nous avait faite de nous servir de notre langue française. *Deutsch sprechen!* « Parler allemand ! » nous avait-il ordonné, dès nos timides excuses préalables, et force nous avait été de lui obéir. Ou plutôt, moi seul avais été en état de le faire, mon compagnon ayant toujours réussi miraculeusement à mener de front, avec le « wagnérisme » le plus passionné, l'ignorance la plus absolue de la langue allemande ; et comme toute ma propre provision d'allemand se bornait alors à une centaine de mots, plus ou moins archaïques, qu'avait pu m'apprendre la pratique assidue des partitions et poèmes de Wagner, peut-être mon lecteur n'aura-t-il pas trop de peine à se figurer le supplice qu'avait été pour moi, pendant un bon quart d'heure, une telle obligation de plaider notre cause dans une langue à peu près inconnue, en présence de cette espèce de colonel de gendarmes prussien qui, sans jamais me répondre d'un mot ni d'un geste, s'obstinait à fixer sur moi le regard soupçonneux de ses gros yeux de plomb !

Un bon quart d'heure, je n'exagère pas en attestant que mon plaidoyer avait duré ce temps-là, un plaidoyer où à chaque instant j'avais dû m'arrêter, faute de mots allemands pour achever une phrase commencée ; si bien que parfois mon compagnon n'avait pu s'empêcher d'intervenir, poussé par sa pitié pour moi à vouloir me « doubler » en baragouinant, lui aussi, des mots français étrangement revêtus de désinences germaniques. Le fait est que le succès de notre démarche nous apparaissait revêtu d'une importance quasiment vitale : car comment aurions-nous prévu que, dès l'heure suivante, dans cette ville étrangère, un compatriote prendrait assez à cœur ses fonctions de consul de France pour nous mettre très gracieusement à même de rentrer à Paris ? C'est dire que, s'il est vrai que je n'oublierai jamais

les jouissances que m'a values la *Messe en ré*, un certain soir d'avril, dans la vénérable église Saint-Thomas de Leipzig, plus mémorable encore me restera toujours l'angoisse épouvantée de ce quart d'heure de mon discours allemand sur le seuil du bureau du chef de gare de Cologne. Oui, et quand ensuite le quart d'heure s'est écoulé, comme une fois de plus, une vingtième fois, je tâchais péniblement à répéter l'affirmation formelle de l'employé de la gare du Nord, et puis aussi à dépeindre la détresse pitoyable où risquait de nous plonger cette funeste erreur, voilà qu'enfin les lèvres ironiques du haut fonctionnaire ont daigné se rouvrir, — et, cette fois, pour nous répondre en excellent français ! en un français non seulement très correct, mais coulant et aisé à l'égal du nôtre, — en un français appris peut-être, jadis, dans les salons de Paris, — cet homme qui, pendant un quart d'heure, m'avait condamné à me torturer la cervelle pour en extraire des phrases allemandes nous a signifié qu'il s'était désormais suffisamment « payé notre tête ! » « Non, non, — nous a-t-il dit, — vos billets ne valent plus rien ! Et maintenant laissez-moi : j'ai autre chose à faire que de vous écouter ! » Aujourd'hui encore, après trente ans, je conserve dans l'oreille cette réponse française du vieux chef de gare, avec la pureté glaciale de l'accent tout parisien qui l'accompagnait ; et aujourd'hui encore son souvenir réveille en moi le même sentiment de sombre colère qui, ce matin d'avril, a bien failli m'exposer à goûter, par surcroît, des rigueurs plus « matérielles » de la justice prussienne.

Il m'a été donné, dans la suite, d'observer d'assez près cette redoutable justice. Je l'ai vue s'abattre lourdement sur de faibles femmes et sur des enfans ; j'ai entendu gémir (en secret) sous ses coups des amis alsaciens dont l'unique crime avait été de ne pouvoir pas oublier leur éducation française ; et il n'y a pas jusqu'à ma propre expérience qui n'ait eu de quoi me renseigner sur elle, — oh ! bien modestement, — à deux ou trois reprises, par exemple pendant la fameuse « période des passeports, » où le désir intempestif de revoir l'émouvante *Vierge au buisson de roses* de Martin Schongauer m'a valu d'être reconduit entre deux gendarmes jusqu'à la station de Colmar, à travers des rues désertes et muettes. Mais rien de tout cela ne m'a laissé une impression aussi profonde, ni ne m'est apparu aussi pleinement « représentatif, » que le souvenir du puissant dignitaire à la casquette rouge s'amusant durant un quart d'heure à vexer et à humilier lâchement deux pauvres enfans dont l'entière bonne foi n'était que trop visible, — et plus visible encore leur navrante misère, leur fraveur devant la

perspective soudaine d'avoir peut-être à mendier dans les rues de Cologne ! C'est là un jeu cruel dont il me semble que personne autre qu'un fonctionnaire prussien n'aurait été capable; et toujours, au contraire, dans ce que je serais tenté d'appeler l'âme « idéale » du fonctionnaire prussien, j'ai été frappé de découvrir un manque absolu de pitié, tel exactement que me l'avait déjà révélé, — à défaut de ses paroles, — l'implacable regard de mon homme de Cologne.

Encore nous était-il relativement malaisé, jusqu'ici, d'apercevoir au juste le degré où peut atteindre cette « dureté » prussienne : jusqu'au jour où nous l'avons vue se déployer brusquement, à notre extrême surprise, contre de très innocentes familles de consuls, contre de jeunes collégiens coupables seulement d'avoir voulu s'instruire dans la langue de Gœthe, voire contre de vieilles églises villageoises ou des wagons de luxe. Il y avait bien nos frères d'Alsace et de Lorraine qui, de temps à autre et presque malgré eux, nous laissaient deviner quelque épisode par trop féroce d'une torture qu'héroïquement, ils s'exposaient à subir, — en punition de cette fidélité merveilleuse à leurs souvenirs et à leurs espoirs qui leur vaudra toujours l'admiration du monde. Mais, précisément, cette origine, plus ou moins volontaire, de leur torture, nous empêchait d'en mesurer toute l'étendue ; et c'est chose incontestable aussi que, de leur côté, les bourreaux de l'Alsace-Lorraine joignaient à leur rancune contre elle un peu de ce sentiment de crainte que toujours, d'âge en âge, ils avaient éprouvé à l'égard de la France.

Non certes, pour terribles que soient les griefs de nos frères alsaciens, ce qu'ils vont avoir à nous en raconter ne saurait nous donner une image « adéquate » du sort réservé à toute victime de la domination allemande : tout de même qu'il ne nous aurait pas été possible d'évaluer le caractère foncier du chef de gare de Cologne si, au lieu de mon compagnon et de moi, ce fonctionnaire avait vu comparaître devant lui deux riches et somptueux voyageurs de première classe, capables de faire entendre, au besoin, une réclamation contre lui, ou peut-être de réprimer sur-le-champ son insolence sans avoir à redouter d'être ignominieusement jetés en prison. Tandis qu'il existe en Europe une nation vis-à-vis de laquelle le gouvernement prussien se trouve à peu près dans la situation qu'occupait par rapport à nous le vieux fonctionnaire en casquette rouge, — une nation que ce gouvernement regarde, d'instinct, comme infiniment au-dessous de lui,

et contre laquelle il se croit complètement libre d'exercer tout à l'aise sa « dureté » native : de telle sorte que c'est de cette nation-là que nous aurons chance d'apprendre, aujourd'hui, à connaître le fonctionnement « normal » de cette dureté, et, du même coup, à le craindre lui-même et à le haïr, à nous armer d'un surcroît d'énergie pour en écarter la menace de notre horizon !

Ah ! combien je voudrais, en ces journées d'attente solennelle, pouvoir traduire et mettre sous les yeux de tout Français le très savant ouvrage récemment consacré par un professeur de l'université de Léopol, M. Joseph Burek, à la peinture des tendances et des procédés de la politique « polonaise » du gouvernement prussien depuis un quart de siècle (1) ! Combien je souhaiterais qu'une traduction du livre pathétique de M. Burek parvînt sous les yeux de ces Italiens qui ne peuvent ignorer le séculaire mépris qu'entretient secrètement pour eux toute âme allemande, — un mépris à peine moins profond, sous de vains semblans d'amitié, que celui qu'elle étale au grand jour pour les divers peuples slaves ! Hier encore, en vérité, les plus « européens » d'entre nous n'accordaient qu'une attention bien distraite aux très maigres nouvelles que daignaient nous transmettre les agences télégraphiques touchant la « germanisation » de la Posnanie : tout cela nous paraissait si lointain, si manifestement assuré de n'offrir jamais pour nous qu'une signification toute « sentimentale ! » Et voici qu'à présent l'espèce de mur qui nous séparait de la Pologne s'est, une fois de plus, brusquement écroulé ! Un frémissement d'enthousiasme a secoué la France entière, l'autre jour, à la lecture de l'admirable proclamation du grand-duc Nicolas. Pas un de nous qui ne se soit senti comme allégé d'un poids sur le cœur, en même temps qu'il se rappelait avec une ombre de regret, ou peut-être de remords, sa trop longue indifférence au martyre de la noble morte enfin ressuscitée. Mais, au reste, ce n'est pas seulement de notre compassion que relèvent les faits recueillis et rapportés par l'éminent professeur polonais. La leçon qu'ils contiennent à notre adresse est d'ordre plus direct. Le régime d'extermination qu'ils nous montrent à l'œuvre en Pologne prussienne est celui-là même qui, dès demain, si nous ne l'empêchons du prix de notre sang, risquera de s'abattre sur quelques-unes de nos plus chères provinces françaises ; et n'est-ce pas dès aujourd'hui que voici dressée tragiquement devant nous la même race qui, d'un bout à l'autre du livre de M. Burek, nous révèle en un relief

(1) Voyez aussi, dans la *Revue* des 1er novembre et 1er décembre 1908, les articles de M. Henri Moysset sur *La politique de la Prusse et les Polonais.*

sans pareil sa véritable nature, avec son mélange profond de bassesse et de ruse, d'impudence et de férocité?

« Il ne faut pas oublier que, dans nos relations avec les Polonais, nous n'avons pas affaire à des égaux. Avec une race comme celle-là, notre rôle, à nous, est de commander; le leur, d'obéir. » Cette phrase mémorable d'un discours prononcé au Landtag prussien, le 25 janvier 1904, par le ministre Hammerstein ne traduit encore qu'imparfaitement l'attitude ordinaire de la Prusse à l'endroit des Polonais. Elle définit bien l'immense mépris dont je parlais tout à l'heure, mais non pas ce qui s'y ajoute de haine malfaisante. Non content de tenir expressément les Polonais pour une espèce inférieure, le gouvernement prussien ne cache pas son dessein de travailler par tous moyens possibles à les supprimer; et l' « obéissance » qu'il exige d'eux consisterait exactement, de leur part, à se laisser traiter comme une race de lapins ou d'autres bêtes nuisibles dont un propriétaire aurait résolu de délivrer ses bois. C'est à cette seule fin, — l' « élimination » prochaine et radicale de l'élément polonais, — que tend tout l'effort d'une politique inaugurée déjà, au lendemain de la guerre de 1870, par le prince de Bismarck, et prêchée notamment, après lui, par un célèbre professeur de l'université de Leipzig, M. Hasse, à qui M. Burck attribue l'honneur, — si je puis ainsi dire, — d'avoir inspiré d'une manière plus ou moins immédiate la plupart des mesures de « germanisation » employées en Posnanie depuis un quart de siècle. Voici, par exemple, le résumé que nous fait M. Burek des chapitres consacrés à la *Question polonaise* dans un gros livre où le professeur Hasse a recueilli l'essence de ses leçons sur la *Politique intérieure allemande :*

Aux yeux du professeur de Leipzig, le « danger polonais » est une pure chimère : car il n'y a pas de rêve plus insensé que celui de la renaissance d'un puissant État polonais capable de devenir une menace pour l'Empire allemand. D'après M. Hasse, l'avenir appartient aux grandes nations, dont les luttes économiques constitueront l'histoire des siècles prochains. Et pour que, dans ces luttes, la nation allemande soit à même de tenir tête aux trois autres nations qui, seules, se trouveront appelées à survivre en face d'elle, — la Russie, l'Angleterre et la Fédération Américaine, — il faudra comme conditions absolument nécessaires : 1° que tout le territoire de l'Empire allemand ne soit habité que par des Allemands ; 2° qu'aux Allemands de l'Empire actuel s'unissent ceux de leurs compatriotes qui habitent aujourd'hui des États limitrophes. Aussi convient-il que l'Empire allemand ne néglige rien pour s'annexer au plus vite ces États limitrophes du Nord et du Sud, tels que la Hongrie, ou peut-être certains morceaux de

l'Empire de Russie. Mais la condition principale de la survivance future de l'Allemagne est la « germanisation des parties non allemandes de l'empire. » A cette germanisation il faut que l'État et les particuliers contribuent à tout prix, par tous les moyens, « *sans avoir le droit de se laisser arrêter par aucun scrupule de légalité, ni non plus de morale.* » Est-ce que, déjà, la Constitution même de l'Empire ne dit pas que « le but de l'Empire est exclusivement de veiller au bien-être du peuple allemand ? » Et parmi ces « parties non allemandes, » c'est d'abord et surtout, naturellement, la Pologne qu'il faut « débarrasser de tout élément étranger. »

A quoi l'on ne doit pas travailler par le moyen de l'école, ainsi qu'on a commis l'erreur de le faire, mais bien par le moyen d'une élimination systématique des indigènes polonais, et par celui d'une importation systématique de colons allemands. « Je tiens en effet pour une erreur, — écrit M. Hasse, — la manière dont, par le moyen de l'école allemande obligatoire, nous livrons à de fâcheux étrangers le très précieux trésor de notre langue allemande. Nous aurions dû ne contraindre nullement les enfans polonais à fréquenter nos écoles ; ainsi la population polonaise aurait continué à être, parmi nos colons allemands, une troupe d'ilotes, comme il y a cent ans. » Donc, ne plus exiger désormais de l'enfant polonais qu'il apprenne l'allemand : mais, au contraire, mettre un plus haut prix à la connaissance de l'allemand en condamnant ceux qui ignorent cette langue à un plus long terme de service militaire, à la dépense forcée d'interprètes légaux, à la tenue en allemand des livres de commerce, etc., bref en multipliant à l'infini les obstacles, autour des indigènes polonais, de manière à leur rendre de plus en plus impossible le séjour de leur pays.

Quant à la colonisation allemande, destinée à remplacer la population indigène ainsi éliminée, voici les trois grandes règles sur lesquelles l'appuie le professeur Hasse :

1° Il faut interdire rigoureusement et rendre tout à fait impossible l'immigration, en Pologne prussienne, de Polonais et de Tchèques de Russie et d'Autriche. Il n'y a pas jusqu'à l'importation provisoire d'ouvriers slaves pendant le temps de la moisson qui ne doive être sévèrement défendue, — sauf à appeler, au lieu de ces ouvriers slaves, d'autres étrangers, belges ou italiens ;

2° Il faut retenir à tout prix en Pologne les colons allemands qui s'y trouvent déjà fixés. Donation de terres aux ouvriers, assistance publique et privée, création d'œuvres de secours, d'instruction, de divertissement, mais rigoureusement fermées à toute personne non allemande. On doit faire en sorte que « les Allemands aient l'impression d'être chez soi, dans les provinces polonaises : » d'où l'obligation de donner à toute la vie publique une apparence allemande, en supprimant les inscriptions polonaises, en interdisant les journaux et autres imprimés polonais, etc. — Défense sera faite aux Polonais de prendre part à aucun service national ou communal, chemins de fer, postes, administration des domaines publics, etc.

3° Enfin il faut encourager par tous les moyens l'immigration de nouveaux colons allemands dans les provinces polonaises. Avant tout, M. Hasse demande que la Commission de Colonisation accélère ses travaux,

« attendu que ceux-ci ne peuvent s'effectuer pleinement qu'en temps de paix, et que l'œuvre de colonisation doit se trouver achevée *avant que se produise la guerre inévitable de l'Allemagne contre le monde slave.* » D'où la nécessité d'accroître considérablement les fonds destinés à la germanisation, d'étendre celle-ci aux régions polonaises de la Silésie et de la Prusse Orientale, mais surtout d'accorder au gouvernement la faculté d'exproprier à son gré des terrains appartenant à des maîtres polonais, pour les confier désormais aux mains de maîtres allemands.

« A l'exception du passage qui concerne la politique scolaire, — ajoute en terminant M. Burek, — il n'y a pas une seule des mesures proposées par le professeur Hasse qui n'ait été adoptée et rigoureusement appliquée par le gouvernement prussien. » Avec une « rigueur » sans cesse renforcée depuis un quart de siècle, ce gouvernement monstrueux a poursuivi, dans ses provinces polonaises, les deux modes parallèles de son plan « bismarckien » de « germanisation, » qui consiste, d'un côté, à « rendre la vie impossible » aux indigènes polonais, tandis qu'on ne négligeait rien, d'autre part, pour la « rendre agréable » aux colons allemands importés en leur place. Tout ce qu'on vient de lire touchant l'interdiction aux Polonais, — aux libres citoyens polonais de l'Allemagne, — de « se mêler jamais d'aucune fonction nationale ou communale, » de parler publiquement leur langue, voire de « se sentir chez soi » dans leur propre pays, toutes ces choses qui nous paraissent incroyables sont devenues, là-bas, d'une réalité si banale que nul ne songe plus à s'en étonner. Ouvertement, l'autorité prussienne a installé dans toute la Posnanie un sûr et savant appareil d'extermination. Du haut en bas de l'échelle administrative, c'est comme si chacun de ses fonctionnaires portait écrite, sur sa casquette, sa mission officielle de « travailler par tous moyens à éliminer l'élément polonais. » Et que l'on imagine l'atmosphère intellectuelle et morale qui doit fatalement résulter, pour une nation, de la présence continuelle d'une pareille menace au-dessus de sa tête !

Sans compter que, d'année en année, et presque de jour en jour, l'impatience haineuse des « germanisateurs » les amène à rejeter plus effrontément « tout scrupule de légalité, comme aussi de morale. » Pour m'en tenir à un seul exemple, on sait que le gouvernement prussien a obtenu du Landtag, il y a quelques années, la scandaleuse « faculté d'expropriation » que réclamait naguère le professeur de Leipzig. Il n'a plus suffi désormais à la Prusse d'attendre que la vie fût « devenue impossible » aux Polonais indigènes : lorsque l'un de ceux-ci a fait mine de vouloir persévérer dans sa résistance, — ou

plutôt dans son fidèle attachement à la terre natale, — lorsque le pouvoir a reconnu que ni les procès, ni le reste des vexations de toute espèce dont on l'accablait ne le réduisaient à vendre son domaine familial, — sur lequel on entend bien que, depuis longtemps déjà, ledit pouvoir avait eu soin de s'attribuer un droit de « préemption, » — licence lui a été octroyée de s'emparer tout simplement du domaine, après avoir payé au propriétaire ainsi dépouillé une somme plus ou moins égale à sa valeur. C'est de cette manière qu'en octobre 1912, quatre des plus universellement connus et respectés parmi les propriétaires posnaniens, MM. Koscielski, Trzcinski, Zablocki, et Mme Liszkowska, ont soudain reçu l'avis d'avoir à quitter leurs domaines, — de superbes domaines de près de 2 000 hectares chacun, appartenant à leurs familles depuis des siècles, mais dont la Prusse avait résolu de faire, dorénavant, des terres allemandes. Voici d'ailleurs le texte authentique de la lettre imprimée qui avertissait ces quatre propriétaires de l'invraisemblable mesure prise à leur endroit :

ARRÊTÉ.

La Commission royale de colonisation pour la Prusse occidentale et la province de Posen vient d'arrêter, dans sa réunion du 10 octobre 1912, que la propriété de..., se trouvant dans le district de..., appartenant à M..., avec toutes ses dépendances et avec toutes les parcelles sur lesquelles le même propriétaire se trouverait avoir des droits, lui sera désormais acquise par voie d'expropriation, conformément aux articles 13, 15 et 17 de la loi du 20 mars 1908. A Posen, ce 10 octobre 1912.

Pour la Commission de colonisation,

Le président : GRAMSCH.

Je me souviens d'avoir lu dans les journaux polonais, il y a deux ans, le récit des circonstances profondément émouvantes qui avaient précédé ou accompagné la quadruple expropriation. Interpellations au Reichstag, suppliques des habitans *allemands* de la contrée, rien n'avait pu arrêter la toute-puissante « Commission de colonisation; » et tour à tour chacun des quatre propriétaires avait dû quitter, sous peine de prison, la vénérable demeure que, naguère encore, il avait espéré transmettre à ses enfans. Détail particulièrement grotesque et navrant tout ensemble : l'un de ces propriétaires, M. Trzcinski, qui avait autrefois acheté lui-même le domaine dont il se voyait à présent dépouillé, l'avait alors payé 15 000 marks de plus que le prix qui lui en était donné par les spoliateurs; non contens de lui prendre par

force son domaine, ils trouvaient encore moyen de le voler ! Et à peine venait-on d'achever ces quatre premières expropriations, que déjà d'autres victimes étaient désignées, celles-là de condition plus modeste, comme, par exemple, un paysan du village d'Ociar, M. Tyrakowski, sommé de « céder le plus rapidement possible à un voisin allemand » sa parcelle de terre, faute de quoi celle-ci lui serait enlevée d'office par la Commission de Colonisation ! Durant l'année 1913, 27 propriétés de plus de 2000 hectares tombaient entre des mains allemandes, et le gouvernement prussien élevait jusqu'à un milliard le total de ses fonds de « germanisation. »

Aussi la surprise avait-elle été grande, de part et d'autre, dans le camp des « expropriations, » comme dans celui de leurs futures victimes, lorsque, depuis le début de la présente année 1914, l'ardeur exterminatrice des autorités prussiennes avait semblé se ralentir. Dès le mois de décembre 1913, une réunion de « patriotes » allemands de Posnanie avait « vivement critiqué l'attitude actuelle du gouvernement à l'égard des Polonais, » et déploré dans la politique de germanisation « un arrêt éminemment préjudiciable aux intérêts allemands. » Avec instance, la réunion exigeait : « 1° de nouvelles expropriations ; 2° des mesures propres à dépoloniser les villes ; 3° une pratique plus énergique, dans les écoles, de la politique antipolonaise. » Mais non, décidément, le pouvoir « fléchissait ! » On apprenait même avec stupeur que, dans certains endroits de la Posnanie, des sociétés de préparation militaire autorisaient leurs membres polonais à arborer des drapeaux où les couleurs rappelaient un peu celles de la Pologne ! « Il vient d'arriver un incident assez curieux à Buk, en Silésie, — écrivait par exemple un journal polonais. — Un agent de police, ayant remarqué ces drapeaux « dangereux, » a cru qu'il était de son devoir d'intervenir. Jamais il n'a voulu comprendre qu'il pût être permis « en Prusse, à « qui que ce soit, d'arborer des insignes aussi séditieux. »

Ce que « ne voulait pas comprendre » l'agent de police de Buk, personne en vérité ne le comprenait dans les provinces polonaises de la Prusse, jusqu'au jour où la déclaration de guerre s'est enfin chargée de tout expliquer. Désormais « Hakatistes » et Polonais s'accordent à deviner les motifs qui, depuis plusieurs mois, ont arrêté le gouvernement prussien dans son œuvre de « germanisation ; » et j'imagine que volontiers même, dans les régimens occupés à envahir la Belgique ou à défendre la Lorraine, on permettrait aux soldats polonais de chanter dans leur langue leurs vieux chants nationaux, si l'on espérait pouvoir ainsi fermer leurs oreilles à la proclamation du grand-duc Nicolas.

Mais comment leur faire oublier, avec tout cela, les traitemens infligés à leurs parens et à eux-mêmes depuis vingt ans, et en premier lieu cette « politique scolaire antipolonaise » dont la susdite réunion de « Hakatistes » posnaniens assurait qu'elle avait « donné jusqu'ici des résultats merveilleux? »

Oui, en supposant même que l'on réussisse à maintenir les soldats polonais dans l'ignorance de l'admirable perspective ouverte à la Pologne par cette proclamation du généralissime russe; en supposant que l'on réussisse à s'assurer momentanément leur obéissance par le moyen d'une adroite combinaison de faveurs et de menaces, il n'est pas possible qu'un jour, dans le cœur de ces soldats, ne s'éveille pas le souvenir de la façon dont eux-mêmes et leurs petits camarades ont été naguère torturés, d'âme et de corps, par leurs maîtres d'école. Car le professeur Hasse a beau soutenir que la Prusse fait trop d'honneur aux enfans polonais en les forçant à se « civiliser » dans ses écoles allemandes : ce n'en est pas moins dans ces écoles que s'exerce et se déploie le plus brillamment l'œuvre de « germanisation » telle qu'il la rêve, et nulle autre part, ses compatriotes ne se trouvent aussi à l'aise pour faire sentir à la race « inférieure » la haine sans merci qu'ils éprouvent pour elle. Il faut lire dans le livre récent de M. Nicaise, *Allemands et Polonais*, la description à la fois très discrète et infiniment angoissante de la lutte qui se poursuit de jour en jour, dans chaque village de la Pologne prussienne, entre le maître ou la maîtresse d'école et les enfans polonais de l'endroit. Je ne crains pas de l'affirmer : les atrocités commises, ces jours derniers, en Belgique et en Alsace-Lorraine par les troupes allemandes n'égalent pas encore la rigueur avec laquelle ces « civilisateurs » attitrés de la jeunesse polonaise ont coutume de contraindre leurs élèves à échanger leur « barbarie » slave contre l'inappréciable bienfait de la « culture » germanique. Ne vont-ils pas jusqu'à leur faire célébrer, — sous peine de côtes brisées ou de trous dans la tête, — les anniversaires de prétendues victoires remportées par la Prusse sur leurs ancêtres polonais : tout de même que, sans doute, ils les forcent à chanter une espèce de « cantique » scolaire que chantaient jadis en chœur, tous les matins, dans les rues de Starnberg, les petits Bavarois de l'école primaire de cette bourgade, — un cantique où j'entendais revenir à chaque instant, par manière de refrain, les mots : *Franzosen schlagen*, « assommer les Français ? »

Aussi bien ai-je eu, tout récemment, l'occasion de me renseigner d'une manière plus directe sur cette « politique scolaire » de la Prusse

en Pologne. Une jeune servante originaire des environs de Gnesen m'a raconté comment, un beau jour, le maître d'école de son village avait annoncé que lui seul, désormais, serait chargé de l'enseignement religieux, et que, donc, celui-ci se ferait en langue allemande. Après quoi, il avait interrogé tour à tour quatre ou cinq élèves, garçons et filles, mais qui tous étaient restés muets, ou bien avaient répondu en polonais. « Le maître d'école est devenu furieux, me disait la jeune fille, — et tout d'un coup nous l'avons vu s'élancer sur nous avec l'énorme gourdin qui lui servait de canne. Bien vite, naturellement, nous nous sommes enfuis par-dessus les bancs : mais il y avait dans notre classe un petit garçon boiteux qui marchait avec peine, et qui, d'ailleurs, aurait sans doute répondu en allemand, si le maître s'était avisé de le questionner. Ce malheureux n'avait pas bougé de sa place, lorsque nous étions partis en foule, et c'est sur lui que s'est abattue la rage insensée du maître d'école. Bientôt ceux d'entre nous qui s'étaient attardés dans la cour ont entendu un grand cri : l'enfant boiteux avait reçu le gourdin sur la tête, et était tombé sans connaissance. Pendant plusieurs jours, le médecin a désespéré de pouvoir le sauver. Son aventure nous a valu de ne plus entendre parler d'instruction religieuse toute cette semaine : mais ensuite, les interrogations ont recommencé, et, avec elles, les coups de règle, les coups de pied, sans parler des injures, qui pleuvaient sur nous avec une abondance effroyable. Deux élèves ont été envoyés, pour un an, dans une maison de correction. Les autres ont fini par céder, mais le maître d'école s'est rendu si odieux qu'il a dû intenter un procès à plusieurs habitans du village pour obtenir d'être, de nouveau, salué quand il passe dans la rue. »

Je m'arrête sur ce dernier trait, d'une authenticité parfaite, et qui nous fait voir au début du xxe siècle, dans un village de la Pologne prussienne, un recommencement merveilleux de l'histoire de Gessler. Mais comment donc le jeune soldat polonais oublierait-il, parmi toutes les marques d'amitié dont le comblent aujourd'hui ses chefs, les coups de gourdin de son maître d'école, et son propre séjour dans une maison de correction, et le procès dont ses parens et lui se sont vus menacés, s'ils manquaient à saluer leur savant tortionnaire ? Rappelle-toi, petit soldat polonais, et sache bien reconnaître ton véritable ennemi !

T. DE WYZEWA.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE CHOLÉRA

Les grandes chaleurs sont revenues et, avec elles, la saison des intoxications digestives. C'est surtout la chaleur humide qui fatigue, anémie et prédispose aux affections du tube digestif. Les atteintes de toute nature vont apparaître, simples, banales, ou graves, mortelles, sous formes d'épidémies plus ou moins localisées.

Le choléra des nourrissons refait son apparition. Contre cette terrible maladie, des conseils par voie d'affiche sont donnés aux mères de famille. Mais contre le vrai choléra, le choléra asiatique, qui peut éclater brusquement comme un coup de foudre dans un ciel serein, que faire ? et quelle panique !

Quand il s'agit de « guerre, » le choléra n'effraie pas ; on n'y pense pas. Pourtant il fut avec elle aux Balkans, les années dernières, et comme elle aussi il se termina avec la paix.

Il est retourné dans ses foyers : l'Inde, qui, depuis mémoire d'homme, aussi loin que l'on voit dans les vieux livres sanscrits, se retrouve immuable dans ses symptômes, dans sa forme.

Toutes les autres maladies évoluent, se modifient ; le choléra reste. Y a-t-il donc des exceptions pour la mort des maladies ?

Toutefois, l'Europe est toujours inquiète en été, car depuis la première fugue du choléra en 1832, depuis son apparition en Europe, il a laissé quelques traînards, quelques foyers qui peuvent se réveiller à un moment donné.

Le terrible vibrion est en France, il y était l'an dernier dans le Midi,

à Toulon, à Marseille; bien plus, dans l'eau de la Seine. L'an dernier, à Saint-Cloud, MM. Violle et Pottevin trouvaient un microbe identique au vibrion vrai du choléra.

Il pouvait déchaîner une épidémie, il ne le fit point! Pourquoi? C'est là le secret du génie épidémique.

Ces microbes sont comme des nihilistes, reconnus, identifiés loin de leur patrie. Ils n'ont commis aucun crime, mais ils le pouvaient faire; c'est une bombe qui a avorté.

Le vrai choléra se trouve aux Indes! L'Europe lui est trop inhospitalière, il ne se trouve point dans son élément; il ne tue point comme en Asie sa patrie.

*
* *

Il semble qu'en Asie toutes choses prennent une proportion énorme, inconnue en Europe; les montagnes sont gigantesques, les parfums des fleurs violens, les grands fauves et les serpens venimeux abondent, les cyclones d'une puissance inouïe sont fréquens, les épidémies (peste et choléra) formidables.

Le choléra aux Indes, aussi loin qu'on a les statistiques anglaises, fait au minimum actuellement des centaines de mille décès et les corps sont brûlés dans des bûchers ou jetés dans les rivières. Les grands centres de mort sont les grands centres de religion, surtout Bénarès et les bords du Gange. Chaleur étouffante, humidité écrasante, miasmes, humus putride, saleté, etc., que de conditions pour le développement de la maladie!

Ni la fréquence, ni la virulence ne sont en diminution aux Indes et régions voisines (d'après M. Pottevin).

Le décès par choléra aux Indes était en moyenne *par an* : de 1877 à 1886, 298 000; de 1901 à 1910, 380 000.

La proportionnalité des décès n'a pas cessé d'être considérable.

Elle était en 1912, dans la résidence de Madras, de 50 pour 100; à Bombay, de 77,8 pour 100; en Indo-Chine, de 78,2 pour 100.

Malheureusement, le choléra ne reste pas localisé dans l'Inde.

Il se propage lentement et bientôt apparaît en Europe. Le siècle dernier a vu quatre grands exodes : 1° 1817-1823; 2° 1827-1837; 3° 1841-1850; 4° 1892-1894.

1er exode. Le choléra éclate dans la vallée du Gange et du Bramahpoutre et tue une multitude de personnes en peu de semaines; les malades tombent foudroyés dans les rues; les fugitifs transportent le choléra à Calcutta, Bombay. Toute l'Inde est envahie. En trois ans,

il y eut 3 millions de victimes. Il passe ensuite en Indo-Chine, au Japon, aux Indes néerlandaises.

La *Reine Topaze*, frégate anglaise, le transporte à l'île Maurice; de là il passe à la Réunion et à Zanzibar. D'autre part, de Bombay il envahit le golfe Persique, mais s'éteint à Astrakan.

2e exode. Le choléra part du nord de l'Inde en 1827, arrive dans le Thibet en 1828, en Perse en 1829. Il envahit l'Europe par voie de terre (Russie) et par voie de mer (venant d'Arabie).

A Londres, en 1832, il fait 4 000 victimes; à Paris, 7 000; en France, 100 000.

3e exode. L'épidémie chemine lentement, atteint la France en 1848 et fait 110 000 victimes; elle revient en 1854 et tue 143 000 personnes. Nos troupes la transportent en Crimée.

4e exode. Le choléra venu des Indes, comme toujours, gagne le nord de l'Europe. Cette fois, l'épidémie fut moins importante et ne fit que 4 500 victimes en France.

La Mecque, lieu saint des Musulmans où affluent chaque année 350 à 400 000 pèlerins, est également un foyer de choléra, moins important toutefois que celui de l'Inde.

En Europe, les épidémies sont relativement rares et bénignes. Depuis les grandes épidémies de 1832, 1848 et 1854, nous n'avons eu en France (1) que quelques cas isolés dans le Sud, à Marseille et à Toulon, à bord de navires de guerre. L'épidémie de 1832 fit 107 000 victimes, celle de 1848, 100 000, et celle de 1854, 143 000.

Dans les autres pays d'Europe, on a constaté également une diminution considérable du nombre absolu des atteintes.

En Allemagne, par exemple, on trouve comme décès : en 1866, 114 683; en 1873, 28 790; en 1892, 866; en 1905, 85; en 1910, 14.

Pourtant, la mortalité relative n'a pas subi de diminution depuis les épidémies du siècle dernier; elle était autrefois de 40 à 60 pour 100, elle est aujourd'hui (1910) de 40 pour 100 en Italie, 40,8 en Russie, 58,4 en Turquie.

Cette dernière épidémie (1904-1910), importée au Hedjaz par les pèlerins indiens en mars 1902, avait peu à peu fait son chemin jusqu'en Russie en passant par l'Égypte, la côte Méditerranéenne, Bagdad, la Perse, les rives de la mer Caspienne. De la Russie, le choléra gagna l'Allemagne par propagation de proche à proche, sans à-coups; et la Hollande par transport.

(1) Abstraction faite de la panique de 1892.

Le navire qui a été le véhicule du choléra avait à bord un malade, et, malgré la quarantaine et les précautions, la maladie s'est développée à Rotterdam. Le fait doit tenir à la présence de porteurs de bacilles à bord.

Le choléra a de là envahi la Hollande, mais ne l'a frappée que légèrement, parce que les Hollandais ont exercé, contre l'épidémie, une lutte organisée de manière admirable.

Tout suspect était isolé, ainsi que toute sa maison, et cet isolement ne cessait qu'après examen bactériologique négatif. On isola ainsi jusqu'à 114 personnes pour un seul cas. Les résultats de cette tactique furent tels que la plupart du temps les cas furent uniques et jamais on n'arriva à en compter plus de quatre dans le même endroit. Les exemples de la Hollande, de l'Allemagne, de la Belgique montrent comment peut être désormais instituée une méthode définitivement efficace contre le choléra.

En temps de guerre la lutte contre le choléra est bien difficile; aussi fit-il, pendant la guerre des Balkans, beaucoup de victimes en Serbie, moins en Bulgarie.

Quant au traitement du choléra asiatique, on peut dire qu'il n'a pas fait de progrès.

La mortalité relative est aussi forte maintenant qu'il y a cinquante ans; elle varie de 20 à 70 pour 100. Dernièrement en Serbie, pendant l'été 1913, la mortalité fut très élevée. A Istip, un des grands laboratoires organisés par le gouvernement serbe pour le choléra, il y eut 650 malades dont 273 morts, et à Veles, un des cinq autres laboratoires, sur 1 500 malades, 800 décès.

Les progrès sont dans la prophylaxie individuelle, c'est-à-dire les moyens préventifs par l'hygiène corporelle (la propreté, les précautions alimentaires) et la prophylaxie des agglomérations (villes, contrées, départemens, frontières).

Elle va du particulier au général. D'ailleurs, cette prophylaxie est relativement aisée, car le microbe est aisément détruit; il ne résiste pas à une température supérieure à 60 degrés pendant plus de 10 minutes; il est tué en quelques minutes à 80 degrés et instantanément à l'ébullition (1).

Donc les fruits (pêches, poires, prunes, raisins, etc.), trempés

(1) La contagion se contracte par l'eau et d'homme à homme; cette dernière est terrible. La contagion par l'eau est très variable, car le vibrion y devient plus ou moins virulent; de même les vibrions de laboratoire changent subitement, radicalement.

dans de l'eau bouillante, peuvent être mangés en toute sécurité en temps d'épidémie.

La désinfection par les antiseptiques est facile à réaliser par le sublimé, le permanganate de potasse, l'acide phénique, etc., à doses relativement faibles.

Le vibrion du choléra est un des bacilles les plus fragiles.

Dans l'eau qui le contient, il est détruit par des traces infinitésimales d'hypochlorite de soude (procédé couramment employé en temps d'épidémie). Fait curieux de la part d'un bacille qui vit si bien dans les contrées tropicales : il résiste au froid, il vit après des semaines, des mois de congélation.

Il y a là un danger à signaler; il faut se méfier des fruits frigorifiés venant des pays chauds (Indes, Japon, etc.)

Le traitement. On a tout essayé, mais en vain. D'ailleurs, théoriquement, il semble très malaisé de guérir un cholérique typique, parce que la maladie évolue trop rapidement, en l'espace parfois de quelques heures. Les cas de choléra foudroyans sont très nombreux.

Il n'y a pas d'incubation manifeste; brusquement le malade vomit, a de la diarrhée, devient rigide et tombe dans le coma, parfois deux heures après le début. Dans ce cas, il est impossible de neutraliser les effets foudroyants des toxines circulant dans l'organisme et ayant atteint les organes nobles (1).

Le remède chinois consiste à ébouillanter le malade, et s'il résiste au remède, il est guéri. En Europe, on n'a rien de mieux, curativement parlant. Le sérum agit, il est vrai, mais seulement tout au début, lorsque le poison est en petite quantité et en circulation dans le sang. Mais lorsqu'il est fixé dans certains organes et qu'il est en grande quantité, le sérum est inactif.

L'épidémie cholérique durant la guerre balkanique ne nous a apporté aucun enseignement, aucune méthode intéressante nouvelle; et pourtant, quel champ d'études!

Il y eut des milliers de morts et le choléra se présenta sous des formes extrêmement variées. La seule thérapeutique efficace (et encore!) qui diminua la mortalité dans la proportion de 20 à 25 pour 100, était l'injection dans les veines de doses massives de sérum artificiel (eau salée). L'effet immédiat est toujours excellent, car le malade, à la suite de vomissemens et de diarrhées en débâcle, a perdu

(1) Le 9 octobre 1817, le choléra surprit, sur la rive droite du Betoah, l'armée anglaise, composée de 100 000 hommes, dont 10 000 Européens, et en tua 20 000 en six jours.

une quantité prodigieuse d'eau et cette déshydratation est la cause de l'aspect du malade (yeux caves, peau épaisse, mate). Pouls qu'on ne peut sentir, douleurs dans les articulations, crampes dans les membres, etc., tout cela disparaît; le malade revient à la vie, c'est une résurrection, mais malheureusement souvent temporaire, car la toxine persiste et tue le malade ultérieurement.

*
* *

Il y a trente-deux ans que la cause de cette terrible affection est connue. Ce fut Koch, celui qui découvrit le bacille de la tuberculose, qui découvrit aussi, dans une mission aux Indes, le microbe du choléra. En examinant les selles des diarrhéiques il fut frappé de la présence d'innombrables élémens microscopiques ayant la forme d'une virgule et doués de mouvemens extraordinairement rapides. C'est que ces microbes ont un petit cil, une sorte de godille à une de leurs extrémités, et ils vont à une vitesse vertigineuse. On les appelle « vibrions » ou encore bacille comma (Κόμμα, virgule).

Lorsqu'on les cultive dans le laboratoire, ils poussent avec une rapidité extraordinaire. C'est assurément une des bactéries qui se multiplient le plus abondamment. Si on en dépose une goutte dans un grand ballon, contenant du bouillon stérile, le lendemain on voit un trouble très prononcé dans le ballon, indiquant la présence de vibrions, et, à la surface, un voile épais constitué uniquement par la multitude de ces vibrions venus à la surface.

On peut juger du nombre extraordinaire des vibrions, de la faculté de reproduction phénoménale de ces bactéries, si l'on considère qu'un centimètre cube du liquide en contient des milliards, une gouttelette des millions.

D'autre part, on perçoit tout le danger de ces vibrions, puisque quelques-uns seulement suffisent pour tuer un homme du choléra, parce que l'intestin est comme le ballon de bouillon dont nous parlions plus haut, c'est-à-dire qu'il est un excellent milieu de culture, et une fois amorcé avec quelques vibrions, quelques heures après, tout le tube digestif sera plein de ces bactéries.

Pourquoi ces vibrions sont-ils dangereux? Nous avons dans le tube digestif des milliards de milliards de bacilles, et nous nous portons à merveille. Mais le vibrion n'agit pas seulement par sa présence, par une action mécanique : il sécrète encore, si petit soit-il, une substance très active, une sorte de poison mal déterminé jusqu'ici, et la réunion de ces milliards de petites sécrétions forme finalement une grande

quantité de poison, que l'on appelle toxine, et qui, résorbé par l'intestin, tue l'individu.

Il y a un fait très curieux dans l'histoire de ce bacille, son électivité pour le tube digestif ; c'est son « port d'attache, » pour ainsi dire. Si l'on inocule ce vibrion chez un animal, quel que soit le lieu d'inoculation, on remarque que l'intestin est toujours atteint. Ceci est dû à la toxine qui se porte, aussitôt formée, dans l'intestin, ou plus exactement qui agit sur l'intestin, quel que soit le lieu d'inoculation (sous la peau, dans les muscles, veines, le péritoine, ou directement dans l'intestin).

Cette toxine, nous l'avons dit, agit sur l'intestin, c'est là sa première action ; en second lieu, elle agit sur le système nerveux central. La rigidité des agonisans, l'hypothermie (32°, 30° et au-dessous) l'indiquent ainsi que l'élévation de la température (40° et plus) quelques heures après la mort.

On voit immédiatement, d'après cela, que si l'on veut essayer de guérir la maladie, il faut employer un sérum qui combatte l'effet de la toxine, c'est-à-dire un sérum antitoxique.

La toxine sera obtenue en laissant les vibrions pousser plusieurs jours dans le milieu où ils se trouvent ; ils sécréteront alors beaucoup de toxines, et après ces quelques jours, comme ils ont une vie très courte, beaucoup d'entre eux, la majorité, sera morte, et le produit de leurs cadavres sera aussi une toxine. Le mélange de toxines *externes* et de toxines *internes*, ou encore d'exo- et d'endo-toxines, qui n'est plus vivant, mais qui est un produit de sécrétion en décadence, sera injecté à des chevaux et le sang de ces chevaux fournira le sérum qui, comme nous l'avons vu précédemment, sera injecté aux malades et produira de bons effets surtout au début de l'affection.

*
* *

Le problème du choléra est difficile comme tous les grands problèmes de biologie où les facteurs sont toujours et tous instables, jamais définitifs. La guérison entière du choléra n'existe pas ; les grandes méthodes de guérison par le sérum ou de prévention de la maladie par le vaccin sont tout à fait vagues, parce qu'elles n'ont jamais été expérimentées sur l'homme. *A priori* cela semble étrange ; un remède fait pour l'homme doit être essayé sur l'homme. Finalement, oui, mais on ne commence jamais par là ; si l'on veut établir des bases scientifiques rigoureuses d'une méthode biologique, on est obligé de recourir d'abord à des animaux. Les magnifiques résultats

de la sérologie ont été obtenus par ces procédés; autrement, ce n'est que de l'empirisme. Avant d'injecter pour la première fois, chez un enfant atteint du croup, le sérum antidiphtérique qui immortalisera son nom, M. Roux avait fait toutes ses expériences sur les animaux; elles avaient donné des résultats triomphans; elles devaient réussir sur l'homme; elles réussirent.

Prenons le cas du vaccin cholérique. Aux Indes, devant les épidémies foudroyantes qui chaque année tuent des centaines de milliers d'individus, les médecins anglais ont appliqué la vaccination, qui consiste à injecter préventivement chez un individu sain des vibrions cholériques en petite quantité, puis en grande, pour le protéger contre une atteinte éventuelle de la maladie, et en tâtonnant (que d'incertitude dans ces tâtonnemens! si la dose était trop faible, il n'y avait pas d'immunité; si la dose était trop forte, il y avait des réactions extrêmement dangereuses et parfois fatales), on arrive à obtenir des résultats qui paraissent, mais sans preuve absolue, probans.

Et pourtant, à cette heure, les statistiques anglaises portent sur plus de 100 000 personnes vaccinées. Il est juste d'ajouter que, dans les Indes, les procédés d'investigation diffèrent des nôtres : et ils ressemblent à ceux que l'on emploierait chez les animaux.

Tel est le cas de cet essai fait dans une prison contenant 2 000 prisonniers. La moitié, prise au hasard, est vaccinée, l'autre pas. Puis tout le lot est envoyé à travailler dans une région contaminée par le choléra. Les sujets vaccinés résistent beaucoup mieux que les autres, c'est-à-dire qu'ils contractent beaucoup moins le choléra et que plusieurs guérissent. Mais ce ne sont point là des procédés courans. Il faut donc tenter ces expériences sur les animaux, c'est là le premier pas à faire.

Or, jusqu'à ces dernières années, il était impossible de reproduire expérimentalement le choléra chez les animaux, et on était arrêté au début de la question. C'était grave, car toutes les autres questions du choléra ne sont que secondaires, absolument accessoires, la clef du problème du choléra résidant tout entière dans la reproduction chez les animaux. Le jour où cette difficulté sera vaincue, on peut dire que la guérison du choléra sera très proche.

On comprend donc la ténacité avec laquelle certains chercheurs ont poursuivi la solution de ce problème. M. Metchnikoff, le premier, a obtenu la reproduction de l'affection par une clairvoyance admirable. A la suite de ses belles recherches sur la flore intestinale, il avait pensé que, si le vibrion du choléra ne paraissait pas dans l'intestin,

quoique se trouvant en grande quantité dans l'estomac, que si les animaux étaient absolument réfractaires, quelles que soient les espèces, les races considérées, cela devait être dû à ce fait que le vibrion se trouvait en présence d'autres bactéries extrêmement nombreuses et diverses dans le tube digestif, et que ces bactéries devaient, par leur présence ou leurs sécrétions, favoriser ou annihiler le développement du vibrion, de même que certaines plantes arrêtent ou favorisent la culture d'autres espèces.

Il y avait antagonisme dans la flore comme dans la faune. M. Metchnikoff supprime cette question; il se débarrasse de la flore en expérimentant sur des lapins nouveau-nés qui ne se nourrissent que de lait maternel, et dont par suite le tube digestif ne contient, pendant les premiers jours après la naissance, qu'un nombre infime de microbes.

Dans ce cas, les petits lapins qui ingèrent des vibrions cholériques meurent dans une grande proportion. Allons plus loin : M. Metchnikoff étudie l'action de beaucoup de bactéries vis-à-vis du vibrion cholérique et voit que certaines vivent, pour ainsi dire, en bonne intelligence avec ce vibrion et favorisent son développement, et que d'autres, au contraire, l'arrêtent. L'association de bactéries favorables au vibrion cholérique donne plus certainement encore aux petits lapins nouveau-nés, le choléra.

*
* *

Le problème en était là, lorsque la question fut reprise par MM. Violle et Pottevin. Ils furent frappés de ce fait que, dans une épidémie, lorsqu'on venait de donner à un individu sain un purgatif, ce sujet contractait à coup sûr le choléra. De très vieilles observations puisées dans l'antiquité relataient ce fait. D'autres témoignages le confirmaient; la vieille sentence : « il est mort de peur » n'est pas absolument ridicule. Un individu qui, en temps d'épidémie, est angoissé, cerné de toutes parts par des cadavres, hypnotisé par ce fait qu'il peut d'un moment à l'autre avoir une diarrhée mortelle, contracte la diarrhée. C'est une diarrhée nerveuse, diarrhée de suggestion, peu importe le mot, en tout cas il a la diarrhée. C'est une diarrhée émotive comme chez le soldat jeune qui voit pour la première fois le feu.

Rappelons l'expérience faite l'an dernier en Allemagne pour démontrer le rôle de l'émotivité chez des hommes tout à fait indemnes.

Des soldats sont réunis dans la cour de la caserne. Le colonel arrive, suivi du médecin-major et dit aux soldats qu'un des leurs vient de

succomber à un empoisonnement intestinal en quelques heures; peut-être y a-t-il eu quelque substance dangereuse dans la soupe? Il invite les soldats, au premier symptôme léger, à la plus petite diarrhée, de courir à l'infirmerie pour être soigné. Sur le coup, un très grand nombre de soldats sont pris de diarrhée, et quelques-uns très gravement.

En Bulgarie, pendant la dernière guerre, la mortalité fut de 26 pour 100 (d'après Rosenthal). Dans une ville où la panique provoquée par le choléra fut énorme, la mortalité s'éleva à 50 pour 100, et seulement à 6 pour 100 dans l'hôpital de la même ville.

Enfin, dernier témoignage : on sait qu'un individu venant d'un pays où sévit le choléra peut être très bien portant, et pourtant ses selles, son tube digestif peuvent contenir des vibrions qui ne l'auront point rendu malade. C'est ce qu'on appelle « importeur sain de germes ».

Or, les vibrions seront en quantité beaucoup plus grande dans les selles après l'administration d'un léger purgatif; d'où la pratique, dans certains lazarets, de donner à toute personne venant de pays cholériques un purgatif, et de rechercher le vibrion; et dans le cas positif, de l'isoler au lazaret. Or, on a vu un grand nombre de personnes qui étaient tout à fait saines, et sur lesquelles le choléra n'avait eu aucune prise, mourir d'une attaque cholérique rapide, après l'administration d'un tel purgatif.

Voilà une série de faits qui poussèrent les deux savants à aiguiller leurs recherches dans cette voie.

Ils prirent comme animal d'expérience le singe, singe adulte, le Bonnet chinois, venant des Indes anglaises, néerlandaises ou du Japon, et lui donnèrent des vibrions avec ses alimens; les singes n'eurent aucun malaise, même après avoir absorbé des quantités foudroyantes. Ils firent la même expérience, mais cette fois ils déterminèrent d'abord une légère entérite, une diarrhée tout à fait banale, chez ces animaux, et qui, seule, eût passé tout à fait inaperçue. Mais en mélangeant à leur nourriture, à ce moment, un peu de vibrions, les singes eurent une attaque cholérique absolument typique, ressemblant point par point à celle de l'homme. Les selles si caractéristiques ressemblant à de l'eau de riz étaient présentes, les yeux caves, l'air éteint, la langue hypothermique (température descendant à 22°), le coma progressif, la diarrhée profuse, tout y était.

Mais quelle est la pathogénie de cette affection? Comment se fait-il qu'une entérite banale prédispose, en temps d'épidémie, au choléra, et soit « l'agent provocateur? »

Une observation très curieuse de MM. Violle et Pottevin nous mettra peut-être sur la voie :

Faisant des essais de dosage de la toxine (car une toxine se dose comme n'importe quelle substance) sur des lapins, ils examinent, immédiatement après la mort, l'intestin sur toute sa longueur. Un fait se révèle à leur attention très minutieuse : les biais de l'intestin sont un peu plus prononcés à partir d'un point. Ils recherchent quel est ce point, et voient que c'est immédiatement dans le voisinage de l'ouverture du canal du pancréas. Hypothèse aussitôt émise : les sucs digestifs, les glandes digestives doivent jouer un rôle dans le choléra.

Ils font de nombreuses expériences sur le pancréas, le foie, les glandes digestives, etc., et le résultat final est qu'il y a un lieu d'élection dans l'intestin pour la production du choléra, que le suc pancréatique favorise le développement du vibrion.

Le foie, au contraire, joue un rôle d'arrêt. Cette glande volumineuse, pesant plus de 1 200 grammes chez l'homme, sécrète une grande quantité de bile qu'elle verse dans l'intestin par un canal, le cholédoque qui y débouche immédiatement après l'estomac, neutralise ainsi beaucoup de poison, et entrave nettement le développement du vibrion ; mais s'il y a arrêt dans la production de la bile, ou si le canal empêche la bile de se déverser dans l'intestin, l'animal qui a reçu une quantité infime de vibrions meurt d'une attaque typique du choléra.

Tels sont les résultats des expériences de MM. Violle et Pottevin, très importantes, puisqu'elles mettent en évidence le rôle joué par le foie, et qu'elles permettront peut-être de comprendre plus tard pourquoi les épidémies sont plus fréquentes dans les pays chauds, ou en été, et chez des sujets surmenés, et dans toutes conditions où il y a surmenage du foie et arrêt de la bile.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les limites d'une chronique sont bien étroites pour parler comme il conviendrait des événemens dont nous sommes les témoins émus, anxieux, mais toujours confians : et notre confiance n'est pas un acte de la volonté qui se raidit, mais de la raison qui réfléchit, calcule les chances et conclut.

L'intérêt principal aujourd'hui, l'intérêt unique est sur la frontière : commençons toutefois, pour revenir ensuite avec plus de liberté d'esprit aux choses militaires, par dire un mot des choses politiques et des remaniemens ministériels qui viennent d'être opérés. Le ministère Viviani, dans sa composition première, était un étrange paradoxe : il contrastait avec la gravité de la situation. C'est le jour même de la déclaration de guerre qu'il aurait fallu le changer. Si nous ne l'avons pas dit, si personne ne l'a dit, du moins tout haut, tout le monde l'a pensé. Le silence gardé à ce sujet montre à quel point l'opinion publique a le sentiment de sa responsabilité ; mais d'autres ont aussi la leur. L'initiative est venue cette fois d'où elle devait venir. M. le Président de la République a pris la résolution qu'il devait prendre et l'a exécutée. Les radicaux étaient au pouvoir, il fallait les y laisser nominalement. M. Viviani reste donc président du Conseil, mais son nouveau ministère est un ministère de défense nationale, où les diverses fractions du parti républicain sont représentées. Les socialistes unifiés eux-mêmes y figurent dans la personne de M. Marcel Sembat, leur orateur le plus brillant depuis la mort de M. Jaurès, et d'un des vieux prophètes de leur plus Ancien Testament, M. Jules Guesde : cette figuration n'a d'ailleurs rien qui nous choque, puisque les socialistes unifiés n'ont pas rompu l'unité nationale et qu'ils font leur devoir comme les autres, en bons Français. Mais la vraie signification du ministère est dans la présence de

M. Ribot aux Finances, de M. Delcassé aux Affaires étrangères, de M. Millerand à la Guerre, de M. Briand à la Justice. Nous ne dirons rien de plus; tous ces hommes sont connus par leurs œuvres; ils ne le sont pas moins en Europe qu'en France; ils ont une grande expérience des affaires; ils ont rendu des services éminens et, pour tous ces motifs, ils jouissent d'une autorité que nul ne conteste. La France peut se reconnaître en eux et se serait mieux reconnue encore dans un miroir un peu plus large. Ces choix excellens sont complétés par celui du général Galliéni, nommé gouverneur de Paris. Tout cela est bien. Notre situation morale en sera fortifiée dans le monde; nos armées, dans la lutte héroïque où elles sont engagées, seront soutenues par la conscience qu'il y a derrière elles un gouvernement véritable, et nos cœurs, dégagés de la préoccupation qui les étreignait, pourront se tourner tout entiers vers elles.

Leur tâche est dure. La guerre est commencée, et on s'attend à ce qu'elle soit longue et difficile; elle présentera inévitablement des péripéties diverses; nous traversons déjà des jours pénibles; la victoire finale sera à celui qui montrera jusqu'au bout le plus de sang-froid, de constance et de fermeté. Sans parler de l'Autriche, dont les contingens dirigés contre nous présentent une force avec laquelle il faut compter, l'Allemagne est une nation de 65 millions d'hommes : la France n'en a pas 40. Bien que cette disproportion ne nous décourage pas, nous n'avons pas la prétention de venir à bout, d'un seul coup et sans le concours de nos alliés, d'ennemis aussi nombreux. Or le concours de nos alliés est réduit pour le moment au minimum. La Russie a franchi la frontière allemande et elle marche rapidement vers l'Ouest, mais elle est encore loin, et l'Allemagne ne lui oppose qu'une faible partie de ses forces; tout le reste est tourné contre nous. L'Angleterre a déjà fait un effort important, mais elle en prépare d'autres, et, de ce côté encore, nous avons à attendre. Certes, si nous avions pu, dans une première bataille, remporter sur l'ennemi un de ces avantages qui fixent définitivement la fortune, l'événement aurait été d'un prix inestimable : l'entreprise valait la peine d'être tentée et, même après son échec, nous ne regrettons pas qu'elle l'ait été, car l'ennemi n'a pas été moins éprouvé que nous. Au surplus, nous n'avons pas été entamés sur nos positions qu'on peut qualifier de normales; nous nous y sommes repliés en bon ordre; nous allons maintenant nous y défendre. Ce n'est nullement une déroute qui s'est produite et l'opinion ne s'y est pas méprise. La campagne continue et, tout en combattant de manière à arrêter l'ennemi ou à ralentir sa

marche, nous saurons atteindre l'heure favorable où le concours de nos alliés, devenu pleinement efficace, nous sera enfin acquis. Alors, nous serons près du but que nous nous sommes proposé en commun.

Dans cette seconde période de la guerre où nous sommes, la France rendra plus en grand à la cause du droit, de la civilisation, de l'indépendance des nations, le même service que lui a rendu l'héroïque Belgique dans la première. Que serait-il arrivé, si la Belgique, après avoir protesté contre la violation de son territoire, sentant l'insuffisance de ses forces, avait laissé aux seules puissances garantes de sa neutralité le soin de la défendre ? Elle s'est défendue elle-même, et sa résistance a fait gagner à l'Angleterre et à nous une dizaine de jours qui ont été bien employés : c'est grâce à elle que nous pouvons opposer aujourd'hui à l'invasion allemande une digue qui faiblira peut-être sur certains points, mais qui, dans l'ensemble, sera assez solide pour donner à la Russie le temps de développer à son tour tout son effort. Nous y parviendrons en mêlant à propos la défensive et l'offensive jusqu'au jour où, toutes les forces de la coalition européenne étant réunies, nous passerons enfin de la première à la seconde avec toutes les chances de succès. En attendant, nous avons besoin de concentrer toutes nos forces sur le terrain de combat que l'Allemagne a elle-même choisi pour y concentrer les siennes. La manœuvre allemande, qui s'est dessinée dès le premier moment, a pris aujourd'hui un tel relief et frappe par une telle évidence que tout le monde s'en rend compte. Elle a consisté, elle consiste encore à enfoncer et à tourner notre aile gauche par un mouvement opéré sur une immense échelle et par une action qui, poursuivie sur toute la ligne de front, a eu un caractère défensif sur la partie orientale et centrale de cette ligne, et nettement fortement, formidablement agressif à son extrémité occidentale. L'état-major allemand avait fort bien marqué l'endroit où il entendait porter son effort principal. Avons-nous fait de même ? A cette attaque que nous avons vue se préparer pendant plusieurs jours, avons-nous à notre tour préparé et opposé une parade suffisante ? Ce n'est pas le moment de le rechercher. Quoi qu'il en soit, après la grande bataille qui vient d'être livrée et qui n'a pas répondu à notre espérance, le besoin de la concentration au point décisif s'est imposé à nous. Nous avons dû abandonner l'Alsace et reporter sur notre aile gauche la majeure partie de nos forces. Suivant toutes les apparences, la guerre s'y prolongera quelque temps ; puis elle prendra une forme nouvelle à mesure que les Russes avanceront vers Berlin. L'Allemagne, qui a pu jusqu'ici réunir toutes ses forces contre nous,

devra alors faire face de plusieurs côtés à la fois. C'est dans cette obligation qui, tôt ou tard, s'imposera à elle que nous avons puisé, dès le premier jour, notre confiance dans la victoire finale, et cette confiance n'est pas diminuée.

Si nous pouvions douter, si notre foi pouvait défaillir, nous serions réconfortés par l'inflexible volonté de nos alliés. Celle de la Russie se manifeste par la marche victorieuse de son armée dans la Prusse orientale, et celle de l'Angleterre, non seulement par la présence d'une armée anglaise à côté de la nôtre, mais par le langage que lord Kitchener, ministre de la guerre, a tenu à la Chambre des lords. « Tandis, a-t-il dit, que les autres pays engagés dans cette guerre ont réussi par la conscription à amener sur le champ de bataille toutes leurs ressources d'hommes, nous, avec notre système colonial, nous n'avons pas pu le faire, et par conséquent nous pouvons encore faire appel à une réserve énorme, tirée non seulement de la mère-patrie, mais de l'Empire britannique au delà des mers. Tandis que les Indes, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande nous envoient des forces puissantes, en Angleterre les troupes territoriales répondent loyalement à l'appel d'un devoir exceptionnellement pressant. Avec un beau patriotisme, soixante-dix bataillons se sont déjà offerts pour servir à l'étranger. Les 100 000 recrues que l'on croyait nécessaire de demander en premier lieu ont déjà répondu. Derrière celles-ci nous avons nos réserves. Les empires avec lesquels nous sommes en guerre ont appelé sous les drapeaux presque toute la population mâle. Le principe que nous suivons est que, tandis que leur force maximum subit une diminution constante, les renforts que nous préparons s'écouleront lentement, en augmentant jusqu'à ce que nous ayons une armée en campagne qui, tant par le nombre que par la qualité, sera digne de la puissance et des responsabilités de l'Empire britannique. L'effectif de campagne que nous constituons actuellement est considérable et peut arriver, pour la durée des six ou sept prochains mois, à un total de trente divisions maintenues continuellement en campagne. Je ne puis pas dire aujourd'hui que cela sera la limite des forces nécessaires : mais si la guerre était longue et ses fortunes diverses, des sacrifices au delà de tout ce qui a été jamais demandé deviendront indispensables, et nous sommes sûrs que ni le Parlement ni le peuple ne se refuseront à les faire. » Rien de plus simple, mais aussi de plus grand que ce langage. C'est la plus fière réponse que l'Angleterre pouvait faire à l'avantage provisoire que l'Allemagne avait

remporté. L'empereur Guillaume a dit qu'il irait jusqu'à son dernier homme et à son dernier cheval ; lord Kitchener a dit jusqu'où irait l'Angleterre. La France sera digne de pareils alliés.

Nous n'entrerons pas dans le détail des opérations militaires de ces derniers jours; nos lecteurs les connaissent aussi bien que nous; rien de ce qui se passe sur nos frontières ne leur échappe. Mais, au delà de ces frontières, il y a le vaste monde, et nous devons signaler les événemens qui s'y sont produits en corrélation avec ceux qui nous intéressent et nous émeuvent si fort. Regardons d'abord du côté de la Russie. Elle ne voulait pas la guerre, elle s'y était bien préparée néanmoins, et dès que l'Allemagne la lui a déclarée, elle s'est trouvée prête. Mais si elle l'était matériellement, l'empereur Nicolas a voulu, à son immense force militaire, ajouter une force morale non moins grande. Au travail de sa diplomatie et à ses heureux résultats, son initiative personnelle a apporté au dernier moment un nouvel élément de succès : il a annoncé solennellement la prochaine reconstitution de la Pologne dans ses frontières anciennes, et nous dirions volontiers que rien n'était plus habile, s'il n'était pas encore plus exact de dire que rien n'était plus généreux. Le grand-duc Nicolas, général en chef de l'armée russe, a adressé aux Polonais un éloquent appel d'où nous détacherons quelques phrases pour montrer quel en est l'accent. « Polonais, dit-il, l'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut être réalisé. Il y a un siècle et demi que le corps vivant de la Pologne fut déchiré en morceaux, mais son âme ne mourut pas ! Elle vivait de l'espérance que, pour le peuple polonais, viendrait l'heure de la résurrection et sa réconciliation fraternelle avec la grande Russie. Les troupes russes vous portent la nouvelle de cette réconciliation. Que le peuple polonais s'unifie sous le sceptre du tsar russe. Sous ce sceptre renaîtra la Pologne libre dans sa religion, dans sa langue et dans son autonomie. Le cœur ouvert, la main fraternellement tendue, la grande Russie vient à votre rencontre. » Le langage est nouveau, les intentions dont il est le témoignage ne le sont pas, et l'empereur Nicolas n'est pas le premier qui les ait eues. Ce qu'il se propose aujourd'hui, c'est ce que l'empereur Alexandre Ier avait déjà voulu faire en 1814; mais il trouva contre lui l'opposition des puissances qui craignaient de voir la Russie devenir trop forte avec cet énorme accroissement de territoire. En conséquence, la Pologne a continué d'être partagée en trois tronçons dont un seul était russe ; les deux autres, étant prussien et autrichien, ne pouvaient plus être arrachés à la Prusse et à l'Au-

triche que par une guerre heureuse ; la diplomatie n'y suffisait pas. L'occasion a été attendue longtemps, on a pu craindre qu'elle ne se présentât jamais : elle s'offre aujourd'hui.

Si, comme il y a tout lieu de l'espérer, la guerre se termine par la victoire de la France, de l'Angleterre et de la Russie, qui empêchera cette dernière de réaliser la promesse de son empereur ? Ce ne sera pas la France assurément, et ce ne sera plus l'Angleterre, car ses intérêts se sont déplacés et ses préoccupations de 1914 ne sont plus celles de 1814. Dans d'autres circonstances, des obstacles se seraient dressés en Russie même, où de vieux préjugés existent contre l'autonomie de la Pologne; mais, outre que la volonté de l'Empereur y est très puissante, sinon même toute-puissante, la guerre et la victoire apportent des solutions aux questions qui semblaient insolubles. Quant à dire quel effet probable aura la proclamation impériale dans les diverses parties de la Pologne, il faudrait toute une étude historique pour le faire. Comment la Pologne russe n'éprouverait-elle pas une joie que certains souvenirs peuvent troubler, mais non pas altérer ni étouffer? Quoi qu'il arrive, elle est sûre de gagner à l'avenir qu'on lui ouvre. La vérité nous oblige à reconnaître que la Pologne autrichienne jouit d'un traitement qui, par comparaison avec celui dont la Pologne prussienne est affligée, peut être qualifié de privilégié ; aussi est-il possible que la proclamation du tsar ne produise pas une impression aussi profonde en Galicie qu'en Posnanie; toutefois, comment la Pologne autrichienne elle-même, de quelques ménagemens qu'elle ait été l'objet, ne serait-elle pas sensible à l'espérance de voir revivre la Pologne dans ses anciennes frontières? Le « rêve sacré des pères et des aïeux » parlera à son imagination, c'est-à-dire à son cœur. Pour ce qui est de la Pologne prussienne, elle est assurément, depuis que les Balkans ont échappé à la Turquie, — et peut-être même l'était-elle avant, — la province de l'Europe qui souffre le plus cruellement sous le joug le plus odieux. Dans ce théâtre restreint, la lutte entre le germanisme et le slavisme a pris un caractère atroce. La politique allemande ne tend à rien moins qu'à l'élimination des Polonais de chez eux par tous les moyens, la persécution sous toutes les formes et l'expropriation où le vol n'est même pas déguisé. Comment, dans un pareil pays, la proclamation de l'empereur Nicolas ne serait-elle pas entendue avec une complaisance et une reconnaissance particulières ? Comment ces Polonais allemands malgré eux ne souhaiteraient-ils pas la défaite de l'Allemagne, qui sera la préface de leur libération? C'est pourquoi la proclamation impériale a été, s'il est

permis d'employer ce mot, un coup de partie merveilleux au commencement de la guerre. Polonais à l'Est, Alsaciens-Lorrains à l'Ouest de l'Empire allemand sont des alliés naturels que les Russes et nous avons chez l'ennemi. Nous n'avions besoin de rien dire aux Alsaciens-Lorrains, ils nous entendent sans cela ; mais l'empereur Nicolas a bien fait de parler de haut, comme il l'a fait, aux Polonais allemands. Il a attaché par là une immense espérance au succès de ses armes.

Sans même que soit engagé à fond le combat décisif entre la Russie et l'Allemagne, le slavisme fait déjà belle et bonne figure contre le germanisme. Les Serbes, si dédaignés, si méprisés de l'Autriche, et qui ont reçu d'elle l'ultimatum le plus outrageant, ont fièrement relevé le gant qui leur a été jeté. Ils recueillent la gloire qu'obtient toujours dans la conscience humaine un petit peuple qui, à force de courage, devient victorieux d'un grand. Nous voulons bien tenir compte de ce que l'Autriche est obligée d'employer ailleurs une partie importante de ses forces. Elle l'emploie, hélas ! contre nous, qui ne lui voulions aucun mal, et à qui, au fond de l'âme, elle ne voulait aucun mal non plus. Qui pourrait voir un chef-d'œuvre de la politique dans le conflit que l'Autriche, par simple docilité envers l'Allemagne, dont elle est devenue le satellite en Orient, a entamé contre un peuple qui n'a aucun point de contact avec elle, aucun intérêt directement contraire aux siens et qui, depuis de nombreuses années, ne lui avait témoigné que de la sympathie ? De cette politique dont aucun conseil, aucun avertissement n'a pu la détourner, l'Autriche commence à éprouver les effets, — et elle ne fait que commencer. Les Serbes l'ont battue dans toutes les rencontres. Le début de cette guerre n'a pas été seulement odieux, il s'y est mêlé quelque ridicule. Les Autrichiens ont bombardé Belgrade, qui est une ville ouverte et, par conséquent, incapable de se défendre. Le gouvernement, qui n'y était plus en sécurité, en est sorti, et une grande partie de la population l'a suivi dans son exode. Les Autrichiens ont continué le même exercice et, pendant plusieurs jours de suite, tous les matins, ils ont bombardé et rebombardé la ville, comme s'ils obéissaient à la simple manie de bombardement. S'ils voulaient par là châtier la mort de l'archiduc François-Ferdinand, ils auraient bien fait de s'en tenir prudemment à cette exécution. Leur tort a été d'entrer sur le territoire serbe : ils y ont été mal reçus et y ont éprouvé des revers retentissans. Nous n'en sommes d'ailleurs pas surpris. L'armée serbe avait déjà montré ce qu'elle valait pendant la guerre balkanique : elle a dépassé alors, non seulement

par sa valeur militaire, mais par la qualité de son organisation, les espérances de ceux qui en attendaient le plus. Les Autrichiens affectent de regarder les Serbes comme des barbares : ces barbares sont de très bons soldats, conduits par de bons chefs. Ils se sont si bien comportés que les Russes, après avoir réuni des forces considérables sur la frontière autrichienne, n'ont mis aucune hâte à la franchir. Les Serbes suffisaient pour le moment à la tâche. Le service qu'ils rendent à la cause commune est du plus haut prix et, quand le moment sera venu, devra obtenir sa récompense. Les Serbes, par leur énergique défensive tournée bientôt en offensive, ont permis aux Russes de concentrer la plus grande partie de leurs forces au nord de l'Empire et d'entrer par là sur le territoire allemand. Nous ne saurions leur en être trop reconnaissans. On voit par leur exemple, comme par celui de la Belgique, qu'un pays, petit par son territoire, peut être très grand par le cœur. La Serbie est aujourd'hui un facteur important de la guerre générale.

Et un autre intervient, le Japon. Il est permis de croire que le Japon se soucie assez peu de nos conflits européens, et que la cause, qui nous est si chère, du droit et de l'indépendance des nations a pour lui un peu moins d'intérêt que pour nous. Bien qu'allié de l'Angleterre, il est douteux qu'il ait trouvé dans son traité avec elle le principal motif de sa détermination, et douteux aussi que l'Angleterre ait beaucoup insisté pour la lui faire prendre. A dire le vrai, le Japon ne peut pas nous apporter un concours bien utile, et ce n'est probablement pas le résultat qu'il poursuit : il ne poursuit que son propre intérêt. Mais c'est son droit de le faire. L'empereur Guillaume attachait un très grand prix à son établissement en Extrême-Orient. On connaît ses idées sur le péril jaune : il a tenu à prendre pied sur le continent asiatique et à s'y établir fortement. Il a cru y avoir réussi : ce qui se passe aujourd'hui montre à quel point il s'est trompé. Son œuvre était artificielle et fragile. Le Japon s'en est aperçu et a profité de la première occasion de déposséder l'empereur Guillaume de possessions que, en cas de guerre, il ne peut pas défendre efficacement. L'ultimatum qu'il a adressé à Berlin, avec sommation d'y répondre dans les cinq jours, est un chef-d'œuvre d'insolence. Il enjoint à l'Allemagne : 1° de retirer des eaux japonaises et chinoises ses bâtimens de guerre, ou de les désarmer ; 2° d'évacuer dans le délai d'un mois le territoire du protectorat de Kiao-tchéou, ce territoire que l'Allemagne avait soigneusement choisi à l'entrée du golfe du Petchili. S'il y a eu jamais au monde un homme

étonné, c'est l'empereur Guillaume : indigné sans doute, mais encore plus étonné. Il ne s'attendait certainement pas à ce contre-coup lointain de la guerre qu'il a déchaînée en Europe. L'initiative japonaise soulève un grand nombre de questions que nous ne pouvons pas traiter ici en ce moment : remarquons seulement avec quelle surprenante maîtrise l'Allemagne a trouvé le moyen de se créer des hostilités dans le monde entier. C'est le résultat naturel de sa politique mondiale. Malheureusement pour elle, elle avait oublié quelques élémens du problème dont elle avait entrepris la solution. Quand on fait de la politique mondiale à une aussi longue distance, il faut, de deux choses l'une : ou être d'accord avec l'Angleterre, ou être plus fort qu'elle sur les mers. L'empereur Guillaume avait négligé de se mettre d'accord avec l'Angleterre et, s'il espère bien être un jour plus fort qu'elle sur les mers, il ne l'est pas encore. L'Angleterre s'est parfaitement rendu compte de ses projets dans l'avenir, et le Japon, de son impuissance dans le présent. C'est ce qui explique suffisamment que le Japon ait déclaré la guerre à l'Allemagne. Pour se venger, l'Allemagne la lui a fait déclarer par l'Autriche : *risum teneatis*... Nous n'examinerons pour aujourd'hui cette guerre que relativement à celle où nous sommes nous-mêmes engagés. Le Japon aidera l'Angleterre et nous, ce qui sera d'ailleurs facile, à purger l'Océan Pacifique de la présence des navires allemands : l'œuvre est déjà commencée, et même avancée.

Ainsi l'Allemagne a des ennemis partout. Où sont ses amis? L'Autriche? Qui sait? Tout ce qu'on peut dire est que l'Autriche marche avec elle. Son amie la plus sincère, — mais elle n'ose pas l'avouer, — est probablement la Porte ottomane. L'attitude de la Porte nous est à bon droit suspecte et la singulière aventure du *Goeben* et du *Breslau* n'est pas faite pour dissiper les soupçons qu'elle inspire. Cette fois encore, la place nous manque pour raconter, — mais elle est bien connue, — l'histoire de ces deux navires de guerre allemands qui, après avoir bombardé nos côtes algériennes, se sont réfugiés dans les Dardanelles et sont devenus turcs aussi facilement qu'on change un casque à pointe contre un fez. Ce tour de passe-passe n'a pas eu auprès de nous, — nous entendons par nous la France, l'Angleterre et la Russie, — le succès que semblait mériter son ingéniosité. L'incident s'est terminé à notre satisfaction : la Porte nous a priés de l'oublier et l'a qualifié elle-même de « déplorable ; » les deux navires ne prendront certainement pas part à la guerre, et, c'est tout ce que nous demandons quant à présent. Mais on sent un peu trop de quel

côté est le cœur de la Porte, et il est à souhaiter, — pour elle, — que des inclinations qu'elle ne dissimule pas assez ne lui fassent pas commettre une nouvelle imprudence, qui serait grave.

Telle est la situation actuelle dans ses traits généraux. La guerre n'est qu'à son début, et nous devons ceindre nos reins pour soutenir une longue lutte. Mais, puisqu'on parle si souvent aujourd'hui des « impondérables » et de leur valeur si appréciée par Bismarck, nous pouvons dire en toute sincérité que nous nous sentons soutenus par les sympathies de tout le monde civilisé. Il souhaite ardemment notre victoire. En dehors de la Porte peut-être, qu'on nous cite le pays neutre, petit ou grand, qui souhaite celle de l'Allemagne !

Nous regrettons bien sincèrement que nos intérêts vitaux, qui sont aujourd'hui en proie à une pénible épreuve et absorbent la plus grande part de nos préoccupations, ne nous permettent pas de parler de la mort du pape Pie X avec toute l'ampleur que mérite l'importance de l'événement. Mais la *Revue* reviendra certainement sur le pontificat qui vient de prendre fin, après avoir rempli une période de onze ans qui comptera dans l'histoire de l'Église et du monde.

La manière dont Pie X a été élu, à l'exclusion d'un autre candidat qui avait la faveur du conclave, mais non pas celle de l'Autriche, était pour le nouveau pape un mauvais début dans ses fonctions : hâtons-nous de le dire, les craintes qu'on aurait pu avoir sur l'impartialité et sur l'indépendance de Pie X n'ont pas tardé à se dissiper. Pie X était un prêtre très vénérable, qui avait vécu en dehors de la politique et a continué d'y vivre une fois élevé au souverain pontificat. Tout entier appliqué à ce qu'il considérait comme son devoir religieux, ignorant le monde, vivant dans la prière, il était trop différent de son illustre prédécesseur pour qu'on n'établît pas un contraste entre eux et qu'on ne fût pas tenté d'établir aussi une opposition entre leurs œuvres. Peut-être cette opposition était-elle plutôt dans la forme que dans le fond. Léon XIII était un prélat d'une grande vertu, mais il était par surcroît un grand esprit; il connaissait la politique, il l'aimait même parce qu'il y réussissait, et, s'il était très ferme dans la défense des principes fondamentaux et des intérêts dont la garde lui était confiée, il était souple, avisé, renseigné, sensible à l'opportunité, au choix du moment; il savait enfin pratiquer les ménagemens qui sont habituellement, sinon même toujours nécessaires dans la pratique des hommes et des choses. Mais Léon XIII avait duré vingt-cinq ans ! On se lasse de tout à la longue,

et il faut convenir que les meilleures qualités vont rarement sans quelques défauts. Les premières finissent par être moins senties que les seconds. Si on lit l'histoire, on y verra que l'Église, conduite par un sens supérieur, a établi souvent une sorte d'alternance entre les papes qui ont certaines qualités et ceux qui en ont certaines autres. Le prédécesseur de Léon XIII, le pape Pie IX, lui aussi, était un saint, et sa sainteté était mêlée à beaucoup d'esprit, ce qui lui donnait un grand charme, et à beaucoup d'intransigeance, ce qui n'était pas sans inconvéniens. Ces inconvéniens avaient été si bien éprouvés, — et comment ne l'auraient-ils pas été, puisque Pie IX a régné trente-deux ans? — qu'à sa mort, obéissant à cet instinct secret dont nous avons parlé, l'Église a choisi pour lui succéder un pape politique. Que fera le conclave de demain ? A quelle inspiration cèdera-t-il ? Continuera-t-il cette alternance judicieuse qui ne permet pas à un esprit exclusif, quelque respectable qu'il puisse être, de présider trop longtemps aux destinées de l'Église ? C'est ce qu'on saura bientôt, mais non pas tout de suite peut-être, car le Pape du lendemain n'est pas toujours le cardinal de la veille et, porté sur un siège si élevé, il est quelquefois amené à voir les choses à un point de vue un peu nouveau.

Pour nous, Français, qui ne pouvons ni d'ailleurs ne voulons influer sur lui en aucune manière, ce choix du Pape a une importance particulière. On a dit, et rien n'est plus vrai, que la France est une grande puissance musulmane ; mais il est encore bien plus vrai qu'elle est une grande puissance catholique, et même la plus grande de toutes. Le mot dans les deux cas a un sens tout politique ; il ne veut pas dire que notre gouvernement soit catholique ou musulman; il lui suffit d'être intelligent pour comprendre que l'intérêt de la France se rattache sur une infinité de points à des intérêts qui ont indissolublement un caractère politique et un caractère religieux. C'est parce que notre gouvernement ne l'a pas toujours compris que, au lieu de délier délicatement certains liens avec Rome, il les a rompus brutalement et n'en a pas depuis établi d'autres. Nous ne rechercherons pas si l'intransigeance pontificale n'a pas un peu contribué à ce résultat dont nous gardons la principale responsabilité. A quoi bon? Mieux vaut en ce moment faire de la politique que de l'histoire et nous demander ce qui peut nous rapprocher que nous remémorer aigrement ce qui nous a séparés. Le Pape futur pourra aider à ce rapprochement, qui sera plus facile avec lui qu'il ne l'était avec son prédécesseur, parce qu'il n'y aura contre sa personne aucune suspicion préventive; mais il faudra aussi que notre gouvernement s'y

prête, et il nous semble qu'après les épreuves que nous traversons et qui sont si propres à unir tous les Français, le rapprochement qui se sera fait entre eux en facilitera d'autres. Elle les facilitera... si on le veut et si on s'y prête. Pie X ne s'est jamais refusé à écouter les vœux de la France, il a demandé seulement que le gouvernement français voulût bien les lui faire connaître : il avait raison, et ce n'est pas en cela que nous l'avons trouvé intransigeant.

Quelque jugement qu'on porte sur son œuvre religieuse, aussi bien que sur son œuvre politique, tout le monde convient qu'elle a été d'une haute portée. Dans un siècle où le libre examen a été poussé si loin et où les esprits ont été si profondément modifiés par les influences ambiantes, il a rétabli le dogme dans sa rigueur littérale et resserré avec une grande autorité les liens de la discipline; il les a même tendus assez durement quelquefois, sans d'ailleurs les briser, car il a rencontré partout la soumission et l'obéissance. Les exemples du contraire ont été si rares qu'on peut les négliger. C'est un spectacle en un sens admirable qu'a donné l'Église dans le monde entier, et particulièrement en France. Elle sort de cette crise fortifiée au dedans, mais battue en brèche plus ardemment du dehors. Les fidèles sont peut-être plus fidèles, mais leur nombre a-t-il augmenté ? De pareilles questions exigeraient des volumes pour être résolues, à supposer même qu'on les puisse résoudre. Et nous devons nous arrêter. Contentons-nous donc de nous incliner respectueusement devant un pontife qui a eu souvent à diriger la barque de saint Pierre au milieu d'un violent orage et qui ne l'a pas laissé sombrer. Son humilité le portait d'ailleurs à croire que la barque, grâce aux promesses surnaturelles qui lui avaient été faites, n'avait pas besoin de lui pour échapper au péril.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

NOTES DE ROUTE

« J'étais là, telle chose m'advint. »

L'arçon d'une selle est un pupitre peu commode pour écrire, et j'ai dû attendre, avant de pouvoir griffonner ces notes de route, notre arrivée dans le charmant village de la Haute-Alsace où, soldat de 2e classe, je cantonne aujourd'hui 15 août.

Avant d'entrer dans mon sujet, avant d'essayer de faire revivre, par quelques notations brèves, ces heures intenses et joyeuses, mes lecteurs me permettront de leur présenter une requête. Je n'imaginais guère, lorsque je rédigeais pour eux ma dernière « Revue Scientifique, » que si tôt après j'aurais à leur donner des feuilles de route crayonnées le sabre au côté, tandis que la basse chantante du canon emplit l'horizon de sa grave musique. Ils voudront bien admettre, j'en suis sûr, qu'il y a des circonstances atténuantes à cette obligatoire confusion des genres. D'autre part, le premier devoir du chroniqueur scientifique est d'oublier complètement sa personnalité ; maintenant, au contraire, je ne pourrai faire de même, puisque ces lignes sont des *impressions*, c'est-à-dire les reflets dans une âme particulière d'événemens particuliers. Je parlerai, néanmoins, le moins possible de moi, juste ce qu'il faut pour qu'on n'oublie point que ces heures ont été vécues, que ces choses ont été vues, senties, c'est-à-dire des notations, à l'encontre des

écrits scientifiques, lentement « subjectives. » Qu'on me pardonne ce mot, que j'emprunte aux Allemands, mais nous avons bien d'autres choses à leur emprunter, et même à leur prendre...

LE DÉPART.

Ce que fut Paris dans ces jours, dans ces heures qui précédèrent la guerre, ceux qui ont eu le bonheur de le voir ne l'oublieront jamais. L'issue âprement disputée et discutée d'un procès fameux, l'assassinat absurde et navrant du tribun Jaurès avaient déferlé comme des vagues menaçantes et troubles sur la grande ville, et plus d'un se sentait la gorge serrée d'une angoisse à ces signes inquiétans de scandale et de division. Puis tout d'un coup la perspective de la guerre soudaine, inévitable, nivelle comme un grand coup de vent ces choses encore si proches et déjà si lointaines, et l'âme nationale se retrouve calme et unie comme une vaste plage de sable fin. Cette impression réconfortante me pénètre surtout tout entier le dimanche 2 août, premier jour de la mobilisation, veille de mon départ pour le front. J'avais hâtivement réglé mes petites affaires, — ce fut vite fait. — En prévision de toute éventualité, je profitai de ces dernières heures dans mon cher Paris pour aller respirer encore dans tous les quartiers le souffle de la grande ville, m'en bien pénétrer pour longtemps. J'ai parcouru les quartiers ouvriers, les milieux bourdonnans de l'antimilitarisme : le même calme, la même gaieté qui partout ailleurs illumine les yeux, ennoblit les visages. Ils sentent, ces simples, ces durs travailleurs, que la guerre qu'ils vont faire, c'est la grande, la définitive « guerre à la guerre, » et une farouche résolution les anime. Sur les boulevards, dont l'aspect est si étrange sans ses terrasses, sans ses autos, — ou presque, — même animation, même fermeté. Je rencontre des amis, beaucoup d'amis, presqu'à chaque pas, dans les rues ou dans les cafés, qui partent aussi le lendemain ou peu après, et les dialogues les plus drôles s'engagent, où l'esprit, s'il n'est pas toujours attique, ne manque jamais d'à-propos : « Au revoir à Munich, » dit l'un, installé devant un somptueux *demi* de bière brune couronné d'écume. — « Non, moi je vais jusqu'à Pilsen, je la préfère. » Comme ce dernier contact avec Paris m'a rasséréné ! On sent qu'un même péril a cimenté les cœurs qui se croyaient séparés ; maintenant, ils vont battre tous ensemble

du même rythme. C'est qu'il s'agit de sauver la douce France, sa langue, sa culture délicate et idéaliste malgré tout; il s'agit de rendre au monde tout entier la liberté de respirer, de penser, de progresser et de vivre; il s'agit de montrer aux barbares que la force a cessé de primer... et de brimer le droit. Cela, tous le sentent plus ou moins confusément, du plus humble ouvrier à l'intellectuel le plus raffiné, et c'est pourquoi on voit tous les Français soulevés par le même sentiment et comme unis aux grandes heures de la Révolution, de la « Patrie en danger. » — Quelle joie d'avoir vu ce miracle, et combien seraient à plaindre ceux qui, plus tard, retomberaient dans les ornières dont un coup d'aile vient de nous arracher!

Voici arrivé le grand jour du départ (lundi 3 août). Pourquoi parlerais-je du tranquille courage de mes vieux parens qui ont aujourd'hui trois fils à la frontière, l'aîné à Dunkerque, le second à Briançon, et l'auteur de ces lignes? N'est-ce pas pareil dans toutes les familles françaises, et surtout dans toutes les familles alsaciennes? On se quitte enfin. On a sorti les mouchoirs, mais seulement pour s'adresser de loin, en les agitant, un dernier « au revoir. » En route pour la gare de Lyon. C'est très difficile de trouver un taxi. J'ai vu dix fois de suite des chauffeurs — il n'en reste guère d'ailleurs dans Paris — refuser dédaigneusement à des passans la promesse de pourboires dépassant leur salaire d'une journée : « Je me moque des pourboires, je ne transporte que les réservistes. » Ayant justifié dûment de cette qualité, j'arrive enfin à la gare avec mon balluchon. Là, il faut quitter, avant d'entrer derrière les barrages gardés militairement, les amis qui vous ont fait escorte. Franchi ce barrage, on est *séparé* de ceux qu'on aime. Ce barrage est comme un couteau où va se trancher le dernier fil qui vous rattache aux douces choses habituelles. C'est le plus dur moment, mais combien vite oublié!

Un instant je me retourne, je pense au vieil Observatoire où j'ai passé tant de bonnes heures à travailler, à mes appareils, à mes travaux, aux secrets que j'aurais encore aimé arracher aux étoiles. Mais « la science sans conscience n'est que le trouble de l'âme. » L'univers avec ses merveilles, ses astres d'or, son immensité dans le temps et l'espace, ses transformations étonnantes, tout cela n'existe réellement que parce que cela est *pensé* par nous. « Tout ce qui n'est pas la pensée est le pur

néant, » a dit le grand Lorrain Henri Poincaré. Mais c'est tout justement pour la pensée et ses droits que nous allons nous battre, pour la liberté de mieux étudier, mieux connaître, mieux utiliser la nature. Nous allons briser le fardeau de fer qui pesait sur les épaules de l'humanité en marche, et nous hâterons ainsi l'avènement du jour rêvé par Henri Poincaré, où tous les hommes ou du moins beaucoup d'hommes pourront se livrer aux travaux de l'esprit. Qui veut la fin veut les moyens. Commençons par eux.

Me voici dans le train qui va me conduire à Besançon. Il est composé de wagons de marchandises munis dans le sens de la longueur de deux rangées de bancs soigneusement et très pratiquement ajustés et d'un wagon mixte de 1re et 2e. Ce train comporte une quarantaine de wagons. Il est bientôt plein de réservistes de toutes les classes sociales, qui avec son balluchon, qui avec une valise, qui les mains dans les poches. Il y a même, dans le wagon où j'ai réussi à me caser, deux jeunes femmes élégantes et simples, des parentes d'officiers supérieurs évidemment, car il leur a fallu montrer patte très blanche pour arriver sur les quais de la gare, à travers les employés affairés comme on ne les vit jamais, circulant avec leur brassard de mobilisation. Il n'y avait que peu de trains de mobilisés en partance à la gare de Lyon; un grand nombre des voies étaient inoccupées. J'eus bientôt l'explication du fait qui m'avait d'abord étonné, et même, l'avouerai-je? inquiété : c'est des stations suivantes, Bercy, Villeneuve-Saint-Georges, que partaient du P.-L.-M. presque tous les mobilisés parisiens, et c'était un réconfort de les voir au passage massés par milliers sur les quais, gais et alertes comme nous. Le train s'ébranle au son d'une *Marseillaise* spontanée et unanime qui vibre d'un bout à l'autre du convoi. Au sortir de Paris, voici la nuit qui tombe, il fait frais, il pleut, les gouttes fouettent les glaces des portières, mais à travers les sillons humides qu'elles y laissent et où tremble, au bas, une larme, nous voyons à chaque station, sous la flamme falote des réverbères, les stations gorgées de réservistes qui attendent leur train et saluent le nôtre en chantant. Voici maintenant le jour qui se lève tout de gris vêtu; il nous montre tout le long de la voie, calmes et stoïques sous la pluie, les territoriaux gardiens de notre sécurité. Tous n'ont pas des fusils dernier modèle, tous ne sont même pas encore

complètement équipés; il en est qui n'ont encore que le képi, d'autres que le pantalon garance; beaucoup ont torturé leurs épaules d'un vieux sac d'où la pluie ruisselle en cascade; il en est de très vieux, de plus de soixante ans certainement, qui ont été dès le premier jour offrir leur service pour garder un bout de voie. Ils nous regardent passer d'un air un peu las, — ils en ont déjà tant vu des trains descendre vers l'Est! — et nous sourient. Voici bientôt Dijon; nous passons près des Laumes-Alésia où la statue colossale de Vercingétorix nous voit défiler du haut de la colline où elle est posée, comme un souvenir riche d'espoir. Le vieux Gaulois nous a montré jadis l'exemple de l'héroïsme contre l'envahisseur. Plus heureux que lui, qui luttait pour la patrie, mais contre la civilisation, nous devons défendre à la fois l'une et l'autre. Combien d'autres pensées nous suggèrent ces lieux! C'est tout près de là que prend sa source la Seine, parure incomparable de cet incomparable creuset de pensée humaine : Paris.

Souvent nous ralentissons et nous garons un moment sur des voies latérales. C'est pour laisser passer les trains de troupes qui eux se succèdent à quelques minutes d'intervalles. Pendant ces haltes, les paysannes le long de la voie, les enfans, les bons vieux (les jeunes sont partis) nous apportent du thé, du sirop, du vin, nous tendent des bouquets et des branchages dont nous garnissons nos wagons. Si bien qu'au milieu du voyage notre train est tout orné de verdure fleurie. Jamais aucun train de luxe, jamais aucun train présidentiel ou royal ne m'a paru aussi somptueux, aussi riche que notre humble convoi de wagons de marchandises avec les branchages qui l'empanachaient et que de pauvres mains ont cueillis pour lui.

Tous les trains que nous dépassons ou qui nous dépassent, et avec qui le nôtre échange des chants, sont pareillement ornés, pareillement précédés d'une locomotive dont les lanternes sont coiffées de bouquets et où des mécaniciens noirs et joyeux « ouvrent l'œil et le bon. » J'en ai interrogé plusieurs de ces rudes ouvriers; ils fournissent un service qui les tuerait, si leurs nerfs n'étaient pas, comme les nôtres, tendus par une énergie divine : « Nous voudrions conduire encore vingt fois plus de trains chaque jour, » me disent-ils. Où sont les mauvais germes qu'on avait craint de voir se lever naguère, lors de la grève des cheminots?

A BESANÇON.

Nous voici à Besançon. La ville m'a paru d'abord beaucoup moins modifiée que Paris par l'état de guerre. C'est qu'on y voit toujours beaucoup de soldats et presque pas de voitures. Dans les vieilles rues si pittoresques et gaies avec leurs boutiques appétissantes, le long des quais du Doubs où les antiques maisons de l'époque espagnole ont tant de noblesse avec leurs arcades ininterrompues, c'est toute la journée la même animation qui donne tant de charme à cette ville. Les boutiques regorgent de toutes les marchandises possibles; on n'y a à aucun moment, comme à Paris, manqué de lait, de beurre ou d'autres choses essentielles. D'ailleurs, les alimens de première nécessité ont été, dès le jour de la mobilisation, tarifés par l'autorité militaire. Mais en dehors même de cela, il n'est pas un objet quelconque dont le prix ait augmenté et dont les magasins ne soient pourvus. — Une des raisons qui font aussi que Besançon m'a paru moins changé que Paris est le caractère des habitans : calmes, froids et décidés, naturellement, ils n'ont rien eu à modifier à l'attitude habituelle de leur âme pour devenir ce qu'il fallait en face du danger. Au contraire, les Parisiens se sont fait soudain un caractère « franc-comtois, » ce qui fut un grand changement. Pourtant, par suite de l'état de siège, les rares cafés de l'endroit doivent fermer à huit heures. Ils ne fermaient guère plus tard d'habitude. Ils ont d'ailleurs conservé leurs terrasses où fourmillent les buveurs de bière civils et surtout militaires, le soir.

Stendhal a dit, dans *Le Rouge et le Noir*, que « Besançon est une ville où les pâtissiers font fortune et les libraires faillite... » (je cite à peu près, de mémoire.) La première partie de cette appréciation est toujours vraie, et les pâtissiers du pays cher aux gourmets sont comme toujours bien achalandés, et on en voit presque autant que de marchands de vins dans certaines villes. Quant aux libraires, c'est une ruée chez eux d'officiers et de soldats qui viennent se munir de cartes, de dictionnaires franco-allemands (on ne doute pas d'avoir bientôt à les utiliser), etc.

Les Bizontins et leurs hôtes militaires se pressent surtout vers le soir aux abords de la vieille mairie, si curieuse avec ses

vieilles sculptures noires, et de la préfecture où on affiche les nouvelles officielles (car les journaux parisiens n'arrivent plus depuis quelques jours.) Mais la foule devient si nombreuse devant ces affiches qu'il faut renoncer à en approcher; un soldat alors les lit à très haute voix dans le silence religieux des assistans qui par moment acclament une joyeuse nouvelle : action de l'Angleterre, défense de Liége, etc. — Mais la voix de Stentor lui-même n'eût pas porté jusqu'aux derniers rangs de la foule qui, vers le soir et dès le second jour de l'apparition du « Bulletin des Communes, » se presse sur la curieuse place Saint-Pierre, entre l'église Renaissance si curieuse et la vieille mairie où on voit encore, sous l'aigle de Charles Quint, des inscriptions de l'époque révolutionnaire. Les autorités municipales ont eu alors une idée fort ingénieuse. Elles ont fait tendre au milieu de cette place, sur deux énormes poteaux, une grande toile blanche large de peut-être dix mètres de côté et, le soir venu, on y projette d'une fenètre de l'Hôtel-de-Ville, comme sur un écran de cinéma, les nouvelles que vingt mille yeux palpitans de curiosité peuvent lire ainsi en même temps.

Que de rencontres imprévues dans les rues : amis de Paris ou d'ailleurs qu'on n'a pas vus depuis des années et qui surgissent soudain au coin d'une rue, plus ou moins galonnés et empanachés! De joie, on en oublie parfois un instant le respect dû aux galons, et la hiérarchie s'efface devant la camaraderie. La façon dont les dizaines de milliers de réservistes et de territoriaux de toutes armes qui viennent se concentrer ici ont été équipés, habillés, armés, nourris, mérite l'admiration. Je n'eusse point rêvé un ordre pareil, une organisation aussi bien faite et aussi rapide, des prévisions si minutieuses et où rien n'a été oublié. Certes, chacun fait de son mieux, tous paient de leur personne au maximum, mais tout ne marcherait pas comme cela si la préparation n'avait été admirable. La confiance dans le succès final s'en trouve affermie.

Les employés de la poste, ceux des services civils circulent munis de leur brassard. Ceux de la ville ont un brassard aux couleurs belges (noir, jaune et rouge) : et de voir ici ces couleurs sœurs des nôtres, en un pareil moment, cause une joyeuse surprise, une émotion, aux non-initiés. Les autres savent que ce fait curieux est dû simplement à ceci que Besançon a les mêmes couleurs que la Belgique parce qu'elle appartint comme

les Pays-Bas à Charles-Quint et que son grand ministre, le cardinal de Granvelle, fut un Bizontin.

Je passe sur de menus incidens qui ne troublent guère les habitans : espions fusillés à la citadelle, auto fusillée pour avoir franchi les avant-postes placés aux portes de la ville sans donner le mot. J'aperçois un matin un long défilé d'autos de livraison des « Galeries Lafayette, » qui ravitaillent maintenant une division de cavalerie. O fanfreluches, « occasions, » mille riens qui passionnaient tant les Parisiennes, c'est par de gros quartiers d'appétissante viande qu'on vous a remplacés!

Presque chaque soir, des bataillons de chasseurs, des régimens formés dans la place traversent la ville, se rendant à la gare et le *Chant du départ*, cet hymne si beau, supérieur à mon sens à la *Marseillaise* elle-même, et celle-ci dont on ne se fatigue pas, sortent de toutes ces poitrines, rythmés par le martèlement alerte sur les pavés des pas que le sac plein à craquer et le fusil n'arrivent point à alourdir.

J'y ai été plusieurs fois, dans cette gare de Besançon-Viotte; j'y ai passé des heures attendant l'arrivée de mon frère affecté à un régiment de la place; quel spectacle réconfortant! Presqu'à chaque minute, avec une régularité admirable, venant de l'Ouest, venant de toute la France, des longs trains de troupes la traversent, fleuris et ornés de branchages, et des milliers de jeunes visages, artilleurs, alpins, cavaliers, fantassins, l'air frais et dispos comme s'ils ne venaient pas de passer de longues heures en wagon nous sourient, nous parlent, et nous envoient des chants. Dans les wagons de queue, les chevaux régimentaires solidement amarrés, leurs gardiens assis dans la paille au milieu d'eux, nous regardent aussi familièrement, déjà habitués à ces choses. Sur les wagons de marchandises, qui en majorité constituent ces trains de troupes, des artistes improvisés ont tracé des dessins humoristiques dans lesquels des guerriers à casque à pointe n'ont pas des attitudes brillantes. Des inscriptions joyeuses aussi. Je relève, sur plusieurs trains venant de diverses régions de la France, celle-ci, qu'une coïncidence sentimentale bien typique a fait répéter comme si on s'était donné le mot : « Train de plaisir. » Que de choses bien françaises, dans ces trois mots griffonnés partout à la craie!

Une chose par-dessus tout a donné dans ces journées à la ville une physionomie bien particulière : l'arrivée des Alsaciens.

qui, par milliers, viennent s'enrôler sous nos drapeaux et que de tous les points de la frontière voisine on dirige sur la place de Besançon. Un air d'allégresse les transfigure tous. Ils marchent en rangs serrés, au pas, déjà spontanément militarisés, malgré l'habit civil et le balluchon en bandoulière. Toute la journée, ils défilent agitant leurs casquettes, chantant la *Marseillaise*. Pour éviter des méprises dont ils pourraient pâtir à cause de leur accent alsacien (l'un d'eux a failli être écharpé, il y a peu de jours, dans un faubourg de Besançon), on leur a mis à tous au bras droit un brassard tricolore. Beaucoup ne parlent que le patois alsacien. J'en avise un dans la rue, un tout jeune à l'air candide. Je lui demande en son patois (que je connais fort mal d'ailleurs) d'où il vient. « De Mulhouse, » me dit-il. Il a dix-huit ans. Je lui demande pourquoi il n'a pas craint de venir s'engager ainsi au milieu de tous les dangers qu'il courait à passer la frontière et à ceux qu'il courra encore, et il me fait cette simple réponse dont il ne soupçonne pas la sublime tristesse : « Mutter ist gestorbe. (Je n'ai plus ma mère.) » Je le quitte, voulant rester sur l'impression que me cause ce mot.

D'ailleurs, il semble qu'en ce moment tout le monde a de l'esprit, du talent, du courage, de l'abnégation; l'égoïsme, toutes les petitesses courantes dans lesquelles on pataugeait semblent avoir disparu. Chacun s'oublie soi-même et se sent l'âme fondue dans quelque chose de grand. J'en arriverais presque à bénir la guerre, — n'étaient les douleurs qu'elle prépare aux mères, aux sœurs, aux fiancées, — à y voir, comme fit Joseph de Maistre, je ne sais quelle étincelle divine qui fait fleurir dans les cœurs toutes les bonnes semences. Et pourtant... la paix serait si douce si les hommes étaient un peu sages!...

Ces quelques jours de Besançon, je les ai occupés à m'équiper et à me laisser fêter par tous mes amis bizontins et aussi par tous les inconnus, militaires ou civils, dont l'œil est attiré sur mon uniforme de soldat de 2e classe par la croix que m'ont valu des circonstances où mon mérite entre pour peu de chose. Je me sens un peu honteux du petit scandale qu'elle cause, et il me semble qu'il s'agit maintenant de la mériter après coup au point de vue militaire.

Le vendredi 7 août, trois jours après mon arrivée, j'apprends

que la compagnie du génie à laquelle je suis affecté est désignée pour assurer la défense de Besançon et des forts environnans. Étant donnée la tournure que prennent les événemens, il est peu probable que la place soit attaquée avant longtemps. Les Allemands ne paraissent guère, en effet, en disposition de violer la neutralité de la Suisse. Le Kaiser n'a sans doute pas oublié la conversation qu'il eut avec un maire suisse lorsqu'il assista naguère aux manœuvres helvétiques. « Évidemment, disait l'empereur allemand avec son gracieux sourire, vous pouvez aligner 100 000 hommes pour arrêter 100 000 Allemands qui voudraient entrer en Suisse. Mais si j'en envoie 200 000, que ferez-vous? » Et le petit maire suisse de répondre : « Nous rechargerons nos fusils. » Cette allusion aux qualités de tir des Suisses a dû être méditée de l'autre côté du Rhin, et l'importance défensive de Besançon s'en trouve pour l'instant diminuée. Et moi qui avais rêvé d'aventures fabuleuses! Je suis un peu déçu; il faudra que je m'arrange pour partir coûte que coûte pour le front, ne fût-ce que par curiosité et amour de l'imprévu. On n'a pas tous les jours l'occasion de participer à une campagne aussi intéressante que celle qui s'annonce!

Justement, j'apprends qu'une unité de réserve montée part après-demain pour le front. Je ne dirai pas à mes lecteurs quelle est cette unité, ni quel est son rôle assez délicat, et de la sorte je pourrai, sans nuire en rien aux opérations militaires et conformément au règlement, leur nommer les étapes que je vais parcourir. — Après quelques démarches un peu audacieuses, en faisant valoir mes capacités équestres et ma connaissance de l'allemand, — et en exagérant quelque peu, — je réussis à me faire affecter à cette unité. O joie! En un tour de main, je suis déshabillé et transformé en cavalier, armé d'un sabre gigantesque, auprès duquel les sabres de combat en usage dans nos salles d'armes sont des fétus, d'un revolver impressionnant, guêtré de cuir, muni d'éperons qui sonnent sur le pavé. Quelques gens de ma connaissance se demandent bien quel est ce Frégoli, mais la plupart ne remarquent même pas la transformation. Il y a bien d'autres choses étonnantes, dont chacun a pris depuis quelques jours l'habitude de ne plus s'étonner. L'imprévu n'est-il pas devenu la règle?

JUSQU'EN ALSACE

Le dimanche 9 août au soir, nous nous embarquons, hommes, chevaux et matériel, à la gare de Besançon-Viotte. J'ai baptisé ma monture « Mars » qui est un nom à la fois guerrier et astronomique. Ce sera d'ailleurs un nom, si j'ose dire, dynastique, car je changerai quelquefois de monture dans l'avenir. Notre capitaine veille à tous les détails de l'embarquement. C'est un homme à la fois cultivé et énergique, l'allure étonnamment jeune; quoique quadragénaire, il a l'air plus alerte que le plus ingambe de ses hommes. Il a les qualités de décision et d'activité qu'il faut pour diriger une unité isolée. Il nous inspire confiance.

Après une nuit qui ne rappelle que de loin celles qu'on passe dans les *sleepings* de la Compagnie des wagons-lits, nous débarquons dans un petit bourg à quelque distance au nord de Belfort. Il fait une chaleur implacable, le ciel est d'un bleu sans tache; nous ne sommes pas encore très habitués au gros drap militaire et à toutes les sacoches, bidon, musette, courroies diverses que les cavaliers ont en bandoulière. Un bon bain froid dans la rivière de l'endroit nous a vite remis d'aplomb.

Il n'est pas utile de relater nos mouvemens pendant les jours qui suivent. Après l'étape sur la grand'route, c'est toujours l'arrivée au cantonnement où chaque escouade déploie des prodiges d'ingéniosité pour faire une bonne popote dans un pays sans ressources, et y réussit pourtant. Il faut dire que nous sommes abondamment et merveilleusement fournis sans cesse, par un service de ravitaillement automobile, de pain, de vin, de sucre et de café, de viande fraîche exquise. Quant à la pitance des chevaux, elle ne le cède pas à la nôtre. La fourniture des viandes nous est assurée d'une façon admirable chaque jour, de Belfort, par nos bons autobus parisiens dont les chauffeurs militarisés pilotent chacun sa voiture habituelle et la soigne avec amour. O Madeleine-Bastille, Contrescarpe-Place Pereire, et vous aristocratique Trocadéro-Gare de l'Est, qui eût pu prévoir, il y a un mois, que, démunis de vos banquettes, garnis tout du long de crochets de fer où pendent des demi-bœufs appétissans, vos glaces, enlevées et remplacées par de fins treillages de fer qui laissent passer l'air, et non les insectes, qui eût supposé, ô bons autobus,

qu'on vous verrait sitôt après courir sur les routes du Haut-Rhin, résistant admirablement à ces pérégrinations improvisées!

La soupe du soir cuit posée sur deux pierres sur un feu de brindilles en plein air; nos troupiers savent presque toujours faire un appétissant chef-d'œuvre : il y a toujours dans une escouade au moins un cuisinier de talent, et je gage qu'on y mange plus finement en moyenne que dans un mess de colonels allemands. Après la soupe, c'est, soit le couchage, soit la garde. Le premier a lieu dans un lit quand, par faveur spéciale, on en trouve un, plus souvent dans la paille ou le foin, le grand manteau servant de couverture. J'ai passé ainsi de fort bonnes nuits, et quand je me réveillais le matin au milieu d'un rêve relatif aux petites niaiseries où l'on vivait il y a encore quelques semaines, je me demandais en me frottant les yeux si ce rêve était fini ou bien s'il commençait. Une bonne ablution à l'eau fraîche et au savon le torse nu, à la proche fontaine, et on est plus dispos que si on sortait du lit de Louis XIV. Puis, c'est le bon café, le « jus, » comme on dit dans la langue technique. Il est toujours délicieux.

Les nuits de faction sont moins reposantes. Le sabre au clair dans le pli de l'épaule, le revolver chargé dans son étui, à dessein entr'ouvert, ce sont les cent pas mille fois répétés, sous les étoiles qui clignotent et ne reconnaissent plus leur humble serviteur, ou sous la pluie qui, comme par des gargouilles de drap, dégringole le long des plis du long manteau cavalier dont elle n'arrive jamais à traverser la merveilleuse étoffe. Parfois un pas qui s'approche, une auto qu'il faut arrêter, prêt à tirer si on ne donne le mot, rompent la mélancolique promenade. Sur les routes on relève aux auberges des enseignes pittoresques comme celle-ci : « Au pneu crevé. »

J'ai gardé un souvenir particulièrement charmant du cantonnement de Giromagny, petite ville du Haut-Rhin, posée au pied du Ballon d'Alsace, sur les derniers contreforts des Vosges, au bord de la trouée de Belfort où elle fait pendant à cette place forte. A notre arrivée, les habitants s'emparent positivement de nous; l'un m'emmène dîner, l'autre tient absolument à me loger; il en est qui nous offrent des couvre-nuques, mille friandises. Les braves gens qui m'ont accueilli, — je devrais dire : fait prisonnier, — de notables commerçans du bourg, ont pour

moi des délicatesses qu'on ne saurait imaginer. Leur maison a ce confort vétuste que l'on ne trouve plus qu'au fond des lointaines provinces; elle est « *heimlich*, » comme dit un mot que connaissent bien les Alsaciens, qui manque à notre langue et qui serait l'adjectif correspondant à « *home.* »

On sent qu'on les blesserait si on n'acceptait pas bénévolement tout cela, et si on avait seulement la pensée de vouloir les en dédommager. Aussi on se laisse faire. Dans ce cantonnement et les suivans, où nous étions assez près de l'ennemi et où la musique grave du canon était presque ininterrompue, les factions nocturnes avaient quelque chose d'assez impressionnant : tous les accès du village barrés par les grands chars à échelle du pays, mis en travers de la route, l'oreille attentive au moindre bruit, le revolver à portée du poing, on se sent tendu de tout son être vers le danger possible; l'intensité de chaque sensation en est décuplée.

Dans le bureau de tabac de la Grand'Place, la buraliste, qui tient absolument à m'offrir un cigare, me dit qu'elle était déjà là en 1870, dans le même bureau où rien n'est changé. « J'avais dix-huit ans, les uhlans sont arrivés par ce petit pont, là, en face; ils nous ont acheté du tabac qu'ils ont payé poliment. Mais, le lendemain, sont arrivées les autres troupes en masse pour l'envahissement de Belfort, qui ont dévalisé les maisons inhabitées. Nous logions trois réservistes allemands qui passaient leur temps à verser de vraies larmes sur leurs femme et enfants et à nous apporter de gros blocs de viande qu'il fallait cuire avec une sauce à la farine et beaucoup de pommes de terre. Après Villersexel, quand les autres sont arrivés, enragés, pillant tout, ils ont protégé notre maison en disant que nous avions la petite vérole... »

Réflexion d'une bonne femme entendue pendant que je monte la faction : « On n'est déjà pas pour si longtemps sur la terre et les Puissances nous massacrent. Si toute la terre était de même *(sic)*, ça n'arriverait pas. » Il y a du sens dans cette remarque si naïvement formulée. Arrivent les restans d'un bataillon du ***me d'infanterie, qui a été quelque peu éprouvé entre Cernay et Thann. Ils nous disent leurs impressions : j'en reparlerai quelque jour.

Le 13 août, un habitant me passe un journal de Paris de l'avant-veille, aubaine inespérée et longtemps attendue. Je n'y

apprends d'ailleurs rien d'essentiel que je n'aie lu quotidiennement dans le *Bulletin des Communes* qu'affichent régulièrement les mairies et auquel succédera pour nous, dans quelques jours, quand nous irons en Alsace, le *Bulletin des Armées de la République*. Vers quatre heures, deux aéroplanes allemands viennent planer au-dessus de nous très haut, filant vers Belfort. Immédiatement, le fort de Roppe envoie une quinzaine d'obus; on voit très bien, jusqu'au zénith, la flamme d'éclatement de ceux-ci et le petit nuage de fumée blanche très compact et persistant de plusieurs minutes que chacun d'eux laisse à l'endroit où il a éclaté. Ce sont des obus spécialement construits à cet effet, et ces petits nuages servent de repères pour régler le tir et assurer les coups suivants.

Les soldats regardent, et rient; les avions allemands ne paraissent nullement les impressionner. Le premier de ces avions ne paraît pas avoir subi de dommage et nous le verrons dans une demi-heure revenir vers l'Allemagne, ayant sans doute accompli sa mission et s'élevant très vite au-dessus de nous pour éviter les nouveaux obus qui le saluent au retour. Quant au second, il a été blessé par la première bordée et nous le voyons tomber assez vite à quelques kilomètres de nous. Morts ou vivans, ceux qui le montent seront pris dans quelques instans.

Au petit café du bourg où nous faisons la popote, trois artilleurs du ***me trinquent. L'un d'eux, au milieu de la conversation, me dit avec simplicité et sans tristesse apparente : « Mon frère est mort hier à l'hôpital de Belfort de deux balles reçues à Cernay. Nous sommes encore cinq frères sous les drapeaux. » Il semble trouver cela tout naturel, puis vide son verre d'un seul coup. Cette nuit, les projecteurs des forts voisins balayent le ciel de leur grand cône lumineux. Gare aux avions ennemis! Jupiter, à l'horizon sud, brille d'un éclat immobile au milieu des étoiles qui frémissent doucement. La Voie lactée est si apparente qu'on dirait un immense cumulus blanc et long qui barre le ciel. Nous couchons cette nuit-là dans une grange où le foin sent bon; les poules nous sonnent le réveil. Les bouches inutiles du village sont évacuées. Aux autres on distribue le pain soigneusement fractionné. Ils font une longue queue devant le poste.

Je profite d'une seconde de liberté pour monter au fort de

Giromagny où je connais un officier; une grande activité y règne. Réservistes et territoriaux s'initient au maniement des pièces. De là-haut la vue est merveilleuse, d'un côté sur le Ballon d'Alsace trônant tout dénudé au milieu des Vosges, et de l'autre sur la trouée de Belfort et une ville dont les cheminées fument au loin. Partout de vastes fumées d'incendies. Ce sont les forts qui dégagent leurs abords des arbres et des broussailles.

A l'heure des repas, à la T. P. L. G. (Tout pour la... bouche), petit groupe gastronomique fondé par des sous-officiers et où on a bien voulu me faire l'honneur de m'admettre, on se délasse des sévérités du service en laissant toutes bondes ouvertes au torrent joyeux des gauloiseries. Certaines sont réellement amusantes, mais leur caractère ne me permet, hélas! pas de les rapporter ici.

Voici deux sergens du génie chargés du ravitaillement de leur compagnie. L'un d'eux nous raconte que, lors de notre première entrée à Mulhouse, il a été reçu de façon admirable, et avec toute l'obséquieuse amabilité germanique, par une famille bourgeoise allemande composée du père, de la mère, d'une jeune fille, d'un jeune homme de dix-huit ans qui l'ont piloté toute la journée et comblé de mille gâteries. Le soir, quand il nous fallut momentanément et brusquement quitter la ville sous la poussée de forces supérieures, il vit le même jeune homme lui tirer de sa fenêtre un coup de fusil dans le dos. Sans commentaires!

Je remplace mes souliers décidément trop citadins et incapables de résister longtemps, par ceux d'un chasseur à cheval allemand de Mulhouse, qui était descendu pour faire le coup de feu dans une escarmouche et qui a suivi gentiment les nôtres jusqu'au cantonnement. Ces bottines toutes neuves étaient dans les sacoches de la selle; elles sont fort bien faites, cousues à la main, le talon cerclé de fer. Je voudrais bien les rembourser à leur propriétaire, mais comment faire? Le manteau du chasseur est d'un joli drap gris, mais qui comme qualité ne vaut pas les nôtres. Chacun essaie ce trophée.

Notre avant-dernier cantonnement avant d'entrer en pays ennemi est Anjoutey. Il y a déjà par là un certain nombre de tombes fraîches de soldats allemands. Nous voyons arriver quelques éclopés du ***me d'infanterie conduits dans un char échelle par un vieil Alsacien de quatre-vingts ans, à la figure

rasée et franche. Il ne parle que son patois. Nous leur donnons à lui et à eux un peu à manger sur notre ordinaire qui continue à être abondamment pourvu de nourriture fraîche. Ce sont presque des enfans. Ils ont l'air fatigué, mais une flamme dans les yeux. Ils se sont battus l'avant-veille près de Reppe. Notre canon de 75 a fait merveille. Des Prussiens qui s'avançaient en masse, en colonne par quatre, ont été fauchés par lui soudain et sont tombés ...toujours en colonne par quatre. L'un de ces petits soldats nous raconte que, parmi les monceaux de cadavres prussiens, il en a vu un resté debout sur ses jambes, figé et comme pétrifié par la mélinite dans cette attitude. Encore une nuit de faction nocturne sur un petit pont, et cette fois sous la pluie torrentielle. Les seules personnes que j'arrête sont des officiers et quelques gardes d'écurie. On regrette le chaud soleil. Le réduit où nous couchons sur la paille a servi à abriter la veille une dizaine de prisonniers prussiens. Déjà quelques chevaux crevés par-ci par-là.

Avant, on a fait la popote chez le cordonnier du pays. Il admire en connaisseur mes chaussures allemandes. Il nous parle de sa voix posée et calme, dans l'échoppe bien chaude, tandis que la pluie tambourine aux vitres. Il refait des talons à de vieilles chaussures tout en parlant, les coupe avec le tranchet, les ajuste avec la râpe, les cloue sur la bigorne posée entre ses genoux serrés, le dos un peu voûté pour avoir été penché trop d'années. Le cuir a une bonne odeur. Au mur une vieille pendule d'Alsace, des cuirs, des boîtes de clous. Il nous dit qu'un aubergiste de Bussang (côté allemand) qui avait miné la voûte de la route et avait avant de partir empoisonné son eau et son vin dont plusieurs dizaines de nos soldats furent malades à en mourir presque, a été repris et fusillé ici il y a deux jours. Il y avait encore ici un déserteur alsacien, sous-officier, fils d'un grand industriel allemand, qui dans son uniforme badois circulait librement parmi nos hommes et mangeait avec eux. Il a été dirigé vers l'arrière s'il veut s'engager chez nous. A un moment, un visage triste de paysan se colle derrière la vitre embuée. C'est un voisin. Il dit : « Ma mère vient de mourir. » Le cordonnier dit : « Ah ! » Là se bornent ses condoléances. Ces simples parlent moins qu'ils ne pensent. Un quart d'heure après, les cloches de l'église se mettent à sonner. « C'est pour le trépas, » dit le cordonnier. C'est l'usage

ici. Elles gémissent longtemps, plus d'une heure, et leurs sourdes notes de bronze sont tristes dans la pluie de ce pays vosgien.

Bonne nuit chez un paysan. Dans toute cette contrée, les lits sont faits de bizarre façon : pas de drap supérieur : il est remplacé par la face inférieure de la taie dont s'enveloppe l'édredon qui est quadrillé de bleu ou de rouge en dessus et blanche en dessous. Un motocycliste nous apporte le courrier. Il y a quelques lettres pour moi qui ont mis deux semaines à me parvenir.

Après une dernière étape qui nous dépose à la Chapelle-sous-Rougemont, par un temps gris de pluie fine, à travers un pays charmant de bruyères mauves que parsèment de minces bouleaux tordus, on voit beaucoup de troupes et de convois sur les routes. A la Chapelle, des alpins, des dragons, des artilleurs. Un jeune médecin-major me fait un récit émouvant du combat de Nider-Anspach. J'y reviendrai plus tard. Un va-et-vient continuel d'autos ambulancières pleines de blessés, la croix de Genève au vent, anime le village. Toutes les autos d'excursion des pays de tourisme, toutes celles des grands hôtels, ont été réquisitionnées pour ce service qu'elles assurent admirablement. Tous les « Splendide Hôtel », tous les « Continental, » tous les « Beauséjour », de Nice et des villes d'eaux ont là leurs autos et dedans des malades ou des blessés évacués sur Belfort et au delà. Ce service, comme ceux de l'intendance, fonctionne d'une façon étonnante.

Le 19 août, nous quittons la Chapelle. A un kilomètre de là, nous passons à côté du poteau frontière, une petite pyramide de granit qui est renversée sur le bord de la route, la pointe vers le côté allemand Sur le dessus, le mot FRANCE est gravé dans la pierre. Quant au DEUTSCHLAND qui doit lui faire pendant, il est invisible, écrasé sous la lourde masse de pierre, dans la boue du chemin... Nous sommes en Alsace.

CHARLES NORDMANN,
Soldat de 2e classe.

(A suivre.)

LE PONTIFICAT DE PIE X

Le pape Pie X a rendu à Dieu l'une des âmes les plus religieuses qui aient imprimé une direction aux affaires de l'Église sur cette chaire apostolique où tant de grands et de saints pontifes se sont assis. Au printemps de l'année dernière, la santé de l'auguste vieillard avait subi une atteinte grave dont il semblait qu'elle ne se fût pas complètement relevée. On l'avait vu se dresser encore pour prononcer, en imposant la barrette à de nouveaux cardinaux, une de ces allocutions où ses idées et son caractère apparaissent quelquefois mieux que dans les actes solennels de son pontificat. Et, chez un homme dont on sentait décliner les forces, cette affirmation énergique de ses tendances et de ses convictions ne pouvait qu'impressionner.

Le début de la guerre coïncidait avec le onzième anniversaire de l'élection qui avait conféré à Giuseppe Sarto, désormais Pie X, fils d'humbles paysans de Riese, dans la Marche de Trévise, la plus haute puissance morale de l'univers. Et le Pape, qui avait tenté vainement un appel à cet autre vieillard, l'empereur d'Autriche, dont l'intervention s'était montrée au conclave de 1903, voulut élever à cette occasion sa voix affaiblie pour une exhortation à la paix qu'on n'entendit point. Dix-sept jours plus tard, le Père commun de ceux qui s'entr'égorgeaient sur des champs de bataille, ayant béni, à Rome, des séminaristes partis pour des armées adverses, ayant ouï parler d'atrocités sauvages, de curés fusillés, brisé par l'âge, l'usure, la maladie, les émotions, expirait, après une brusque rechute, dans une chambre au sommet du Vatican. Son agonie brève s'achevait, dans la prière, dans le sacrifice de la vie du pasteur pour son troupeau, au bruit loin

tain de tout ce fracas meurtrier, pendant la nuit du 19 au 20 août 1914, tandis que près de lui l'assistaient des prêtres, les deux sœurs qui lui restaient avec une nièce, son fidèle entourage vénitien.

On a dit que, contraint d'abandonner la lagune et son pays aimé de Venise sans espoir de retour, il aurait désiré revenir au moins reposer sous le *bel san Marco*. Il avait modifié depuis ses intentions, réglant avec précision ce qui concernait ses funérailles et sa tombe. Il avait défendu qu'on l'embaumât; il avait choisi le lieu définitif de son repos dans les grottes vaticanes, ces galeries qui s'étendent sous Saint-Pierre, à l'entour et en avant de la Confession. Et il s'est trouvé que Léon XIII, son prédécesseur dont le sépulcre est vide à Saint-Jean-de-Latran, dormait encore dans la tombe provisoire, au-dessus d'une porte, où l'on hisse traditionnellement le pape mort, quand la dépouille de Pie X a passé pour descendre aux *Grotte vecchie*. C'est la partie la plus basse de la crypte aménagée par des papes constructeurs du vaste édifice, de Paul III à Paul V, qui garde, sous ses voûtes sans architecture, les vestiges et le pavé de l'ancienne basilique, des monumens divers de l'histoire et de la papauté. Des débris, des inscriptions, des sarcophages, des statues, sont aux parois, le long des murailles de ces souterrains sombres et parfois étroits.

C'est dans ces catacombes que, le soir du 23 août, quatrième jour après sa mort, Pie X est allé attendre l'heure du réveil universel. On a procédé aux cérémonies rituelles de la mise en triple bière, ce pendant que les chantres entonnaient les répons liturgiques, des motets chers au restaurateur de la musique sacrée. Puis le cortège s'est formé pour mener le pontife à travers la nef illuminée cette fois, la nuit tombée, sous la majestueuse coupole, sous le baldaquin du Bernin, jusqu'au seuil de la Confession. Et l'on vit le pape Pie X disparaître mystérieusement dans la crypte, près du tombeau de l'apôtre, comme s'il s'enfonçait dans les profondeurs de l'histoire.

*
* *

Les onze années du pontificat de Pie X marqueront pour l'Église à la suite des pontificats de Pie IX et de Léon XIII qui ont duré respectivement trente-deux et vingt-cinq ans. Beaucoup plus court, le règne de Pie X, monarque sans royaume qui

ne voulait pas avoir de politique, n'aura pas été moins important. Et ces trois quarts de siècle, qui embrassent trois pontificats avec leurs alternances, leurs réactions, leurs changemens de direction, forment une chaîne qui unit fortement Pie IX, Léon XIII et Pie X. Avec eux s'ouvre une ère, dont on ne saurait dire quand elle sera terminée. La force et l'autorité dont ces trois papes, si différens par l'esprit et le caractère, ont été revêtus dans l'Église apparaissent très grandes.

Le pontificat de Pie IX, c'est la diminution, puis la fin du domaine temporel; c'est plus encore l'extension continue du pouvoir spirituel et du pouvoir moral de la papauté. Pie IX, aimable et séduisant, ardent et familier, orateur enjoué, impétueux et touchant, conquiert les cœurs. Et le culte du Pape s'installe, grâce à lui, dans la dévotion des fidèles, pendant que, par ses actes, l'autorité du Pape grandissait partout. Nulle part ces progrès et ce triomphe de la Papauté n'éclatent mieux qu'en France où, sous l'action de Pie IX, aidée par les circonstances, disparaissent les derniers vestiges de l'esprit gallican. Et la même année, à deux mois de distance, voit la proclamation, à Rome, par un concile, de l'infaillibilité doctrinale du Pape et l'écroulement de son règne temporel. Et huit ans plus tard, Pie IX, enfermé dans son Vatican, entouré de la vénération exaltée du monde catholique, insouciant de trouver l'indifférence ou l'hostilité chez les gouvernemens que sa politique de mysticisme intransigeant n'a pas gagnés à l'Église, meurt à Rome en même temps qu'y meurt le premier roi d'Italie.

Après lui, le pontificat de Léon XIII continue et achève Pie IX en paraissant le contredire quelquefois : c'est le rapprochement et l'entente avec les gouvernemens, sauf un seul; c'est l'extension du pouvoir moral de la Papauté et de son prestige dans le monde. Léon XIII a compris la situation et les conditions nouvelles de la Papauté, le rôle qu'il lui serait possible de jouer; il a revendiqué ce rôle sans renoncer à la revendication matérielle, nécessaire, selon lui, pour mettre la Papauté en état de l'exercer (1). Jusqu'où, dans sa pensée, allait cette revendication matérielle, il n'a jamais eu à le dire expressément. La véritable et profonde dissidence entre Léon XIII et l'Italie portait sur la conception toute différente qu'ils se faisaient de la

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er août 1903, le très bel article de M. Georges Goyau sur *Le Pape Léon XIII*.

Papauté. Pour l'Italie, la Papauté restait la puissance italienne qui devait toujours servir le pays qui l'avait dépossédée. Pour Léon XIII, la Papauté était et devenait de plus en plus la puissance mondiale et universelle. Il pouvait être vrai que l'Italie, en lui prenant un petit territoire, avait contribué à la pousser dans cette voie. L'unité italienne, avec Rome capitale, si elle ne visait pas à l'asservir, la Papauté devait avoir pour conséquence de la désitalianiser. Le caractère dominant du pontificat de Léon XIII, c'est le souci qui ne l'a jamais abandonné de montrer et de mettre la Papauté en contact avec le monde, de lui ouvrir les larges horizons, de lui attirer partout des sympathies. Qu'il se soit ou non mêlé une part de rêve et d'illusion, même, si l'on veut, quelque recherche de gloire personnelle, aux idées généreuses et nobles d'un Léon XIII, il n'en est pas moins vrai que ce sont elles surtout qui ont fait la grandeur du nom laissé par lui dans le monde et qui l'ont imposée bien au delà du cercle de ses fidèles. Un écrivain italien, que la politique italienne de Léon XIII ne pouvait satisfaire, mais qui avait aussi l'esprit noble et généreux, Antonio Fogazzaro, a marqué ce trait admirablement dans une simple phrase : « Il a forcé, disait-il du Pape au lendemain de sa mort, à penser à lui non seulement ceux qui ne croyaient pas en son autorité, mais encore les hommes qui avaient une autre foi, et même les hommes qui n'avaient point de foi. »

***

Le 31 juillet 1903, s'ouvrait le conclave qui devait désigner le successeur de Léon XIII. Un tel pontificat, par sa durée, par les directions et les idées qui l'avaient marqué si fortement, par toutes les questions de politique qu'il avait soulevées, ne pouvait manquer de laisser après lui des mécontens. Il y avait des gens pour critiquer les tendances larges et les idées; d'autres se plaignaient que la préoccupation politique eût trop absorbé. La politique italienne du Pape mort et son attitude à l'égard de l'Italie n'avaient pas été sans déplaire à certains catholiques italiens. La politique anticléricale française, qui, sourde à la voix du bon sens et de l'intérêt national, avait répondu si mal aux avances d'un Pape exceptionnellement disposé pour la France, était alors à son apogée : elle servait d'argument puissant contre la politique de Léon XIII, qui paraissait avoir

échoué. Il y avait enfin la Triple Alliance et ses efforts, prêts à tout pour exercer et modifier une politique qu'à tort ou à raison elle jugeait avoir travaillé contre elle. Le *veto* de l'Autriche, qui venait atteindre le cardinal Rampolla, était l'expression de toutes les défiances éveillées contre le fidèle secrétaire d'État de Léon XIII. Mais est-ce le *veto* autrichien qui a été la vraie cause de l'élection de Pie X? Nous croyons plutôt qu'il faut la chercher dans l'idée très répandue alors qu'il fallait un Pape « religieux, » comme on disait alors, un Pape étranger à la politique, même étranger à la curie romaine, l'évêque d'un diocèse italien et d'un diocèse situé dans l'Italie du Nord.

Ce fut le cardinal Ferrari, archevêque de Milan, qui le premier prononça le nom, appuyé par son collègue de Turin, du cardinal Sarto, que l'on murmurait faiblement avant le Conclave. Deux cardinaux de curie, d'abord le cardinal Agliardi, puis le cardinal Cavagnis, tous deux originaires de Bergame, devaient le recueillir. Un autre cardinal de curie, qui était de l'Ombrie, le cardinal Satolli, parut le découvrir et se fit l'agent le plus actif de la candidature Sarto. On a remarqué plus d'une fois depuis que les premiers champions de l'élection du cardinal de Venise n'avaient pas toujours semblé complètement d'accord avec toutes les directions du pontificat de Pie X.

Tous les témoignages montrent le cardinal Sarto, au conclave, recueilli dans les larmes et la prière, ému, accablé, protestant de son indignité. Il fallut recourir à la pression de vives instances pour emporter, vers la fin, le consentement de son humilité. Ce qui emporta toutefois les dernières résistances du prêtre, ce ne sont pas les insistances de ses collègues les cardinaux, c'est le sentiment d'un grand devoir. Quand le matin du 4 août, le scrutin proclamé, les cardinaux s'avancèrent vers lui, quand le doyen prononça la formule : « Acceptes-tu? » le futur Pape épuisé, tremblant et pleurant, répondit d'abord par les paroles du Christ aux Oliviers où il est question du calice et de la volonté divine. A une seconde interrogation, il se redressa pour déclarer d'une voix plus assurée : J'accepte ; je me nomme désormais Pie X.

***

On a dit souvent de ce Pape qu'il puisait ses inspirations au pied de son crucifix. On a dit et répété qu'il était le Pape

de l'absolu, dédaigneux du réel, insouciant des pures contingences humaines. Il y a sans doute une part de vérité dans de telles assertions qui peuvent rendre raison d'un certain nombre de ses déterminations. Elles ne suffisent pas à les expliquer toutes, car Pie X n'a pas toujours été le Pape de l'absolu : en ce qui concerne l'Italie, il s'est inspiré plus d'une fois de la réalité. Pour le bien comprendre, il faut remonter à ses origines.

Il est l'homme d'un milieu dont on ne saurait exagérer l'influence sur lui. Ce milieu si particulier, il y est né, il y a grandi, il y a passé soixante-huit années jusqu'au moment de le quitter dans les regrets, pour la solitude du Vatican. Forcé de vivre là dorénavant, en sa qualité de chef suprême de la hiérarchie et du monde catholique, il continue de vivre, plus qu'avec son entourage officiel, avec ses deux secrétaires vénitiens, auxquels il accorde sa vraie confiance. Près de lui, il a ses sœurs qu'il a fait venir ; elles ne tiennent plus le ménage du Pape, comme celui de l'abbé, du prélat, du cardinal ; mais il les voit souvent. Avec elles et ses fidèles compagnons, il parle encore le cher dialecte !

Ce dialecte vénitien, l'un des langages les plus gracieux et aimables, se nuance suivant les régions. Pie X, né à Riese, élevé au gymnase de Castelfranco, séminariste à Padoue, vicaire à Tombolo, curé à Salzano, chanoine, directeur du séminaire et chancelier de l'évêché à Trévise, évêque de Mantoue, patriarche à Venise, a habité successivement des régions diverses dans la Vénétie de terre ferme et de la lagune. Il n'existe de lui qu'une biographie originale et documentée et cette vie, écrite au commencement du pontificat, s'arrête au moment où commence celle que l'histoire retiendra. Elle peut bien souvent servir à la faire comprendre. La première vie du pape Pie X, beaucoup plus longue que l'autre, est si unie et si simple, si dénuée de grands événemens, que ce gros volume, mal composé, mais si curieux, est surtout la peinture, et c'est son intérêt capital, de tous les milieux vénitiens qu'a traversés Pie X et parmi lesquels il s'est formé (1).

Le village de Riese où le futur Pape est né, le 2 juin 1835, de Jean-Baptiste Sarto et de Marguerite Sanson, est un « pays »

(1) *Papa Pio X, nella sua vita e nella sua parola*, 1 vol. in-4°, 720 p., Benziger, 1905. L'ouvrage, orné de très nombreuses illustrations, a pour auteur Mgr Marchesan, professeur au séminaire de Trévise, où il a été l'élève du Pape.

minuscule dans la province et le diocèse de Trévise, entre Castelfranco et Asolo, château pittoresquement assis sur les contreforts des *prealpi*. Le petit paysan Giuseppe Sarto s'en allait à pied chaque matin, à sa classe de Castelfranco, sept kilomètres de route blanche bordée d'ormeaux à travers les cultures de cette campagne riante qui s'étend entre la montagne et la lagune. L'humble village de Riese, l'humble maison natale de Pie X, à côté de l'auberge *Alle due Spada* où l'on était servi par les siens, où l'on pouvait, l'été, causer avec les sœurs venues de cette Rome où le retenait sa papauté, tout cela pouvait rappeler à un visiteur de France les origines de tant de membres de notre clergé. Une vie pauvre et droite, la piété et le travail, les fortes vertus familiales, la charité pour les plus pauvres et le respect naturel pour ceux qui sont au-dessus, voilà l'héritage que Pie X a trouvé. Et c'est à peu près l'héritage qu'il a laissé. Cette famille, restée toujours pareille, il a refusé de l'élever. Le « népotisme, » depuis longtemps disparu à Rome, a semblé une chose encore plus complètement périmée sous le pontificat de Pie X. Très loin de Rome, à quelque distance de Riese, on pouvait, jusqu'à ces derniers temps, rencontrer sur la route un ecclésiastique, son gros parapluie sous le bras. C'était le propre neveu du pape, don Parolin, curé-archiprêtre de Possagno, patrie de Canova, petit endroit montagneux et charmant, archiprêtré fort peu brillant. Dans un autre siècle, celui-là eût été le « cardinal-neveu » occupant la place du cardinal Merry del Val et remplissant ses fonctions qu'il eût peut-être remplies très bien.

L'enfant de Riese, l'écolier de Castelfranco obtint une bourse au séminaire de Padoue où il poursuivit toutes ses études. Rentré dans son diocèse de Trévise, « chapelain, » puis curé dans deux bourgades rurales, il y fit, dans un petit cercle, l'apprentissage des hommes en commençant d'exercer son zèle sacerdotal. Ce zèle et les vertus du prêtre, il les cultiva ensuite chez lui et chez les autres à Trévise, en récitant l'office dans une stalle cathédrale, en dispensant au séminaire l'enseignement religieux et la direction spirituelle, tandis que des postes administratifs à l'évêché lui montrèrent le côté pratique des réalités ecclésiastiques. Les recommandations de plusieurs évêques et du cardinal Parocchi le désignèrent pour l'évêché de Mantoue : il y passa neuf années dans le gouvernement d'un

diocèse réputé difficile où il y avait à organiser et à réformer. Réformateur, administrateur ferme et sévère, inflexible sur la tenue extérieure et morale de son clergé, soucieux aussi de celle des églises et s'intéressant déjà à la musique sacrée, tel il apparaît à l'évêché de Mantoue, comme à Venise, et, plus tard, à Rome. Il est créé patriarche de Venise en juin 1893, en même temps qu'il reçoit le chapeau. Mais il ne vint occuper le siège qu'au mois de novembre de l'année suivante. Une longue contestation avec le gouvernement italien, qui réclamait pour lui un antique droit souverain sur la nomination du patriarche, se dénouait par un accord de fait sur le choix du Saint-Siège. En revanche, le Saint-Siège remplaçait des Lazaristes français par des capucins italiens dans la Mission de l'Érythrée.

L'entrée solennelle dans Venise qui l'acclame, par le Grand Canal pavoisé, c'est sans doute le plus beau jour dans la vie de Giuseppe Sarto, c'est celui où il ne pleura point. Le siège patriarcal de Saint-Marc est pour le paysan de Riese l'échelon suprême, inespéré, de cette carrière ecclésiastique toute vénitienne dont il a gravi les autres par une ascension continue à l'ombre du campanile qui domine et borne son horizon. Ce campanile qu'il pouvait distinguer jadis par les temps clairs de son pays de terre ferme, il l'a vu crouler un jour, et cette chute a pris pour lui, comme pour le peuple de Venise, les proportions d'un cataclysme historique. Il n'a pas vu celui qui a été relevé à sa place ; il envoya sa bénédiction de Rome, pour la Saint-Marc de 1912, après avoir voulu payer la refonte des cloches du carillon. Pour la Saint-Marc de 1903, bien peu de temps avant de perdre des yeux cet horizon, il avait béni la première pierre et prononcé à cette cérémonie officielle, que présidait un prince de la maison de Savoie, un discours patriotique et religieux, très significatif de ses sentimens vénitiens et italiens.

A Venise, il a pu concevoir et pratiquer une politique qu'il a favorisée depuis chez les catholiques d'Italie. Le jour de son entrée, sur le Grand Canal, un édifice n'était pas décoré, celui du municipe anticlérical. Quelques mois après, les élections substituaient à celle-ci une municipalité « clérico-modérée, » à l'avènement de laquelle le patriarche ne s'était pas caché de travailler. Il commençait à Venise des choses qu'il devait pousser plus loin sur un plus vaste théâtre : réforme de la musique, de la discipline, guerre implacable aux nouveautés. Dans les rap-

ports avec le monde catholique italien, il contractait des amitiés et des inimitiés que, les unes et les autres, il n'a pas oubliées. Affable aux petits et aux grands, largement charitable, bon avec des traits d'intransigeance accusée, avec cette nuance de sensibilité qu'on relève parfois en Italie dans le caractère vénitien, qui n'exclut pas, dans ses effusions émues, une certaine sévérité, très aimé de tous, chez les laïques peut-être un peu plus que parmi le clergé, il était figure populaire à Venise. Moins connu dans le reste de la péninsule et à Rome en dehors de quelques autres religieux, il était ignoré du monde; il avait jusqu'ici vu le monde dans ce cadre vénitien.

***

Rien ne lui était moins familier que Rome; à soixante-huit ans, au cours d'une longue carrière, il y était à peine venu en passant. Il semblait garder à l'endroit des pratiques et des habitudes romaines une sorte de méfiance instinctive. A l'encontre de ses prédécesseurs Pie IX et Léon XIII, qui étaient aussi ou avaient été longtemps des évêques de diocèses, mais qui, formés à Rome, imprégnés d'esprit romain, ayant exercé des fonctions diplomatiques et politiques, n'avaient guère perdu Rome des yeux, surtout le dernier, ce monde romain lui était complètement étranger.

La conception romaine des choses de l'Église, appuyée ici sur l'histoire et les traditions, c'est une part accordée, sans altérer la majesté de l'édifice, sans fléchir la rigueur du dogme et de la discipline, à l'élément humain dans le domaine religieux. L'Église romaine, dépositaire d'une doctrine et d'une règle morale, est aussi un gouvernement qui, comme tel, admet le système de ne point s'abstraire des conditions parmi lesquelles vivent et meurent les hommes.

Des âmes pures, ardentes, intransigeantes, supportent parfois avec peine de telles combinaisons, qui souvent ont apporté de la paix et du bien au monde. C'est une combinaison que le Concordat de Bonaparte et de Consalvi. Rome a hésité et pesé avant d'accepter; Rome a accepté. Qui dira, sans parler de bienfaits d'ordre différent, ce qui a pu pousser d'œuvres de piété et de vie religieuse à l'ombre du Concordat? Ce Concordat, qui n'était pas pour l'Église sans inconvéniens, ce n'est pas Pie X qui l'a dénoncé; c'est d'un autre côté, pour lequel il avait tant

d'avantages, qu'est venue la rupture. Pie X, intransigeant certes sur plus d'un point, inflexible sur ce qu'il juge essentiel pour l'Église, rejette-t-il partout les combinaisons de l'ordre politique et humain ? Il ne paraît pas toujours exact de l'affirmer.

Il faut distinguer, suivant les domaines, ceux où l'intégrité de la doctrine ne lui semblait pas engagée, parfois aussi, suivant les pays, ceux qu'il connaissait mieux et où il était naturel qu'il fût un peu plus sensible aux contingences. Voici un pays, l'Italie, que Pie X connaît mieux que les autres et dont il s'est soucié davantage. Il n'a pas fermé les yeux aux contingences italiennes. Et s'il est vrai que, pour quelques-uns au moins de ceux qui l'avaient choisi, le désir qu'on en tienne compte soit entré en jeu, il n'a pas déçu complètement leurs espérances. Il n'a pas tranché la question qui importait le plus aux Italiens, conformément à leurs affirmations nationales et à la façon dont s'est constituée leur unité. Il a eu soin de réserver et même de formuler au besoin les protestations du Saint-Siège. Mais il était visible que la revendication du pouvoir temporel laissait personnellement Pie X indifférent. Il était né et avait grandi dans une province encore sujette de l'Autriche; son patriotisme l'avait vue avec joie rattachée à l'Italie unifiée. Sensible à l'intérêt national, il avait eu des relations courtoises avec des fonctionnaires du royaume; il a continué à les accueillir. Il avait rendu ses devoirs aux souverains et aux membres de la famille royale. Une de ces histoires que se plaît à colporter l'imagination italienne, où il entra parfois quelque vérité morale dans l'inexactitude matérielle, l'a fait se retrouver mystérieusement, un soir, avec la reine Marguerite au Vatican. On a rapporté qu'il disait en parlant : *notre* armée, *notre* flotte. A-t-il dit *notre* roi ?

D'autres allaient plus loin ; il les arrêtait, il ne les a pas condamnés ni contredits formellement. La question la plus grave et la plus agitée depuis longtemps était celle de la participation des catholiques italiens à la vie publique. En maintenant l'interdiction officielle de prendre part aux élections politiques, en refusant d'abolir pour elles le *Non expedit*, la prudence avisée de Léon XIII, qui froissait en Italie bien des gens, tenait surtout à écarter l'idée du parti catholique qu'il jugeait ailleurs gênant, qu'il devait juger bien plus gênant encore et plus dangereux en Italie. Pie X a cherché aussi à empêcher la formation du parti catholique, mais en favorisant l'entente élec-

torale des catholiques avec les élémens qui pouvaient les aider dans la lutte contre les partis antireligieux. Par là, on entrait dans la politique italienne, ce que Léon XIII avait voulu éviter. On déclarait qu'il pourrait y avoir des « catholiques députés, » mais non des « députés catholiques : » nuance subtile. On recommandait de voter surtout pour les autres, les évêques restant juges, maîtres de donner l'investiture et de décider de la dispense du *Non expedit*. Le résultat d'un système un peu compliqué a été l'intervention de plus en plus avouée et étendue des catholiques dans les élections; c'est en réalité leur entrée, qu'il est impossible d'arrêter, dans la politique de l'Italie.

Un rapprochement de fait, plus fort que les protestations et les contestations qui venaient le contredire, s'est établi entre l'Italie et le Saint-Siège, avec le pontificat de Pie X. Et ce rapprochement tacite ne caractérise pas moins ce pontificat pour l'histoire que l'intransigeance doctrinale qu'il a si catégoriquement affirmée. Il a été facilité par nos fautes sans que nous ayons eu le droit et la possibilité de nous plaindre des avantages que l'Italie devait en retirer. Une politique moins aveugle et bornée que celle de la République aurait compris que, pour le jour où le Saint-Siège et l'Italie se rapprocheraient d'une façon quelconque, plus encore dans le cas probable d'un rapprochement indirect, à peine sensible au spectateur lointain, il serait pour nous bien grave de n'être plus représentés auprès du Vatican, de n'être plus en état de causer avec Rome et d'y défendre les intérêts français. Le rapprochement s'est sans doute opéré de lui-même par l'action lente, par le contact et la pénétration des hommes et des milieux. L'histoire dira dans quelle mesure il aura été l'œuvre du pontife qui ne s'y est pas opposé.

Ce caractère italien restera la marque du pontificat de Pie X. Plus d'une des mesures que Pie X a prises, plus d'une de ses directions pour l'Église lui ont été peut-être suggérées par ce qu'il savait de certains milieux italiens. Si l'intransigeance mystique qu'on a voulu noter chez lui, en négligeant trop quelquefois le sens ferme et pratique qu'il a manifesté à côté, n'est pas, à première vue, une vertu spécifiquement italienne, l'Italie trouve chez elle plus de facilités pour s'en accommoder. Et Pie X connaît ici la plupart des hommes directement. Pour quelques-uns, dont il lui était impossible de suspecter la foi et

la piété, il a eu des ménagemens qu'il n'a pas toujours eus pour des personnalités éminentes dans d'autres pays. Tel religieux aux idées larges et généreuses a gardé sa confiance et a reçu d'importantes missions. Et tels autres, atteints par un blâme et des mesures du Saint-Siège, n'ont pu s'empêcher de garder quelque sentiment pour le pontife italien. Sentiment touchant et au fond légitime. Pie X a rendu service à l'Italie.

L'Italie sceptique et l'Italie officielle n'ont pas cessé, malgré les difficultés de détail et les témoignages d'une intransigeance qui ne les touchait guère, de regarder d'un œil sympathique le pontificat de Pie X. L'Italie a fini par revendiquer, après sa mort, la gloire italienne d'un Léon XIII ; elle n'a pas eu de peine, sentant qu'elle lui devait de la reconnaissance, à adopter Pie X de son vivant.

***

Il y a, chez Pie X, un écrivain et un orateur italiens qu'il est bien intéressant d'étudier. L'italien d'un Léon XIII, qui a tant excellé, dans ses lettres, à faire dire de grandes choses à la majesté de la langue latine, c'est un italien académique qui peut sembler celui d'un membre de « l'Arcade. » L'italien du pape Pie X est plus direct ; il révèle son esprit, il jaillit quelquefois de son cœur. Il faut lire, dans le texte original, telle allocution aussi importante par sa signification que des actes plus solennels. Il faut lire telle encyclique que le Pape a rédigée lui-même en italien, notamment ces deux lettres sévères, *Il fermo proposito*, *Pieni l'animo*, qui fixent des règles pour l'action catholique et populaire en Italie. Il n'est pas indifférent de lire ainsi l'encyclique *Gravissimo*, qui condamne et repousse définitivement la loi française de séparation. On a fait remarquer très justement que, dans l'italien, langue où il a été d'abord écrit, on aperçoit mieux les sentimens qui inspirent ce document (1).

Si l'on voulait voir là une simple marque du fait que Pie X a moins connu la France que l'Italie, il faudrait se demander aussi à qui incombe surtout la faute de ce qu'il n'ait pu la connaître davantage. C'est un grand malheur que son avènement ait coïncidé avec le plus haut point de notre politique anti-

(1) Maurice Pernot, *La Politique de Pie X.*

cléricale, qu'une maladresse diplomatique, divulguée au milieu de querelles misérables, ait suffi à amener la rupture de nos relations avec le Saint-Siège, qui nous était si préjudiciable. On se rappelle les considérations avec lesquelles a été faite la loi de séparation. Cette loi, préparée dans des intentions de guerre, améliorée trop faiblement par de courageuses initiatives et par les retours d'un rapporteur avisé, restait l'instrument qu'après des délais et des interventions dont on n'a pas perdu la mémoire, le Saint-Siège devait interdire aux catholiques français d'accepter. L'état de choses qui a suivi, avec l'admirable soumission des catholiques de France, leur généreux sacrifice des ressources matérielles que la loi leur laissait, rentre dans l'ordre de ces ensembles complexes et vastes, où le jugement de l'historien sent la nécessité de s'élever, comme cette détermination du pape, confirmée et complétée par d'autres, au-dessus des petites contingences. Pour juger les résultats de la politique religieuse de Pie X en France, il faut se placer peut-être à la hauteur où il s'est lui-même placé. Tous ne se sont pas élevés avec lui aussi haut; l'Église de France s'est trouvée en butte à des attaques, exposée quelque temps aux coups d'une campagne de presse qui a été une triste page d'histoire romaine. Les intentions du Pape, qui s'en est aperçu, avaient été défigurées par des serviteurs compromettans. Ceux-ci n'avaient que trop compris le parti qu'ils pouvaient tirer de l'esprit de soumission inconditionné et sans réserves à l'égard de tout ce qui venait ou paraissait venir de Rome, auquel les circonstances avaient disposé les catholiques français. Cet esprit, assez différent de celui que montraient souvent d'autres catholiques, les évêques de France n'ont pas semblé faire beaucoup pour l'éclairer et le retenir.

L'histoire aura à tenir compte de responsabilités nombreuses et très diverses, si elle veut apprécier avec équité les conditions religieuses de la France sous le pontificat de Pie X. Les catholiques français ont subi les conséquences de la rupture des relations diplomatiques : ils ont paru quelquefois traités à Rome comme s'ils y avaient été pour quelque chose. Pie X, qui n'a certainement pas voulu ce traitement, n'a été pour rien non plus dans cette rupture, qui a eu des effets désastreux, de quelque côté qu'on l'envisage, soit pour les intérêts religieux, soit pour les intérêts nationaux. Pour ces derniers, on commence enfin à s'en apercevoir. De la situation qui sortira de cette terrible guerre,

comme de celle qu'on est en droit d'attendre du nouveau pontificat, on peut espérer ces deux biens : le rétablissement des rapports avec Rome, un statut pour l'Église de France. Quand ce statut verra le jour, il faudra dire que l'attitude et la soumission des catholiques, leurs efforts méritoires dans une position difficile, auront contribué à le préparer. Et Pie X, qui, à maintes reprises, a protesté de son amour pour la France, lui aura rendu le service de fondre au creuset de l'épreuve, par son inflexible fermeté, les forces résistantes et vivaces du catholicisme français.

***

Parmi tous les pays du monde où s'est exercée l'action du pontificat de Pie X, nous noterons, quoique trop brièvement, l'importance et les difficultés particulières qu'ont présentées les affaires de l'Allemagne. Pour les longs antécédens qui expliquent les récentes affaires catholiques allemandes, il n'est pas besoin de rappeler ici la série si complète et minutieusement documentée des fortes études de M. Georges Goyau. Pie X a trouvé le Centre qu'avait trouvé Léon XIII. Il l'a trouvé plus fort en tant que parti politique. Il a trouvé chez les catholiques un particularisme plus vigoureux et plus développé qu'ailleurs. Il a trouvé l'impérialisme allemand, cette ardeur d'expansion, ce besoin de conquêtes qui, dans un pays en majorité protestant, ont employé aussi l'élément catholique à satisfaire les instincts de domination de l'Allemagne.

Des questions générales que posait partout le pontificat de Pie X se posaient ici d'une façon spéciale et elles ne s'y résolvaient pas toujours comme ailleurs. C'était par exemple la question de la confessionnalité des syndicats ouvriers qui mettait aux prises les deux tendances dites de Berlin et de Cologne, celle-ci la plus forte et la plus étendue représentant la politique du Centre et ces syndicats mixtes ou « chrétiens » qui permettaient aux ouvriers catholiques de s'associer avec des protestans. Pie X devait naturellement favoriser la tendance intransigeante, celle des syndicats exclusivement confessionnels ; il a été obligé de ne pas le faire d'une manière absolue, et de déclarer plusieurs fois que, s'il préférait les autres, il ne condamnait pas les syndicats mixtes.

Les mesures prises par le pontificat de Pie X contre le « mo-

dernisme » ont pu aussi mettre en lumière la force du particularisme allemand et la nécessité où se trouvait Rome de le ménager. On a vu un nonce dire d'abord que l'encyclique *Pascendi* n'avait pas été écrite pour l'Allemagne; plus tard, sur l'intervention des pouvoirs publics, les professeurs d'universités allemandes ont été dispensés de l'obligation de prêter le serment « antimoderniste. » Et quand une autre encyclique, celle du centenaire de saint Charles Borromée, où des expressions vives traitaient fort mal les réformateurs protestans, eut soulevé des tempêtes, il fut entendu, cette fois par une déclaration publique, sur des réclamations officielles, que l'encyclique borromienne n'existait pas pour l'Allemagne. Plus tard, enfin, tandis que le décret sur l'âge de la première communion excitait de l'émotion en France où il bouleversait les habitudes, l'Allemagne l'accueillait sans protestation, avec le ferme propos d'en tenir le compte qu'elle voudrait. Ainsi, sur plusieurs points, dans cette Allemagne à laquelle le Pape avait manifesté de la bienveillance, qui a paru obtenir souvent sous son pontificat un traitement de faveur, les directions de Pie X et la politique de Pie X rencontraient des résistances qui les arrêtaient.

***

« Nous déclarons que, dans l'exercice de notre pontificat, notre but unique est de tout restaurer dans le Christ, *instaurare omnia in Christo.* » Ainsi s'exprimait Pie X au lendemain de son élection, dans sa première encyclique, citant une parole de l'apôtre qu'il aimait à répéter. Avant d'être Pape, en effet, dans sa première lettre au clergé vénitien, il citait cette même parole et il professai qu'il ne fallait jamais « peser les jugemens ou discuter les ordres du Pape pour ne pas faire une injure directe à Jésus-Christ... La société est malade... L'unique refuge, l'unique remède, c'est le Pape. » Devenu le Pape, dans son humilité absolue, il n'a pas modifié sa conviction. Et c'est là en effet tout le programme, toute la signification de son pontificat.

Pontificat intransigeant et aussi pontificat réformateur. Il n'y a point là contradiction, s'il y a peut-être l'un de ces contrastes qui marquent le caractère du pontificat de Pie X. Il est nettement réformateur dans l'ordre purement ecclésiastique.

Réformateur d'abord du chant sacré et de la musique d'église, la première des réformes qu'il ait commencée à peine installé dans la chaire de saint Pierre. L'idée est fort belle, les principes posés d'une admirable justesse, si l'application n'a pas donné, même à Rome, tous les résultats qu'il attendait. Réformateur de la dignité du temple et de la maison de Dieu; réformateur souvent très énergique de la tenue, des habitudes et de l'éducation du clergé. L'œuvre entreprise, sous ce rapport, en Italie, est importante; on peut dire que, pour quelques régions au moins, celles du Centre et du Midi, il aura été vraiment le Pape de l'Italie du Nord.

La refonte et la codification, poussées très avant, du droit canonique, la réforme accomplie des Congrégations romaines sont des œuvres considérables qui resteront liées, pour l'histoire, au pontificat de Pie X. Sur ce terrain, la fermeté de l'ancien administrateur de diocèse, ici médiocre admirateur de l'antique et majestueux édifice romain, a eu raison de l'esprit de curie. Le système du gouvernement de l'Église par les Congrégations, s'il avait dû se modifier sous l'action des changemens et par la suppression du pouvoir temporel, n'avait pas été touché dans son ensemble depuis Sixte-Quint. La loi organique de Pie X supprime des Congrégations; elle en crée ou en renforce d'autres; elle délimite les attributions et les compétences; elle établit une justice curiale régulière; elle fixe le travail et les traitemens des employés. C'est une révolution dans un petit monde, c'est une centralisation effective, très forte, au profit de la Consistoriale dont dépendent les évêques et dont le Pape se réserve la présidence. C'est une révolution au profit de la Secrétairerie d'État, de qui relève désormais la congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires à laquelle sont rattachés de nombreux pays d'Europe et d'Amérique soustraits à la juridiction de la Propagande.

Le bénéfice de cet accroissement de pouvoir retombait sur celui dont les circonstances et le choix du Pape avaient fait un très jeune cardinal et un secrétaire d'État. On a posé souvent la question des influences exercées auprès de Pie X. Il n'est pas douteux que toutes les déterminations importantes ne puissent être attribuées qu'à lui seul, influencé ou non par des renseignemens du dehors et par des conseillers. Comme conseillers, il a eu, pour la politique, le cardinal Merry del Val, pour la théo-

logie et les affaires religieuses, le cardinal Vivès, disparu récemment, le cardinal De Lai, dont le crédit avait semblé grandir beaucoup dans ces dernières années, et qui était devenu secrétaire de la Consistoriale. Près de lui, il avait toujours ses deux secrétaires vénitiens.

*
* *

Réformateur pour l'organisation ecclésiastique, le pontificat de Pie X se montre, et plus encore, intransigeant pour tout ce qui touche à l'enseignement doctrinal de l'Église. Sa principale préoccupation, dominante de plus en plus, aura été de préserver cet enseignement de toute infiltration de l'esprit et des erreurs modernes. Il semble au Pape, qui a pris pour cela tant de précautions, qu'il n'en a pas encore prises assez. Un catholique italien, qui a approché souvent Pie X, le marquis Filippo Crispolti, a raconté que, dans une audience où il exprimait cette idée que le pontificat avait fait beaucoup pour combattre le modernisme et pour l'atteindre, Pie X lui avait répondu simplement en branlant la tête : « Croyez-vous? » Pie X n'est pas théologien; d'un esprit ferme et d'un bon sens parfois avisé dans les questions pratiques, d'une piété ardente, d'une foi mystique, il écoute les théologiens et, avec eux, les inspirations de sa prière et de son crucifix. Et cette lutte contre l'ennemi terrible, perfide, insaisissable, qui lui paraît s'être insinué jusqu'au sein même de l'Église, est un spectacle émouvant, si l'on se place, pour la voir, dans l'âme du pontife qui la livre. Le laïque respectueux ne se sent ni le droit, ni l'envie d'entrer dans ces débats qui échappent à sa compétence. Plutôt qu'exposer de graves actes du pontificat de Pie X ayant trait à cette bataille antimoderniste, on préfère relever deux discours du Pape qui marquent le commencement et la fin de ces combats, avec, entre eux, sept années de pontificat (1).

Tous deux ont été prononcés pour l'imposition de la barrette cardinalice à de nouveaux membres du Sacré-Collège. Cette cérémonie, à laquelle Pie X a donné un importance qu'elle n'avait pas auparavant, était pour lui l'occasion d'allocutions familières, parfois véhémentes, qui avaient plus de signification

(1) Texte original italien, dans l'*Osservatore romano* des 19 avril 1907 et 28 mai 1914. Pour l'Encyclique *Pascendi*, on peut s'en tenir aux réflexions si complètes qui ont paru dans la Chronique de cette Revue (1er octobre 1907).

que l'allocution officielle du Consistoire faite à tous les cardinaux. Parmi ceux auxquels a été adressée la première, il y avait des cardinaux qui ont obtenu, a-t-on dit, et comme on l'avait annoncé, des voix assez nombreuses au conclave. Parmi ceux qui ont reçu la seconde, il y avait celui qui est aujourd'hui le successeur de Pie X.

L'allocution du 17 avril 1907, quand elle éclata, inattendue, à Rome, fit un effet énorme dans les milieux religieux. Depuis bientôt quatre années que durait le règne de Pie X, on avait vu poindre les signes précurseurs d'une guerre dont on était loin de soupçonner l'extension qu'elle prendrait. L'avènement du Pape avait trouvé les esprits agités par des discussions passionnées sur des matières graves, où bien des idées troubles et hardies semblaient se faire jour, où la temporisation diplomatique de Léon XIII avait évité de rendre des arrêts. Pie X commença par des condamnations retentissantes et on sentait qu'il ne s'en tiendrait pas là. Il était ému, disait-on, par ce qu'on lui avait rapporté des séminaires d'Italie où les idées nouvelles avaient pénétré. C'est alors que, dans l'allocution à ces cardinaux, tous italiens, sauf l'un d'eux, il se dresse publiquement, pour la première fois, contre le « modernisme. » Il ne lui donne pas encore ce nom, il le dénonce déjà comme « ce qui n'est pas une hérésie, mais le résumé et le suc vénéneux de toutes les hérésies, ce qui tend à saper les bases de la foi et à anéantir le christianisme. »

Ce n'était que l'annonce de tout ce qui allait suivre. Peu de temps après, paraissait le décret *Lamentabili*, le « Syllabus » du modernisme dont il cataloguait un certain nombre d'erreurs. Le 8 septembre, était publiée l'encyclique *Pascendi*. C'est un vaste document collectif dans l'histoire de l'Église; on peut y détacher, pour la psychologie personnelle du Pape, le portrait satirique du « modernisme, » où s'excite la verve d'un pontife que, dans son sens simple, choquent et indignent tant de détours et de subtilités. Et il faut mettre à part, en les attribuant à son esprit pratique, les « remèdes » de la fin, tout cet ensemble de dispositions minutieuses qui établissent dans l'Église un régime sévère de surveillance et de répression. Ce système, renforcé bientôt par le *Motu proprio* du 18 novembre, *Præstantia*, puis par d'autres mesures parmi lesquelles nous ne citerons que celle du « serment antimoderniste, » devait faire naître certaines

craintes. Il semblait, sans que la droiture et la hauteur de vues du Souverain Pontife eussent prévu ce résultat, introduire dans l'Église l'esprit de suspicion et de délation que des gens exploiteraient pour satisfaire leurs rancunes, ou même comme moyen de parvenir. Enfin on condamnait ou l'on arrêtait bien des choses qui ne paraissaient pas toujours aux profanes relever directement de la théologie.

Dans les derniers temps, un mouvement de réaction, d'abord timide, qui avait pris peu à peu de la force et de la consistance, s'était produit. Il s'était manifesté, dans des revues dirigées par des Pères de la Compagnie de Jésus, par des documens émanés de membres de l'épiscopat de divers pays. Une protestation s'élevait contre la tendance des catholiques qui s'intitulaient « intégralistes, » dénonçant à leur tour ceux qui dénonçaient et attaquaient tout le monde. Et, aux yeux des « intégralistes, » les jésuites étaient suspects. Les cardinaux promus au récent consistoire apparaissaient la plupart ennemis de l'intransigeance ; quelques-uns s'étaient signalés dans la campagne contre l' « intégralisme. » Sur ces entrefaites, le Pape adressait à ces cardinaux, qui recevaient de sa main la barrette, l'allocution du 27 mai, aussi inattendue que celle d'il y a sept ans. Au bout de ce temps, elle lui répond, elle la complète, et, semblant aujourd'hui achever une période d'histoire, elle peut apparaître, ainsi qu'on l'écrivait au moment où Pie X venait de la prononcer, comme un testament.

Des hauteurs mystiques où il est parvenu, le Pape ne voit plus que la lutte que mènent le mal et l'erreur contre l'Église, et celle qu'il a lui-même, sans trêve ni merci, menée, au nom de l'Église, contre l'erreur et le mal. C'est un rappel de tout ce qu'il a fait, de toutes les tendances qu'il a combattues. Et c'est aussi des allusions à ceux qui discutent ou interprètent les intentions du Pape. Ces inquiétudes qu'autour de sa chaire, il sent monter, il les repousse sur un ton qui n'est plus celui de l'irritation et de la colère, mais d'une inflexible et mélancolique fermeté. C'est surtout cette allure de tristesse grave qui donne au document son caractère de grandeur et de beauté. On oublie cette intransigeance qu'il semble approuver, ces dénonciateurs auxquels il paraît donner raison. On ne voit que l'Église universelle avec son chef qui se lève pour dire sa foi. Et si on songe qu'il est sur le point d'aller se présenter devant le Dieu qui lui

a confié ce troupeau, et que va éclater dans si peu de temps la plus formidable des humaines mêlées, comment ne pas être ému de cette invocation où il peut affirmer, à la fin, l'unité de l'Église et de la chrétienté : « Prions le Seigneur Jésus-Christ, qui a lié et scellé de son sang l'universelle fraternité du genre humain, d'unir par notre moyen les intelligences et les volontés de tous dans une concorde si parfaite que tous les fils de l'Église soient une seule chose entre eux, comme il est, Lui et le Père ! »

Ceux auxquels Pie X adressait ces paroles, avant d'aller dormir dans les grottes de Saint-Pierre, étaient des prêtres appartenant à des nations qui aujourd'hui s'entre-déchirent et peut-être demain s'entre-déchireront davantage. Ils sont revenus à Rome pour élire le successeur de Pie X. Et celui qui recueille l'héritage apporte la tradition de Léon XIII et du cardinal Rampolla. Puisse sa voix dans l'Église et, s'il peut, dans le monde, être une voix de paix !

L'histoire d'Église ne se clôt pas comme les autres ; les jugemens y sont à plus longue portée. Rien ne s'y perd : la prière du pontife agenouillé dans l'oratoire compte comme une politique aux grands desseins. La piété fervente d'un Pie X, sa foi mystique dans l'absolu, sa haine de l'erreur, le rassemblement de forces opéré dans le catholicisme sont des élémens que l'histoire a le devoir d'apprécier. Et, pour saluer ici deux Papes, celui qui s'en va et celui qui vient, l'histoire trouve ces mots chantés par des anges à la naissance du Sauveur : Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté !

***

LA
DÉFENSE ÉCONOMIQUE DE L'ANGLETERRE

Les Anglais sont des financiers et des négocians de premier ordre. Ils viennent de le prouver une fois de plus par les mesures qu'ils ont prises, avec une décision et une promptitude remarquables, en vue d'assurer le fonctionnement du gigantesque mécanisme qui fait de Londres l'un des centres principaux des affaires internationales. L'explosion soudaine de la guerre continentale a surpris la Cité; l'entrée en scène du gouvernement anglais a achevé de lui montrer la grandeur de la lutte et l'énormité des risques encourus. La Bourse a été fermée; quatre jours ont été déclarés fériés, de façon à laisser aux esprits le temps de se calmer et aux autorités responsables le loisir de préparer l'ensemble du programme destiné à remettre en mouvement la machine économique brusquement arrêtée. Nous examinerons successivement ce qui a été fait pour la banque, le commerce, la Bourse et le budget.

I

Il est naturel de commencer par la banque. C'est elle en effet qui forme la charpente de l'édifice. C'est par son intermédiaire que se règlent non seulement les transactions entre Anglais, entre Anglais et coloniaux sujets britanniques, entre Anglais et étrangers, mais encore, dans des cas nombreux, entre étrangers, qui prennent Londres comme centre de liquidation. Ils ont des comptes ouverts dans la Cité et soldent leurs opéra-

tions par des transferts enregistrés sur les livres des banques de dépôt (*Joint Stockbanks*). La raison principale de cette situation exceptionnelle est que l'Angleterre est restée invariablement fidèle à l'étalon d'or; elle n'a permis à aucun moment, depuis la fin des grandes guerres du début du XIXe siècle, qu'un doute s'élevât sur la valeur de son unité monétaire. Jamais la livre sterling n'a cessé de représenter un poids d'or certain; toujours le billet de la Banque d'Angleterre a été remboursable en or, et cela d'autant plus aisément qu'une loi d'émission très rigoureuse (*Bank Act* de 1844) ne permet de créer des billets, au delà d'une somme de 18 millions de livres (450 millions de francs), représentée par une dette du Gouvernement ou des rentes immobilisées, que proportionnellement aux rentrées de métal dans les caisses de la Banque. Londres est le grand marché international de l'or. De tous les points du monde, les mines lui expédient leur produit : une fraction en est retenue en Angleterre, la majeure partie se distribue parmi les autres pays, selon les cours des changes, selon les positions internationales de débiteurs et de créanciers, selon la politique des grands instituts d'émission, toujours désireux d'accroître leur encaisse. En ce moment même, les arrivages de métal jaune n'ont pas cessé; mais l'or reste à Londres, au lieu de se répandre, comme en temps normal, dans un grand nombre de directions.

Ce n'est pas pour l'or seulement que la Cité est le marché régulateur. Grâce au régime du libre échange, dont, malgré les efforts de feu Chamberlain, la Grande-Bretagne n'a pas voulu se départir, une foule de matières premières, objets d'alimentation, métaux, laines, cuirs, cotons, arrivent à Londres et à Liverpool, et s'y vendent aux enchères à des époques régulières, ou bien au comptant au fur et à mesure des arrivages, ou encore à terme, en des bourses organisées à cet effet. C'est ainsi que le cours de l'once d'argent, de la balle de laine, de la tonne de cuivre, de la livre de coton, coté en Angleterre, sert de baromètre universel pour ces matières. Il arrive que des Américains achètent en Angleterre des marchandises produites dans leur propre pays et qui leur sont réexpédiées par des navires anglais. Car, de même que les Anglais ont su créer chez eux un vaste marché pour tant d'objets divers, ils ont, grâce à leur marine, réussi à monopoliser en partie les transports, non seulement

ceux de leurs importations et de leurs exportations, mais aussi ceux de marchandises expédiées d'un pays ou d'un continent à l'autre : ils interviennent pour fournir les vaisseaux destinés à amener à l'acheteur étranger l'objet vendu par un autre étranger. C'est à des centaines de millions de francs que s'élèvent les frets ainsi perçus annuellement. Ces sommes, jointes à celles que les Anglais touchent du chef des coupons des titres coloniaux et étrangers qu'ils possèdent, leur permettent de solder l'écart normal qui sépare leurs importations de leurs exportations de marchandises; ils en achètent en effet chaque année plus qu'ils n'en vendent. Pour que cet immense mouvement d'affaires se poursuive, il est indispensable que les paiemens soient effectués sans le moindre retard. Ils s'opèrent presque exclusivement par l'intermédiaire des banques dépositaires des fonds de leur clientèle : elles ne cessent de virer d'un compte à l'autre les montans des transactions quotidiennes. Les règlemens, à la seule chambre de compensation de Londres, dépassent 1 milliard de francs par jour.

L'immense édifice repose sur une base qui a paru quelquefois étroite; mais l'organisation de la Banque d'Angleterre, au cours des 70 ans qui nous séparent de la date à laquelle elle reçut sa charte nouvelle, a, malgré tout, fait ses preuves. La Cité a connu des jours sombres, notamment en 1857, 1867 et 1890 : chaque fois la panique a été de courte durée. Les adversaires du système lui adressent le reproche suivant : à trois reprises, disent-ils, il a fallu suspendre la loi qui limite l'émission des billets et autoriser la Banque à dépasser le maximum légal. Nous répondrons que deux fois l'annonce de cette mesure législative a suffi pour ramener le calme sur le marché; la troisième fois, le chiffre des billets créés en excès a été insignifiant, et, dès la semaine suivante, il était revenu au chiffre normal : il n'existe aux archives de l'établissement qu'un seul bilan, celui du 18 novembre 1857, dans lequel il se soit écarté des prescriptions originaires. Il est vrai que chaque fois la Banque a dû élever son taux d'escompte à une hauteur insolite : mais, au bout de peu de temps, elle revenait à un niveau modéré.

C'est ce qui vient de se produire encore au moment de la déclaration de guerre. Le jeudi 30 juillet, l'escompte, qui était à 3 depuis le 29 janvier, a été élevé à 4; le lendemain il était à 8,

et le surlendemain, 1er août, à 10. Mais, dès le 6 août, il était ramené à 6, et le 8 août à 5 pour 100. Ces fluctuations violentes indiquent qu'à la première minute, la Banque a dû se protéger contre des demandes d'escompte qui eussent dépassé ses forces et aussi contre les retraits d'or qui en eussent été la conséquence. Grâce à une série de mesures habiles, elle a pu, en huit jours, abaisser de moitié le taux maintenu pendant cinq jours seulement à 10, et le ramener à 5 pour 100, c'est-à-dire 1 pour 100 seulement au-dessus de ce qu'il était à la veille de la guerre. Le gouvernement a émis des billets de 10 shillings (12 fr. 50) et d'une livre sterling (25 fr.), destinés à faciliter les transactions quotidiennes. Il a garanti la Banque d'Angleterre contre toute perte pouvant résulter de l'escompte de traites acceptées, soit dans le royaume, soit à l'étranger, antérieurement au 4 août. La Banque s'est aussitôt déclarée prête à escompter des effets de la catégorie indiquée, en renonçant à exercer aucun recours contre le cédant et en promettant à l'accepteur de lui donner délai pour le paiement, moyennant un intérêt supérieur de 2 pour 100 au taux courant de la Banque. C'est la première fois dans l'histoire qu'on voit la Banque travailler avec la garantie du Trésor. Dans des crises antérieures, elle avait été couverte contre les risques par des syndicats de banquiers, mais jamais encore les circonstances n'avaient été assez graves pour nécessiter et justifier l'intervention de l'État.

Voici le texte de l'avis publié à cet égard par la Trésorerie : « Le Chancelier de l'Échiquier a, depuis plusieurs jours, été en communication constante avec le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, les banquiers, les accepteurs et les principaux négocians : il a recherché avec eux les moyens de fournir au pays les facilités bancaires dont il a besoin en ce moment. Les arrangemens définitifs ont maintenant été pris, de façon à mettre un terme à l'arrêt qui s'était produit sur le marché monétaire et à permettre au commerce de reprendre son cours normal. La plus grande difficulté provenait de ce que Londres avait cessé de recevoir des remises de la province et de l'étranger. De là une chute dans le cours des changes et un refus absolu des banques d'escompter le papier comme à l'ordinaire. »

Les banques pouvant, grâce à la garantie gouvernementale, céder une partie importante de leur portefeuille à la Banque d'Angleterre, sont en mesure de consentir de nouvelles avances

à leur clientèle. Il s'agira maintenant de déterminer les maisons faisant métier d'accepter des traites, à mettre leur signature sur de nouveaux engagemens. Il se passera quelque temps avant que les conditions normales soient rétablies sous ce rapport.

Une autre mesure qui facilitera les échanges est celle en vertu de laquelle les Américains qui auraient de l'or à envoyer en Europe sont autorisés à le déposer au crédit de la Banque d'Angleterre, entre les mains du Ministre des finances canadien à Ottawa. Il en sera de même dans l'Afrique du Sud, où les banques locales recevront l'or pour compte de la même Banque. Ceci permettra de prompts règlemens et évitera les dangers et les frais de transport à travers l'Océan.

La marche des principaux chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre depuis la fin du mois de juillet résume d'une façon saisissante l'histoire du marché monétaire de Londres au cours de cette période dramatique :

Actif.				(Millions de livres sterling)	Passif.			
29 juillet	août 19	août 26	août		29 juillet	5 août	19 août	26 août
38	28	38	44	Encaisse or				
47	65	95	110	Portefeuille et avances.				
				Billets en circulation. .	30	36	35	36
				Compte du Trésor . . .	13	11	14	24
				Dépôts particuliers . .	54	55	108	124

Le mouvement qui s'est produit témoigne de l'efficacité des mesures prises par la Banque. Elle a porté, en un mois, son encaisse à un total supérieur au niveau antérieur à la guerre. Sa circulation effective, c'est-à-dire celle des billets qui sont aux mains du public, n'a augmenté que d'une quantité insignifiante. Le compte créancier du Trésor, après avoir fléchi au moment de l'ouverture des hostilités, est presque double de ce qu'il était en juillet. Les deux changemens essentiels sont ceux du portefeuille et des avances d'une part, des dépôts particuliers de l'autre. Les banques et établissemens de crédit ont apporté en masse leurs ressources à la Banque d'Angleterre, qui a vu, en vingt jours, ce chapitre passer de 55 à 124 millions de livres sterling, soit 3 100 millions de francs. La Banque ainsi renforcée a pu intervenir largement sur le marché et y augmenter dans la même proportion ses escomptes de papier et ses avances, qui ont passé de 47 à 110 millions de livres, soit 2750 millions de francs.

On est d'accord pour considérer cette intervention de la Banque d'Angleterre, qui a escompté en moyenne pour 125 millions de francs de lettres de change par jour, comme des plus heureuses. On demande maintenant aux banques et aux courtiers d'ouvrir à leur tour les écluses du crédit et de faciliter à leurs cliens la reprise d'activité qu'amènera la possibilité pour eux de négocier leur papier. Ce sont les banques particulières qui ont reçu la majeure partie des sommes distribuées par la Banque d'Angleterre. On attend d'elles qu'elles les rendent à la circulation.

A la fin de 1913, l'ensemble des dépôts aux banques du Royaume-Uni atteignait 1 077 millions de livres sterling, soit 27 milliards de francs. L'actif de ces établissemens dépassait ce passif de 200 millions de livres, soit 5 milliards de francs; il était constitué par les élémens ci-après :

Encaisse.	172	millions	de livres.
Avances remboursables à vue .	129	—	—
Placemens en titres.	205	—	—
Portefeuille de lettres de change.	151	—	—
Prêts.	539	—	—
Couvertures d'acceptation. . .	65	—	—
Immeubles.	11	—	—
Total, 32 milliards de francs =	1 272	—	—

En outre, le capital non versé par les actionnaires et que ceux-ci peuvent être appelés à fournir à tout moment représentait pour les créanciers une garantie supplémentaire de 211 millions de livres, 5 300 millions de francs. L'ensemble de l'or qui se trouve dans les banques et entre les mains du public est évalué à 5 milliards de francs : on considère que l'émission de petits billets par le Gouvernement va faire rentrer dans les caisses des banques des quantités d'or importantes. La position de celles-ci sera fortifiée d'autant.

La Banque de France ayant cessé de publier ses bilans, nous ne pouvons donner aucun chiffre précis en ce qui la concerne. Il semble probable que, parmi les élémens de son actif, l'encaisse n'a pas dû varier sensiblement, tandis que le portefeuille s'est accru parallèlement à la circulation. D'après certaines dépêches, la Banque impériale d'Allemagne aurait émis à ce jour 4 milliards de *reichs mark*, soit 5 milliards de

francs, elle aurait une encaisse de 1 500 millions et un portefeuille de 2 500 millions; il lui resterait, d'après ses statuts, une marge d'émission de 500 millions de *reichs mark*.

La situation des succursales londoniennes de certaines banques allemandes a préoccupé à juste titre le Gouvernement anglais : la *Deutsche bank*, la *Disconto gesellschaft*, la *Dresdner bank*, c'est-à-dire trois des plus importans établissemens berlinois, sont dans ce cas. Le secrétaire d'État a autorisé ces banques à rester provisoirement ouvertes, aux conditions suivantes : la permission ne s'étend qu'au règlement d'affaires engagées avant le 5 août ; il leur est défendu d'en traiter de nouvelles. Les opérations ne pourront avoir d'autre objet que de mobiliser les élémens d'actif devant servir à acquitter les obligations contractées. Rien ne se fera que sous la surveillance d'un délégué de la Trésorerie. Celui-ci a le droit de s'opposer à tout paiement qu'il jugerait contraire à l'intérêt public et, en général, à une transaction quelconque. L'excédent d'actif qui pourrait exister après règlement de tous les engagemens sera déposé à la Banque d'Angleterre pour compte de la Trésorerie.

II

Au point de vue commercial, l'intervention du Gouvernement anglais a été remarquable en ce qui concerne les assurances maritimes. Si la certitude de paiement des lettres de change et des chèques est indispensable pour que les marchés se concluent, ils ne peuvent se régler qu'après que les marchandises qui en font l'objet auront été effectivement livrées aux acheteurs. En d'autres termes, il faut que les armateurs puissent faire voguer leurs navires des ports étrangers aux ports anglais, ou *vice versa*. Aucun d'eux n'aventurera un bâtiment sans l'avoir assuré. En temps ordinaire, le taux de cette assurance ne représente qu'une fraction minime de la valeur de la coque et de la cargaison. En temps de guerre, la prime s'élève à des hauteurs parfois excessives, et il arrive que, même à un prix énorme, il ne se trouve personne pour prendre le risque. Le trafic maritime est vital pour la Grande-Bretagne, puisqu'il représente la totalité de son commerce extérieur. S'il venait à être arrêté, c'est toute une partie, et non la moindre, de la vie économique du pays qui serait suspendue. Le Gou-

vernement a jugé que cette raison de salut public justifiait son intervention. Il a déclaré qu'il assurait les quatre cinquièmes de la coque et de la cargaison des navires, moyennant une prime de 5 p. 100.

L'amirauté anglaise se considérant comme certaine de conserver la maîtrise des mers et d'assurer la libre circulation de ses navires marchands, de ceux de ses alliés et des neutres, il est possible que l'activité continue à régner et que le mouvement des transactions se maintienne. La Grande-Bretagne profitera de l'arrêt complet du commerce ennemi ; une partie des navires marchands allemands a été capturée ; la majorité en est enfermée dans des ports d'où ils ne peuvent sortir. Il est vrai que, d'autre part, un certain nombre de navires anglais se trouvaient, au moment de la déclaration de la guerre, dans des ports allemands, où ils ont évidemment été saisis. Mais la route des mers est libre pour les armateurs anglais. Aussi le Gouvernement britannique a-t-il pu réduire le taux de son assurance, qui était primitivement de 5 pour 100, d'abord à 4, puis à 3 pour 100 (1). Il est à remarquer que ces taux sont supérieurs à ceux du marché libre, où les navires peuvent être assurés à environ 1 pour 100 de moins qu'auprès du Gouvernement. Celui-ci d'ailleurs a atteint son but, qui était de fixer une limite maximum, en deçà de laquelle la majorité des contrats se concluraient. Certains armateurs ont préféré payer plus cher pour avoir la garantie du Trésor : mais ce fut l'exception; ceux qui y ont recours soumettent à l'approbation de l'Amirauté le plan de voyage de leurs navires. Le résultat obtenu est que le marché des assurances maritimes, qui joue un rôle si important dans la vie économique anglaise, a retrouvé son équilibre.

Le commerce extérieur de la Grande-Bretagne, qui, en 1913, a dépassé 34 milliards de francs, se répartissait comme suit : avec les Puissances européennes actuellement engagées dans la guerre, il s'élevait à 9 milliards de francs, tandis qu'avec les autres pays, y compris les colonies des belligérantes, il dépassait 25 milliards. Pour l'Allemagne, la proportion du commerce avec

(1) Les taux ne sont pas exactement de 5, 4 ou 3 pour 100, mais de 5, 4 ou 3 guinées pour 100 livres sterling. La guinée est une vieille monnaie, qui ne sert plus qu'à établir des comptes : elle vaut un vingtième de plus que la livre (21 shillings au lieu de 20). Par conséquent un taux de 5 guinées par 100 livres représente exactement 5,25 pour 100.

les belligérans était beaucoup plus forte : elle faisait avec eux, avant la guerre, plus de 10 milliards d'affaires, et 14 milliards avec les autres nations. Le pays qui expédie la plus grande quantité de marchandises à l'Europe est l'Amérique du Nord : les belligérans ont reçu d'elle, en 1912, pour 5 milliards de francs de plus qu'ils ne lui ont vendu.

En Angleterre, ni l'industrie, ni le commerce ne sont arrêtés. Toute la population valide n'est pas sous les armes. Elle continue à fabriquer et à vendre. La question est de savoir dans quelle mesure la demande de produits manufacturés va se maintenir. Après la guerre, les nations victorieuses auront de gros besoins et achèteront largement, tandis que les vaincus, obligés sans doute d'acquitter de lourdes indemnités, verront pour longtemps leur force économique affaiblie. C'est ce que l'ancien président, M. Taft, exprime dans un message qu'il adresse au peuple des États-Unis : « Le commerce du monde, dit-il, contribue beaucoup à la prospérité des nations; son interruption implique de grandes souffrances pour elles, pour les neutres aussi bien que pour les belligérans. Les capitaux que les Européens ont placés par milliards aux États-Unis, au Canada, en Australie, dans l'Amérique du Sud, en Orient, doivent être retirés pour remplir les caisses des États engagés dans une lutte à mort. Les entreprises fondées à l'aide de ces capitaux seront atteintes et doivent renoncer à tout espoir de développement. »

Les Anglais se sont préoccupés de réglementer le commerce avec les belligérans. Tout trafic avec les ennemis est naturellement interdit. Mais on se plaint que les proclamations royales ne soient pas claires à cet égard. Celle du 12 août défend à toute personne ou société résidant ou commerçant sur les territoires soumis au Roi de fournir des marchandises à des ennemis, à des résidens ou négocians en territoire ennemi ou d'en recevoir d'eux; d'envoyer aucun navire anglais aux ports ennemis ou de communiquer avec les dits ports; de conclure aucun nouveau contrat d'assurance avec aucune des personnes ou sociétés ci-dessus désignées, de leur payer aucune somme du chef de dommages qui auraient pu leur être causés par les armées de la Grande-Bretagne ou de ses alliées. La proclamation autorise les transactions autres que celles qu'elle interdit expressément, à la condition qu'elles n'aient pas le caractère d'une « trahison. » L'*Economist*, dans son commentaire sur ces décisions, conclut

qu'il est permis d'envoyer de la monnaie, de payer des chèques tirés avant l'ouverture des hostilités, de remplir les obligations dérivant de contrats d'assurance antérieurs à la guerre, à l'exception de ceux qui garantissaient les assurés contre les risques de capture par navires anglais ou alliés.

Ces diverses opérations semblent cependant défendues par ce que les Anglais appellent le *Common Law*, c'est-à-dire la coutume, et il n'apparaît pas qu'aucune transaction de ce genre ait eu lieu. Les négocians anglais demandent à ce que les obligations qui leur sont imposées et qu'ils sont désireux de remplir strictement soient définies avec clarté.

Parmi les mesures prises par le Gouvernement britannique, on doit signaler l'annulation des brevets allemands pris sur le territoire du Royaume-Uni.

III

La Bourse de Londres a été fermée le 31 juillet. A ce moment, l'Angleterre n'était pas encore directement engagée dans la guerre, et les capitalistes du continent essayaient de se créer des ressources en vendant des titres sur le seul marché européen qui paraissait capable d'en absorber. Devant l'énormité des offres, le comité du *Stock Exchange* crut sage de clore ses portes. La liquidation de mi-août a été reportée d'abord à fin août, ensuite à mi-septembre. Entre temps, beaucoup de courtiers (*brokers*) et de négocians en valeurs (*Jobbers*) réclament la réouverture du marché : ils disent recevoir certains ordres au comptant de leur clientèle, désireuse de profiter des bas cours pour faire des placemens. D'autre part, des affaires considérables sont engagées pour des cliens étrangers, particulièrement des Allemands, qui, dans les circonstances actuelles, ne paieront pas ce qu'ils doivent aux courtiers qui ont opéré pour leur compte. Ceux-ci sont donc dans une situation difficile, et on comprend que le comité hésite à fixer une date pour des liquidations qui ne pourraient sans doute pas s'achever sans que de nombreux courtiers fissent faillite. C'est, de tout l'organisme économique, la partie qui a le plus souffert et qu'il est le plus difficile de remettre en mouvement. D'un autre côté, en prévision de l'émission prochaine d'un grand emprunt national, on voudrait voir le marché des fonds publics ouvert. La solution consistera peut-être à rétablir

les opérations au comptant seulement, en laissant le marché à terme provisoirement fermé.

IV

L'Angleterre est dans une meilleure situation budgétaire qu'aucune des grandes Puissances engagées dans le conflit actuel. Elle a toujours suivi une politique financière énergique; elle n'a jamais permis au déficit de s'installer dans ses budgets; non seulement elle a couvert ses dépenses, sans cesse accrues, par l'impôt; mais elle a su réaliser des excédens et les employer à amortir sa dette. En douze ans, elle a remboursé ce qu'elle avait emprunté pour la campagne du Transvaal. Elle est la seule nation dont la dette soit aujourd'hui plus faible qu'il y a un siècle. En 1815, elle dépassait 20 milliards de francs; aujourd'hui elle n'atteint pas 17 milliards. Elle va augmenter au cours de la présente guerre. Évidemment la Grande-Bretagne devra consentir à ses prêteurs un intérêt supérieur à celui de 2 1/2 pour 100 qui est actuellement le taux nominal de sa rente. Le dernier cours coté 70 correspondrait à un revenu effectif de 3,55 pour 100, s'il n'y avait pas lieu de déduire l'*income-tax* (impôt sur le revenu), qui, variable suivant les cas, ramène le rendement net, en moyenne, aux environs de 3 1/4 pour 100.

Un premier crédit de 2 milliards et demi de francs (100 millions de livres sterling) a été voté par le Parlement. Le Gouvernement a emprunté à la Banque et a procédé à des émissions de Bons du Trésor. Le 19 août, il a placé 15 millions de livres (375 millions de francs) en Bons à 6 mois au taux très modéré de 3 21/32. Le 26 août, il a fait une nouvelle émission d'un montant égal qui a été souscrit à 3 3/4, c'est-à-dire légèrement au-dessus du prix de la semaine précédente.

La Dette flottante britannique comprend, à l'heure actuelle, les engagemens suivans :

8	millions de bons du Trésor			à échéances variables
1 1/2	—	—	—	au 29 novembre 1914
1	—	—	—	au 20 décembre 1914
2	—	—	—	au 14 janvier 1915
15	—	—	—	au 22 février 1915
15	—	—	—	au 28 février 1915

Total : 42 1/2 millions de livres, soit 1 065 millions de francs.

Sur cette somme, ont été prélevés les 10 millions de livres (250 millions de francs) que l'Angleterre a avancés à la Belgique pour aider ce vaillant pays à supporter une partie des frais de la guerre. Le gouvernement français, dit-on, a agi de même.

Dès maintenant, le Chancelier de l'Échiquier, M. Lloyd George, étudie l'émission d'un premier emprunt qui ne tardera sans doute pas à être offert en souscription publique. Même après cette création de dette, la charge en capital de la nation sera inférieure à ce qu'elle était en 1815, et la charge en intérêt ne dépassera pas de beaucoup la moitié du chiffre d'alors. C'est la récompense de la belle politique financière à laquelle tous les cabinets qui se sont succédé au pouvoir depuis la fin des guerres napoléoniennes, sont restés fidèles.

Le budget anglais a suivi, depuis le début du xxe siècle, une marche semblable à celle de la plupart des budgets européens. Peut-être même l'accélération des dépenses y a-t-elle été plus rapide qu'ailleurs. Depuis la guerre du Transvaal, le chiffre en a été plus que doublé. Les prévisions pour l'année financière s'étendant du 1er avril 1914 au 31 mars 1915, soumises au Parlement le 4 mai dernier, atteignaient 200 millions de livres sterling, c'est-à-dire 5 milliards de francs. Et il faut remarquer qu'en dehors des postes, télégraphes et téléphones, la Grande-Bretagne n'a aucune de ces exploitations d'État, dont les besoins, chez d'autres nations, grossissent singulièrement les budgets. Le chapitre principal est celui de la marine, qui a toujours été maintenu, avec une énergie que nous apprécions aujourd'hui, à une hauteur telle que la suprématie navale de la Grande-Bretagne ne peut être mise en question. Les recettes se partagent à peu près également entre les impôts directs d'une part, les taxes de consommation et les droits de douane de l'autre. Ces derniers frappent un très petit nombre d'objets, tels que les spiritueux, le thé, le sucre, le tabac ; ils ne touchent aucune matière première, aucun objet fabriqué, aucune denrée d'alimentation essentielle, telle que le blé et la viande ; ils rapportent néanmoins près d'un milliard de francs. Les droits intérieurs sur l'alcool et la bière fournissent une somme à peu près égale.

Au premier rang des contributions directes, figure l'impôt sur le revenu, remanié à plusieurs reprises, au cours des dernières années; une distinction a été établie au point de vue de

l'origine des revenus; certaines exemptions ont été supprimées; une supertaxe a été établie sur les revenus dépassant la limite fixée pour l'application du taux normal. Les taxes sur les successions, assises d'après les principes nouveaux posés par sir William Harcourt en 1893, ont également été l'objet de remaniemens durant les dernières législatures; elles paraissent avoir atteint un niveau qu'il est difficile de dépasser. L'income-taxe sera sans doute élevé; mais il faudra simultanément avoir recours à des augmentations des impôts indirects, sans lesquels l'Angleterre ne pourrait faire face à l'énorme effort que la guerre contre l'Allemagne va exiger d'elle. Elle ne demandera à l'emprunt qu'une partie des ressources nécessaires. Dès maintenant, le Chancelier de l'Échiquier recherche le mode le meilleur : on a parlé d'un type s'éloignant de celui des consolidés 2 1/2 qui constituent la majeure partie de la Dette anglaise et dont le cours actuel, inférieur à 70, ne permettrait guère de créer des quantités nouvelles. Peut-être choisira-t-on une rente amortissable, rapportant un taux d'intérêt plus élevé, et remboursable dans un délai relativement rapproché. Le jour où la souscription sera ouverte, le public apportera avec empressement son argent au Trésor : une bonne partie des énormes dépôts accumulés dans les banques sera versée à l'Échiquier.

V

L'impression qui se dégage de la rapide revue que nous venons de faire de la situation économique du Royaume-Uni, est tout à l'honneur de nos alliés. Sur aucun terrain ils n'ont perdu leur sang-froid. En matière de banque, les traditions enracinées, en vertu desquelles le billet de la Banque d'Angleterre ne doit jamais perdre son caractère d'équivalence avec le métal, ont, cette fois encore, maintenu l'émission à un niveau très bas; la circulation n'en a pas augmenté. C'est au moyen de petites coupures créées par le Gouvernement que les besoins de monnaie du public ont été satisfaits. Du côté du marché des changes et des valeurs, la machine est plus lente à se remettre en mouvement : toutefois les négociations de papier tiré sur un certain nombre de places étrangères ont repris à Londres. La Bourse des fonds d'État, actions et obligations, n'est pas encore

réouverte; mais les courtiers s'en préoccupent et cherchent à rétablir tout au moins les transactions au comptant.

C'est dans le domaine commercial que les efforts des Anglais sont le plus intéressans à observer. Grâce à leur flotte de guerre, ils ont maintenu la liberté des mers, c'est-à-dire celle de leurs échanges pour eux, leurs alliés et les neutres. Cette sécurité a été affirmée par le Gouvernement, lorsqu'il offrit d'assurer les navires et leurs cargaisons. La question budgétaire sera plus facilement résolue par la Grande-Bretagne que par ses adversaires, grâce à la persévérante ténacité que ses hommes d'État ont apportée à la réduction de la dette. D'une façon générale, la vie économique est moins atteinte chez elle que sur le continent, par la double raison qu'elle est à l'abri de l'invasion et que, le service militaire universel obligatoire n'existant pas, la partie de sa population valide qui est enlevée aux travaux de l'agriculture et de l'industrie est bien moins considérable que chez les autres belligérans.

L'ensemble de cette situation justifie les mâles paroles adressées à la Chambre des Lords par l'illustre général Kitchener, ministre de la guerre depuis le 5 août dernier : « L'Angleterre ira jusqu'au bout. » Nous aussi, les Belges, les Serbes, les Monténégrins, les Japonais et les Russes avec nous.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LES

OPÉRATIONS MARITIMES

Au moment où le conflit actuel a éclaté, seule des armées navales qui pouvaient y être intéressées, la flotte française de la Méditerranée était concentrée dans le port qui reste sa base d'opérations principale, Toulon. Elle était prête à marcher et à marcher vite. La force de ses unités de combat récentes, le parfait entraînement des autres lui promettaient de beaux et rapides succès — à la condition, toutefois, que l'adversaire ne se dérobât point. Car enfin, comme je le disais ici même, il y a peu de temps, pour se battre, il faut être deux, au moins...

En ce qui concerne l'Italie, il serait injuste et malséant de prétendre qu'elle s'est dérobée. Le mot serait très déplacé. Surprise et mécontente du tour que l'Autriche, « poussée par les destins, » comme le disait Napoléon de la Prusse, en 1806, donnait aux préliminaires diplomatiques de l'agression méditée contre la Serbie, justement inquiète pour ses propres intérêts dans l'Adriatique des conséquences de cette agression, l'Italie avait tous les droits de se déclarer neutre et n'hésitait pas à le faire. Qu'adviendra-t-il, dans un avenir prochain, de cette neutralité et ne sommes-nous pas fondés à concevoir de ce côté de sérieuses espérances, je ne l'examinerai pas. Cette question n'est point de mon ressort. Tant y a que, dès le début des hostilités, notre armée navale, unie à l'escadre anglaise de la Méditerranée (1), ne trouvait plus devant elle que la flotte

(1) 2e escadre de croiseurs cuirassés de combat (type *Dreadnought*) : *Inflexible* et *Indomitable* (17 500 tonnes); *Indefatigable* (19 000 t.). 1re escadre de croiseurs (croiseurs cuirassés de 2e rang): *Defence* (14 600 t.); *Duke of Edinburgh, Black*

autrichienne et que la petite division allemande, composée du *Gœben* et du *Breslau*.

Ces deux croiseurs ont beaucoup fait parler d'eux. Après s'être efforcés de gagner rapidement l'Atlantique, — non sans canonner au passage et par une inutile bravade Bône et Philippeville, — ils ont rétrogradé en voyant le détroit gardé par l'escadre anglaise, se sont ravitaillés à Messine et, finalement, ont gagné la mer Égée et les Dardanelles. La Turquie, au lieu de les désarmer purement et simplement, les a, dit-elle, achetés à l'Allemagne. Cette transaction, déjà, est fort irrégulière, et, ce qui l'est encore davantage, c'est que la plupart des « marins des spécialités, » mécaniciens, électriciens, torpilleurs, canonniers mêmes des anciens équipages allemands sont restés à bord, avec, probablement, quelques officiers bien choisis. Au reste, on annonce de bonne source, au moment où j'écris, que des détachemens de marins de la flotte impériale arrivent à Constantinople par la voie du continent. Ces contingens vont retrouver dans la Corne d'Or le *Kurfürst Fr. Wilhelm* et le *Weissenburg*, devenus le *Kaïreddin Barbarossa* et le *Torghut Reiss*, il y a trois ans, ainsi que les quatre contre-torpilleurs de 700 tonnes achetés à Schichau en 1910. Ainsi se prépare dans les eaux turques, et couverte par les deux détroits abondamment minés déjà, une force navale plus sérieuse que celle qui se montra si prudente devant l'escadre grecque, il y a dix-huit mois.

Je reviendrai tout à l'heure là-dessus.

Le *Gœben* et le *Breslau* (1) n'eussent-ils pu jouer dans le bassin occidental de la Méditerranée un rôle plus important et plus prolongé? N'était-on pas en droit de craindre qu'ils ne troublassent les opérations du transport des troupes d'Algérie en France? Et, d'autre part, n'a-t-on pas quelque droit de s'étonner qu'ils aient échappé aux flottes combinées anglaise et française?

Autant de questions qu'il n'est pas possible de résoudre en ce moment avec les très faibles lumières que nous possédons

Prince, Warrior (13 600 t.); 3e escadre de croiseurs légers : *Gloucester* (4 800 t.); *Chatham, Dublin* (5 400 t.); *Proserpine* (2 200 t.); 5e flottille de « destroyers »; 2 avisos (*Hussor* et *Imogene*) et 16 destroyers.

(1) *Gœben*, croiseur cuirassé type *Dreadnought*, 24 000 tonnes, 28-30 n. de vitesse, 3 100 tonnes de charbon, ceinture de 280 m/m d'épaisseur, armement de 10 canons de 28 cm, 12 de 15 cm, 12 de 88 mm.; 4 tubes lance-torpilles sous-marins; 1 013 h. d'équipages. *Breslau*; croiseur protégé, éclaireur d'escadre, 4 550 t., 28 n., 1 200 t. de combustible, cuirasse de 100 mm, armement de 12 canons de 105 mm, 2 tubes sous-marins, 373 h. d'équipage.

sur les mouvemens des escadres au commencement d'août.

Ce que l'on peut constater dès maintenant, c'est que les deux croiseurs allemands avaient une supériorité de vitesse sensible, le *Gœben*, sur les trois croiseurs dreadnoughts : *Inflexible*, *Indomitable* et *Indefatigable*, formant le noyau de l'escadre anglaise, le *Breslau* sur les croiseurs légers *Gloucester*, *Chatham*, *Proserpine*, etc., attachés à cette même force navale.

Je ne parle pas des nôtres : on sait quelle est notre infériorité en ce qui touche les grands croiseurs cuirassés modernes, et que nous n'avons, dans l'ordre de bataille de notre flotte, rien d'analogue aux éclaireurs de 5000 tonnes environ, — le *Gloucester* et le *Breslau*, par exemple, — qui sont considérés, en Allemagne et en Angleterre, comme indispensables à une armée bien organisée.

Quoi qu'il en soit, cette grave opération du transport du 19e corps au début d'une grande guerre continentale s'est poursuivie dans une tranquillité parfaite. On n'a pris que les précautions le plus naturellement indiquées et les difficultés qui avaient fait couler tant d'encre, qui avaient soulevé tant de controverses, se sont trouvées tout aplanies par le seul fait de l'abstention de la flotte italienne.

L'entrée en ligne, à nos côtés, de l'Angleterre, si maladroitement provoquée par l'arrogante brutalité du gouvernement allemand à l'égard de la Belgique, posait nettement, dans la Manche, le problème écarté dans la Méditerranée.

Comment allaient se dérouler, si près de la flotte allemande, les longues opérations de la mise à terre dans nos ports de Dunkerque, Calais, Boulogne, le Havre et Rouen, d'une « force expéditionnaire » de 70 à 80000 hommes au moins, bien pourvue de cavalerie et d'artillerie, parfaitement outillée, montée, au point de vue des « services à l'arrière?... »

Sans doute, dès le début du conflit, la *Homefleet* de l'amiral Jellicoe s'était portée dans la mer du Nord, dans une position de couverture. Deux *barrages* étaient créés, en outre, avec des croiseurs et bâtimens légers, torpilleurs et sous-marins, l'un dans le pas de Calais, constitué principalement avec des élémens anglais, l'autre dans l'étranglement Cherbourg-Wight, avec des élémens français (escadre légère du Nord, renforcée.) Sans doute aussi on était prêt à miner le pas de Calais, s'il le

fallait absolument, pour assurer la pleine sécurité des transports. Mais, en fait, aucune tentative ne se produisit du côté de la flotte impériale. Outre que celle-ci avait été surprise par les événemens et qu'elle était descendue en toute hâte des fjords de Norvège, non pas dans la mer du Nord, mais dans la Baltique, où elle avait pris une position d'attente à l'ouvert du *Kieler-bucht*, elle se fermait à elle-même la route du pas de Calais en semant à profusion dans le sud de la mer du Nord et même jusque sur la ligne Pentland-Skager rack, les mines sous-marines qui ont provoqué la perte de l'*Amphion* et de paquebots assez nombreux déjà.

Et c'est ainsi que, pour des causes bien différentes, — en 1815 notre marine était complètement désorganisée, surtout dans le Nord, — l'armée anglaise qui s'est battue avec nous à Mons a pu prendre terre aussi aisément, aussi paisiblement, dans nos ports que celle qui débarqua, il y a quatre-vingt-dix-neuf ans, à Anvers et à Ostende pour se ranger, sous Wellington, aux côtés des Prussiens de Blücher. Ce n'est pas l'un des moins curieux rapprochemens que l'on puisse faire à ce sujet.

Draguer toute, ou à peu près toute la mer du Nord ! C'est à cette besogne ingrate, dangereuse, fort longue en tout cas, que s'emploie la marine anglaise depuis plus d'un mois.

On savait bien que les Allemands avaient l'intention — et les moyens — de faire un large usage des mines sous-marines dans le cas où ils seraient obligés de rester sur la défensive On ne supposait pas, ne les connaissant jamais assez, qu'ils en mettraient partout, et jusque sur les routes commerciales où n'apparaît aucun intérêt stratégique. Il semble même qu'ils aient employé les mines dérivantes, flottantes, libres enfin, sans s'assurer que ces engins présentassent les garanties exigées par les conventions internationales. Nul doute que la navigation dans la Mer du Nord et dans les mers immédiatement voisines n'offre de sérieux périls pendant une longue période de temps après la cessation des hostilités.

En attendant, les Anglais se sont mis résolument, méthodiquement, à la besogne, non seulement avec leurs 12 dragueurs de mines réguliers (6 anciens chalutiers de 550 tonnes achetés par l'amirauté et les anciens avisos torpilleurs), mais avec un nombre considérable de dragueurs improvisés, qui ne sont autres que les chalutiers à vapeur ou à moteur à combustion interne des

grands ports de pêche de Hull, de Lowestoft, de Harwich, etc. Et le succès couronne ces efforts persévérans puisque, ces jours derniers, on annonçait qu'un brillant combat avait été livré, sous Helgoland, par les croiseurs d'avant-garde anglais aux navires légers allemands, bien appuyés pourtant sur le précieux poste avancé qui garde, à 28 ou 29 milles de distance, les estuaires de l'Elbe, du Weser et de la Jade.

Deux éclaireurs de 4 500 tonnes, du type *Mainz* (1), ont été coulés, un autre semble avoir été incendié. On signale de source danoise que plusieurs « destroyers » allemands sont rentrés à Kiel fortement avariés : ils venaient sans doute de Helgoland. Quelques autres y ont succombé. Cette opération, sur laquelle plane encore un certain mystère, avait été annoncée dans une allocution de Lord Kitchener, qui a fait quelque bruit. En tout cas, c'est une très honorable affaire pour nos vaillans et habiles alliés, dont les cuirassés ne tarderont certainement pas à faire parler d'eux, soit en se mesurant directement avec l'armée allemande, soit, si celle-ci refuse le combat, en bombardant et ruinant de fond en comble cet Helgoland que la Grande-Bretagne céda si imprudemment, en 1890, à l'Allemagne, en compensation de Zanzibar.

Mais que font donc les sous-marins allemands? On nous avait annoncé à grand fracas, il y a quelques mois à peine (2), que ces petits bâtimens se chargeraient de rétablir promptement l'égalité des forces entre les deux flottes en coulant nombre de cuirassés anglais. Disons tout de suite qu'ils ont essayé, mais sans autre résultat que de faire couler l'un d'eux. L'attaque s'était produite en plein jour, et les Anglais se gardaient bien. Il faut que les sous-marins, — en général, — se persuadent que les guetteurs des grands bâtimens, exercés à cet effet, commencent à voir les périscopes de très loin. Les attaques de nuit, avec des appareils de vision spéciaux, ou, en attendant, les attaques exécutées à la pointe de l'aube et à la nuit tombante, « entre chien et loup, » paraissent être les seules assurées

(1) Le *Mainz*, très voisin du *Breslau*, a le même armement, mais un peu moins de charbon (900 tonnes au lieu de 1 200) et une vitesse de 26 à 27 nœuds, au lieu de 27 ou 28.

(2) On se rappellera sans doute, à ce sujet, la conférence de l'amiral Breusing, délégué de la Ligue maritime allemande, à Bâle.

désormais d'un plein succès. Il ne faudrait d'ailleurs pas juger de l'efficacité des sous-marins sur l'échec qu'ont subi ceux de la flotte allemande, bien moins entraînés que ses torpilleurs, par exemple. Et c'est un grand regret pour nous que des circonstances sur lesquelles il y aura lieu sans doute de revenir plus tard, n'aient pas permis aux nôtres de montrer ce qu'ils savaient faire. Mais la guerre n'est pas finie !...

La guerre commerciale, en tout cas, bat son plein. On pouvait être certain qu'elle serait, de part et d'autre, conduite avec activité. Comme je l'avais annoncé dans mon étude du 1er avril 1914 (1), nos prévoyans adversaires avaient pris leurs mesures pour que leurs grands paquebots, répandus à l'étranger au moment de la déclaration de guerre, fussent armés immédiatement sur place en croiseurs auxiliaires. Mais l'Amirauté anglaise avait, elle aussi, pris ses précautions et, si l'on en juge par les pertes déjà subies par les Allemands (*Kaiser Wilhelm der Gross*, *Kronprinz Wilhelm*, etc.), les dommages subis par la marine de commerce anglaise se réduiront à fort peu de chose. Pendant ce temps les prises allemandes encombrent les ports anglais de la métropole et des colonies; de véritables convois de paquebots germains sont bloqués dans les ports neutres, et des cris de détresse s'élèvent à Brême et à Hambourg.

Faut-il croire, toutefois, que l'Allemagne puisse être bientôt affamée? Ne l'espérons pas trop. Elle a pour elle de précieuses neutralités, celles de la Hollande, du Danemark, de la Roumanie, de l'Italie enfin. Cette dernière, à la vérité, semble un peu chancelante. Quant aux deux premières, je ne serais point surpris qu'il se produisît à bref délai de sérieuses modifications dans l'état de choses actuel. Il n'est plus possible d'admettre, en présence du caractère que prennent les immenses conflits modernes, qu'un belligérant puisse se ravitailler par les ports neutres voisins de son territoire. Je rappelle encore, — en m'excusant de cette insistance auprès des lecteurs de la *Revue*, — ce que je disais sur cet important et délicat sujet dans l'étude citée tout à l'heure.

Revenons à la Méditerranée, où les Anglais nous ont laissé

(1) *Le rôle des croiseurs cuirassés allemands.*

toute liberté d'action, en mettant leur escadre de croiseurs cuirassés sous les ordres du commandant en chef de notre armée navale.

C'est naturellement dans l'Adriatique que se porte notre effort. On a appris, avec une grande satisfaction, — et cette satisfaction serait plus grande encore sans doute si nous avions des détails sur l'engagement dont il s'agit, — que notre flotte avait coulé un cuirassé autrichien, le *Zrinyi* (1), et deux bâtimens de moindre tonnage, dont un croiseur de 2350 tonnes, le *Zenta*. Celui-ci aurait été atteint, affirme-t-on, à 14000 mètres, par un projectile de gros calibre. Ce chiffre de 14000 mètres a vivement frappé les imaginations. Quelques doutes ont même été émis, qui ne sont pas entièrement justifiés ; et, sous prétexte qu'il s'agissait de la Méditerranée, on a parlé d'exagération méridionale. La vérité est qu'avec la tension et la justesse de trajectoire des canons modernes, avec la perfection de leurs engins de pointage, avec, surtout peut-être, la limpidité d'atmosphère de l'Adriatique, des pointeurs exercés et de bons officiers de tir, comme le sont les nôtres, peuvent obtenir de surprenans résultats.

Au moment où j'écris ce rapide résumé des opérations maritimes, la flotte combinée canonne énergiquement les positions autrichiennes qui dominent le bassin si curieusement découpé (2) que l'on désigne sous le nom de *bouches de Cattaro*. Nos canonniers se trouvent là en présence de difficultés d'un genre tout différent de celles qu'ils sont appelés à résoudre d'ordinaire, car, s'il s'agit de buts fixes, ces objectifs sont souvent peu visibles, en tout cas placés très haut, les montagnes qui encadrent le bassin ayant des altitudes qui varient de 400 à 800 mètres. L'action de nos bouches à feu a cependant puissamment secondé les efforts des Monténégrins.

D'autre part, on assure qu'en employant certains procédés de

(1) Le *Zrinyi* était à peu près exactement du type de nos cuirassés de 15000 tonnes *Patrie*, *Vérité*, *Justice*, etc. Caractéristiques essentielles: 14500 tonnes, 20 nœuds, 1500 tonnes de charbon, 230 millimètres de cuirasse, 4 canons de 305 millimètres, 8 de 240, 20 de 100, 3 tubes lance-torpilles, 870 hommes d'équipage. — Je dois dire que la destruction de cette puissante unité n'a pas été confirmée officiellement.

(2) Le golfe de Cattaro proprement dit est précédé de deux bassins, — baie de Teodo et baie de Topla, — et d'un vestibule débouchant sur la haute mer. Les Autrichiens tiennent ces débouchés et bloquent les Monténégrins dans le fond du golfe de Cattaro.

tir indirect, nous aurions atteint, — probablement par-dessus l'isthme de la baie de Traste, — des navires autrichiens mouillés dans la baie de Teodo, où la marine impériale a, depuis longtemps, un établissement d'une certaine importance.

Tout cela est très bien et doit être considéré comme un bon préambule à l'attaque de Pola. Pourrons-nous pénétrer dans les bouches, en dépit des mines que la marine autrichienne a certainement disposées dans les trois ou quatre étranglemens qui en resserrent le plan d'eau? C'est un point douteux et peut-être une opération peu désirable.

On a parlé de l'intérêt qu'il y aurait, avant de rien entreprendre contre Pola, de s'assurer une base d'opérations secondaires dans une des îles de la Dalmatie. Un coup d'œil sur la carte montre tout de suite que c'est toujours Lissa qui remplirait le mieux le rôle dont il s'agit. Dans quel état sont les ouvrages de cette place, qui résista victorieusement, les 18 et 19 juillet 1866, aux cuirassés de Persano? Les renseignemens précis manquent là-dessus. Il semble cependant que l'attention de la marine autrichienne s'était un peu détournée de cette position pour s'attacher à Teodo, — dont je viens de parler, — à Castelnuovo et Sebenico, enfin à Lussin piccolo, dans une longue île qui s'étend à quelque trente milles au sud de la pointe de l'Istrie et de Pola.

Quant à Pola même, c'est une place maritime de premier ordre, parfaitement armée de forts à coupoles d'un type un peu ancien peut-être, mais qui ont dû recevoir, dans ces derniers temps, des perfectionnemens sérieux. L'altitude de ces ouvrages varie de 30 à 75 mètres (Fort Musil). Sur la plus grande des petites îles Brioni, qui couvre, au nord-ouest, l'entrée du port et la baie de Fasana, mouillage extérieur de la flotte autrichienne, s'élève le grand fort Tegetthoff. La défense sous-marine est parfaitement assurée. Enfin il faudrait compter sur de vigoureuses opérations de *défensive active* conduites par la force navale autrichienne, concentrée dans son port principal.

Ni la ville, ni l'arsenal de Pola (1) ne possèdent d'enceinte continue. Les hauteurs qui les dominent sont couronnées d'ouvrages auxquels on peut reprocher d'être trop près du noyau qu'ils prétendent couvrir.

(1) L'établissement central est d'ailleurs dans la petite île d'Olivi, au milieu de la rade.

De cet ensemble de faits, il résulte que c'est du côté de la terre ferme qu'il faudrait faire porter l'attaque principale, après le débarquement d'un corps de siège qui descendrait dans l'une des baies très favorables du revers oriental de l'Istrie. Voilà donc une grosse opération en perspective, sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir.

Elle deviendrait naturellement plus facile si nous avions à la faire avec le concours des Italiens qui y ont, en somme, plus d'intérêt que nous, et dont les forces terrestres ne sont pas, comme les nôtres, engagées ailleurs.

Au surplus, il se pourrait que notre flotte et l'escadre anglaise fussent bientôt obligées de partager leur attention entre l'Adriatique et la mer Égée. Voici que les préparatifs belliqueux de la Turquie s'accentuent au point qu'il devient difficile de douter des intentions, hostiles à notre cause, que nourrit le cabinet dominé par Enver-Pacha et le parti Jeune-Turc. La flotte grecque s'apprête, renforcée de deux puissantes unités qui ne sont peut-être pas, malheureusement, tout à fait « au point. » De l'autre côté, la flotte russe de la mer Noire brûle d'agir. A l'entrée du Bosphore, comme à l'entrée des Dardanelles, il y aura quelque chose à faire pour qui se rappellera que ce n'est pas seulement par une attaque de front — du côté de la mer — qu'on peut venir à bout de puissantes batteries de côte installées dans un passage étroit où l'on a mouillé des torpilles !

Quoi qu'il en soit, la physionomie de la guerre maritime dans la Méditerranée peut fort bien, dans un avenir rapproché, prendre la physionomie que voici :

Blocus et attaque de la flotte autrichienne dans Pola.

Formation d'une flotte combinée anglo-franco-grecque dans la mer Égée ; formation, en même temps, d'un corps expéditionnaire emprunté aux contingens français encore disponibles dans l'Algérie-Tunisie, à la puissante garnison anglaise de Malte, à celle de Chypre, aux troupes d'Égypte et de l'Inde, enfin à l'armée grecque.

Et, cela fait, il y aura sans doute encore de beaux jours pour les opérations combinées entre forces navales de terre et de mer.

Contre-amiral Degouy.

LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS

EN 1453

D'APRÈS UN LIVRE RÉCENT

L'histoire se fait par les témoignages ; quand l'attestation écrite des contemporains s'anime par la vision directe des lieux, à peine défigurés par les siècles, où se sont dénouées les péripéties d'un des événemens capitaux de l'histoire humaine, il naît vraiment, de ce double témoignage, l'impression de cette « résurrection » dont a parlé Michelet : le récit s'illumine par l'aspect ; l'émotion jaillit de l'intensité de l'évocation. Cette émotion, nous l'avons éprouvée dernièrement en lisant, sur les vieux remparts de Constantinople, le livre récent de M. Gustave Schlumberger : *Le siège, la prise et le sac de Constantinople par les Turcs en 1453* (1).

Du fond de la Corne d'Or jusqu'au château des Sept-Tours et à la Marmara, la vieille enceinte terrestre s'étend sans interruption sur près de sept kilomètres, et il n'est guère, dans cet incomparable décor du vieux Stamboul, d'excursion plus pittoresque et plus émouvante que d'en suivre les détours. Les Turcs, depuis la victoire, n'ont pas touché une pierre de la formidable muraille dont les assises remontent au Basileus Théodose II, et qui garde si fière allure, malgré les brèches et les lézardes qui racontent les scènes héroïques et terribles dont elle a été le théâtre. Témoins des temps passés, tours et remparts sont encore

(1) 1 vol. in-8 ; Plon.

debout ; les hommes les ont respectés ; le temps seul a opéré ses lentes destructions. Stamboul n'a jamais rempli l'enceinte de l'ancienne Constantinople ; la ville, sous les Turcs, s'est étendue sur la rive Nord de la Corne d'Or et le long du Bosphore ; elle n'a pas eu besoin de faire éclater ses murailles historiques pour s'épandre dans la campagne ; les fossés se sont peu à peu comblés ; d'habiles jardiniers, dont beaucoup sont des Bulgares, y ont établi des cultures maraîchères ; salades, choux et tomates ont pacifiquement conquis les deux terrasses où se tenaient jadis les défenseurs de la cité impériale ; des ormes, des figuiers, des cyprès ont poussé parmi les pierres ; ici s'est installé un petit *tekké* de Derviches, là quelques tziganes se sont blottis au pied de la muraille ; les vautours et les hiboux en habitent les créneaux. Une chaussée pavée, contemporaine des empereurs, longe le pied des remparts, mais elle est si défoncée, si rugueuse, que les véhicules ont tracé des pistes nouvelles à côté de la route qu'aucun cantonnier ne répara jamais : c'est la Turquie. Des troupeaux de moutons et de chèvres trouvent leur vie le long des anciens fossés et parmi l'herbe des vastes nécropoles. Autour de la ville, surtout du côté de la Corne d'Or, le terrain vallonné où les Byzantins possédaient jadis des villas et des jardins de plaisance, est envahi par la poétique désolation des cimetières ; sous l'ombre épaisse des grands cyprès, le peuple innombrable des morts a pris possession d'immenses espaces ; les stèles musulmanes, fichées en terre, soit groupées, soit disséminées de-ci de-là dans un pittoresque désordre, semblent les pièces d'un indéfini jeu d'échecs ; les plus anciennes portent le turban national des vieux Osmanlis, les plus récentes sont affublées d'un fez peint en rouge qui les fait ressembler à des champignons vénéneux. Les pierres couchées des cimetières chrétiens ou juifs se pressent en masses serrées, comme un dallage de dominos gris. Toutes ces tombes racontent des siècles d'histoire morte, une succession de générations qui ont passé, improductives pour la civilisation, sans laisser d'autre trace de leur vie que ces témoins de leur mort. Près des portes principales, des fontaines avec des bassins abreuvent hommes et bêtes ; quelques petits cafés turcs se cachent dans la paix des cimetières, à l'ombre des cyprès ; des chemins étroits et tortueux s'enfoncent dans la campagne, mais aucune grande route ne vient aboutir aux portes ; jamais les

environs d'une ville de deux millions d'âmes ne furent moins animés, plus déserts ; la façade vivante de Constantinople est sur la mer.

Presque à mi-chemin entre les deux mers, une petite vallée où coule le ruisseau du Lycus sort de Constantinople et creuse une dépression de terrain très sensible; le rempart descend et remonte suivant le mouvement du sol; il se trouve ainsi, sur certains points, dominé d'assez près, et cette disposition offre à l'assaillant un avantage dont les Turcs profitèrent. Des deux côtés du vallon du Lycus, et surtout près de la porte Saint-Romain, le rempart éventré, les tours lézardées ou en ruines portent la trace visible des énormes boulets de l'artillerie du Sultan; là s'ouvrent deux larges brèches. La plus importante est voisine de la porte Saint-Romain, que les Turcs appellent Top-Kapou, la porte du Canon, en souvenir de la monstrueuse bombarde que le transfuge Orban dressa en ce point pour battre le rempart. Ici, plus de murailles, les boulets les ont jetées bas; puis un cyclone d'hommes a passé, nivelant tout, faisant des trois remparts un glacis en pente rapide : ainsi apparaissent, dans les hautes montagnes, les endroits où le glissement séculaire d'un glacier et le ruissellement des eaux ont raboté et poli les aspérités de la roche. C'est ici qu'a passé le torrent des Janissaires lancés à l'assaut par l'ardente volonté d'un Sultan de vingt-cinq ans; sur ces talus de ruines, l'herbe n'a pas repoussé; on dirait que c'est hier que la foule hurlante des assaillans s'est ruée dans la ville de Constantin. Ici, luttant avec un égal héroïsme, sont tombés les derniers défenseurs de la brèche et les plus braves parmi les Janissaires; ici Constantin XI, dernier empereur de Byzance, a trouvé une mort glorieuse au milieu de ses fidèles. Quelque chose a fini là qui fut très grand et qui n'a pas été remplacé : la majesté du nom romain.

Il faut monter sur cette brèche par la pente d'éboulis où s'entassèrent des monceaux de cadavres, pour imaginer la grandeur tragique du drame. Représentons-nous l'instant décisif où, après une superbe résistance, les derniers défenseurs grecs et latins succombent. Quelques-uns s'enfuient par la petite poterne, qui donne accès des remparts dans la ville et par où vient de s'éloigner Giustiniani blessé; on s'écrase pour atteindre cette unique issue; les Turcs s'y précipitent sur les

pas des vaincus, les jettent à bas du rempart. Une immense clameur s'élève de la ville où les cloches des centaines d'églises et de monastères appellent, pour la dernière fois, à la prière les fidèles terrifiés... Au delà du vallon du Lycus, on voit la colline où s'élevaient le palais des Blachernes, dernière résidence des empereurs, et celui de Constantin Porphyrogénète, dont les restes imposans s'adossent au vieux rempart de Théodose (1). Non loin, près de la porte d'Andrinople, au fond d'un repli de terrain, était le célèbre monastère de Chora où fut apportée, durant le siège, l'icône vénérée de la Vierge protectrice de la cité, que la tradition attribuait à saint Luc lui-même. La charmante petite église de ce monastère, toute brillante de mosaïques et de fresques, a survécu aux fureurs du vainqueur et aux tremblemens de terre; c'est cette Kharié-Djami où un imâm en robe jaune safran explique aimablement aux étrangers les symboles chrétiens et les scènes évangéliques qui décorent sa mosquée. Le jour de l'assaut, un parti de Turcs découvrit une poterne abandonnée, juste en face du monastère, entra par là dans la ville, se rua sur le sanctuaire et détruisit la célèbre image, palladium de la cité gardée de Dieu.

En face de la brèche, se pressaient les bataillons turcs de réserve et se reformaient ceux qui avaient donné les premiers dans le terrible assaut; plus loin, derrière les lourdes batteries, se dressait la tente du Sultan Mahomet II, et sans doute c'est là qu'on pouvait voir le jeune vainqueur, dirigeant les colonnes d'attaque, mettant partout l'ordre et la confiance, ces deux élémens essentiels de la victoire, ivre de joie en écoutant les acclamations de ses soldats vainqueurs, et en voyant flotter enfin sur les tours son étendard orné du croissant, à la place des bannières de pourpre de l'Empire. Moment solennel et tragique qui marque le recul de la chrétienté devant l'Islam et ouvre pour l'Europe la question d'Orient!

En face de la porte Saint-Romain, nous sommes resté longtemps, à l'ombre des grands cyprès funéraires, assis à un petit café où deux Turcs, sans parler, fumaient paisiblement leur narghilé. La tranquillité de ce lieu, tandis que l'imagination évoque l'affreux tumulte du 29 mai 1453, invite au recueillement et à la méditation. C'est là que nous avons lu les chapitres les

(1) Cette belle ruine est appelée Tekfour-Seraï.

plus dramatiques du livre de M. Gustave Schlumberger. Avant lui, il n'existait pas, en français, d'ouvrage spécial relatant, avec tous les détails et toutes les précisions que la critique historique permet d'accueillir comme authentiques, l'histoire de ce long siège. En anglais avait paru, en 1903, le livre de Sir Edwin Pears. M. Schlumberger rend à son devancier l'hommage qui lui revient et suit souvent son récit. Comme lui, il nous donne scrupuleusement, jour par jour, d'après les témoignages des assistans et des acteurs, le récit de cette grande tragédie; les faits, discutés avec sobriété et précision, sans luxe d'érudition inutile, se pressent vers le dénouement fatal; le livre est plein de vie, d'animation, de passion même : l'auteur est l'un des assiégés, il partage leurs angoisses, leurs espérances, leur désespoir. Mais, s'il ne cache pas ses sympathies particulières pour les vaincus, il ne dissimule ni les faiblesses ni les erreurs qui ont amené la chute de Byzance, et il rend hommage à la géniale obstination et au courage du vainqueur. Nous ne pouvons pas le suivre dans le récit des épisodes de la grande lutte; cherchons du moins avec lui à dégager quelques faits dominans.

Les remparts de Constantinople méritent une place à part dans l'histoire de la civilisation humaine. Les vagues successives de la Barbarie du Nord et du Midi sont venues s'y briser; les Avares en 625, les Arabes en 654, 661 et 716, les Bulgares en 1014, et combien d'autres encore, se sont vainement acharnés sur ces murs; leur élan s'y est arrêté. De là partaient les Empereurs pour reprendre, après chaque assaut, leur œuvre patiente d'assimilation et de civilisation par les armes, par le christianisme et l'hellénisme; la Porte Dorée voyait le retour de leurs cortèges triomphaux qui s'en allaient vers Sainte-Sophie pour de solennelles actions de grâces en l'honneur du Basileus vainqueur de la Barbarie. Ces remparts, élevés par Théodose II pour remplacer l'enceinte de Constantin, devenue trop étroite, étaient un chef-d'œuvre de l'architecture militaire du moyen âge; ils constituaient pour une armée dépourvue d'armes à feu, une barrière formidable. L'assaillant se trouvait d'abord en présence d'un fossé continu profond de vingt mètres et rempli d'eau, précédé lui-même d'un mur extérieur de trois mètres de hauteur; au delà du fossé, s'étageaient trois remparts successifs; le premier, le moins élevé, surplombait directement le fossé; le

second, crénelé, était haut de sept mètres et dominé par des tours de seize mètres ; le troisième, la muraille intérieure, avait vingt-deux mètres de hauteur ; de la Marmara à la Corne d'Or, vingt-sept tours le renforçaient. Un espace large de cinq mètres séparait l'enceinte intérieure de l'enceinte médiane, les historiens du siège l'appellent *péribole intérieur;* là se tenaient les défenseurs et étaient placées les machines, les armes de jet, là furent mis en batterie les trop faibles canons que possédaient les Byzantins. Entre la muraille externe et la muraille médiane s'étendait un autre *péribole,* dit *extérieur*, qui constituait une première ligne de défense. En haut des tours et du rempart intérieur se tenaient seulement les archers et arbalétriers. Du rempart, on ne pouvait descendre dans la ville que par d'étroites poternes qui, pendant le combat, étaient verrouillées; donc, pas de retraite pour les défenseurs, il fallait vaincre ou mourir. Pendant un assaut, on ne pouvait se battre que sur la muraille et dans les *périboles;* dans un espace si resserré, le nombre était moins important que la valeur individuelle des soldats. Constantinople aurait peut-être, longtemps encore, bravé les fureurs des assaillans, si le Sultan n'avait réuni contre elle la plus formidable artillerie qui eût jusqu'alors fait son apparition dans l'histoire.

Un Hongrois nommé Orban (1), passé maître dans l'art de fondre les gros canons, avait mis ses talens au service du Basileus; mais Constantin était pauvre, et surtout il était servi par de malhonnêtes fonctionnaires, qui détournèrent à leur profit une partie du traitement alloué à l'ingénieur hongrois, de même qu'ils gardèrent pour eux l'argent destiné à réparer les murailles; Orban, mécontent, alla offrir ses services à Mahomet II qui lui donna plus d'or qu'il n'en souhaitait, pourvu qu'il lui assurât la supériorité en artillerie. Il fondit à Andrinople une pièce en bronze de dimensions colossales; elle avait, dit-on, trois pieds de diamètre; il fallut deux mois, des centaines de bœufs et une armée d'ouvriers, terrassiers, charpentiers pour la traîner jusqu'au pied des remparts de Constantinople et pour l'installer en face de l'un des points faibles du rempart ; elle ne pouvait tirer que sept fois par jour et une fois la nuit; après chaque coup, on la couvrait d'épaisses étoffes de laine et

(1) Orban, Orbain ou Urbani; il était Hongrois ou Valaque.

on versait dans l'âme des flots d'huile ; elle lançait des boulets de marbre noir, très dur, qui pesaient 1 200 livres. Cette pièce formidable finit par éclater en tuant son constructeur, mais elle fut remplacée, et d'ailleurs elle n'était pas seule ; le Sultan avait au moins trois très gros canons appuyés par toute une artillerie moyenne et petite. Mahomet II semble avoir été lui-même un artilleur habile, c'est lui qui choisit l'emplacement des batteries et veilla à leur installation. L'effet fut formidable ; chaque coup abattait des pans entiers de tours ou de murailles ; ce sont les canons qui ont ouvert les trois larges brèches par où les assaillans s'emparèrent de la ville. L'effet moral fut peut-être plus désastreux encore ; ces formidables détonations, cet écroulement irréparable du rempart consternèrent les imaginations : la catastrophe approchait ; Dieu et la Panagia abandonnaient la cité. Pourtant les braves qui combattaient autour de Constantin et des capitaines génois et vénitiens ne perdirent pas courage : avec des troncs d'arbres, des balles de laine, des tonneaux remplis de terre, ils édifièrent des remparts de fortune derrière lesquels ils luttèrent pied à pied. La supériorité de l'artillerie turque, voilà, militairement parlant, la cause de la chute de Constantinople.

Il en est une seconde, bien connue, qu'il suffira de rappeler : c'est le transport, par-dessus la colline de Péra, d'une partie de la flotte turque jusqu'au fond de la Corne d'Or. Les Génois et les Vénitiens, qui combattaient avec les Grecs, étaient maîtres de la mer. Non seulement leur flotte était à l'abri dans la Corne d'Or, protégée par la chaîne qui fermait le port entre la Pointe du Sérail et Galata, mais leurs gros navires à voiles possédaient une supériorité absolue sur les petits bateaux et les galères du Sultan. Le 20 avril, quatre bâtimens génois qui arrivaient d'Italie au secours de la ville assiégée, tinrent tête, plusieurs heures durant, à l'effort acharné des centaines de bateaux de l'amiral Baltoglou et finalement pénétrèrent dans la Corne d'Or, non sans infliger aux Turcs des pertes sensibles. Le Sultan, exaspéré de cet échec, chercha l'occasion d'une revanche. Tous les efforts pour briser la lourde chaîne qui fermait le port ayant échoué, il résolut de tourner la difficulté en transportant des bateaux par-dessus la colline abrupte de Péra pour les faire descendre dans la Corne d'Or. L'opération, qui a étonné les contemporains et consterné les Byzantins, n'était pas sans pré-

cédens : déjà le « khagan » des Avares, lors du siège de 625, l'avait exécutée. Quatorze ans avant le grand siège, les Vénitiens avaient ainsi fait passer une escadre de l'Adige dans le lac de Garde, et l'archevêque Léonard de Chio, l'un des chroniqueurs du siège, nous dit que ce fut le même ingénieur vénitien qui dirigea les travaux pour le Sultan Mahomet II. L'opération est moins prodigieuse qu'elle n'en a l'air. Les bateaux turcs étaient des bâtimens légers appelés « fustes, » sortes de grandes barques à rames, qu'il ne fut pas très difficile de tirer hors de l'eau, d'installer dans une sorte de forme en bois et de faire glisser, à grand renfort de bœufs et de bras d'hommes, sur un plancher graissé recouvrant le sol et formant une sorte de chemin artificiel. Ce qui est étonnant, c'est la célérité et l'ordre avec lesquels l'opération fut conduite, sous les yeux du Sultan lui-même. A l'aube du 22 avril, les Génois de Galata et les Grecs, du haut de leurs remparts, purent voir avec stupeur soixante-dix navires turcs grimper la côte abrupte, au son des fifres et des tambours, redescendre l'autre pente et flotter dans la Corne d'Or. Cette manœuvre audacieuse obligea les Grecs à garnir de défenseurs le rempart du côté de la Corne d'Or et à tenir au complet les équipages des navires. Toutefois, cette grave complication ne leur enleva pas la supériorité navale ; les navires turcs restèrent dans la Corne d'Or sans oser attaquer les gros bateaux génois et vénitiens. Ceux-ci gardèrent si bien la maîtrise de la mer qu'au moment où la ville fut prise, ils purent mettre à la voile et s'en aller sans être inquiétés. Il est certain que si Constantin XI eût été un lâche, il aurait pu facilement s'enfuir par mer et éviter son tragique destin.

Les deux adversaires, dans ce grand duel de deux civilisations et de deux races, furent vraiment dignes l'un de l'autre. Celui qui allait porter dans l'histoire le titre de « Sultan Fatih » n'avait que vingt-cinq ans. Depuis son avènement, une pensée unique occupait son esprit : Constantinople. Toutes les facultés de son intelligence, toutes les énergies de son être, étaient tendues vers ce but suprême. M. Schlumberger nous montre bien comment il avait patiemment préparé, par une campagne diplomatique très habile et par un intense entraînement militaire, la redoutable entreprise où il voulait immortaliser son nom. Le Prophète avait dit que le plus grand prince de l'Islam serait celui qui prendrait Constantinople ; il voulut être celui-là :

un Turc réussirait là où les Arabes avaient échoué. Toutes les chances de succès que la prévoyance la plus active peut assurer à un souverain, Mahomet II les mit de son côté avant de dresser ses batteries devant les murs théodosiens. Dans l'exécution, il se révéla général habile ; admirable entraîneur d'hommes, il exigea de ses troupes l'ordre et la discipline ; en artillerie, il fut un novateur ; l'assaut final fut préparé et dirigé avec une science et une énergie dignes d'un grand capitaine.

Le dernier héritier des Césars ne se montra pas indigne de la grande lignée qui allait se terminer avec lui. Il déploya, pour conjurer le danger, une noble activité, cherchant des alliances, conjurant les princes de la Chrétienté de ne pas laisser périr son trône et sa ville. Pendant le siège, il fut royalement brave, toujours le premier aux remparts, courant sans cesse, sur sa jument arabe, partout où sa présence pouvait ranimer les courages ; il fit preuve de fermeté, de tact politique et d'esprit d'organisation. Pas un instant, il ne s'abandonna lui-même. Il eut, jusqu'au degré héroïque, la vertu d'espérance ; il aurait pu fuir, il aurait pu obtenir, après l'échec des premiers assauts turcs, une capitulation honorable que son ennemi lui offrait ; il préféra la lutte jusqu'à la mort. Un prince a toujours, dans une pareille extrémité, des conseillers pusillanimes qui savent lui démontrer que le parti le plus prudent est aussi le plus sage ; l'auteur anonyme de la *Chronique moscovite*, qui fut sans doute un témoin oculaire du siège, nous raconte que, dans l'entourage du Basileus, on lui remontrait que l'intérêt même de son empire était qu'il s'embarquât sur les galères génoises et qu'il allât chercher le secours de son frère le despote de Morée, des Albanais et de leur terrible Scanderbeg, de Jean Hunyad, du Pape et des princes chrétiens. L'empereur, dit la chronique, écouta en silence ses conseillers et leur fit cette réponse : « Votre conseil est excellent. Je vous en remercie. Je sais combien la démarche que vous me proposez d'accomplir pourrait être utile à notre cause, puisque, ainsi que vous le dites fort bien, tout peut arriver, mais jamais je ne me déciderai à abandonner dans une telle infortune mon clergé, les saintes églises de la capitale, mon trône et mon peuple. Que dirait de moi l'univers ? Je vous supplie, au contraire, de me demander de ne pas vous abandonner. Oui, je désire mourir ici

avec vous tous (1). » Quand il ne resta plus à sauver que l'honneur du nom chrétien et du nom romain, Constantin tira son épée et se fit tuer en combattant sur la brèche de la porte Saint-Romain. En vérité, le dernier des Césars n'inspire pas seulement la pitié, mais aussi l'admiration : c'est une belle figure de l'histoire.

Chez l'empereur Paléologue, la volonté de ne pas périr fut égale à l'ardeur de vaincre qui animait son adversaire, mais les moyens d'action n'étaient pas égaux. Le sultan commandait une armée d'au moins 150 000 hommes, dont 12 000 Janissaires. Les Janissaires étaient alors la plus redoutable troupe organisée qu'il y eût en Europe. C'étaient des soldats de métier, enfans chrétiens dérobés ou livrés en tribut par les peuples vaincus et convertis à l'Islam ; sans famille, sans patrie, ils ne connaissaient que le Sultan et la Foi ; ils étaient constamment entraînés à la guerre et leurs imâms entretenaient chez eux le fanatisme musulman.

L'armée du Sultan n'était donc pas composée uniquement de soldats de race turque; outre les Janissaires, Mahomet II commandait aux contingens des princes et des peuples chrétiens, sujets ou vassaux de l'empire : c'étaient environ 30 000 hommes. Beaucoup parmi les plus habiles conseillers de Mahomet II étaient chrétiens ou renégats. Zagan-pacha, le plus ardent de ses lieutenans, était un Albanais renégat; son amiral, Baltoglou, un Bulgare renégat; Orban, le fondeur des grosses bombardes, un transfuge hongrois; les sapeurs qu'il chargea de creuser des mines sous les remparts ennemis étaient des Serbes; chrétien aussi l'ingénieur qui fit passer les vaisseaux par-dessus les collines. L'intérêt ou la nécessité avait amené ces hommes dans le camp turc. Il ne faut pas se représenter les Turcs comme tout à fait étrangers aux Grecs ou aux autres peuples chrétiens du Balkan; des mariages avaient uni les maisons régnantes, des princes fugitifs avaient trouvé asile dans les cours rivales. Un prince turc nommé Orkhan combattit en brave sur les remparts de Constantinople. Déjà, au XIIIe siècle, Isaac Comnène avait passé une partie de sa vie à la cour du Sultan d'Iconium; son fils aîné, frère du fameux Andronic II, avait épousé la fille d'un émir musulman. Au XIVe siècle, pour la première fois, on vit un

(1) Schlumberger, p. 188.

prince byzantin, Cantacuzène, marier sa fille Théodora au Sultan turc de Nicée, Orkhan. On vit même un fils du Sultan Bajazet, laissé en otage à Constantinople, y devenir l'ami du prince Jean, le futur Jean VIII, se convertir spontanément et mourir chrétien en 1418. Depuis 1390, les Turcs étaient déjà si nombreux à Constantinople que le Basileus leur avait accordé une mosquée et un cadi. Les Turcs avaient adopté certaines coutumes ou mœurs de la civilisation grecque, et réciproquement; il y avait eu même des projets d'alliance politique; les Grecs de Byzance, surtout depuis qu'ils avaient perdu leurs provinces d'Europe et d'Afrique, étaient devenus des Orientaux: n'eût été la religion, ils se fussent trouvés, sans doute, moins loin de Mahomet et de ses Turcs que des « Francs » de l'Occident et de leur Pape.

L'étude des rapports de l'empire byzantin avec la catholicité occidentale jette une vive lumière sur les derniers jours de Byzance. La ville des Césars, dans les deux derniers siècles de son histoire, est redevenue, comme au temps de Constantin, une cité gréco-latine. Même après la chute de l'empire latin fondé par les Croisés en 1204, l'influence de l'Occident méditerranéen alla grandissant. En Occident était la force militaire. Les Génois et les Vénitiens se partageaient le commerce de la Méditerranée orientale; leur mercantilisme avait dénaturé l'esprit de croisade; ils avaient des colonies dans tous les ports du Levant. La chrétienté d'Occident, au XIIIe et au XIVe siècle, développait les principes de vie que le catholicisme latin avait déposés en elle; une civilisation originale, dans tout l'éclat de sa forte jeunesse, s'y épanouissait et faisait resplendir les lettres et les arts. L'Orient, au contraire, séparé par le schisme de cette grande source de vie et de progrès, se repliait sur lui-même, s'étiolait dans un particularisme étroit, s'enfermait dans une civilisation figée et hiératique. Les plus intelligens des empereurs de Byzance avaient compris la nécessité de rajeunir le Byzantinisme; plusieurs d'entre eux épousèrent des princesses latines; ils favorisèrent le développement de la colonie génoise de Galata. « Sous le règne de l'empereur Manuel, aimé de Dieu, écrit Guillaume de Tyr, le peuple latin avait trouvé auprès de lui le juste prix de sa fidélité et de sa valeur. L'empereur dédaignait ses petits Grecs comme des hommes mous et efféminés et, ayant lui-même de la grandeur d'âme et une bravoure

incomparable, il ne confiait qu'aux Latins le soin de ses plus grandes affaires, comptant avec juste raison sur leur dévouement et leur vigueur. Comme ils étaient fort bien traités par lui et qu'il ne cessait de leur prodiguer les témoignages de son extrême libéralité, nobles et roturiers accouraient de tous les coins du monde vers celui qui se montrait leur plus grand bienfaiteur (1). »

Ce Manuel Comnène avait fait épouser à son fils Alexis une sœur de Philippe-Auguste, Agnès de France, qui fut impératrice sous le nom d'Anne. Plus tard, une Anne de Savoie, mariée à un Paléologue, contribua beaucoup à la décadence finale de l'empire et au progrès des Turcs en Europe (2). Manuel II vint à Paris au temps de Charles VI, en l'année 1400; ses deux fils Jean VIII et Constantin, qui furent les deux derniers empereurs de Byzance, épousèrent des princesses latines.

Mais le peuple et le clergé de Constantinople ne comprirent jamais cette politique des empereurs; le peuple détestait dans le latinisme le souvenir de l'assaut et du pillage du 12 avril 1204, il méprisait les « Barbares » d'Occident et les « idolâtres » de Rome et se croyait seul dépositaire de la foi et de la civilisation. A plusieurs reprises, de sanglantes émeutes, encouragées par le clergé ou conduites par quelques ambitieux qui exploitaient les passions de la foule, éclatèrent contre les Latins. Ce fut bien pire quand Jean VIII Paléologue, en 1439, vint au concile de Florence, accompagné du patriarche Joseph et suivi du somptueux cortège que Benozzo Cozzoli a représenté dans la charmante fresque du Palais Riccardi, et proclama l'union des deux Églises. Au mois de décembre 1452, tandis que l'empereur Constantin XI faisait célébrer à Sainte-Sophie une fête solennelle, en l'honneur de la fin du Grand Schisme, où le Cardinal Isidore, légat du Pape, et le Patriarche Grégoire, officièrent en commun en présence du Basileus et de sa cour, la foule, hors de l'église, excitée par l'agitateur Gennadios, par les moines et le bas-clergé, ne cessait de crier : « Mort aux Azimites et à leur idolâtrie! » Le parti antiromain trouvait de hauts appuis parmi les premiers personnages de l'empire. Qu'avaient besoin les fils dévots de la toute-puissante Panagia du secours du Pape et des

(1) Voyez les très intéressantes *Figures byzantines* de M. Diehl; 2e série, p. 111 (1 vol. in-16; Colin).

(2) *Ibid.*, p. 243.

Latins? Les reliques des Saints, les icônes très vénérées, gardiennes, depuis si longtemps, de la cité, suffiraient à la protéger. Jusque sous le feu des canons turcs, une partie des Grecs préférait le Sultan au Pape. Le grand-duc Notaras, le premier personnage de la cour après l'empereur, ne se gênait pas pour déclarer qu'il aimait mieux voir dans Constantinople le turban du Sultan plutôt que la mitre romaine. La grande majorité des Grecs avait cessé, depuis la cérémonie de décembre, de fréquenter Sainte-Sophie, qu'ils regardaient comme souillée par l'idolâtrie romaine, et ceux-là même qui, par politique, acceptaient l'Union, ne le faisaient qu'à contre-cœur, dans l'espoir d'obtenir l'alliance des princes catholiques. Même aux momens les plus tragiques du grand siège, une sourde mésintelligence ne cessa de se manifester entre Grecs et Latins.

Les malheureux Byzantins avaient cependant grand besoin de l'aide des Latins. Dans l'immense cité, bien dépeuplée il est vrai, le Basileus n'avait pu réunir que 4 973 combattans grecs. C'est le chiffre singulièrement précis donné par l'historien Prantzès, l'ami et le meilleur serviteur du Basileus, qui fut lui-même chargé de ce douloureux recensement. Durant le siège, les premiers rôles furent tenus par des capitaines génois et vénitiens et les postes les plus difficiles confiés aux 3 000 braves soldats italiens qu'ils commandaient. Le Génois Jean Giustiniani, condottière de grand renom, arrivé à la veille du siège avec deux vaisseaux, trois cents marins et quatre cents soldats munis de côtes de mailles, accepta de combattre « pour l'honneur de Dieu et celui de toute la Chrétienté » et de défendre la partie la plus exposée du rempart, près de la porte Saint-Romain. Le Basileus lui donna le commandement supérieur de toutes les troupes. Il fut le héros du siège et sa chute, pendant l'assaut final, fut le signal de la chute de la place. La cardinal Isidore lui-même commandait une portion du rempart. Les Italiens étaient en tout 3 000. Malheureusement, la concorde ne régnait pas entre eux : Vénitiens et Génois, rivaux pour le commerce, se détestaient. Tous firent vaillamment leur devoir, mais enfin, ces étrangers combattaient pour leurs intérêts, non pas *pro aris et focis*. Le brave Giustiniani lui-même, lorsqu'il tomba grièvement blessé, songea à son salut et, malgré les supplications de Constantin, il se fit ouvrir une poterne qui donnait accès dans la ville et se fit porter à bord de son vaisseau ; cette issue

ouverte fut une tentation fatale pour les combattans épuisés et débordés ; ils s'y précipitèrent, et tout fut perdu.

Les Génois de Galata se considéraient comme formant une colonie indépendante ; ils cherchèrent à garder la neutralité, négociant avec le Sultan, l'assurant de leur bon vouloir et sollicitant sa protection. Quand les vaisseaux turcs furent transportés par voie de terre dans la Corne d'Or, au pied même des remparts de leur cité, ils auraient pu gêner beaucoup, empêcher même l'opération ; ils se gardèrent bien de le faire. Ces marchands avisés auraient bien voulu sauver la ville, car ils prévoyaient que, Constantinople prise, leur indépendance serait compromise, mais la peur des représailles turques les retenait : entre ces deux périls, en gens de mer qu'ils étaient, ils louvoyèrent. Le Sultan, de son côté, les ménageait ; l'hostilité déclarée de Galata aurait pu contrarier les opérations du siège et provoquer l'intervention d'une flotte génoise, portant des troupes du duc de Milan ; mieux valait temporiser ; par intimidation et diplomatie, Mahomet II obtint la neutralité, peut-être bienveillante, du podestat de Galata (1). Après la victoire, le sultan exigea la démolition des remparts et la remise des armes, mais il confirma, par de nouvelles capitulations, les privilèges des Génois, leur accorda le droit de commercer dans tout l'Empire, et de conserver les coutumes et privilèges qu'ils tenaient des Basileis, à l'exception du droit de sonner les cloches. Les Génois, dans cette terrible aventure, furent avant tout commerçans.

Aucun grand État chrétien ne secourut la ville assiégée. Jean Hunyad, qui avait signé en 1451 un armistice avec le Sultan, lui fit savoir, quelques jours après le commencement du siège, qu'il avait résigné ses pouvoirs de régent du royaume de Hongrie entre les mains du jeune roi Vladistlav, et que, désirant donner au nouveau prince sa pleine liberté d'action, leurs engagemens réciproques se trouvaient annulés. C'était une menace, pour prix de laquelle il demanda au Basileus la cession de la ville de Mesembrya ; mais la menace ne fut pas suivie d'effet. Le 20 mai cependant, une ambassade venue pour annoncer au Sultan l'avènement du nouveau Roi insista auprès de lui pour qu'il levât le siège, ajoutant que, s'il ne le faisait pas, les Hon-

(1) V. Schlumberger, p. 173 ; mais il faut se méfier, quand il s'agit des Génois, des informations de source vénitienne.

grois seraient obligés d'intervenir. Trois jours après, la ville était prise ! Le roi d'Aragon, qui, par avance, réclamait l'île de Lemnos, n'expédia aucun secours. Le despote de Serbie, Georges Brancovitch, envoya au Sultan une ambassade pour le rassurer sur ses intentions. La flotte vénitienne tarda à se montrer dans les parages de l'Archipel ; il fallut toutes les instances et les subsides du Pape pour la décider à faire voile ; vingt ou trente navires sous les ordres de Messire Jacques Loredan étaient arrivés à Chio, où, depuis un mois, ils attendaient des vents favorables, quand la nouvelle du désastre leur parvint. Ce secours aurait sauvé Constantinople. Malgré son immense supériorité numérique, l'armée du Sultan désespéra plusieurs fois du succès. Avant l'assaut final, le grand-vizir Khalil Pacha, qui avait toujours été opposé à la guerre, conseilla de lever le siège. Il montrait avec insistance les Hongrois, les Vénitiens menaçans. Il est très probable que, si un secours de quelque importance fût venu renforcer les assiégés, la ville eût réussi, cette fois encore, à repousser les assaillans.

Aucun secours ne parut, et la ville succomba. Le dernier chapitre de M. Schlumberger décrit dramatiquement le massacre et le pillage qui suivirent. A cette époque, dans toute l'Europe, le cri de « Ville gagnée ! » annonçait toujours un pillage, souvent un massacre. Avant l'assaut, le Sultan avait promis à ses soldats trois jours de pillage ; tout ce que contenait la cité impériale, hommes, femmes, enfans, richesses devrait être le butin des vainqueurs. Cette promesse fut accueillie, dans le camp turc, par d'immenses acclamations. L'archevêque Léonard de Chio, qui les entendit, en demeurait terrifié : « Oh ! si vous eussiez entendu comme nous leurs cris incessans, dit-il dans sa relation, en vérité, vous vous seriez émerveillés ! » Après un aussi long siège et si difficile, la fureur des assaillans, qui avaient subi de très grandes pertes, s'était exaspérée, d'autant plus que d'imprudens Grecs, assurément de ceux qui avaient soin de se tenir le plus loin du combat, leur lançaient du haut du rempart des injures et des invectives. Il n'est donc pas étonnant que l'entrée des vainqueurs ait été ensanglantée par des massacres, d'autant plus qu'à côté des troupes régulières, l'armée du Sultan comptait des corps nombreux de Bachi-Bozouks.

On tua surtout les vieillards, qui n'avaient pas de valeur marchande, et on réserva pour l'esclavage les plus jeunes. Ce

qui est remarquable, c'est l'ordre relatif que la volonté du Sultan et des chefs turcs parvint à faire régner dans un tel tumulte. Les Turcs furent définitivement maîtres de la ville le 29 mai entre neuf et dix heures du matin, et, à midi, constate M. Schlumberger, un ordre du Sultan, répété par ses crieurs, arrêta le massacre. Le pillage promis se fit aussi avec un certain ordre. Les maisons déjà occupées par des soldats turcs étaient signalées par une petite banderole qui indiquait aux autres qu'ils eussent à se pourvoir ailleurs de butin. Les marins abandonnèrent leurs bateaux pour prendre part au pillage, ce qui permit aux navires chrétiens qui étaient dans le port, chargés de richesses et de fugitifs, de s'éloigner sans combat. Après trois jours, tout rentra dans l'ordre, le *yassak* turc fut obéi. Le Sultan Fatih fit son entrée dans sa nouvelle capitale à la tête de bataillons parfaitement ordonnés et disciplinés. Il se rendit droit à Sainte-Sophie, monta sur l'autel et, tourné du côté de La Mecque, il fit sa première prière, tandis qu'un imâm, du haut de la chaire, récitait la confession de foi sunnite. Depuis cette heure, l'église de Constantin, le temple de la Divine Sagesse, est une mosquée.

Trois jours durant, la ville immense fut livrée au pillage; soixante mille prisonniers furent vendus ou attribués comme esclaves aux vainqueurs. La soldatesque assouvit sa luxure non seulement sur les femmes et les jeunes filles des meilleures familles de Byzance, mais aussi sur les adolescens et les enfans; les chefs donnaient l'exemple : les fils du grand-duc Notaras, celui de l'historien Phrantzès, payèrent de leur tête le crime de préférer la mort au déshonneur. Les immenses richesses d'art entassées depuis des siècles dans la ville des Césars furent dispersées, perdues, gaspillées; les bibliothèques, qui renfermaient sans doute le trésor de la sagesse et de l'art antiques, furent anéanties, ainsi que les merveilleuses enluminures des manuscrits sacrés. « Ce fut, dit M. Schlumberger, un indescriptible appauvrissement pour l'intelligence humaine. » Sur les incomparables mosaïques, sur les splendides fresques des églises, l'Islam étendit le suaire de ses chaux blanches. Et c'en fut fini de la civilisation byzantine qui avait jeté, à certaines époques, un si vif éclat et qui avait prolongé jusqu'aux temps modernes la grande ombre de l'Empire romain.

Le Sultan était trop intelligent pour ne pas comprendre

quelle perte le pillage de tant de trésors était pour lui-même et pour la grandeur turque. Dès son entrée à Sainte-Sophie, la légende veut qu'il ait frappé de son cimeterre un soldat qui brisait le dallage de marbre de ce « monument des infidèles. » Sa volonté rétablit l'ordre ; il donna au patriarche grec l'investiture religieuse et civile avec juridiction sur tous les chrétiens de son Empire; et ainsi fut créé un statut légal pour les chrétiens survivans.

L'historien Cantemir nous raconte que le Sultan Mahomet, entrant en vainqueur dans le magnifique palais des Blachernes, saccagé par sa propre armée, se sentit pénétré de tristesse et se prit à réciter des vers persans sur ce thème éternellement dramatique des vicissitudes humaines : « Aujourd'hui l'araignée est devenue la gardienne du palais des empereurs et a tissé sa toile devant sa porte : le hibou fait retentir les échos des tombes royales d'Efrasaïb de son chant lugubre. » Le Grec Critobule, de son côté, prêtant ses propres pensées au jeune vainqueur contemplant sa conquête, lui fait dire avec des larmes : « Quelle ville avons-nous livrée à la dévastation ! » On ne peut se défendre de pareils sentimens en contemplant les ruine de ces murs orgueilleux qui, pendant tant de siècles, ont bravé tous les assauts de la « Barbarie » et où poussent aujourd'hui les cyprès et les myrtes. Dans l'enceinte de ces murailles, au jour où les Turcs entrèrent pour l'immense destruction, vivait un empereur magnifique, une bureaucratie exacte et savante, de hauts dignitaires et des fonctionnaires qui se disputaient des insignes, des décorations, des faveurs, tout un clergé de prêtres et de moines zélés, subtils flaireurs d'hérésie, acharnés ennemis de « l'idolâtrie » papiste. Tout cela fut anéanti en un jour. Devant ces ruines de la cité rayonnante, comme parmi les pierres de l'Acropole ou du Colysée, on se prend à répéter les vers d'Homère que, devant les ruines de Carthage vaincue, l'historien Polybe surprit sur les lèvres de Scipion Émilien : « Un jour aussi verra tomber Troie, la cité sainte, et Priam et son peuple invincible. »

René Pinon.

A TRAVERS
LES ORIGINES D'UNE GUERRE[1]

Au mois de mars 1907, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, soumettait à l'approbation du Président de la République un décret instituant au quai d'Orsay une commission chargée de réunir et de publier les documens diplomatiques relatifs à la guerre de 1870-1871. Approuvée par le chef de l'État et formée aussitôt, la Commission se mit à l'œuvre sur-le-champ, sous la présidence de M. Deluns-Montaud, ministre plénipotentiaire, chef de la division des Archives du département. Ce haut fonctionnaire étant décédé l'année suivante fut remplacé par M. Joseph Reinach qui, depuis cette époque, dirige les travaux et publications dont son prédécesseur avait eu l'initiative.

Dans le rapport que M. Pichon adressait au Président de la République à l'appui de sa proposition, se trouvent résumés les motifs qui la justifiaient. Le ministre, s'autorisant des modifications que les événemens de 1870 ont fait subir à la carte politique de l'Europe, rappelait que, depuis cette époque, des écrivains de tous les pays se sont exercés à retracer l'histoire de ces jours tragiques et à en tirer des enseignemens pour la politique ou pour la guerre. On sait en effet que les jugemens et les appréciations à cet égard ont été abondans et qu'encore à l'heure où nous sommes, la fécondité des historiens ne semble pas épuisée. Études des opérations militaires, exposés des

(1) *Les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871.* Recueil de documens publiés par le ministère des Affaires étrangères; 8 vol. in-8. Paris, Gustave Ficker.

motifs dont s'inspirèrent les belligérans avant d'en venir aux mains, récits justificatifs publiés par les personnalités qui avaient eu alors la lourde charge du gouvernement et par celles qui, à des titres divers, avaient contribué à l'attaque ou à la défense de notre territoire, rien n'a manqué à la vaste enquête ouverte du côté des vainqueurs comme du côté des vaincus, à l'effet d'établir les responsabilités d'un événement qui a transformé, pour un temps, les assises de l'équilibre européen.

Toutefois l'auteur du rapport, signalant le caractère incomplet et parfois tendancieux de ces nombreux travaux, en tirait cette conclusion qu'en vue de combler des lacunes inévitables, il était devenu nécessaire « de réunir et de mettre au jour, dans un esprit de complète impartialité, des documens qui permettraient de raconter en pleine connaissance de cause l'histoire d'une époque si féconde en enseignemens. » — « Les conséquences de la guerre, ajoutait-il, ont été infinies ; quelles que soient les idées qui prévalent à cette heure à leur sujet, l'intérêt paraîtra capital de bien déterminer le rôle et les responsabilités de chacun dans sa préparation, dans sa déclaration et dans les négociations qui l'ont précédée, accompagnée ou suivie. Il ne sera pas d'un moindre intérêt de préciser les causes de notre isolement à l'heure où les hostilités s'engagèrent et les motifs pour lesquels telles Puissances, sur l'aide desquelles nous étions peut-être en droit de compter, nous ont fait défaut. »

Rechercher les origines diplomatiques de la guerre, complément nécessaire de l'étude de ses origines historiques, tel était donc l'objet de la publication que la Commission entreprenait. On en comprendra l'importance lorsque nous aurons dit que les neuf volumes actuellement parus, bien qu'ils n'embrassent qu'une période de trois années, 1863-1866, ne contiennent pas moins de deux mille cinq cent trente dépêches, lettres ou circulaires, datées de toutes les capitales de l'Europe et au bas desquelles se trouve la signature des divers personnages qui composaient alors l'élite de la diplomatie. Ce vaste recueil atteste l'effort méritoire de la Commission et permet de prévoir qu'il ne lui en faudra pas un moins grand pour mener sa tâche à bonne fin. Il est vrai qu'elle en sera dédommagée par la gratitude des historiens qui auront désormais sous les yeux la presque totalité des documens propres à donner plus d'autorité à leurs récits, surtout si les gouvernemens étrangers suivent

l'exemple que leur donne le gouvernement français et s'ils y mettent la même loyauté que lui.

Toutes ces pièces n'ont pas la même importance. Si les unes nous révèlent les vues des gouvernemens, leurs variations et l'état d'âme des souverains et des hommes d'État, à l'heure où elles ont été écrites, il en est d'autres qui ne reflètent qu'une impression plus ou moins accidentelle et fugitive, recueillie au passage, résultant d'une chose vue ou d'une parole entendue, qu'effacera celle du lendemain et qui, sans influence sur les événemens, n'a de prix pour l'histoire que parce qu'elle éclaire les phases successives par lesquelles ils ont passé avant de se dénouer. En outre, plusieurs de ces documens ont été utilisés déjà dans des ouvrages antérieurs et ne sont plus pour nous une nouveauté. Mais, quel que soit leur degré d'intérêt et d'importance, leur réunion dans leur ordre chronologique en rend la lecture singulièrement suggestive, en ce sens qu'en nous rappelant des souvenirs aussi douloureux pour nous qu'inoubliables, elle les précise et y répand la lumière au profit de la vérité : c'est en cela que l'ouvrage dû à l'initiative de M. Stephen Pichon et mis sur pied par la commission ministérielle, constitue un trésor documentaire d'une valeur incontestable.

En tête du premier volume et à la suite du rapport adressé par le ministre au Président de la République, s'en trouve un autre qui lui a été adressé à lui-même par les membres de la Commission. Ils y exposent d'abord l'embarras qu'ils ont éprouvé lorsqu'ils ont voulu assigner une date précise aux origines de la guerre et les raisons pour lesquelles ils les ont placées à la fin de l'année 1863, et au commencement de l'année 1864, c'est-à-dire au début des péripéties dont les duchés de l'Elbe furent la cause et le théâtre. Bien que ces péripéties soient encore présentes à toutes les mémoires, il y a lieu de les résumer ici brièvement, afin de rendre compréhensible ce qui va suivre.

En 1852, cédant à la nécessité de mettre un terme aux conflits qui s'étaient élevés depuis trop longtemps dans le Schleswig et le Holstein incorporés à la Confédération germanique, quoique faisant partie du royaume danois, les grandes Puissances réunies à Londres avaient signé, le 8 mai, un traité par lequel, après avoir obtenu du souverain de ce pays la promesse de réformes intérieures que commandait la justice, elles adoptaient et prenaient sous leur protection le principe de

l'intégrité de la monarchie de Danemark, et garantissaient en outre à la maison royale l'ordre de la succession au trône, telle qu'elle l'avait réglée. Malheureusement, quelques années plus tard, le conflit que la diplomatie européenne s'était flattée d'apaiser, renaissait à la suite des récriminations des populations allemandes établies dans les duchés, à qui les réformes réalisées semblaient insuffisantes. La Diète germanique était alors intervenue par les armes pour soutenir leurs prétentions, ne parlant de rien moins que de détacher des États danois, contrairement au traité de 1852, les deux provinces qui donnaient lieu au litige et d'en faire un État autonome sous le gouvernement du duc d'Augustenbourg. Les troupes fédérales venaient d'y entrer sans rencontrer de résistance, lorsque, se substituant à la Diète malgré ses protestations, l'Autriche et la Prusse s'étaient arrogé le droit, qui n'était que le droit du plus fort, d'avoir seules raison de l'opposition du Danemark. Au mois de janvier 1864, après des combats sanglans, elles occupaient les duchés et, si l'Autriche semblait disposée à s'en remettre pour leur sort aux décisions de la Diète, la Prusse laissait percer le dessein de ne s'en dessaisir ni pour les abandonner au duc d'Augustenbourg, ni pour les restituer au Danemark.

Antérieurement à cette date, et lorsque la crise qu'elle rappelle venait aggraver les alarmes de l'Europe, déjà troublée par l'insurrection polonaise et par les visées de l'Italie sur la Vénétie et sur Rome, l'empereur Napoléon avait, le 4 novembre 1863, proposé aux Puissances la réunion à Paris d'un Congrès où toutes seraient représentées. Pour justifier sa proposition, il faisait valoir que l'édifice politique de l'Europe, élevé à Vienne en 1815, s'écroulant de toutes parts, il était urgent de lui en substituer un autre, c'est-à-dire « de régler le présent et d'assurer l'avenir » sur des bases plus justes et plus propres à garantir la paix. Un grand Congrès, où toutes les questions politiques seraient discutées et toutes les difficultés résolues dans un intérêt commun, pouvait seul accomplir cette tâche pacificatrice. Sauf l'Angleterre et l'Autriche, tous les gouvernemens, avec ou sans réserves, s'étaient montrés favorables au projet de l'Empereur. L'Angleterre l'avait écarté par un refus formel. Quant à l'Autriche, tout en reconnaissant l'utilité de cette réunion, elle n'y voulait participer qu'à la condition que les Puissances signataires du traité de 1852 y seraient seules admises et qu'on n'y

traiterait que les affaires du Danemark. La proposition de Napoléon III était ainsi tombée dans l'eau et, bientôt après, une offre de médiation faite par l'Angleterre allait avoir le même sort. La Prusse et l'Autriche, pendant ce temps, poursuivaient l'exécution de leurs desseins à travers de multiples incidens qui devaient les brouiller et les armer, en 1866, l'une contre l'autre. Tel est en résumé l'événement dans lequel les membres de la Commission dont l'œuvre est sous nos yeux ont placé le berceau de la guerre de 1870.

Ils ne se dissimulent pas qu'il y a dans leur choix une certaine part de convention. Mais ils font justement remarquer que la période à laquelle ils se sont arrêtés est celle où, dans la confusion où l'Europe se trouva tout à coup jetée, commencent à se révéler les mobiles et les ambitions du gouvernement prussien. D'autre part, en remontant plus haut pour retrouver les origines de la guerre, ils eussent rencontré sur leur route des événemens qui, par des étapes successives, les auraient ramenés de siècle en siècle jusqu'au plus lointain passé. Notre histoire nationale n'est-elle pas alimentée à tout instant par les rivalités de la France avec l'empire allemand?

Il faut cependant constater qu'encore aujourd'hui, les historiens ne sont pas entièrement d'accord sur la date à laquelle il convient de placer les origines de la guerre. L'un d'eux et non des moindres, Émile Ollivier, est d'avis « qu'on a démesurément grossi cette affaire du Danemark en la présentant comme la source d'où sont sortis tous nos maux et qu'il n'y a aucun lien nécessaire entre 1863 et 1870. » Peut-être est-ce trop dire, et serait-il plus juste de reconnaître que si le gouvernement impérial commit, en 1863, la très lourde faute de laisser l'Autriche et la Prusse comploter ensemble et porter la plus grave atteinte à l'intégrité de la monarchie danoise garantie par le traité de 1852, il commit, en 1866, une faute plus lourde encore en laissant la Prusse écraser l'Autriche. N'est-ce pas surtout de cette faute que nous avons subi trop longtemps les douloureuses conséquences? Sans insister autrement sur la question de savoir à laquelle des deux dates précitées est la source de nos malheurs, il est aisé de mettre d'accord les opinions contradictoires en rappelant que, de 1863 à 1866, ont été commises de notre côté des fautes irréparables et qu'en conséquence, si l'on veut s'en tenir aux causes immédiates de la

guerre, indépendamment de la plus visible de toutes, qui est la candidature Hohenzollern, c'est dans cette période qu'il les faut chercher.

D'autres toutefois, pour être d'un caractère différent, ne sont pas moins décisives. Mais, avant d'y regarder, il me paraît utile de formuler une observation préliminaire. Les auteurs du rapport adressé au ministre des Affaires étrangères semblent s'attacher, en recherchant les origines de la guerre de 1870, à établir une différence entre ses origines diplomatiques et ses origines historiques. Cette différence existe-t-elle autant qu'ils paraissent le supposer et, dans la réalité, ces origines ne se confondent-elles pas? Peut-on, en un mot, séparer les unes des autres? Pour ma part, je ne le crois pas : c'est dans leur ensemble, je dirai même dans leur confusion ou, si l'on préfère, dans leur suite logique, que j'aperçois comme en un bloc les causes immédiates et les causes lointaines du conflit retentissant qui se dénoua par la défaite de nos armes. Il en est deux cependant qui dominent toutes les autres : en premier lieu, le ressentiment séculaire de la Prusse contre la France, qui la disposait à voir dans celle-ci une ennemie et une rivale que l'intérêt national commandait d'abattre; puis la présence, du côté prussien, de l'homme d'État qui, dans les temps modernes, a incarné, avec le plus d'éclat et le plus de bonheur aussi, ce qu'on est convenu d'appeler le génie politique, bien que ce ne soit souvent que la résultante des faveurs de la fortune. Bismarck a résumé dans sa personne comme dans sa conduite toutes les jalousies, toutes les convoitises, toutes les haines de la Prusse. Patriote ardent, ambitieux de renommée, il a voulu passionnément la guerre, c'est lui-même qui nous en a fait l'aveu. Il n'y a vu que des avantages pour son pays. Au début du conflit allemand-danois, elle lui semblait déjà nécessaire, et il s'est efforcé de la rendre inévitable.

Voici plus de trente ans qu'un éminent diplomate, le regretté Rothan, le constatait dans ses belles études sur la politique française en 1866 : « On ne peut contester, disait-il, que le comte de Bismarck attachait le plus grand prix au conflit des duchés de l'Elbe, ni la peine qu'il s'est donnée de longue date pour diviser et pour paralyser les Puissances le plus directement intéressées au maintien de l'intégrité de la monarchie danoise et empêcher que celle-ci fût secourue. » Rien n'est plus vrai et,

pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les documens officiels qui viennent d'être tirés de nos Archives. Ils nous fournissent à tout instant, dès le début de la crise danoise, des preuves de la duplicité du ministre prussien.

En 1864, tandis qu'il se réjouit ouvertement d'être « sur le pied d'une alliance croissante avec l'Autriche » et d'avoir dissipé un dissentiment qui s'était élevé entre elle et la Prusse, à propos d'un traité de commerce, il dit à l'un de ses confidens : « Je la ménage un peu sur ce point pour qu'elle me laisse les mains plus libres dans les duchés. D'ailleurs, nous sommes d'accord sur les grands principes, et, si quelque incident nouveau soulève momentanément une discussion entre nous deux, ce ne sera qu'une dissidence passagère et de courte durée. Pour toutes les grandes affaires, nous marchons et nous marcherons ensemble. » Lorsqu'on se rappelle ce qui s'est passé en 1866, on ne peut lire ces propos sans stupéfaction et ne pas se demander si, dès ce moment, Bismarck ne jouait pas une comédie vis-à-vis de son alliée. Comment pouvait-il supposer que l'Autriche lui laisserait les mains libres pour faire dans les duchés ce qu'il se proposait d'y faire, c'est-à-dire s'approprier non seulement ce qu'on lui laisserait prendre, mais encore ce qu'il saurait prendre si, d'aventure, on le lui refusait? Assurément il est plus sincère lorsque, après avoir constaté que sur certains points il est d'accord avec l'Autriche, il ajoute : « Le temps fera le reste. La mission de la Prusse est de s'étendre. Nous devons toujours y penser. Il faut que nos prévisions soient vastes, qu'elles aient un large horizon. »

D'autres aveux justifient plus formellement encore l'affirmation de Rothan. A propos du désir exprimé à la même époque par le roi de Prusse de se rencontrer avec l'empereur Napoléon, Bismarck révèle à un confident que cette entrevue, si elle a lieu, n'aura pas pour objet « de conclure une alliance sérieuse avec la France. » Une telle alliance serait, selon lui, sans efficacité et il constate avec satisfaction que le souverain français se trouve en ce moment complètement isolé en Europe, ainsi que le démontre le piteux avortement de son projet de congrès. Si le roi de Prusse cherche à se rencontrer avec Napoléon, « ce n'est que pour rendre l'Autriche plus souple en lui montrant qu'il ne dépend que de nous de marcher d'accord avec le Cabinet des Tuileries. »

Les desseins que trahit ce langage éclatent ainsi en plusieurs circonstances entre lesquelles l'historien n'a que l'embarras du choix. En voici une encore qui mérite d'être rappelée. A peine l'Autriche et la Prusse sont-elles entrées dans les duchés que l'on constate une différence sensible dans l'attitude des deux Puissances. Autant l'Autriche se montre modérée, autant la Prusse se montre ardente dans ses revendications contre le Danemark. L'Angleterre ayant offert sa médiation et demandé qu'un armistice soit conclu pour permettre la réunion d'une conférence à laquelle seraient soumises les prétentions réciproques des belligérans, l'Autriche se rallie à ce projet et se déclare résolue à soutenir le principe de l'intégrité de la monarchie danoise. La Prusse, au contraire, signifie qu'elle n'en veut tenir aucun compte et que la conférence ne l'empêchera pas de continuer la guerre jusqu'à ce que le Danemark ait accepté les conditions qu'elle veut lui imposer. Ce qui est plus grave encore, c'est que les dispositions conciliantes de l'Autriche n'exercent aucune influence sur la marche des événemens et qu'en dernière analyse, c'est la politique de la Prusse qui ne cesse de prévaloir, au grand regret de l'Europe qui s'inquiète et se demande si les contradictions qu'on remarque dans les allures de l'un et de l'autre allié sont feintes ou réelles. Personne ne veut admettre « qu'ils aient mobilisé quatre-vingt mille hommes, dépensé beaucoup d'argent et de sang, » uniquement pour imposer au Danemark des réformes dans les duchés, et on commence à les soupçonner, la Prusse surtout, de vouloir purement et simplement s'annexer ces pays.

Il est donc vrai que Bismarck dans toute sa conduite nous a montré ce que peuvent une volonté énergique aux prises avec l'indécision d'autrui. A la marche irrésolue et capricieuse du gouvernement français, à l'inertie de l'Angleterre, il a opposé l'activité audacieuse et réfléchie d'un homme d'État qui, s'étant proposé un but, déploie pour l'atteindre la prévoyance, la persévérance, la dissimulation et, pour tout dire, l'esprit de ruse poussé jusqu'à la perfidie.

Ce qu'il poursuit de longue date avec une indomptable ténacité, c'est la substitution en Allemagne de la prédominance prussienne à la prédominance autrichienne ; il entend que de Vienne la couronne impériale passe à Berlin. Il ne craindra pas de déclarer que « c'est par le fer et par le feu que doit

se dénouer la querelle ouverte depuis Frédéric et Marie-Thérèse pour la domination en Allemagne. » La prise de possession des duchés de l'Elbe est un premier pas vers le but qu'il poursuit. Lorsqu'il associe l'Autriche à cette conquête en commençant à la partager avec elle, c'est dans le dessein de lui disputer bientôt la part qu'il lui en laisse et de faire surgir de leur rivalité une cause de guerre. Au milieu des obstacles qui de tous côtés s'élèvent autour de lui, il ne doute pas qu'il arrivera à ses fins, obtiendra la victoire et réalisera ainsi les ambitions qu'il a conçues pour la grandeur de son pays. Mais son projet n'est qu'un acheminement vers un autre objet. L'Empire allemand reconstitué au profit de la Prusse, il couronnera son œuvre en vengeant sa patrie de la défaite d'Iéna et des humiliations de Tilsitt. Rappeler cet état d'âme de Bismarck, qui, plus ou moins avoué, fut aussi celui de plusieurs de ses compatriotes militaires et civils, c'est mettre en lumière une des causes immédiates de l'événement de 1870.

Mais il y a aussi les causes lointaines, c'est-à-dire les vieilles préventions de la Prusse contre notre pays, auxquelles j'ai fait allusion et qui l'ont rendue plus sensible aux défaites que nous lui avons infligées qu'aux victoires qu'elle a remportées sur nous. Ici, et sans remonter plus haut que la Révolution, les preuves abondent. Lorsqu'en 1792, la guerre éclate entre l'Autriche et la République française, le roi de Prusse se hâte de faire cause commune avec l'Empereur et de cette campagne il ne conservera que l'humiliant souvenir de Valmy. En 1795, il se détache de la coalition, mais à contre-cœur, et parce que les revers des alliés ont épuisé ses ressources. L'ambassadeur de la République, Barthélemy, qui négocia cette paix, constate qu'elle fut de la part du monarque prussien un aveu d'impuissance et déclare expressément dans ses *Mémoires* que ce prince ne s'y décida que parce qu'il ne pouvait plus continuer la guerre. Comment donc ne pas voir une part de comédie dans les manifestations auxquelles il se livre, la paix une fois conclue, pour faire croire que c'est de bon cœur qu'il a déserté la coalition et encouru les reproches de ses alliés d'hier abandonnés par lui? En signant le traité qui le réconcilie avec la France, il nourrit le secret espoir de reprendre ultérieurement les armes contre elle.

En 1800, à la requête de Talleyrand, il s'entremet pour

opérer un rapprochement entre la Russie et la République ; mais c'est moins pour rendre service à celle-ci que pour servir ses propres intérêts en créant une ligue contre ce qu'il ose appeler « l'incalculable avidité de l'Autriche et de l'Angleterre, » comme si lui-même n'avait pas témoigné d'une égale avidité en prétendant à une part des conquêtes qu'elles espéraient faire. Talleyrand, qui a recouru à l'intermédiaire du Cabinet de Berlin pour ouvrir des négociations avec la Russie, ne se trompe pas sur ce qu'il peut attendre de la Prusse et ne compte guère sur son bon vouloir : « Nous ne pouvons douter, écrit-il, que son intermédiaire ne soit pas moins officieux au fond qu'en apparence. » Il sait que si l'Autriche a espéré, durant la période révolutionnaire, profiter des malheurs de la monarchie française pour mettre la main sur l'Alsace, sur la Franche-Comté et même sur la Provence, le roi de Prusse s'est flatté d'avoir sa part dans ces conquêtes.

Déçu de ce côté, l'ambitieux monarque, au cours des années qui suivent, reste en paix avec Napoléon, et son attitude lui vaut de notables agrandissemens de territoire. Aussi se garde-t-il bien de prendre part à la levée de boucliers, entreprise contre la France à la fin de 1805, par la Russie et l'Autriche. Sa conduite en cette circonstance donne la mesure de sa duplicité. Il commence par déclarer que, dans la guerre qui s'engage, il restera neutre, mais, en même temps, il conclut avec Vienne et Saint-Pétersbourg un traité secret d'alliance qui, dans sa pensée, n'aura d'effet que si, comme il le souhaite, Napoléon est vaincu. Brusquement le canon d'Austerlitz déjoue ses calculs. Napoléon est maître de Vienne et c'est au palais de Schœnbrunn où il s'est installé qu'il reçoit dans le cabinet de Marie-Thérèse les félicitations que le ministre prussien Haugwitz lui apporte de la part de son maître. L'Empereur les prend pour ce qu'elles valent. — « Voilà un compliment dont la fortune a changé l'adresse, » dit-il en raillant.

Néanmoins, il propose à son interlocuteur, qui l'accepte aussitôt, un traité d'alliance. Porté à Berlin, ce traité est ratifié par le Roi, malgré la convention qu'il a conclue avec la Russie et l'Autriche. Mais il existe à Berlin un parti de la guerre où figurent la reine Louise, son beau-frère le prince Ferdinand, de vieux généraux comme Brunswick, Blücher, Hohenlohe et autres. Ce parti s'indigne à la pensée que les Français feront la

loi à la Prusse. Napoléon a pu vaincre les Autrichiens et les Russes, mais il n'aura pas raison des Prussiens. « Pour leur assurer la victoire, il ne sera pas besoin de sabres, disent-ils, des gourdins suffiront. » Blücher met le comble à ces vantardises en prédisant que la première rencontre entre Prussiens et Français sera la répétition de Rosbach.

Le roi de Prusse se laisse entraîner par ces excitations. Le 7 octobre 1806, il envoie à Napoléon un ultimatum exigeant comme première condition l'évacuation immédiate de l'Allemagne et que ce mouvement de retraite commence dès le lendemain. Pour toute réponse, Napoléon fait marcher son armée. La campagne dure trente-neuf jours. Lorsqu'elle s'achève, la Prusse n'existe plus. Plus tard, Henri Heine le reconnaîtra. A Saalfeld, à Iéna et à Auerstaedt l'armée prussienne a été anéantie; elle a laissé sur les champs de bataille des milliers de morts et de blessés, sans parler des nombreux prisonniers, des canons et des drapeaux tombés aux mains des vainqueurs. L'un des frères du Roi, le prince Louis-Ferdinand, a été tué; un autre, le prince Auguste, a dû rendre son épée et avec lui la plupart de ces généraux qui s'étaient flattés avec tant de jactance de détruire à jamais la puissance française. Napoléon est entré à Berlin, et la famille royale est en fuite. A dater de ce moment et jusqu'en 1812, le Roi vaincu n'est plus dans les mains de l'impérial vainqueur qu'un jouet condamné à subir toutes ses exigences et tous ses caprices. C'est là ce que la Prusse ne devait plus oublier, et il suffit de rappeler ce tragique souvenir pour faire comprendre comment et pourquoi sa haine est devenue plus ardente et a réveillé ses anciennes convoitises.

Lorsque commence la campagne de Russie, elle est contrainte comme l'Autriche de marcher avec Napoléon. Mais, comme l'Autriche, elle n'attend pour le trahir qu'une occasion propice. Lorsque le destin semble se prononcer contre lui, deux corps allemands abandonnent brusquement l'armée impériale et tournent leurs armes contre elle. Maintenant, le ressentiment prussien, grossi des griefs de l'Allemagne presque entière, ne se contiendra plus. C'est en 1815 qu'il atteint toute sa violence. Le 8 juillet, vingt jours après Waterloo, les armées alliées entrent dans Paris. Les troupes prussiennes sont commandées par le feld-maréchal Blücher, et c'est lui qui se montre le plus acerbe et le plus intraitable de nos ennemis. Il faut l'attitude résolue

du roi Louis XVIII et l'intervention de l'empereur Alexandre pour l'empêcher de faire sauter le pont d'Iéna, et sa volonté, désarmée en cette circonstance, se dédommage par la rigueur des avanies qu'il prodigue aux vaincus partout où ses soldats sont en possession du territoire envahi.

Pendant les négociations pour la paix, la Prusse se distingue par ses exigences et par sa cupidité ; il faut que de nouveau l'empereur de Russie intervienne en faveur de la France qu'il ne veut pas laisser écraser, alors que la Prusse ne poursuit pas d'autre but. Il en sera de même en 1818, au congrès d'Aix-la-Chapelle. C'est malgré la Prusse que le négociateur français, le duc de Richelieu, obtiendra, avec l'appui de l'empereur Alexandre, la libération anticipée du territoire et l'entrée de la France dans la quadruple alliance.

Ces événemens mémorables ne sont pas seuls à établir que la Prusse n'a pas cessé de poursuivre le dédommagement de ses anciens désastres et qu'avant 1870 elle n'était pas encore consolée de l'humiliation infligée à son patriotisme pendant la durée du premier Empire. Waterloo ne lui a pas suffi. Nous en avons d'autres preuves : il y a les aveux du maréchal de Moltke, reconnaissant qu'à peine adolescent, il a été la proie d'un inlassable désir de tirer vengeance des malheurs de son pays ; il y a le mot significatif adressé en 1866, à un diplomate, par le roi de Prusse, au moment où allaient s'ouvrir les hostilités entre Vienne et Berlin : « Si nous avons maintenant la guerre entre nous, nous nous réconcilierons un peu plus tard en faisant une autre guerre en commun. » Il y a enfin les multiples commentaires de Bismarck où, avec une franchise qui touche au cynisme, il révèle les procédés auxquels il a recouru pour rendre inévitable une guerre avec la France. Cette guerre, c'est sa guerre ; il l'a préparée, tout en affectant vis-à-vis du gouvernement français, dont l'inaction favorisait ses desseins, une confiance qui ne fut jamais sincère et qui dissimulait les plans les plus hostiles.

Ce fait indéniable autorise une double supposition, d'abord que, dans sa pensée, l'annexion des duchés de l'Elbe à la Prusse, à l'exclusion de l'Autriche, devait mettre aux prises les deux Puissances et, si l'Autriche succombait dans la lutte, favoriser le conflit avec le gouvernement français à une échéance plus ou moins rapprochée ; ensuite, que, si celui-ci eût été assez heureux pour conjurer la guerre à l'heure où elle

éclata, elle aurait éclaté plus tard. Bismarck n'aurait pas été embarrassé pour faire naître ultérieurement des circonstances dont elle eût été le dénouement nécessaire. Le gouvernement impérial avait eu en face de lui des adversaires dont l'inimitié avait ses racines dans le passé que je viens d'évoquer et qui étaient résolus à faire naître et à saisir toutes les occasions de porter à la France des coups mortels. Bismarck a été le plus fort d'entre eux et il a réussi. Sans doute on doit admettre que son savoir faire a été exagéré. On n'ignore pas que, dans la partie de « risquons tout » qu'il avait engagée audacieusement, il faillit, à plusieurs reprises, se casser les reins, et qu'il dut maintes fois au bon vent qui soufflait dans ses voiles, de conjurer les périls auxquels il s'était exposé. Tout, au contraire, s'est réuni contre nous, et la mauvaise fortune qui nous a atteints et frappés a été d'ailleurs singulièrement aidée par nos fautes.

Elles n'ont été que trop réelles. Il ne semble pas cependant qu'elles soient aggravées, — je ne parle ici que pour les années antérieures à 1866, — par les documens que met au jour le recueil publié par le ministère des Affaires étrangères, lequel ne nous conduit encore qu'à cette date. Après les avoir lus, on est même amené à se demander s'il n'y a pas excès de sévérité à accuser le gouvernement impérial « de s'être laissé conduire par des considérations exclusivement dynastiques » et trop souvent en opposition avec ce que commandait l'intérêt français. Au surplus, ne serait-il pas étonnant que dans une monarchie, il ne fût pas tenu compte de l'intérêt dynastique, lequel après tout n'est pas nécessairement en contradiction avec l'intérêt national et le plus souvent au contraire se confond avec lui? Il me semble donc qu'à cet égard, un jugement définitif ne pourra être rendu que lorsque la publication documentaire qui m'a mis la plume à la main sera achevée. J'en dirai tout autant d'un autre grief formulé dans l'introduction de l'ouvrage, et d'où il résulterait, s'il était fondé, « que la diplomatie du second Empire, toujours attentive, souvent avisée et clairvoyante, a été malheureusement contrecarrée par une diplomatie occulte. » Les documens publiés jusqu'ici ne le prouvent pas. Ce n'est pas à dire que dans la suite ils ne nous en donneront pas la preuve ; mais, jusqu'à ce moment, une réserve impartiale s'impose. Elle est d'autant plus facile que, dans la circonstance, la question à résoudre ne présente plus qu'un intérêt purement historique.

Fût-il démontré que, sous le second Empire, il y a eu une diplomatie occulte, la responsabilité du gouvernement impérial telle qu'elle est établie aujourd'hui n'en serait pas plus aggravée qu'elle ne serait diminuée par la preuve contraire.

Quant aux fautes commises, il faut en faire deux parts : d'un côté, celles que nous constatons dès le début de la crise des duchés de l'Elbe, de l'autre, celles qui, à la veille et au lendemain de Sadowa, vinrent ajouter de nouveaux périls à tous ceux que nous avaient déjà créés les ambitions de la Prusse. De cette seconde part, nous n'avons pas à nous occuper ici, la publication du ministère des Affaires étrangères s'arrêtant au moment où les défaites de l'Autriche vont imposer au gouvernement impérial de nouveaux devoirs et où il n'est que trop certain qu'il n'en a pas entrevu la nécessité, ou que, s'il l'a entrevue, il ne s'y est pas conformé. Reste donc la première part et, pour celle-ci, il serait contraire à toute équité de ne pas reconnaître que le gouvernement impérial n'a pas été seul responsable de l'abstention qui a été observée et que, s'il a eu le tort de ne pas donner aux autres gouvernemens l'exemple de la décision et de la fermeté, ils ont tout fait pour lui faire entendre qu'ils ne le suivraient pas dans les voies coercitives. Assurément, il répugnait à y entrer; mais, peut-être, s'y serait-il décidé, s'il avait pu espérer le concours de l'Angleterre ou celui de la Russie. La certitude que ce concours lui ferait défaut a certainement encouragé ses dispositions et contribué à l'engager dans l'attitude qu'on lui a vu prendre.

Cette attitude est exposée tout au long dans la circulaire que, le 12 février 1864, le ministre des Affaires étrangères de France adressait à nos agens diplomatiques pour leur rappeler la conduite qu'avait tenue le gouvernement impérial dès l'ouverture du conflit. « Sa politique, disait-il, a été constamment une politique de conciliation et de paix. S'inspirant à la fois de ses sympathies anciennes pour le Danemark et des ménagemens qui lui semblaient dus au sentiment national de l'Allemagne, il a prêté les mains à toutes les tentatives d'arrangement. A défaut du congrès qu'il avait proposé sur la situation générale de l'Europe, il a accepté l'idée d'une conférence proposée par le gouvernement anglais et d'un armistice qui aurait eu pour effet de maintenir le *statu quo* politique et militaire pendant la durée des négociations, lequel aurait eu pour effet de suspendre la

marche des deux puissances germaniques. Elles y ont répondu en alléguant qu'elles ne pouvaient rester plus longtemps inactives et, pour prévenir l'intervention de la Diète allemande, elles vont entrer elles-mêmes dans le Schleswig et l'occuper à titre de gage afin de contraindre le Danemark à remplir ses obligations et d'écarter les chances d'un conflit entre ce pays et la Confédération. Vainement, la France a fait observer que l'intervention des deux Puissances offrait le même danger que celle de la Diète et que d'ailleurs la possession du Holstein était déjà entre les mains des États confédérés un gage suffisant, Vienne et Berlin n'ont rien voulu entendre. Leurs armées sont entrées dans le Schleswig, le sang a coulé et la guerre continue.

« C'est en vain que les deux Cabinets reconnaissent le principe de l'intégrité établi par le traité de 1852, on peut craindre que les vainqueurs ne soient exposés à subir des entraînemens. Dans cette circonstance, le gouvernement impérial ne saurait voir avec indifférence un peuple de deux millions d'âmes aux prises avec deux des plus grands États de l'Europe et consent d'avance à toute démarche propre à arrêter l'effusion du sang. »

Voilà certes qui témoigne d'intentions excellentes. Mais les intentions ne suffisent pas toujours et l'expression de celles du Cabinet des Tuileries ne pouvait être que platonique envers des gens résolus à ne pas se laisser arrêter en chemin par de vagues paroles. Pour leur donner toute l'autorité qu'elles devaient avoir, il aurait fallu se montrer prêt à les appuyer d'une action effective. Cette action, si elle avait été annoncée dès le début de la crise, aurait eu sans doute d'heureux résultats sans qu'il fût nécessaire d'y donner suite. Il y a eu là une faute initiale qui reste à la charge du gouvernement impérial, bien que, à mon avis, d'autres en soient responsables au même degré que lui : ceux qui pouvaient intervenir avaient, volontairement ou non, fait le jeu de la Prusse. Les conséquences ont été ce que l'on sait. La guerre de 1866 a été fatale à l'Autriche ; celle de 1870 l'a été à la France et pèse encore sur elle.

En présence de ces résultats, est-il possible de nier les fautes du gouvernement français, durant la période qui les a préparés ? On ne peut contester davantage qu'il aurait pu les empêcher, non plus peut-être en 1866, mais en 1864, lorsque existait encore plus d'un moyen d'empêcher la Prusse de s'approprier les duchés de l'Elbe. En laissant à la Prusse la liberté

d'agir à son gré, a-t-il espéré obtenir des dédommagemens territoriaux du côté du Rhin ? En ce cas, il ne tardera pas à se convaincre qu'il s'est trompé et malheureusement il ne sera pas seul à subir les conséquences de son erreur.

L'ouvrage qui m'a inspiré l'étude et les réflexions qu'on vient de lire comprend actuellement, je l'ai dit, neuf volumes. Le huitième se clôt sur une dépêche en date du 3 mai 1866, écrite par le duc de Gramont, ambassadeur de France à Vienne, à Drouyn de Lhuys. Il y est dit « que le projet de désarmement réciproque sur lequel l'Autriche et la Prusse étaient tombées d'accord est définitivement repoussé par le Cabinet de Berlin. » Désormais donc la guerre est inévitable et quand l'Autriche sera vaincue, les ambitions de la maison de Hohenzollern pourront librement se réaliser. La leçon à tirer de cette publication, qui remonte si haut pour rechercher les origines de la guerre de 1870 et qui aurait pu remonter plus haut encore, est enfermée dans le vieux mot latin : *principiis obsta*. On a dit que Bismarck avait été si fort encouragé dans son audace par l'abstention de l'Europe en 1864, qu'il avait cru que tout lui serait désormais permis et qu'il pouvait effectivement tout se permettre. Il ne s'est pas trompé. Quand nous avons voulu l'arrêter, il était déjà trop tard, et il a construit sur nos ruines l'immense édifice qui, pendant quarante-quatre ans, a pesé sur le monde d'un poids si lourd. Peu de lectures sont aussi passionnantes que celle des huit volumes que nous a déjà donnés M. Joseph Reinach, et nous n'en connaissons pas de plus propre à nous instruire des procédés que la Prusse a employés au profit de sa fortune et au détriment de la nôtre.

ERNEST DAUDET.

PATRICE MAHON [1]

Il est mort en héros. Il avait réclamé comme une faveur d'être envoyé au poste le plus périlleux. Dans les combats autour de Wissembach, il fut chargé d'une mission particulièrement difficile. Il n'est pas revenu. Ainsi est tombé, à la frontière, en défendant le sol de la patrie contre l'envahisseur, le lieutenant-colonel d'artillerie Patrice Mahon qui, sous le pseudonyme d'*Art Roë*, avait été l'un des plus brillans collaborateurs de cette *Revue*. Cette mort sur le champ de bataille, il en avait bien des fois évoqué l'idée et pour en admirer l'incomparable beauté. Il l'avait enviée comme la fin la plus digne d'un soldat. Le premier livre qu'il ait publié, jeune officier de vingt-cinq ans, contient à ce sujet des pages qu'il est impossible de relire aujourd'hui sans une profonde émotion et auxquelles l'événement prête un sens tragique. Il était de ceux qui supportaient impatiemment une longue paix dans une France humiliée et meurtrie. Quand il ramenait ses hommes au quartier, après quelque manœuvre, il s'irritait qu'on en fût toujours à ces simulacres de guerre, sans en venir jamais à la guerre véritable. « Cela n'arrivera donc jamais que ce portail nous vomisse, armés en guerre, et nous projette sur la route, en marche définitive, vers les combats, vers les hasards, vers les ennoblissantes douleurs! » Elle devait arriver, l'heure si ardemment souhaitée; elle ne pouvait manquer de sonner; tout ce qu'il demandait alors, c'est que lui fût épargnée la lente agonie sur un lit d'hôpital : « Mieux vaut la fin inattendue qu'on rencontre sur un champ de bataille ; mieux vaut la balle aiguë, mieux le coup de sabre hasardé

(1) Art Roë : *Pingot et moi; Sous l'Étendard ; Racheté ; Mon Régiment Russe* (Calmann-Lévy). Articles dans la *Revue des Deux Mondes* depuis le 15 juin 1893.

dans la galopade et le ventre à terre ; mieux l'obus qui nous enlève dans une gloire de poussière. Il y a dans la mort de guerre une violence et une soudaineté qui s'accordent bien à l'absurdité du phénomène. Et puisqu'il est entendu qu'elle ne choisit pas, cette mort, n'y a-t-il pas de la convenance à marcher de front au-devant d'elle ? Puis, comme c'est à ce moment-là notre devoir de nous laisser faucher de la sorte, le deuil est moins lourd à ceux qui nous aimaient. » Puisse ce souhait être exaucé, lui aussi, et l'éclat de cette mort rendre moins lourde à porter une douleur devant laquelle nous nous inclinons tous avec une tristesse respectueuse !... Avant toute chose, j'ai voulu saluer le soldat mort au champ d'honneur et rendre hommage à l'une des plus nobles parmi les victimes dont le sang vient d'être versé pour la France.

Je m'honore d'avoir été l'ami de Patrice Mahon. Nos relations dataient de son premier livre. J'avais désiré connaître celui dont ces pages ingénues peignaient au vif l'âme forte et tendre. Mes yeux le revoient tel qu'il était alors, grand, mince, élégant, avec un visage qui frappait d'abord par l'énergie, qui charmait ensuite par l'extrême douceur du regard. De toute sa personne se dégageait une impression de gravité et de noblesse. On se sentait en présence d'un de ces êtres d'élite qui ont un idéal et qui vont tout droit, guidés par lui. Il aimait passionnément son métier. Il l'aimait pour cette certitude d'avoir trouvé grâce à lui le chemin du devoir, de ce devoir simple et clair qui remplit tous les instans, donne une discipline à toute la vie, supprime les tâtonnemens, les hésitations, le doute, met la conscience en repos. Il aimait le métier militaire parce que c'est l'école du désintéressement et du dévouement, et parce que, dans notre époque de lucre, il a échappé presque seul aux influences mauvaises qui ont corrompu et faussé tant d'autres professions. Il l'aimait parce qu'entre tous ceux qui s'y consacrent il existe un même lien, une même foi, qui est la religion de l'honneur. Peut-être l'aimait-il surtout pour cette menace de danger qui plane toujours sur l'armée et pour cette perspective du sacrifice qui en est la fin dernière. Soldat dans l'âme, il l'était par instinct, par goût, par vocation ; il l'était aussi par choix réfléchi, sa nature méditative ne pouvant se passer de rechercher la raison des choses, et le travail de sa pensée lui ayant démontré qu'aucune carrière ne dépasse pour l'élévation et l'utilité du but, celle des armes. Il n'avait d'ailleurs ni la rudesse affectée de l'homme des camps, ni la morgue du spécialiste dédaignant quiconque ne porte pas l'uniforme. Très instruit, très lettré, il avait une curiosité largement ouverte au mouve-

ment intellectuel. Il était persuadé que la culture est pour l'esprit non pas un ornement, mais une force. Il lisait beaucoup de livres et de ceux qui exigent le plus d'effort : en campagne, on avait beaucoup de chances de trouver dans son paquetage un *Pascal* ou un *Spinoza*. Il recherchait la conversation des hommes éminens : le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé, Ferdinand Brunetière faisaient grand cas de cet interlocuteur si intelligent, si sérieux et si modeste. Nullement officier de salon, il fuyait les papotages mondains. Au contraire, dans un cercle intime, en confiance avec des esprits qu'il sentait frères du sien, il aimait à agiter les problèmes dont sa pensée, naturellement tournée vers la philosophie, était sans cesse préoccupée. Alors une flamme s'allumait dans ses yeux, et sa voix, légèrement voilée, avait des intonations si pénétrantes ! Une teinte de mélancolie nuançait ses propos, comme on voyait à sa lèvre, sous la longue moustache, un pli d'amertume. Lui-même en a indiqué la cause : « Malgré nous, nous tombons dans la mélancolie propre à ceux de notre génération : nous sommes nés avant 1870 ; les lendemains de la guerre nous ont fait une sombre enfance. » Cette mélancolie est bien celle de l'officier sans cesse ramené, par le souci même de sa profession, au souvenir de nos désastres. L'âme française ne pourra être libérée que lorsque se sera dissipé le cauchemar de l'hégémonie allemande. C'est cet espoir d'une délivrance qui poussait à la frontière le colonel Mahon et qui a entretenu en lui jusqu'au bout la sainte exaltation...

Cette volonté de l'action et ce goût de la pensée, ce complet dévouement à sa tâche et ce désir de se mêler à la vie commune, cette noblesse d'âme, cette finesse de nature, cette dignité de vie, cette simplicité de manières, cette bonne grâce, ce mélange enfin des meilleures qualités de notre race évoquera, pour les amis de Patrice Mahon, le souvenir de celui qu'ils ont aimé. Mais ceux même qui ne l'ont pas connu devineront que le portrait est ressemblant. Car je ne m'étais proposé que de tracer une image individuelle ; mais il se trouve qu'elle personnifie toute une catégorie. Les yeux fixés sur celui qui vient d'offrir sa poitrine aux balles allemandes, j'ai dessiné sans y tâcher le type accompli de l'officier français d'aujourd'hui.

Or ce soldat était né écrivain. Il avait reçu en naissant ce don, qui est en même temps un besoin, d'analyser ses impressions, de traduire sa pensée en images pour se la mettre à soi-même sous les yeux et la communiquer aux autres. Cela aussi était chez lui une vocation. Il ne crut pas qu'elle fût incompatible avec la vocation militaire. Il ne lui sembla pas nécessaire de transposer le vers célèbre et de dire,

en simple prose : j'aurais été littérateur, si je n'étais soldat. Le souvenir lui revint d'officiers qui s'étaient fait, dans le monde des lettres, une assez jolie place, Stendhal, surtout Alfred de Vigny, qui fut son maître à penser comme Mérimée fut son maître à écrire, qu'il prit pour modèle, et avec qui il avait plus d'une analogie : même conception de la grandeur et de la servitude militaire, même élévation de sentimens, même stoïcisme un peu triste. Il est vrai que Vigny comme Stendhal n'avait fait que passer par l'armée ; Patrice Mahon entendait bien y rester. Mais dans la vie de l'officier, même le plus laborieux, il y a des instans de loisir. Ce furent ces « loisirs, » — Vauban disait : oisivetés, — que Patrice Mahon consacra à cet autre métier, celui d'écrire, qui semble, aux tâcherons de lettres que nous sommes, si absorbant et qui fut pour lui un repos, une distraction, un affranchissement de la pensée. La littérature fut pour lui la fleur qu'on respire et dont le parfum vous rafraîchit dans une randonnée fatigante. La comparaison est de lui : volontiers il donnait à ses idées un tour poétique. En manœuvres, il fit la rencontre d'une jeune femme qui, s'étant postée sur son passage, lui tendit son enfant et lui offrit une rose. Il vit dans cette offrande parfumée le symbole même de sa vie « orientée vers la guerre, et pourtant vouée au beau. » Heureuse trouvaille d'expression, formule concise et brillante qui résume la double inspiration de cette carrière et qu'on pourrait mettre en épigraphe à l'œuvre tout entière de l'officier écrivain. La littérature, c'était encore pour lui la fenêtre ouverte sur les libres espaces. Certain jour, occupé à la solution d'un problème de balistique, il s'était isolé au bord de la mer. « Je me suis installé, pour dessiner mon appareil, dans une casemate, et, par l'embrasure qui est ma fenêtre, j'ai vue sur la berge, les navires, les barques, les mouettes, le rire innombrable des flots. Voilà ma vie : être attaché de tout cœur aux besognes du métier et garder pourtant une petite lucarne ouverte sur le beau et sur l'éternel. » Aussi bien, la littérature, à la façon dont il la comprenait, ne le détournait pas de son métier d'officier ; elle lui était un moyen d'en rechercher le sens pour lui-même, et de l'expliquer aux profanes. Cette préoccupation est celle à laquelle il revient sans cesse. Même dans la partie imaginative de ses livres, je ne crois pas qu'il ait écrit une ligne qui ne s'y rapporte. L'armée, celle d'aujourd'hui, celle d'hier, l'armée dans sa continuité vivante, est le personnage collectif, la grande figure centrale à laquelle aboutissent toutes les avenues dans cette œuvre d'enthousiasme et de réflexion, œuvre de bonne foi et œuvre de foi.

Le premier livre d'Art Roë, *Pingot et moi*, est fait avec la matière même de ces fonctions, nouvelles pour lui, auxquelles s'initie allégrement le lieutenant d'artillerie frais émoulu de l'École, et que réjouit son premier contact avec la réalité. « Analyser les impressions qu'un jeune officier éprouve en entrant au service, dire sa surprise de découvrir, jour par jour, cette vie belle entre toutes, son bonheur d'agir, sa fierté de vouloir, sa jouissance de posséder des hommes et de leur appartenir, » tel est le sujet. Pour épisodes, les incidens que chaque année ramène dans la vie d'un régiment. Pour décor, la caserne, le camp, le terrain de manœuvres, un village pavoisé en l'honneur de nos troupes, une ferme hospitalière, etc. Un trait qu'on remarque tout de suite chez l'écrivain débutant, c'est le talent qu'il a de voir et de peindre en quelques touches nettes et saisissantes. Il a un sentiment très vif de la nature. Il peut dire, sans crainte d'être démenti : « La nature m'a toujours parlé. » Çà et là des tableaux rapidement enlevés, de brèves visions de plaines, de bois, de coteaux, indispensables à la peinture de cette vie militaire qui est une vie de plein air. Voici un coin de paysage, tout imprégné de fraîcheur matinale et printanière. « La manœuvre au matin, en mai, c'est vraiment ravissant. Le ciel est plein d'une lumière fraîche, les arbres allongent parmi le gazon leurs ombres changeantes, vite diminuées ; et tout autour du polygone, des frondaisons encadrent l'aire nue, la forêt développe sa robe de tous les verts. Alors il fait bon vivre ! Pour peu que l'allure soit vive, on se sent des ailes. Ai-je encore une âme ? Non, elle s'est envolée. Voyez les hirondelles qui font des circuits au ras du sol, poussent des cris d'amour, et, par momens, culbutent, montrent leurs ventres blancs... Mon âme est une de ces hirondelles. » Jamais d'ailleurs Art Roë ne décrit pour décrire. Mais il sait comme le milieu extérieur influe sur les sentimens. Et il sait aussi que les choses ont une physionomie, une signification morale : « On a vu les états-majors se promener le long des crêtes, silhouettes noires sur le ciel bleu : les fanions des généraux ondulaient sous le vent, *légers comme des espérances.* » On citerait, dans *Pingot et moi*, vingt autres de ces passages dont un connaisseur dirait : cela est peint. De même en sera-t-il dans les livres qui suivront. Dès la première rencontre et une fois pour toutes, je signale cette manière pittoresque d'une si vigoureuse sobriété.

Mais j'ai hâte d'arriver à l'essentiel : l'esprit du livre. L'auteur a eu soin de nous avertir qu'il faut chercher ici non pas un livre, au sens ordinaire du mot, mais quelque chose de mieux : l'âme d'un

homme. C'est la confession d'un officier français. Pour nous en faire comprendre tout le sens et mesurer toute la portée, les circonstances viennent à notre aide : il n'est que de la mettre en regard de cette « Confession d'un officier prussien » que M. T. de Wyzewa analysait ici même, il y a un mois, dans un article si saisissant. On se rappelle en quels termes il décrivait, d'après l'auteur allemand, ce pesant esclavage matériel et moral qu'est la vie militaire chez nos ennemis, cet étouffement de l'individualité personnelle chez l'officier, cette déformation de l'idée de l'honneur, ce splendide isolement où se tient l'armée en dehors de la nation, cette haine de la caserne qui vient au soldat de l'horreur qu'il ressent pour le traitement infligé par ses chefs. Prenez exactement le contre-pied, vous aurez Pingot et son lieutenant. Le trait caractéristique est ici le parti pris chez l'officier de jeter par-dessus bord la formule de l'obéissance passive, aujourd'hui vieillie et mal en accord avec les mœurs modernes, et de la remplacer par celle de l'obéissance volontaire. Plus l'officier excellera à ce rôle pour ainsi dire persuasif, et plus grand sera l'effort que, dans un moment critique, il pourra demander à ses hommes. Cette confiance, comment l'inspirer, sinon par l'exemple? De là vient que l'officier soit tenu plus qu'un autre à une conduite irréprochable : il vit en quelque sorte sous l'œil de tous ceux qui dépendent de lui et qui ont besoin d'estimer celui qui les commande. Ce qu'il faut ensuite, c'est qu'il pénètre dans l'âme de ces simples, qu'il étudie les mobiles qui les font agir, les ressorts qu'on peut faire mouvoir chez eux, qu'il les traite non pas comme des machines à obéir, mais comme des êtres humains, qu'il se considère comme leur frère aîné, qu'il remplisse vis-à-vis d'eux son devoir d'aînesse. Art Roë n'hésite pas à dire que l'officier a charge d'âmes. Dans une vision humoristique, il imagine qu'au jour du jugement dernier il aura à répondre pour tous ceux dont il aura peu ou prou été le lieutenant. Ils seront là quinze cents dans la vallée de Josaphat qui diront : « C'est la faute du lieutenant. Il ne nous a pas punis au bon moment ; il a été trop sévère, il a été trop bon ; il ne nous a pas donné de conseils, il nous a donné de mauvais exemples. » Donc il se penche sur la psychologie de ces humbles ; il pratique à leur égard la véritable sympathie, non celle qui est un vain apitoiement de littérateurs, mais celle qui est une vertu efficace et agissante. Il en est tout de suite récompensé. Ce sont de si braves gens ! « Combien je préfère nos pauvres troupiers à ces poussahs dont la société est pleine, et comme leur contact est plus sain ! » Il en est récompensé par ce

désir de le satisfaire qu'il constate chez tous ses hommes : s'il tombe sur Pingot quelque punition, ce n'est pas d'être puni qui le chagrine, c'est d'avoir mécontenté son lieutenant. Ainsi s'établit du haut en bas de la hiérarchie ce lien créé par l'affection réciproque, cette communion qui fait vraiment de l'armée, — suivant un mot dont la signification ne se révèle tout entière qu'aux heures décisives, — une grande famille, et de tous ceux qui, chacun à sa place, y occupent leur poste, des frères d'armes.

Ce livre a aujourd'hui vingt et un ans de date. Il plut, dans sa nouveauté, par sa saveur originale et par son entrain juvénile. Je viens de le relire. Il a gardé tout son charme ; il a pris une valeur que lui ont ajoutée les événemens. Il restera comme un témoignage à l'honneur de cette armée dont il reflète si fidèlement l'âme généreuse.

Sous l'étendard appartient à la même veine. C'est encore un « journal. » La suscription qui le situe au « camp de Cercottes » indique bien l'intention de l'auteur. Il a voulu étudier ce phénomène, atavique et moderne, qui fait que chaque année, à une époque fixée par les règlemens, des hommes cultivés sortent de la ville pour s'en aller camper dans les champs et vivre là d'une manière demi-sauvage, qu'ils y emportent avec eux leur devoir, qu'ils s'y exercent ensemble et s'y trouvent heureux. Mais ici, plus que dans *Pingot et moi*, l'idée de l'objet vers lequel tend toute l'organisation de l'armée, — la guerre, — est plus intimement mêlée au récit. On y entend, en maints endroits, gronder le canon. Aussi l'enchaînement est-il tout naturel qui amène l'auteur à méditer sur certains épisodes de notre histoire militaire. Si près des champs qu'a illustrés l'héroïsme de Sonis, comment résisterait-il à la tentation d'y faire un pieux et douloureux pèlerinage ? Il y a dans l'aspect des lieux, dans les souvenirs des survivans, une vertu évocatrice d'une rare puissance. On lit, le cœur étreint par l'angoisse, ces pages, si simples, si dénuées de tout ce qui vise à l'effet et pourtant d'un effet si intense, où l'officier qui parcourt le terrain même où se livra la bataille de Loigny et en interroge chaque repli, fait revivre à mesure tout l'effort, tout l'héroïsme déployés par les nôtres devant ce village perdu pour cette entreprise désespérée... Mais déjà cette manière anecdotique et personnelle de traiter un sujet d'histoire ne suffisait plus à Art Roë. L'ambition lui venait d'être l'historien qui ne hasarde pas une ligne dont la vérité ne lui soit garantie par un document. Il a fait de *L'Assaut de Loigny*, qui termine le volume, un modèle de récit d'histoire militaire. Il y a mis tout à la fois l'érudition du chercheur, la science du technicien, le

talent de l'artiste et cette flamme intérieure que rien ne remplace et dont rien ne rend compte.

Ces recherches d'histoire contemporaine n'étaient pour Art Roë qu'une première étape. Il devait être conduit logiquement à faire porter son enquête sur un passé plus éloigné. L'histoire est une des études qui s'imposent à l'officier, parce que la guerre est de tous les temps et parce que nulle part la tradition n'a sa place mieux que dans l'armée. Les engins dont on se sert se sont terriblement perfectionnés, mais on campe, on marche, on se bat aujourd'hui comme au temps de Napoléon, si ce n'est même de Xénophon. Ce sont les mêmes dispositions et ce sont les mêmes organes, parce que c'est la même nature humaine. Ce goût de l'histoire, qui est chez Art Roë un des traits dominans, se traduit dans *Racheté*, roman historique, plus historique que romanesque. L'officier d'aujourd'hui a voulu se représenter ce qu'étaient les officiers d'autrefois, et quels officiers! ceux de la Grande Armée. Donc, il a mis l'un d'eux aux prises avec le plus formidable ennemi qu'ils aient eu à combattre : les neiges de la Russie, les glaces de la Bérésina. Jacques Vergy est chargé de porter un ordre du maréchal Ney au général d'Hénin : il s'égare dans la morne immensité ; il continue sa marche errante jusqu'au jour où il est blessé par un cosaque et recueilli dans une maison où on le soigne. Il n'y a pas d'autres événemens, et c'est merveille qu'on ait pu écrire trois cents pages avec ces seuls élémens, solitude, torpeur, froid, silence :

Après la plaine blanche, une autre plaine blanche.

Mais on devine sans peine qu'Art Roë ne s'est pas proposé pour but unique de tenir une gageure et de réaliser un effet de peintre : blanc sur blanc. Ce livre est fait pour une idée, celle qu'exprime à Jacques Vergy le compagnon de sa tragique retraite : « L'important, c'est de vouloir vivre, et le dangereux, c'est de laisser la mélancolie l'emporter sur la volonté. » Quiconque s'abandonnait, dans ces plaines glacées, était perdu : ceux qui ont survécu, c'est par un miracle de leur volonté. N'est-ce pas le symbole même de la loi qui régit l'existence des peuples? Dans ce steppe immense qu'est l'histoire, — et qu'on a comparé à un cimetière, — combien de nations dorment ensevelies! Celles-là seules ont survécu qui ont eu l'énergique volonté de vivre, qui se sont raidies contre le froid près de les gagner, qu'aucune souffrance n'a abattues et qui ont juré de durer quand même.

Est-ce la Russie d'autrefois qui mit l'auteur de *Racheté* sur le chemin de la Russie moderne? N'est-ce pas plutôt le courant de nos alliances qui l'entraîna, éveillant son attention sur cette armée russe appelée à combattre avec la nôtre dans la guerre future? Ce qui est certain, c'est que, dès l'année 1897, et quoiqu'il s'en défende, il eut le pressentiment de l'avenir et fut à son heure un précurseur. Il eut la curiosité de connaître le régiment qui, en Russie, correspondait au sien. Il alla le chercher dans sa garnison de Rovno, parmi les boues de Volhynie. Il y vécut, cœur à cœur, avec les camarades de là-bas : Patrice Mahon était devenu Patriki Veniaminovitch. Il a retracé dans *Mon Régiment russe* ce séjour au milieu d'une armée alliée et amie. C'est là éminemment un livre d'avant-garde : « Détaché du rang, je deviens soldat d'avant-postes : grâce au mot d'ordre européen, je franchis les lignes allemandes, je parais dans le camp russe en hôte et en ami. Ainsi ma présence ici tient à de bien plus grandes choses, et je pourrais me flatter de porter sur moi un signe des temps... Remplir de mon mieux un rôle d'éclaireur, regarder, interroger, lire, étudier, observer, comparer, puis écrire dans ma langue ce que j'aurai écouté dans celle-ci, révéler à l'armée dont je suis quelque chose de l'armée d'ici, c'est l'œuvre nouvelle à laquelle je me réjouis d'être appelé. » Une amitié précieuse devait l'aider puissamment dans cette tâche, celle du général Dragomirov qui, séduit par cette nature d'élite, l'avait pris en sympathie et avait fait de lui quelque chose comme son aide de camp français. Patrice Mahon ne devait-il pas, quelque temps plus tard, se retrouver aux côtés de Dragomirov, lorsque celui-ci vint rendre visite à notre état-major? La personnalité si originale de celui qui a été le réformateur de l'armée russe, et qui en a créé en partie l'organisation actuelle, domine tout le livre. Le général révèle à son interlocuteur français sa méthode, les principes dont il s'est inspiré dans son œuvre. Ces dialogues militaires sont d'un intérêt passionnant. Si je les ai mal compris, on pardonnera à un profane; mais, à ce qu'il me semble, l'idée qui s'en dégage est toujours celle sur laquelle Napoléon ne se lassait pas de revenir : que la plus grande qualité pour un chef d'armée, c'est le bon sens.

On m'excusera pareillement de passer sur les détails techniques, dispositions, formations, et le reste, et d'aller de préférence aux parties descriptives. Nous tous qui, à l'heure où j'écris, consultons anxieusement l'horizon pour y apercevoir l'avance des troupes russes, regardons-les manœuvrer dans le livre d'Art Roë. Demandons à un témoin le secret de l'aide puissante qu'elles nous apportent. « Rien

n'est fatal, rien n'est religieux comme la marche d'un régiment russe : un magnétisme étrange mène cette masse ferrée. » Plus loin, voyons rouler ce torrent, se ruer cette force qui va : une charge de Cosaques : « Leurs petits chevaux, braqués sur le mors, courent d'une allure égale et battent le sol meuble avec leurs sabots non ferrés ; passent les cavaliers sombres, sans bruit, car l'équipement du cosaque est fait de choses molles et qui ne cliquettent pas ; puis les longues queues poudreuses pendent parallèlement, les croupes baies s'éloignent, mur vivant où chatoient des reflets mordorés. Les six *sotnias* ont ainsi défilé successivement ; elles vont plus loin converser, se ployer, et traverser avec cette élégante instabilité qui est le propre de la cavalerie. Revenues à la fin en colonne serrée, leur masse frémit et bout comme dans un vase trop étroit ; elle voudrait s'étendre et se répandre, et tout d'un coup, — des voix qui commandent, des bras qui se lèvent — elle déborde en effet de droite et de gauche avec un bruit de houle elle se déverse avec cette extrême vitesse, normale pour le cosaque ; c'est maintenant une charge puissante qui roule et qui gronde vers nous... Grand tableau, que jamais escadrons français ne verront plus, j'espère. » Tableau de violence irrésistible, mais aussi de salut, que nos vœux appellent, au contraire, dans l'espoir que l'envahisseur succombera entre la double poussée des masses russes et des escadrons français.

De cet ensemble d'écrits il serait facile de dégager des idées générales sur l'armée, sur le rôle de l'officier, une philosophie de la guerre. Art Roë a écrit quelque part cette phrase si juste : « Un peu de philosophie éloigne peut-être de l'armée, mais il est bien certain que beaucoup de philosophie y ramène. » Il voyait dans l'armée l'image d'une société complète, sinon de la société idéale. Il y trouvait l'école des meilleures vertus. C'est pourquoi il se réjouissait que la nation tout entière passât par ses rangs : à ses yeux, c'était elle l'éducatrice, à qui nous envoyons nos enfans, et qui nous rend des hommes. Non du tout qu'il partageât la chimère des dangereux utopistes qui, persuadés que l'ère des batailles était à jamais fermée, rêvaient d'une sorte d'armée civile où l'officier enseignerait au soldat toutes les sciences, hors celle de se battre. Lui, au contraire, n'envisageait l'armée qu'en fonction des combats futurs. C'était le thème de ses entretiens avec Dragomirov. L'association militaire, disaient-ils, n'est qu'une assurance mutuelle contre le danger extérieur ; en échange d'une part de la sécurité commune, chacun des contractans engage une part de sa liberté : la discipline, l'uniforme, les fatigues,

les châtimens, voilà les concessions demandées à l'individu pour réaliser le commun salut. Dans ses rapports avec les soldats, une pensée, toujours la même, dirigera l'officier; il se dira : « Voici la poignée d'hommes que demain peut-être je mènerai à la bataille. Et alors, ils feront leur devoir parce que je serai là... » Qui ne voit maintenant ce qui donne à l'œuvre de Patrice Mahon, en dehors même de la valeur d'art, son importance et son intérêt durable? C'est un document de premier ordre sur l'esprit qui régnait depuis vingt ans dans cette armée française, destinée à affronter l'ennemi sur les champs de bataille de 1914.

A cette étude si incomplète, il y aurait tout au moins un chapitre à ajouter : il serait consacré aux Nouvelles, peu nombreuses, mais si achevées, qu'a publiées Art Roë. Si je me borne à les citer, c'est qu'elles ont paru ici même et que nos lecteurs ne les ont pas oubliées. Ils n'ont pas oublié *Papa Félix*, cette touchante histoire d'un grenadier de l'Empire qui, dans la campagne d'Égypte, ayant eu le malheur de tuer une femme qui allaitait un enfant, adopte le pauvre petit et l'élève par un miracle de bonté rude et ingénieuse. Ils n'ont pas oublié *Le Coup de Canon*, cet épisode du siège de Strasbourg : un officier servant lui-même la pièce qu'ont abandonnée ses canonniers fourbus. Ces nouvelles et d'autres, pour le relief et l'expressive concision, soutiennent la comparaison avec les chefs-d'œuvre du genre. Elles auront leur place dans les anthologies. Nous les relirons; nous les ferons lire aux jeunes gens pour les entretenir dans le double culte de l'art et de la bravoure. Nous leur parlerons de celui qui les écrivit, afin qu'ils lui ressemblent. Nous leur montrerons dans l'écrivain l'officier. Nous dirons comment il a lutté sur la frontière française, pour donner le temps d'arriver à son régiment russe. Et fiers d'avoir compté parmi les familiers de cette maison un si noble représentant de notre race, chaque fois que nous voudrons hausser nos cœurs et purifier nos âmes, nous évoquerons pieusement sa figure pensive auréolée de gloire.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

L'AME ALLEMANDE
ANALYSÉE ET JUGÉE PAR LES ALLEMANDS

Unkultur, par M. Curt Wigand. Un vol., Berlin, 1905. — *Die Erben*, par M. Carry Brachvogel, un vol. Leipzig, 1904. — *Unter dem Joch*, par M. Otto Krille, un vol., Berlin, 1914.

Un certain nombre d'Allemands éclairés, ennemis d'un chauvinisme étroit et borné, avaient nourri l'espoir que, tôt ou tard, le parti socialiste allemand s'emploierait à établir le bilan moral de notre nation, c'est-à-dire que, se souvenant du jugement, trop profondément vrai, de Bebel qui nous définissait « un peuple de laquais, » il entreprendrait d'étudier, avec la loupe en main, les différens vices et travers de l'âme allemande contemporaine. Mais, hélas! l'espoir de ces Allemands a été déçu. Et rien d'étonnant à cela, si l'on songe que nos socialistes, prolétaires ou non, sont, eux aussi, des Allemands, avec une nature et des mœurs tout semblables à celles dont nous aurions voulu qu'ils entreprissent l'étude. Tout au plus s'en rencontre-t-il un petit nombre qui, jusqu'à un certain point, ont réussi à s'affranchir des clichés de la phraséologie courante : mais ceux-là même, en dépit de leurs bruyantes protestations d'internationalisme, portent trop manifestement sur les yeux les visières communes à toute leur race pour qu'on puisse jamais les supposer capables de tenter, à ce point de vue, le plus digne effort civilisateur.

C'est un auteur allemand, M. Curt Wigand, — d'ailleurs très zélé patriote, et d'une physionomie morale assez proche de celle que nous révélaient, l'autre jour, les curieuses « confessions » du capitaine Pommer (1), — qui déplore ainsi l'impuissance fatale des socialistes

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1914.

de son pays, non seulement à réformer, mais même à étudier et à nous décrire les « différens défauts de l'âme allemande contemporaine. » Après quoi le voici qui, du moins, entreprend lui-même cette tâche « civilisatrice, » décidément impossible aux successeurs de Bebel en raison des « visières » nationalistes, — ou, pour mieux dire, nationales, — qui leur couvrent les yeux; et, si tous nos éditeurs parisiens n'avaient pas cru devoir interrompre momentanément leur carrière professionnelle, j'aurais bien souhaité que l'un d'eux nous offrît, durant ces longues semaines de méditation et de recueillement patriotiques, une version française de la très instructive brochure où M. Wigand, s'adressant à ses frères allemands, leur signale quelques-uns des traits les plus caractéristiques de ce qu'il appelle leur « inculture, » leur manque désastreux de « civilisation (1). »

Non pas, en vérité, que la brochure de M. Wigand nous apporte une peinture complète, approfondie, de « l'âme allemande contemporaine, » quelque chose d'un peu équivalent à ces témoignages mémorables (et peut-être plus accablans encore que le sien), qui naguère nous sont venus tour à tour de Gœthe et de Heine, de Schopenhauer et de Nietzsche, des plus hauts esprits de sa race, unanimes à mépriser ou à détester l'atmosphère de « barbarie » dont ils se sentaient enveloppés, — pour ne pas dire : eux-mêmes irrémédiablement imprégnés. Je comparerais plutôt les observations de M. Wigand à une série de photographies « instantanées, » reproduisant avec une exactitude absolue toute espèce de menus aspects divers, isolés, de l' « inculture » allemande. C'est comme si l'auteur, nous promenant à son bras, un après-midi de dimanche, par les rues et les places de sa ville natale, se bornait à nous désigner du doigt les particularités les plus frappantes des monumens ou des figures qu'il rencontrerait au hasard de ses pas. Mais nous devinons qu'il connaît si parfaitement jusqu'aux moindres recoins de sa ville natale, et que d'année en année son cœur a si cruellement souffert au contact de cette puanteur, matérielle et morale, contre laquelle ne sauraient plus valoir désormais ni ses propres efforts ni ceux de personne autre! Un mélange douloureux de colère et de honte fait trembler ce cœur naïf de patriote allemand, contraint à dénoncer la « barbarie » de ses frères; et d'autant plus chacune de ses paroles trouve d'écho en nous, d'autant plus clairement nous apercevons la portée générale, la signification « symbolique » de

(1) Je dois ajouter qu'une excellente traduction de la brochure de M. Wigand a été faite, il y a quelques années, par MM. W. Bauer et R. de Freycinet; encore inédite, elle finira, tôt ou tard, par trouver le chemin du public.

chacune des innombrables petites images qu'il déroule sous nos yeux. Écoutons-le s'ingénier, par exemple, à nous expliquer la susdite définition de Bebel, appelant la race allemande « un peuple de laquais : »

Nulle part au monde autant qu'en Allemagne on n'éprouve le besoin de se « donner du galon, » de se faire passer pour un personnage. Je me souviens, à ce sujet, d'une petite scène éminemment significative. Je voyageais dans un de nos tramways électriques de Berlin. Tout un côté de la voiture était occupé, à l'exception d'une seule place restée libre. Arrive un gros homme, qui s'installe aussitôt à cette place libre, gênant considérablement les autres voyageurs. Comme le banc opposé était presque vide, cette façon d'agir de l'intrus lui vaut naturellement un accueil peu aimable, et ses deux voisins immédiats lui cèdent tout au juste un espace pareil à celui qu'ils occupent eux-mêmes. Sur quoi le *poussah* de jurer et de tempêter avec tant de bruit que le conducteur se voit forcer de l'inviter à se tenir tranquille. Nouvelles invectives, cette fois, à l'adresse du conducteur. « Misérable drôle, vous ne savez pas à qui vous avez affaire ! » C'est ce que j'ignorais aussi, au moment où j'assistais à cet épisode tragi-comique : mais un hasard est venu me renseigner, fort peu de temps après, sur la qualité du terrible personnage. Celui-ci se trouvait être, tout simplement, un figurant de l'un de nos théâtres de banlieue !

Cette manie de prendre des airs de supériorité absolument gratuits, et de vouloir en imposer aux gens que l'on ne connaît pas, contraste singulièrement avec la platitude servile qui constitue, elle aussi, l'un des traits essentiels du caractère allemand ; et nulle part ce contraste n'est aussi frappant que dans le monde des fonctionnaires de toute catégorie. Je demeurais à Londres depuis plus d'un an, et il y avait environ trois ans que je n'avais plus revu l'Allemagne, lorsque, un jour, une affaire m'amena au consulat allemand. J'entrai dans le bureau d'un employé subalterne qui, d'abord, se mit à m'apostropher brutalement pour me demander ce que je voulais, avec ce ton de sous-officier hargneux que connaissent trop tous ceux qui ont eu l'occasion de vivre en Allemagne. Mais lorsque pareille chose arrive à un Allemand en Angleterre, où la grossièreté et l'arrogance quasi professionnelles du fonctionnaire sont absolument ignorées, on comprend qu'il s'en trouve doublement affecté.

Sans compter que le même employé, quand je lui eus indiqué l'objet de ma visite, eut à me conduire dans le bureau du consul, et me permit alors de constater à loisir l'envers du caractère naturel allemand : car à peine cet homme tout à l'heure si arrogant eut-il appris que j'allais m'entretenir avec son chef, qu'aussitôt je le vis devenir d'une politesse toute humble, pour ne plus cesser dorénavant de me parler sur le ton le plus prévenant et le plus obséquieux.

J'ai la conviction que ce triste défaut du caractère allemand, ce mélange de platitude devant le supérieur et de morgue brutale à l'égard de l'inférieur, n'est pas jugé aussi sévèrement qu'il le mérite, même par ceux qui se rendent le mieux compte de tout ce qu'il a pour nous d'humiliant. On

entend très souvent affirmer chez nous que le « servilisme » allemand ne pourra manquer de disparaître peu à peu, sous l'influence de l'extension de notre empire et sous celle de l'affermissement de notre conscience nationale. J'envie l'optimisme de ceux qui parlent ainsi, à la condition toutefois que leurs paroles ne soient pas le simple résultat d'une attitude prise par eux, précisément, afin de tranquilliser leur « conscience nationale, » aussi bien vis-à-vis d'eux-mêmes que des autres. Tous ceux qui ne sont pas des chauvins volontairement aveuglés devraient reconnaître que le peuple allemand tout entier, — sans excepter les plus farouches démocrates, — souffre toujours encore d'un mal très grave, très profond, et probablement incurable : le manque d'indépendance morale, et comme un besoin absolu d'asservissement.

On peut dire que l'Allemand de tout âge et de toute condition est toujours « au port d'armes, » « les talons réunis. » C'est là, en quelque sorte, une tenue nationale allemande, une véritable institution, et qui fonctionne dès l'entrée à l'école. Au lieu de reconnaître, avec les maîtres de la pédagogie ancienne et moderne, que le professeur doit tâcher à devenir l'ami de l'élève, nos professeurs allemands, du haut en bas de l'échelle universitaire, se complaisent dans le rôle d'officiers instructeurs. *Oderint, dum netuant!* « libre à eux de me haïr, pourvu seulement qu'ils me craignent! » voilà, sauf de très rares exceptions, l'*alpha* et l'*omega* de toute notre pédagogie allemande ! Quant à former les caractères, objet que l'on n'atteint qu'en se gagnant la confiance et l'affection de l'élève, c'est de quoi ces messieurs n'ont jamais eu et n'auront jamais le moindre souci. « Que deviendraient à ce compte, — nous objectent-ils, — l'autorité, la subordination, l'obéissance sacro-sainte de l'inférieur envers son supérieur ? »

Sur ce point comme sur tous les autres, la sollicitude patriotique de M. Wigand lui a permis de voir clair. Je trouve, notamment, une confirmation formelle de son témoignage dans un livre qui m'est tombé entre les mains ce matin même, un livre intitulé : *Sous le joug*, et consacré au récit des années de jeunesse d'un poète socialiste allemand, M. Otto Krille. C'est en effet « sous le joug » que se sont écoulées toutes ces premières années de la vie de M. Krille, depuis l'entrée du petit garçon dans une sorte d'école d'enfans de troupe de Dresde jusqu'au jour où, enfin, sa mauvaise santé et ses opinions socialistes lui ont valu d'être congédié de l'école saxonne de sous-officiers de Marienberg. Et l'auteur a beau s'armer d'une indulgence respectueuse pour nous décrire les figures individuelles de ses différens maîtres : ceux-ci ne nous en apparaissent pas moins semblables plutôt à d'honnêtes geôliers qu'à de vrais professeurs.

Dès le premier jour de mon admission à l'école d'enfans de troupe, — nous dit-il, — j'ai senti que, dans l'ensemble, il existait un état de guerre

permanent entre les élèves de l'école et tout le personnel des fonctionnaires de la maison. Un certain instinct, probablement engendré par le régime militaire de l'école, nous contraignait à regarder notre directeur et tous nos maîtres comme autant d'ennemis naturels, ayant expressément pour métier de nous faire souffrir. Il régnait autour de nous une atmosphère d'hostilité profonde et sourde, une atmosphère déjà pareille à celle qui a toujours régné dans toute caserne allemande (1). Les fonctionnaires, de leur côté, avaient l'air de nous croire toujours plus capables de mal que d'actions innocentes. D'où résultait que mainte peccadille commise par ignorance enfantine nous était comptée comme un délit grave, une infraction volontaire et préméditée; et par là se trouvait empoisonnée notre confiance, jusque dans ses sources les plus intimes, si bien que, même à l'endroit des plus sympathiques de nos maîtres, nos cœurs d'enfans ne pouvaient s'empêcher de nourrir un sentiment secret de haine ou de rancune.

La conséquence d'un tel mode d'éducation nous est décrite par M. Otto Krille presque dans les mêmes termes dont se servait, tout à l'heure, M. Curt Wigand.

Le régime de notre école pouvait, à la rigueur, faire de nous des êtres corrects, ponctuels, pratiquement utilisables, mais non certes des hommes : et il fallait vraiment que l'élève de l'école eût en soi un caractère personnel bien fortement enraciné pour qu'il ne risquât point de le voir anéanti sous les coups d'une discipline aussi privée d'âme.

C'est ainsi que, par exemple, les petits garçons de l'école saxonne étaient tenus de soumettre toujours à leurs maîtres aussi bien les lettres qu'ils écrivaient à leurs parens que celles qu'ils en recevaient.

Le procédé avait un avantage incontestable, — ajoute ironiquement M. Krille, — l'avantage de nous obliger à ne parler jamais qu'avec éloge de nos maîtres et de tout l'appareil de notre vie scolaire : mais déjà, dès cette date, je comprenais vaguement que c'était là un moyen de tuer en germe, chez nous, l'indépendance intérieure, la liberté et la franchise du vouloir, — un moyen de faire de nous des créatures éternellement subordonnées et serviles.

Il y aurait encore à tirer maints renseignemens précieux des souvenirs autobiographiques de M. Otto Krille, à la fois sur l'éducation des jeunes gens qui composent aujourd'hui les armées allemandes et sur les traits essentiels de cette « âme nationale » qu'ils apportent en naissant et qui persiste en eux, souvent à leur insu. Il m'aurait plu, en particulier, de montrer avec quelle ingénuité singulière M. Krille

(1) Et comment ne pas nous rappeler, à ce propos, l'affirmation du capitaine Pommer, suivant laquelle il n'y a pas un sujet allemand qui ne revive avec horreur le temps de son séjour à la caserne ?

contredit lui-même, par l'exposé des faits de sa jeunesse, ses assertions touchant la prétendue « indépendance naturelle » qui l'aurait naguère poussé à échanger l'uniforme des élèves de l'école des sous-officiers de Marienberg contre le veston de velours de l'ouvrier et orateur socialiste. En réalité, lui aussi, comme tous ceux de ses compatriotes qui nous ont raconté leur conversion au socialisme, — sans en excepter même ce Bebel dont je rappelai ici l'aventure, il y a tout juste une année, — lui aussi s'est borné à s'affranchir d'une discipline pour se soumettre non moins docilement à une autre ; et c'est ce qu'avait déjà deviné le directeur de l'école d'enfans de troupe de Dresde, lorsqu'au retour de certain congé, il avait interdit au petit Krille de fréquenter dorénavant la maison d'un de ses oncles, socialiste notoire, tenancier d'un estaminet où se réunissait un groupe de ses coreligionnaires politiques. Oui, d'un bout à l'autre de son livre, M. Krille nous révèle une âme naturellement « asservie, » et sans que même nous puissions soupçonner son éducation militaire d'avoir eu d'autre effet que d'entretenir et de stimuler simplement, dans son cœur, un inconscient besoin inné de « subordination. »

Mais peut-être y a-t-il, au contraire, un sentiment qu'a véritablement semé dans l'âme malléable de M. Krille cette éducation qu'il déplore, tout en se reconnaissant hors d'état d'en effacer la vigoureuse empreinte ? A plusieurs reprises, durant le cours de son récit, il rappelle avec une nuance de raillerie dédaigneuse l'acharnement avec lequel tous ses professeurs, à Marienberg comme d'abord à Dresde, instruisaient leurs élèves à détester la France. L'animosité antifrançaise de ces maîtres est même un de ses principaux griefs « intellectuels » contre eux : par où se manifeste, une fois de plus, l'authentique socialiste, — ou plutôt « démocrate-social, » — accoutumé à suivre les traditions « francophiles » de Karl Marx et du vieux Liebknecht. Oui ; mais nous savons aujourd'hui que le vent de la guerre a suffi pour balayer, de tous les cœurs des « démocrates-sociaux » allemands, ces prétendues sympathies françaises que déjà M. Curt Wigand, naguère, soupçonnait bien judicieusement de n'être qu'une « phraséologie » toute superficielle.

A la différence du Liebknetcht de 1870 qui, sans renier jamais son patriotisme d'Allemand, s'était fait mettre en prison avec son élève et compagnon Bebel pour avoir refusé d'approuver la guerre contre la France, nous savons de quelle manière M. Liebknecht le fils, et avec lui tous les chefs et soldats de l'armée « démocrate-sociale, » ont brusquement rejeté leur masque d' « internationalisme » aussitôt que leur

empereur leur a annoncé que l'heure du grand « coup » avait enfin sonné. Ne les avons-nous pas vus, hier encore, ces bruyans renégats de la tradition de Karl Marx, échouer piteusement dans une démarche qu'ils avaient osé tenter auprès des socialistes italiens, — avec l'espérance vraiment folle de décider ces frères des prolétaires opprimés de Trente et de Trieste à s'allier contre nous avec les deux séculaires bourreaux des races « inférieures? »

Il a suffi d'un souffle de vent pour éparpiller aux quatre coins de l'horizon les cendres de l' « internationalisme » des « compagnons » allemands; et par-dessous ces cendres flottantes s'est montrée toute vive l'empreinte de l'éducation « nationale » que nous décrit M. Otto Krille, — celle-là même que des centaines d'instituteurs-tortionnaires s'efforçaient d'imposer sous des coups de gourdin aux enfans polonais, tandis que, d'autre part, je l'entendais promenée harmonieusement par les calmes rues de Starnberg, où chaque matin, devant nos fenêtres, les élèves de l'école locale passaient en chantant, sous la direction d'un jeune maître d'école, un chant patriotique dont le refrain contenait, parmi d'autres articles d'un programme idéal, les deux mots *Franzosen schlagen*, « assommer les Français! » On aimerait à savoir ce qu'est devenu, dans ces « conjonctures, » l' « internationalisme » de M. Otto Krille; et jusqu'à quel point le poète socialiste allemand continue à regretter, aujourd'hui encore, que ses anciens maîtres ne l'aient pas assez habitué à nous estimer : mais en tout cas son livre nous renseigne utilement sur la source première d'un grand flot de haine qui, je ne saurais trop le répéter, n'est pas du tout naturel à l'âme allemande. S'il n'est sans doute pas vrai que le maître d'école prussien nous ait vaincus à Sedan, c'est lui sûrement qui ensuite, pendant près d'un demi-siècle, a transformé en une malveillance à la fois méprisante et jalouse l'admiration respectueuse qu'avait toujours inspirée jusqu'alors, à tout cœur allemand, la race « supérieure, » — ou tout au moins « égale, » — des compatriotes de Turenne et de Napoléon.

Et maintenant, il faut que je revienne aux précieux « instantanés » de M. Curt Wigand. J'ouvre la brochure au hasard, et me voici retrouvant par-dessous les observations de mon compagnon de promenade, mille impressions de mes propres séjours anciens à Berlin ou à Francfort! Le « thème » dominant de la série d'images est, cette fois, ce que M. Wigand lui-même appelle, d'un mot français, la « muflerie » de ses compatriotes :

Je parlais, tout à l'heure, de la rudesse et de la brutalité qui persistent et s'affirment plus que jamais dans l'âme de notre peuple. Ces défauts se rencontrent à tous les degrés de la société allemande, depuis les couches les plus basses jusqu'à celles qui se prétendent les plus « cultivées. » Les étudians qui, à Iéna, il y a quelques années, se sont amusés à jeter dans la rue tout le mobilier d'un certain nombre d'hôtels ou de « pensions meublées » de la ville, ou bien encore ces « nourrissons des muses » qui, chaque jour, dans nos villes d'université, se font un principe d'insulter toute femme qu'ils rencontrent marchant ou voyageant seule, ces jeunes gens de « bonne famille » ne se placent-ils pas exactement au même niveau que la horde de « calicots » ou d'employés de bureau qui, chaque jour également, se vantent d'avoir réussi à saccager un jardin public ou privé, comme aussi au même niveau que cette bande d'ouvriers qui, apercevant devant soi des femmes ou des jeunes filles du « monde, » ne manquent pas d'entonner plus ou moins bruyamment une chanson obscène ?

Et, circonstance aggravante, il se trouve toujours chez nous des personnes disposées à juger avec une indulgence extrême de semblables méfaits, surtout lorsqu'il s'agit de notre jeunesse universitaire, en invoquant pour eux l'excuse de l'alcool. Comme si l'on pouvait mettre au compte de l'alcool des actes d'une barbarie aussi systématique, aussi évidemment issus du plus profond de l'être qui se complaît à les accomplir ! A Paris aussi et en Angleterre, l'alcoolisme sévit : mais qui donc y entend parler de pratiques de vandalisme ou de monstrueuse grossièreté comme celles qui, chez nous, font quasiment partie obligée de tout programme de divertissement un peu « relevé ? » Je me souviens, à ce propos, de ces Italiens qui, à Paris, exposent et vendent leurs figurines de plâtre sur le parapet du Pont-Neuf. Souvent je les ai vus se tenir à quelque distance de leur étalage, ou même s'absenter pendant un quart d'heure, sans qu'il vînt à l'idée de personne de briser à dessein, pour le plaisir, une seule de leurs légères et fragiles statuettes. Pareille chose serait absolument impossible à Berlin.

Oui, certes, ici encore tous mes humbles souvenirs personnels se réunissent pour confirmer le témoignage de M. Curt Wigand ! Et pareillement l'épisode de ma jeunesse, que je racontais il y a quinze jours, ne se trouve-t-il pas en partie expliqué par la définition que nous offre ensuite l'écrivain allemand d'un sentiment qui pourrait bien, en effet, appartenir en propre aux compatriotes de mon terrible vieux chef de gare de Cologne ?

Je dois signaler encore quelques dernières particularités distinctives du caractère allemand. Si le mot allemand *Schadenfreude* (joie de nuire) n'a pas d'équivalent dans la langue des autres nations, qui sont forcées de recourir à une périphrase pour exprimer ce plaisir méchant que nous procure la vue du malheur d'autrui, — ou, plus exactement, le plaisir que nous procure la conscience d'avoir causé le malheur d'autrui, — ce n'est

certainement pas là un simple effet du hasard. Il va sans dire que ce trait de caractère existe aussi, plus ou moins prononcé, chez certains individus des autres nations : mais, chez eux, il n'apparaît en quelque sorte que comme le résultat d'un état d'esprit exceptionnel, d'une impulsion toute momentanée; tandis que l'Allemand, au contraire, est vraiment atteint d'une *Schadenfreude* naturelle et chronique...

A cette joie que procure le malheur d'autrui s'ajoute et se rattache, dans toute âme allemande, un amour passionné de la délation. Il n'y a pas au monde un peuple où les délateurs soient aussi nombreux que chez nous, ni non plus aussi satisfaits de soi-même et aussi estimés de leur entourage. Notre loi sur le crime de lèse-majesté ne les fournit-elle pas, au reste, d'un instrument merveilleux, à l'aide duquel il lui est aisé de faire jeter en prison quiconque leur déplaît ?... Après quoi il faut les entendre, ces dénonciateurs avérés, crier de toutes leurs forces leur indignation contre les « Babylones » étrangères, proclamer avec emphase l'éminente supériorité de l'ordre de choses tel qu'il fonctionne dans leur patrie !

Je ne puis malheureusement songer à citer encore, comme je l'aurais désiré, le chapitre consacré par M. Curt Wigand à l'examen d'une autre des manifestations les plus saisissantes de l'état profond d' « inculture » de ses compatriotes, — la grossièreté méprisante et trop souvent cruelle de leur attitude ordinaire à l'égard des femmes.

L'Allemand authentique est incontestablement, — nous dit notre judicieux observateur, — l'être le moins chevaleresque de l'Europe entière : il ignore absolument jusqu'aux règles les plus élémentaires de la courtoisie, dans ses rapports avec l'espèce de créature inférieure qu'est, à ses yeux, la femme. Je ne parle pas même de son habitude de ne jamais céder sa place à une dame, en wagon ou en omnibus, de ne jamais aider sa propre femme à descendre de voiture, etc. Mais dites-moi s'il existe ailleurs un pays où l'on dévisage, en public, les femmes enceintes avec une curiosité aussi indiscrète, avec un cynisme aussi répugnant! Jamais deux étudians, deux employés de bureau ou de magasin, ne manqueront, lorsqu'ils passeront auprès d'une femme enceinte, de se pousser du coude avec un clignement d'œil significatif, ou même de se désigner du doigt la taille arrondie de la future mère.

On devine aisément ce que doit être, dans ces conditions, toute la vie « galante » de l'Allemagne, depuis les brasseries des villes d'université, où la principale occupation « amoureuse » des jeunes étudians consiste à se saoûler en compagnie de leurs pauvres petites Gretchen, jusqu'à ces « cafés de nuit » berlinois que Méphistophélès aurait pu montrer à Faust comme les lieux du monde où s'étale assurément le plus au large la « bestialité humaine, » sans le moindre effort de retenue ou de déguisement. Mais le plus curieux est que, si nous en croyons M. Wigand, ces « cafés de nuit » sont en train de

devenir fameux dans toute l'Allemagne, et qu'il n'y a pas désormais une jeune bourgeoise de Stettin ou d'Ingolstadt qui ne rêve d'assister un moment, à l'ignoble trafic de chair vive qui s'y déroule du soir au matin. « Un jeune couple de provinciaux qui étaient venus passer une semaine à Berlin, et à qui je recommandais, pour leur dernière soirée, une pièce nouvelle du Théâtre-Allemand, m'ont déclaré sans détours qu'ils entendaient consacrer cette soirée à une visite du Café National, en ajoutant que, s'ils rentraient à E... sans avoir vu le fonctionnement nocturne de cette célèbre Halle aux Filles, tout le monde, là-bas, se moquerait d'eux ! »

Car le fait est que, d'une manière générale, — et y compris même, à ce qui semble, l'admiration de ce trafic éhonté des « cafés de nuit » de Berlin, — le fait est que les Allemands d'aujourd'hui se complaisent dans leur « inculture » et en tirent vanité, avec une tendance de plus en plus accentuée à considérer leur « manque de civilisation » comme le triomphe d'une « culture » spéciale, foncièrement « allemande, » et aussi supérieure à toutes les autres qu'elle en est différente. Si bien qu'au lieu de tâcher à se « civiliser, » les compatriotes de M. Wigand n'ont pas cessé, depuis quarante-quatre ans, de s'enfoncer toujours plus avant dans leur « inculture, » développant quasi à dessein les défauts naturels de leur race, tandis que, d'autre part, ils laissaient périr toute sorte de qualités péniblement acquises autrefois par leurs pères. Il s'est produit chez eux une transformation intellectuelle et morale que M. Wigand n'hésite pas à qualifier de « dégénérescence, » mais sans s'arrêter autant que nous l'eussions voulu à rechercher les causes de tout ordre qui ont ainsi contribué à faire, des Allemands de 1914, des êtres infiniment différens de leurs grands-pères de 1870. Et c'est, au contraire, surtout la recherche de ces causes qui semble avoir préoccupé un autre écrivain allemand, M. (ou peut-être Mme) Carry Brachvogel, auteur d'un très curieux récit intitulé : *Les Héritiers, roman de la Nouvelle Allemagne.*

Tout de même que M. Wigand, en effet, M. (ou Mme) Carry Brachvogel aperçoit un abîme entre l'âme allemande de jadis et celle d'aujourd'hui ; et cette dernière ne lui paraît pas seulement changée, mais aussi tristement diminuée et déchue, plongée dans une barbarie dont le trait dominant serait, à l'en croire, la substitution d'un bas égoïsme sensuel aux habitudes anciennes de crainte et de respect.

Affirmations qu'auraient de quoi appuyer, d'ailleurs, maints autres

témoignages non moins autorisés : car il ne m'est guère arrivé, depuis une dizaine d'années, d'ouvrir un roman allemand sans en entendre sortir avec plus ou moins de force le même cri d'alarme, — sauf pour moi à n'en avoir compris pleinement le sens et la portée qu'au contact de certains faits récens qui n'ont pas provoqué ma seule indignation, mais encore celle du monde entier. Ai-je besoin de les énumérer? Que les Allemands qui sont en train de procéder de cette manière à l'exécution de leur projet « national » d'écrasement du génie français ne gardent plus, dans leurs cerveaux et leurs cœurs, qu'un très petit nombre des qualités de leurs pères, — voire de leurs qualités purement « professionnelles » d'entrepreneurs et exploiteurs de guerres, — c'est ce que reconnaissent à peu près unanimement tous ceux qui, de près ou de loin, ont eu l'occasion d'étudier la vie allemande ; mais le grand mérite de l'auteur des *Héritiers* est, comme je l'ai dit, d'avoir tenté de découvrir les causes de cette « dégénérescence » incontestable de la vieille âme allemande. Comment et pourquoi les « héritiers » des vainqueurs de 1870 se trouvent-ils en danger de perdre bientôt la riche succession qui leur est échue? Tel est le problème qu'a posé devant nous M. (ou Mme) Brachvogel : je tenterai à mon tour, prochainement, d'indiquer brièvement de quelle originale et instructive façon il a cru pouvoir le résoudre.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Pendant que nous écrivons, une grande bataille se poursuit entre Paris et les Vosges. Nous avons confiance que le dénouement sera favorable à nos armes; mais, s'il en était autrement, si la fortune nous était contraire, nous prendrions une nouvelle position militaire et nous continuerions de nous battre. Le sort définitif de la guerre ne dépend d'ailleurs pas uniquement de nous. Il suffit que la coalition dont nous sommes un des élémens l'emporte finalement, et elle l'emportera. Bien loin d'être ébranlée, sa résolution s'est encore affermie pendant ces derniers jours et s'est manifestée sous une forme diplomatique. Quelle que soit l'importance des opérations militaires, celle de la Déclaration que les représentans de l'Angleterre, de la France et de la Russie, sir Edward Grey, M. Paul Cambon et le comte Benckendorff, ont signée à Londres, n'est pas moins grande ; elle l'est même davantage, parce qu'elle domine toute la situation militaire et politique, et qu'elle est la garantie de l'avenir aussi bien que du présent. Voici le document :

« Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernemens respectifs, font la déclaration suivante :

« Les gouvernemens de Grande-Bretagne, de France et de Russie s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre.

« Les trois gouvernemens conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés. »

Cette Déclaration est, pour les trois Puissances qui l'ont faite, la Charte de la guerre. Leurs fortunes peuvent être diverses et changeantes au cours des opérations, mais elles resteront intimement

unies jusqu'à la fin. La guerre sera commune, la victoire le sera aussi. En un mot, c'est une alliance. Avec la Russie, nous en avions déjà une, mais ni la Russie, ni nous n'en avions avec l'Angleterre : cette omission est réparée. Nous avons cette fois partie liée autant que partie peut l'être. Si l'Allemagne a pu croire qu'un des trois alliés se lasserait de la guerre avant les autres, soit parce qu'elle serait particulièrement lourde pour lui, soit parce qu'il se laisserait séduire aux promesses qu'on pourrait lui faire, aux avantages qu'on pourrait lui consentir, cette illusion se dissipe. Nous sommes un bloc indissoluble. Si elle ne détruit pas la Russie, l'Angleterre et la France, l'Allemagne sera détruite par elles. L'alternative est impérieusement posée.

Il y a dans tous les pays des alarmistes, qui obéissent quelquefois, sans même le savoir, à des suggestions venues du dehors et qui, à chaque échec partiel, s'appliquent à semer le découragement autour d'eux : pour éviter la défaite, ils sont tout prêts à en accepter, à en subir tout de suite les conséquences. Il y en a chez nous comme ailleurs, comme partout, mais, grâce à Dieu ! ils y sont rares, leur voix n'est pas entendue, ils n'ont aucune influence sur l'opinion. C'est surtout dans le monde des politiciens professionnels qu'on a pu, ces jours derniers, en découvrir quelques-uns, et personne n'en sera surpris, car on connaît cette engeance qui représente officiellement le pays et à laquelle le pays ressemble si peu. Le gouvernement, usant de son droit, a déclaré close la session parlementaire de 1914 : cette précaution n'était sans doute pas inutile. Le gouvernement reste ainsi le seul maître de l'heure où il jugera à propos de réunir de nouveau les Chambres. Bien que la Déclaration de Londres n'ait pas eu pour objet principal de répondre aux alarmistes, eux aussi l'auront entendue et ils sauront désormais que les trois alliés, fermement résolus à ne pas se séparer les uns des autres, iront jusqu'à l'extrême limite de leurs forces pour abattre l'ennemi commun. Mais c'est le petit côté de l'affaire, le grand côté est ailleurs. Avons-nous besoin de dire combien nous sommes heureux que l'Angleterre soit enfin sortie des réserves où elle s'était enfermée jusqu'ici, pour contracter enfin une alliance de guerre avec la Russie et avec nous ? Il y a depuis longtemps de l'autre côté du détroit, et en grand nombre, des hommes instruits, intelligens, perspicaces, prévoyans, fidèles aux vieilles traditions de leur pays, qui se rendaient fort bien compte de la solidarité qui unit les intérêts des trois pays, et même ceux de quelques autres encore, en face de l'ambition illimitée de l'Allemagne. Si l'alliance n'avait tenu qu'à eux, ils l'auraient faite sans plus tarder. Mais il y a aussi, en

Angleterre, un parti qui pousse l'esprit pacifique jusqu'au pacifisme doctrinaire, et ce parti dispose, même dans le gouvernement, de moyens puissans au profit de sa volonté d'abstention. Le gouvernement allemand a des intelligences à Londres. L'empereur Guillaume a eu d'autant plus de facilité à faire croire à ses intentions pacifiques que ces intentions paraissent bien avoir été longtemps sincères ; mais, quand elles ont cessé de l'être, tous les yeux ne se sont pas ouverts à la fois. Aujourd'hui encore, il y en a qui restent fermés. C'est contre ce parti que le gouvernement a eu à lutter et il faut savoir une grande reconnaissance à sir Edward Grey, à M. Asquith et à ceux de leurs collègues qui les ont aidés dans cette tâche, d'avoir déployé l'énergie et l'habileté nécessaires pour l'emporter. On peut mesurer le chemin qu'ils ont parcouru en quelques jours en comparant leurs premiers discours parlementaires à ceux qu'ils ont prononcés depuis et, en fin de compte, à la Déclaration dont nous avons plus haut reproduit le texte catégorique.

Il est vrai que le gouvernement allemand les a merveilleusement aidés. Nous avons déjà relevé quelques-unes de ses maladresses, mais les événemens marchent si vite entre nos chroniques, que nous n'avons encore rien dit des extraordinaires conversations que M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'empire, et M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères, ont eues avec l'ambassadeur d'Angleterre, M. Goschen. Tout le monde les a lues dans les journaux, mais il faut les rappeler ici, car leur omission priverait nos lecteurs d'un élément indispensable à leur information. Il s'agissait de la neutralité de la Belgique, et M. Goschen demandait à ses interlocuteurs si l'Allemagne la respecterait. — Nullement, ont-ils répondu ; nous avons besoin de passer par la Belgique pour porter tout de suite à la France un coup décisif, et, par conséquent, nous y passerons. D'ailleurs, le fait est déjà accompli et, quand même nous voudrions revenir en arrière, il serait trop tard. — Le gouvernement allemand avait sans doute cru habile de mettre l'Angleterre en face d'un fait accompli, et il se montra très surpris de la gravité que M. Goschen paraissait y attacher. — Comment! s'écria alors M. de Bethmann-Hollweg, pour un mot, le mot neutralité, qui, en temps de guerre, a été si souvent méprisé ; comment ! pour un petit morceau de papier, la Grande-Bretagne va faire la guerre à une nation apparentée dont le seul désir est d'être une amie ! L'acte de la Grande-Bretagne est inconcevable. Je la tiens pour responsable des terribles événemens qui pourront s'ensuivre. — Un Livre Blanc anglais a livré cette conver

sation à la publicité, ainsi qu'une correspondance échangée entre le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne, correspondance d'où il résulte que le roi, dans son désir ardent du maintien de la paix, a poussé à l'extrême les concessions qu'il proposait de faire à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais l'empereur Guillaume a tout repoussé. Il a poursuivi la mobilisation de ses troupes avec une hâte fiévreuse, et la correspondance entre les deux souverains, peut-être faut-il dire entre les deux hommes, car ils parlaient le langage de la familiarité et de la confiance, a été brusquement interrompue par les premiers coups de canon. La publication de ces documens a produit l'effet que le gouvernement anglais en avait espéré. L'opinion britannique qui, jusqu'à ce moment, avait été un peu flottante, un peu hésitante, un peu molle, a été entraînée par un sentiment généreux et indigné, et M. Asquith a pu tenir le langage qui correspondait à ce sentiment.

On a vu alors quelle différence il y a entre l'âme anglaise et l'âme allemande : la première formée à l'école de la liberté, de la discussion loyale, de la responsabilité pour tous et enfin de la civilisation la plus élevée, la seconde à celle du matérialisme politique, qui ne voit en toute chose que l'intérêt immédiat et brutal, immole à cet intérêt les droits d'autrui les plus sacrés et n'accepte pour soi d'autre devoir que celui de la discipline aveugle, servile et muette. Le choc de deux mentalités aussi différentes, aussi opposées, devait faire jaillir des étincelles lumineuses. L'éloquence de M. Asquith s'est élevée à la hauteur des événemens pour célébrer l'héroïque résistance de la Belgique et flétrir ses envahisseurs. — La tâche qui nous incombait, a-t-il dit, était une de celles auxquelles une grande nation ne pouvait se dérober sans se couvrir d'une honte éternelle. Nous étions contraints par des obligations précises et supérieures d'affirmer et de maintenir l'existence menacée d'un État neutre. La Belgique n'avait aucun intérêt à elle propre à défendre, si ce n'est les intérêts suprêmes et prépondérans de chaque État, grand ou petit, digne de ce nom, à savoir : le maintien de son intégrité et de sa vie nationale. La défense de Liége sera toujours le thème d'un des plus beaux chapitres des annales de la liberté. Les Belges ont conquis la gloire immortelle d'un peuple qui préfère sa liberté à son bien-être matériel, à sa sécurité, à la vie elle-même. Nous les saluons avec respect. Nous sommes avec eux de cœur et d'âme, parce que, à leur côté et avec eux, nous défendons en même temps qu'eux deux grandes causes : l'indépendance des petits États et l'inviolabilité des obligations internationales. Et M. Asquith concluait que la responsabilité de la guerre retombait tout entière sur la seule

Allemagne. — Nous abrégeons ce discours qui aurait mérité d'être reproduit tout entier : on n'en a jamais entendu, on n'en entendra pas de longtemps un semblable à Berlin. Il y a, entre le langage de M. Asquith et celui de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow, plusieurs siècles de civilisation. Ce sont des hommes d'une autre éducation intellectuelle, d'une autre culture morale, d'une autre race qui parlent. Et nous nous sentons de la même famille humaine que les Anglais.

Les publications britanniques, les discours de M. Asquith, de sir Edward Grey, de lord Kitchener, ont atteint leur but : aujourd'hui, l'opinion anglaise est unanime comme la nôtre. Cependant il y a quelque chose de plus éloquent encore que tous les discours, ce sont certains faits. Les journaux ont parlé des actes de barbarie qui ont été commis par les soldats allemands. Eh quoi ! au xxe siècle, on tue des femmes, des enfans ! On les met de force devant les soldats pour empêcher l'ennemi de tirer ! On viole, on assassine ! Ces anachronismes révoltans troublaient les consciences, mais l'esprit, quelquefois, restait hésitant : n'y avait-il pas quelque exagération dans ces récits d'épouvante? Nous étions, nous, trop près des événemens pour pouvoir douter ; chaque jour des témoins authentiques venaient tout confirmer ; mais ceux qui étaient loin, très loin, de l'autre côté de l'Océan, hésitaient à croire à tant d'abominations. La mort violente de Louvain les a subitement éclairés d'une lumière irrécusable et effroyable. Louvain, ville charmante, tout imprégnée d'histoire, embellie par l'art, centre d'étude, de recueillement, de méditation, un des joyaux de la Belgique, un des trésors de l'humanité, Louvain a été saccagé. Ses principaux monumens sont détruits, ses bibliothèques ont été détruites, comme autrefois celle d'Alexandrie. Lorsqu'on l'a appris, un cri de douleur et d'horreur s'est élevé dans le monde entier. Un acte pareil suffit pour déshonorer une guerre, et l'Allemagne en gardera au front une marque ineffaçable. Elle s'en soucierait sans doute très médiocrement si, tout de même, la réprobation universelle n'était pas lourde à porter, si lourde que, un jour ou l'autre, on finit par fléchir sous le poids. L'Allemagne a éprouvé le besoin de s'expliquer. Un journal suisse a publié une note dont toutes les apparences sont celles d'un communiqué et, bientôt après, M. de Bethmann-Hollweg en personne a adressé à la presse américaine un long factum qu'on peut résumer en deux mots : Louvain a mérité son sort ; comme des soldats allemands étaient réunis sur une de ses places, des coups de feu sont partis de plusieurs

fenêtres, ses blessés ont été achevés sur le champ de bataille ; on conviendra que de pareils actes exigeaient une vengeance immédiate et terrible !

C'est ce dont, au contraire, personne ne conviendra dans le monde civilisé. Quaud même, — ce que nous ne croyons nullement, — les faits allégués seraient vrais, serait-ce une raison suffisante pour anéantir une ville et y a-t-il proportion entre la cause et l'effet ? Si on répond oui, il n'y a guère une ville que les Allemands, s'ils le veulent bien, ne seront pas en droit de détruire, car il n'y a en pas une qui ne contienne quelques hommes exaltés, déséquilibrés peut-être, égarés par patriotisme qui ne se contient plus. Moralement, ils ont des excuses, certes, mais on comprend que l'ennemi ne les accepte pas et qu'il croie une répression rigoureuse nécessaire et légitime. Eh bien ! qu'il l'exerce sur les malheureux imprudens, mais non pas sur toute une population, mais non pas sur les pierres mêmes d'une ville. Si des coups de fusil ont été tirés à Louvain, les soldats allemands n'ont-ils pas vu de quelle maison ils sont partis ? Sont-ils entrés dans cette maison ? Y ont-ils fait une enquête ? Ont-ils recherché les auteurs d'un acte à leurs yeux criminel ? Non, ils ont incendié la ville, détruit les maisons, démoli les édifices, réduit à néant des chefs-d'œuvre des plus grands maîtres. Ils étaient sans doute sûrs, en procédant ainsi, de ne pas, dans le tas, manquer les coupables. Mais les autres ? On se croirait reporté à la guerre des Albigeois et au mot sinistre : Tuez tout, Dieu saura reconnaître les siens ! Il y a eu un frémissement dans le monde à la nouvelle de la destruction de Louvain, et non seulement dans l'ancien, mais dans le nouveau. L'Amérique compte un trop grand nombre d'Allemands pour que l'Allemagne n'y ait pas des sympathies nombreuses ; cependant la distance, un milieu différent, les habitudes de pensée que donnent les mœurs de la liberté y affranchissent les esprits. Les Américains ont le sens pratique des Allemands, mais ils ont le respect du droit, ils se préoccupent de civiliser la guerre, de l'humaniser autant qu'il est possible, ce qui est toujours bien peu ! ils ont joué un rôle important dans les conférences de La Haye. L'opinion américaine a été profondément émue par le désastre de Louvain et désormais elle suit les incidens de la guerre avec un redoublement d'attention ; elle demande à être renseignée, à savoir, à être mise à même de juger et elle a le sentiment que son jugement aura quelque poids. La soldatesque germanique se moque de l'opinion américaine comme de tant d'autres choses, mais l'empereur Guillaume, qui y a tou-

jours beaucoup tenu, serait encore plus changé que nous ne le croyons s'il avait cessé d'en faire cas. Aussi la ville de Paris a-t-elle éprouvé une vraie satisfaction, au moment où le corps diplomatique l'a quittée à la suite du gouvernement, d'apprendre que l'ambassadeur des États-Unis y était resté, que son successeur y était venu, que son prédécesseur y était revenu. Ce sont des témoins que l'Amérique a au milieu de nous, qui regardent, qui voient et qui sauront parler.

L'attitude de Paris est d'ailleurs admirable de sang-froid et de courage. Quelle différence avec le Paris de 1870, qui ressemblait à une cuve en ébullition, où les élémens les plus troubles, toujours violens, souvent impurs, apparaissaient presque seuls à la surface! Aujourd'hui le calme de la population est absolu : on a pris par avance son parti de tout ce qui peut arriver, et on attend. Un petit fait a montré l'état des esprits, nous voulons parler de l'avion allemand qui, plusieurs jours de suite, a volé sur la ville en y jetant des bombes. Ces bombes, à la vérité, n'ont fait à peu près aucun mal. Non seulement Paris n'a pas pris au tragique la menace de l'avion allemand, mais il ne l'a même pas pris au sérieux et, s'il faut le dire, s'en est amusé : il y avait presse, dans les rues, pour regarder passer l'oiseau mécanique. On a été heureux toutefois d'en être débarrassé, lorsque des avions français ont commencé à apparaître à leur tour : on l'avait assez vu. Et enfin la situation générale commençait à devenir préoccupante. L'avion avait fait l'effet d'un jouet assez inoffensif, mais toutes les pensées se tournaient vers la grande armée d'invasion, qui continuait sa marche sans que rien eût pu encore l'arrêter, et qui chaque jour approchait de Paris. Si les choses continuaient ainsi, on commençait à calculer à quel moment le canon allemand se ferait entendre. Un jour, on a appris que le gouvernement avait quitté la ville et qu'il s'était dirigé sur Bordeaux. L'exode n'avait été ni annoncé, ni préparé, ni exécuté ostensiblement, ce que nous avons d'ailleurs regretté. On pouvait craindre quelque panique : ne fallait-il pas que le danger fût imminent, puisque le gouvernement s'en allait? En fait, l'impression a été nulle. Le gouvernement a laissé derrière lui une proclamation qui expliquait la résolution qu'il avait prise, mais tout le monde l'avait comprise et admise par avance. On a trouvé naturel que le gouvernement s'éloignât, non pas à cause du danger, s'il y en avait, mais parce que, son devoir s'étendant à la France entière, il ne pouvait pas s'exposer, soit à être enfermé dans Paris, soit, si l'enceinte de défense était forcée sur quelque point, à être la victime d'un coup de main. Un gouvernement doit rester toujours

libre de son action. C'est ce qu'a senti le gouvernement belge lorsqu'il s'est transporté de Bruxelles à Anvers, et aussi le gouvernement serbe lorsqu'il a quitté Belgrade pour se mettre en sûreté à Kragujewatz. Maintenant, si notre malheur veut que les Allemands viennent à Paris, ils peuvent le faire avec un minimum d'inconvéniens pour la défense nationale. Ils ne trouveront ni un gouvernement avec qui traiter, ni un établissement financier à rançonner, car la Banque de France a suivi le gouvernement, après avoir mis son encaisse en sûreté, et les grands établissemens de crédit ont imité cet exemple. L'entrée des Allemands à Paris serait pour eux un avantage moral dont nous ne dénions pas la valeur, mais un bénéfice matériel très réduit.

La situation, cette fois encore, est tout autre qu'en 1871. A cette époque, la chute de Paris a entraîné celle de la France : Paris succombant, la résistance n'était plus possible ailleurs. Nous étions épuisés et, n'ayant pas d'alliés, nous n'avions aucune assistance à attendre du dehors. La capitulation de Paris rendait disponible l'armée allemande qui l'assiégeait et dont l'énorme masse devait retomber sur nos armées de province, déjà exténuées. Aujourd'hui, au contraire, notre ressource et notre espoir sont dans nos armées restées intactes, et si une armée allemande assiège Paris ou cherche à y pénétrer, elle y usera là une force offensive qui aurait été peut-être plus efficace ailleurs. Enfin, puisque c'est à propos du départ du gouvernement de Paris que nos souvenirs se sont reportés à 1870-1871, marquons encore, avec le passé, une différence importante. Le gouvernement de la Défense nationale étant, dans ses élémens principaux, composé des députés de Paris, se fit scrupule de le quitter. Paris était à ses yeux non seulement la capitale, mais une sorte de ville sainte que l'honneur ne permettait pas de déserter, et on vit le spectacle dérisoire d'un gouvernement qui, restant à Paris, envoyait en France, pour remplir son rôle, une délégation composée de MM. Glais-Bizoin, Crémieux et Fourichon. On ne pouvait, relativement à Paris, faire à la France plus petite part! Par bonheur, Gambetta comprit ce que la situation avait de paradoxal : il s'échappa de Paris en ballon pour aller porter à la Délégation de Tours l'appui de son âme ardente, de son intelligence et de son activité. La Délégation prit alors une allure nouvelle : tout le possible fut fait et l'honneur sauvé. Mais c'était une grande faiblesse pour la France que le gouvernement fût bloqué à Paris, sans même en excepter le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, qui, dans sa superstition parisienne, hésita

même à se rendre à la Conférence de Londres et finalement s'en abstint. On demeure étonné devant l'état d'esprit des hommes de cette époque. Ceux d'aujourd'hui ont montré une intelligence plus éclairée de leur devoir : ils ont mis le gouvernement de la France hors de la portée de l'ennemi.

Quant aux événemens de la guerre, nous avons peu de chose à en dire : d'abord ils nous sont mal connus, ensuite ils continuent de se dérouler. Ils nous sont mal connus parce que, avec une prudence dont nous n'avons garde de nous plaindre, — nous la louons fort au contraire, — les autorités militaires qui nous renseignent le font avec une extrême réserve. Les communiqués officiels sont d'une brièveté sibylline et il est presque impossible de lire entre les quelques lignes dont ils se composent. Au début de la guerre, du temps de M. Messimy, ils étaient beaucoup plus larges, mais ils étaient diffus, et la lumière qu'ils nous apportaient éclairait mal le contour des choses : nous préférons ceux d'aujourd'hui, bien qu'ils nous mesurent la vérité au compte-goutte. Les notions succinctes qui s'en dégagent sont les suivantes. A la grande bataille de Charleroi, livrée en Belgique, notre aile gauche a souffert. Dans l'intention de nous tourner d'abord et de nous envelopper ensuite, les Allemands avaient concentré sur ce point leur effort principal. Un contingent anglais a supporté l'assaut avec nous ; il a fait preuve d'un grand héroïsme et nos propres troupes ont mérité le même éloge; mais, devant des forces très supérieures, le général Joffre a jugé qu'il valait mieux se replier un peu en arrière et chercher plus au Sud une meilleure ligne de combat. Lui seul était juge de ce que comportait la situation, et tout porte à croire qu'il l'a compris puisque, si nous n'avons pas encore obtenu un succès important, nous n'avons subi non plus aucun revers caractérisé. Notre armée a fait de grandes pertes, mais tout porte à croire que celles des Allemands sont plus grandes encore. Pendant les jours qui ont suivi, la manœuvre des deux armées ennemies n'a pas changé. Bien que la bataille ait continué sur l'immense ligne que l'on sait, elle a été particulièrement importante à l'extrême-gauche française, à l'extrême-droite allemande. Les Allemands n'avaient pas renoncé à la volonté et à l'espérance de nous tourner par là. C'était leur plan. N'ayant pas, pour l'exécuter, hésité à violer la neutralité de la Belgique, ils ont voulu avoir au moins l'avantage matériel d'un acte aussi osé, mais ils n'y ont pas réussi, et ils ont dû finalement modifier leurs dispositions. Ils avaient d'abord visé directement Paris ; ils s'avançaient vers la ville en droite ligne et n'en étaient plus qu'à quelques étapes. C'est

à ce moment que le gouvernement en est sorti et que le général Galliéni en a été nommé gouverneur.

Ce choix a été universellement approuvé. Le général Galliéni s'est distingué par son intelligence, son coup d'œil sûr et rapide, sa présence d'esprit, son énergie, dans toutes les missions qui lui ont été confiées : c'est à lui que nous devons notamment la conquête de Madagascar, et, après la conquête militaire, il s'est montré aussi bon administrateur qu'il avait été bon général. En prenant possession de son commandement, il a adressé à la population une proclamation dont la brièveté a plu : il s'est contenté de dire qu'ayant été chargé de la défense de Paris, il remplirait son devoir jusqu'au bout. Ce devoir lui imposait tout de suite une grande activité. Les fortifications de Paris avaient besoin d'être soutenues, épaulées par des travaux qu'on avait trop négligés jusqu'à ce moment. On s'est empressé d'y procéder : il n'y avait pas un moment à perdre. Nous avons eu alors une surprise heureuse : la droite allemande qui était déjà entre Compiègne et Senlis et avait poussé des pointes hardies jusqu'à Pontoise, s'est tout d'un coup incurvée vers l'Est et éloignée. Est-ce pour les motifs que nous avons indiqués plus haut et qui devaient diminuer aux yeux des Allemands le prix de Paris ? Il est plus probable que l'état-major ennemi a senti l'imprudence qu'il y avait de sa part à continuer sa marche sur une ville défendue par une armée nombreuse, en laissant derrière lui une autre armée, et même plusieurs. Il fallait d'abord se débarrasser de ces armées dans une grande bataille. Elle se poursuit en ce moment. Avec une remarquable promptitude de décision et conformément à leur méthode habituelle, les Allemands ont porté leur effort principal sur un point qui n'est plus leur extrême-droite et notre extrême-gauche. La leur, jusqu'ici, avait constamment refoulé la nôtre; maintenant, c'est le contraire; l'extrême-droite allemande se défend avec moins de succès, elle recule Mais le nœud de l'action semble être au centre, du côté de Vitry-le-François. Là, les positions sont disputées avec acharnement de part et d'autre et avec des fortunes qui semblent se balancer, et c'est une angoisse profonde pour Paris de savoir que la gigantesque bataille qui aura un effet immédiat sur son sort se poursuit si près de lui, sans qu'il en sache d'ailleurs autre chose. La scène se passe derrière un rideau baissé.

Et ce n'est pas seulement sur le sort de Paris que la bataille en cours influera, c'est aussi sur le reste de la campagne. Toutefois, cette campagne, on ne saurait trop le répéter, n'est pas limitée aux horizons

français. La France n'est qu'un compartiment dans l'immense guerre qui s'étend sur la plus grande partie de l'Europe. Nous avons des alliés qui travaillent chacun dans le sien à l'œuvre commune. Les Anglais, pour le moment, y travaillent avec nous, à nos côtés, et lord Kitchener a eu raison de dire, il y a quelques jours, que nous apprécions l'appui qu'ils nous donnent. Leur courage impassible est pour nous un précieux réconfort. Mais à l'autre extrémité de l'Europe, il y a les Russes qui, disposant d'un nombre d'hommes supérieur à celui de toutes les armées historiquement connues, marchent à la fois contre l'Allemagne et contre l'Autriche, et la victoire marche avec eux. Celle qu'ils ont remportée sur les Autrichiens est écrasante : elle a réalisé toutes les espérances qu'on avait conçues. C'est en Pologne, en Galicie, que le grand choc a eu lieu. Le gouvernement autrichien, voulant sans doute imiter l'empereur de Russie, a adressé une proclamation aux Polonais russes pour leur annoncer qu'il venait les délivrer, les affranchir enfin de l'odieux joug moscovite. Il faudrait plaindre les Polonais russes s'ils attendaient vraiment cette délivrance : elle ne viendra pas, mais ils s'en consoleront. La bataille et la prise de Lemberg, capitale de la Pologne autrichienne, sont des actes de guerre d'une importance qu'on ne saurait exagérer. Et les Russes continuent leurs succès. Ils sont arrivés aux Karpathes, qui séparent la Galicie de la Hongrie. Que feront-ils maintenant? Franchiront-ils les montagnes, ou, au contraire, suivront-ils leur versant septentrional pour pénétrer en Silésie et se joindre à l'armée qui opère plus au Nord? Ils connaissent leurs forces et n'ont de conseil à prendre que d'eux-mêmes. Mais, évidemment, le principal objectif qu'ils ont à se proposer est Berlin; non pas que leurs intérêts ne soient pas aussi sérieux du côté de l'Autriche que du côté de l'Allemagne, mais parce que, l'Autriche étant d'ailleurs fortement entamée en ce moment, si un grand coup est frappé sur l'Allemagne, et s'il réussit, tout le reste pliera et tombera aussitôt.

C'est à Berlin qu'est le point politique, militaire et psychologique à atteindre. Les Russes le savent bien et ils avancent dans cette direction. Une contre-attaque allemande a un moment ralenti leur marche dans la région d'Osterode : l'incident n'a pas grande importance, mais il montre que les Russes ne sauraient avoir trop de monde au point où leurs armées doivent finalement se réunir. Au Nord, ils sont sur la Vistule. On assure que le gouvernement allemand, sous le coup de la menace qui approche et qui grandit, a déjà rappelé une partie des troupes qu'il avait en Belgique. Nous ne saurions

garantir l'exactitude du renseignement, mais il vient de sources nombreuses et sérieuses et n'a rien que de vraisemblable. Et, s'il n'est pas vrai aujourd'hui, il le sera demain. Dans ses grands traits, la campagne se dessine donc ainsi : défaite de l'Autriche, laquelle a mérité son sort pour avoir manqué à sa mission historique qui était de contribuer à l'équilibre de l'Europe ; marche victorieuse des Russes vers l'Ouest; échec, en France, du plan de guerre allemand, grâce à l'admirable ténacité de l'armée anglo-française qui supporte aujourd'hui l'énorme poids de presque tout l'effort allemand et n'en est pas écrasée.

Parlerons-nous de la situation des Balkans ? Elle évolue sans avoir pris encore une forme déterminée. La Turquie hésite, affirme sa neutralité et poursuit ses armemens. La Roumanie hésite, elle aussi, tentée par l'occasion qui se présente à elle de compléter son unité nationale aux dépens de l'Autriche et retenue par les résistances de son Roi qui ne saurait oublier qu'il est un Hohenzollern. Toutefois, si la Roumanie laisse échapper l'occasion, la retrouvera-t-elle de longtemps ? La Bulgarie observe. La Grèce se sent menacée par la Turquie et se prépare. La Serbie vient de s'emparer de Semlin, qui couvre Belgrade : c'est un beau succès et un gage pour l'avenir. Mais on ne voit de situation nette qu'en Albanie. Nette est beaucoup dire, car il est difficile de démêler les intrigues qui se croisent dans tous les sens. Durazzo a été pris par les insurgés musulmans et le lamentable prince de Wied est parti sur un navire italien, les autrichiens n'étant pas disponibles. Il a adressé une proclamation à son peuple pour lui dire qu'il partait pour quelque temps, qu'il allait seulement prendre un peu d'air, mais qu'il reviendrait bientôt, et que, en attendant, il ne passerait pas un jour sans penser à eux. Les Albanais sont si ingrats qu'ils ne le paieront peut-être pas de retour. Telle est la fin de cet intermède, qui a été mêlé de comédie et de drame, et c'est la seule qu'il méritait. Mais la situation ne s'en trouve pas éclairée. Il n'y a rien de changé en Albanie; l'anarchie continue d'y régner en maîtresse; il n'y a qu'un prince de moins.

Avons-nous besoin de dire que l'Italie suit le développement de cette situation d'un œil extrêmement attentif ?

Le conclave a été un des plus courts qu'on ait eus, sans doute parce que l'Église catholique savait parfaitement ce dont elle a besoin aujourd'hui et se l'est assuré tout de suite. Le cardinal della Chiesa, archevêque de Bologne, a été élu Pape à la place de Pie X. Il n'a que soixante ans, ce qui est jeune pour un Pape, et ce qui donne à croire

que l'Église, ayant trouvé ce qu'elle voulait, désire en conserver longtemps le bénéfice. Si elle ne l'avait pas trouvé, le conclave aurait sans doute, comme cela est arrivé souvent dans l'histoire, élu un pontife très âgé pour réserver l'avenir. On se demandait par avance si le nouveau Pape s'appellerait Léon XIV ou Pie XI, ce qui aurait été de sa part prendre parti tout de suite et, pour satisfaire les uns, aurait alarmé les autres : il a préféré abriter sa liberté sous le nom de Benoit XV. Le souvenir de Benoit XIV, pape d'un mérite distingué, mais déjà un peu lointain, ne pouvait porter ombrage à personne. Son souvenir ne peut être rattaché à aucune de nos controverses et de nos disputes d'hier. Au reste, la personnalité du nouveau Pape n'avait nullement besoin d'être éclairée par le nom d'un de ses prédécesseurs. Le cardinal della Chiesa a été l'homme de confiance du cardinal Rampolla, qu'il a suivi dans sa mission diplomatique en Espagne et ensuite à la secrétairerie d'État : il a été son collaborateur intime pendant vingt ans. Il est donc à croire et nous dirons volontiers à espérer qu'on retrouvera dans Benoit XV, avec les vertus du cardinal Rampolla, la grande intelligence, la mesure en toutes choses, le sens des circonstances, le tact parfait qui caractérisaient ce prélat. Nous sera-t-il permis d'ajouter que le cardinal Rampolla a toujours témoigné de la sympathie à la France ? Parmi les cardinaux *papabili*, on avait parlé du cardinal Ferrata, qui a été autrefois nonce à Paris et y a laissé de bons souvenirs ; il l'avait été auparavant à Bruxelles ; il connaît le monde, il a acquis une grande expérience diplomatique. Le premier acte du Pape a été de confier la secrétairerie d'État au cardinal Ferrata. Nous n'ajoutons rien de plus aujourd'hui, sinon que Benoit XV, à la cérémonie dite de l'hommage qui a suivi son élection, a serré dans ses bras le vénérable cardinal Mercier, archevêque de Malines, en lui disant : « Dans votre personne, c'est tout votre peuple que je plains, que j'embrasse et que je bénis. » Ce geste ira au cœur, non seulement de la Belgique, mais de tous ceux qui souffrent en ce moment.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LE
LIVRE DU PRINCE DE BÜLOW
SUR
LA POLITIQUE ALLEMANDE

Quelques jours à peine avant la déclaration de guerre, M. Maurice Herbette nous a donné la traduction d'un livre du prince de Bülow intitulé : *la Politique allemande*, avec un avant-propos de M. de Selves, qui n'a pas été longtemps ministre des Affaires étrangères, mais l'a été assez pour bien connaître la situation générale de l'Europe et en parler avec justesse. Il a fort bien vu et fait voir la contradiction qui existe dans l'esprit du prince de Bülow et dans son livre.

Rarement les aspirations, les ambitions mondiales de l'Allemagne ont été mieux indiquées, mieux étalées que dans ce livre. L'Allemagne y est représentée comme un pays neuf qui n'est encore qu'à ses débuts et vient seulement de franchir la première étape de sa croissance. « L'unité politique, dit M. de Bülow, n'a pas été la conclusion de notre histoire : elle est devenue le début d'un nouvel avenir. Placée au premier rang des Puissances européennes, l'empire allemand a repris une part entière à la vie de l'Europe. La vieille Europe, d'ailleurs, n'était plus depuis longtemps qu'une fraction de l'ensemble de la vie des peuples. » M. de Bülow enveloppe tout de suite l'horizon allemand d'un regard qui l'élargit démesurément. Nous sommes

ici très loin de l'affirmation qu'aimait à répéter Bismarck, que l'Allemagne était une nation rassasiée, saturée. Ayant atteint l'objet de son long effort historique, elle était devenue la nation conservatrice par excellence. Quel que soit son respect pour Bismarck, le prince de Bülow n'hésite pas à dire combien cette vue lui paraît bornée. Elle était bonne autrefois, elle ne saurait suffire aujourd'hui : l'Allemagne ne peut plus se contenter de ce que M. de Bülow appelle dédaigneusement « la béate existence d'un État continental. » Il lui reste infiniment à entreprendre et à réaliser : il lui reste à faire sur mer ce qu'elle a fait sur terre et à devenir la plus grande puissance maritime et commerciale du monde comme elle est la plus grande puissance politique et militaire de l'Europe. Alors seulement ses destinées seront accomplies. Telle est la conception de M. de Bülow, et ce n'est pas elle qui nous étonne, mais bien la conclusion qu'il en tire, car c'est exactement celle de Bismarck, à savoir : que l'Allemagne est la nation la plus conservatrice qui existe, la plus pacifique, la plus rassurante pour la tranquillité de l'univers. Nous ne nous y attendions guère et les faits n'ont pas tardé à donner à M. de Bülow un sanglant démenti. Il n'était d'ailleurs pas lui-même assez sûr de sa thèse pour n'avoir pas pris ses précautions contre les surprises possibles. La philosophie de son livre est tout entière dans la phrase suivante que nous en extrayons et qui a aussi frappé M. de Selves : « Un événement qu'il faut faire entrer dans tout calcul politique, c'est la guerre. Nul homme sensé ne la désire. Tout gouvernement consciencieux cherche de toutes ses forces à l'empêcher aussi longtemps que l'honneur et les intérêts vitaux de la nation le permettent. Mais tout État doit être dirigé dans toutes ses parties comme si, demain, il devait avoir une guerre à soutenir. » Cela est vrai, nous ne le voyons que trop, même pour les nations et les gouvernemens les plus sincèrement pacifiques, à plus forte raison pour ceux qu'une politique de proie pousse fatalement sur les champs de bataille. L'Allemagne n'avait pas besoin qu'on le lui rappelât.

Le livre de M. de Bülow est un document très précieux, et nul n'en sera surpris. Diplomate de profession, élève de Bismarck et le meilleur sans doute, instruit par l'étude, la pratique des hommes, l'expérience des choses et doué d'une parole séduisante, longtemps l'homme de confiance de l'empereur Guil-

laume, il a été une douzaine d'années chancelier de l'Empire et, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, il a dirigé la politique de son pays avec habileté et énergie. On sait comment il a perdu la confiance et la faveur de son maître. Un jour, l'Allemagne a trouvé que l'Empereur parlait trop et M. de Bülow n'a pas caché que c'était aussi son sentiment. L'Empereur ne lui a su aucun gré de sa loyale franchise et, à la première occasion, qui ne s'est pas fait attendre, il l'a laissé choir sous un vote du Reichstag. Depuis lors, le prince de Bülow passe la plus grande partie de son temps à Rome. D'acteur qu'il était, il est devenu simple spectateur, mais il n'a pas cessé de suivre avec une grande activité d'esprit les affaires de l'Allemagne et du monde et, n'ayant plus à les conduire, il en donne volontiers son avis. Son livre, toutefois, a un caractère rétrospectif. C'est la politique de l'Allemagne pendant qu'il était chancelier que M. de Bülow expose; mais les lignes directrices de la politique allemande n'ont pas changé depuis qu'il a quitté la chancellerie impériale et, tôt ou tard, une politique qui visait à l'hégémonie mondiale et pratiquait systématiquement l'égoïsme le plus étroit, le plus implacable, sans tenir aucun compte de l'intérêt des autres et pas davantage de leur dignité, devait aboutir à la guerre générale. L'erreur de la politique allemande a été de croire qu'on n'oserait.

Le livre se divise en deux parties. Nous ne parlerons aujourd'hui que de la première, qui traite de la politique extérieure. Quelle en est la préoccupation dominante? Bien que M. de Bülow passe en revue toutes les nations de l'Europe et parle même de l'Amérique et du Japon, c'est surtout l'Angleterre qu'il a en vue; c'est de son côté qu'il se tourne le plus souvent avec inquiétude, comme s'il sentait que là est le danger pour les nouvelles ambitions de son pays. Et sans doute il se préoccupe aussi de la France et de la Russie, mais il semble prendre moins d'ombrage de leurs desseins. Pour en bien comprendre le motif, il faut remonter assez loin avec lui dans notre commune histoire.

M. de Bülow ne dissimule pas que l'entrée en scène de l'Allemagne en 1864, en 1866, en 1870, avec les succès rapides et décisifs d'où est sortie sa grandeur, n'a pas été vue avec beaucoup de faveur par les vieilles grandes Puissances qui ont été troublées dans leur quiétude et ont senti qu'une rivale

leur était née. Sa bienvenue au jour ne lui a pas ri dans tous les yeux. La Prusse d'abord, l'Allemagne ensuite, marchaient en effet à pas de géant et se préoccupaient infiniment peu de ce qu'elles écrasaient sur leur route. Il a fallu se gêner, se serrer pour leur faire place, et on s'y est résigné sans bonne grâce. Tout devenait plus difficile avec l'Allemagne qui bouleversait l'équilibre établi, émettait sans cesse des prétentions nouvelles, montrait un caractère difficile et apportait dans toutes les affaires des vues personnelles qu'elle imposait. On s'inclinait, parce que les intérêts en cause n'étaient encore ni assez nombreux ni assez importans pour qu'on se révoltât, mais on commençait à trouver les exigences allemandes insupportables. M. de Bülow rapporte à ce sujet une boutade d'un de ses collègues : « Vers 1895, écrit-il, à Rome où j'étais alors ambassadeur, mon collègue anglais, sir Clare Ford, me dit avec un soupir : « Que les arran-« gemens politiques étaient donc plus commodes et moins com-« pliqués, lorsque l'Angleterre, la France et la Russie formaient « l'aréopage de l'Europe et qu'on n'avait besoin d'y appeler l'Au-« triche que dans de rares occasions ! » Ce bon vieux temps est passé, ajoute fièrement M. de Bülow. Le concert européen s'est accru, depuis plus de quarante ans, d'un membre qui a voix au chapitre et qui, non seulement a la volonté de faire entendre sa voix, mais aussi dispose de la force pour agir. » Voilà le ton, il ne varie pas, il est toujours le même depuis la première page jusqu'à la dernière. A la manière des gens parvenus trop vite, l'Allemagne semble éprouver un plaisir de vanité à déranger les autres ; elle y trouve la preuve de son importance dont elle ne jouit pleinement que lorsqu'elle la fait sentir pesamment. Elle est volontiers mauvais coucheur : c'est son goût de l'être. Et, si on n'est pas content, peu lui importe, puisqu'elle « dispose de la force pour agir. » Ces manières nouvelles déplaisent et choquent : on les tolère toutefois aussi longtemps qu'elles ne font en effet que déplaire et choquer sans porter atteinte à de graves intérêts. On sacrifie beaucoup à la paix du monde. L'Allemagne en profite pour grandir, grossir, envahir. Elle devient industrielle et commerciale : son génie la porte à produire beaucoup et à imposer ses produits aux autres. Tous les moyens lui sont bons pour cela. C'est la première forme de son initiation à la vie mondiale où elle ne tarde pas à se jeter à corps perdu. « A mesure, dit M. de Bülow, que notre vie nationale se transformait en vie

mondiale, la politique de l'Empire allemand devenait, dans les mêmes proportions, une politique mondiale. » Au surplus, l'Europe tout entière était entraînée dans des voies nouvelles : l'Allemagne devait l'y suivre, l'y précéder, l'y supplanter. L'empereur Guillaume en a eu l'intelligence vive, rapide, profonde et M. de Bülow l'en félicite et l'en glorifie, déjà au nom de l'histoire. N'est-ce pas lui, le premier, qui a dit de l'Allemagne que son avenir était sur mer? Il a fait plus que le dire, il a ouvert les voies à l'Allemagne, il lui a donné une flotte pour les parcourir victorieusement.

Mais ce qui était — peut-être — l'avenir pour l'Allemagne était le présent pour l'Angleterre, un présent laborieusement acquis et très solidement établi. Comment l'Angleterre s'accommoderait-elle des ambitions avouées de l'Allemagne? M. de Bülov ne se fait aucune illusion à cet égard; il pressent qu'elle s'en accommodera mal, car aucune Puissance ne s'est laissée déposséder sans résistance de ce qu'elle regarde comme son patrimoine et son bien. L'Allemagne a donc prévu cette résistance, mais ne s'en est pas émue : elle s'est résolument proposé de battre l'Angleterre avec ses propres armes. Afin de lui prendre son secret, M. de Bülow s'est demandé comment, pourquoi elle était devenue la reine des mers. C'est, dit-il, parce que sa position insulaire lui ayant permis de ne rien craindre pour ses frontières, elle a pu, libre de cette préoccupation, porter tous ses efforts au delà. L'Allemagne ne jouit pas, tant s'en faut, d'un avantage pareil, car elle a partout des frontières vulnérables; mais, si elle parvient à les rendre invulnérables grâce à une armée qui paraîtra invincible et sémera autour d'elle la terreur de sa force, ne sera-t-elle pas arrivée au même résultat que l'Angleterre? Ce que la nature a donné gratuitement à celle-ci, ne l'aura-t-elle pas obtenu elle-même avec plus de mérite, par un moyen différent, mais aussi efficace? Ce premier but a été atteint, l'Allemagne est si évidemment invincible sur terre qu'elle y est inattaquable. Dès lors, elle peut tourner ses pensées du côté de la mer.

Sa politique a dû être longtemps à la fois hardie et prudente : hardie, parce que son ambition l'exigeait, prudente parce que, au moins pendant quelques années, l'Angleterre, restant la plus forte, pouvait s'apercevoir du péril qui la menaçait et le dissiper en frappant brusquement le premier coup. « Pendant les dix années,

dit M. de Bülow, qui suivirent le projet de loi sur la marine et le début de nos constructions de vaisseaux, une politique anglaise résolue à tout eût sans doute été en mesure d'arrêter net le développement maritime de l'Allemagne, et de nous rendre inoffensifs avant que nos serres eussent poussé sur mer. » Il fallait donc endormir les préoccupations de l'Angleterre et faire pourtant ce qui les justifiait. Problème ardu! M. de Bülow n'en diminue pas les difficultés, et rien n'est plus curieux que les pages où il les expose et même les étale : mais il se flatte de les avoir résolues. « Pour nos intérêts, écrit-il, comme pour notre dignité et notre honneur, il nous fallait tâcher de conquérir à notre politique dans le monde l'indépendance que nous avions assurée à notre politique en Europe. L'accomplissement de ce devoir national pouvait être rendu plus difficile par la résistance éventuelle de l'Angleterre, mais aucune résistance au monde ne pouvait nous en dispenser. » L'Allemagne est donc allée de l'avant. L'Angleterre, qui répugne à la guerre et ne la fait qu'à la dernière extrémité, s'est contentée de renforcer ses propres armemens. A diverses reprises, elle a essayé de s'entendre avec l'Allemagne pour une limitation qui serait observée de part et d'autre : l'Allemagne a passé outre et n'a voulu rien entendre. Elle semblait actionnée par une volonté supérieure. La fatalité s'en mêlait. « Il le fallait! » dit M. de Bülow. L'Angleterre, comme cela lui arrive parfois, a laissé passer plus d'une occasion favorable : l'amour de la paix l'emportait toujours chez elle. Aussi le moment est-il enfin venu où l'Allemagne a jugé que son œuvre était terminée, ou du moins assez avancée pour lui permettre de jeter le masque. Rappelant avec satisfaction les traits adroitement équilibrés d'une politique qui lui a permis, sans être l'amie de l'Angleterre, ce qui l'aurait fait tomber sous sa dépendance, de n'être pas non plus son ennemie, ce qui aurait dès le premier moment paralysé son effort, « c'est ainsi, dit M. de Bülow, que nous avons réussi en fait, sans être inquiétés ni influencés par l'Angleterre, à créer cette puissance maritime qui donne une base réelle à nos intérêts économiques et à nos projets de politique mondiale, puissance telle, que l'attaquer semblerait une grave témérité, même à l'adversaire le plus fort. » Les « serres » avaient poussé suffisamment.

Est-ce bien sûr? On vient de voir que l'Angleterre a eu la grave témérité qui paraissait impossible à M. de Bülow. N'a-

t-il pas lancé un peu trop tôt, un peu trop haut, son cri de triomphe? Où est la flotte allemande en ce moment? Elle se cache dans les ports, les fleuves, les canaux; elle se couvre prudemment par des torpilles et des mines flottantes; elle reconnaît donc la supériorité persistante de la flotte britannique. M. de Bülow a-t-il cru que l'Angleterre, à l'occasion, n'userait pas de cette supériorité? Ce n'est cependant pas qu'il ait méconnu les intérêts de l'Angleterre dans une question qui est vitale pour elle, ni qu'il se soit mépris sur ce que sa politique a de résolu, d'inflexible, de permanent. Les pages qu'il a écrites à ce sujet sont parmi les meilleures de son livre : nous voudrions pouvoir les citer tout entières, mais nous sommes obligé d'abréger.

« Il n'y a pas, dit-il, d'État au monde dont la politique se meuve aussi imperturbablement que la politique anglaise dans des voies traditionnelles. C'est à cette continuité séculaire de sa politique extérieure, demeurée indépendante du changement des partis au pouvoir, qu'elle doit ses grandioses succès sur la scène du monde. L'alpha et l'oméga de toute politique anglaise fut de tout temps la poursuite et le maintien à son profit de l'empire des mers. L'intérêt que prend l'Angleterre au groupement des forces sur le continent européen ne vise pas seulement l'avantage et le bien-être des États qui se sentent opprimés ou menacés par la supériorité d'un seul d'entre eux. Une telle sympathie humanitaire et désintéressée exerce rarement une influence prépondérante sur les résolutions politiques du gouvernement d'un grand État. Pour la direction de la politique anglaise, ce qui sert de guide, c'est la répartition des forces en Europe et sa répercussion sur la maîtrise anglaise de la mer. Tout déplacement de puissance n'ayant aucune conséquence à cet égard a toujours été assez indifférent au gouvernement anglais. Si l'Angleterre, par tradition, c'est-à-dire conformément à ses immuables intérêts nationaux, se montre hostile, ou tout au moins défiante vis-à-vis de la nation européenne qui se trouve être la plus forte, le motif en est avant tout dans la signification qu'elle attribue, en ce qui concerne la politique maritime, à la supériorité des forces sur le continent. » Il y a beaucoup de vrai dans ce jugement. Aussi longtemps que l'Allemagne n'a usé de sa force que pour établir sa prépondérance sur le continent, l'Angleterre est restée impassible, immobile. Mais, à dater du moment où l'Alle-

magne s'est servie de sa prépondérance continentale pour en faire le point d'appui de sa politique maritime, son attitude a changé.

Personne, on vient déjà de le constater, n'a jeté plus de lumière que M. de Bülow sur le lien étroit qui rattache la politique maritime de l'Allemagne à sa politique continentale. La seconde n'est pas indépendante de la première, elle en est la condition nécessaire. M. de Bülow va jusqu'à dire, et il a raison, qu'un échec de la politique mondiale de l'Allemagne pourrait ne pas influer sensiblement sur sa situation continentale, mais que la réciproque n'est pas vraie et qu'un échec ou une diminution de prestige de l'Allemagne sur le continent renverserait d'un seul coup l'échafaudage de sa politique mondiale. C'est là une vue très juste : les faits d'hier l'ont confirmée. Dès le lendemain de la déclaration de guerre, et avant même que les événemens se fussent dessinés avec quelque netteté dans un sens quelconque, les colonies de l'Allemagne se sont trouvées en péril. L'Angleterre s'est emparée de Togo, et le Japon a mis le siège devant Kiao-Tcheou. Et pourtant, l'Allemagne avait toujours ménagé le Japon, elle avait été pleine de prévenances pour lui. « Nous n'avons aucun intérêt, dit M. de Bülow, à nous aliéner ce vaillant peuple pourvu d'éminentes qualités et à l'avoir pour adversaire. » Ce vaillant peuple n'en est pas moins devenu l'ennemi de l'Allemagne et il s'apprête à lui enlever sa colonie d'Extrême-Orient. Que le coup soit sensible à l'Allemagne, il suffit pour s'en convaincre de demander à M. de Bülow quel prix elle attache à cette colonie. « En même temps, dit-il, que commençait la construction de notre flotte, nous nous installions, pendant l'automne de 1897, à Kiao-Tcheou; quelques mois plus tard se concluait avec la Chine le traité de Schantoung, un des actes les plus importans de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, acte qui nous assurait notre place au soleil de l'Extrême-Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'océan Pacifique. » C'étaient là de beaux rêves! Qu'en restera-t-il bientôt? M. de Bülow, on le voit, n'avait pas tort de croire que l'Allemagne ne pouvait se soutenir sur mer et au delà des mers, que si sa puissance était incontestée sur le continent européen.

Mais s'il le savait si bien, l'Angleterre ne l'ignorait pas non plus : il était donc à prévoir que, lorsqu'elle pourrait porter atteinte à la puissance continentale de l'Allemagne, elle ne

manquerait pas de le faire, sûre par là de détruire en même temps sa puissance mondiale dont elle commençait à prendre sérieusement ombrage. Et si le gouvernement actuel de l'Allemagne ne l'a pas prévu, ce n'est pas la faute de M. de Bülow qui, dans sa retraite, lui prodiguait les leçons de l'histoire. « La puissance continentale la plus forte, écrivait-il, a toujours trouvé largement ouverte devant elle les chemins de la politique mondiale. Mais, sur ces chemins, l'Angleterre était en sentinelle. Lorsque Louis XIV suggérait à Charles II l'idée d'une alliance anglo-française, celui-ci, malgré ses sympathies personnelles pour la France, lui répondit que l'établissement d'une alliance sincère se heurtait à certains obstacles, dont le principal résidait dans les efforts que faisait la France pour devenir une Puissance maritime sérieuse... C'est surtout comme adversaire de la politique maritime française que l'Angleterre devint l'ennemie de la France dans la guerre de la Succession d'Espagne, qui porta le premier coup à la prépondérance française en Europe, valut aux Anglais, avec la possession de Gibraltar, la clef de l'Océan et leur donna les meilleures provinces du Canada. » Et M. de Bülow poursuit sa démonstration avec un renfort si abondant de preuves qu'on est étonné que la portée en ait été si mal comprise à Berlin. « Les événemens de 1866 et 1870, écrit-il encore, ont fait de la Prusse et de l'Allemagne la Puissance la plus forte du continent, et celle-ci a pris peu à peu dans l'esprit des Anglais la place qu'y occupait auparavant la France du Roi-Soleil et des deux Bonaparte. » D'après cela, on devait croire qu'en cas de guerre générale, l'Allemagne se défierait de l'attitude de l'Angleterre et qu'elle ne s'exposerait pas à une guerre aussi redoutable sans avoir pris des précautions et s'être assuré des garanties de ce côté. Et pourtant elle n'en a rien fait.

D'où lui venait sa confiance? Nous ne nous chargeons pas de l'expliquer. M. de Bülow en donne bien quelques motifs, mais ils sont de peu de valeur, vraiment. Ils se réduisent à dire que, l'Allemagne étant devenue trop forte pour être attaquée sur mer, l'Angleterre sentirait qu'elle n'avait rien de mieux à faire que d'être son amie. Le morceau vaut d'ailleurs la peine d'être cité : « Les nuages de guerre font partie du ciel politique. Mais le nombre des nuages qui provoquent la foudre est incomparablement plus faible que le nombre de ceux qui se dissipent. La conduite de nos rapports avec l'Angleterre demande

une main particulièrement ferme et persévérante. Nous désirons des relations agréables, amicales même, sans nous effrayer d'un manque d'amabilité. Voilà sur quoi l'Allemagne doit régler son attitude vis-à-vis de l'Angleterre, l'Allemagne officielle aussi bien que la nation elle-même. Une politique d'obséquiosité est aussi défectueuse qu'une politique de brusquerie. Le peuple anglais, le plus uni politiquement, ne se laisserait pas détourner, par les plus ardentes protestations d'amitié, de résolutions qu'il aurait reconnues avantageuses, et il ne verrait qu'un aveu de notre faiblesse dans les preuves d'amitié qui n'auraient pas pour base un intérêt reconnaissable. D'autre part, un peuple vaillant et fier comme le peuple anglais ne se laisserait, pas plus que le peuple allemand, intimider par des menaces ouvertes ou dissimulées. Appuyés aujourd'hui sur une flotte respectable, nous sommes vis-à-vis de l'Angleterre dans une autre posture qu'il y a quinze ans, où il nous fallait autant que possible éviter un conflit avec cette Puissance, jusqu'à ce que nous eussions construit notre flotte. A cette époque, notre politique extérieure se trouvait jusqu'à un certain point sous la dépendance de nos armemens : il lui fallait travailler dans une situation anormale. Aujourd'hui, l'état normal est rétabli : les armemens dépendent de la politique. L'amitié comme l'hostilité de l'Empire allemand, appuyé par une flotte puissante, ont maintenant pour l'Angleterre, cela va de soi, une importance autre que l'amitié et l'hostilité de l'Allemagne dépourvue de moyens d'action sur mer, comme elle l'était à la fin du XIXe siècle. La diminution de l'écart entre les forces anglaises et allemandes représente une décharge importante en faveur de notre politique extérieure vis-à-vis de l'Angleterre. » On sent déjà l'intimidation sous ces paroles. Cependant l'Allemagne aimerait mieux inspirer de la confiance que de la crainte, et il faut voir de quel ton M. de Bülow s'efforce de calmer les appréhensions que risque de faire naître la grandeur de l'Allemagne, en vantant sa modération. De tous les peuples de la terre, dit-il, celui qui a le plus rarement attaqué pour conquérir est le peuple allemand. Et ici encore nous devons citer, car on ne nous croirait pas si nous ne le faisions pas à la lettre : « Sans exagération ni vantardise, écrit donc M. de Bülow, on peut affirmer que jamais encore dans l'histoire une Puissance militaire d'une force aussi supérieure que celle de l'Allemagne n'a servi dans la même mesure la cause de la paix.

Ce n'est pas par notre incontestable amour de la paix que ce fait s'explique. L'Allemand a toujours eu l'esprit pacifique, et pourtant il a sans cesse été réduit à prendre les armes, parce qu'il lui fallait se mettre en défense contre une attaque étrangère. En réalité, la paix s'est maintenue surtout, non parce que les Allemands se sont abstenus d'attaquer d'autres nations, mais parce que d'autres nations ont craint la riposte allemande à leur propre attaque. Nos puissans armemens ont été une garantie de paix telle que n'en ont pas connue les derniers siècles, en proie à toutes les agitations. Un jugement historique ressort de cette constatation... »

Mais nous nous abstiendrons de reproduire le jugement historique de M. de Bülow. Il a parlé trop vite ; l'histoire se poursuivait, elle se poursuit encore ; on a pu voir ce qu'il fallait penser de l'esprit pacifique de l'Allemagne, lorsqu'elle a déclaré, à vingt-quatre heures d'intervalle, la guerre à la Russie et à la France et qu'elle l'a déchaînée dans toute l'Europe. L'histoire n'a pas porté son jugement, elle le prépare.

Pour revenir aux rapports des deux pays, on ne comprend guère, quand on a lu M. de Bülow, les illusions que l'Allemagne a pu garder sur l'inertie apparente de l'Angleterre. M. de Bülow a exposé en effet avec une admirable clairvoyance les motifs que l'Angleterre avait de s'opposer à l'ambition allemande sur mer en la frappant sur terre, et cependant ni lui ni son successeur, M. de Bethmann-Hollweg, n'ont pourtant paru croire que l'Angleterre, fidèle à ses traditions, raisonnerait et agirait aujourd'hui comme elle l'a fait du temps de Louis XIV et de Napoléon. La conversation que le chancelier actuel a eue avec l'ambassadeur d'Angleterre, M. Goschen, au moment de la déclaration de guerre, est à cet égard bien curieuse. La surprise de M. de Bethmann-Hollweg a été sans bornes lorsque l'Angleterre a rompu. Cet homme, qui avait montré jusqu'alors du sang-froid et du bon sens, en a littéralement perdu la tête et a mêlé à ses imprécations des propos prodigieux qu'il a dû regretter depuis, car ils ont retenti dans le monde entier où ils n'ont fait honneur, ni à lui, ni à son pays. — Eh quoi ! s'est-il écrié, l'Angleterre se prononcerait contre l'Allemagne, un pays auquel elle est apparentée, un pays qui croyait pouvoir compter sur sa sympathie, un pays avec lequel elle n'avait jamais eu un dissentiment profond ! Un homme est aux prises avec deux agresseurs qui veulent

le tuer : un troisième survient et lui plonge un poignard dans le dos ! — L'homme traîtreusement attaqué est l'Allemagne ; son meurtrier est l'Angleterre. M. de Bethmann-Hollweg n'en revient pas. Il y a de la naïveté dans son étonnement et dans sa colère. Peut-être n'avait-il pas encore lu le livre de M. de Bülow. S'il l'avait fait, sa colère aurait persisté, mais non pas son étonnement.

Ce qui provoque le nôtre, c'est que M. de Bülow lui-même, malgré son livre, n'a pas l'air de s'être beaucoup plus attendu que M. de Bethmann-Hollweg à ce qui est arrivé : on peut en juger à la manière dont il raconte ce qu'il appelle la tentative d'encerclement de l'Allemagne par le roi Édouard VII et le dénouement qu'elle a eu. M. de Bülow, qui est homme du monde et diplomate, parle d'Édouard VII avec une grande convenance dans les termes, mais il découvre distinctement en lui un ennemi de l'Allemagne, qui s'est donné pour but de former une coalition continentale contre elle. Il raconte les intrigues perfides que le Gouvernement anglais a nouées, sous l'inspiration de son Roi, pour isoler l'Allemagne en Europe et tourner contre elle la France, la Russie, l'Espagne, sans doute aussi les petites Puissances du Nord. Nous ne nous porterions pas garant que le roi Édouard VII ait eu vraiment toutes les intentions que M. de Bülow lui prête, mais, s'il les a eues, l'Allemagne a merveilleusement aidé au succès de ses vœux. Sa politique de coups d'épingle, ou plutôt de coups de bottes contre tout le monde a commencé dès ce moment à tourner tout le monde contre elle, au point qu'on l'a vue, à la conférence d'Algésiras, à peu près abandonnée, même par ses alliés. M. de Bülow le conteste : il parle des services que l'Autriche et l'Italie ont rendus à l'Allemagne et dont celle-ci leur a été reconnaissante ; mais, par un chef-d'œuvre de diplomatie de leur part, il faut le croire, la France elle aussi a été satisfaite de l'attitude de ces mêmes Puissances et leur en a gardé un bon souvenir. En réalité, l'Allemagne, dans une conversation directe avec nous, aurait probablement obtenu plus que nous ne lui avons concédé lorsque nous avons pu nous appuyer, à Algésiras, sur la majorité et, en certains cas, sur l'unanimité des Puissances qui y étaient représentées. Déjà les prétentions de l'Allemagne commençaient à inquiéter, à irriter. S'il y a eu encerclement contre elle, c'est encore plus à elle qu'au roi Édouard VII que ce résultat a été

dû. Au surplus, le terme d'encerclement est ici très excessif, et personne n'a songé alors à pratiquer contre l'Allemagne la politique qu'il désigne. Ce qui est vrai, c'est qu'à Algésiras l'Allemagne a senti pour la première fois autour d'elle des résistances qu'elle n'avait pas prévues et qui lui ont été très sensibles. Elle s'était habituée à croire que la peur qu'elle faisait devait opérer comme l'antique : *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.* Sa volonté devait suffire pour incliner toutes les autres. Il n'en était plus tout à fait ainsi. Elle avait abusé de sa force, et le monde regimbait.

M. de Bülow expose dans son livre que la prépondérance de l'Allemagne tenait à deux causes, dont l'une était sa force incontestable et l'autre le prestige qui en résultait, en d'autres termes, à son armée et au bluff. Le prestige appartient à ces impondérables dont Bismarck a proclamé l'efficacité. Celui de l'Allemagne commençait-il réellement à diminuer? Quoi qu'il en soit, M. de Bülow en a eu l'appréhension. Il était alors chargé de la direction de la politique allemande. C'est lui qui avait engagé l'affaire du Maroc; il a toujours revendiqué la responsabilité et il la revendique encore aujourd'hui, en dépit des événemens ultérieurs, d'avoir envoyé l'empereur Guillaume à Tanger. Il avait cru faire un coup de maître et la conséquence était, en fin de compte, l'encerclement de l'Allemagne et la diminution de son prestige. C'était jouer de malheur! Il y avait eu là, devant le monde entier, un échec moral dont personne ne parlait tout haut, car ceux qui en avaient bénéficié avaient le bon esprit de ne pas s'en vanter, mais que tout le monde sentait. Les considérations dans lesquelles entre à ce sujet M. de Bülow en sont l'aveu.

Il fallait donc une réparation : le prestige allemand avait besoin d'être remis à neuf. L'occasion désirée ne tarda pas à se présenter : ce fut l'annexion de l'Herzégovine et de la Bosnie et la crise aiguë qu'elle provoqua. En fait, cette crise dure encore, et l'effroyable guerre à laquelle nous participons en est une des phases : mais nous ne parlons ici que de la première, celle qui fut remplie par l'émotion et l'intervention des Puissances slaves, petites et grandes, depuis la Serbie jusqu'à la Russie. On a vu alors, avec un dénouement bien différent, une première ébauche des événemens qui viennent de se reproduire. La Serbie a protesté contre l'annexion par l'Autriche de deux provinces dont les

habitans étaient de race serbe. Tout pays vit avec un idéal qu'il poursuit toujours, même au risque de ne l'atteindre jamais : il ne se le laisse pas arracher sans douleur. L'idéal des Serbes est naturellement de réunir un jour toute la nationalité serbe dans les mêmes frontières. L'acte accompli par le gouvernement autrichien était un coup porté à leur rêve d'avenir : de là l'effervescence qui se produisit à Belgrade et qui gagna de proche en proche jusqu'à Saint-Pétersbourg. La faute une fois commise, si on ne croyait pas devoir ou pouvoir la réparer, il aurait du moins été sage d'en adoucir les effets pour la Serbie ; mais on n'en fit rien, loin de là! on se rappelle l'extrême raideur, l'inexorable exigence, l'injurieuse dureté qu'affecta alors la politique autrichienne. Le baron d'Ærenthal joua au Bismarck; il crut sans doute en être un nouveau, et d'autres que lui le crurent au premier moment ; mais c'est une opinion qui ne tarda pas à se dissiper et que personne ne soutiendrait plus aujourd'hui. En dehors du motif que, en fait de violences, il faut s'en tenir à ce qui est strictement nécessaire et se garder de le dépasser, l'Autriche en avait un autre de ménager le sentiment des Serbes, c'est qu'elle aurait ménagé en même temps celui de la Russie. Bismarck n'aurait pas manqué de le faire. L'attitude adoptée et maintenue contre les Serbes devait produire sur la Russie l'effet d'une provocation. On en eut l'impression extrêmement vive à Saint-Pétersbourg ; on s'émut, on commença à s'agiter. C'est alors que l'Allemagne intervint et personne n'a oublié la démarche que son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le comte de Pourtalès, fut chargé de faire auprès du ministre des Affaires étrangères, M. Isvolsky. L'Allemagne, qui était derrière l'Autriche, se plaça à côté d'elle ou même devant elle, « avec son armure étincelante, » et la Russie céda. On était encore trop près de la guerre de Mandchourie et de ses suites. L'armée russe n'avait pas eu le temps de panser, de guérir ses blessures. C'était, à Saint-Pétersbourg, un acte de haute raison que de savoir attendre. Mais, si le gouvernement allemand a cru que ce souvenir pénible s'effacerait de la mémoire du gouvernement russe, il a eu tort. Il avait déjà inquiété l'Angleterre, il venait de blesser cruellement la Russie : et ce sont là des choses qui laissent des traces ineffaçables.

On avait cru jusqu'à présent que, dans l'acte aventureux qu'il avait accompli, le gouvernement allemand avait été déterminé

par ce qu'il regardait comme son devoir d'allié. L'Autriche n'avait-elle pas été son « brillant second » à Algésiras ? Il avait une dette à acquitter. Mais le prince de Bülow présente la chose autrement et renverse les idées qu'on s'en était faites. En réalité, l'Allemagne avait gardé sur le cœur la mortification secrète de n'avoir pas été un très brillant premier et elle éprouvait le besoin impatient de s'en relever aux yeux de l'univers. Ce qui la détermina encore, toujours d'après M. de Bülow, ce ne fut pas tant la considération de son alliance que l'attitude de l'Angleterre. « L'Angleterre, dit-il, se mit du côté de la Russie et le langage de la presse anglaise prit un ton presque plus passionné que les voix russes qui résonnaient à nos oreilles. La pointe aiguisée de la politique anglaise parut se tourner moins contre l'Autriche que contre l'Allemagne, son alliée. C'était la première fois que l'alliance austro-allemande devait, en présence d'un grave conflit, prouver sa solidité et sa force... L'heure allait sonner qui devait montrer si l'Allemagne était vraiment mise en échec par la politique d'encerclement, si les Puissances attirées dans le cercle de la politique anti-allemande trouveraient ou non leurs intérêts vitaux en Europe conciliables avec une attitude et des actes hostiles à l'Empire allemand et à ses alliés.

« Les péripéties de la crise bosniaque marquèrent en réalité la fin de la politique d'encerclement. Aucune Puissance ne parut d'humeur à subordonner ses propres intérêts européens à des intérêts étrangers de politique générale et à exposer ses os pour autrui. La constellation très surfaite d'Algésiras se brisa contre le roc de la politique continentale. L'Italie resta aux côtés de ses alliés ; la France resta dans l'expectative et ne se montra pas désobligeante pour l'Allemagne ; l'empereur Nicolas donna au monde une nouvelle preuve de sa sagesse et de son amour de la paix, en se prononçant pour un règlement à l'amiable des difficultés existantes. Le savant encerclement et l'isolement de l'Allemagne, épouvantail passager d'esprits pusillanimes, se dévoila comme une fantasmagorie diplomatique établie sur des conceptions diplomatiques dénuées de réalité. L'erreur de calcul qui avait présidé à sa création avait été la suivante : on n'avait pas fait entrer en ligne de compte, avec son entière valeur comme facteur, la position de grande Puissance européenne de l'Empire allemand. »

L'hymne de victoire que chante glorieusement, mais prématurément M. de Bülow montre combien un homme même très intelligent peut, sous l'obsession d'une idée fixe, mal interpréter les faits qu'il raconte avec une exactitude apparente. Les faits qu'il raconte sont, en effet, littéralement exacts, et cependant on peut dire du passage que nous venons de citer : autant de mots, autant d'erreurs. M. de Bülow n'a pas compris les sentimens qu'ont éprouvés alors les diverses Puissances et dont leur attitude s'est inspirée. De la France, par exemple, il dit qu'elle resta dans l'expectative et ne se montra pas désobligeante pour l'Allemagne. Pourquoi se serait-elle montrée désobligeante pour l'Allemagne, puisqu'elle restait dans l'expectative, et pourquoi est-elle restée dans l'expectative, sinon parce la Russie y restait elle-même? La Russie avait pour cela les raisons très fortes que nous avons dites. Dès lors, la France et l'Angleterre, qui n'aspiraient pas à jouer le premier rôle dans les affaires slaves, devaient naturellement s'abstenir. Elles n'avaient pas à se demander si elles exposeraient ou non leurs os pour autrui, puisque autrui, c'est-à-dire la Russie, ne jugeait pas le moment venu d'exposer les siens. Mais certes, si la Russie avait eu un sentiment et une volonté contraires et si elle avait persisté dans la voie où elle s'était d'abord engagée, la France ne l'y aurait pas abandonnée. Elle aurait fait alors ce qu'elle a fait depuis, elle aurait rempli ses devoirs d'alliée. L'Angleterre n'avait pas les mêmes engagemens, et nous ne pouvons pas parler aussi sûrement pour elle que pour nous : elle aurait agi suivant ses intérêts, que M. de Bülow connaît si bien. Une grande guerre aurait éclaté dès ce moment. Nous sommes heureux qu'elle ne l'ait point fait, parce que les conditions actuelles sont bien meilleures qu'elles ne l'auraient été alors, mais nos dispositions étaient les mêmes qu'aujourd'hui. Et c'est ce dont M. de Bülow n'a pas eu conscience. Il n'a pas senti que la patience du monde était déjà à bout et qu'il serait imprudent de la mettre une fois de plus à l'épreuve. Il a cru que ce qu'il appelle la politique d'encerclement avait vécu, et que l'union de la France, de la Russie et de l'Angleterre avait été frappée d'un coup dont elle ne se relèverait pas. Et il a écrit comme conclusion à son étude cette phrase triomphante, arrogante comme un défi : « La tentative de donner à l'antagonisme anglo-allemand l'ampleur d'un système général de politique internationale ne se produira plus. Et, si on y revenait, on serait

de nouveau arrêté par les rudes réalités de la politique continentale, dont la plus rude est la Triple-Alliance. » On ne s'est jamais trompé plus complètement.

Puisque l'Allemagne se flattait d'avoir obtenu un grand succès, que ne s'y est-elle tenue? Il y a des expériences qu'il ne faut pas recommencer. Des circonstances qui semblaient analogues à celles d'alors ont amené hier un résultat opposé et le motif en est simple : c'est que la Russie, qui n'avait pas oublié le désagrément douloureux que l'Allemagne lui avait infligé en 1908, n'était pas disposée à en subir un nouveau. L'Allemagne a cru, au contraire, que la Russie, ayant cédé en 1908, devait le faire également en 1914, et on vient de voir que M. de Bülow l'avait annoncé par avance en termes formels. La vérité est bien différente : la Russie, qui avait refait son armée et repris des forces, n'attendait que l'occasion d'avoir sa revanche. Cette occasion, ni elle, ni nous, ni l'Angleterre ne l'aurions provoquée; le respect de l'humanité nous aurait retenus; mais nous étions résolus à ne plus la manquer, si l'Allemagne, poussant jusqu'à la démence la griserie d'une force qu'elle n'avait pourtant pas mise à l'épreuve depuis plus de quarante ans, assumait elle-même la responsabilité de la guerre. Comment aurait-il pu en être autrement? L'occasion se présentait sous les apparences les plus rassurantes : en effet, la Russie savait qu'elle pouvait compter sur le concours de son alliée et, quoiqu'elle n'eût pas la même certitude absolue en ce qui concerne l'Angleterre, le concours de celle-ci était probable : il est devenu certain, dès que la neutralité de la Belgique a été violée. Qu'importe, devait penser M. de Bülow, puisqu'il reste la « rude réalité » de la Triple-Alliance? On vient de voir combien haut il faisait sonner la valeur politique et militaire de cette combinaison politique. « Rarement, dit-il encore, sinon jamais, l'histoire de l'Europe n'a vu une alliance aussi solide. » Il en était bien sûr, mais, une fois de plus, il s'est trompé : dès qu'elle a fait appel à ses deux alliés, l'Allemagne en a vu un lui échapper.

Ce ne pouvait pas être l'Autriche, puisque c'est pour elle qu'on faisait ou qu'on avait l'air de faire la guerre, mais l'Italie s'est détachée de l'alliance et s'est déclarée neutre. Elle en avait le droit incontestable, car l'affaire avait été engagée à son insu, et elle en avait aussi les meilleures raisons, n'étant pas d'humeur, pour employer les expressions mêmes de M. de Bülow, à subor-

donner ses propres intérêts européens à des intérêts étrangers de politique générale et à exposer ses os pour autrui. Mais cette réserve de sa part était-elle une surprise? Pas tout à fait. Dans une certaine mesure, M. de Bülow l'avait prévue et Bismarck l'avait fait avant lui. « Il y a des politiciens, dit M. de Bülow, qui hésitent à attribuer une vraie valeur à la présence de l'Italie dans la Triple-Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donnée la loyauté des facteurs dirigeans de l'Italie et l'intelligence politique du peuple italien, ils ne démontreraient pas absolument que la participation de l'Italie à la Triple-Alliance est dénuée de valeur. Même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux conséquences extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous, nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois Puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres. C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien, avec le drapeau italien et un tambour à côté de lui, fît face à l'Ouest, c'est-à-dire vers la France, et non à l'Est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. » Nous laissons à nos lecteurs le plaisir de savourer ce morceau. Bismarck réduisait ici au minimum ses exigences qui étaient ordinairement plus impérieuses; il ne demandait à l'Italie et M. de Bülow ne lui demande à son tour qu'un caporal tourné vers l'Ouest avec un drapeau et un tambour : cela même est refusé à l'Allemagne. « La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre, » conclut philosophiquement M. de Bülow. On a vu, en effet, dès le premier coup de clairon, quelle était la valeur de la Triple-Alliance. La Triple-Alliance, il faudra désormais se servir de ce mot en parlant de l'Angleterre, de la Russie et de la France, car c'est là qu'il s'applique bien : l'alliance de l'Alle-

magne et de l'Autriche ne peut plus s'appeler que la Duplice. « Tout le reste, dit encore M. de Bülow, dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit. » La cause de conflit qu'on a posée est précisément celle qui, en mettant en opposition directe ses intérêts et ceux de ses partenaires, devait inspirer à l'Italie le désir de reprendre sa liberté, en même temps qu'elle lui en donnait le droit.

Au surplus, ce n'est pas en Allemagne qu'on pourrait, en tout état de cause, s'étonner et encore moins s'indigner de voir un pays se dégager d'une obligation ancienne sous le coup d'un intérêt immédiat et puissant. Le prince de Bismarck, avec l'indépendance de son esprit sans scrupules, a établi en pareille matière la doctrine dont s'inspirent après lui ses successeurs : on vient de le voir à propos de la neutralité belge. « L'observation des traités entre les grands États, a-t-il dit dans ses *Pensées et souvenirs*, n'est que conditionnelle dès que la lutte pour la vie la met à l'épreuve. Il n'est pas de grande nation qui consente jamais à sacrifier son existence à la foi des traités, si elle est mise en demeure de choisir. Le proverbe *ultra posse nemo obligatur* ne peut jamais perdre ses droits par la clause d'un traité; il est de même impossible de fixer par contrat la mesure de l'intervention et les forces exigibles pour l'exécution du traité, dès que l'exécuteur ne trouve plus son intérêt dans le texte qu'il a signé ni dans l'interprétation première de ce texte. » M. de Bülow parle quelque part du « riche trésor de notions politiques » que Bismarck a léguées à l'Allemagne : voilà sans doute une de ces notions et une des plus utiles. M. de Bülow, qui la connaît, ne peut guère parler aux Italiens du respect dû aux traités. Il est en ce moment parmi eux et nous voyons dans les journaux qu'il se donne beaucoup de peine pour les ramener par la persuasion dans le giron de la Triple-Alliance, mais il se contente sagement d'invoquer leur intérêt. Les Italiens, jusqu'ici, ne le comprennent pas comme lui ; il ne les a pas encore convaincus.

Nous avons annoncé que nous ne parlerions pas aujourd'hui de la seconde partie du livre de M. de Bülow : il y traite de la politique intérieure de l'Allemagne. Il faut cependant dire un mot du chapitre qu'il consacre à la Pologne parce que, dans les circonstances présentes, ce chapitre se rattache étroitement à la diplomatie et à la guerre. Le prince de Bülow, pendant qu'il

était chancelier de l'Empire, a été aussi impitoyable pour la Pologne que l'avait été avant lui le prince de Bismarck, et ce n'est pas peu dire! « Les frontières des États, écrit-il, ne séparent pas les nationalités les unes des autres. S'il était possible que les membres de différentes nationalités, avec leurs différens idiomes, leurs mœurs et leur vie intellectuelle de genres divers, vécussent côte à côte dans un seul et même État sans succomber à la tentation de s'imposer mutuellement leur nationalité particulière, la face de la terre aurait un aspect beaucoup plus pacifique. Mais c'est une loi dans la vie et l'évolution historiques, que là où des cultures nationales différentes se touchent, elles se disputent la première place. Que là où deux nationalités différentes sont attachées au même sol, il soit difficile de les satisfaire toutes deux; que, dans de pareilles conditions préalables, des froissemens se produisent aisément; et, comme cela peut arriver, que des mesures prises d'un côté dans de bonnes intentions provoquent de l'autre côté l'émotion et la résistance : tout cela n'apparaît peut-être nulle part aussi clairement que dans cette partie de la vieille Pologne où, après le partage, on s'est le plus prêté aux désirs des Polonais. » C'est une étrange prétention de la part de la Prusse d'avoir été, des trois co-partageans, celui qui s'est le mieux prêté aux désirs des Polonais : en réalité, elle a été le plus malhabile et finalement le plus brutal, et c'est en Pologne plus peut-être que partout ailleurs, plus que dans les duchés de l'Elbe, plus même qu'en Alsace-Lorraine, parce que son action s'y est exercée plus longtemps, que son inaptitude radicale à s'assimiler une race étrangère s'est manifestée avec le plus d'évidence.

La politique prussienne est partie du principe, posé par M. de Bülow, qu' « une civilisation supérieure a, de tout temps, donné un droit politique : » et, comme la Prusse a une civilisation supérieure à toutes les autres, elle s'arroge partout et sur tous un droit politique prééminent. Exerçant ce droit en Pologne, elle s'est proposé d'y établir une colonie allemande par l'élimination des Polonais. Elle y a échoué pour des motifs qu'il serait trop long d'exposer ici et alors elle est devenue persécutrice jusqu'à la férocité. Elle s'est proposé résolument, systématiquement, impitoyablement, d'expulser les Polonais au moyen de l'expropriation et de prendre leur place. M. de Bülow expose avec complaisance, mais malheureusement avec inexac-

titude, les résultats de cette politique qu'il dit avoir réussie, en quoi il se trompe, et qui a fait naître des rancunes, des colères, des revendications inexpiables. Mais quoi! il faut en prendre son parti et poursuivre l'œuvre entreprise avec un redoublement d'énergie. Y aurait-il, par hasard, un autre droit au monde que les convenances de l'Allemagne? Si les méthodes employées « donnaient au début plus d'acuité à l'antagonisme des nationalités, certes il fallait le déplorer, mais, dit M. de Bülow, c'était inévitable. Il y a, en effet, dans la vie politique, de dures nécessités auxquelles il faut se conformer le cœur gros, et dont on ne doit pas se dégager par sentimentalité. La politique est un rude métier, dans lequel les âmes sensibles arrivent rarement à produire un chef-d'œuvre. » Soit, mais cela n'arrive pas non plus toujours aux âmes insensibles, et il ne suffit pas qu'elles le soient pour faire des chefs-d'œuvre : ce serait trop facile! Les mots de rude et de rudesse pullulent étrangement dans la prose de M. de Bülow. Après tout, dit-il encore, avec une résignation aux faits exempte cette fois de toute mélancolie, « dans la lutte des nationalités, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue. » Cette philosophie politique paraîtra sans doute un peu sommaire : c'est elle qui a porté l'Allemagne à fouler aux pieds toutes les règles du droit des gens. On verra bientôt quelles en seront ailleurs les conséquences; mais, en ce qui concerne la Pologne, elles ont été immédiates. Des trois parties de cet infortuné pays que se sont partagé au XVIIIe siècle Frédéric, Catherine et Marie-Thérèse, c'est dans celle qui a été dévolue à la Prusse que la proclamation de l'empereur Nicolas devait avoir et a eu en effet le retentissement le plus étendu. Si on s'en étonne, si on en demande le motif, qu'on lise le livre de M. de Bülow.

Nous n'avons encore rien dit du long chapitre qu'il consacre à la France, et nous préférons en parler brièvement. Non pas que nous ayons à nous en plaindre : M. de Bülow s'exprime sur nous avec un très grand air de supériorité, cela va sans dire, — il le fait d'ailleurs sur tout le monde, — mais en somme avec convenance, et même avec une nuance de considération. Il ne trouve pas mauvais que nous subordonnions toute notre politique à des souvenirs qui nous sont douloureux et à des espérances qui nous sont chères : cela même lui inspire un vague respect, où il s'efforce à la vérité de mêler un

peu d'ironie. « On pourrait dire, écrit-il, que la rancune contre l'Allemagne est l'âme de la politique française; les autres questions internationales sont plutôt de nature matérielle et ne touchent que le corps. C'est le trait caractéristique du peuple français, que de placer les besoins psychiques avant les besoins matériels. L'humeur irréconciliable de la France est un facteur que nous sommes obligés d'introduire dans nos calculs politiques. C'est une niaiserie maladive à mes yeux que de nourrir l'espérance de pouvoir amener la France à une réconciliation réelle et sincère, tant que nous n'aurons pas l'intention de rendre l'Alsace-Lorraine. Et cette intention n'existe pas en Allemagne... Les Français ont le droit de prétendre à ce que cette opinion fondamentale de la majorité du peuple français soit comprise et appréciée. C'est une preuve d'un vif sentiment d'honneur, quand une nation souffre si profondément d'un affront subi par sa fierté, que le désir de la revanche devienne la passion nationale dominante. » Que faire en présence d'une nation qui, très obstinément, ne veut ni oublier ni désespérer, en un mot qui est, dit-il, « incorrigible, » et ici l'expression est fâcheuse? M. de Bülow raille un peu ceux qui ont trop attendu, dans leurs rapports avec la France, « des attentions et des amabilités qui constituent la petite monnaie des rapports internationaux, » et on se demande si, dans cette phrase, il n'a pas voulu faire une allusion détournée à l'Empereur lui-même. « Le Michel allemand, ajoute-t-il, n'a pas besoin de faire sans cesse le joli cœur, un bouquet à la main et parfois avec une révérence passablement gauche, pour se rapprocher de la revêche beauté qui ne détourne pas les yeux de la ligne bleue des Vosges. Seule, la lente constatation de l'immuabilité de la perte de 1871 amènera la France à s'habituer définitivement et sans arrière-pensée à l'état de choses déterminé par le traité de Francfort... En attendant, la France est contre nous. » L'Angleterre également, mais entre celle-ci et la France, il y a une différence. « La France, dit M. de Bülow, nous attaquerait si elle se croyait assez forte pour le faire, et l'Angleterre seulement si elle arrivait à la conviction qu'elle ne pourrait faire triompher que par des moyens violens ses intérêts économiques et politiques. Le mobile de la politique anglaise vis-à-vis de nous est l'égoïsme national; celui de la politique française, l'idéalisme national. Celui qui poursuit ses intérêts restera

généralement plus réfléchi que celui qui pourchasse une idée. »

Nous bornerons là nos citations : elles suffisent pour montrer ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans la pensée complexe du prince de Bülow. Quand il présente la France comme « irréconciliable, » nous ne saurions dire qu'il se trompe, mais il le fait certainement quand il affirme que la politique française a été constamment inspirée et conditionnée par la seule idée de la revanche. Certes, la France n'a jamais renoncé, mais si l'idée de la revanche avait été constamment et uniquement la sienne, celle de la guerre l'aurait été aussi, et la France a été pendant plus de quarante ans pacifique : elle le serait encore si la guerre ne lui avait pas été déclarée. Quels que fussent ses sentimens secrets et profonds, elle ne s'est pas cru le droit de la déchaîner elle-même pour sa seule cause; c'est ce qui fera son honneur dans l'histoire et l'y distinguera de l'Allemagne. Il est vrai, et c'est encore son honneur, qu'elle a introduit de l'idéalisme dans la politique. L'Allemagne n'y en introduit-elle pas elle aussi, à sa manière qui n'est certes pas la nôtre, lorsque M. de Bülow la montre soucieuse de son prestige affaibli au point de mettre tout à feu et à sang pour en réparer les brèches? Il nous faut des causes plus nobles; nous ne faisons pas une politique de prestige; si nous avons un idéal, nous le plaçons plus haut, dans le droit. Nous ne sommes pas non plus une machine, une mécanique de fer et d'acier sans aucun mélange d'élémens plus souples, moins durs, plus doux.

Au surplus, la question d'Alsace-Lorraine n'est pas seulement pour nous une simple question de sentiment, bien que le sentiment y entre pour beaucoup. Faut-il dire à M. de Bülow que la grandeur matérielle d'un pays n'atteint sa pleine mesure que dans sa grandeur morale? Il le sait aussi bien que nous. Nous avons été terriblement diminués en perdant l'Alsace-Lorraine et bien plus que ne l'indique la proportion arithmétique du territoire perdu avec celui que nous avons gardé, et nous grandirons de beaucoup plus aussi lorsque nous recouvrerons nos deux provinces. La France a d'ailleurs montré à plus d'une reprise, son histoire en fait foi, qu'elle était capable de sacrifier ses intérêts au service d'une grande idée, et elle n'a pas eu toujours raison de le faire, mais nous ne regrettons pas qu'elle l'ait fait quelquefois, parce qu'une nation s'ennoblit par

là, et qu'au lieu de provoquer seulement la crainte, elle s'attire le respect et la sympathie. M. de Bülow nous oppose à l'Angleterre qui, d'après lui, poursuit son intérêt, tandis que nous poursuivons notre idéal. C'est faire injure à l'Angleterre : elle aussi a son idéal, qui est très noble; elle est une des grandes nations civilisatrices du monde et elle a répandu ses œuvres bienfaisantes sur toute sa surface. En tout cas, c'est un résultat imprévu de la politique allemande, qui se juge utilitaire et réaliste, d'avoir si bien mis l'intérêt de l'Angleterre d'accord avec l'idéalisme de la France. Nous ne nous en plaignons pas.

Pour conclure sur ces oppositions, quel est le but que, à peine née, l'Allemagne s'est aussitôt proposé? Le prince de Bülow le dit dès la première page de son livre : c'est de réclamer et de se faire de gré ou de force « sa place au riche banquet mondial. » Son malheur a voulu qu'arrivant tardivement à ce banquet, affamée, vorace, insatiable, ce ne soit pas sa place qu'elle y réclame, mais celle des autres, celle que les autres s'y sont légitimement faite par un dur, patient, héroïque labeur, poursuivi pendant de longs siècles, baigné de leur sueur, arrosé de leur sang. De là les sentimens universels qu'on lui porte. En dépit des défauts qui nous ont rendus quelquefois incommodes, le fond chevaleresque de notre nature et l'idéalisme que nous avons généreusement étendu à l'humanité tout entière, nous ont préservés d'en inspirer de semblables. Voilà pourquoi nous rencontrons aujourd'hui tant d'amis et nous avons confiance dans la justice prochaine.

***

LA PREMIÈRE RÉUNION A L'ALLEMAGNE

DE

LA LORRAINE ET DE L'ALSACE

ÉTAIT-ELLE FONDÉE EN DROIT PUBLIC? (1)

Les historiens français modernes ont trop facilement passe condamnation sur la légitimité de la première annexion allemande de la Lorraine et de l'Alsace ; ils ont admis, sans preuve suffisante, qu'elle avait sa source dans des actes diplomatiques réguliers, dans les partages carolingiens et les traités qui les avaient suivis. Si ce procès a besoin d'être revisé, on jugera sans doute que c'est plus que jamais à l'heure présente où les armées alliées rivalisent de bravoure et d'héroïsme pour la sainte cause du droit.

Sans doute, ce ne sont plus les droits historiques du moyen âge qui se trouvent aujourd'hui en cause : ce sont les droits de la civilisation contre cette régression barbare dont a parlé si noblement M. Bergson, le droit pour les nations de disposer d'elles-mêmes ; le droit de sauvegarder leur liberté, leur culture et jusqu'à leur existence contre une oppression sans mesure et sans merci. Mais précisément le nœud même du procès que je voudrais reviser est là.

(1) Cette étude a été élaborée sur une base documentaire longuement mûrie en vue de la publication du tome IV des *Origines de l'ancienne France* de M. Jacques Flach.

Deux faits principaux le dominent, qui ont été méconnus et doivent être remis en leur vrai jour : la réalité vivante, dès le IXe siècle, d'un groupement ethnique, d'une nationalité embrassant la Lorraine et l'Alsace, dont les droits n'ont jamais été abdiqués, mais revendiqués au contraire sans répit par sa population ou ses chefs ; en second lieu, les rapports légaux et traditionnels entre cette nationalité et la couronne de France. Et quand je parlerai, à ce sujet, de suprématie franque, de droit des Carolingiens et des Capétiens, ce n'est aucunement à des principes théoriques et abstraits que je m'en référerai.

L'abstraction juridique ne saurait avoir de place dans l'histoire ; la réalité seule compte, qu'il s'agisse de fait ou d'idéal, et la réalité, en matière de droit public, elle, a son siège dans la conscience populaire. C'est donc cette conscience qu'il faut interroger dans ses manifestations multiples, c'est elle qu'il faut dégager à travers les siècles ; c'est dans les profondeurs mêmes de l'âme du pays qu'il faut jeter la sonde. Et ainsi verrons-nous que, même dans un passé reculé, c'est au mépris du droit, par l'abus de la force, par l'usurpation ou la violence, que la Lorraine et l'Alsace avaient été placées sous la domination allemande.

I

Le trait saillant de la Lorraine telle qu'elle fut, avec l'Alsace, érigée en royaume est d'avoir été le cœur même du *regnum Francorum*. C'est là que s'était fait l'établissement des Francs ripuaires, là que les Saliens se sont substitués à eux, après avoir triomphé des Alamans, c'est là que l'Austrasie avait eu son centre, la dynastie carolingienne son berceau. Le royaume de Lorraine fut donc une *France* par excellence, et il aurait été inexplicable que sa population eût jamais perdu la conscience des liens profonds qui l'unissaient au royaume de France, après que le royaume de Lorraine eut cessé d'exister. En réalité, les sentimens héréditaires et les cadres ethniques persistèrent à travers tous les remaniemens et tous les partages par lesquels ce royaume se démembra.

Le traité de Verdun (843) n'avait nullement séparé la Lorraine de la France ; il avait divisé la France de Charlemagne en trois royaumes, en trois Francies qui toutes trois relevaient des Carolingiens. La France du milieu, ou Lotharingie, avait,

après le partage de 855 entre les fils de Lothaire Ier, continué à former le siège du gouvernement et la résidence du roi, et c'est ainsi qu'elle devint le *regnum Lothariense*, qui comprenait l'Alsace et avait des dépendances en Bourgogne.

Après la mort de Lothaire II, le roi de la France occidentale, Charles le Chauve, revendiqua la couronne de Lorraine, par préférence à l'empereur Louis, en se prévalant de l'antique coutume franque qui donnait à la royauté pour assise l'*élection* dans une famille prédestinée. Au droit successoral de son neveu il oppose le libre choix des Francs austrasiens, des Lorrains. Encore que le pape Adrien II soutînt la cause de Louis II, les évêques lorrains présentèrent le roi de France comme l'*élu de Dieu et du peuple*, leur élu *unanime* même, et, à ce titre, le *légitime* héritier de la couronne, choisi qu'il avait été dans la famille carolingienne. Charles le Chauve fut solennellement couronné et sacré roi de Lorraine, le 9 septembre 869, dans la cathédrale de Saint-Étienne de Metz, puis reconnu en Alsace.

De cette couronne Louis le Germanique arracha un fleuron par la force. Sous la menace d'une invasion, Charles le Chauve dut abandonner, par le traité de Mersen (870), le cours du Rhin avec Metz, Trèves et le diocèse de Strasbourg, alors qu'il retenait Toul et Cambrai. C'était un morcellement anormal et provisoire. La France du milieu n'était atteinte que dans son étendue, et non point dans son existence nationale. Charles le Chauve continua à dater ses diplômes lorrains du jour de son couronnement à Metz, tandis que Louis le Germanique ne se fit pas couronner roi de Lorraine orientale et data ses diplômes de son avènement de roi de Germanie.

Les trois *Francies*, on le sait, furent momentanément reconstituées et réunies sous le sceptre de Charles le Gros. Quand l'unité se disloqua de nouveau, seule la Francie orientale ou germanique reconnut le bâtard de Louis le Jeune, Arnulf. La France du milieu, la Lorraine, par suite de la minorité de Charles le Simple et de l'usurpation du neustrien Eudes, se donne au nouveau roi de Bourgogne transjurane, Rodolphe, qui est sacré à Toul et reconnu par l'Alsace. Rodolphe ne put tenir devant les forces dont disposait Arnulf et celui-ci employa alors toutes les ressources dont il disposait pour faire accepter son bâtard Zwentibold comme roi par les Lorrains. Ils commencèrent par lui opposer un catégorique refus. Ceci se passait à

Worms en 894. Le roi de Germanie revint à la charge l'année suivante. Mettant à profit la rivalité, en France, d'Eudes et de Charles le Simple, corrompant les grands par des largesses, gagnant les évêques par l'octroi de privilèges, il finit par imposer l'élection de son fils. Zwentibold fut proclamé roi de Lorraine, couronné et sacré (mai 895).

Il ne s'agit là en aucune manière d'une incorporation à l'Allemagne, tant s'en faut. Le royaume de Zwentibold est un État autonome, indépendant de la Germanie, et soumis en tant que royaume franc à la prééminence ou suprématie du seul héritier légitime, à ce moment, des Carolingiens, le roi de France. Charles le Simple prétendit même à plus : dès cette époque, il revendiqua la souveraineté directe sur la Lorraine, ainsi que l'attestent les événemens de l'an 898, où le comte ou duc Régnier et un autre comte lorrain, Odacer, le reconnurent pour roi et l'installèrent en Lorraine. Si les Lorrains, après la défaite et la mort de Zwentibold, se donnèrent néanmoins pour roi Louis l'Enfant, c'est à titre de carolingien, et dans l'espoir que son jeune âge (il avait moins de sept ans) n'en assurerait que mieux leur indépendance nationale. Louis l'Enfant meurt tout jeune (911) et le roi de France est aussitôt et unanimement reconnu pour légitime souverain, remis en possession des États qui devaient lui revenir, *largiore hereditate indepta*, selon l'expressive formule de ses diplômes. Il fallut l'assaut du trône de France par les Robertiens, pour que l'autorité de Charles le Simple pût être ébranlée en Lorraine, et ce ne fut pas au profit de la Germanie, mais au profit d'une dynastie indigène, celle des Régnier. Le fils de Régnier Ier, Giselbert (Gilbert), est proclamé *princeps* (919-920), chef de la nation franco-lorraine, par un grand nombre (*plurimi*) de Lorrains.

Mais, chose curieuse, le respect de la légitimité carolingienne avait poussé en Lorraine des racines si profondes que beaucoup de Lorrains restèrent fidèles, malgré tout, à l'héritier légitime, sacré et couronné, Charles le Simple, et allèrent, pour lui garder leur foi, jusqu'à chercher un appui auprès du roi saxon Henri l'Oiseleur.

Que des partisans de Charles le Simple aient ainsi lié partie avec le roi de Germanie, cela a pu donner quelque vraisemblance à l'idée d'un abandon que le premier aurait fait au second de la Lorraine, en échange d'une alliance contre Raoul,

En réalité, ce n'est là que la réédition d'une ancienne légende dont les érudits modernes ont fait justice. Les Allemands l'ont imaginée pour légitimer après coup l'usurpation de Henri l'Oiseleur qui, mettant à profit les luttes intestines de la France occidentale, les embarras que les Normands causaient à Raoul, ses conflits avec Guillaume d'Aquitaine ou Herbert de Vermandois, était parvenu à mettre la main sur la Lorraine, à l'incorporer violemment à la Germanie, dans laquelle déjà la Francie orientale avait été absorbée. C'était en réalité une *occupatio bellica* qui heurtait de front l'esprit d'indépendance nationale des Lorrains, et, pour se prémunir contre leur résistance, Henri l'Oiseleur dut accorder au prince indigène Giselbert le *ducatus* de la Lorraine, avec la main de sa fille Gerberge (928).

Ni ce mariage, ni cette concession n'atteignirent le but visé, et nous allons voir combien fut précaire, avec quelle fréquence fut rompu le rattachement par la force de la Lorraine à la Germanie. J'espère prouver aussi que nul traité régulier, soit des derniers Carolingiens, soit des Capétiens, n'a jamais transformé l'état de fait en état légal.

Si Giselbert a pu être relativement fidèle à son beau-père Henri l'Oiseleur, il prit, dès 936, une attitude hostile au regard de son successeur Otton Ier, en même temps qu'il s'efforça de jouer un rôle dans les affaires de la France. En 939, lui et les principaux comtes lorrains, Otton, comte de Verdun, Isaac, comte de Cambrai, se rendent auprès de Louis d'Outremer, le reconnaissent pour souverain et lui font hommage ou fidélité. Les évêques lorrains, nous le savons, eussent fait de même, s'ils n'avaient été retenus par les otages donnés à Otton Ier. Un certain nombre d'entre eux n'en vinrent pas moins dans le Verdunois se soumettre au roi de France, et d'autres, tels que l'évêque de Strasbourg, qu'Otton avait emmenés au siège de Brisach, décampèrent de nuit et allèrent se joindre à Giselbert.

C'en était fait, semblait-il, de la domination saxonne en Lorraine, et le royaume de la France médiane paraissait sûr d'être reconstitué, soit directement au profit de Louis d'Outremer, soit avec Giselbert pour roi, sous la suprématie de Louis. Un coup de fortune guerrière en disposa autrement. Victime d'une surprise, Giselbert périt dans le Rhin, à Andernach. Le roi de France, consterné par cette perte, se hâta bien d'accourir en Lorraine, il épousa même sans délai la veuve de Giselbert,

Gerberge, mais la lutte qu'il avait à soutenir contre les Robertiens paralysa son action.

Est-ce à dire, comme on l'a avancé, qu'il ait fait à Otton Ier abandon de la Lorraine? Loin de là. Malgré la coalition qui l'a contraint à chercher un refuge passager en Bourgogne, il revient à la charge vers la fin de 940, il envahit la Lorraine où l'appellent une nouvelle révolte des Lorrains contre le roi de Germanie et l'expulsion par eux du frère d'Otton, établi duc sur eux. Une simple trève fut conclue ensuite entre les deux souverains, une trève et non pas un traité; et ce fut si peu un abandon ou une cession de la Lorraine que le duché fut confié à Ricuin, fils de cet Otton de Verdun qui, l'an d'auparavant, avait fait hommage au roi de France.

Cette trève ne fut convertie en paix que deux années plus tard, à Visé-sur-Meuse, et cette fois encore nulle renonciation quelconque ne fut consentie, mais, selon l'usage, la paix fut assurée par un pacte d'amitié et d'alliance.

C'était trop encore au gré des Lorrains. Otton Ier ayant institué pour duc le Franconien Conrad le Roux, les Lorrains se soulèvent et tout se rompt entre les deux rois. Ils ne se rapprochent à nouveau que grâce à la captivité de Louis d'Outremer, livré par les Normands à Hugues le Grand.

Il est d'évidence qu'allié d'Otton Ier, Louis d'Outremer s'est vu dans la nécessité de ne pas soulever la question lorraine. Il y a eu remise, temporisation : d'abandon, point. Les Lorrains ne se sentent pas même liés par cette alliance. En 951, le fidèle du roi Régnier entre en lutte avec le duc Conrad, et, deux ans plus tard, lors des dissensions qui éclatent entre Otton Ier, son frère et son gendre, les Lorrains prennent les armes pour récupérer leur indépendance nationale.

II

La mort prématurée de Louis d'Outremer permet une mainmise de la Germanie non seulement sur la Lorraine, mais sur la France. Lothaire Ier n'est âgé que de treize ans, et tombe sous la tutelle, puis sous la régence de son oncle Brunon, le frère d'Otton Ier, dont celui-ci avait fait, en 953, son *alter ego* en Lorraine et contre lequel les Lorrains se révoltent violemment en 957. Régent de la France, archiduc de la Lorraine, Brunon

peut comprimer cette révolte comme en un étau, et en exiler le chef, Régnier. Mais les fils de celui-ci se réfugient en France d'où ils reviendront exercer l'*æterna vindicatio*.

Brunon veut profiter de l'occasion exceptionnelle qui s'offre à la Germanie pour faire légitimer, par son pupille Lothaire Ier, l'usurpation de la Lorraine. Il n'y réussit pas. Les chroniques contemporaines ne parlent ni d'abandon, ni de renonciation, mais d'un simple pacte de sécurité. Flodoard, la meilleure autorité, ne mentionne qu'un *assurement*, une *securitas de regno Lothariense* donné par Lothaire à Brunon, et cette sécurité même était viciée dans son principe, puisqu'elle était imposée par un tuteur à son pupille.

La réplique des Lorrains ne se fit pas attendre. L'année n'était pas écoulée qu'une grande révolte éclatait sous la conduite du comte Immon.

La mort de Brunon, puis celle d'Otton Ier, firent plus que cette révolte ; elles changèrent la face des choses. Dès 973, les fils de Régnier, réfugiés en France, reparaissent en Lorraine et soulèvent leurs compatriotes; puis, à leur instigation, Lothaire lui-même entre en campagne (978).

Ainsi le procès ne cesse de se rouvrir. La péremption d'instance n'est jamais acquise. En vain allègue-t-on, imagine-t-on, du côté allemand, une série fictive de désistemens, les sources historiques chaque fois les démentent. En voici un nouvel exemple. En 980, une révolte de Hugues Capet oblige Lothaire à s'appuyer sur Otton II, à s'allier avec lui à Margut-sur-Chiers. La thèse germanique réapparaît, alors que les chroniques ne reflètent que l'intransigeance des deux parties adverses. On peut prendre la moyenne entre les *Annales de Hildesheim* qui parlent d'un hommage de Lothaire à Otton II et l'*Historia Francorum Senonensis*, qui veut que ce soit au contraire Otton II qui ait fait hommage à Lothaire, et l'on sera dans le vrai, on reconnaîtra que la situation légale entre les deux rivaux n'a pas changé.

Sitôt qu'Otton II meurt (7 décembre 983), la lice se rouvre. Otton III n'a que cinq ans, Henri le Querelleur cherche à le supplanter, les droits du roi de France sur la Lorraine s'affirment avec éclat.

Les comtes lorrains Régnier et Lambert, l'archevêque de Trèves, le frère de Lothaire, Charles, que le roi de Germanie

(peut-être pour légitimer par en-dessous sa possession) avait institué duc de *Basse-Lorraine*, toute l'aristocratie du pays enfin se tournent vers le roi de France. L'esprit de la population lui est favorable ; la fidélité aux Carolingiens a survécu, comme il apparut au siège de Verdun.

Lothaire, en effet, prend et reprend Verdun (985.) Il se dispose à assiéger Liége et Cambrai. Son succès paraît inévitable, malgré la trahison de l'archevêque de Reims, Adalberon, quand il est surpris par la mort (février 986.)

Louis V ne vécut pas assez pour reprendre l'œuvre ainsi interrompue. Il dut l'ajourner sous la menace d'une invasion allemande, mais aucun de ses actes n'indique qu'il y ait renoncé, et nul doute que, si Charles de Lorraine fût devenu roi de France, il n'eût récupéré la couronne de Lorraine.

Autant il est certain que l'avènement des Capétiens fit d'abord obstacle à cette reprise, autant j'estime qu'il laissa intacts les droits qu'avait sur la France du milieu le seul royaume de France survivant. A supposer même (ce que je n'admets pas) que les droits des Carolingiens n'eussent point passé à la dynastie nouvelle, la suprématie franque n'en restait pas moins sauve. Elle n'était pas attachée à une dynastie, mais au *regnum Francorum*. Supposons que la Lorraine fût restée un tel royaume, fût restée une France, et que le royaume de France occidentale eût disparu (absorbé, par exemple, par les Normands), c'est le roi de Lorraine qui aurait hérité de la suprématie sur la Gaule. Si, d'autre part, la Lorraine a cessé d'être une France, elle n'a pas cessé d'être une entité ethnique sur laquelle les droits du *rex Francorum* ont survécu.

Le plus récent, et j'ajoute le plus savant historien moderne de la Lorraine, M. Parisot, a mis au-dessus de toute contestation que la Lorraine est restée, par sa civilisation plus avancée, par ses mœurs et ses aspirations, par son esprit particulariste, par la langue française qu'elle parlait, par ses sentimens traditionnels enfin, un pays profondément distinct de la Germanie. La tradition n'a cessé d'être vivace du Rhin limite de la Gaule ; la rive gauche a continué à s'appeler *regnum Lotharii* par opposition à la *terra teutonica*, ses habitans *Lotharienses* et même *Lotha-Karlenses* (ce qui est spécialement caractéristique, les *Karlenses* étant les Français), par opposition aux *Teutonici* ; les manifestations d'esprit national se succèdent sans interrup-

tion; enfin, que la Lorraine parlât dès le xe siècle le roman, la langue de Gaule (*gallica lingua*) et non le teuton ou tudesque, les témoignages contemporains en font foi. A Toul, à Metz, le teuton est *lingua barbara*. De l'aveu d'un chroniqueur saxon, Widukind (1), le français est la langue maternelle des Lorrains. Ce dernier témoignage est particulièrement curieux, il est d'une stupéfiante actualité. Il prouve que les Allemands d'aujourd'hui, dans leurs subterfuges de guerre, ne font qu'imiter leurs barbares ancêtres. Widukind raconte qu'en 939, à la bataille de Birthen, où le duc Giselbert combattait contre Otton Ier, des Saxons qui savaient un peu de français (*qui Gallica lingua ex parte loqui sciebant*) se mirent à pousser en cette langue un grand cri de *sauve qui peut*, comme s'il partait du rang des Lorrains, et provoquèrent ainsi une panique. — C'était, mille ans par avance, la *sonnerie française* à l'aide de laquelle les Germains viennent d'essayer de tromper nos soldats !

Il importe maintenant de remarquer — M. Parisot l'a constaté comme un fait singulier — que de 987 à 1002, le duc de Haute-Lorraine Thierry Ier, cousin germain du roi de France Robert, n'apparaît ni dans les diplômes ni dans les chroniques en relations avec Otton III.

Cette circonstance rend tout à fait vraisemblable qu'à la mort d'Otton III (janvier 1002), Thierry, au lieu de prendre parti pour l'un des trois compétiteurs qui se disputaient la couronne de Germanie, ait reconnu pour souverain le roi de France Robert. Et, en effet, une charte de Saint-Mihiel est datée, cette même année, du règne de notre roi (2).

On objecte, il est vrai, que Henri II a été reconnu à Mayence (juin 1002) par des *Mosellans* et à Aix-la-Chapelle (7 septembre 1002) par des Lorrains. Mais la qualification de *Mosellans* est ambiguë et les Lorrains réunis à Aix-la-Chapelle sont exclusivement des évêques et comtes de la Basse-Lorraine. D'autre part, Thierry n'est pas nommé une seule fois avant l'assemblée tenue à Thionville (janvier 1003) où Thietmar dit que Hermann, duc de Souabe et d'Alsace, l'un des concurrens jusque-là de Henri II, lui a fait hommage et où le même chroniqueur parle

(1) Widukind, *Res gestae Saxonicae*, II, 17 (*Mon. Germ. hist.*, *SS.*, III, 443).

(2) De toute façon, le fait certain est que d'autres chartes encore que celle de Saint-Mihiel sont datées, à cette époque, du règne du roi de France Robert.

de Thierry et de ce duc en termes tels qu'on voit bien que leur fidélité était plus que douteuse.

III

Voyons maintenant ce qui se passe quand le roi de Germanie Henri II meurt en 1024 (13 juillet), à une époque où Gozelon avait succédé à son frère Godefroi de Verdun dans le duché de Basse-Lorraine, et où, dans la Haute-Lorraine, Frédéric II, gendre du duc de Souabe et d'Alsace, avait été associé à son père Thierry Ier, qui vivait toujours.

Il semblerait que Gozelon dût hériter de l'inimitié qui avait longtemps régné entre son frère Godefroi et la famille des Régnier, les fidèles partisans du roi de France. Thierry Ier, de son côté, s'était trouvé en violent et prolongé conflit avec Eudes II de Chartres, à qui des possessions étaient provenues en Haute-Lorraine du traité par lequel Godefroi l'Ancien de Verdun avait dû racheter sa liberté d'Eudes Ier et de Herbert.

Eh bien! toutes ces luttes allaient s'apaiser comme par enchantement pour faire place à une entente des ducs de Basse et de Haute-Lorraine avec le roi de France Robert.

Les deux compétiteurs franconiens à la succession de Henri II se rattachaient par leur parenté à la Lorraine. L'un était Conrad l'Ancien, le neveu de Gérard, comte de Metz, l'autre Conrad le Jeune, le beau-fils de Frédéric II. Les ducs des deux Lorraines se mirent d'accord pour donner la préférence à Conrad le Jeune : Gozelon apparemment parce que Conrad l'Ancien avait soutenu les Régnier, Thierry et Frédéric parce qu'ils attendaient un surcroît de puissance de l'avènement de leur jeune parent. Or, à l'assemblée réunie à Camba le 4 septembre 1024, c'est la candidature de Conrad l'Ancien qui l'emporta.

A qui alors les ducs lorrains s'adressent-ils? Au roi de France Robert. Et à quelle fin? Ce ne peut pas être pour lui demander aide et secours, en faveur de leur candidat, puisque non seulement l'élection est faite et Conrad l'Ancien couronné, mais que Conrad le Jeune s'est solennellement désisté à son profit et soumis à son autorité. Il faut donc admettre qu'ils ont voulu reconnaître Robert comme légitime souverain, à titre de chef du *regnum Francorum* et de successeur des Carolingiens.

Cela ressort clairement, en effet, de la lettre écrite à Robert

par le comte d'Anjou Foulque Nerra, au nom de Guillaume d'Aquitaine. Guillaume demande au roi d'agir sur les ducs de Lorraine (comme sur ses fidèles) pour qu'ils le soutiennent dans sa lutte contre Conrad l'Ancien, auquel il disputait pour son fils le royaume d'Italie.

Pour avoir raison de Conrad en Lorraine, Robert devait à la fois réduire les seigneurs lorrains qui restaient fidèles au roi de Germanie, et prêter main-forte à ses propres partisans.

Il commence par s'assurer le concours d'Eudes II en se réconciliant avec ce puissant vassal, puis il pénètre en Lorraine afin de réduire Cambrai, dont l'évêque Gérard était douteux, et Metz, dont l'évêque Thierry était rallié à Conrad. Gérard paraît s'être soumis, mais Metz résista et Robert dut se replier sans l'avoir pris (juillet-août 1025.) Deux événemens graves suivirent cet échec et paralysèrent le roi. La mort de son fils Hugues (7 septembre 1025) le plongea dans une sorte de prostration morale, et Guillaume d'Aquitaine ne put se maintenir en Italie. Abandonnés à eux-mêmes et trop faibles pour résister seuls, les ducs de Lorraine se virent réduits à faire la paix avec Conrad, mais Robert se garda bien de ratifier leur soumission. Malgré les efforts de Conrad pour négocier une entente, il demeura inébranlable dans une hostilité qui se prolongea jusqu'à sa mort.

Si le roi de France Henri Ier se départit momentanément de l'attitude de son père, on se tromperait du tout au tout en lui prêtant une renonciation quelconque aux droits du royaume de France sur la Lorraine. Par la paix qu'il conclut avec Conrad II à Deville-sur-Meuse en mai 1033 (paix qui fut, du reste, un acte de désastreuse politique, suggéré par la guerre que la reine-mère Constance lui avait faite avec l'appui d'Eudes II), il s'engageait seulement à ne pas seconder son vassal Eudes dans ses revendications sur la Bourgogne ou la Lorraine. De fait, il observa la neutralité quand Eudes, évincé en Bourgogne, se jeta sur la Lorraine et s'attaqua au duc Gozelon, qui devait lui infliger la mortelle défaite de Bar (1037.)

La preuve que Henri Ier n'avait jamais entendu abandonner les droits de la couronne sur les pays revendiqués par le comte de Chartres, en qui il voyait non un vassal, mais un rival, c'est que dix ans plus tard, tirant parti du départ de Henri III pour l'Italie, il marche droit à la capitale de la Lorraine et, selon les

propres termes d'un contemporain, *cherche à ressaisir le royaume de Lorraine et le palais d'Aix-la-Chapelle qui lui revenaient par droit ancestral,* « sibi vindicare regnum et palatium ab antecessoribus hereditario jure sibi debitum, » *à revendiquer par droit héréditaire la capitale qui par dol a été soustraite à ses ancêtres,* « sedes regni antecessoribus dolo circumventis sublata, jure hereditario repetenda (1). »

Il y a plus, Henri Ier a affirmé solennellement les droits de la couronne de France, à la face même de Henri III, lors de l'entrevue d'Ivois (1056). Le chroniqueur allemand qui rapporte sa protestation la déclare injurieuse et hostile (*contumeliose atque hostiliter objurgatus.*) Pour nous, elle est le couronnement de la longue série des actes interruptifs de prescription que nous avons passés en revue. Cette protestation, la voici : Le roi de France reproche à l'empereur d'Allemagne « de lui avoir fréquemment menti en une foule de choses (*multa saepe sibi mentitus fuisset*) et d'avoir retardé si longtemps de lui restituer (*reddere tam diu distulisset*) une grande partie du royaume de France (*partem maximam regni Francorum*) que les ancêtres de l'empereur avaient *dolosivement* occupée » (*Dolo a patribus ejus occupatam*) (2).

Il me semble que je puis, sur ces paroles, postérieures de plus de deux siècles au traité de Verdun, arrêter la démonstration que les Capétiens ont su conserver et maintenir les droits que les Carolingiens leur avaient transmis sur la France médiane.

IV

L'ALSACE

De la France médiane, comme du royaume de Lorraine, l'Alsace, nous le savons, faisait partie. La preuve que j'ai faite s'applique donc à elle dans l'ensemble. Il n'est pas inutile pourtant de dissiper à son sujet quelques erreurs trop répandues, de relever ce qu'il y a de spécial dans ses destinées.

La région naturelle comprise entre les Vosges, le Jura et le

(1) Anselme, *Gesta Leodiensium Episcoporum*, cap. 61 (*Mon. Germ.*, *SS.*, VII, 225-226).

(2) Lambert de Hersfeld, *Annales*, 1056 (Migne 146, col. 1062).

Rhin, où des nationalités nombreuses se sont mêlées, ne connut d'unité politique qu'à dater du VIIe siècle de notre ère, sous un duc franc qui commandait aux deux *cités* de Strasbourg et de Bâle. L'unité semble même avoir été si étroitement réalisée que ce duc n'eut qu'un seul comte sous ses ordres et un seul évêque à ses côtés.

La famille des Etichonides, dont le chef Atic ou Adalric (le père de sainte Odile) a été institué duc par Childéric, resta en possession du duché au moins jusqu'en 739. Les historiens admettent généralement que le duché d'Alsace cessa d'exister vers le milieu du VIIIe siècle et que les mentions qui se rencontrent au IXe siècle, dans des diplômes, des chroniques, des actes de partage, d'un *ducatus Elisatiæ*, ne sont que des désignations topographiques. La chose est fort loin d'être certaine et s'accorde difficilement avec l'octroi, par Lothaire II, du duché d'Alsace à son bâtard Hugues. Celui-ci, à la mort de Lothaire, fut dépossédé du duché par le roi de France Charles le Chauve, que nous avons vu reconnaître, en Alsace, comme souverain légitime du royaume lotharigien, mais qui, par le traité de Mersen, dut céder momentanément le diocèse de Strasbourg à Louis le Germanique. Je dis momentanément, puisque l'Alsace fut réincorporée à la France médiane quand Charles le Gros, à qui elle avait été abandonnée par son frère Louis le Jeune, restaura l'unité de l'empire franc.

C'est comme roi couronné à Toul, roi de la *Francia media*, que Rodolphe de Bourgogne l'occupa pour un court temps. Après quoi elle fit partie intégrante du royaume de Lorraine et sous Zwentibold et sous Louis l'Enfant, enfin sous Charles le Simple. L'Alsace se montra fidèle au roi de France, sans qu'il eût besoin de faire la moindre expédition pour la soumettre, et Conrad tenta en vain de la lui reprendre. Je considère, en effet, comme une erreur historique certaine l'assertion germanique, acceptée par trop d'historiens français, que Conrad Ier s'est rendu maître de l'Alsace sur Charles le Simple et que, depuis lors, elle a fait partie de l'Allemagne. Sur quoi se fonde cette prétendue annexion par Conrad ? Le roi de Germanie aurait, dès 916, réuni l'Alsace à la Souabe sous un duc nommé par lui ; puis il aurait, en 923, mis en fuite Charles le Simple venu pour s'emparer de l'Alsace. Or, la première de ces affirmations est totalement fausse, et la seconde est fondée sur un texte dénué d'autorité

suffisante, le continuateur de Réginon, qui a confondu l'expédition de Raoul, en 923, dirigée contre Saverne que des Allemands avaient occupé, avec une tentative de Charles le Simple pour conquérir Worms, dans la Francie orientale. Si ces argumens sont dénués de toute valeur, nous avons, en revanche, la preuve directe que Charles le Simple était maître de Strasbourg en 913 et l'est resté jusqu'à la mort de Conrad, au moins. Le siège épiscopal fut occupé successivement par trois évêques, Odbert, Godefroi et Ricuin, dont les monnaies portent le nom de Charles et aucune le nom de Conrad. L'un de ces prélats était un neveu du roi de France et un autre son partisan avéré.

Ce n'est que sous Henri l'Oiseleur que figure sur des monnaies épiscopales de Strasbourg le monogramme du souverain allemand, et j'ai montré qu'en effet, il avait usurpé le royaume de Lorraine après 925. L'Alsace qui y était comprise partagea son sort. A partir de 950 environ, elle fut rattachée politiquement au duché de Souabe, mais *ethniquement*, elle continua à être regardée comme une portion du patrimoine franc qui en avait été indûment détachée par les Teutons. Les rois de France la revendiquèrent au même titre que la Lorraine proprement dite. C'est l'Alsace, du reste, que Louis d'Outremer en 939, Lothaire en 985, envahirent quand ils entendirent faire valoir leurs droits sur l'ancienne France médiane.

Toute l'histoire de France témoigne que ces droits n'ont, depuis lors, jamais été mis en oubli, que jamais ils ne sont tombés en désuétude, et nous pouvons espérer que les grands événemens auxquels nous assistons en deviendront la consécration définitive et glorieuse.

JACQUES FLACH.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS

III[1]

L'INSURRECTION DES ROMAGNES (FÉVRIER-MARS 1831)

Mercredi, 23 février.

La Reine était partie de Boncavento lasse et préoccupée Elle arrive à l'âge où les femmes se font de tout des fantômes et retombent par instans dans des larmes d'enfant. Elle regrettait Rome, elle désirait Florence et cependant la redoutait.

D'ordinaire ses fils venaient au-devant d'elle jusqu'à la première poste, et elle ne les apercevait pas. L'aubergiste chez qui nous descendions la rassura un instant en disant qu'ils étaient tous deux bien portans et qu'elle allait les voir. Le valet de chambre du prince Louis, récitant une leçon apprise, disait au contraire que, sur l'avis d'un peintre venu de Rome, on avait cru à Florence que la Reine passerait par Pérouse : les princes s'étaient portés à sa rencontre par cette route, avec des passeports pour Arezzo. La princesse Charlotte, arrivée peu après, répéta la même chose en ajoutant que son mari n'avait pris que cinquante piastres avec soi, que les passeports n'étaient pas visés, qu'ainsi les deux frères s'arrêteraient par force à la frontière pour y attendre leur mère, et qu'avec un courrier il serait aisé de les faire revenir.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

La Reine, tout étourdie par ces nouvelles, y devinait une vérité qu'on ne lui livrait que peu à peu et morceau par morceau. Ses fils étaient partis! Ils s'étaient joints aux insurgés. Ils l'avaient fait, sachant qu'elle approchait de Florence, et, quoi qu'en dît ce domestique, sachant aussi par quel chemin. C'était pour le faire qu'ils l'avaient invitée à quitter Rome. Jusque-là, elle était un otage aux mains du Pape; ils hésitaient à prendre un parti qui pouvait attirer sur elle des représailles; en venant à eux, au contraire, elle les rejetait du côté de la Révolution; elle s'y jetait elle-même; elle retrouvait ici le danger auquel elle aurait voulu se soustraire, et plus inquiétant, plus imminent depuis qu'en pensant le fuir, elle avait couru au-devant de lui.

Toutes ces idées, en l'assaillant ensemble, abattaient le reste de ses forces et la jetaient dans la prostration. Heureusement elle avait auprès d'elle son « bon chevalier », M. de Bressieux, accouru chez le roi Louis « pour le rassurer », disait-elle, ou plutôt pour se renseigner, car le roi, calme, quoique mécontent, n'avait nul besoin d'être rassuré. Au retour, le parti du chevalier était pris de retourner sur-le-champ à Rome par le chemin d'Arezzo. Il acceptait d'emmener dans sa voiture Pieoni, le conspirateur. Mais pour cela, une rectification de passeport était nécessaire. La police toscane, méfiante à bon droit, faisait mille objections, élevait mille difficultés. L'inépuisable M. de Bressieux se multipliait à mesure et n'était pas quitte avant minuit de tous ces ennuis.

La Reine, pendant ce temps, écrivait à ses fils; elle me montrait ses lettres, puis les déchirait sur un mot de moi, pour en commencer d'autres, les déchirer encore et revenir bientôt à sa première inspiration. C'était l'anniversaire de la mort du prince Eugène; elle parlait en pleurant de son frère, puis de l'Empereur, à qui elle s'adressait autrefois dans ses grands chagrins. Elle faisait mille recommandations à Pieoni, comme si cet homme pouvait comprendre des leçons de prudence et s'il n'appartenait pas corps et âme à la Révolution. Enfin, à une heure du matin, ayant remis à M. de Bressieux, en un petit paquet, les objets apportés de Rome pour le prince Louis, j'ai vu s'achever cette soirée mortelle et commencer en même temps un pire lendemain.

Je déjeunais en face de la Reine; M. de Bressieux, retardé

toute la matinée, ne faisait que de partir; elle découvrait, en raisonnant sur lui, mille choses qu'après deux heures de recommandation elle avait oublié de lui dire, quand on a annoncé le roi Louis. Je me suis sauvée dans ma chambre en emportant mon assiette.

Une de nos connaissances de Rome, M. Capotasto, m'y a bientôt rejointe. Il a quitté la ville sainte « par prudence » et s'est mis en route en même temps que nous. Si cette visite était inutile, elle tombait du moins à une heure où la Reine s'en trouvait débarrassée. Mais plût à Dieu que nous eussions pu changer de rôle, elle et moi, et qu'elle n'ait eu affaire dans l'instant qu'à un ennuyeux! Le roi Louis la tourmentait impitoyablement. Il avait imaginé qu'elle allât elle-même chercher ses fils dans le camp des insurgés. En vain représentait-elle qu'elle ne pouvait pas agir en mère de famille ordinaire, que cet acte de tendresse aveugle serait téméraire, que son voyage quoi qu'elle fît, serait remarqué; les révolutionnaires en seraient encouragés, les cardinaux en prendraient ombrage; on disait d'elle qu'elle avait fourni de l'argent, qu'elle avait distribué des drapeaux; elle se serait compromise, et elle n'aurait pas sauvé ses enfans.

Elle ajoutait que tous les Bonaparte seraient alors fondés à se plaindre d'elle, car elle les aurait tous brouillés avec le Pape. Aux yeux tout simples des insurgés italiens, elle paraîtrait avoir agi en Française et engagé cette parole de la France, que Paris leur refuse, sur laquelle ils s'obstinent à compter. Par là, elle leur aurait fait concevoir de fausses espérances, en prenant de lourdes responsabilités. Plus encore elle aurait fourni ce prétexte d'intervention, à l'affût duquel se tient l'Autriche pour rendre l'État romain à son ancien servage. Ainsi, paraissant d'une main travailler avec ses enfans, et de l'autre défaire leur ouvrage, elle se serait posée en mauvaise mère, en mauvaise Française et en fille indigne de l'Empereur.

Sur tout cela, le Roi refusait d'entendre; il y a décidément, comme dit la Reine, « une case vide dans certains cerveaux. » Elle se résignait à attendre le retour du courrier qu'il a envoyé à ses fils et qui doit nous rapporter aussi les dernières nouvelles de M. de Bressieux. Un autre courrier repartait pour Rome; il avait conduit au roi Louis le jeune conspirateur Jérôme et retournait chez les Montfort. Nous l'avons chargé de lettres pour

tout le monde. Mais, quand nous n'avons rien à espérer de ceux qui sont près de nous, comment attendre du secours de ceux qui sont loin?

La reine Julie, toujours alitée et sans relation d'aucune sorte, ne peut nous aider que par sa bonne grâce et par sa douceur. Nous dînions chez elle aujourd'hui. Sa sœur, Mme de Villeneuve, est une bonne grosse maman que la perte d'un fils chéri, d'un mari adoré, condamne à un deuil éternel. La seule fille qu'il lui reste, Mlle Juliette, est une personne d'esprit et de mérite, ni jolie, ni laide, se coiffant mal et dont la physionomie sèche déplaît à la Reine. La princesse Charlotte complétait ce cercle, où il n'a été parlé que fort peu de l'affaire du moment; ces dames ont cependant laissé voir l'aigreur qu'elles en ont, surtout contre le prince Louis, qu'elles supposent avoir entraîné son frère. Elles pensent sûrement que, plié sous le joug de son père et de leur petit concile féminin, le prince Napoléon n'aurait jamais osé faire seul une pareille équipée.

En cela elles se trompent sans doute, car des deux frères, Napoléon est le seul qui soit lié par serment avec les révolutionnaires italiens. Dès l'âge de quinze ans, il était déjà carbonaro. Les affaires de Naples, en 1821, attirèrent l'attention sur lui. Les novateurs lui offrirent un rôle, le Sacré-Collège laissa voir qu'il le redoutait. Le roi Louis jugea prudent alors de transporter sa résidence à Florence, mais il y a partout des *vente carbonare*, partout des patriotes, et le jeune prince n'a pas cessé de faire depuis avec les Toscans ce qu'il avait commencé avec les Romains.

Nous apprenons que le prince Auguste de Leuchtenberg n'est pas nommé au trône de Belgique; c'est au duc de Nemours que cette royauté est offerte. Le vote des Belges est du 7 février; *il était connu à Rome le 17*, et il faut tout le brouhaha de notre départ pour que nous ne l'ayons appris qu'ici. On pense que l'Europe mettra son *veto* à l'acceptation du duc de Nemours et qu'il y a là un risque de guerre devant lequel Louis-Philippe reculera. Les autres caquets de Florence se rapportent à nos Princes. On veut qu'après avoir passé par Pérouse, ils soient à Spolète au milieu des insurgés et se préparent à marcher sur Rome. La Reine s'accroche encore à l'espérance qu'ils n'auront pas dépassé Pérouse et se seront rendus de là chez leur cousin Rasponi à Ravenne, ou chez leur oncle Bacciochi, à Bologne.

Une lettre de cette dernière ville annonce qu'on les y attend; la personne qui écrit demande des lettres de recommandation pour eux.

Vendredi, 25 février.

Le courrier envoyé aux Princes est revenu mercredi soir avec des lettres d'eux si vides et si puériles, que c'est pour en pleurer. Leurs chevaux se sont emportés, leur voiture est brisée, le prince Napoléon a déchiré son pantalon aux genoux... Mais le courrier du Roi a raconté autre chose aux gens de l'office : le prince Napoléon dicte des lettres, donne des ordres et sera bientôt le chef de toute l'insurrection.

Pendant ce temps, le Saint-Père, à Rome, est l'objet de manifestations enthousiastes. Mme Lacroix écrit de Rome que les Transtévérins et les habitans des autres faubourgs détellent ses chevaux et traînent eux-mêmes sa voiture. Le bruit que les Autrichiens auraient franchi le Pò, frontière de l'État romain, circule dans Florence, mais n'a pu être encore vérifié.

Au milieu de toutes ces incertitudes, il faut pourvoir à la vie de tous les jours et réduire le train de notre existence à proportion de nos moyens. La suite de la Reine est trop considérable et les domestiques trop grands seigneurs; dès que nous sommes à l'hôtel, ils ne servent plus et se font servir. Je cherche donc par la ville un appartement. Un Florentin zélé, avec une belle tête et ces beaux yeux italiens qui promettent plus qu'ils ne tiennent, me conseille et m'accompagne. Il me persuade que l'intérêt de la Reine serait d'acheter un *casin*; mais elle ne peut s'y résoudre, sachant trop bien, ayant trop bien rappris depuis quelques jours l'impossibilité où elle est de vivre dans le voisinage immédiat de son époux. Ne disait-il pas hier à la princesse Charlotte que, si ses fils ne revenaient pas tout de suite, il leur enverrait sa *malédiction?* Voilà de ces mots qui blessent le cœur d'une mère plus cruellement que la pointe d'un poignard. Il la harcèle de lettres, il la pousse à cette expédition dangereuse, qui mettrait toutes les chancelleries aux champs, et va si loin dans l'ignorance ou le mépris de toute politique qu'il sollicite le secours des ministres d'Autriche pour se faire rendre ses enfans. La Reine n'a garde d'adresser à cet endroit une demande aussi inutile et aussi humiliante. Mais, dans la

détresse où elle est, les visites des Russes, leurs propos fugitifs et superficiels sont encore pour elle un réconfort.

M. Gortchakof fait pour elle tout ce que la courtoisie commande et rien de ce que l'intérêt vrai pourrait ordonner. Il évite surtout de lui livrer aucune nouvelle politique, par crainte de la déterminer à quelque démarche dont la responsabilité retomberait sur lui. M. de la Ribeaupierre retourne à Pétersbourg, où l'on dit qu'il va devenir ministre : encore un dévouement qui s'en va! M. Boutourline se présente avec une admiration passionnée pour l'Empereur et un mince attachement pour la famille impériale. Il remercie pour une romance écrite de la main de la Reine, qu'il a reçue d'elle avant de quitter Rome. Il voudrait qu'elle se mît sous la protection de l'empereur Nicolas en écrivant une lettre que lui-même ferait parvenir. Les Autrichiens, selon lui, n'interviendront pas, du moins quant à présent. La voyant renaître, à cette assurance, il dit encore, par consolation, que les princes pourraient peut-être réussir, que leur parti n'est pas sans quelques petites chances de succès; mais ils se sont engagés trop tôt; ils sont appelés à mieux que cela, et les agitations de la France leur réservent peut-être de plus belles destinées. Son opinion sur la Pologne est catégorique : la Révolution polonaise ne peut réussir; elle motivera de sanglantes représailles, qui ne sauraient tarder.

Ma conclusion à moi, au bout de tout cela, c'est que la Russie et l'Autriche se donnent la main pour étrangler les nationalités. Elles regardent le soulèvement des Romagnes comme un jeu d'enfans, qu'on peut à volonté permettre avec un haussement d'épaules ou bien interrompre en distribuant à droite et à gauche quelques coups de fouet. Elles oublient que la cause des peuples est une, qu'ils tiennent les uns aux autres comme les rois font entre eux, que les Polonais à l'avant-garde, les Italiens à l'arrière-garde, tous ont les yeux fixés sur la France, patrie de tous les droits et de tous les progrès.

Quels exemples donne-t-elle cependant au monde, cette France chérie, sinon ceux du désordre et de la confusion? Le 10 février, sur de mauvaises nouvelles reçues de Pologne, des vitres ont été cassées à l'ambassade de Russie, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Le 13 février, une échauffourée a eu lieu à l'occasion du service célébré pour le duc de Berry. Elle était provoquée par les ultras : le peuple leur a répondu le lendemain par le sac de l'archevêché.

Tout cela nous serre le cœur et nous fait toutes petites devant les étrangers. Mais au moins il nous vient des Français pour en pleurer avec nous. Nos amis Roger et Bonnefond arrivent à Florence aujourd'hui. Le premier quitte Rome avec désespoir, tant pour ses intérêts que pour ses affections peut-être, car il a l'air tout démoralisé. Ils croient à une nouvelle révolution chez nous, tant le gouvernement de Louis-Philippe est faible, et parlent de revenir alors à Rome « avec l'armée. » Une guerre générale leur paraît désirable, comme pouvant seule dénouer les problèmes que l'Europe agite et donner le baptême du sang aux peuples qui naissent à la liberté.

Restée seule avec moi, la Reine bâille tant et plus, par manque de sommeil, dit-elle. Moi je dis : Par manque de plaisir et par excès d'ennui.

Mercredi, 2 mars.

Un jeune professeur, ami des Princes, qu'on leur avait dépêché, est revenu dimanche en rapportant sur eux des détails qui ne laissent subsister aucun doute sur leurs intentions. Ils ont pris des engagemens et se sont liés par des promesses auxquelles ils ne veulent pas forfaire.

C'est particulièrement Ciro Menotti qui les a entraînés, en venant de Modène à Florence le mois dernier exprès pour les convaincre et pour refaire avec eux ce qu'il n'avait pu faire avec son duc. Ce dernier, prince autrichien, inspirait aux patriotes italiens une méfiance légitime. Le nom de Napoléon, au contraire, disait Menotti, serait salué avec enthousiasme par toute l'Italie le jour où son neveu viendrait se placer à la tête des insurgés. Depuis, l'intempestive explosion de Modène, éclatant quand rien n'était prêt ailleurs, a refroidi quelque peu l'ardeur de nos jeunes gens. Napoléon-Louis n'en a pas moins cédé à son « mauvais sujet » de frère, et quitté Florence avec lui le 20 février, la veille même du jour où nous y arrivions.

De grandes démonstrations de joie les accueillirent à Spolète, puis à Terni, où ils s'étaient rendus d'un seul trait, alors que nous les croyions encore à Foligno. Les insurgés disposaient dans ces localités d'une sorte d'avant-garde, commandée par le colonel Sercognani, alors que le gros de l'armée constitutionnelle, aux ordres du colonel Armandi, était encore à quatre grandes journées de marche en arrière autour d'Ancône. L'une

et l'autre, fortes de quelques milliers d'hommes, n'étaient qu'un ramas de volontaires sans discipline et presque sans armes; elles n'avaient ni cavalerie, ni artillerie. Nos princes prirent dans ce tas ceux qui portaient des fusils de chasse, ou des piques ou des faulx (les autres n'avaient que des cocardes). Avec une poignée de ces soldats improvisés, le prince Louis marchant par la grande route qui va de Terni à Narni, Civita Castellana et Rome, se porta jusqu'aux avant-postes d'Otricoli. Là il eut le 24 un petit engagement avec les troupes papales les plus avancées. Des retranchemens avaient été élevés en ce point. Il les fit rectifier, à l'admiration d'un colonel, qui ne pouvait supposer dans un si jeune homme tant de talens.

Pendant ce temps, le prince Napoléon, à la tête de quelques volontaires à cheval, suivait la route directe de Terni à Rome par la montagne. Il rencontra un détachement de forçats armés au nom du Pape, avec lesquels il fit, dit-on, le coup de sabre, ce qui lui valut d'être acclamé lors de son retour à Terni.

Les deux frères sont ainsi en première ligne, en pleine évidence, et placés de manière à causer des malheurs irréparables, s'ils prenaient l'initiative des opérations. Fort heureusement, ils ont évité la faute qui paraissait à craindre de la part de têtes aussi chaudes : celle de marcher sur Rome, en attaquant les pontificaux. Une fois dans la plaine romaine, ils se seraient heurtés à la forteresse de Civita Castellana, qu'ils n'ont aucun moyen de réduire; ils n'auraient pu ni camper, ni vivre et, bientôt entourés par les paysans, se seraient vus reconduits là d'où ils étaient venus. Le seul plan raisonnable pour eux était de se maintenir sur la position qu'ils occupent, et d'y faire figure de résistance, pour amener le gouvernement papal à composition.

En dépit de la sagesse dont ils ont fait preuve, l'idée qu'ils sont maintenant en lutte ouverte avec le Pape a jeté le pieux roi Louis dans le désespoir. Il a fait appeler la Reine dès avant la messe dans la matinée de dimanche, la suppliant encore de partir et de lui ramener ses enfans. De guerre lasse, elle lui a presque promis d'aller jusqu'à la frontière, de les appeler à elle et de les raisonner de son mieux. Le Roi voulait qu'on leur tendît par surcroît une petite embuscade. Ce moyen est enfantin ; la Reine, résignée et sans résistance, n'en a pas moins demandé sur-le-champ ses passeports.

Le prince Gortchakof est venu en parler avec elle à quatre heures. Comme l'abbé Roccaserra partait pour Rome et nous demandait nos commissions, je me suis avisée que le pauvre homme n'avait pas de moyen de transport, et qu'on pourrait lui prêter un des chevaux du prince Napoléon. Il remettrait le cheval au passage à Terni; la Reine ferait passer par lui une communication orale conforme à sa vraie pensée et rectifierait quelques-uns de ces demi-mensonges qu'on est obligé d'écrire parce qu'on ne sait jamais aux mains de qui les lettres peuvent tomber.

Cependant, la demande des passeports avait intrigué le gouvernement toscan. Le marquis Corsini, frère du premier ministre, fut dépêché à notre auberge dans cette même soirée de dimanche. L'idée de l'embuscade lui parut excellente, et le concours des sbires toscans fut aussitôt promis. Il y a en ce moment comme une fureur d'arrêter les Bonaparte. Le jeune Pierre-Lucien vient d'être pris par les gendarmes, qui l'ont rendu à ses parens. Ce brigand de quinze ans avait fui la maison paternelle pour échapper à son gouverneur, et battait les bois avec son fusil. On le croyait parti pour le camp des révolutionnaires, et c'est pour l'empêcher de se joindre à eux que Lucien avait donné l'ordre de l'appréhender.

La Reine ne se sentait aucune envie de suivre un pareil exemple. Ayant elle-même élevé ses enfans, ce que le prince de Canino n'a pas fait, elle n'avait pas besoin de gendarmes pour les mettre à la raison. Son intention ne pouvait pas être non plus de complaire au Sacré Collège en leur donnant publiquement un pareil désaveu. Elle les voyait déjà, les menottes aux mains, couchés dans la paille et conduits aux cachots du grand-duc, quand, vers le soir, nous avons eu un nouveau caprice du roi Louis.

Il était neuf heures. La Reine, par ennui autant que par lassitude, venait de se coucher. La princesse Charlotte est venue dire que son oncle envoyait un courrier au colonel Armandi, et qu'il demandait maintenant à la Reine de ne bouger avant que cet homme fût revenu.

Ainsi, l'ayant obsédée de son insistance, tant qu'elle s'était refusée à partir, il la retenait à Florence au moment où il l'avait enfin décidée au départ! Mais, pour cette fois, elle n'avait garde de s'en plaindre et, tout heureuse d'être enfin d'accord

avec son époux, elle en prit acte en adressant elle-même au colonel Armandi une lettre qui partit par le même courrier.

Le colonel vient d'être fait ministre de la guerre par le gouvernement provisoire réuni à Bologne le 26 février. Il est maître d'Ancône. Il commande toutes les forces de l'insurrection. Ancien précepteur du prince Napoléon, il a gardé avec son élève les meilleurs rapports et tout le prestige de sa première autorité. Son dévouement aux Bonaparte est certain. Officier d'artillerie, il a servi jusqu'en 1814 sous le prince Eugène, et conduit à l'empereur un corps de volontaires italiens pendant les Cent-Jours. Le prince Jérôme, après le prince Napoléon, devint son élève au moment où les Montfort s'établirent à Rome. Il resta dans leur maison comme chargé des travaux exécutés pour Jérôme à la villa des Marches (il avait acheté ce domaine pour se rapprocher de sa passion, la marquise Azzolini). Enfin, le colonel Armandi était en dernier lieu intendant d'un bien que la Reine a dans la province d'Ancône, à Monsanvita, et il recevait d'elle des appointemens.

Sur la démarche faite auprès de lui et dans l'attente de ce qu'il pourra répondre, la Reine a pris la résolution ferme, lundi matin, de demeurer quelque temps à Florence. Elle a décidé aussi de quitter l'auberge pour l'appartement que je lui ai enfin découvert à l'autre extrémité de la ville, et qui, quoique un peu loin du centre, est tout baigné d'un soleil merveilleux.

Nous nous y sommes installés aujourd'hui, jour de grand brouhaha, et tout de suite sur un pied d'ordre et d'économie. Il faut en finir une fois avec ce désordre dans les finances qu'un provisoire perpétuel ne fait qu'aggraver. J'ai maintenant la direction de tout, besogne difficile avec des domestiques tellement habitués à se croire les maîtres et à jeter l'argent par les fenêtres. A peine, cependant, venais-je de me montrer à eux dans ma grande rigueur, qu'un incident fâcheux m'a émue jusqu'aux larmes. Nous sortions pour dîner chez la reine Julie ; un rassemblement de monde autour d'une grosse voiture nous a barré le chemin. Nous avons reconnu notre fourgon qui arrivait de Rome. Fritz, descendu de notre siège pour aller y voir, est revenu nous dire que le postillon florentin venait de tomber sous son cheval, et qu'il avait la jambe cassée. Notre voiture a transporté tout de suite le pauvre homme à la maison, où on l'a soigné et mis dans son lit.

C'est sous ces auspices, bien propres à me remettre en tête mes pressentimens de Rome, que nous coucherons ce soir pour la première fois dans notre camp volant. Les lettres reçues, les nouvelles que la princesse Charlotte nous communique sont peu propres à dissiper mes appréhensions. Nous apprenons que le roi Jérôme s'est employé sans succès à mettre fin à l'escapade de ses neveux. Son premier soin a été de se rendre auprès du Pape et de les excuser de son mieux, disant qu'en se portant au devant de leur mère par la route de Pérouse, ils avaient été entourés et entraînés par les insurgés. Le lendemain, 25, il leur expédiait à Terni un officier westphalien resté attaché à sa maison, M. de Stölting, avec une lettre pour le colonel Sercognani, une autre pour eux-mêmes, et enfin de l'argent, que M. de Bressieux avait témoigné leur faire absolument défaut. M. de Stölting a rendu compte à la Reine de son ambassade inutile. Le prince Napoléon, se retranchant derrière la parole donnée, lui a opposé une froide résistance, et l'a chargé d'une lettre pour le Pape où les revendications constitutionnelles des insurgés sont exprimées en termes sobres et forts. Une copie de cette lettre nous est arrivée par le roi Louis, qui avait écrit en travers : « Cela est d'un aventurier. » La lecture seule l'en avait rendu malade, au point qu'il avait fallu lui mettre des sangsues. La Reine déplorait le rôle que son fils s'était arrogé, et l'ampleur que les malveillans vont donner à toute cette affaire. Elle était rentrée chez elle de bonne heure pour en raisonner avec moi à cœur ouvert, quand on lui a annoncé le chevalier d'Almeida, allant à Vienne avec M. Oliviera, chargé d'affaires de l'empereur du Brésil auprès de cette cour.

Ces messieurs ont eu l'attention de passer chez le roi Jérôme, avant de se mettre en chemin. Ils savent que M. de Stölting, à peine revenu à Rome, est reparti pour faire une nouvelle démarche, non pas auprès de Sercognani, dont les princes se moquent, mais auprès d'Armandi, qui peut parler plus ferme et qui doit se faire écouter. Nos Brésiliens ont suivi la route des insurgés, plus sûre que celle des brigands. Ils disent que le Pape n'a que des troupes misérables, que l'enthousiasme règne parmi les constitutionnels, que la tenue de ces volontaires est parfaite, bien qu'ils ne portent pas d'uniformes.

Comme il y avait eu pour moi quelques consolations à les entendre, j'ai donné tout l'écho possible à leur son de cloche,

quand ils ont été partis. J'ai dit que l'attitude du prince Napoléon était naturelle; que, porté par les insurgés au commandement de l'avant-garde, il avait qualité pour poser des conditions au Pape, puisque c'est aux avant-postes que passent les parlementaires et qu'on ne fait la guerre au Saint-Père que pour traiter avec lui; qu'une défection des troupes pontificales pouvait se produire; que si elles attaquaient, leur effort viendrait se briser contre les savantes fortifications élevées par le prince Louis autour d'Otricoli; qu'une poursuite achèverait la victoire; qu'alors les deux frères entreraient triomphalement dans Rome, qu'ils en seraient les maîtres, selon le vœu même exprimé par l'empereur sur son lit de mort.

La Reine hochait la tête et ne me croyait pas. Elle avait reçu une lettre de M. de Bressieux. Elle parlait de partir pour Ancône, afin d'y rejoindre ses fils, ou bien pour Naples, si par bonheur on les lui renvoyait ici. Mais, pour aller à Naples, il faudrait passer par Rome, sa résidence préférée, qu'elle prévoit devoir lui être désormais fermée. Elle revenait donc s'embarquer à Livourne et, cette fois, faisait maison nette de tout ce qui l'entoure. Ce départ en rêve la portait au delà de Naples; elle ne s'arrêtait plus qu'à Smyrne, où le duc de Rovigo a résidé longtemps et dont il a souvent vanté devant elle le site enchanteur. Là, elle attendrait la mort, au soleil et parmi les fleurs. Louis l'aurait suivie. Napoléon viendrait la voir. Ils seraient heureux auprès d'elle. Personne ne les gronderait plus...

En l'écoutant, je la plaignais de tant de faiblesse et d'incertitude; les vers mélancoliques qu'Arnaud a faits sur elle me revenaient à l'esprit :

De ta tige détachée
Pauvre feuille desséchée,
Où vas-tu ? — *Je n'en sais rien...*

Vendredi, 11 mars.

De fausses nouvelles, apportées ici dimanche par la *Gazette de Gênes*, nous avaient fait croire à un changement dans le ministère français. MM. Mauguin et Odilon Barrot auraient remplacé les deux principaux *doctrinaires*, le duc de Broglie et M. Guizot; la guerre aurait éclaté entre la France et l'Autriche; les généraux Lamarque et Gérard marcheraient sur le Piémont.

D'autres bruits, dont on n'a pu découvrir la source, que le retard des courriers, arrêtés par la neige, ne permettait pas de vérifier, mais qu'enfin la Reine ne demandait pas mieux que d'accepter sans contrôle, circulaient dans Florence et donnaient à croire que Napoléon II avait été proclamé à Paris. Sur cette espérance, l'agréable passe-temps de notre soirée fut de faire le plan d'un retour en France et de recomposer cette maison de la Reine qu'elle était prête la veille à congédier !

L'arrivée de M. Saladin, le lendemain, devait nous apporter un désenchantement cruel. Il venait de Bologne, chargé par le gouvernement provisoire d'une mission pour celui de Paris et s'exprimait sur ses commettans en termes qui laissaient peu d'illusions sur leurs moyens d'action et sur leurs chances de succès. Point d'argent, point de soldats, point d'armes, à peine une poignée d'hommes commandés par le général Zucchi. Tels étaient les gages qu'il pouvait offrir à Paris, et, de plus, il partait trop tard, car déjà les Autrichiens étaient entrés dans Parme, où le mouvement insurrectionnel avait piteusement avorté. Quant à Modène, il n'avait pu traverser cette ville, dont il avait trouvé les portes fermées. Le gouvernement provisoire modenais en était sorti précipitamment pour se réfugier dans Bologne. Le canon tonnait; le duc de Modène, assisté de son frère, l'archiduc Maximilien, marchait avec deux mille impériaux pour reconquérir ses États.

Le 8, une visite de cette jolie marquise Zappi, née Poniatowski, avec qui nous avions dîné chez l'oncle Baciocchi, confirma ces mauvaises nouvelles. Comme elle était enceinte, son mari voulait la mettre en lieu sûr; il craignait aussi que le zèle avec lequel elle a travaillé aux drapeaux et aux cocardes ne la désignât aux insultes des Autrichiens.

Le 6, lors de son départ de Bologne, nos deux Princes y étaient déjà depuis plusieurs jours. Appelés à Ancône par Armandi, ils s'y étaient docilement rendus le 3 et avaient fait preuve d'une entière soumission à leur général, en exécutant encore l'ordre qu'il leur donnait de se retirer à Bologne.

Une lettre d'Armandi à la Reine a rapporté ce trait avec admiration. « Un jour, écrivait-il, il faudra bien qu'on appelle vertu ce qui est vertu et toutes les diplomaties du monde n'y changeront rien. » Il venait d'être fait général par le gouvernement provisoire à la suite de la prise d'Ancône, rendue sans

résistance par la garnison. De là, il courait lui-même à Bologne; mais n'espérant point disputer la ville aux Autrichiens, il en faisait sortir *l'armée*, pour la disposer face aux débouchés du Pô sur une ligne d'observation passant par Faenza, Lago, Ravenne, avec une réserve à Forli. Dès lors, les insurgés avaient deux fronts de défense, l'un contre les Autrichiens, l'autre contre les pontificaux. Grabinski commandait au Nord; Sercognani, au Sud; Armandi, dans l'intervalle, ne commandait rien, mais dirigeait tout. Dans cette situation précaire, ils espéraient encore le secours de la France et se tenaient cois par crainte de recevoir d'un instant à l'autre le choc des Impériaux.

Dès lors, Bologne n'était plus qu'une souricière où nos princes pouvaient être pris dans leur lit un beau matin. Le gouvernement provisoire avait eu la maladresse d'y signaler leur présence en leur conférant des grades dans la garde nationale. Armandi fit aussitôt annuler cette mesure, propre à les donner pour point de mire aux Autrichiens. Il écrivit de nouveau à la Reine pour l'assurer qu'en cas de danger, il les enverrait à Ravenne, chez leur cousin Rasponi. Mais elle savait aussi qu'alors ils refuseraient d'obéir, parce que le danger même les lierait davantage à leur cause, devenue plus malheureuse et qu'elle seule, la mère, pourrait les en détacher.

Elle formait donc le projet de se rendre à Ancône et d'y tout préparer en vue d'un embarquement pour Corfou. Là, elle attendrait les événemens, suivrait de plus près les démarches de ses enfans et serait à portée de les recueillir en cas de malheur. J'observais à cela qu'encore fallait-il qu'ils pussent la rejoindre. Or, malgré leurs réclamations constantes, le roi Louis avait toujours refusé de leur envoyer des chevaux, pensant par là les amener à résipiscence. Des chevaux, à ses yeux, n'étaient que des armes et des instrumens de guerre; mais, en cas de retraite, n'était-ce pas là aussi un moyen de salut? Mon avis fut qu'il fallait passer outre à la défense paternelle, et leur expédier quand même les deux montures du prince Louis. La Reine n'osant prendre cette résolution sur elle, la question fut portée devant le comité féminin réuni autour du sofa de la reine Julie. Je parlais, et la princesse Charlotte, les yeux fixés au plafond, ne m'écoutait pas. « Jamais je ne reverrai Napoléon, » dit-elle tout à coup sur le ton d'une ferme conviction. « Tais-toi, Charlotte! » s'écria la Reine, « tu me déchires le cœur! » La princesse,

invariable dans sa triste assurance, dit d'où lui venait sa certitude et quel avertissement du ciel elle avait reçu.

Elle avait une prédilection particulière pour cette petite chapelle de la Vierge, au pont de l'Arno, dont la clochette me réveillait chaque matin à six heures, lors de notre séjour du mois de novembre. Elle ne passait pas devant ce sanctuaire sans faire un signe de croix et sans former en même temps un vœu affectueux à l'adresse de quelqu'un des siens. Or, la veille du jour où Napoléon devait partir, le hasard les porta tous deux de ce côté et elle fit son signe de croix, en pensant à ce voyage. Son mari lui demandant si elle ne l'accompagnerait pas, elle n'attacha d'abord à ces paroles aucune importance, ne soupçonnant pas qu'il lui eût menti et croyant qu'il ne s'agissait que de venir jusqu'à la seconde poste au-devant de nous. Le lendemain, il était parti de bonne heure : elle apprit avec effroi que la chapelle s'était écroulée dans la rivière pendant la nuit. Elle sentit en même temps que quelque chose se rompait en elle et que tout son passé la quittait. Le soir, l'absence de Napoléon, son silence, la solitude où il l'avait laissée la confirmèrent dans ses appréhensions.

J'ai protesté aussitôt que je ne croyais pas aux pressentimens, moi qui en étais bourrelée pendant tout notre séjour de Rome, et j'ai réussi à changer le tour de la conversation en remettant sur le tapis la question des chevaux. Un premier moyen qu'on a essayé pour les faire parvenir aux princes et qui s'est trouvé mauvais, a été d'envoyer Fritz courir après un voiturier en route pour Bologne. Fritz a manqué son homme et est revenu, à dix heures du soir, abominablement gris.

La Reine avait alors dans son salon plusieurs personnes, le peintre Boulanger, un autre nommé Bigan, qui s'est battu aux journées de Juillet et qui y a été blessé, des *ultras*, plusieurs Italiens. Comme toujours, les nouvelles politiques étaient contradictoires; l'état des affaires et l'aspect des choses changeaient d'instant en instant, selon les opinions des gens, leur langue, leur caractère ou leurs instincts. Tantôt l'intervention était un fait accompli, et la France elle-même y prêtait les mains. Tantôt on apprenait qu'à la suite des conférences du maréchal Maison avec l'empereur d'Autriche, la non-intervention était promise. Une chose était sûre, c'est qu'après avoir franchi le Pô et fait mine d'entourer Bologne, les Autrichiens paraissaient hésiter,

comme si quelques scrupules diplomatiques retardaient leurs opérations militaires. Il n'en fallait pas davantage pour mettre dans l'air un peu de gaieté et suspendre un instant l'alerte continuelle dans laquelle nous vivions depuis deux semaines. Pour la première fois depuis bien longtemps, la Reine a chanté.

J'ai parlé à M. Bigan en vivandière de barricade et en fille de vieux républicains. A mesure que nous nous accordions davantage, son visage s'animait et devenait singulièrement beau. Tout cela était fugitif et superficiel, sans doute, mais ce moment de calme s'est prolongé dans la matinée du lendemain 9. La Reine a pu alors se recueillir et concevoir un nouveau projet.

Corfou, Smyrne, l'Orient, l'avaient attirée un instant; mais les intérêts de ses enfans ne peuvent être de ce côté, et ce projet ne doit plus désormais servir qu'à en cacher un autre, plus hardi, presque désespéré, le seul cependant qui la mène hors de l'impasse où elle est placée. Il s'agit de s'évader d'ici sous un nom d'emprunt, de traverser incognito le Piémont, d'entrer en France, de tomber aux Tuileries à l'improviste. La Reine alors dira à Louis-Philippe : « Voici mes enfans. Ils sont en danger. Je vous les confie. Sauvez-les ou faites-les juger. L'Angleterre seule me reste ouverte, mais je n'ai pas les moyens d'y vivre. Donnez-les-moi et je repars dans l'instant! »

La région de l'Italie que ce plan lui fera parcourir est celle où l'on ne peut supposer qu'elle soit et où personne ne s'avisera d'aller la chercher. Elle violera, il est vrai, ensuite, la loi du 2 septembre dernier qui lui interdit l'accès du territoire français, mais ce sera pour venir se présenter loyalement au nouveau souverain et débattre avec lui son sort à venir. Enfin un autre avantage que ce projet présente, et qui pour elle n'est pas le moindre, bien qu'elle n'en parle pas, c'est qu'il lui permettra de remettre la main sur Napoléon et de l'escamoter au roi Louis. 1830 sera alors pour elle la revanche de 1815, et elle aura vu sa famille tantôt se défaire et tantôt se refaire au gré des Révolutions.

Moi seule serai dans sa confidence. En voyant partir le valet Tadeo, la princesse Charlotte croit qu'il ne s'agit que de conduire à Bologne les chevaux du prince Louis. En réalité, Tadeo emporte des instructions minutieuses. Il ira tout droit à Bologne, et, s'il n'y trouve pas les princes, suivra leurs traces, jusqu'à ce qu'il les ait rejoints. Je couds des lettres dans la doublure de

sa veste; il devra les brûler ou les détruire s'il tombe par mégarde aux mains des Autrichiens.

La communication avec eux une fois assurée de la sorte, reste l'affaire du passeport. La Reine sait qu'elle a peu à attendre des chancelleries, surtout depuis que les princes ont quitté l'avant-garde de Terni et qu'ils n'ont plus dans les mains, pour se faire craindre, la petite force dont ils disposaient. Le froid Gortchakof est venu la voir l'autre jour et l'a beaucoup questionnée sur Armandi. Une heure après, elle recevait une lettre tout ouverte, qui avait mis une semaine à lui parvenir, et que Gortchakof avait dû lire comme les autres.

Armandi écrivait en réponse aux lettres apportées par le courrier du roi Louis; il rendait compte de la prise d'Ancône, de l'enthousiasme qui régnait parmi ses troupes et s'excusait de n'avoir pas fait connaître plus tôt à la Reine le plan insurrectionnel; mais les fureurs du duc de Modène avaient précipité tous les événemens. Il l'invitait à venir à Ancône respirer un air que les diplomates russes n'aiment guère : l'air de la liberté.

Depuis sa visite, Gortchakof n'avait plus reparu, et, bien que la Reine ne le crût pas hostile, elle était décidée à ne lui rien demander. Le ministre de Suède, vieux brave homme à points sur les i, pouvait nous être favorable, sa souveraine étant la sœur de la reine Julie; mais la Reine, en le sondant, avait rencontré une résistance et n'avait pas insisté. Depuis, une indiscrétion du roi Louis avait éventé cette affaire, et il valait mieux en somme qu'elle n'eût pas réussi. N'avait-il pas répandu dans la ville et ne nous avait-on pas partout répété qu'il dormait maintenant tranquille, parce que ses fils allaient avoir des passeports suédois?

Retombé dans l'inquiétude et dans l'insomnie, il avait sollicité depuis auprès du ministre de Piémont des passeports qui permissent à ses enfans de gagner la Suisse et s'était heurté à un nouveau refus. M. Sarow, ministre autrichien, avait dit à ce propos que les Princes ne seraient plus désormais « en sûreté en Suisse, » ce qui pouvait se comprendre, soit comme un avertissement charitable de sa part, soit comme l'indice de dispositions hostiles de la part de sa cour. Enfin le chargé d'affaires de France était ici comme partout le plus indifférent de tous et le plus étranger.

Ainsi, le seul recours que la Reine pût espérer était dans le

ministre anglais, lord Seymour. Cet excellent jeune homme, appelé par un billet d'elle, vint dans l'après-midi du 9. Il avait deviné qu'il s'agissait des Princes et, les croyant déjà revenus, s'ingéniait à chercher dans quel coin de son appartement il pourrait bien les cacher. Ses premiers mots furent pour dire qu'il était décidé à faire tout ce que la Reine lui demanderait, et quand il sut ce qu'on attendait de lui, il répéta tout aussitôt : « Oui, Madame, je le ferai, quand je dèvrais y perdre ma place. » Il fut convenu que je m'adresserais à lui par lettre, en nommant comme une connaissance commune à lui et à moi cette dame *Hamilton* pour laquelle il était demandé un passeport; je signerais d'un nom anglais quelconque; il aurait de la sorte un papier à montrer aux ministres dont les visas étaient nécessaires, ceux de France et de Piémont.

Le jeudi 10, j'étais seule quand il revint, nous apportant le passeport. Je le remerciai avec effusion et le trouvai en tout si bon, si simple et si franc que j'en avais les larmes aux yeux. Il ne me cacha pas que les Princes couraient le plus grand danger, que les Autrichiens feraient tout au monde pour les prendre, qu'une lettre de Rome qu'il venait de voir ne lui laissait aucun doute à cet égard. Je compris que cette lettre était de M. de Lutzow, ambassadeur d'Autriche. Grand partisan de l'intervention, il s'était précédemment réjoui de la présence des Princes à la tête des insurgés. Il y avait là, disait-il, un *casus fœderis*, et sa cour n'était plus libre désormais de ne pas intervenir. Ces paroles avaient été redites par le roi Jérôme à M. de Stölting, et elles avaient été cause des extraordinaires et inutiles précautions prises par le général Armandi pour que les sujets autrichiens résidant dans les Légations et dans les Marches ne souffrissent en rien de l'insurrection.

La Reine paraissant, lord Seymour l'engagea vivement à partir, mais sans répéter devant elle tout ce qu'il avait dit devant moi. Les raisons furent seulement que les Autrichiens étaient en marche, que leur flotte quittait Comacchio pour longer la côte et pour accompagner leurs troupes en marche vers Ancône. La Reine n'en demandait pas davantage, son parti était pris d'avance de quitter Florence dès que l'intervention autrichienne se produirait.

Elle se munit aussitôt d'un second passeport, sous son nom propre, à destination d'Ancône. De la sorte, elle avait en mains

deux sauf-conduits, l'anglais et le toscan, ce qui la laissait libre de choisir l'instant où elle prendrait l'incognito. Cette substitution devait se faire à Sienne, à la faveur d'un circuit qu'elle tracerait par cette ville, en sorte que, sortie de Toscane duchesse de Saint-Leu, elle y rentrerait par l'autre route sous le nom de Mrs Hamilton.

Le courrier Rosselli, parti aujourd'hui à midi, va soi-disant commander les chevaux pour nous jusqu'à Ancône et retenir un vaisseau pour Corfou. En réalité, il doit joindre nos princes et les amener au rendez-vous que leur mère leur assigne à Foligno. Cette ville, où se croisent les routes du Furlo et d'Ancône, est également à leur portée de quelque côté qu'ils viennent.

La journée se passe pour moi à écrire des lettres, à courir chercher de l'argent chez le banquier, à donner mes instructions à Cailleau que nous laissons ici, toujours boitant de sa sciatique, et à faire mes paquets.

Foligno, 18 mars

Comme le roi Louis donnait très fort dans le projet d'Ancône, il a fait tout ce qui dépendait de lui pour hâter notre départ. Il nous a prêté sa voiture, la calèche verte n'ayant pas encore été renvoyée de Rome par M. de Bressieux. Le 11 au soir, nous y avons pris place, la Reine et moi, tandis que Cailleau montait dans la deuxième voiture. Il s'agissait non pas de quitter Florence, mais seulement d'en sortir, pour y revenir aussitôt. La Reine voulait avoir un visa sur le passeport de Mrs Hamilton, pour être en règle à Sienne quand nous y repasserions. Il fallait pour cela faire une fausse sortie dont la manœuvre était assez risquée, car comment faire comprendre qu'on pût sortir par la porte Santa Croce pour se rendre à Londres? L'homme de la police en faisant la remarque, la Reine dit que nous allions passer quelques jours dans une villa aux environs de Sienne. Cette réponse le satisfit et il rendit le passeport sans autre difficulté.

La rentrée dans Florence s'est faite à la dérobée séparément pour les deux voitures et non pas par la porte Santa Croce, mais par deux autres dont j'ignore les noms. A la première, il nous a fallu dire que nous avions fait mettre les chevaux à la voiture pour les essayer; qu'ainsi nous revenions après un tour de promenade et sans passeport. Cailleau, qui perdait à dessein une demi-heure sur nous et traînait en arrière dans quelque auberge,

a dû faire ensuite le même mensonge. Mais l'effet de notre détour a été que Fritz s'est perdu dans toutes sortes de rues inconnues. Arrivées à la nuit close, nous avons vu avec désappointement que toute notre comédie avait été inutile. L'homme de la police s'était contenté d'inscrire le nom de Mrs Hamilton sur son registre et n'avait pas fait viser le passeport!

Notre route du 12 nous faisait remonter la pittoresque vallée de l'Arno jusqu'à Arezzo. La Reine tenait sa carte déployée sur ses genoux; nous faisions toutes les deux des calculs d'après les distances, et trouvions qu'il fallait au moins trente-six heures aux princes pour venir de Forli à Foligno. La sollicitude de la mère s'émouvait surtout pour Louis, dont elle considère l'étoile comme moins heureuse et qu'elle juge être le moins prudent des deux.

Arezzo est la patrie de Pétrarque et l'on y montre encore sa maison. Malgré le temps ravissant et tout l'agrément de notre voyage, la fatigue des jours précédens nous a forcées de prendre là un peu de repos. Nous dépassâmes Cortone, une des douze villes d'Étrurie, ceinte encore de murs imposans, et laissâmes à droite la route qui conduit à Chiusi, autrefois Clusium, l'antique capitale de Porsenna. Comme elle mène aussi à Sienne, nous eûmes soin de noter sur la carte le lieu d'où elle part et qui s'appelle Camoscia.

On ne peut voir une nature plus admirable que les environs de ce lac de Trasimène, si célèbre par la victoire d'Annibal et aux bords duquel dix mille soldats romains perdirent la vie. Voilà un assez grand carnage pour que deux mille ans plus tard, en 1831, la guerre n'eût pas dû revenir visiter ces beaux lieux. Cependant, elle était dans l'air, elle nous entourait depuis que nous avions franchi la frontière. Nous étions au milieu des insurgés et voyions rayonner sur les visages l'allégresse martiale de la liberté. Femmes, enfans, vieillards, tous portaient la cocarde et les rubans tricolores; ils l'avaient fait prendre à notre courrier. Partout la Reine était reconnue, acclamée; elle retrouvait, dans ces bourgades perdues, quelque chose de la gloire qu'elle a connue en de meilleurs jours.

Comme nous arrivions à Pérouse, M. Guardabassi, commandant de la garde nationale, conférait au château avec le comte Pepoli, au sujet de munitions demandées pour l'avant-garde de Terni. La Reine a voulu les voir l'un et l'autre; il lui fallait de

minutieux détails sur les chemins détournés qui mènent à Sienne, en partant de Pérouse, et sur les points où l'on peut s'y procurer des chevaux.

M. Guardabassi est un grand bel homme, à la figure intéressante; plein de zèle, sinon d'espérance, pour la cause qu'il soutient. Son père a perdu la vie dans la révolution de 1798, lors de la fondation de cette éphémère république romaine que le Directoire n'a pas su soutenir. Il convient que, cette fois encore, les constitutionnels ne peuvent rien sans le secours français; ce secours n'aurait pas manqué à l'Italie, si les Bonaparte régnaient encore sur la France; mais Louis-Philippe l'accordera-t-il? Quoi qu'il arrive, M. Guardabassi s'estime satisfait d'avoir obéi à la voix de sa conscience, et, bien qu'il doive peut-être payer de sa tête la hardiesse de son acte, il s'en console en pensant que ses quatre enfans en bas âge profiteront au moins du résultat.

Le comte Pepoli est un jeune homme de vingt-cinq ans, d'une taille moyenne, avec de beaux traits réguliers qui se voient sous sa barbe abondante et sous ses longs cheveux. Sans lien de parenté avec la marquise Pepoli, tante de nos princes et fille de la reine de Naples, il a, comme M. Guardabassi, du charme, de l'autorité, mais avoue les mêmes doutes quant au succès final de son parti. Serait-ce que tous ces hommes de mérite, incapables de faire marcher les affaires, n'ont de talent que pour eux-mêmes, non pour les autres, et que leurs valeurs se perdent dès qu'elles sont mises en commun?

Ce doute me vient et le frisson avec, dans ma sombre et froide chambre d'auberge, à Foligno. Nous y arrivons de bonne heure le lundi 14.

La Reine se réjouit d'occuper, à côté de la mienne, la chambre même où couchaient ses deux fils. Les visiteurs assiègent aussitôt sa porte. C'est d'abord un poltron, tout tremblant, qui dit être le secrétaire de la commission provisoire, homme à lunettes, fort sale, et fort laid. Le général Sercognani au contraire est un fier-à-bras plein d'aisance et d'assurance; il n'a pris que le temps d'accourir de Terni, dès qu'il a su que la Reine était ici.

Ancien lieutenant-colonel dans le corps d'armée du prince Eugène, il est depuis plusieurs années l'hôte familier des Montfort et des Rovigo. Il contribua à révolutionner Pesaro aux pre-

miers jours de février, et à y former une garde nationale, dont il prit le commandement, avec le grade de colonel, C'est cette troupe qui fit ensuite la comédie d'assiéger Ancône; on n'y brûla que quelques amorces et l'on n'y répandit pas une goutte de sang. Fait général et commandant de l'avant-garde, il arrivait à Foligno en même temps que nos princes. Depuis, rien n'a marché au gré de ses désirs. Il tempête contre le gouvernement provisoire, qui paralyse à Bologne les efforts faits par le prince Napoléon pour former une garde nationale, laisse ici l'avant-garde dans le dénûment et surtout l'arrête, lui, Sercognani, dans le serment qu'il avait fait d'aller à Rome.

On a peine à croire qu'avec quelques compagnies de garde nationale mobilisée, avec quelques bandes de volontaires sans artillerie, il aurait réussi dans un pareil projet. Au moins aurait-il fallu amener à Terni quelques-uns des obusiers qui sont à Ancône; c'est là un conseil que le prince Louis avait donné, et pour l'exécution duquel les moyens ont manqué. La Reine écouta par politesse le plan que Fier-à-Bras lui démontra sur la carte et dont il paraît vouloir la faire juge. N'étant point femme de guerre, tout ce qu'elle peut faire pour lui c'est de le retenir à dîner, ainsi que son secrétaire; celui-ci a servi en Algérie avec le général de Bourmont, dont il était l'officier d'ordonnance.

Une stratégie à moi me porte à leur dire que la possession de Civita Castellana aurait été d'une grande importance comme permettant de ravitailler l'armée par la mer et d'avoir ainsi à peu de frais tout ce qu'il faut aujourd'hui apporter d'Ancône au prix de si grandes difficultés. La Reine croit aussi qu'une entreprise sur Civita Castellana aurait été utile, mais pour une autre raison : c'est que les insurgés auraient eu là une porte de sortie pour se réfugier en Corse en cas de malheur.

Toute cette conversation la persuada qu'en dépit du mot « d'avant-garde » appliqué aux forces de Sercognani, nous sommes ici sur les derrières de l'armée constitutionnelle et dans la partie intérieure du dispositif. Des lettres de ses enfans lui arrivent, apportées par une bande de volontaires de Rimini. Pleins de courage et d'espérance, ils croient encore que les Autrichiens n'entreront pas, ou bien qu'on les repoussera, blâment leur mère d'avoir quitté Florence et l'engagent à y retourner. Elle se confirme, au contraire, dans son plan et le leur écrit.

Rosselli les a rejoints à Forli ; le 15 il rapporte une lettre de Louis qui dit Napoléon au lit depuis le 10 avec un gros rhume. Ils ont quitté Bologne le 6 mars avec les généraux Armandi et Grabinski ; MM. Cataneo et Roccaserra les accompagnent. Ils étaient le 7 à Imola, le 8 à Faenza ; l'armée se renforçait d'un bataillon d'étudians dit : *légion de Pallas*. Grabinski, qui commande à Forli, a défendu à Louis de se porter à Lugo sur la première ligne.

Cette journée du 15 est aigre et froide. Nous faisons à pied le tour des remparts, d'où le vent nous chasse à la fin dans l'intérieur de la ville. La pauvre mère songe à son fils aîné malade ; aucune place ne lui est bonne. Toute la soirée et toute la nuit, des convois militaires traversent la ville ; les conducteurs s'arrêtent à notre auberge ; on entend des « Qui vive? », des cris, des appels. Il arrive des courriers, mais aucun d'eux n'apporte ce que la Reine attend : des nouvelles de ses enfans. Vers minuit, j'entends quelqu'un qui vocifère : il s'agit d'un paquet très secret, qui ne doit être remis qu'à la Reine Hortense. Je descends en hâte et m'informe. C'est le commandant de place en personne. Ce qu'il apporte, c'est la collection complète des proclamations du général Armandi !

Un comte Campello, chez qui les Princes ont logé, vient raconter le 16 à la Reine l'expédition de Napoléon dans la montagne de la Sabine, contre les brigands armés par le Pape ; il dépeint l'admiration des habitans de Terni pour leur jeune et beau défenseur. « N'est-ce pas, me dit-elle ensuite, toute radieuse, n'est-ce pas qu'il a figure de général? — Oui, Madame, et de souverain ! »

Pesaro, 20 mars.

Le prince Napoléon est mort le jeudi 17 mars à trois heures de l'après-midi...

La plume devrait me tomber des doigts au moment où j'écris ceci. Il était l'amour, la joie, la gloire et le bonheur des siens ; il en était l'espoir et l'orgueil ; et cependant, devant un deuil si grand, mes yeux sont secs, mon cœur est calme. C'est que je l'ai trop pleuré déjà ; c'est que, pendant les vingt-quatre heures de cet affreux voyage, j'ai trop lutté et j'ai trop souffert ; je retombe dans cette insensibilité, dans cette sécurité où nous nous laissions vivre ailleurs, tandis qu'il agonisait ici...

Le 18 au soir seulement, l'absence prolongée de nouvelles, le récit d'un voyageur disant que la rougeole sévit parmi les troupes inquiètent tout à coup la Reine et la décident à se rapprocher de ses enfans. Le 19, à six heures du matin, nous quittons Foligno pour Ancône. A la première poste, *alle case nuove*, nous voyons revenir Rosselli, qui nous précédait pour commander les chevaux. Il annonce un M. Baratti, qui apporte des nouvelles, et cet inconnu s'approche en effet de la portière de la Reine, disant que Napoléon a la rougeole, que Louis réclame sa mère au chevet de son frère. « La rougeole, j'en était sûre! s'écrie-t-elle avec effroi. A-t-il bien transpiré au moins? » Puis, sans attendre les réponses, elle commande à Rosselli de courir en arrière; elle va rebrousser chemin jusqu'à Foligno, elle veut qu'on lui prépare des chevaux le long de la route du Furlo jusqu'à Forli.

J'étais descendue de voiture, pour répondre à un signe que m'avait fait Rosselli. Nous nous écartons un peu et il me remet une lettre que je lis à la hâte, en me retirant au fond d'une écurie. C'est M. Roccaserra qui écrit : Napoléon est très malade, il désire sa mère, elle doit venir.

Comme la Reine part dans l'instant et qu'elle fera toute diligence, je décide d'attendre quelque peu avant de lui parler de cette lettre et d'augmenter ainsi ses inquiétudes déjà si vives. A course de chevaux, nous revenons à Foligno; M. Baratti nous suit dans la calèche des princes. Les angoisses de la Reine sont inexprimables. Je lui propose d'envoyer un deuxième courrier, qui devancera Rosselli, qui gagnera sur lui quelques heures et qui reviendra au-devant de nous avec des nouvelles. Elle accepte, et ce moyen, peut-être illusoire, lui procure du moins un instant de calme. Mais à la première poste, à Ponte Centesimo, M. Baratti vient me demander de payer pour lui ses chevaux et m'avoue qu'il n'a plus d'argent. Ce n'est là peut-être qu'une manière de nouer la conversation, ou de m'écarter un instant de la voiture de la Reine, pour causer avec moi en particulier; mais je ne le comprends pas d'abord et réponds qu'il n'ait à s'occuper de rien, que Rosselli fera tout. Il demande alors si j'ai rendu compte à la Reine de la lettre qu'il a apportée. La Reine, en l'entendant, tressaille et dit : « N'est-ce pas, mademoiselle Masuyer, Napoléon n'est pas mort? S'il était mort, *nous le saurions!* — Oui, madame, lui dis-je aussitôt, *nous le saurions!* »

Je sens que cette réponse est absurde ; mais c'est très sincèrement que je proteste contre un malheur dont l'idée n'a pas pu entrer encore dans mon esprit. Je vois alors M. Baratti se reculer précipitamment, pour se cacher derrière la voiture : il sanglote, la tête dans ses mains et s'éloigne en trépignant de douleur. Je comprends tout alors, mais je ne faiblis pas : mon affection pour la Reine ne me permet pas de faiblir ; je lui dis qu'on ne l'aurait pas mandée si la situation de son fils avait été désespérée, que c'eût été de leur part à tous un acte d'inhumanité ; je lui montre cette lettre, où le mot de mort n'est pas prononcé, mais où elle le devine ; elle sent que Roccaserra n'a pas dit toute la vérité. Enfin, à Santa Ara, il faut que je me sépare d'elle un instant ; on m'appelle pour payer quelque chose, et, n'ayant plus d'argent moi-même, je descends pour en prendre dans la caisse de la seconde voiture. M. Baratti me remplace alors et révèle à la pauvre mère l'arrêt fatal du destin.

« Lui aussi..., dit-elle. Mes deux enfans... » Elle retombe dans le même accablement où l'avait plongée autrefois la mort de Napoléon-Charles, et ne voit pas les peuples ignorans qui se pressent partout sur son passage. Comme autour de Madame Mère à Rome, on dit d'elle ici : *La madre di Napoleone!* Et plus loin : *Evviva Napoleone! Evviva la liberta!* Ils chantent : « Mieux vaut mourir à la fleur de l'âge que de vivre sous les tyrans! » et tout à coup se taisent, comme effrayés de ce qu'ils ont dit. C'est qu'ils viennent d'apprendre, ces paysans, que l'objet de leur amour, que le défenseur de leur liberté n'est plus ; un silence morne, des larmes, des sanglots succèdent alors à leurs chants joyeux.

Je rappelle M. Baratti, je lui demande des détails. Il dit que, pendant cinq jours, Louis n'a pas quitté son frère, qu'il l'a soigné de ses propres mains. Ces paroles tirent la mère de son évanouissement. Elle demande si Louis n'a pas pris la rougeole à son tour. Pourquoi n'est-ce pas lui qui est venu au-devant d'elle ? Elle veut le revoir, elle presse les chevaux.

Cependant la distance qu'il lui reste à parcourir est immense, la hâte fiévreuse qui l'anime peut ne pas se soutenir jusqu'au bout. Pour ménager ses forces et la décider à prendre un peu de repos, je parle des brigands qui infestent, dit-on, cette route du Furlo : le passage de Rosselli a pu leur donner l'éveil, ils ont pu tendre des embuscades ; il importe de leur échapper,

car, si nous sommes prises, comment sauverons-nous Louis? Elle consent à faire halte à Scheggia, dans la pensée qu'ensuite, l'obscurité venue, nous voyagerons avec plus de sécurité.

Nous gravissons l'Apennin en pleine nuit et sommes le matin à la première heure au col du Furlo. La Reine me demande alors si ce jour qui commence n'est pas le 20 mars. « 1815! murmure-t-elle, le retour de l'Empereur! » Elle se tait ensuite, comme endormie, ou du moins paralysée par la fatigue et par le froid.

Nous traversons Fossombrone, Fono, et sommes à six heures à Pesaro. Un officier, qui a passé la nuit à nous attendre, se présente à la porte. Il va tout de suite avertir le prince Louis, arrivé la veille, avec son cousin Rasponi et couché dans un hôtel voisin. Un appartement est préparé pour la Reine dans le palais de son neveu, le duc de Leuchtenberg. Nous la descendons de voiture, M. Cailleau et moi, et nous la portons sur son lit.

Pour moi, l'idée de me coucher ne m'est pas même venue. J'ai compris que je devais défendre la porte de la Reine et veiller sur son repos. La bonne santé que Dieu m'a donnée, à défaut des talens que je n'ai pas, m'a permis de monter cette garde auprès d'elle jusqu'au soir.

Elle a voulu voir tout le monde. Chaque visite annoncée était un coup nouveau à recevoir; mais, après être retombée dans les larmes, elle se consolait par les larmes des autres et renaissait à l'amour maternel, en voyant les regrets unanimes laissés par Napoléon.

C'est le 11 qu'il est tombé malade à Forli, immédiatement après avoir essuyé le refus d'Armandi au sujet de cette place qu'il avait demandée aux avant-postes. Il s'affligea vivement de voir le colonel Cataneo partir sans lui pour Lugo, ce matin-là, et resta tout fiévreux dans sa chambre à l'hôtel del Capello. Une inflammation des poumons se déclara bientôt et, le 12, l'obligea à garder le lit. La nuit suivante ayant été très mauvaise, le médecin vint le 13 au matin pour la première fois. C'était le docteur Versari, très réputé dans la ville, mais qui n'a rien fait dans la circonstance pour justifier sa réputation. Une saignée qu'il ordonna produisit quelque soulagement; le soir, les douleurs à la poitrine, à la tête et aux yeux reprirent si violemment que le prince en eut un évanouissement. Une toux forte et continue

le secoua toute la nuit. Versari, le trouvant très oppressé et très accablé, le lendemain 14, lui mit les sangsues, mais se refusa encore à reconnaître la rougeole, bien que l'éruption eût déjà commencé. Le 14 au soir, étouffement, nouvelle saignée; le seul soulagement du malade était la présence constante de son frère, qui lui lisait les journaux pour l'amener au sommeil ou pour le détourner au moins de l'idée de son mal. Cette dernière consolation lui manqua le lendemain 15; Versari avait cette fois reconnu la rougeole, trop tard pour la soigner et surtout pour la guérir; le malade lui-même, par crainte de la contagion, n'admettait plus que son frère s'approchât de son lit. Le 17 au matin, déjà, la vie l'abandonnait; il ne voyait plus la fenêtre; trois jours de jeûne, de souffrance et d'insomnie l'avaient mis au dernier degré de l'épuisement, sans qu'il cessât de suivre au plus près les progrès de son mal. Il demanda à Versari la vérité sur son état, et Versari ne put la lui dire, parce qu'il ne la démêlait pas. Roccaserra, gagné à demi par l'assurance du docteur, vaquait seul alors aux soins du malade. Vers midi, épouvanté du changement qui s'était fait depuis le matin, il courut encore chercher Versari, ne put le convaincre, revint seul, et trouva au retour le valet de chambre aux abois qui appelait à l'aide de tous les côtés. L'agonie commençait. Roccaserra ne voulut pas que Louis en fût témoin, le renvoya chez M. Baratti, fit appeler un prêtre, et, le moribond ayant été administré, resta seul au chevet pour recueillir le dernier soupir.

Des bruits sinistres circulant dans la soirée à l'endroit de cette mort, et l'ignorance dont Versari avait fait preuve ne permettant pas de les réfuter de façon certaine, il fut décidé qu'une autopsie était nécessaire. Elle eut lieu le 18 mars, en présence d'un magistrat de la ville, du chimiste Montera, ami du prince, de deux médecins, de deux chirurgiens. Le corps repose depuis dans une caisse de zinc doublée d'une bière en noyer massif.

Dans les conjonctures où nous sommes et l'entrée des Autrichiens dans Forli étant attendue d'un instant à l'autre, la cérémonie funèbre ne peut plus se faire ailleurs qu'en cette ville; la mère ni le frère ne pourront s'y rendre, et c'est là sans doute un chagrin de plus. Mais, au moins, rien ici ne les menace; le souci de leur sécurité personnelle n'empoisonne pas leur douleur et ne vient pas se mêler à leurs regrets. Je le dis à la Reine : elle aurait pu être plus malheureuse encore; elle aurait pu se voir

séparée de Napoléon par la guerre, avant de l'avoir été par la mort. Louis aurait pu se trouver dans l'alternative de déserter le lit de son frère agonisant ou de tomber aux mains de l'ennemi, tandis qu'il l'a assisté jusqu'à la fin, et que leur affection réciproque s'est satisfaite du voisinage où ils se trouvaient.

Napoléon avait de Louis l'opinion la plus haute : « C'est un profond penseur, disait-il à Roccaserra. Il m'est supérieur en intelligence. Il deviendra un grand homme d'État... » Puis, passant aux autres personnes de la famille, il le chargeait pour elles des adieux les plus touchans.

La douleur de Tadeo donne la mesure de celle que l'événement va causer à Florence. Nous y renvoyons ce soir ce vieux serviteur; demain Rosselli y retournera à son tour, avec la voiture du Roi. Enfin, le valet Cateno a été congédié aujourd'hui même. Il emporte la bourse du Prince, qu'il prétend lui avoir été donnée par son maître, avec les 49 napoléons qu'elle renfermait. Force est de le croire sur sa parole, bien qu'il n'en ait pas.

Une chose que Roccaserra n'a pas dite à la Reine, que j'espère qu'il ne lui dira pas, c'est que Napoléon avait désiré la revoir et qu'il l'attendait avec impatience. Jusqu'à présent, elle ne s'accuse de rien. Elle rejette sur la fatalité les cinq jours d'incertitude et d'attente perdus par elle à Foligno, alors que sa place était si bien marquée ici. Serait-ce que chez elle l'instinct maternel, si vigilant pour Louis, était moins organisé et moins avisé quand il s'agissait de Napoléon?

Deux journées passées à Pesaro ont contribué à la remettre. Le danger même de sa situation lui était salutaire en ce qu'il la ramenait au sentiment des choses présentes et la tirait de son désespoir. Le prince Louis, qu'elle voulait dérober aux Autrichiens, avait les mêmes soins pour elle, et cette obligation de s'occuper l'un de l'autre était leur salut à tous deux.

J'ai fait part pour elle de son deuil à sa belle-sœur, la duchesse de Leuchtenberg, et prié Mme de Walsch de l'annoncer à la grande-duchesse de Bade. Le lundi 21, son neveu Rasponi, mari de la fille cadette de Murat, et le comte Pepoli, notre connaissance de Foligno, devenu depuis peu de jours préfet de Pesaro, lui ont fait d'assez longues visites. Hier 22, elle a voulu écrire dans son lit une notice sur son malheureux enfant. J'ai profité de ces instans pour causer avec le prince Louis. Il m'a parlé de sa douleur avec confiance, et même avec abandon ; je

l'ai plaint d'autant plus qu'il ne croit pas à l'immortalité de l'âme et n'a pas la pensée consolante de retrouver un jour son frère dans un monde meilleur.

Nous raisonnions encore, quand un sauf-conduit nous a été apporté par M. Pepoli en personne, avec l'avis que la flotte autrichienne faisait voile vers Ancône. Le vent contraire l'avait seule retardée jusque-là; elle menaçait de jeter des troupes à Sinigaglia et de couper d'Ancône tout ce qui se trouvait encore à Pesaro. Sur cette menace, on fit les paquets à la hâte, et nous partîmes à la nuit dans notre ordre habituel, c'est-à-dire la Reine et son fils dans la première voiture, Mme Cailleau et moi dans la seconde. Chemin faisant, on s'aperçut que les voiles annoncées n'étaient pas en vue et que le débarquement dont on nous avait épouvantées ne paraissait pas dans le plan des Autrichiens; ils ne pouvaient pas non plus courir la poste et nous poursuivre aussi vite que nous les fuyions. Ces considérations jointes à l'impossibilité où la Reine aurait été de supporter un plus long voyage nous firent nous arrêter à Fano. La maîtresse de l'auberge, jolie comme un ange, était mariée depuis trois mois et fort en peine de son jeune mari, qui l'avait quittée pour aller combattre dans l'armée de Sercognani. La Reine lui disant qu'on était tranquille de ce côté-là, elle répondit, ses beaux yeux pleins de larmes : « Il est peut-être tranquille, mais nous ne le sommes pas. » La Reine lui trouvait de la ressemblance avec Mme de Brack, et le prince avec Mme Récamier.

Charles, qui nous rejoignait avant-hier matin au moment où nous quittions Fano, arrivait dans la nuit de Forli, où il avait présidé aux obsèques du prince Napoléon. Une messe a été dite en grande pompe à la cathédrale. Le général Grabinski, le colonel Cataneo conduisaient le deuil, ayant derrière eux la garde nationale tout entière, le crêpe au bras, les prêtres et les confréries, enfin les habitans de la ville et de la campagne. Le cercueil a été déposé dans une chapelle, d'où le roi Louis le fera transporter à Florence. A peine cependant la cérémonie était-elle achevée que tous les figurans du cortège rentraient chez eux pour se cacher ou se déguisaient pour prendre la fuite. Les Autrichiens marchaient sur Forli où leur entrée était prévue pour le 24 au matin.

Ces détails pénibles ajoutaient à la tristesse du prince Louis. Nous côtoyions de très près la mer; les vagues agitées nous

jetaient leur odeur et nous berçaient de leur bruit mélancolique. Sinigaglia, jolie ville commerçante, une fois laissée derrière nous, nous découvrîmes bientôt Ancône qui, vue de ce côté, paraît bien située et bien bâtie. Ici encore, la Reine devait loger au palais Leuchtenberg; M. Bendoni, qui gère ce palais, et le général Armandi l'attendaient à l'arrivée. Elle a reçu aussi son neveu Camerata; cette visite était un nouvel et cruel assaut qui la rappelait au sentiment de ses douleurs. Peu après, le comte a fait conduire au palais par une gouvernante, son fils, bambin de cinq ans, joli à ravir dans son petit habit de garde national. Comme les autres petits-neveux de l'empereur, cet enfant a le type des Bonaparte au plus haut degré.

Le Prince fut tout de suite voir l'état des défenses de la place. Une quantité de canons traînaient sans affût; on s'occupait à peine de les monter, chose que les longues tergiversations des Autrichiens auraient cependant permis de faire plus tôt.

Le général Zucchi venait de faire connaître que, la position de Cattolica ne pouvant être défendue, il se retirait dans la direction de Pesaro. Quelques heures plus tard, arrivait la nouvelle d'un combat qui venait de se livrer à Rimini et qui ne pouvait plus être qu'une échauffourée sans conséquence, puisqu'enfin Cattolica était évacuée. Au contraire, un courrier de Sercognani apportait un message plein d'espérances.

Des voiles *tricolores* avaient été vues dans la Méditerranée! Deux frégates étaient arrivées à Civita-Vecchia! On ne savait pas au juste de combien d'hommes elles étaient chargées ni ce qu'elles venaient faire, mais sûrement c'était un secours que la France envoyait!

Malheureusement, les journaux de Paris reçus à Ancône le jour même démentaient ces espoirs chimériques. Ils confirmaient le fait de l'intervention autrichienne annoncée dès le 7 mars aux sujets du Pape par le cardinal Bernetti.

Ils publiaient le traité conclu le 3 mars entre la cour de Rome et celle de Vienne. 20 000 Autrichiens allaient occuper les Légations et la Marche d'Ancône; ce nombre pourrait même être augmenté si les circonstances l'exigeaient. Le texte de cette convention étant reproduit sans commentaires, il devenait évident que le gouvernement de Paris en avait eu pleine connaissance et que rien ne pourrait désormais le tirer de son silence et de son immobilité.

Ces nouvelles désastreuses furent immédiatement transmises à la Reine. Le gouvernement bolonais tient ses séances au deuxième étage du palais Leuchtenberg, juste au-dessus de notre appartement. Elle savait que ces bonnes gens, sans aucune expérience des affaires, avaient la tête perdue de tout ce qu'il leur arrivait; que les bourgeois d'Ancône demandaient une capitulation; qu'Armandi, n'apercevant aucune issue, était disposé à traiter avec le Saint-Siège. Il avait heureusement, sous la main, pour pouvoir le faire, le cardinal Benvenuti, légat *a latere* qui, par décret spécial de la Providence, se trouvait être son prisonnier depuis quelques jours.

Les Autrichiens s'efforçaient de leur côté d'amener un dénouement pacifique en répandant une proclamation aux termes de laquelle une amnistie entière était promise aux insurgés, en échange du dépôt de leurs armes. Étaient seuls exceptés de cette mesure bénévole le général Zucchi et le prince Louis, qui devaient être fusillés aussitôt que pris.

Comme si ce n'était pas assez de cette menace, il a fallu que le prince fût attaqué hier soir d'un violent mal de tête; la Reine a fait dresser pour lui un lit dans son boudoir. Un jeune docteur, découvert par Charles, n'a su qu'ordonner un bain de pieds et réserver son diagnostic. Mais, ce matin, M. Bendoni nous amène son médecin qui reconnaît la rougeole au premier coup d'œil. Toute sortie est interdite, il faut couvrir le malade et le faire transpirer. On devine l'émoi de la Reine. Les Autrichiens aux portes! son fils paralysé par le mal! Comment le guérir? Comment le cacher? Comment le tirer de là?

VALÉRIE MASUYER.

(A suivre.)

LES EFFETS DE LA GUERRE

AUX ÉTATS-UNIS

I

Ce n'a pas été une des moindres surprises des temps derniers que de voir la répercussion profonde causée à New-York par l'ouverture des hostilités en Europe. Un observateur superficiel aurait pu croire que ce grand pays, séparé du théâtre de la guerre par l'immensité de l'Atlantique, ne devait pas avoir à souffrir des maux qui s'abattent sur nous et qu'au contraire il profiterait de l'interruption ou du ralentissement de la vie économique dans l'Ancien Monde pour développer ses affaires et sa prospérité. Mais il eût oublié, en raisonnant de la sorte, deux faits : le premier, c'est que l'organisation économique moderne a rendu les peuples solidaires et que, par conséquent, ce qui atteint les uns ne saurait laisser les autres ni indifférens, ni insensibles aux épreuves de leurs voisins ; le second, c'est que les États-Unis, malgré leur richesse, sont encore tributaires de l'Europe ; celle-ci détient une fraction importante de leurs valeurs mobilières ; en outre, les voyageurs américains lui apportent tous les ans des sommes importantes pour acquitter leurs frais de séjour et les acquisitions qu'ils ont coutume de faire à Paris, à Londres et dans d'autres capitales.

Le premier effet de la guerre est d'arrêter la vente de tout ce qui n'est pas objets essentiels à la vie. Les articles de luxe sont les premiers à souffrir de cet état de choses ; il n'est pas besoin d'insister sur le fait que les Américains manqueront

cet automne à la rue de la Paix. Nous avons tort de dire les Américains : car beaucoup d'entre eux, et leurs ambassadeurs à leur tête, sont restés parmi nous, donnant ainsi un admirable exemple de solidarité internationale et d'attachement à notre pays. S'ils contribuent largement aux œuvres d'assistance organisées à Paris, ils ont sans doute suspendu ou ralenti leurs achats d'objets d'art, de toilette, de tout ce qui sert à embellir la vie sans lui être indispensable. Sous ce rapport, ils auront donc moins d'argent à faire venir de chez eux. Mais ils ont des engagemens à remplir, des coupons à payer aux détenteurs européens des obligations et des actions de chemins de fer, de compagnies industrielles, de sociétés de toute nature. Outre les coupons, ils ont à rembourser les titres amortis et aussi les effets à court terme qui, durant les dernières années, ont été placés en Europe par les municipalités, les entreprises de diverse nature. C'est ainsi qu'un montant considérable de Bons de la Ville de New-York arrive prochainement à échéance. Comme les porteurs européens seront sans doute peu disposés à les renouveler, il y aura lieu d'envoyer les fonds.

Cette perspective de remises importantes à faire à Londres et à Paris, au cours de l'automne, a été l'une des raisons des inquiétudes conçues à New-York dès la fin du mois de juillet. Une autre circonstance menaçante pour cette place résultait de ce que beaucoup de porteurs européens de valeurs mobilières américaines ont cherché, dès la première heure de la panique, à se débarrasser de leurs titres sur le marché qui semblait devoir absorber leurs offres. Mais celles-ci se sont produites en quantités telles que la Bourse a dû être fermée. Cette suppression des transactions a protégé l'Amérique contre une inondation de titres qu'elle eût éprouvé quelque peine à absorber d'un seul coup : elle a privé peut-être ses capitalistes de l'occasion d'acquérir à très bon marché des valeurs qu'à d'autres époques ils avaient vendues à des prix plus élevés.

De toute façon, l'arrêt des échanges de titres dans une ville comme New-York, où il s'en négocie parfois plus d'un million par jour, entraîne des inconvéniens sérieux. Il est probable que c'est une des Bourses, parmi toutes celles qui ont fermé leurs portes, qui les rouvriront le plus tôt.

Cela est d'autant plus vraisemblable que le commerce extérieur devrait rapidement reprendre son activité. Les exporta-

tions de marchandises américaines dépassent singulièrement les importations de produits étrangers; c'est précisément l'écart entre ces deux chiffres qui permet d'acquitter sans difficulté les dépenses dont nous venons de parler, les débours des voyageurs et le service des titres possédés par des Européens. Dans les dernières années, les États-Unis vendaient aux Puissances actuellement engagées dans la lutte, pour un milliard de dollars de plus qu'ils ne leur achetaient. Une bonne part de ces exportations consiste en denrées d'alimentation, en métaux et en combustibles, notamment en pétrole; la guerre ne diminue pas les besoins de ces objets, qui vont donc continuer à être expédiés et à procurer de l'or aux Américains. A la faveur de ces transactions, les affaires en changes, qui ont été presque arrêtées pendant quelques semaines, vont probablement reprendre un cours normal. Chose curieuse, le dollar, dont la valeur en or n'a pas été mise en doute un seul instant et qui équivaut intrinsèquement à 5 fr. 18 de notre monnaie, est tombé un moment bien au-dessous de 5 francs. Quelques affaires se sont faites au cours invraisemblable de 4 fr. 50. Cette anomalie ne peut s'expliquer que par des besoins urgens d'instrumens de paiement français, que les détenteurs de monnaies américaines ou de chèques sur les États-Unis voulaient se procurer sur l'heure, à n'importe quel prix.

Le rétablissement du marché du change importe au plus haut degré à la communauté commerciale; elle le réclame avec instance. Les moratoires décrétés dans divers pays sont un obstacle; mais comme ils ne s'appliquent pas aux obligations contractées postérieurement aux dates auxquelles ils ont été promulgués, il semble que le moment approche où exportateurs et importateurs pourront conclure leurs marchés avec la certitude de payer ou de recevoir des sommes déterminées. Déjà le cours du dollar est revenu aux environs de 5 francs. L'or circule librement en Amérique : 100 millions de dollars de métal ont pu être exportés de New-York en Europe durant les quelques semaines qui avaient précédé la guerre.

Les Anglais, de leur côté, font de grands efforts pour rétablir le marché des changes. Un avis de la Trésorerie, publié le 4 septembre, annonce que la Banque d'Angleterre fournira aux accepteurs de traites antérieures au moratoire les fonds nécessaires au paiement des dites traites. Ce paiement dégage les tireurs et

endosseurs, sauf en ce qui concerne la promesse faite par eux aux accepteurs de les couvrir à l'échéance. Les accepteurs devront faire toute diligence pour recouvrer les fonds à eux dus par leurs cliens, pour le compte de qui ils avaient accepté, et reverser ces fonds à la Banque d'Angleterre, en remboursement de son avance. La Banque d'Angleterre s'engage à ne réclamer d'eux les fonds qu'ils n'auraient pas reçus de leurs cliens, qu'une année après la fin de la guerre. Le communiqué officiel se termine par ces mots : « Le Gouvernement négocie dans le but d'aider au rétablissement du change entre l'Angleterre et les États-Unis. »

D'autre part, sa récolte de blé en 1914 étant très belle, l'Amérique a beaucoup de grains à exporter; mais il faut, pour qu'elle tire parti de cette richesse, qu'elle exporte la centaine de millions d'hectolitres qui dépasse ses propres besoins. Dès le début du mois d'août, les wagons s'accumulaient sur les lignes qui conduisent aux ports de l'Atlantique; les élévateurs se remplissaient de grains; les navires étaient affrétés. Mais les opérations des exportateurs ne tardaient pas à être arrêtées, par l'impossibilité où ils se trouvaient de vendre les traites fournies sur les acheteurs européens, et de se procurer les nouveaux capitaux indispensables à la continuation de leurs affaires, en négociant successivement les lettres de change représentant la valeur des cargaisons. Toutefois, il n'y a là qu'un retard : les besoins de l'Europe ne peuvent manquer de se faire sentir et provoqueront alors les expéditions américaines, au moins en ce qui concerne les objets d'alimentation. Pour le coton, il n'en est pas de même : les manufactures européennes étant en partie arrêtées, leurs demandes seront bien moins importantes, et les États-Unis n'exporteront sans doute pas, comme ils le font en temps ordinaire, les deux tiers de leur récolte.

S'il est utile à l'Amérique que les exportations du blé soient reprises le plus tôt possible, les expéditions deviendront bientôt nécessaires à nos alliés anglais, qui importent à peu près les quatre cinquièmes des céréales qu'ils consomment : en 1913, ils ont produit 28 millions et importé 122 millions de quarters. Déjà le prix, qui depuis plusieurs années avait une tendance constante à la hausse, s'est élevé jusqu'à 36 shillings, alors que la moyenne de 1913 n'atteignait pas 32 shillings. Très élevé

pour le consommateur, ce cours représente un gros rendement pour le fermier (1).

En attendant qu'ils redeviennent créanciers de l'Europe, les Américains ont expédié à Ottawa de l'or, que le ministre des Finances canadien y reçoit pour compte de la Banque d'Angleterre. En même temps se réunissait à Washington un comité composé du secrétaire de la Trésorerie Mac Adoo, du contrôleur de la circulation William, de M. Paul Warburg, membre du Conseil central des Banques fédérales de réserve, de M. Morgan, pour étudier le moyen de conserver le métal jaune en Amérique. On calcule que les dettes des États-Unis à payer en Europe d'ici à trois mois, s'élèvent à 130 millions de dollars, mais que d'autre part les exportations doivent les rendre créditeurs d'une somme beaucoup plus forte. La véritable façon de retenir l'or est donc de donner aux négocians toutes facilités pour expédier au plus vite leurs marchandises. C'est pourquoi le cabinet de Washington a envisagé l'idée d'acheter des navires, de les affréter, de les mettre à la disposition des chargeurs et de les assurer, à l'instar de ce qu'a fait le Gouvernement anglais. On estime, à la Maison Blanche, qu'une somme de 25 millions de dollars serait nécessaire à cet effet : les bâtimens, acquis par un comité composé du Président et de trois fonctionnaires, seraient loués à des sociétés qui travailleraient sous la surveillance du Gouvernement; les conditions seraient analogues à celles dans lesquelles opère la Compagnie du chemin de fer de Panama, qui exploite également des transports maritimes. Quant à l'assurance, on créerait à Washington, à la Trésorerie, un bureau des risques de guerre, qui serait doté de 5 millions de dollars et qui cesserait de fonctionner dès que la paix sera rétablie.

Ces projets soulèvent d'ailleurs, dans certains milieux, de très vives critiques. Beaucoup d'Américains demandent pourquoi le Trésor achèterait, à des prix probablement très supérieurs à ceux que des particuliers seraient disposés à payer en ce moment, des navires étrangers, et surtout des vaisseaux appartenant à l'un des belligérans. Quelle raison y a-t-il pour

(1) Le quarter anglais contient 480 livres et correspond à 2 hectolitres 90. Le prix de 36 shillings (45 francs) représente 15 fr. 50 par hectolitre ou environ 19 fr. 40 par quintal. Quand on compare le cours de Londres à celui de Paris, il ne faut pas oublier que le blé n'est frappé d'aucun droit de douane à son entrée dans le Royaume Uni, tandis qu'en France il acquitte une taxe de 7 francs par quintal.

que l'État se mêle d'exploiter des lignes de navigation et de faciliter à certains négocians l'exportation de leurs produits? S'il intervenait, il devrait le faire pour tous les citoyens et non pas seulement pour certaines classes privilégiées.

Le 18 août, le Congrès a voté une loi qui rompt avec une idée passée depuis plus d'un siècle à l'état de dogme à Washington : celle de ne pas permettre aux bâtimens construits à l'étranger de passer sous pavillon américain. Cela est désormais possible. L'acquisition de navires par le gouvernement fédéral soulève des questions délicates au point de vue de la neutralité : c'est pourquoi certains membres du Congrès ont proposé que cette flotte se bornât à naviguer entre les deux Amériques.

En attendant la reprise régulière des exportations, une partie de la presse américaine jette un cri d'alarme à propos des sorties d'or. Elle attire l'attention sur le fait que l'encaisse des banques a rapidement diminué au cours des mois de juin et juillet. La *Financial and Commercial Chronicle* déclare qu'à une époque où les principales nations de l'Europe ont, en fait, suspendu les paiemens en or, les États-Unis ne peuvent pas continuer à laisser le métal jaune quitter le pays et à le remplacer par des billets. Elle s'étonne qu'un banquier aussi avisé que M. Schiff (de la maison Kuhn Loeb et Cie), ait conseillé d'autoriser les banques à compter comme réserve légale les billets des autres banques qu'elles ont en caisse. Le président du Comité parlementaire de la Banque et de la circulation, M. Carter Glass, a vigoureusement combattu cette idée, en montrant qu'il suffisait que deux banques s'entendissent entre elles pour émettre des millions de papier, et se le remissent réciproquement, pour augmenter leurs réserves d'une façon apparente, mais non réelle.

La partie la plus sérieuse de l'opinion publique américaine est opposée aux mesures qu'on réclame de divers côtés pour venir en aide à quelques industries. Le Sénat a voté l'achat de 15 millions d'onces d'argent, dont le Trésor n'a que faire, et qui coûteraient environ 8 millions de dollars. Ailleurs on demande que la Trésorerie emmagasine le coton et fasse des avances aux producteurs. Tout ce paternalisme aurait pour résultat d'enfler prodigieusement la circulation fiduciaire et de compromettre la solidité de l'étalon d'or.

II

Parmi les facteurs de la vie économique aux États-Unis, les chemins de fer sont au premier rang. On peut dire qu'ils ont fait le pays : les 400 000 kilomètres de voie qui le sillonnent ont ouvert à l'agriculture et à l'industrie les magnifiques territoires qui s'étendent de l'Atlantique au Pacifique. Sans la locomotive, qui emporte vers les deux océans les céréales et le coton, les minerais et le pétrole extraits de ce sol privilégié, la prospérité de la Confédération ne saurait se concevoir. Les chemins de fer ont été exclusivement l'œuvre de sociétés particulières. Les actions de ces sociétés ont été, pendant longtemps, l'objet principal des échanges à la Bourse de New-York. L'attention du monde a été attirée sur elles. Après avoir fait concevoir des espérances excessives à ceux qui les avaient acquises, elles ont, depuis quelques années, subi une baisse notable et provoqué des inquiétudes parmi les porteurs indigènes et étrangers.

Le chiffre des capitaux engagés dans cette industrie est tel que, même à l'heure où les rapports internationaux dominent la situation économique jusque dans les pays neutres, il convient de dire un mot d'une question d'ordre intérieur, vitale pour l'industrie des chemins de fer. La Commission dite du « commerce entre États, » chargée d'examiner et de trancher les problèmes de cette nature, avait été, en dernier lieu, saisie d'une demande de relèvement de tarifs, émanée d'un certain nombre de Compagnies. Celles-ci ont, toutes, vu leurs frais d'exploitation s'élever depuis nombre d'années, si bien que, en dépit d'augmentations sensibles des recettes brutes, le produit net ne cesse de décroître. Les dividendes baissent ou disparaissent; dans certains cas, le coupon des obligations est lui-même menacé. Par une décision du 1er août 1914, longuement motivée, la Commission du commerce entre États a donné satisfaction à un certain nombre des réclamations qui lui étaient adressées; elle en a rejeté d'autres. L'ensemble du résultat obtenu ne peut pas encore être clairement dégagé. Le point important est que les autorités ont enfin reconnu que les tarifs de chemins de fer peuvent, le cas échéant, être relevés et que les transporteurs, comme les autres industriels, ne sauraient travailler indéfiniment à perte. La conclusion de la sentence est très nette à cet

égard : « Un salaire qui lui permette de vivre est aussi nécessaire à un chemin de fer qu'à un individu. Un transporteur qui ne reçoit pas assez pour couvrir ses frais et obtenir en outre un bénéfice assez considérable pour attirer le nouveau capital nécessaire aux travaux d'amélioration et d'extension, ne saurait rendre de services permanens correspondant aux besoins du public. »

En présence du mouvement probable qui va ramener aux États-Unis un grand nombre de titres de chemins de fer que leur vendront les capitalistes européens, il est vraisemblable que les bonnes dispositions de la Commission s'accentueront. Elle sera d'autant plus favorable à un traitement équitable des obligataires et des actionnaires que ceux-ci comprendront une plus forte proportion de ses nationaux.

III

L'une des caractéristiques des crises financières, particulièrement à New-York, c'est la raréfaction soudaine des instrumens de paiement. En 1907, lors de la dernière panique, on paya jusqu'à 4 p. 100 de prime, non seulement pour les espèces métalliques, mais même pour les billets. A la suite de ces événemens, le législateur se préoccupa d'éviter le retour de semblables difficultés : il autorisa la création, en cas de besoin, d'une circulation exceptionnelle. Le Congrès vient d'élargir encore les prescriptions de la loi Aldrich-Vreeland, qui avait été votée à cet effet en 1908 et qui a maintenant été prorogée jusqu'au 30 juin 1915. Des billets supplémentaires pourront être remis à toute banque nationale, toute banque d'État particulier, toute compagnie de trust, pour un montant égal à 125 pour 100 de son capital et de ses réserves. Ces billets sont gagés par des titres autres que les rentes fédérales qui forment la garantie légale de leur circulation normale : 5 pour 100 de leur montant doit être déposé en or à la Trésorerie. Les banques qui les reçoivent paient au Gouvernement un intérêt qui s'élève de 3 à 6 pour 100 l'an. Au 1er septembre 1914, il en avait été émis pour 175 millions de dollars (1).

(1) Bien que le Canada fasse partie de l'Empire anglais, ses relations économiques avec les États-Unis sont plus importantes qu'avec la mère-patrie. Un aperçu des mesures prises à Ottawa à l'occasion de la guerre trouve donc sa place

Ce n'est pas seulement au moyen de ces billets de crise (*emergency*) que la circulation américaine a été renforcée. La loi de décembre 1913 a créé un nouvel organisme, celui des douze banques fédérales de réserve, qui ont à la fois pour mission de réescompter le portefeuille des banques nationales et d'émettre des billets, gagés en partie par des effets de commerce et en partie par de l'or. Elles sont en voie d'organisation, mais ne tarderont pas à faire sentir leur action, qui tendra à faciliter la diffusion du crédit aux États-Unis et à prévenir le retour de crises aussi violentes que celles qui, à diverses reprises, y ont sévi.

En dépit de cette perspective d'une mise à la disposition du marché de ressources considérables, les taux d'intérêt se maintiennent à un niveau exceptionnel : depuis le début du mois d'août, les prêts sur titres, remboursables à première demande, se sont traités entre 6 et 8 pour 100, l'escompte s'est élevé à 8 pour 100.

IV

Le chapitre des finances publiques des États-Unis qui se ressentira le plus de la guerre est celui des recettes douanières, qui forme l'un des élémens principaux du budget fédéral.

Même après l'abaissement du tarif voté par le Congrès sous l'influence du président Wilson, les droits qui frappent à l'importation un grand nombre de marchandises sont encore très élevés. Ils représentent plus du tiers des rentrées : ils ont produit 270 millions de dollars en 1913-1914 (1). Pour 1914-1915, la somme prévue était de 249 millions de dollars. Il est probable que ce chiffre ne sera pas atteint, et qu'un déficit pourra en résulter. Il serait aisé de le compenser par des économies sur un certain nombre de dépenses, notamment celles des pensions et des travaux publics, inscrites respectivement pour 169 et 98 millions.

D'ailleurs le budget, qui est apparemment en équilibre, se solde en réalité par un surplus. Les dépenses du canal de Pa-

naturelle ici. Le gouvernement a demandé au Parlement l'autorisation d'augmenter de 15 millions de dollars la faculté d'émission de billets d'État non couverts par une encaisse d'or, et de la porter à 37 millions et demi de dollars. En même temps, des impôts nouveaux ont été établis, qui doivent fournir 12 millions de dollars par an; l'autorisation d'emprunter 36 millions a été accordée au Gouvernement.

(1) L'année financière américaine va du 1er juillet au 30 juin.

nama, maintenant achevé et traversé il y a quelques semaines pour la première fois par un navire américain, ont été couvertes, jusqu'à concurrence de 214 millions de dollars, par des excédens budgétaires, réalisés au cours des derniers exercices. Le secrétaire de la Trésorerie n'a pas fait usage de la totalité du pouvoir d'emprunt qu'il avait reçu à cet effet et qui s'élevait à 375 millions de dollars. Rien ne s'opposerait à ce qu'il émît des obligations fédérales pour le montant du déficit de l'année, lequel ne dépassera peut-être pas le montant des crédits inscrits pour les travaux du canal.

L'exercice clos le 30 juin 1914 n'a laissé qu'un déficit insignifiant d'un million de dollars, après avoir fourni 35 millions aux travaux du canal. Le total des recettes et des dépenses s'est élevé à 735 millions, soit le double du chiffre d'il y a quinze ans. Les prévisions établies, au mois de décembre 1913, par le secrétaire de la Trésorerie pour l'exercice 1914-1915, arrivaient à un total, légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent, de 728 millions de dollars; la diminution des dépenses était due exclusivement au crédit plus faible inscrit pour les travaux du canal.

Recettes.	Millions de dollars.
Douanes	249
Revenu intérieur provenant principalement des taxes sur l'alcool et le tabac	315
Impôts sur le revenu des sociétés	40
Impôts sur le revenu des particuliers	65
Ventes de biens nationaux	3
Divers	56
	728

Dépenses.	Millions de dollars.
Pouvoir législatif	13
Pouvoir exécutif et Affaires étrangères	1
Trésorerie	41
Guerre et Marine	9
Intérieur	16
Postes	2
Agriculture	20
Commerce	15
Travail et Justice	14
District de Colombie	15
Rapports internationaux	5
Musées nationaux et Commission du commerce entre États	3
Armée	106
Flotte	139
Affaires indiennes	11
Pensions	169
Travaux publics (y compris Panama)	98
Dette publique (intérêts)	23
Divers	28
	728

Pour le cas où il y aurait des mécomptes dans la rentrée des impôts, le président a demandé au Congrès de voter une série de taxes qui fourniraient 100 millions de dollars. La situation de la Trésorerie fédérale est très forte : elle est le plus vaste réservoir d'or du monde. Au 30 juin 1913 (1), elle détenait 1 262 millions de dollars de métal jaune. De ce montant, 150 millions formaient une réserve affectée à la garantie des 346 millions de billets fédéraux qui circulent; un milliard était le gage direct des certificats d'or émis par le gouvernement en représentation du métal déposé; une centaine de millions étaient libres et faisaient partie de l'encaisse courante du Trésor. Celui-ci distribue une partie de ses fonds disponibles entre les banques, de façon à immobiliser le moindre montant possible et à venir en aide à la communauté commerciale, notamment à la fin de l'été, lorsque des sommes considérables sont requises pour le paiement des récoltes.

Les finances fédérales, bien que la gestion n'en ait pas toujours été irréprochable, n'ont jamais causé de soucis au peuple américain. Les seules plaintes un peu vives qui se soient fait entendre émanaient, il y a un quart de siècle, des milieux industriels, où l'on voyait avec peine de formidables excédens s'accumuler dans les coffres du Trésor. Les manufacturiers craignaient alors que le Congrès ne fût amené à abaisser les droits protecteurs, qui remplissaient les caisses de la Confédération de millions inutiles. La Dette fédérale ne dépasse pas 1 milliard de dollars, chiffre insignifiant pour une République qui comptera bientôt 100 millions d'habitans et dont la richesse atteint de 100 à 120 milliards de dollars.

V

Les États-Unis ont, dès les premiers jours de la guerre, proclamé leur neutralité. Le président Wilson, dans une déclaration adressée à ses concitoyens le 18 août, leur conseille avec insistance d'observer cette neutralité de la façon la plus complète. Voici quelques-uns des passages de ce document :

« Je suppose que tout Américain réfléchi s'est demandé quelle influence la guerre européenne pourra exercer sur les États-

(1) Les chiffres doivent avoir été sensiblement les mêmes au 30 juin 1914, le budget de l'année ayant dû se balancer à peu de chose près.

Unis. Je m'adresse à vous pour vous dire qu'à mon sens, c'est entièrement de nous que dépendent les effets des événemens. J'insiste pour vous recommander les paroles et les actes qui protégeront le mieux la nation contre les dangers. Tout bon patriote parlera et agira dans un sincère esprit de neutralité, c'est-à-dire d'impartialité, de correction et d'amitié vis-à-vis de tous ceux qui sont engagés dans la lutte. Le peuple des États-Unis a ses origines chez beaucoup de nations, et en particulier celles qui sont actuellement en guerre. Il est inévitable que, parmi nous, les sympathies soient opposées. Les passions seraient faciles à exciter et malaisées à calmer. De telles dissensions seraient fatales, et gêneraient l'accomplissement de ce qui est notre devoir propre : étant la seule grande nation qui soit restée en paix, nous devons nous tenir prêts à jouer le rôle de médiateur impartial et à donner des conseils pacifiques. J'adjure donc mes concitoyens d'éviter la plus légère infraction à l'absolue neutralité. Nous devons être impartiaux jusque dans nos pensées; nous devons refréner nos sentimens; nous ne devons rien faire qui puisse être interprété comme indiquant une préférence pour aucun des belligérans. Ma pensée va à l'Amérique. Je suis sûr de répondre au vœu des citoyens attachés à leur pays, en demandant que notre nation se montre, en ces temps troublés, en pleine possession de son sang-froid, maîtresse d'elle-même, capable d'agir sans passion. Gardons-nous libres, de façon à pouvoir intervenir honnêtement et sincèrement en faveur de la paix du monde. »

Tels sont les conseils que le chef du pouvoir exécutif donne solennellement aux habitans de la grande République. Beaucoup d'entre eux ont encore des liens avec leur patrie d'origine, qu'ils n'ont quittée que depuis un temps relativement court. Déjà le Gouvernement a fait savoir qu'il verrait avec déplaisir l'émission à New-York d'emprunts pour compte d'aucun des belligérans; on assure que cette opinion a été exprimée à la suite de tentatives qui auraient été faites par la maison Morgan pour placer un emprunt français de 100 millions de dollars, dont le produit eût été exclusivement consacré à l'achat de produits américains. Il est juste d'ajouter que, d'après des nouvelles récentes, des démarches faites par l'Allemagne en vue d'obtenir des fonds en Amérique ont échoué.

Il est intéressant de rappeler qu'au cours de la guerre russo-

japonaise, alors que le gouvernement fédéral s'était également proclamé neutre, plusieurs emprunts japonais ont été émis à New-York : 25 millions de dollars en mai 1904, 30 millions au mois de novembre suivant, 75 millions en mars 1905. Aux mêmes dates et pour des sommes égales, des émissions japonaises étaient faites parallèlement à Londres; une partie du troisième emprunt fut placé en Allemagne. Durant la même guerre, des rentes russes furent souscrites à Paris pour 500 millions de dollars. Aucun des belligérans n'a considéré que ces divers emprunts fussent incompatibles avec les devoirs des neutres. La récente déclaration du secrétaire d'État M. Bryan est en contradiction avec ce précédent. La manifestation de l'opinion gouvernementale « que des prêts consentis par des banquiers américains à un belligérant est inconciliable avec le véritable esprit de neutralité, » a une portée considérable. Nous ne voyons pas comment une maison quelconque tenterait une opération de ce genre, frappée par avance du blâme présidentiel.

On comprend les recommandations adressées par M. Wilson à ses concitoyens. Un exemple récent nous autorise toutefois à penser qu'il aurait le droit de porter un jugement sur le conflit actuel. A propos des affaires mexicaines, le président des États-Unis a pris une attitude intransigeante vis-à-vis du général Huerta et a refusé de le reconnaître comme chef du pouvoir, par le motif qu'il s'était rendu coupable, ou tout au moins complice de l'assassinat de son prédécesseur Madero. Actuellement, l'un des belligérans méconnaît, de la façon la plus flagrante, les lois de la guerre, les traités de neutralité, les conventions de Genève et de la Haye. N'y a-t-il pas là des raisons suffisantes pour que l'homme éminent qui préside aux destinées d'une Puissance de premier ordre, à laquelle lui-même assigne des devoirs du caractère le plus élevé, fasse connaître aux habitans de la terre le jugement qu'il porte sur la façon dont la guerre est conduite ? Il doit, à l'heure qu'il est, avoir en mains assez de rapports de ses ambassadeurs pour que son opinion soit arrêtée. Le temps n'est-il pas venu pour lui de la proclamer au nom de l'humanité, à la face du ciel et des nations ?

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

UN

NOUVEAU PONTIFICAT

Voilà plus de trois cents ans qu'une prophétie court le monde, caractérisant par des formules souvent énigmatiques les pontificats successifs qui nous séparent encore du jugement dernier. Elle se présente comme une inspiration du moine irlandais Malachie, prieur d'Armagh, contemporain de saint Bernard. Si d'aventure on la réputait authentique, ce moine aurait annoncé, dès le XIIe siècle, que le Pape qui s'appela Pie IX devait être « crucifié », et que sa croix lui serait infligée par une autre croix, *Crux de cruce :* pressentiment étrange, assurément, des assauts qui furent livrés au pouvoir temporel sous le pavillon de la Croix de Savoie. La prophétie, se poursuivant, illuminait à l'avance le règne de Léon XIII par cette glorieuse devise : « Lumière au Ciel, » *Lumen in cælo*; de ces deux simples mots : *Ignis ardens*, « feu brûlant, » elle définissait ensuite Pie X. C'est ainsi que le moine Malachie, ou l'anonyme devin qui sut usurper son nom, interrogeait jusqu'à la fin des âges, d'un regard parfois perçant et parfois tâtonnant, les intentions du ciel sur la terre. Mais une fois assoupi l'*Ignis ardens*, ce regard indiscrètement audacieux voyait, tout d'un coup, des nuages s'accumuler, et, sous ces nuages, un désert s'étendre; et la plume de Malachie, désespérant sans doute de trouver un mot pour qualifier le Pontificat qui régnerait sur ce désert, écrivait lamentablement : *Relligio depopulata.*

Longtemps des croyans de cette prophétie — car elle en compte quelques-uns — se sont demandé ce que ces lugubres

mots voulaient dire; tâchant d'épier l'avenir à travers les voiles du présent, ils questionnaient vainement et ne comprenaient point. Ils assistaient, sous Léon XIII, au progrès constant d'un réveil religieux, à une réaction notoire contre les philosophies qui demandaient à la science plus que la science ne pouvait donner; ils surprenaient, au fond de certains cœurs, sous la forme, balbutiante encore, d'un hommage à l'Inconnaissable, l'élan vers un autre ordre de connaissances, méprisées à tort par l'empirisme positiviste. Que venait leur dire, dès lors, cet importun Malachie, mauvais prophète de mauvaises destinées, quand il avait l'air d'affirmer qu'à bref délai l'immense troupeau quitterait la vieille Église et la laisserait dépeuplée ?

Puis ils observaient Pie X, et ce Pape, aussi, les rassurait. Demeurant, sur le siège de Pierre, le pasteur qu'il avait été sur le siège de Marc, et justifiant avec une parfaite exactitude de zèle son titre d'Évêque de Rome, Pie X renouvelait la vie paroissiale dans la Ville Éternelle; au delà de ses fenêtres du Vatican, qui dominent le monde, ses yeux aimaient à s'arrêter, avec une complaisance touchante, sur les besoins spirituels de ces habitans de Rome qui étaient, à proprement parler, ses diocésains; il vivifiait les paroisses existantes; dans ces cimetières spirituels qu'étaient les faubourgs de Rome, il créait des paroisses nouvelles; il suscitait ainsi, au centre même de la catholicité, un rajeunissement de vie catholique; et c'était là comme un défi nouveau, comme un nouveau démenti, à l'assombrissant pronostic qui laissait craindre une dévastation prochaine de l'Église.

On observait, au surplus, que le pontificat de Pie X s'était donné pour tâche de développer la vie eucharistique, et qu'il avait réussi. Ce Pape s'ingéniait à multiplier Dieu dans les âmes, et Malachie, lui, paraissait menacer Dieu d'une éclipse. Les deux mots du prophète étaient de plus en plus insaisissables : dans les milieux les plus crédules aux prédictions suspectes, on aimait mieux encore, s'il fallait faire un choix, taxer le vieux moine d'erreur, que de conclure aveuglément à la faillite sociale de cette vie eucharistique, soucieusement cultivée par Pie X dans les profondeurs du peuple chrétien.

Mais tout d'un coup, au début du dernier mois d'août, le pronostic s'éclaira. On l'avait mal interprété. Des ravages, sans doute, allaient survenir, et des dépeuplemens : Malachie avait dit vrai; mais ces milliers et ces milliers d'âmes dont le devin

mystérieux avait prévu l'exode, allaient quitter, non point l'Église, mais la terre. Les dépeuplemens qu'il avait aperçus, c'étaient les anéantissemens dus à la guerre. On avait à tort supposé qu'il voulait parler de la désertion des autels. Il songeait à de vastes provinces de la chrétienté, devenues une vaste sépulture anonyme, où s'ouvraient des fosses, un peu partout, si même on avait le temps de les ouvrir. Pie X comprit, aux tout derniers jours de sa vie, ce qu'avait signifié Malachie; il donna l'exemple de mourir à ceux qui allaient mourir.

On n'avait jamais relevé, chez lui, le souci qu'avait eu Léon XIII de parler aux imaginations humaines; mais sa mort leur a parlé, et durable en sera l'écho. C'est sans le vouloir qu'il était devenu Pape, et sans le vouloir, encore, qu'il avait, bon gré mal gré, inséré sa vie dans l'histoire. Sa mort fait mieux que s'y insérer : elle émerge, elle se dresse; aux origines de la période qui maintenant s'inaugure, le récit de cette fin s'imposera; elle fait de Pie X la première victime de la guerre, victime spontanément offerte; c'est par lui que s'inaugura le « dépeuplement » de la chrétienté; et le Père s'en fut, au delà de la tombe, attendre l'interminable cortège de ses fils. Dieu concerta l'instant de cette mort, pour en faire, si l'on ose ainsi dire, une mort représentative; ce prêtre, qui eût aimé une vie obscure, eut une agonie éloquente; et s'il était donné à l'homme de choisir l'heure où il meurt, soyons assurés que Léon XIII eût fait choix d'un tel instant, de l'instant où sur la chrétienté commençait de planer un voile de deuil, pour laisser s'éteindre l'éclat de son règne. Certaines journées radieuses — et le pontificat de Léon XIII en fut une — semblent aspirer à certains genres de crépuscule. Léon XIII aimait les gestes pontificaux qui ponctuent les époques de l'histoire universelle et qui soulignent la suite de cette histoire; la mort de Pie X fut un de ces gestes.

Durant chacun des jours qui la suivit, le monde chrétien continua de se décimer, de se dépeupler; il n'est pas encore au bout de son calvaire. Le cardinal Jacopo della Chiesa, devenu Pape sous le nom de Benoit XV, dut couvrir de sa première bénédiction un univers homicide; et son avènement coïncida, comme l'avait vu Malachie, avec la plus tragique des crises; mais ce n'est pas une crise de l'Église, c'est une crise de l'Europe.

***

Il est rare que la pourpre romaine, à peine posée sur les épaules d'un prélat, s'en détache, triomphalement, pour faire place aux vêtemens qui sont ceux du Pape. Son Éminence le cardinal Jacopo della Chiesa, deux cent soixante et unième successeur de saint Pierre, a connu cette insigne destinée. En moins de quatre mois, il vit descendre vers lui l'une des dernières pensées de Pie X, désireux de rendre tout son lustre au siège de Bologne, et puis monter vers lui les acclamations des cardinaux électeurs. La longévité de Pie X fut heureusement assez robuste pour qu'il eût le temps de rendre *papabile*, au moins en dernière heure, celui qui devait être le Pape du lendemain.

Des indiscrétions qui feignaient d'avoir pu traverser les imperméables parois du Conclave mentionnèrent, deux jours et demi durant, un duel engagé entre certaines tendances, duel ardent, enflammé. Un seul fait est certain : c'est que la petite fumée traditionnelle qui annonce que l'élection du Pape n'a pu encore avoir lieu, vint défier à plusieurs reprises, pendant deux matinées et deux soirées, l'impatiente curiosité de cette foule, qui attendait qu'un Pape fût nommé et qu'on proclamât son nom. Cette fumée trouva des commentateurs avertis, qui conclurent qu'il y eut dans l'auguste assemblée certaines aspirations lentes à capituler, certains conflits lents à s'apaiser. Mais les cardinaux se sont tus, et même les conclavistes ; et lorsqu'on étudie du dehors les résultats du Conclave, lorsqu'on sait l'imposante majorité qui porta Benoit XV sur la chaire de saint Pierre, on en peut induire que son élection ne fit en définitive ni vainqueurs ni vaincus, et qu'elle sanctionna la prépondérance toute naturelle, toute spontanée, d'un courant dont l'Église entière savait la puissance et sentait l'opportunité.

On a vu des conclaves, assez lointains déjà, aboutir au choix d'un cardinal qui s'était longuement signalé, sous le pontificat antérieur, par un suggestif effacement, par un éloquent mutisme ; il pouvait y avoir quelque chose de pénible, et même de troublant, pour les consciences chrétiennes, dans l'éclat des reviremens que de pareils choix semblaient présager. A l'époque contemporaine, la sagesse des Éminentissimes électeurs met l'Église à l'abri de ces épreuves. L'esprit de parti, que déchaî-

nent toutes les assemblées humaines, semble amorti, dans les conclaves, par une certaine préoccupation de synthèse; elle atténue les contrastes, elle domine les divergences; elle place la tiare sur le front de Mgr della Chiesa, dont l'élévation cardinalice fut l'une des suprêmes décisions de Pie X, et dont la jeunesse et l'âge mûr avaient été ardemment et fidèlement dévoués au service du cardinal Rampolla.

Voilà moins d'un an que le cardinal Rampolla, sur qui le monde chrétien n'avait jamais cessé de fixer les yeux, était, dans sa retraite de Sainte-Marthe, emporté par une mort soudaine; et celui qui, vingt ans durant, l'avait incessamment secondé, d'abord dans la nonciature de Madrid, puis à la secrétairerie d'État, occupe aujourd'hui la Chaire de Pierre. Voilà onze ans que les cardinaux, après avoir solennellement promis d'élire celui d'entre eux qu'ils jugeraient le plus digne, furent gênés dans leur imprescriptible liberté par un méfait de l'Autriche; et cette puissance, aujourd'hui, voit monter sur le trône pontifical, pour observer, du haut de cette cime, les remaniemens prochains de l'Europe, le diplomate qui se fit naguère un devoir de réaliser au jour le jour les visées diplomatiques du cardinal Rampolla, de s'assimiler ses directions, de les énoncer, de les appliquer.

On peut dire qu'avant d'être archevêque de Bologne et puis Pape, Benoît XV fut à même d'étudier de très près toutes les questions européennes et de mesurer avec une agile perspicacité l'inévitable répercussion politique de toutes les démarches pontificales. Il nous faut un pape religieux, et uniquement religieux, disent de temps à autre quelques publicistes. Sous des apparences parfois édifiantes, cette conception du « Pape religieux, » si Dieu permettait qu'elle se réalisât, interdirait au Souverain Pontificat de jeter un regard sur le jeu des affaires humaines; elle ne le rapprocherait du Ciel et ne le consacrerait aux choses de Dieu que pour qu'il laissât la terre tranquille; elle condamnerait le Vicaire du Christ à se désintéresser de la vie de l'humanité. Tout comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, le « Pape purement religieux, » dont rêvent certains esprits singulièrement éloignés des vraies traditions romaines, ferait de la politique sans le savoir; et ce serait, par cela même, de la mauvaise politique.

Ce Pontife, à supposer qu'il pût exister, serait un Pontife

qui ne calculerait pas la portée politique de ses actes ; un Pontife qui serait amené à les atténuer ou à les retirer, faute d'en avoir envisagé d'avance les conséquences diplomatiques ; un Pontife, enfin, qui, dans son parti pris de négliger systématiquement les réalités temporelles, risquerait d'en abandonner la conduite à des influences de hasard. On ose à peine pressentir les graves souffrances auxquelles un tel règne exposerait l'Église. Proches parens, qu'ils s'en doutent ou non, de ces philosophes du XVIIIe siècle qui déclamaient contre la théocratie pontificale, les abstracteurs qui dessinent le rêve d'un « Pontificat purement religieux » voient s'insurger contre eux toute l'histoire de la Papauté, depuis Nicolas Ier jusqu'à Grégoire VII, depuis Sixte-Quint jusqu'à Léon XIII ; ils voient militer contre eux, aussi, les documens de Pie IX sur le libéralisme, de Pie X sur le laïcisme. Car ces encycliques, par cela même qu'elles visent une certaine laïcisation de la pensée et de la vie, crient halte aux utopistes qui, sous je ne sais quels dehors de respect pour le caractère religieux du Souverain Pontificat, finiraient par isoler la Papauté des affaires de ce monde : elles réduisent à néant cette conception, plus mesquine qu'altière, d'un « Pape purement religieux, » dont parfois, chose étrange, certaines âmes pieuses sont complaisamment les dupes.

Y eut-il, en définitive, Papes plus religieux que ce Benoit XIV et ce Léon XIII, qui furent les deux grands Papes politiques de l'âge moderne ? Le premier, semblant légiférer pour le Ciel lui-même, fixa longuement les règles de la canonisation des saints ; le second développa la théologie de l'Esprit Saint, fit encyclique sur encyclique pour montrer dans le Rosaire une source de grâces, et s'occupa de semer à travers le monde, comme des foyers de vie spirituelle et de charité, les groupemens du Tiers-Ordre de saint François. Ce sont là, je pense, des besognes religieuses ; le souvenir en demeure vivant, et singulièrement précieux pour la piété catholique ; et c'en est assez pour attester que le contraste que d'aucuns prétendent établir entre la notion de Pape religieux et la notion de Pape politique n'est qu'un jeu de mots subtil, et quelquefois perfide.

Pape politique et Pape religieux, Benoit XV sera l'un et l'autre : son passé nous en est garant. Depuis 1878, date de son entrée à l'Académie des Nobles, jusqu'en 1907 où il s'effaça du

Vatican pour gouverner un diocèse, ce fut son rôle professionnel de regarder l'Europe et d'insérer, jour par jour, son assidu travail dans la trame de la politique pontificale. L'illustre Benoit XIV, qui parlait librement de son insignifiant prédécesseur Benoit XIII, déclarait un jour, dans une lettre, que ce Pontife n'avait « pas eu la première idée du gouvernement ; » on peut affirmer que ce n'est pas à Benoit XIII que ressemblera Benoit XV.

Tout en même temps, Mgr della Chiesa savait cumuler avec ses fonctions de substitut à la secrétairerie d'État la direction d'un tiers-ordre franciscain destiné aux ecclésiastiques ; et l'un des rares travaux de librairie dont il se soit octroyé le loisir est la préface dont il a fait précéder un livre d'un chanoine de Bologne intitulé : *Le prêtre.* A l'école du cardinal Rampolla, dont Rome entière admirait la haute sainteté, Mgr della Chiesa sut observer comment une âme de prêtre peut prendre contact avec les *combinazioni* des intérêts humains sans perdre de vue le divin absolutisme des vérités souveraines. Tandis que le cardinal Rampolla, s'enfonçant dans les catacombes, aimait à s'agenouiller devant la tombe des premiers martyrs et semblait ainsi chercher, sous terre, un premier avant-goût de l'Église d'en haut, Mgr della Chiesa, de son côté, rompait volontiers ses dialogues avec les représentans des chancelleries, pour s'en aller à l'église Saint-Eustache confesser quelques humbles fidèles, et pour épancher le meilleur de son cœur dans certaines homélies ; et lorsqu'il avait parlé de la terre avec les grands du monde, il s'en allait près des petits, pour leur parler de Dieu.

Il témoignait du goût et du dévouement pour les initiatives qui visaient à répandre parmi les catholiques de Rome la connaissance de l'Évangile et l'habitude de le lire. Lorsque, dans les premières années du pontificat de Pie X, la Société romaine de Saint-Jérôme lança dans les diocèses d'Italie, et puis dans ceux de France, des éditions populaires du Nouveau Testament et des Actes des Apôtres, l'intermédiaire qui sollicita et obtint pour cette œuvre les plus formels encouragemens du Vatican n'était autre que Mgr della Chiesa. Le fruit de ses démarches fut une lettre pontificale, trop peu connue en France, dans laquelle Pie X écrivait au cardinal Cassetta :

Le bien entrepris par la Société de Saint-Jérôme est d'offrir à la mases entière une occasion facile de lire l'Évangile à fond et de s'en pénétrer.

Comblez par un plus grand nombre d'exemplaires ce large besoin de lire l'Évangile, qu'a fait naître votre zèle : cela ne sera jamais sans fruit, et cela en outre sera efficace pour faire tomber l'opinion d'après laquelle l'Église répugnerait à faire lire l'Écriture sainte au vulgaire ou y mettrait quelque obstacle.

Du fond des bureaux de la secrétairerie d'État, du fond de ces laboratoires où se concerte l'action diplomatique de l'Église, la pensée de Mgr della Chiesa, s'envolant vers les sources très hautes et très pures d'où descendit le message de Dieu, aspirait à familiariser d'innombrables âmes avec l'Évangile. Telle était la distraction de ce prêtre, et tel était son repos, entre deux rédactions de dépêches ministérielles.

Puis sept années survinrent, durant lesquelles, installé sur le siège archiépiscopal de Bologne, il eut à faire acte de pasteur d'âmes, exclusivement, et durant lesquelles il put connaître à fond les rouages d'un diocèse, avec autant de précision qu'il avait appris à connaître ceux de la Curie. Cardinaux qui souhaitaient un Pape pasteur, et cardinaux qui souhaitaient un Pape homme d'État, furent aisément conduits à coaliser leurs suffrages pour couronner de la tiare une expérience aussi complète de tous les besoins de l'Église.

***

« Vous resterez avec moi, » disait Benoit XV à l'un de ses électeurs quelques minutes après le dernier scrutin; et l'univers chrétien, dès le lendemain, connut la nomination du nouveau secrétaire d'État. En appelant auprès de lui le cardinal Domenico Ferrata, Benoit XV faisait entrer dans ses conseils l'un des héritiers les plus avisés des traditions diplomatiques romaines. Les premières armes de ce futur cardinal, au temps où il était encore jeune prêtre, lui méritèrent d'inscrire son nom dans l'histoire religieuse de la Suisse et dans l'histoire religieuse de la Belgique. C'était au début du Pontificat de Léon XIII : les rapports entre Rome et la plupart des nations paraissaient assez compromis. L'Allemagne bismarckienne avait l'illusion de pouvoir mesurer sa force matérielle avec l'ascendant spirituel de l'Église; ce précédent, quelque médiocre qu'en eût été le succès, semblait faire école pour d'autres peuples. La Suisse, plagiant Bismarck, emprisonnait ou proscrivait ses prêtres; la Belgique

s'exacerbait contre Rome; la France inaugurait certaines allures qui inspiraient de graves appréhensions. En face de ces hostilités ou de ces menaces s'était assis sur la Chaire de Pierre un Pontife qui s'évertuait à renouer les liens brisés, à épier et à interroger, par delà la mauvaise volonté de certains gouvernemens, la bonne volonté des peuples. L'un des premiers serviteurs vers qui ses regards se tournèrent fut Mgr Ferrata, auditeur de la nonciature de Paris.

Léon XIII manda Mgr Ferrata et mit sur ses épaules un lourd fardeau : il s'agissait d'aller en Suisse à titre privé, d'ausculter l'opinion, de l'orienter ou de la transformer. Mgr Ferrata fit quatre voyages, et rapporta la paix. Lorsque Rome, peu d'années après, sentit le moment venu de rétablir les relations avec la Belgique, ce fut à Mgr Ferrata que songea Léon XIII. Installé dans la nonciature de Bruxelles, l'habile diplomate sut aplanir les suprêmes difficultés, écarter les périls auxquels une politique d'intransigeance pouvait exposer le parti catholique, et consolider ainsi les assises de ce parti, devenu majorité. La libération des catholiques suisses, la prépondérance des catholiques belges, furent les conséquences immédiates ou lointaines de son travail diplomatique. A son arrivée dans les deux pays, il avait trouvé des décombres : il ne les quitta, l'un et l'autre, qu'après avoir fait œuvre de construction.

La nonciature de Paris lui réservait une tâche moins décisive et peut-être plus ingrate : il l'accepta telle quelle, et la remplit avec espoir et courage. C'était l'époque où la proclamation de l' « esprit nouveau » par le ministre Spuller apparaissait comme une réponse, timide encore mais déjà souriante, aux premières avances de Léon XIII : Mgr Ferrata put enregistrer ce discours ministériel comme un premier succès de la politique de « ralliement. » En France comme en Belgique, en Belgique comme en Suisse, c'était en effet sa maxime et son but, de chercher à créer dans l'opinion publique un certain état d'esprit qui faciliterait l'entente avec l'Église : il avait confiance qu'une fois cet esprit créé, les difficultés juridiques ou politiques opposées à cette entente s'atténueraient ou s'effaceraient. Léon XIII encourageait cette attitude qui, sans rien sacrifier des droits de l'Église, essayait, tout d'abord, de préparer l'harmonie des bonnes volontés. L'harmonie, sans doute, est parfois difficile à réaliser; mais, n'est-ce pas l'avoir accomplie plus qu'à demi que

d'y aspirer? Les bonnes volontés qui désirent s'unir pour le bien d'un pays possèdent toutes ensemble, — l'histoire de ces deux derniers mois nous le prouve, — une force merveilleuse qui brave et supprime l'obstacle; c'est à cette force souvent inconsciente d'elle-même, c'est à cet instinct d'union, à ce besoin collectif de relèvement moral, que Mgr Ferrata faisait appel, lorsqu'au nom de Léon XIII, il recommandait à ses visiteurs catholiques un terrain d'union plus large que le terrain proprement confessionnel.

Léon XIII et le cardinal Rampolla trouvaient dans ce prélat un interprète sagace, tout naturellement prédisposé, par ses expériences de Suisse et de Belgique, à comprendre l'œuvre qui se tentait en France, à la préciser et à la servir. Mgr Ferrata n'était pas homme à ramener la politique ecclésiastique à des discussions purement juridiques, à des tournois entre le droit canon et le droit de l'État; il estimait que des esprits convaincus de la loyauté de l'Église et de la portée civilisatrice de sa mission devaient laisser s'émousser en eux, consciemment ou inconsciemment, les préjugés qui peut-être les avaient écartés d'elle ou même armés contre elle. Éclairer l'interlocuteur, faire en quelque mesure son éducation : c'était le premier soin du Pape Léon XIII, au début de toutes les négociations qu'il entreprenait. Mgr Ferrata fut l'auxiliaire par excellence de ce genre de politique : politique tirée de l'Évangile; charitablement préoccupée de ne pas éteindre les mèches qui fument encore; sévèrement soucieuse, enfin, de maintenir dans toute son intégrité le rayonnement de l'institution catholique et de la défendre contre ce pharisaïsme usurpateur qui, sous l'apparence de monter la garde autour du sanctuaire, repousserait au loin nombre de consciences droites appartenant à l'âme de l'Église. Car, cette âme de l'Église, telle que la conçoit la théologie la plus sainement traditionnelle, se confond avec la collectivité de tous ces hommes de bon vouloir, « naturellement chrétiens, » que Léon XIII souhaitait comme auditoire; et c'est ainsi que cette politique, à laquelle certains reprochaient d'être une attitude de « laxisme, » était, en définitive, une œuvre d'apostolat, s'appuyant tout à la fois sur le sentiment des devoirs de l'Église et sur la connaissance des besoins des peuples.

Les noms de Mariano Rampolla del Tindaro, de Jacopo della Chiesa, de Domenico Ferrata, sont dès maintenant associés à

l'histoire de cette grande époque ; ces noms évoquent un passé qui suggère aujourd'hui certaines espérances. Supposons — et cette hypothèse est un vœu — que les circonstances diplomatiques, prévalant enfin sur les partis pris archaïques de la politique intérieure, amènent la République française à rentrer en rapports avec le Saint-Siège : les bureaux du quai d'Orsay reprendront tout de suite avec le cardinal Ferrata, secrétaire d'État de Benoit XV, les mêmes rapports courtois et cordiaux que Mgr Ferrata, nonce de Léon XIII, entretenait avec eux. Se retrouvant en face d'un tel interlocuteur, ils auront l'impression, non pas d'inaugurer une conversation, mais de la continuer ; et sur l'entretien ne planera pas le souvenir d'une brouille, mais le sentiment d'une amitié retrouvée, et que les événemens avaient interrompue, plutôt que rompue.

***

Demain appartient encore aux armées ; après-demain appartient aux Congrès. Le nouveau Vicaire du Christ, défiant du haut de son magistère la triste nécessité de la guerre, a tout de suite fait retentir, parmi les échos des canonnades, des paroles de paix : Léon XIII eût aimé ce langage.

Il y a quinze ans, Léon XIII ressentit une grande douleur lorsque, sur la demande d'un ministre italien que désapprouvèrent les publicistes les plus écoutés de la péninsule, la Conférence de La Haye demeura close au représentant du Saint-Siège. Le gouvernement du Pape, comme tous les autres gouvernemens, était périodiquement admis à dire son mot dans les réunions internationales pour la protection légale des travailleurs; un délégué de la Chaire de saint Pierre était convié à s'y asseoir, à côté des sociologues expédiés par les divers pays. C'était une sorte de reconnaissance du concours que l'humanité du xxe siècle peut attendre du Souverain Pontificat pour l'avènement d'une certaine justice sociale. Mais lorsqu'il s'agissait de réaliser cette autre justice, la justice internationale, le successeur des Grégoire VII, des Alexandre III, des Innocent III se trouvait condamné au silence. Il avait vu les gouvernemens de Madrid et de Berlin réclamer sa médiation dans l'affaire des Carolines ; en lui semblaient s'être réincarnés les lointains Pontifes dont la voix haute et grave dominait les discordes

des peuples, en les pacifiant. Et malgré ce glorieux souvenir, il était en 1899, au moment où s'ouvraient les séances de La Haye, frappé d'une irrévocable exclusion. Elle apparaîtra peut-être, dans le recul de l'histoire, comme un fait aussi grave, sinon plus grave, que la perte du pouvoir temporel : la défaite qu'avait, en 1870, subie la Papauté modifiait les conditions de son magistère et amenait les consciences chrétiennes à se demander, anxieuses, s'il pourrait demeurer libre; la disgrâce qu'elle dut supporter en 1899, — cette disgrâce dont le cardinal Rampolla ne parlait qu'avec angoisse, — était une méconnaissance de son magistère même et des prérogatives qu'avait accordées à sa souveraineté morale une longue série de siècles.

Dans l'immense guerre qui nous exalte et nous meurtrit, notre sang et le sang de nos alliés achèteront, nous en avons la ferme confiance, certaines réparations justicières : le droit de la Pologne à vivre comme peuple, le droit de l'Alsace à rentrer dans la communion française, triompheront par le sacrifice de toutes les vies humaines qui s'offrent et se donnent pour l'abolition de l'injustice. Il serait douloureux que, dans les rendez-vous diplomatiques qui succéderont à la guerre, on perpétuât systématiquement, au détriment de la Papauté, certains ostracismes qui sont, eux aussi, une injustice. L'histoire n'a pas oublié que la présence du cardinal Consalvi fut l'une des gloires du Congrès de Vienne, il y a tout juste cent ans. Ne pas mettre le Saint-Siège en mesure de remplir tout son devoir envers l'humanité, ce serait une faute contre l'humanité : la voix d'un Pape ne doit jamais être considérée comme inopportune, ni comme importune, ni même comme oiseuse, là où l'on parle d'arbitrage, de médiation, de paix.

***

Il serait possible, d'ailleurs, que, conformément à certains vœux présentés au Concile du Vatican, un travail théologique s'accomplît pour remettre en lumière et proposer à l'attention des hommes ce vieux « droit des gens » chrétien que le moyen âge élabora. De même que Léon XIII sut trouver dans saint Thomas les élémens de son encyclique sur la condition des travailleurs contemporains, de même un de ses successeurs peut

demander aux théologiens des vieux siècles les maximes fondamentales d'un code de justice internationale. A vrai dire, les jeunes nationalités dont l'effervescente ambition prévalut aux xve et xvie siècles sur l'idée de chrétienté firent bon marché de ces maximes et les reléguèrent peu à peu dans un injuste délaissement. Les âmes éprises de pacifisme se flattent de connaître les songes lénifians du bon abbé de Saint-Pierre, qui ne fut rien moins qu'un homme d'Église; quant aux maximes de morale internationale qui, parsemées ou codifiées dans les *Sommes* médiévales, avaient devancé Grotius et l'avaient peut-être dépassé, elles sont tombées dans un tel oubli que, depuis trois siècles, l'Église a vu se dérouler en dehors d'elle le vaste mouvement intellectuel qui tendait à la fixation d'un droit des gens. Et, cependant, des institutions comme la Paix de Dieu, la Trève de Dieu, ne furent pas, en leur temps, le caprice bénévole et momentané de quelque Pontife à l'âme sensible, mais les épisodes d'un plan d'ensemble par lequel l'Église avait essayé, non seulement d'atténuer les maux de la guerre, mais même de légiférer sur elle.

L'Église, de par son expérience des âmes, connaît trop les inévitables conséquences de la faute originelle, pour avoir cette illusion que la guerre puisse jamais être complètement abolie; elle en parle plutôt comme d'une expiation qui peut devenir, par la vertu même de l'épreuve, une force de relèvement et de renouveau; et ce n'est point elle qui s'abandonnera jamais aux berquinades d'un pacifisme utopique. Le pacifisme d'un Fénelon convient à cette Salente qu'édifiaient avec complaisance les jeux d'esprit du prélat, à cette Salente dont l'architecte était l'involontaire précurseur de Rousseau, et dans laquelle il semblait bien que les hommes fussent exempts du premier péché. La grande pensée chrétienne n'a jamais construit des Salentes; mais prenant le monde tel qu'il est, envisageant dans toute leur intégrité les volontés de Dieu sur le monde, et consciente enfin du droit qu'elle a de proclamer certaines règles de justice, elle s'appliqua, durant tout le moyen âge, à définir ces règles, non seulement pour les rapports entre les individus, mais pour les rapports entre ces membres collectifs de la chrétienté qui s'appellent les peuples. Les rêves fumeux d'un certain pacifisme pourraient être, tout à la fois, assagis et satisfaits par certaines pages de saint Thomas ou d'Henri de Suse, de saint Antonin

de Florence ou de François de Victoria, qui, sans oser prétendre qu'on pût à jamais laisser se rouiller les épées, fixaient les conditions requises pour qu'elles sortissent légitimement du fourreau (1).

Un élan continu, depuis cinquante ans, porte l'Église à se fortifier et tout ensemble à s'épanouir, en ressaisissant les traditions du moyen âge, traditions philosophiques, traditions de législation sociale; c'est dans cet héritage qu'elle a pris l'habitude de fouiller pour répondre à certains besoins que le XVIIIe siècle surexcita sans pouvoir les apaiser. A mesure que le doute des pensées humaines, à mesure que les leçons de l'expérience positive, projettent une ombre décourageante sur tous les songes du XVIIIe siècle, l'Église, remontant plus haut et plus loin, fait l'inventaire de ses propres richesses intellectuelles et les étale devant l'humanité.

Le rationalisme du XVIIIe siècle, après avoir exalté la raison humaine jusqu'à la griserie, fut impuissant à la défendre contre les assauts qu'elle se livrait à elle-même et contre les incertitudes qu'elle éprouvait sur sa propre valeur : l'Église, avec un esprit d'équité qui, chez toute autre puissance, eût pu passer pour une sorte de coquetterie, arbora le thomisme pour restaurer les titres de la raison et la réintégrer dans ses droits, en même temps qu'elle en maintenait les limites : c'est l'exacte portée que prendra, dans l'histoire des systèmes philosophiques, la condamnation du modernisme.

La philanthropie du XVIIIe siècle, après avoir substitué à l'esprit de charité chrétienne les impulsions de je ne sais quelle sensiblerie, après avoir agi et parlé comme si l'on eût attendu jusqu'à elle pour découvrir l' « amour des hommes, » fut impuissante à prévenir la plus grande explosion de haine qu'ait connue l'humanité, la Terreur; l'Église, demeurée fidèle aux sept œuvres de charité que prédicateurs et sculpteurs du moyen âge proposaient à la pratique des chrétiens, rappela que pour aimer les hommes et les servir, l'élan du cœur a besoin d'être soutenu par un souffle de grâce, souffle consciemment invoqué ou inconsciemment subi, — par un souffle qui vient d'en haut. La raison qui présumait de ses lumières, le cœur

(1) Voir Vanderpol, *Le droit de guerre d'après les théologiens et les canonistes du moyen âge* (Paris, Tralin, 1911) et *La guerre devant le christianisme, ouvrage suivi d'une traduction du* De jure belli *de François de Victoria* (Paris, Tralin, 1912.)

qui présumait de sa bonté, furent ainsi ramenés par l'Église, interprète des faits en même temps qu'interprète du dogme, à une exacte appréciation de leurs ressources.

La sociologie individualiste du XVIIIe siècle, après avoir prôné comme une conquête une certaine notion abstraite de la liberté et de l'égalité, après avoir, sous couleur de préserver les droits de l'individu, supprimé tous les liens d'association, se révéla impuissante à assurer, dans la conclusion du contrat de travail, la liberté effective de l'ouvrier désormais isolé; elle ne put justifier la dette que tout individu doit au corps social et la créance réciproque qu'il possède sur ce corps social : l'Église, assidûment insurgée contre un système dont la conséquence primordiale était la négation de l'idée de fraternité, tira du thomisme les rudimens d'une économie sociale et prépara les esprits à comprendre, à l'encontre de la philosophie du XVIIIe siècle, la vertu protectrice de l'association libre et le rôle que peut jouer la loi comme garante de la fraternité lésée.

Le droit des gens, strictement laïque, qu'ébaucha l'époque moderne eut pour organe, à la fin du XIXe siècle, la conférence de La Haye. Et voici que les législateurs qui dans cette conférence croyaient gouverner l'avenir assistent à la faillite de leurs naïves ambitions ; ils se sont révélés impuissans à faire observer, au cours des deux guerres d'Orient et d'Occident qui bafouèrent immédiatement leur travail, les règles qu'ils croyaient avoir fait accepter par l'univers. Leur solennel tapis vert avait groupé les uns à côté des autres tous les délégués des nations armées ; une grande force morale, désarmée, avait dû rester à l'écart ; l'heure approche, peut-être, où ce sera son tour de parler.

Quelque déçues qu'elles soient par l'histoire des dernières semaines, les aspirations légitimes auxquelles la conférence de La Haye s'efforça de répondre gardent toutes leurs racines. Les représentans des peuples, qui parlaient de paix tandis que les peuples préparaient la guerre, eurent un rôle assez ingrat; mais la puissance qu'ils avaient évincée et dont le seul nom symbolise l'idée d'unité, ne participe point à la disgrâce qui, dès maintenant, pèse sur eux. On eût beaucoup surpris l'opinion, au début du Pontificat de Léon XIII, si l'on avait annoncé que saint Thomas ressuscitant dirait prochainement son mot dans les conflits entre ouvriers et employeurs, et que ce mot trouverait accueil dans un certain nombre d'esprits : est-il plus para-

doxal de croire qu'une chrétienté fatiguée, épuisée, écouterait avec une curiosité reconnaissante les pacifiantes doctrines des vieux théologiens sur les rapports entre nations?

Déjà, sous le Pontificat de Pie X, plusieurs initiatives catholiques s'occupèrent d'exhumer ces textes; et, par une coïncidence étrange, c'est à Louvain, la cité victime de la guerre, que se tenaient depuis quelques années certaines réunions importantes, consacrées à l'étude historique du droit international chrétien. Voici même une autre coïncidence, non moins émouvante : à Liége, dans la première quinzaine du mois d'août, étaient convoqués un certain nombre de prêtres des diverses nations, pour qu'ils créassent un mouvement, dans leurs pays respectifs, en faveur de la résurrection de cet ancien droit. Il y eut à Liége, hélas! en cette quinzaine d'août, un rendez-vous d'un autre genre, entre l'artillerie des forts belges et celle de l'invasion allemande. Mais ces ironiques catastrophes ne peuvent étouffer les désirs des âmes, ni périmer l'antique enseignement de l'Église.

L'Europe d'hier souffrait comme d'un malaise de certaines violations flagrantes du droit, et ce malaise l'exposait à des crises fatales. Si dans l'Europe de demain, telle que l'entrevoient nos viriles espérances, ces violations sont réparées, et si la force armée, libératrice de l'Alsace, libératrice de la Pologne, installe un équilibre nouveau fondé sur plus de justice, le terrain paraîtra favorable à l'épanouissement d'un droit international chrétien, qui s'ajouterait à la volonté des peuples pour consolider une paix si chèrement achetée.

D'aucuns auguraient qu'à Pie X succéderait un Pontife de transition : ils signifiaient par là quelque fugitif octogénaire qui mettrait à l'ancre le vaisseau de l'Église, et puis attendrait la mort. Leurs calculs ont failli. Ils vont connaître un pontificat de transition, — mais dans un autre sens que celui où ils prenaient ce mot, un pontificat de transition entre deux Europes, de transition entre deux époques. Et l'on a vu, parfois, les Papes postés à de telles heures d'histoire orienter l'humanité.

GEORGES GOYAU.

UNE
VOIX LORRAINE

POÉSIES DE LA GUERRE

A Maurice Barrès.

Oh! traîner une vie inquiète et sans gloire
Parmi d'humbles devoirs humblement acceptés,
Et frémir et rougir, tandis qu'à mes côtés
Les jeunes en chantant courent à la victoire!

Jeunes héros sans nom qui refaites l'histoire,
Qui donnez d'un élan forces, vie et santé,
Pour repousser de notre sol ensanglanté
D'envahisseurs maudits la horde épaisse et noire!

Chers amis, cœurs vaillans, ne puis-je rien pour vous?
Prenez, gardez mon cœur, un cœur tendre et jaloux
Qui souffre et saigne encor de sa vieille blessure;

Vous lui rendrez les biens que nous avons perdus,
L'espoir libre et joyeux, la foi paisible et sûre,
Et l'honneur et l'orgueil si longtemps attendus!

***

Canons dont ce matin la bruyante allégresse
Sonnait sur les pavés des routes de Paris,
Qui, bondissans, courbiez votre élégant col gris
Pour répondre aux saluts d'une fervente ivresse!

Le peuple vous suivait de sa rude tendresse;
Il vous jetait des fleurs, des baisers et des cris;
Vous étiez triomphans sur vos essieux fleuris;
Les fleurs vous recouvraient comme d'une caresse!

Canons français, canons énergiques et beaux!
Puissiez-vous tous creuser, labourer des tombeaux
Assez longs et profonds pour qu'à jamais y dorme,

Sans espoir de réveil, le noir colosse énorme,
Et que de sa hideur et que de nos douleurs
Germe, au prochain printemps, une moisson de fleurs!

***

Comment parler de vous, saint et suprême Bien,
Présence de Jésus vivant, divine Hostie,
Sur des cœurs palpitans secrètement blottie,
Vrai refuge assuré contre la mort qui vient?

Il s'émeut, le soldat si jeune, sans soutien
Dans l'ouragan de feu qui l'enveloppe; il prie;
Et voici qu'à son cœur une voix attendrie
Murmure : « Je suis là, mon enfant, ne crains rien.

« C'est moi qui suis la foi, l'amour et l'espérance,
« Qui donne la victoire et permets la souffrance;
« Je t'aime et Je suis là. Ne crains pas de mourir.

« Je t'aime; J'ai versé tout mon sang pour ton âme;
« Vois au ciel qui t'attend, dans la gloire et la flamme,
« Mes bras crucifiés ouverts pour te bénir. »

***

Ne plus penser, ne plus savoir, jusqu'au moment
Où, terrible et soudain, l'Ange des Destinées,
De ses ailes de flamme arrêtant nos journées,
Et dressant son épée au fond du firmament,

Criera : « Peuples rivaux, voici le Jugement ! »
O quel silence alors des âmes étonnées,
Et de quel désespoir les races condamnées
Sentiront sur leur front peser le châtiment !

Ange qui porterez le funèbre message,
Sans oser de mes yeux fixer votre visage,
J'adore avec effroi le céleste dessein.

Heureux là-bas, heureux ceux qui luttent et meurent
Pour tout ce qu'il y a de grand, de beau, de saint !
Ayez pitié, mon Dieu, de tous ceux qui demeurent !

***

La bataille s'est tue, et le sol irrité
A bu le rouge sang comme l'eau des fontaines;
Le soir tombe; on entend un bruit d'ailes lointaines
Dans la fraîcheur immense et la sérénité.

Les servantes du ciel, Justice et Liberté,
Sous leurs manteaux flottans très pures et hautaines,
D'un grand vol cadencé descendent vers les plaines,
Une palme à la main et le glaive au côté.

Elles planent longtemps, blanches et solennelles,
Du geste et du regard, bénissant leurs fidèles
Dont le sang a coulé pour un sublime espoir;

Et tous les jeunes morts qu'ont effleurés leurs voiles
Dorment en souriant à l'éternel revoir
De leurs yeux grands ouverts sous les milliers d'étoiles.

***

Cher enfant, que nous prend l'appel de la Patrie
Qui nous quittais hier le visage vaillant,
Sans qu'une larme vînt d'un regard défaillant
Trahir le serrement de notre âme meurtrie !

L'on ne te pleure pas, mon soldat, l'on t'envie.
Tu nous as laissés seuls, mais, avec toi, voyant,
Loin, bien loin par delà notre horizon fuyant,
Le lumineux espoir qui soutient notre vie :

La France encor debout dans un monde nouveau,
Portant sous un ciel pur aux plis de son drapeau
La foi victorieuse et la liberté sainte;

La barbarie abjecte à ses pieds étouffant,
Et notre honneur entier ! Adieu donc, va sans crainte,
Va, mon soldat ! que Dieu te garde, cher enfant !

***

Sur le bord de la Meuse indolente, parmi
Des arbres clairsemés et de molles prairies,
Un village lorrain avec ses métairies,
Des pâtres, des troupeaux bêlans, c'est Domrémy.

Une maison y montre un vieux visage ami,
Humble, mais où sourit l'âme de la patrie,
Et la nuit on y sent une force qui prie
Et qui veille debout sur le sol endormi.

Humble maison, bercail de la France royale,
D'où sortit, commençant sa marche triomphale
Entre les fleurs de lis, un agneau rédempteur !

Sois encor le rempart de la nouvelle France,
O Domrémy, bercail cher au divin Pasteur !
Et vous, luttez pour nous, Jeanne, notre espérance !

***

Lendemains glorieux ! joie, ô larmes de joie !
Nous avons tant souffert ! suivant, d'un cœur si lourd,
Sur notre sol meurtri, le pas pesant et sourd
Et l'effroyable élan de la bête de proie !

Espérance, torrent où notre âme se noie !
Plus douce à notre soif qu'un baiser de l'amour !
Au chant de nos soldats l'aube du nouveau jour
Avec nos étendards sur les monts se déploie !

Ils reviennent vainqueurs, harassés, radieux,
Leurs armes dans les bras, des flammes dans les yeux,
Aux pieds de la Patrie anxieuse et plus belle,

Qui, penchée et priant sur ses fils à genoux,
Leur caresse le front d'une main maternelle,
Et leur dit : « Mes enfans, je suis fière de vous ! »

André Pératé.

REVUE LITTÉRAIRE

L'AUTEUR DE « PALUDES »

Voici *Les Caves du Vatican, sotie, par l'auteur de Paludes* (1). Et l'auteur de *Paludes*, c'est M. André Gide, on le sait bien ; *Paludes*, une autre « sotie, » ou gai récit, chargé de maintes significations. A la fin de *Paludes*, il y a une « table des phrases les plus remarquables de *Paludes*. » L'auteur n'en cite que deux et, « pour respecter l'idiosyncrasie de chacun, » laisse à tout lecteur le soin de choisir à son gré le reste. Nous choisirons : « Avant d'expliquer aux autres mon livre, j'attends que d'autres me l'expliquent. Vouloir l'expliquer d'abord, c'est en restreindre précocement le sens, car si nous savons ce que nous voulions dire, nous ne savons pas si nous ne disions que cela... Et cela surtout m'y intéresse que j'y ai mis sans le savoir, cette part d'inconscient, et que je voudrais appeler la part de Dieu... » Et puis : « Pourquoi écrivez-vous ? reprit-elle après un silence. — Moi ? je ne sais pas ; probablement que c'est pour agir. » Et puis : « J'arrange les faits de façon à les rendre plus conformes à la vérité que dans la réalité. » Et puis : « Ils n'admettent pas que l'on soit, comme le temps d'azur et des nuées, un composé mal défini de rire et de mélancolie. » Et puis encore : « On a cru que je me moquais du lecteur. Qui l'a cru ? — Un lecteur. — Tant pis pour qui l'a cru ; je voulais simplement rire avec lui et de moi-même : il ne faut rire que de soi... » Et puis enfin : « On considère trop les idées comme des mortes, où la logique peut opérer ; tandis que ce sont elles qui vivent, et qui vivent à nos dépens... Nous sommes voués à l'idée. » Il me semble que la réunion de

(1) Éditions de la *Nouvelle Revue française*

ces phrases, — remarquables, oui, — donne déjà un aperçu des intentions qu'avait l'auteur ; l'auteur est un idéologue passionné, qui traite les idées comme des vivantes, qui les mène avec entrain. D'ailleurs, elles le mènent aussi : ce n'est pas pour lui déplaire. Seul, Tiberge l'ennuie ; Manon, jamais : sa Manon, la changeante idéologie.

Mais lisons *les Caves du Vatican*. Franc-maçon que les rhumatismes tourmentent, M. Anthime Armand-Dubois est un savant réputé. Il dissèque de petits animaux et il étudie leurs « tropismes » ou réflexes. Bien entendu, il n'est pas le premier à chercher dans les phénomènes de velléité inconsciente les principes de toute activité spirituelle. Peu importe : il a inventé le mot de « tropismes » et aussitôt la science universelle compte sur lui. Quant à ses rhumatismes, qui lui font tressauter les épaules et l'obligent à ne point marcher sans une petite béquille, il va les confier aux soins d'un spécialiste romain, l'an 1890, sous le pontificat de Léon XIII. A Rome, il continue d'écorcher, d'aveugler, de martyriser et de soumettre aux tortures de la méthode expérimentale les rats, les oiseaux, les grenouilles que lui apporte un gamin, Beppo, « procureur-né, » qui « aurait fourni l'aigle ou la louve du Capitole. » Anthime a un adversaire en la personne de sa femme ; celle-ci, émue de pitié, nourrit en secret les bestioles que le savant condamne à jeûner. Ainsi, elle fausse les tables d'observations. Querelles, et admirablement vulgaires. La vulgarité qui entoure la philosophique besogne d'Anthime est énorme et drôle. Anthime est dérisoire ; et les ridicules d'un tel savant déconsidèrent l'idole scientifique. Arrivent à Rome les Baraglioul : Mmes de Baraglioul et Armand-Dubois sont les deux sœurs. Ces Baraglioul, des gens « très bien pensans. » L'auteur ne leur a point épargné les moqueries dont il accable son franc-maçon d'Armand-Dubois. Quelle satire ! L'auteur invente ses personnages, les habille comme des marionnettes pour jeu de massacre et, sans retard, il les assomme de ses balles, lancées dru, en riant fort. Il ne ménage ni les uns ni les autres. Et que leur veut-il ? J'avoue qu'on se le demande un peu. Il n'a pas moins de cruauté pour ces enfans de son imagination qu'Anthime pour les rats et grenouilles de Beppo. Mais Anthime songe à la science. A quoi songe M. André Gide ? Nous le saurons de mieux en mieux. Pour le moment, sa férocité nous inquiète et nous divertit. Pour le moment, nous croyons pressentir que l'auteur a des projets ; et, ses projets, nous ne les devinons pas. Nous constatons avec plaisir que le symbole de ses conclusions prochaines et encore mystérieuses l'amuse et nous amuse. En attendant que se traduise le rébus, le rébus est un joli

dessin, fait de verve et où les regards trouvent leur contentement.

Julius de Baraglioul est un romancier moraliste, dont les œuvres sont démonstratives et mondaines. M. Gide ne l'estime pas, M. Gide qui a écrit (dans ses *Nouveaux prétextes, réflexions sur quelques points de littérature et de morale*) : « L'œuvre d'art ne doit rien prouver, ne peut rien prouver sans tricherie. » Anthime Armand-Dubois méprise les romans de son beau-frère, qui méprise également les tropismes du franc-maçon. Du moins, les Baraglioul déplorent-ils la mauvaise santé d'Armand-Dubois; et, dans leurs prières, ils pensent à lui. A cette nouvelle, Armand-Dubois ne se connaît plus : il ne veut pas d'un miracle qui le guérirait. Pourquoi ? — « Parce qu'alors cela me forcerait de croire à Celui qui n'existe pas ! » Enchanté de sa bourde et furieux, il sort. Il a quitté le repas de famille. Tout clopinant, il va dehors et invective contre une madone en pierre, fixée à l'angle de la maison et qui, dans une niche, sous un toit de zinc, auprès d'une lanterne, montre son manteau bleu et tend ses mains rayonnantes. Il lance à la madone sa béquille et brise la main droite, qui tombe. Il la ramasse et la glisse dans la poche de son gilet. Honteux et plein de rage, l'iconoclaste rentre chez lui : et il y a du « père Ubu, » dans ce bonhomme. Il entend sa nièce, la petite Julie, prier : « ... et pour les les péchés de l'oncle Anthime. » Pendant la nuit, l'oncle Anthime a un songe. Il voit la madone, qui pour le guérir n'a pas besoin d'une main en pierre et qui lève sur lui sa manche vide. Il saute de son lit et, sans béquille maintenant, guéri et converti, court à son laboratoire. Mme Armand-Dubois l'y surprendra, lui, l'athée d'hier, agenouillé, pleurant avec contrition devant le débris de la statue sainte. Et Anthime renonce à la science impie ; il n'écrira plus dans les journaux du parti radical : il est ruiné. Julius de Baraglioul tâchera de lui obtenir de fructueuses compensations cléricales. La sotie devient peu à peu une folie : le sarcasme y prend un accent de frénésie bouffonne; c'est la bouffonnerie, à mon gré, qui le sauve d'une insolence désagréable. Mais de qui se moque-t-on ? « Il ne faut, dit l'auteur de *Paludes*, rire que de soi... » Et ce sont les mouvemens naturels de l'esprit et du cœur qui ont ici leur formidable caricature.

Soudain, nous rentrons à Paris. Un nouveau personnage nous est présenté, le jeune Lafcadio Wluiki : « on prononce Louki. » L'entrée de ce garçon nous avertit de notre joie : ce roman sait nous convaincre, non de ses doctrines, de ses attraits, si, à chacun de ses épisodes, il éveille notre curiosité, l'aguiche et, quitte peut-être à la décevoir, la tient en alarme perpétuelle. Lafcadio est charmant, si désinvolte ! Et,

autant un Anthime Armand-Dubois et un Julius de Baraglioul avaient de quoi nous attrister par tout cet accablement de disciplines qu'ils portent mal, autant nous séduit ce jeune Lafcadio qui improvise toute son existence et inaugure les règles de sa fantaisie. Son enfance a été une extraordinaire aventure cosmopolite et les influences qu'il a subies, contrariées les unes par les autres, n'ont guère laissé en lui de trace. Il ne sent aucune servitude l'entraver. Julius et Anthime, de même qu'ici-bas les gens habituels, sont des esclaves et, à chacun de leurs instans (pour employer le mot des philosophes) conditionnés, des victimes du principe dit de causalité, victimes résignées sous le joug. Lafcadio, non. Lafcadio, l'auteur s'amuse à lui organiser une destinée telle que rien ne lui advienne jamais que par hasard. Ainsi, Lafcadio est le fils du vieux Juste-Agénor de Baraglioul et, de cette façon, le frère de Julius. Nous profitons de son aubaine : à la faveur de cette parenté, il entre dans le roman. L'aubaine est pour lui aussi : le vieux Juste-Agénor le voit un jour, lui lègue des rentes et meurt. Lafcadio n'a pas eu le temps de s'attacher ; et les rentes lui seront commodes. Du reste, ce jeune homme est digne de sa fortune. Les gracieux hasards n'ont point en lui un ingrat. Tout son effort, il le consacre à se garder en bel état pour les accueillir. Leste, rapide, toujours prêt aux événemens, prompt aux ripostes de l'énergie, net en ses propos, il ressemble à un jeune homme de Stendhal. Et, comme s'il avait une fine conscience de son privilège, en l'honneur des hasards et pour dénigrer à lui-même leur ennemi, ce lourd principe de causalité, il accomplit des chefs-d'œuvre. Il sauvera, dans un incendie, trois enfans ; plus tard, il assassinera un individu qu'il ne hait pas : il n'aimait pas les trois enfans qu'il a sauvés. Il démontre qu'il est prime-sautier.

Précieux héros, d'un récit romanesque ! Avec un tel Lafcadio, il se passe continuellement quelque chose. Et l'auteur amène sans difficulté les incidens : ce qu'ils ont de plus déraisonnable rend hommage à ces hasards dont Lafcadio est l'heureux jouet. Ah ! Julius de Baraglioul n'entend pas de cette façon l'art du roman. « Cela vous amuse beaucoup, d'écrire ? » lui demande Lafcadio. « Je n'écris pas pour m'amuser ! » répond noblement l'auteur de *l'Air des cimes*. Et voici l'une des significations que M. André Gide a incluses dans sa sotie : c'est une drôle de chose que de n'écrire point pour s'amuser. Pourquoi écrire, alors ?... Julius de Baraglioul, quand il écrit, fait de l'apostolat. D'ailleurs, il est tout plein de niaiserie. Laissons sa niaiserie : en tout cas, il a tort de ne considérer la littérature que comme un bon moyen

d'apostolat. Puis il veut plaire, et à qui lui décernera sa récompense ; de sorte que, fier de son dévouement à une cause, il s'avilit par une complaisance médiocre. Jamais il ne se libère de ses liens, jamais il ne cède à une vive impulsion, jamais il n'a un peu d'élan ; toujours, et dans la vie quotidienne et dans ses livres, il est empêtré. Les héros de ses romans sont empêtrés autant que lui. Par exemple, dans *l'Air des cimes*, il a peint le vieux Juste-Agénor de Baraglioul, son père. Un homme très singulier, le vieux Juste-Agénor, et admirablement capricieux : témoin, Lafcadio ! A la veille de sa mort et dans l'appartement d'où il n'est pas sorti depuis des années, il faut le voir. Un grand foulard couleur madère enveloppe ses cheveux ; l'un des bouts retombe sur la dentelle de son col ; et sa barbe d'argent couvre le haut de son justaucorps en laine havane. Un châle gris aux genoux, les pieds sur un coussin d'eau chaude, il trempe ses mains dans un bain de sable que chauffe une lampe. Il boit des tisanes et il écoute son confesseur, le père Avril. Mais on lui passe la carte de Lafcadio : « Lafcadio de Baraglioul. » Que s'éloigne le confesseur ; et voici Lafcadio... « D'abord, sachez, monsieur, qu'il n'y a pas de Lafcadio de Baraglioul ! » Et il déchire la carte. Il examine le jeune homme, le trouve joli, bien fait, se félicite à part lui de son ouvrage et, sur le point de s'attendrir, se maîtrise. Par instans, il clôt les yeux et il semble dormir : à travers sa barbe, on voit ses lèvres remuer. Le châle glisse de ses genoux ; Lafcadio se penche et il sent sur son épaule la main du vieillard « peser doucement. » C'est la première fois que Lafcadio voit le comte de Baraglioul ; le reverra-t-il ? « Ma foi ! j'avoue que ça ne serait pas sans plaisir ; mais les révérendes personnes qui s'occupent de mon salut m'entretiennent dans une humeur à faire passer mon plaisir en second... » Et il sourirait. Lafcadio aura quarante mille livres de revenu : qu'il s'en aille donc ! « Mon enfant, mon enfant, balbutie le vieillard, je suis en retard avec vous... » Et enfin : « Je ne veux pas que vous portiez mon deuil. Mon enfant, la famille est une grande chose fermée ; vous ne serez jamais qu'un bâtard ! » Avec un tel Juste-Agénor de Baraglioul, si bien sûr de son caractère, Julius n'a écrit qu'un roman fade. Lafcadio le lui reproche, sans feinte : « Pour moi, je me laisserais mourir de faim devant ce ragoût de logique dont j'ai vu que vous alimentez vos personnages... » Ainsi, le vieux Baraglioul : « le souci de le maintenir, partout, toujours, conséquent avec vous et avec soi-même, fidèle à ses devoirs, à ses principes, c'est-à-dire à vos théories... vous jugez ce que, moi précisément, j'en puis dire ! » Lafcadio se définit « un être d'inconséquence ; » tel était le vieux

Baraglioul ; et tel serait Julius lui-même, s'il ne se paralysait de logique. Or, un jour, Julius a comme une illumination de vérité : si peut-être son œuvre ne valait rien ? Doute cruel ! si peut-être ses livres et sa vie même n'avaient pas de réalité authentique ? C'est bien cela ; et il croit qu'il va secouer ses manies : il voit devant lui le champ libre. « Comprenez-vous (demande-t-il à Lafcadio) ce que veulent dire ces mots : le champ libre ? Je me dis qu'il l'était déjà ; je me répète qu'il l'est toujours, et que seules jusqu'à présent m'obligeaient d'impures considérations de carrière, de public et de juges ingrats dont le poète espère en vain récompense. Désormais je n'attends plus rien que de moi. Désormais j'attends tout de moi ; j'attends tout de l'homme sincère ; et j'exige n'importe quoi ; puisque aussi bien je pressens les plus étranges possibilités en moi-même... » Il ajoute : « Puisque ce n'est que sur le papier, j'ose leur donner cours ! » Délicieuse remarque ; et la plaisante phrase ! Elle atteste la pusillanimité durable de Julius et, plus sérieusement, le véritable office de la littérature. Si, dans l'existence quotidienne, vous n'êtes pas libre facilement (timidité, ou de bonnes raisons), ayez au moins la littérature pour ce qu'elle est, un stratagème de liberté spirituelle.

Julius de Baraglioul, au moment de sa révolte, comprend sa faute, sa double faute. Premièrement, il s'est trompé dans la psychologie : et il a cru que les âmes étaient, en somme, des lieux où il se fait de la logique. Pas du tout ! et, la prochaine fois, il inventera un personnage très actif et qui n'ait pas de motifs à son activité, mettons, un criminel et dont le crime soit « parfaitement immotivé. » C'est Lafcadio !... Et : — Très bien (répond Lafcadio) ; je n'y vois pas de difficulté ; « romancier, qui vous empêche ? et, du moment qu'on imagine, d'imaginer tout à souhait ? » Julius a beau dire, il ne peut se résoudre, s'il ne motive pas le crime, à ne pas motiver le criminel. Et telle est sa marotte ; et, comme il a manqué le roman de Juste-Agénor, il manquera le roman de Lafcadio. Julius déplorable !... Secondement, s'il a péché dans ses livres, c'est qu'il pèche continuellement dans sa vie selon le mode pharisien. Et il dit à Lafcadio, avec une bonne foi ridicule et qui vous désarme cependant : « Vous ne sauriez croire, vous qui n'êtes pas du métier... » car il est tout engoncé de pédantisme professionnel... « combien une éthique erronée empêche le libre développement de la faculté créatrice. La logique, la conséquence, que j'exigeais de mes personnages, pour la mieux assurer, je l'exigeais d'abord de moi-même ; et cela n'était pas naturel. Nous vivons contrefaits, plutôt que de ne pas ressembler au portrait que

nous avons tracé de nous d'abord; c'est absurde : ce faisant, nous risquons de fausser le meilleur ! » Ainsi se réunissent les torts littéraires et les inconvéniens moraux de Julius : son esthétique dépend de son éthique ; prenons-y garde. Et nous croyions ne parler que littérature : s'ensuit une morale. M. André Gide est un moraliste. Pourtant, je citais de lui cette maxime selon laquelle l'œuvre d'art ne doit et ne peut rien prouver sans tricherie. Mais il est un moraliste dans tous ses livres, depuis ce premier manuel ou introduction à la vie pensive et ardente, *les Cahiers d'André Walter*, et dans ce poème de pédagogie passionnée, *les Nourritures terrestres*, et dans *l'Immoraliste* que j'aime à peine, et dans *la Porte étroite* et *Isabelle*, qui me semblent deux rares chef-d'œuvres, et dans la merveille de *l'Enfant prodigue*, et dans ces trois soties, *Paludes*, *le Prométhée mal enchaîné*, *les Caves du Vatican*. Je dis un moraliste; et j'entends un écrivain qui toujours médite sur le plus parfait arrangement de la vie. Il ne contredit pas son principe : et méditer n'est pas prouver. Ou bien, s'il se contredit, je me figure qu'il n'en souffre guère ; et c'est là une liberté que son éthique ne lui défend pas.

Son éthique, la preste caricature de ce malheureux Julius nous la révèle, après la caricature d'Anthime. Quel est le péché grave de Julius? Macbeth avait tué le sommeil ; et Julius, ah ! plus coupable encore, a tué la spontanéité : c'est tout le ressort de la vie. C'en est la sève et, bientôt, la fleur ; c'en est l'âme vive et c'en est la flamme ; c'en est le courage et la beauté. Mais on nous propose un modèle : ce Lafcadio, cet aventurier ? Un peu d'aventure, dans votre vie morne ! Ce Lafcadio, ce meurtrier ? Tuez donc en vous le vieil homme! tuez en vous, très souvent, cet homme qui vieillit et qui ne sait plus accueillir les nouvelles journées!... Du reste, non, Lafcadio n'est pas un modèle qu'on vous propose ; mais, en contraste avec Julius, il est une gaie image de la spontanéité, vertu précieuse.

Une littérature qui a perdu sa spontanéité, quel ennui ! Et une littérature ennuyeuse, quel désastre ! Au surplus, quoi qu'il en soit de la morale que M. Gide a enfermée dans ses divers traités dogmatiques ou ironiques, ne lui sait-on pas gré de réclamer sans cesse, pour la littérature, le droit au plaisir, et même le devoir du plaisir. Nous avons des écrivains éminens ou notoires qui omettent ce paragraphe premier du catéchisme littéraire; et ils guindent la littérature : ah ! comme ils l'ont guindée ! Cela, qu'on y pense, est contraire à tout l'usage ancien de nos bons auteurs, si allègres, à toute leur tradition de verve, d'audace, et quelquefois d'impertinence, et toujours de

franche allure. Une fausse gravité, — c'est une gravité inutile, — ne date pas de loin, chez nous. Nos contemporains engoncés, que veulent-ils? Prouver! répond M. Gide, mais, non: ce n'est pas là l'erreur principale. Non, si prouver, avec de jolis argumens et avec des phrases qui aient une puissance dialectique et un charme insinuant, si prouver même est un plaisir: et M. Gide le sait bien. L'erreur consiste à négliger, dans la notion de la littérature, l'idée du plaisir. Qu'elle soit un plaisir d'abord et, s'il lui chante ainsi, plaisir de persuasion, plaisir d'apostolat: plaisir. Et ni Montaigne ne s'y est trompé, ni La Bruyère, ni Voltaire; et ni Pascal.

La causerie qu'ont à Rome Lafcadio, le sage fol, et Julius tout empêtré m'enchante. Mais j'en abuse, si j'ai l'air de la présenter comme une digression. Elle est dans le roman. Le projet littéraire de Julius, l'intention qu'il a de peindre un jeune criminel, ce jeune criminel tout pareil à Lafcadio, il l'a, sans le savoir, attrapée de Lafcadio. Quand il se confie à Lafcadio, naïvement, c'est un effet dramatique, et c'est une péripétie de leur histoire. M. Gide s'était promis de suivre sans relâche sa fiction romanesque; et il eût manqué à son esthétique en soumettant à une thèse le roman. Le roman court; et d'incidens en incidens, il galope. Au collège, Lafcadio connut un certain Protos, qu'on surnommait ainsi, sachant le grec, pour une place de premier qu'il obtint. Protos, une canaille ingénieuse, organise une escroquerie: on a emprisonné le Pape, assure-t-il aux bonnes âmes, dans le Château Saint-Ange; ce n'est pas le pape élu au conclave, c'est un faux pape qui, sur le trône de Saint-Pierre, l'a remplacé; donc, nous délivrerons le Pape et il faut, pour cela, de l'argent. L'un des beaux-frères de Julius, Amédée Fleurissoire, tombe dans le panneau, quitte Pau, sa ville natale, et quitte son épouse et quitte le tran-tran de ses habitudes, pour aller vite à Rome et, dévoué, collaborer à la délivrance du Pape. Comment il arrive là-bas, comment il y rencontre Julius, comment il y rencontre, sous les espèces très honorables d'un prêtre camouflé, l'infâme Protos, comment on le charge d'une mission qui l'oblige à prendre le train de Naples, comment il rencontre enfin, dans le wagon, Lafcadio qu'il ne connaît pas et qui, par jeu gratuit, le précipite sur la voie, c'est ce qu'on apprend avec émoi quand on lit *les Caves du Vatican*. Je ne sais pas si les auteurs de romans feuilletons, de romans policiers inventent mieux, plus hardiment, les manigances d'une intrigue. Mais ne confondons pas les genres: c'est ici tout autre chose qu'un de ces romans, certes. L'auteur a imaginé d'écrire à l'inverse de Julius. Il a écrit *les Caves du Vatican*, de même que plusieurs

personnes, lasses du théâtre contemporain, protestent et ne craignent pas d'afficher, au bout du compte, leur satirique préférence pour le « music-hall, » que les Français appelaient jadis café-concert. Le roman, tel que le fabrique Julius, encombré de considérations éloquentes et destiné à l'édification, méprise la vivacité des épisodes : c'est négliger de nous distraire. « Ah ! monsieur, » s'écrie un jour Protos, déguisé en professeur, « tout ce qu'on ferait dans cette vie, si seulement on pouvait être bien certain que cela ne tire pas à conséquence ! » Ah ! tout ce qu'un écrivain, pourvu de quelque fantaisie, ferait dans le roman, s'il consentait que cette sorte d'ouvrages, de très petite conséquence, a pour objet de nous distraire !... Et je crois que M. Gide, là-dessus, invoquerait l'autorité de Stendhal.

Lafcadio, meurtrier d'Amédée Fleurissoire, ne garde pas pour lui le secret de son crime. Il ne l'avoue pas, il le raconte à Julius, qui l'engage à se taire. Et, se taire, c'est trop facile, pour un garçon qui recherche les occasions d'une vie accidentée ; mais la fille de Julius a entendu les aveux, disons le récit, de Lafcadio. Elle aime Lafcadio et ne tolère pas qu'il se perde. Ce fut un soir, et même une nuit, qu'elle arriva dans la chambre de ce jeune homme. Maintenant, « quoi ! va-t-il renoncer à vivre ? et, pour l'estime de Geneviève, qu'il estime un peu moins depuis qu'elle l'aime un peu plus, songe-t-il encore à se livrer ?... » Le dénouement de ce long badinage n'est que plaisanterie et nous avertit de prendre avec gaieté une histoire qu'on ne nous a point offerte avec chagrin.

Cette gaieté pourtant n'est pas exactement gaie ; la gaieté de M. André Gide, abondante ici ou là dans son œuvre, et dans les soties en particulier, dans *les Caves du Vatican* plus que jamais, n'a point d'abandon ni de simplicité, ni d'aisance légère. Et je ne la dénigre pas ; j'en indique les qualités singulières. Elle a quelque chose de tendu, et non de volontaire tout à fait, au moins de résolu, de médité. Elle n'est pas un sentiment né tout seul dans une âme prête à le recevoir, mais une conquête, plutôt, et chèrement acquise. Une victoire ; et quel fut l'adversaire ? Si nous le savons, nous entendrons mieux et l'œuvre entière et ce dernier ouvrage.

Or, cette gaieté, telle que je l'indique, n'est pas du tout spontanée ; elle ne l'est pas, et dans ce livre qu'on définirait une apologie pour la spontanéité. Contrariété manifeste et, si je ne me trompe, la substance même de la pensée que traitent, suivant maintes péripéties, les ouvrages de M. André Gide. Dès le début, que voyons-nous ? une intelligence qui subit le fardeau des livres, le fardeau des idéologies et des

systèmes, le fardeau de la pensée humaine, laborieuse depuis des siècles. Aucun de nos contemporains ne témoigne si clairement de ce que fut l'intellectualité française au temps où ont commencé d'écrire les hommes de cette génération, vers 1890. Les têtes alors étaient bien métaphysiciennes, curieuses de vérité suprasensible, oui, mais de dialectique surtout : de sorte que les stratagèmes qui peuvent servir à l'emplette de la vérité devinrent le trésor par excellence. Il y a beaucoup d'analogie entre ces têtes-là et celles du moyen âge, encombrées, les unes et les autres, et captives, non d'un système, de tous les systèmes. Avec plus de sérieux que personne et préparé (il le raconte) par une espèce « de protestantisme ou de jansénisme natif » aux rigueurs de la croyance, M. André Gide a éprouvé le tourment des doctrines. Plus sensible qu'un autre et plus atteint, il en a plus souffert. Dans les *Cahiers d'André Walter*, on aperçoit l'effort qu'il a fait pour se délivrer. De même que le moyen âge inventa, pour ses évasions imaginatives, l'allégorie, — laquelle ne lui fut pas une manie de littérature seulement, — les jeunes hommes de 1890 recouraient au symbole, ingénieux artifice. « Tout phénomène est le symbole d'une vérité... » A la faveur de ce dédoublement, on s'échappe : « L'émotion se sert d'un paysage comme d'un mot... » Tout de même, cette émancipation n'est qu'une servitude nouvelle, si les apparences de la réalité ne sont plus que des images à traduire, fût-ce librement.

Une libération plus vive consiste à regarder les images sans les traduire, à couper le symbole universel de ses racines, comme on saisit une brassée de fleurs et se réjouit d'elles sans plus songer aux virtualités profondes qui s'épanouissent dans les couleurs et les parfums. *Le Voyage d'Urien*, voyage parmi des paysages d'idées, est une grande rêverie de symboles : « Mes marins tour à tour deviennent l'humanité tout entière ou se réduisent à moi-même... » Et, à la fin du *Voyage*, cette plainte est significative : « Nous ne sommes jamais sortis de la chambre de nos pensées et nous avons passé la vie sans la voir... » Sortir de la chambre de ses pensées, aller vers la vie, souhait le plus fervent ! Et c'est fait, du jour qu'on a pris son parti de placer la réalité dans les symboles, non dans leur révélation secrète, dans la nature, et non dans le mystère de ses lois.

Que de joie aussitôt ! Une joie où dure encore le souvenir de la contrainte : l'esclave d'hier montre, par son exubérance même, la servitude qu'il a endurée. L'allégresse de la récente liberté mentale est célébrée dans les *Nourritures terrestres* avec une poésie tremblante, avec un zèle exalté, craintif encore et qui se donne du courage en

multipliant ses prouesses... « Il faut, Nathanaël, que tu brûles en toi tous les livres... Nathanaël, quand aurons-nous brûlé tous les livres! Il ne me suffit pas de lire que les sables des plages sont doux ; je veux que mes pieds nus le sentent... Oh! si tu savais, si tu savais, terre excessivement vieille et si jeune, le goût amer et doux, le goût délicieux qu'a la vie si brève de l'homme ; si tu savais, éternelle idée de l'apparence, ce que la proche attente de la mort donne de valeur à l'instant !... Nathanaël, je te dirai tous les jardins que j'ai vus. A Florence, on vendait des roses ; certains jours, la ville entière embaumait. Je me promenais chaque soir aux Cascine et le dimanche aux jardins Boboli sans fleurs. A Séville, il y a, près de la Giralda, une ancienne cour de mosquée. — A Grenade, les terrasses du Généraliffe... Et, de Blidah, Nathanaël, que te dirai-je ? Ah! douce est l'herbe du Sahel ; et tes fleurs d'orangers! et tes ombres ! suaves les odeurs de tes jardins... Blidah ! Blidah ! petite rose ! au début de l'hiver, je t'avais méconnue. Je lisais la Doctrine de la Science de Fichte et me sentais redevenir religieux. J'étais doux ; je disais qu'il faut se résigner à sa tristesse et je tâchais de faire de tout cela de la vertu. Maintenant, j'ai secoué là-dessus la poussière de mes sandales ; qui sait où le vent l'a portée?... » L'amusement devient un hymne.

Mais la liberté mentale n'est pas une conquête une fois faite : elle est une conquête menacée. Il y a des retours de l'ennemi, de subites incursions, et des reprises de la résistance, et de nouveaux périls, et de nouvelles victoires, nouvellement glorifiées. Ce pathétique débat qui, dans une âme, résume les épreuves de l'âme humaine occupe toute l'œuvre de M. André Gide, quant à présent. Il est beau, terrible par momens et il a des alternatives d'angoisse et de triomphe très émouvantes ; un lyrisme très divers en est, mieux que l'ornement, le cri ou le chant, tumultueux ou apaisé. Parfois, dans la lutte, éclate l'ironie, la raillerie, comme, dans les combats d'Homère, l'invective. Et puis, des chansons heureuses consacrent les journées de trève ; et puis la lutte recommence, avec un acharnement tout neuf.

Je ne sais si l'énorme éclat de rire qui, dans *les Caves du Vatican*, retentit fort et loin marque la victoire décisive et si l'auteur, après cela, considère qu'il s'est débarrassé de l'ennemi. Parmi nos contemporains qui se sont mis aux prises avec les exigences de l'intellectualité, — or, c'est le préambule des œuvres importantes que cette génération littéraire a produites, — M. André Gide est celui de tous qui a le plus complaisamment prolongé la querelle. Les autres, à tel ou tel point de la dialectique, ont fait leur soumission, plus ou moins hâtive,

plus ou moins complète. Ceux-là, probablement, les sages. Dans la contrainte résolument acceptée, il y a plus de liberté peut-être que dans la révolte continue. Si telle est, au bout du compte, la vérité, un Maurice Barrés l'agrée : M. André Gide la refuse. Voilà précisément la position de M. André Gide, dans le démêlé auquel nous assistons et qui confère à la littérature d'aujourd'hui sa grandeur.

La parabole de l'Enfant prodigue, il l'a inclinée à son gré, comme ceci. Fatigué de sa fantaisie, l'Enfant prodigue est revenu de sa longue absence. Il est retourné au jardin qu'enferment des murs et d'où jadis il désirait de s'évader. Son père l'accueille, et sa mère. Son frère aîné le réprimande ; et il reçoit, des êtres et des choses, une leçon de quiétude résignée : « Bénie soit ta fatigue ! » lui dit-on. Mais il a un frère puîné qui, cette nuit, ne peut dormir et qui l'interroge. L'enfant qu'il ne connaissait pas l'a vu revenir à la maison couvert de gloire. — « Hélas ! j'étais couvert de haillons... » Ces haillons, l'enfant les a vus couleur de gloire. L'enfant prodigue avoue : « La liberté que je cherchais, je l'ai perdue ; captif, j'ai dû servir. J'ai voulu m'arrêter, m'attacher enfin quelque part... » Le petit enfant, qu'il admoneste avec son repentir, s'en ira. Et, lui, son repentir n'est bientôt plus d'être parti, mais revenu. Et quand le petit enfant, prodigue à son tour, s'en ira, l'ancien enfant prodigue lui dira : « Il est temps à présent. Le ciel pâlit. Pars... Puisses-tu ne pas revenir ! Descends doucement. Je tiens la lampe... — Ah ! donne-moi la main jusqu'à la porte. — Prends garde aux marches du perron... » La parabole du retour est devenue la parabole du perpétuel départ.

Et nous ne savons pas où ira la pensée de M. André Gide, vagabonde et qui ne semble ni lasse de ses belles aventures, ni résolue à ne jamais se reposer.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Après l'incendie de l'Université de Louvain, celui de la cathédrale de Reims! La science, l'art, la religion, l'histoire sont tour à tour les victimes de cette culture allemande qui prétendait s'imposer à notre admiration et ne produit aujourd'hui dans le monde civilisé qu'une impression d'horreur. L'étonnement s'y mêle. On savait la race allemande violente, grossière, brutale, mais on la croyait intelligente et pratique, et on se demande, sans que le bon sens puisse fournir une réponse satisfaisante, de quelle utilité peut être ce dernier crime à ceux qui l'ont commis. Il ne peut s'expliquer que par un accès de rage produit par le sentiment de l'impuissance. Depuis qu'ils ont franchi leurs frontières, les Allemands ont marché de déceptions en déceptions. Le plan de guerre qu'ils avaient patiemment élaboré n'a reçu nulle part, ni en Belgique, ni en France, ni en Russie, la consécration de l'événement. Les espérances dont ils s'étaient bercés ont été durement, cruellement trompées. Leur armée, qui ne doutait pas de sa victoire et la croyait facile, sent passer sur sa tête le vent de la défaite. De là les accès de colère aveugle auxquels nous la voyons se livrer, et, à quelques égards, cet odieux spectacle est pour nous rassurant.

Nous pleurons nos villes détruites et nos monumens incendiés; rien ne nous consolera d'avoir vu s'effondrer sous les obus teutons ce merveilleux chef-d'œuvre qu'a été la cathédrale de Reims; mais à travers les flammes et la fumée du sacrifice apparaît une promesse. Il y a quarante-quatre ans, l'armée allemande a été maîtresse de Reims: pourquoi a-t-elle respecté alors la cathédrale qu'elle a incendiée aujourd'hui? C'est qu'elle était victorieuse, que ses plans s'exécutaient, que ses calculs se réalisaient, et la satisfaction qu'elle en éprouvait lui tenait lieu de générosité. Tout cela est changé, et le bombardement de la cathédrale en est la preuve. L'armée allemande, n'ayant pas

réussi à vaincre, éprouve le besoin sauvage de détruire. Elle a d'ailleurs bien choisi son objet, car rien ne pouvait nous être plus sensible que la perte d'une église qui était pour nous, entre tous les autres, le monument national par excellence. On a parlé à ce propos des barbares d'autrefois et, en effet, le rapprochement s'imposait; mais à cette première impression une autre a succédé; après les analogies, on a aperçu les différences. Attila avait une excuse dans sa barbarie même, et encore lui est-il arrivé de s'arrêter comme ému d'une terreur secrète, en face de la civilisation qui se présentait à lui sous une forme religieuse. Il a épargné Troyes à la prière de saint Loup. Il s'est détourné de Rome devant la majesté de saint Léon. Il n'était pas incivilisable. Mais les Allemands sont civilisés, et leur crime est d'autant plus impardonnable qu'en l'accomplissant, ils savaient fort bien ce qu'ils faisaient. Ils ne sont pas des barbares et ils font des actes de barbarie. C'est ce qui donne à ces actes un caractère d'infamie dont l'histoire n'avait encore fourni aucun exemple. Certes, nous ne doutons pas du succès final des armées alliées; mais, si la fortune devait nous abandonner, la victoire allemande resterait déshonorée et flétrie dans la conscience du genre humain. On entend déjà le jugement qu'elle porte. La première protestation qui s'est élevée contre l'incendie de la cathédrale de Reims est, dit-on, celle du Pape Benoît XV : mais combien d'autres ont aussitôt suivi celle-là! Il en est venu de toutes les parties du monde, il en vient encore tous les jours. Le mouvement continue, il n'est pas près de s'arrêter, et quand, la guerre une fois terminée, l'heure sonnera du règlement de compte définitif, le spectre de ces cités dolentes, Louvain, Reims, Senlis, demandera vengeance et justice et certainement l'obtiendra. Devant les ruines de notre cathédrale se dresse toujours la statue de Jeanne d'Arc de Paul-Dubois, l'épée haute et le regard au ciel : elle semble sortie vivante d'un autre bûcher. C'est la plus pure, la plus noble, la plus forte incarnation de la France : sa grande mémoire nous protège, elle nous sauvera.

L'état-major allemand aurait-il senti la honte qui pèse sur lui et a-t-il voulu essayer de s'en dégager? On a pu lire dans les journaux la pitoyable explication qu'il a donnée comme une excuse de son vandalisme. Ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Déjà, à propos de Louvain, il avait pris audacieusement la parole et aussitôt il avait menti. Le prétexte donné étaient quelques coups de fusil qui auraient été tirés par la population civile contre les soldats. Le fait a été contesté, nié. Nous avons d'ailleurs déjà dit que, quand même il serait

vrai, le sac de Louvain n'en serait pas justifié. Rien n'autorise à rendre toute une population responsable de l'imprudence de quelques-uns et parfois même d'un seul. Eh quoi! parce qu'un coup de feu aurait été tiré contre une troupe allemande, toute une ville pourrait être détruite et sa municipalité fusillée! On sait ce qui s'est passé à Senlis. Le maire, M. Odent, apprenant l'arrivée prochaine de l'ennemi, avait fait réunir à la mairie toutes les armes qui existaient dans la commune. Les ordres étaient formels, ils avaient été exécutés. Peut-être un fusil avait-il échappé ; qui pourrait en répondre ? Peut-être un coup de feu est-il parti d'une fenêtre : qui aurait pu l'empêcher? Nous ne savons pas si le fait s'est produit; les Allemands le prétendent, mais on sait ce que vaut leur parole, et le cas qu'ils en font eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, cette mauvaise raison leur a suffi, là aussi, pour incendier la plus grande partie de la ville et fusiller le maire. Ils se sont servis du même argument qu'à Louvain. Mais, à supposer que l'argument repose sur une donnée exacte, encore faudrait-il savoir quelle est ici sa valeur propre.

On dit qu'en temps de guerre les armées seules ont le droit de se battre, et que la population civile a le devoir strict de ne prendre, ni de près ni de loin, aucune part aux opérations. L'histoire cependant a admiré autrefois le courage de la population d'un pays ou d'une ville qui, tout entière, a pris les armes pour chasser l'ennemi. Aujourd'hui, la population civile doit s'abstenir et on assure que la guerre en est devenue plus humaine. C'est sans doute en vertu de cette règle que des soldats allemands ont fusillé un malheureux enfant qui s'était contenté de dire : « Voilà l'ennemi ! » Il n'avait pas le droit, paraît-il, de donner aux siens cet avertissement et, puisqu'il l'avait fait, rien que la mort n'était capable d'expier un tel forfait! Cet exemple montre qu'il y aurait quelques éclaircissemens, explications, atténuations surtout à apporter au principe absolu de l'abstention obligatoire de la population civile et quelques limites aux représailles qu'on peut exercer contre elle dans le cas où la règle serait enfreinte. Mais si cette règle impose des obligations aux uns, ne doit-elle pas aussi en imposer aux autres, en imposer à tous, aux militaires comme aux civils, et que dire d'une armée qui, après avoir interdit aux civils d'intervenir dans les opérations militaires, prend de force des femmes et des enfans et les fait marcher devant elle pour lui servir de bouclier contre les coups de l'ennemi ? Le cas s'est présenté fréquemment dans cette guerre atroce ; il a été constaté par de nombreux témoins ; il ne saurait être mis en doute. C'est là sans doute un bel

exemple de lâcheté ; mais c'est aussi une violation cynique du principe en vertu duquel les civils doivent rester en dehors de la guerre. Les Allemands interdisent qu'on y prenne part contre eux, mais ils exigent qu'on le fasse pour eux, pour les protéger, pour les couvrir de son corps et, dans un cas comme dans l'autre, si on résiste, c'est la mort. Voilà ce qu'on a vu dans un grand nombre de villes et de villages belges ou français et contre quoi le cri de l'humanité ne saurait s'élever trop haut et trop fort. Pour les Allemands, il n'y a qu'un droit, le leur, et il n'y a qu'un devoir, qui est de le servir. Qu'on soit Belge ou Français, ou Anglais, ou Russe, peu importe, le devoir est le même : quand un Allemand est en péril, tout est subordonné à l'intérêt de son salut et, comme tout le monde n'est pas disposé à plier sous l'impérieuse injonction de ce nouveau droit des gens, le peloton d'exécution est là, des milliers de cadavres en font foi. Tels sont les plus récens perfectionnemens que les Allemands ont apportés au Code de la guerre : peut-être feront-ils encore mieux à l'avenir.

Ce que nous venons d'en dire s'applique à Louvain et à Senlis : à Reims, l'état-major a donné une autre explication. Il s'est senti atteint, sans doute, par ces quelques mots si brefs, si simples, si clairs qui, dans un communiqué officiel de notre état-major à nous, disaient que l'incendie de la cathédrale ne tenait à « aucune raison militaire. » Il ne pouvait venir à l'esprit d'aucun officier, d'aucun soldat français, de se servir de la cathédrale, soit pour attaquer, soit pour se défendre ; elle était et devait rester neutre par sa nature même, et les Allemands eux-mêmes en avaient si bien eu le sentiment que, pendant qu'ils occupaient la ville, ils y avaient déposé leurs blessés. Ils semblaient croire alors que ces blessés seraient là en sécurité, et en effet ils n'y couraient aucun danger de notre part. Un drapeau d'ambulance avait été mis sur l'édifice qui, de ce fait, devenait deux fois sacré. Quelle n'a pas été la stupeur des habitans de Reims lorsqu'un jour, à n'en pouvoir douter, ils ont vu que les Allemands, sortis de la ville, dirigeaient sur la cathédrale un obus de leur artillerie lourde ! Au premier moment, ils ont hésité à y croire, mais bientôt il a fallu se rendre à l'évidence, car les obus se multipliaient. On s'est empressé de retirer les malheureux blessés de leur refuge : le feu prenait déjà à la paille sur laquelle ils étaient couchés. Plusieurs des religieuses qui les transportaient ailleurs ont été blessées. Comment expliquer cet acte monstrueux? L'état-major allemand a prétendu que les tours de la cathédrale avaient servi à un but militaire, qu'on y avait établi un

poste d'observation. Dès qu'il en a eu connaissance, le général Joffre a protesté hautement contre cette assertion : et le général Joffre n'a jamais menti. A aucun moment, la cathédrale de Reims n'a, de notre chef, été mêlée à la guerre. Nous ne l'avons pas exposée par notre imprudence aux coups de l'ennemi. Elle est restée pour nous une ambulance, elle n'avait jamais été une forteresse. Mais pour l'Allemagne, et à très juste titre, elle était le symbole de la France elle-même. C'est là que nos vieux rois étaient sacrés; c'est là que l'a été Charles VII, conduit par Jeanne d'Arc, qui portait son étendard comme un labarum; les événemens principaux de notre histoire ont eu un retentissement particulièrement sonore sous les voûtes élancées de l'admirable édifice : voilà pourquoi il a été condamné. Ces grands souvenirs, l'Allemagne ne pouvait pas les supprimer avec ses canons, mais elle a voulu les insulter, et c'est contre leur représentation matérielle que sa fureur s'est acharnée.

Nous avons tort de qualifier cette représentation de matérielle : ceux qui ont vu la cathédrale de Reims trouveront l'expression inexacte, tant, dans ce noble monument, tout était expressif, vivant et parlant. Les pierres vivent et parlent en effet, quand plusieurs générations y ont mis leur âme, et cette voix qui sortait des vieilles pierres, les Allemands, qui l'entendaient comme nous, ont voulu l'étouffer. Ils se disent chrétiens, et la sainteté de l'édifice ne les a pas arrêtés. L'empereur Guillaume invoque familièrement « son vieux Dieu » qu'il a l'air d'avoir en poche et qu'il en sort à tout propos pour le faire figurer dans les homélies qu'il adresse à son peuple, et il ne paraît pas se douter que c'est le même Dieu qu'on adore dans toutes les églises de la chrétienté. Quelle que soit sa religion, sa haine est la plus forte, on vient bien de le voir. Mais ces souvenirs qui sont si grands pour nous, ces sentimens divers qui agitent si fortement en sens opposés l'âme française et l'âme allemande pourraient être moins sensibles au reste du monde, si la cathédrale de Reims n'avait pas été, par surcroît, un des chefs-d'œuvre de l'art, un des produits les plus achevés de la civilisation médiévale. A ce titre, elle n'était pas moins précieuse pour les artistes du monde entier que pour les fidèles d'une religion ou d'une patrie spéciale. Il y avait en elle quelque chose d'auguste qui l'élevait au-dessus des passions de la terre. On devait croire que les siècles qu'elle avait traversés et qui y avaient laissé leur empreinte seraient pour elle une sauvegarde. C'était compter sans la culture germanique! En quelques heures la cathédrale de Reims n'a plus été qu'une ruine, et cette ruine, soit

qu'on la laisse telle quelle, soit qu'on essaye de la relever, ce qu'on ne pourra faire que bien imparfaitement, sera à travers les âges le témoin de ce qu'a été, au commencement du xxe siècle, le grossier appétit de vengeance de l'Allemagne et sa barbarie attardée.

Nous ne savons pas quelle sera la fin des hostilités, à quel moment elle se produira, ni dans quelles conditions; la victoire des trois alliés n'est pas douteuse, mais elle coûtera cher aux vainqueurs eux-mêmes en attendant les réparations de l'avenir, et il aurait été désirable qu'après les cruels déchiremens de l'heure présente, le mot de paix pût être prononcé avec vérité. Malheureusement, le caractère que l'Allemagne a donné à la guerre ne permettra pas à la génération actuelle, tout en écrivant le mot de paix dans un traité, sur « un chiffon de papier, » comme on dit à Berlin, d'en avoir le sentiment dans le cœur. Après avoir rendu la guerre inévitable, l'Allemagne l'aura rendue inexpiable. On en a vu autrefois qui laissaient aux deux belligérans un sentiment d'estime réciproque favorable aux rapprochemens futurs; mais ici, rien de semblable. Chaque jour apporte un trait nouveau qui ajoute à l'horreur des anciens. Le dernier est la violation de la sépulture de la famille Poincaré à Nubécourt : des soldats allemands ont ouvert le caveau pour y jeter les cadavres de quelques-uns des leurs. Une pareille invention ne peut venir qu'à une imagination allemande : elle est ignoble et abjecte et, en dehors de l'Allemagne, ne peut inspirer que le dégoût. Ce sont là des choses que nous ne pourrons jamais oublier. Et quand nous disons « nous, » ce pluriel comprend la Belgique, l'Angleterre et la Russie et toutes les nations qui se respectent. Par tant d'infamies qui y ont été accumulées, cette guerre est devenue dès le premier moment une guerre d'extermination. Les Allemands l'avaient d'ailleurs annoncé avant même qu'elle fût ouverte : ils ne parlaient que de saigner la France à blanc et de l'anéantir pour plusieurs siècles. Ce qu'ils ont voulu que la guerre fût, elle l'est donc : si nous sommes vainqueurs, l'Allemagne sera mise pour longtemps dans l'impossibilité de nuire.

Les ministres anglais le disent très haut, avec cette franchise sans réticences qui leur est habituelle et ils expriment en cela l'opinion, la résolution de leurs alliés. Divers indices ont donné à croire que, si cette résolution a été quelque part ébranlée, ce n'est pas de notre côté, mais de celui de l'Allemagne. La coalition formidable qui se dresse contre elle ne laisse pas de l'inquiéter très sérieusement, très gravement même, et elle s'est demandé si elle ne pourrait pas diviser ses adversaires, obtenir le désistement de l'un d'entre eux,

afin de poursuivre à meilleur compte sa lutte contre les autres. La tentative ayant échoué, a été naturellement désavouée et démentie; mais le fait qu'elle se soit produite n'est pas contestable : il y en a eu même deux, l'une auprès du gouvernement belge, l'autre auprès du gouvernement américain. Nous avons le regret de dire que la première s'est faite par l'intermédiaire d'un homme d'État belge important, M. Woeste, ministre d'État et l'un des principaux chefs du parti catholique, aujourd'hui et depuis si longtemps au pouvoir. M. Woeste n'a d'ailleurs pas été, dans ces derniers temps, toujours d'accord avec son parti, ni même avec le sentiment national: il s'est opposé notamment, avec opiniâtreté, aux réformes militaires qui devaient augmenter à la fois la durée du service militaire et la force de l'armée. L'honneur du gouvernement actuel et de son chef, M. de Broqueville, est d'avoir passé outre à ces résistances et on peut voir maintenant quel service ils ont par là rendu à leur pays. Quoi qu'il en soit, M. Woeste a écouté les propositions du maréchal von der Goltz, qui est aujourd'hui pour l'Allemagne, — c'est-à-dire pour peu de temps, — gouverneur de la Belgique, et s'est chargé de les transmettre en haut lieu. Il y a été mal accueilli, et l'affaire n'a pas eu de suites.

Les Allemands ne doutent de rien, lorsqu'il s'agit de leur intérêt, auquel ils croient trop aisément que tout le monde voudra bien aider : ils proposaient donc de rendre aux autorités belges l'exercice de leurs fonctions, à la condition que le libre passage serait assuré à l'armée allemande jusqu'à la frontière française. Dans ce livre sur la politique allemande dont il est rendu compte dans une autre partie de la *Revue*, l'auteur, M. de Bülow, raconte qu'il a entendu le prince de Bismarck dire un jour : « Si M. X... propose quelque chose qui soit utile pour lui, mais nuisible pour vous, ce n'est pas bête de sa part : mais c'est une stupidité de la vôtre d'y consentir. » Observation pleine de sens ! Ce n'est pas bête de la part du maréchal von der Goltz d'avoir fait au gouvernement belge la proposition que nous venons d'indiquer, mais Bismarck a dit d'avance ce qu'il aurait fallu penser de son acceptation. L'Allemagne avait cru que, lasse d'une guerre qui lui avait coûté si cher, la Belgique consentirait volontiers à liquider l'opération telle quelle : elle ne connaissait pas le caractère de cet héroïque pays. Le roi Albert, si digne de la nation sur laquelle il règne, a saisi la première occasion de manifester ses sentimens : il l'a trouvée dans la victoire récente que les armées alliées ont remportée sur la Marne. « En vous adressant mes plus chaleureuses féli-

citations, a-t-il télégraphié à M. le président de la République, je suis l'interprète de la nation belge tout entière. Nous gardons une confiance inébranlable dans le succès final de la lutte, et les cruautés abominables dont souffrent nos populations, loin de nous terroriser, comme on l'avait espéré, n'ont fait qu'accroître notre énergie et l'ardeur de nos troupes. » Après cela, l'Allemagne a pu se tenir pour instruite des sentimens de la Belgique : il ne lui aurait d'ailleurs pas fallu beaucoup de perspicacité pour l'être, même avant. L'Allemagne a mis la Belgique à sac, elle l'a couverte de ruines, de fumée et de sang, après quoi elle vient lui dire que, si elle y consent, ces brigandages ne compteront pas ! De compensation, de réparation, aucune. On demande seulement à la Belgique, qui s'est couverte de gloire en défendant son territoire, de se déshonorer en le livrant pour atteindre la France, amie dont les circonstances ont fait une alliée. Et l'Allemagne trouve cela tout naturel ! Éconduite du côté de la Belgique, elle s'est retournée du côté des États-Unis. Son ambassadeur à Washington a été chargé de sonder l'honnête président Wilson pour savoir s'il ne consentirait pas à jouer le rôle d'arbitre ou de médiateur entre les belligérans. M. Wilson a demandé, comme on dit aujourd'hui, des précisions, en d'autres termes les propositions que l'Allemagne serait disposée à faire. Sur ces entrefaites, l'Angleterre, la France et la Russie ont signé à Londres la Déclaration par laquelle elles s'engageaient à aller ensemble jusqu'au bout et à ne pas faire de paix séparée : tout en commun, la guerre et la paix. On a compris à Berlin, et on a répondu à M. Wilson que c'était aux alliés qu'il devait demander leurs propres propositions. M. Wilson a fort bien compris à son tour. Il a jugé que les ouvertures faites par l'Allemagne n'étaient pas sérieuses, que même elles étaient « puériles, » et il s'en est tenu là. Il est évident qu'un médiateur ou un arbitre serait aujourd'hui un personnage très inopportun entre l'Allemagne et les alliés : le moindre risque qu'il courrait serait de perdre son temps.

Nous avons, en effet, déjà dit un mot des dispositions de l'Angleterre, telles qu'on peut les induire du langage de la presse et de celui du gouvernement, et de ces deux langages, qui d'ailleurs sont identiques, l'un n'est pas beaucoup moins important que l'autre, car l'Angleterre est un pays d'opinion ; c'est celle-ci vraiment qui y règne. Tous les journaux anglais sont aujourd'hui pour la guerre. Cette unanimité n'existait pas au début ; mais, une fois l'Angleterre engagée, nul n'est d'avis qu'elle puisse reculer, ou atermoyer. Ceux mêmes, comme le *Daily News*, qui étaient partisans d'une politique d'entente

avec l'Allemagne, la reconnaissent désormais impossible et ne sont pas moins énergiques que les autres à conseiller une guerre à outrance. Une citation suffira ; nous l'emprunterons au *Times*, le grand journal de la Cité, qui passe avec raison pour refléter l'opinion moyenne de l'Angleterre qui travaille et fait des affaires : « Si les alliés, dit-il, parvenaient à repousser l'ennemi jusqu'au Rhin, qui est encore fort éloigné, nous sommes sûr qu'un désir de paix commencerait à se manifester à Berlin. Nous sommes également sûr que beaucoup de personnes mal inspirées, qui depuis dix ans ont trompé la nation britannique sur le but poursuivi par l'Allemagne, feraient entendre le même appel. Nous pouvons être absolument certain que, si nous consentions à traiter, nous devrions recommencer cette guerre dans cinq ans et dans des conditions bien moins favorables... C'est seulement quand la cavalerie des nations alliées passera *Unter den Linden* (*Sous les Tilleuls*, la plus belle promenade de Berlin) que la nation allemande comprendra que les rêves insensés de domination mondiale sont anéantis pour toujours. » Et c'est là le but que poursuit l'Angleterre. Elle ne veut pas avoir à recommencer cette terrible guerre et, puisque l'Allemagne, l'Allemagne seule, a pris la responsabilité de la déclarer, elle entend la pousser à ses dernières conséquences. On a tort de dire que la guerre a été voulue seulement par l'empereur, ou par la caste militaire, ou par les classes intellectuelles et dirigeantes en Allemagne : la vérité est qu'elle l'a été par le peuple tout entier. Que le peuple ait été trompé par une propagande sans scrupules, soit, mais dans l'erreur où on l'a induit, ses sentimens violens, ses ambitions jalouses et haineuses, sa présomption sans mesure se sont donné carrière. Le mensonge dont le peuple allemand a vécu est entré en lui si profondément que, pour en être extirpé, il faut une leçon de choses sur le sens de laquelle il ne soit plus possible de se faire illusion. Encore aujourd'hui, le peuple allemand est convaincu, parce qu'on ne cesse de le lui répéter, que ce sont la Russie, la France et l'Angleterre qui ont méchamment fait la guerre à l'innocente Allemagne, mais que celle-ci, grâce au Dieu domestique qui la protège, va de succès en succès sur les champs de bataille et marche glorieusement sur la trace des grands ancêtres. Cette fantasmagorie ne se dissipera-t-elle, comme le dit le *Times*, que lorsque le sabot de nos chevaux viendra frapper le sol de la promenade des Tilleuls à Berlin? Il faudra certainement une démonstration aussi claire pour que l'Allemagne croie qu'elle n'est pas la première nation de l'univers, — et par la première elle entend la maîtresse de toutes les autres.

Cet empire du monde que l'Allemagne s'adjuge, l'Angleterre entend le lui disputer, le lui enlever, non pas pour l'accaparer elle-même, mais pour qu'il n'appartienne à personne, au grand profit de la liberté de tous. C'est ce que ne cesse pas de répéter M. Asquith dans ses éloquens discours et ce que dit, avec non moins de force, M. Lloyd George, si longtemps partisan d'un accord avec l'Allemagne et revenu aujourd'hui de son erreur. Mais le discours le plus important qui avait été prononcé ces derniers jours l'a été à Liverpool par M. Winston Churchill, ministre de la Marine, devant plusieurs milliers d'auditeurs, qui l'ont applaudi avec enthousiasme.

« Le temps, a-t-il dit, est aux actes et non aux paroles. Vous n'avez que faire d'être inquiets des résultats. Nos armées ont eu une bonne fortune supérieure à nos espérances. Même si la bataille qui se poursuit en ce moment devait être aussi désastreuse qu'elle semble, au contraire, devoir être favorable à nos armes, même si d'autres combats devaient nous être fatals, l'Empire britannique, s'il est résolu à continuer la lutte, finira par donner au conflit la solution qu'il estime devoir lui donner. En ce qui concerne la marine, nous ne pouvons pas combattre tant que l'ennemi reste dans ses ports, mais nous espérons bien que les choses ne continueront pas ainsi, et, si les Allemands ne sortent pas pour combattre, on ira les chercher comme des rats dans leurs trous... Depuis que je suis responsable pour la marine, j'ai eu chaque jour des preuves du système d'espionnage que l'Allemagne entretient en Angleterre. Chaque dégoûtant petit lieutenant allemand venant ici en congé, a pensé qu'il serait en faveur auprès de ses supérieurs s'il écrivait où on pouvait trouver de bonnes eaux, où il y avait une forge de maréchal-ferrant, combien un village ou une ville pouvait fournir de provisions pour un bataillon ou pour une brigade... Nous sommes entrés dans ce conflit pour aider la France, le pays le plus démocratique du monde, et pour l'empêcher d'être écrasée : aussi pour protéger la Belgique, un petit État. Les souffrances de la Belgique ne resteront pas impunies. Le pouvoir de l'Angleterre sera exercé avec patience jusqu'à ce que toutes les réparations soient obtenues. Nous avons appris que l'ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis parlait vaguement de paix, mais ce mot ne doit pas se trouver sur les lèvres de ceux qui ont envahi le territoire de leurs voisins et qui portent l'épée et l'incendie dans des provinces paisibles. Pendant que ce spectacle continue et que la fureur de leur abominable cruauté s'élève vers le ciel, ce n'est pas le moment de parler de paix. La paix! Ah! mais nous venons à peine de commencer! La paix avec le peuple

allemand pourra être conclue en son temps; mais la paix avec le militarisme prussien, — pas de paix avec cette vile tyrannie, si ce n'est dans le tombeau. La paix viendra, suivant les paroles du Roi, quand les fins honorables pour lesquelles nous combattons auront été atteintes. Nous pourrons voir alors une fédération des États chrétiens des Balkans agrandis jusqu'à leurs limites nationales. Nous pourrons voir le territoire de l'Italie correspondre à la population italienne. Nous pourrons voir la France replacée dans le rang qui lui convient en Europe et dans sa juste place. Si ces résultats sont atteints, le million d'hommes que nous préparons n'aura été ni demandé ni donné vainement. »

Nous avons reproduit, en supprimant seulement les liaisons entre elles, les phrases principales de ce discours, — et on nous saura gré de l'avoir fait, — parce qu'il paraît être l'expression vraie de l'opinion anglaise en ce moment. Il ne néglige rien d'important; il dit tout, même ce qu'il faut penser de ce système d'espionnage qui est une des grandes institutions et un des fondemens de l'Allemagne contemporaine. L'Allemand excelle dans l'espionnage; il convient à son caractère, et ses officiers ne s'y appliquent pas moins que ses commis voyageurs. L'Angleterre, qui risque peu d'être envahie, y a pourtant été soumise aussi bien que nous. Ces instincts louches de l'Allemand, ces habitudes équivoques, ces pratiques où la mauvaise foi se cache sous une bonhomie apparente méritent d'être médités par ceux qui, après la guerre, parlent déjà de réconciliation. Il y aura quelques obstacles à la réalisation de ce programme. Les cendres de Reims perpétueront le souvenir de la férocité des Allemands, et leur espionnage celui de leur perfidie.

M. Winston Churchill a parlé de la grande bataille qui se poursuit en ce moment : il nous est plus difficile de le faire dans une chronique qui, pour des motifs que nous avons expliqués plusieurs fois, risque toujours de rester en deçà des événemens dans leur marche rapide. Il y a quinze jours, au moment où nous écrivions, nous n'avons pas pu annoncer la victoire que nous remportions sur la Marne et qui était déjà un fait acquis au moment où nous paraissions. La victoire! Combien ce mot a résonné heureusement à nos oreilles! Il y a si longtemps que nous ne l'avions pas entendu! Le général Joffre, qui a donné tant de preuves de modestie, ne pouvait l'avoir prononcé qu'à bon escient. L'armée allemande avait, en effet, reculé devant la nôtre, et notre chaude reconnaissance allait à nos vaillans soldats et aux généraux qui les avaient bien conduits. Nos espérances se réalisaient

enfin, et le monde, que le bluff allemand avait si longtemps fasciné, pouvait constater que l'Allemagne n'était pas invincible. Mais nous n'avions pas l'illusion de croire qu'elle était déjà vaincue : de grands efforts nous restaient à faire.

Il semble que les Allemands avaient eux-mêmes prévu leur défaite, et, en tout cas, ils l'avaient regardée comme possible, puisqu'ils avaient préparé sur l'Aisne une seconde ligne de défense où ils se sont réfugiés à la hâte et ont pris tout de suite position. Cette position est très forte. Ce n'est pas une bataille ordinaire que nous avons eu à leur livrer, mais un siège que nous avons eu à entamer contre des retranchemens scientifiquement construits, et qu'on songe à ce que peut être un siège sur un front qui s'étend depuis l'Oise jusqu'à la Meuse ! Comme l'ennemi est ravitaillé par ses derrières, la lutte menaçait de durer longtemps, lorsque nous avons entamé le mouvement débordant qui se poursuit aujourd'hui, et dont le caractère est assez évident pour n'avoir pas besoin de commentaire. Les Allemands ont fait des sorties nombreuses, tantôt sur un point, tantôt sur un autre : ils ont été toujours repoussés jusqu'à la Meuse, et c'est seulement au delà, dans la Woëvre, que nous avons perdu un peu de terrain. Mais nous en avons gagné beaucoup plus à notre gauche, et nous en gagnons encore tous les jours : les dernières nouvelles parlent des « progrès sensibles » que nous avons faits sur ce point où est le nœud de la bataille et sur tout le front où les Allemands se sont livrés sans succès à des attaques d'une violence inouïe. Il semble qu'ils soient sur le point de fléchir. Nous n'en dirons pas davantage. La presse française a pris le sage parti de se taire sur les opérations militaires, et ce n'est pas nous qui manquerons à cette loi du silence ; elle laisse la responsabilité à ceux qui en ont la charge ; et elle est de plus une marque de la confiance qu'ils nous inspirent. Nous constatons toutefois que les Anglais ne voient pas d'inconvénient à parler plus que nous ne le faisons nous-mêmes et que nous apprenons par les rapports du général French, avec quelque retard, ce que le général Joffre a préféré ne pas nous dire. Ils ont sans doute raison tous les deux : chaque pays a son caractère.

A l'Est de l'Europe, nos alliés les Russes continuent d'avoir des succès marqués contre l'Autriche en Galicie. Ils ont été, à la vérité, un peu moins heureux jusqu'ici contre les Allemands, mais il n'y a pas lieu de se préoccuper beaucoup des quelques échecs qui ont ralenti leur marche, non seulement parce qu'ils les ont en grande partie réparés et continueront de le faire, mais parce que ce n'est

pas de ce côté qu'ils devaient aujourd'hui porter leur principal effort. Notre imagination va vite, elle supprime les obstacles : nous avons entendu, dès le commencement de la guerre, calculer d'une manière un peu fantaisiste à quel moment les Russes ne pouvaient manquer d'arriver à Berlin. On n'avait pas fait entrer dans ces calculs l'obligation où ils étaient, avant de marcher vers l'Ouest, de se débarrasser de l'armée autrichienne, qui était très nombreuse sur leur flanc gauche, tandis qu'ils avaient une armée allemande à leur droite et devant eux. Les grandes batailles ont été livrées jusqu'à ce jour à l'armée autrichienne : elles se sont constamment terminées par la victoire russe. Au Sud, sur le Danube, l'admirable armée serbe a maintenu devant elle une autre armée autrichienne et n'a pas cessé de la battre. Le moment viendra sans doute bientôt où la Russie, définitivement victorieuse de l'Autriche, réunira toutes ses forces contre l'ennemi principal, qui est l'Allemagne, et nous espérons bien qu'à ce moment, ils seront aussi vainqueurs de ce côté. Ils sont déjà tout près de Cracovie, qui leur ouvre le chemin de la Silésie. Cette guerre, comme celle que nous soutenons nous-mêmes, est poursuivie méthodiquement. Le temps d'ailleurs favorise les alliés. Les Anglais avouent qu'ils ne s'étaient pas préparés à la guerre continentale et qu'il leur faut encore quelque temps pour y disposer de toutes leurs forces. Ils annoncent, on l'a vu, qu'ils y enverront une armée d'un million d'hommes. Cet énorme contingent viendra grossir le nôtre, qui n'est pas encore non plus tout à fait au complet : mais nos ressources ne sont pas épuisées. Quant à la Russie, elle peut augmenter presque indéfiniment le chiffre de ses soldats. Il n'en est certainement pas de même de l'Allemagne : elle a mis dès le premier jour en ligne la totalité de ses forces valides et elle est réduite dès maintenant à appeler sous les drapeaux les enfans et les vieillards. Le temps nous renforce et il l'épuise.

Cette lutte gigantesque se poursuit de part et d'autre avec un acharnement qu'expliquent les conditions dans lesquelles elle est engagée et les fins qu'elle vise : c'est un duel à mort.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

LETTRE DE M. ÉMILE BOUTROUX

Je remercie bien sincèrement M. Émile Boutroux de la lettre qu'il a bien voulu m'écrire, et les lecteurs de la *Revue* s'associeront à ma gratitude, car la lettre s'adresse aussi à eux. Nul ne pouvait parler de l'Allemagne avec plus d'autorité que M. Boutroux : nul en effet ne connaît mieux que lui celle d'hier et celle de maintenant et n'est mieux à même d'établir entre l'une et l'autre une comparaison qui est pour l'Allemagne prussianisée d'aujourd'hui un jugement et une condamnation. La violence, la brutalité, la barbarie dont elle nous donne l'effrayant spectacle jaillissent sans doute spontanément des instincts les plus profonds de la race; mais l'homme éprouve toujours le besoin de justifier sa conduite, et les Allemands sont de trop grands philosophes pour n'avoir pas cherché la justification de la leur dans un système scientifique, où ces doctrinaires d'un nouveau genre ont trouvé un encouragement à y persévérer sans aucun mélange de scrupule ni de pitié. M. Boutroux nous explique, nous fait comprendre le détestable sophisme qui, après avoir perverti l'âme allemande tout entière, a fait d'une nation que nos grands-pères ont admirée et aimée une création contre nature et, dans le sens latin du mot, un monstre dont l'égoïsme implacable pèse lourdement sur le monde. Mais nous laissons la parole à M. Boutroux.

FRANCIS CHARMES.

A Monsieur le Directeur de la Revue des Deux Mondes.

Paris, 28 septembre 1914.

Monsieur le Directeur et cher Confrère,

Vous me faites l'honneur de me demander si, ayant vécu en Allemagne, ayant étudié quelques parties de la philosophie et

de la littérature allemandes, je ne serais pas en mesure de vous soumettre, touchant la guerre actuelle, quelques observations. Je vous avoue que les paroles et même les pensées me paraissent bien peu de chose en ce moment; que, comme tous les Français, je suis tout entier à la tâche présente, que tout mon intérêt va à notre généreuse et admirable armée, et que mon unique souci est de participer, fût-ce de la manière la plus modeste, à l'œuvre nationale. Il est vrai que, malgré que j'en aie, mille souvenirs, mille réflexions se pressent dans mon esprit. L'idée ne me fût pas venue de m'y arrêter et de les exprimer par écrit. Mais j'aurais mauvaise grâce à décliner votre aimable invitation. Vous voudrez bien supprimer ce qui, parmi les idées que je vais jeter sur le papier, est dénué d'intérêt.

*
* *

Comment, en présence d'événemens tels que ceux qui se passent sous nos yeux, conserver sa liberté d'esprit? Voilà donc, sommes-nous contraints de nous dire, ce qui est sorti de ce développement philosophique, artistique, scientifique, dont le monde proclamait la grandeur et le caractère idéaliste! Voilà donc ce qu'il avait dans le ventre, ce barbet infernal, dit Faust voyant se muer en Méphistophélès le chien qui jouait à ses côtés. Quoi! avoir déclaré insuffisante et médiocre la morale des Platon et des Aristote, avoir prêché le devoir pour le devoir, avoir établi la suprématie inconditionnée de la valeur morale, la royauté de l'esprit, pour aboutir à déclarer officiellement qu'un engagement qu'on a soi-même signé n'est qu'un chiffon de papier, et que les lois juridiques ou morales ne comptent pas, quand elles nous gênent et que nous sommes les plus forts! Avoir fait entendre au monde une musique merveilleuse, où l'on croyait discerner les plus pures et les plus profondes aspirations de l'âme, avoir érigé l'art et la poésie en une sorte de religion, où l'homme communie avec l'Éternel par le culte de l'idéal, avoir exalté, comme la plus sublime des créations humaines, les Universités, temples de la science et de la liberté intellectuelle, pour en arriver à bombarder Louvain, Malines et la cathédrale de Reims! Avoir assumé le rôle de représentant par excellence de la culture, de la civilisation sous sa forme la plus haute; et, finalement, prendre pour but l'asservissement du monde, et tendre à ce but par le déchaînement méthodique

et sans frein des forces brutes, de la méchanceté, de la barbarie! Se vanter de réaliser la forme la plus élevée de la nature humaine, et se révéler comme les survivans des Huns et des Vandales!

Hier encore, l'Allemagne était, dans le monde, redoutée, certes, pour sa puissance, mais estimée pour sa science et son patrimoine d'idéalisme. Aujourd'hui, c'est, contre elle, d'un bout à l'autre de la terre, un même cri de réprobation et d'horreur. La peur est vaincue par l'indignation. De toutes parts on dit tout haut que la victoire de l'impérialisme et du militarisme allemands serait le triomphe du despotisme, de la brutalité, de la barbarie. Ces idées nous sont exprimées par des Américains du Nord et du Sud, par des Espagnols, par des Portugais, par des Italiens, par des Grecs, par des Suisses, par des Roumains, etc. La nation qui a brûlé l'Université de Louvain et la cathédrale de Reims s'est déshonorée.

Que penser du prodigieux contraste qui se manifeste entre la haute culture de l'Allemagne, et la fin qu'elle vise comme les moyens qu'elle emploie, dans la guerre actuelle? Suffit-il, pour expliquer ce contraste, d'alléguer que, malgré toute leur science, les Allemands ne sont, au fond, que peu civilisés, qu'au XVIe siècle ils étaient encore grossiers et incultes, et que leur science, affaire de spécialistes et d'érudits, n'a pu pénétrer leur âme et influer sur leur caractère?

Cette explication est justifiée. A part, certes, de notables exceptions, considérez, à la brasserie, dans les relations de la vie ordinaire, dans ses divertissemens, ce savant professeur, qui excelle à découvrir et à rassembler tous les matériaux d'une étude, et à en faire sortir, par des opérations mécaniques, et sans le moindre appel au jugement et au bon sens vulgaire, des solutions appuyées toutes sur des textes et des raisonnemens. Quelle disproportion, souvent, entre sa science et son degré d'éducation! Quelle vulgarité de goûts, de sentimens, de langage, quelle brutalité de procédés chez cet homme, dont l'autorité est inviolable dans sa spécialité! Transportez cet érudit, de sa chaire d'université, sur cette scène de la guerre où la force est à même de régner seule, et où les appétits les plus grossiers ont licence de se déchaîner : il n'est pas très surprenant que sa conduite se rapproche de celle des sauvages et des primitifs.

Ainsi en juge-t-on couramment, et non sans raison. Le savant et l'homme, chez l'Allemand, ne sont que trop souvent étrangers l'un à l'autre. Cette explication, toutefois, est insuffisante. Ce n'est pas seulement par suite d'une explosion de sa nature, demeurée grossière et violente, que l'Allemand, à la guerre, est inhumain ; c'est par ordre. La brutalité est ici calculée et systématisée ; c'est la vérification de ce mot de La Harpe : « Il y a une barbarie savante. » Lorsque l'Empereur allemand harangua, en 1900, ses soldats partant pour la Chine, il leur recommanda de ne rien laisser subsister derrière eux, et de se comporter comme des Huns.

Si donc les Allemands, dans la manière dont ils ont préparé et provoqué et dont ils conduisent cette guerre, violent, sans scrupule aucun, les lois du monde civilisé, ce n'est pas malgré leur culture supérieure, c'est en vertu de cette culture même. Ils sont barbares parce qu'ils sont supérieurement civilisés. Comment une telle réunion d'élémens contradictoires, une telle synthèse est-elle possible?

*
* *

Dans les fameux *Discours à la Nation allemande* que Fichte prononça à l'Université de Berlin pendant l'hiver de 1807-1808, le philosophe se donne le thème suivant : relever la nation allemande, en l'amenant à prendre conscience d'elle-même, c'est-à-dire de sa pure essence germanique *(Deutschheit)*, afin de réaliser, quand il sera possible, cette essence au dehors, et de la faire régner sur le monde. L'idée générale qui doit guider l'Allemagne dans l'accomplissement de cette double tâche est la suivante : l'Allemand est à l'étranger comme le bien est au mal.

L'appel de Fichte fut entendu. Pendant le siècle qui suivit, l'Allemagne, d'une manière de plus en plus précise et pratique, d'une part, constitua la théorie du germanisme, ou *Deutschtum*, d'autre part prépara la domination du germanisme dans le monde.

Cette notion du germanisme fournit, si je ne me trompe, le principe de la déduction que je voudrais tenter, je veux dire l'explication de la solidarité inattendue que les Allemands établissent entre la culture et la barbarie.

Il serait intéressant d'approfondir cette notion et d'en suivre le développement.

Et d'abord, comment un peuple peut-il en venir à revendiquer pour ses idées, pour sa vertu, pour ses œuvres, non seulement le droit d'exister et d'être respectées par les autres peuples, mais le privilège d'être seules l'expression du vrai et du bien, tandis que tout ce qui émane des autres peuples ne représenterait que l'erreur et le mal?

Le philosophe Fichte, après avoir constitué son système sous l'influence de Kant et des idées françaises, notamment sous l'influence de Rousseau, de qui il disait : « Paix à sa cendre, car il a agi! », ne crut pouvoir mieux faire, pour réconforter l'âme allemande après Iéna, que de lui persuader qu'en elle-même et en elle seule se trouvait, avec le sens de l'idéal, la puissance de réaliser cet idéal dans le monde. Parti d'une certaine notion de l'absolu, il trouva, après Iéna, que cette notion même faisait précisément le fond du génie allemand.

Bientôt cette méthode mystique se confondit avec une méthode plus concrète, mieux adaptée à l'esprit positif des générations modernes. La science où se rejoignent toutes les connaissances et idées qui concernent la vie humaine est l'histoire. A cette science notre époque a voué un véritable culte. Or les Allemands ont tiré de l'histoire deux enseignemens de la plus haute importance. Le premier, c'est que l'histoire n'est pas seulement la suite des événemens qui marquent la vie de l'humanité : c'est le jugement de Dieu touchant les compétitions des peuples. Tout ce qui est veut être et durer, et lutte pour s'imposer. L'histoire nous dit quels sont les hommes et les choses que la Providence a élus. Le signe de cette élection, c'est le succès. Subsister, grandir, vaincre, dominer, c'est prouver qu'on est le confident de sa pensée, le dispensateur de sa puissance. Si quelque peuple apparaît comme désigné par l'histoire pour dominer les autres, c'est que ce peuple est le lieutenant de Dieu sur la terre, Dieu même, visible et tangible pour ses créatures.

Le second enseignement que l'érudition allemande a tiré de l'étude de l'histoire, c'est que l'existence actuelle d'un peuple chargé de représenter Dieu n'est pas un mythe, qu'un tel peuple existe, et que le peuple allemand est ce peuple. Depuis la victoire remportée sur Varus par Hermann (Arminius), dans la forêt de Teutoburg en l'an IX après Jésus-Christ, la volonté de Dieu est évidente. Tout le moyen âge en est la démonstration,

et si, dans les temps modernes, l'Allemagne a paru s'effacer, c'est qu'elle se recueillait pour reprendre des forces et frapper plus fort. Quand elle n'était pas ostensiblement la première, elle l'était virtuellement. C'est en 1841 que Hoffmann von Fallersleben composa le chant national : *Deutschland über alles, über alles in der Welt :* l'Allemagne au-dessus de tout, au-dessus du monde entier, l'Allemagne s'étendant de la Meuse au Niémen, de l'Adige au Belt.

Non seulement l'Allemagne est l'élue de la Providence, mais elle est seule élue, et les autres nations sont réprouvées. Le signe de son élection est l'anéantissement des trois légions de Quinctilius Varus; et sa tâche est de se venger éternellement de l'insolence du général romain. « Nous partons pour livrer la bataille de Hermann, et nous voulons nous venger : » *und wollen Rache haben;* ainsi s'exprime le célèbre chant national : *Der Gott, der Eisen wachsen liess.*

C'est en antagonisme avec la civilisation gréco-romaine que s'est développée la civilisation allemande. Adopter celle-ci, c'était, de la part de Dieu, rejeter celle-là. Donc la conscience allemande, réalisée sans entraves dans toutes ses puissances, n'est autre chose que la conscience divine. *Deutschtum* = Dieu, et Dieu = *Deutschtum.* Dans la pratique, il suffit qu'une idée soit authentiquement allemande, pour que l'on puisse et doive conclure qu'elle est vraie, qu'elle est juste et qu'elle doit prévaloir.

En quoi consiste, maintenant, dans ses dogmes essentiels, cette vérité, qui est allemande parce qu'elle est vraie, et qui est vraie parce qu'elle est allemande? C'est ce que nous expliquent, plus clairement qu'on a coutume de le dire, les métaphysiciens allemands. Le premier devoir de cette vérité, c'est d'être opposée à ce que la pensée classique ou gréco-latine reconnaît comme vrai. Celle-ci s'est appliquée à discerner ce qui, dans l'homme, est proprement humain, et rend l'homme supérieur aux autres êtres, et à chercher les moyens de faire prévaloir de plus en plus, dans la vie humaine, l'élément supérieur sur l'élément inférieur, la raison sur l'impulsion aveugle, la justice sur la force, la bonté sur la méchanceté. Elle s'est donné comme tâche de créer, dans le monde, une force morale capable de gouverner et d'humaniser les forces matérielles. A cette doctrine, qui avait

l'homme pour centre et qui était essentiellement humaine, la pensée allemande s'oppose comme l'infini au fini, l'absolu au relatif, le tout à la partie. Les disciples des Grecs n'avaient à leur disposition d'autre lumière que celle de la raison humaine : le génie allemand possède une raison transcendante qui pénètre les mystères de l'absolu et du divin. Or ce que découvre cette raison surhumaine, c'est que le non-être, la matière, le mal ont été, à tort, par la raison classique, dépouillés de leur valeur et de leur dignité, au profit de l'être, de l'intelligence et du bien. Que serait la lumière, sans l'ombre sur quoi elle se détache ? Comment le moi pourrait-il se poser, s'il n'y avait quelque part un non-moi auquel il s'oppose ? Le mal n'est pas moins indispensable que le bien dans la transcendante symphonie du tout.

Il y a plus : ce peut être une satisfaction pour un gréco-latin, entêté de sa logique médiocre, de prononcer : le bien est bien, le mal est mal. Mais ces formules naïves sont contraires à la vérité en soi. Le bien, par lui-même, est absolument impuissant à se réaliser : il n'est qu'une idée, une abstraction. C'est au mal seul qu'appartient la puissance, la faculté de création. En sorte que, si le bien doit être réalisé, ce ne peut être que par le mal, et par le mal entièrement livré à lui-même. Dieu ne peut être que s'il est créé par le diable. Et ainsi, en un sens, le mal est bon, et le bien est mauvais. Le mal est bon parce qu'il crée, le bien est mauvais parce qu'il est impuissant.

La loi suprême et véritablement divine, c'est précisément que le mal, livré à lui-même, le mal en tant que mal, donne naissance au bien, lequel, à lui seul, n'aurait jamais pu, d'idéal, devenir réel. Je suis, dit Méphistophélès, une partie de cette force qui toujours veut le mal et qui toujours crée le bien. Tel est l'ordre divin : qui prétend faire le bien par le bien ne fera que du mal. Ce n'est qu'en déchaînant les puissances du mal qu'on a chance de réaliser quelque bien.

De ces principes métaphysiques, les questions que soulève l'idée de civilisation reçoivent des solutions remarquables.

Qu'est-ce que la civilisation, au sens allemand et véritable de ce mot ?

Les nations en général, en particulier les nations latines, placent l'essence de la civilisation dans l'élément moral de la vie humaine, dans l'adoucissement des mœurs. A ceux qui entendent ainsi la culture humaine, les germanisans appliqueraient

volontiers ces mots, que l'on lit dans le *Brand* d'Ibsen : « Vous voulez de grandes choses, mais vous manquez d'énergie : alors vous demandez le succès à la douceur et à la bonté. » Selon la pensée germanique, la douceur et la bonté ne sont que faiblesse et impuissance. Seule, la force est forte ; et la force par excellence, c'est la science, laquelle, mettant à notre disposition les puissances de la nature, multiplie notre force à l'infini. C'est donc la science qui doit être l'objet principal de nos efforts. De la science et de la culture de l'intelligence scientifique résultera nécessairement, par l'effet d'une grâce divine, le progrès de la volonté et de la conscience, ce qu'on appelle le progrès moral. C'est en ce sens que Bismarck disait : « L'imagination et le sentiment sont à la science et à l'intelligence ce que l'ivraie est à la bonne herbe. L'ivraie menace d'étouffer la bonne herbe, c'est pourquoi on la coupe et on la brûle. » La vraie civilisation est une éducation virile, visant à la force et employant la force. Une civilisation qui, sous prétexte d'humanité et de politesse, énerve et amollit l'homme, ne convient qu'à des femmes et à des esclaves.

Est-ce à dire que la notion de droit, qu'invoquent les hommes pour protester contre la force, n'ait, en réalité, aucun sens, et qu'un peuple hautement civilisé s'en désintéresse ?

Il importe de bien entendre le rapport qui existe entre la notion de droit et la notion de force. La force n'est pas le droit. Toutes les forces existantes n'ont pas un droit égal à subsister. Les forces médiocres ne participent, en effet, que faiblement de la force divine. Mais, à mesure qu'une force est plus considérable, elle est plus noble. Une force universellement victorieuse et toute-puissante ne ferait qu'un avec la force divine, et, par conséquent, devrait être obéie et honorée au même titre que cette force même. La justice et la force se touchent donc en un point, et en un point seulement, là où l'une et l'autre sont absolues.

Justice et force appartiennent, d'ailleurs, à deux mondes différens, le naturel et le spirituel. De celui-ci, celui-là est le phénomène et le symbole. Nous vivons, nous, dans le monde des symboles, et ainsi la force prépondérante est, pour nous, l'équivalent visible et pratique du droit.

Il est donc puéril d'admettre l'existence d'un droit naturel, inhérent aux individus ou aux nations, et manifesté par leurs

aspirations, leurs vœux, leurs sympathies, leurs volontés. Les droits des peuples doivent être déterminés d'après une méthode purement objective.

Or, en ce sens, les peuples se distinguent en *Naturvölker*, *Halbkulturvölker* et *Kulturvölker* : peuples à l'état de nature, peuples à demi-cultivés, peuples cultivés. Ce n'est pas tout : il y a des peuples qui sont simplement cultivés, *Kulturvölker*, et des peuples qui sont entièrement cultivés, *Vollkulturvölker*. Or, c'est le degré de la culture qui détermine celui du droit. En face des *Kulturvölker*, les *Naturvölker* n'ont point de droits, ils n'ont que des devoirs : devoirs de soumission, de docilité, d'obéissance. Et, s'il existe un peuple méritant, plus que tous les autres, le titre de *Vollkulturvolk*, peuple de culture complète, à ce peuple appartient, sur la terre, la suprématie. Il a pour mission de courber tous les autres peuples sous le joug de sa toute-puissance, corrélative à sa culture supérieure.

Telle est l'idée de la nation-maîtresse. La dialectique démontre que cette nation ne doit pas être simplement un type abstrait, mais qu'elle doit nécessairement se réaliser dans notre monde. En effet, l'esprit, forme suprême de l'être, veut nécessairement être, et, comme il est infini, il ne peut être réalisé qu'au moyen d'une force infinie elle-même. La nation capable d'imposer sa volonté à tous est l'instrument nécessaire de la volonté divine, en tant que celle-ci veut exaucer la prière évangélique : Père, que ton règne arrive, que ta volonté se réalise sur la terre, comme elle est accomplie au ciel!

Comme il faut, dans le monde, une nation-maîtresse, ainsi faut-il des nations subordonnées. Il n'y a pas de oui efficace sans un non décidé. Le moi, dit Fichte, est effort; donc il suppose quelque chose qui lui résiste, à savoir : cela même que nous appelons la matière. La nation-maîtresse commande : donc il doit exister des nations faites pour lui obéir. Il faut même que ces nations, qui sont, à la nation-maîtresse, ce que le non-moi est au moi, résistent à l'action de cette nation supérieure. Car cette résistance est nécessaire pour permettre à celle-ci de développer et déployer ses forces et de devenir pleinement elle-même, c'est-à-dire de devenir le tout, en s'enrichissant des dépouilles de tous ses ennemis.

Ainsi se définit, par une déduction transcendantale, la nation idéale, et cette même déduction nous conduit à affirmer que

cette nation doit être, non seulement une idée, mais une réalité. Or, il est évident que cette réalisation de la nation idéale s'opère sous nos yeux dans la nation allemande, qui représente la race la plus haute de la création, et qui l'emporte sur toutes les autres nations en science et en puissance. C'est à elle, et à elle seule, qu'incombe la tâche d'accomplir sur la terre l'œuvre de Dieu.

Pour y réussir, quels moyens doit-elle employer?

Elle doit d'abord prendre pleinement conscience de sa supériorité et de son génie propre. Rien de ce qui est allemand ne se retrouve, avec la même excellence, dans les autres nations. Les femmes allemandes, la fidélité allemande, le vin allemand, la chanson allemande tiennent dans le monde le premier rang. Pour combattre Satan, c'est-à-dire les ennemis de l'Allemagne, les Allemands ont à leur service le vieux Dieu, le dieu allemand, *der alte*, *der deutsche Gott*, qui identifie sa cause avec la leur. Et, de même que tout ce qui est allemand est, par là même, unique et inimitable, de même, réciproquement, tout ce que le monde offre d'excellent appartient à l'Allemagne, de fait ou de droit. Rembrandt, Shakspeare, Ibsen, sont Allemands; seul un cerveau allemand peut les comprendre et a le droit de les admirer. Il est douteux que Jeanne d'Arc, cette sublime héroïne, soit Française, de savans travaux allemands concluent à sa nationalité allemande. Si les Alsaciens et les Lorrains sont fidèles à la France, cela même prouve qu'ils doivent être sujets allemands, car la fidélité est une vertu allemande.

Comme l'Allemagne possède, en principe, toutes les vertus, toutes les perfections, elle se suffit, et ne saurait rien apprendre des autres peuples. A plus forte raison n'a-t-elle, à leur égard, aucun devoir de respect ou de bienveillance. Ce qu'on appelle humanité est dénué de sens pour l'Allemand, qui a conscience d'être, lui-même, l'homme par excellence. Le mot de Guillaume II : « L'humanité, pour moi, finit aux Vosges, » n'est pas seulement un témoignage d'égoïsme national. L'Empereur allemand sait que ce qui est actuellement hors de son empire n'acquerra de valeur que quand il y sera annexé.

Comment doit se comporter l'Allemagne à l'égard des autres nations?

Il y a des peuples qui souhaitent de se faire aimer, qui

croient qu'entre les nations comme entre les individus la politesse peut trouver place, et que ce serait un progrès pour l'humanité d'admettre que la justice et l'équité peuvent régler les relations internationales. Mais l'Allemand, à l'égard des autres nations, n'a pas à tenir compte de la justice; il n'a que mépris pour cette sensiblerie féminine, qui caractérise particulièrement les races latines. Le sentiment, le souci de la justice et de l'humanité est une faiblesse, et l'Allemagne est et doit être la force. *Wo Preussens Macht in Frage kommt, kenne ich kein Gesetz*, disait Bismarck : « Là où la puissance de la Prusse est en question, je ne connais pas de loi. »

L'Allemand ne demande pas qu'on l'aime. Il préfère qu'on le haïsse, pourvu qu'on le craigne. *Oderint, dum metuant.* Il ne lui déplaît pas d'être entouré d'ennemis, il voit avec satisfaction qu'au sein même de l'Empire, certaines provinces annexées ne cessent de protester contre la violence qui leur a été faite. Le moi ne se pose qu'en s'opposant. L'Allemand a besoin d'ennemis pour se maintenir dans cet état de tension et de lutte qui est la condition de la vigueur. Il applique volontiers à lui-même ce que le Seigneur Dieu dit de l'homme en général dans le Prologue du *Faust* de Gœthe : « L'activité de l'homme n'a que trop de propension à se relâcher; livré à lui-même, l'homme souhaite le repos. C'est pourquoi je lui donne pour compagnon un diable, qui l'excite et l'empêche de s'endormir. » Dans les voisins qu'elle menace, dans les sujets qu'elle opprime, l'Allemagne a la satisfaction de rencontrer ces diables providentiels dont la méchanceté stimulera son activité et sa vertu.

Non que l'Allemagne n'admette, à l'égard des autres nations, d'autre régime que celui de l'hostilité. Ce qu'elle vise, c'est la domination, seul rôle qui convienne au peuple de Dieu. Or, pour y parvenir, deux moyens s'offrent à elle. Le premier est évidemment l'intimidation, laquelle ne doit jamais se relâcher. Les faibles sont vite insolens quand on oublie de leur rappeler leur faiblesse. Il faut que les autres nations se sentent constamment menacées des pires catastrophes, si elles résistent à l'Allemagne. Mais, étant bien entendu que l'Allemagne est la plus forte, qu'elle ne cèdera rien de ce qu'elle détient, fût-ce injustement, les bons procédés, les offres de services, les marchés avantageux, non seulement pour elle-même, mais encore, à l'occasion, pour l'autre partie, peuvent être des voies plus

directes et moins onéreuses que la violence pour arriver au but. L'Allemagne sera donc, tour à tour, ou plutôt simultanément, menaçante et affable. L'amabilité elle-même peut être efficace, lorsqu'elle repose sur la haine, le mépris et la toute-puissance.

C'est donc, avant tout, la puissance qui importe. L'Allemagne doit posséder des armemens supérieurs à ceux de toutes les autres nations. La raison en est simple. L'Empire allemand est le rocher de la paix, *der Hort des Friedens*. Toutes les forces qu'il accumule ont pour objet unique d'imposer aux hommes la paix allemande, la paix divine. Puisque l'Allemagne représente la paix, quiconque s'oppose à l'Allemagne a en vue la guerre. Or, il est légitime que l'Allemagne s'arme le plus possible, parce qu'elle incarne la paix. Mais les adversaires de l'Allemagne, qui, s'opposant à l'Allemagne, s'opposent à la paix, ne sauraient avoir le même droit. L'Allemagne a le devoir de porter ses armemens au maximum. Les autres peuples n'ont le droit d'armer que dans la mesure où l'Allemagne les y autorise.

L'Allemagne ne cherche pas la guerre; elle s'efforce, au contraire, en inspirant la terreur, de la rendre impossible. Mais, si quelque nation profite, ou est susceptible de profiter de son amour de la paix pour faire valoir des droits qui la contrarient, elle se résigne à sévir. Elle est affligée de la violence qui lui est faite et des rigueurs dont il lui faudra user envers la coupable; mais, soldat de Dieu, elle ne peut faillir à sa mission. Une nation qui se refuse à faire la volonté de l'Allemagne prouve, par là même, son infériorité « culturelle, » et se rend coupable : elle doit être châtiée.

La méthode suivant laquelle l'Allemagne fera la guerre est déterminée par ces données. La guerre est le retour à l'état de nature. L'Allemagne se résout à cette rétrogradation temporaire, parce qu'elle a affaire à des peuples d'une culture inférieure, à qui il s'agit de donner une leçon, et parce qu'il importe de leur parler un langage qu'ils comprennent. Or, ce qui caractérise l'état de nature, c'est que la force y règne sans partage. Dans ce trait même réside la beauté sublime de cet état, sa grandeur et sa fécondité. Qu'on ne vienne pas nous parler de cette romanesque chevalerie qui prétendait, à la guerre, tempérer la violence des instincts malfaisans par l'intervention d'une sensiblerie féminine. La guerre est la guerre, *Krieg ist Krieg*. Ce n'est pas un jeu

d'enfans, ce n'est pas un sport où il s'agit de doser de telle manière la barbarie et l'humanité, que l'on puisse les concilier et les harmoniser. C'est la barbarie elle-même, déchaînée le plus largement, le plus loyalement possible. Il n'y a point là de perversité. L'homme en tant qu'homme souffre même, à se refaire barbare, mais l'homme qui supplée Dieu refoule les faiblesses et les répugnances de la créature. Il se soumet à la loi mystérieuse et sublime en vertu de laquelle le mal est d'autant plus bienfaisant qu'il est accompli avec plus de résolution et de plénitude. *Pecca fortiter!*

Le premier article du code de la guerre, c'est donc la suppression de tout ce qu'on appelle sensibilité, pitié, humanité. La guerre a pour but de tuer et de détruire. Plus elle détruit et tue, plus elle se rapproche de sa forme idéale. Elle est, d'ailleurs, au fond, d'autant plus humaine qu'elle est plus inhumaine, puisque la terreur même qu'inspirent ses excès la rend plus brève, et, tout compte fait, moins meurtrière.

La guerre, en second lieu, ignore nécessairement les lois morales. Le respect des lois, des traités, des conventions, la loyauté, la bonne foi, le sentiment de l'honneur, les scrupules, la noblesse d'âme, la générosité sont des entraves : le peuple-dieu n'en admet point. Il violera donc, sans hésiter, le droit des neutres, s'il y a intérêt; il usera du mensonge, de la perfidie, de la trahison. Il s'autorisera de prétextes futiles ou inventés pour commettre les actes les plus atroces : bombardement de villes ouvertes, massacres de vieillards, de femmes et d'enfans inoffensifs, supplices barbares, vol et assassinat, bestialité à l'égard des femmes, incendies scientifiquement organisés, destruction méthodique des monumens que leur antiquité, leur rôle historique, l'admiration de l'univers semblaient rendre inviolables. « On me l'a dit, il faut que je me venge, » cette raison suffit. On nous a dit que quelque habitant de cette ville ou d'une autre aurait manqué d'égards envers quelqu'un des nôtres, donc il nous faut brûler la ville et fusiller les habitans. Il s'agit, en définitive, de libérer, aussi parfaitement que possible, les énergies élémentaires de la nature, de dégager le maximum de force, et d'obtenir le maximum de résultat.

Cet effet doit, d'ailleurs, être psychologique, autant que matériel. Les actions que les hommes jugent horribles, et qui sèment l'épouvante sont des moyens recommandables, parce

qu'elles brisent les âmes, alors même que ces actions sont sans valeur au point de vue militaire.

Au reste, ce qui révolte la morale vulgaire est, au fond, conforme à la morale transcendante. Les Allemands, à la guerre, ont pour mission de punir. Ils exercent la vengeance divine, ils font expier à leurs ennemis le crime de leur résister. Que si, après qu'ils ont pris une ville, l'ennemi a l'insolence de la leur reprendre, il est juste que, dès que la chose sera possible, ils saccagent cette ville, tuent les habitans et brûlent les plus beaux monumens.

Étant donné ce problème : déchaîner le plus largement possible toutes les puissances du mal, il est clair que le peuple de culture supérieure est, mieux que tout autre, armé pour le résoudre. En effet, la science, où il excelle, offre le moyen de consacrer à la destruction et au mal toutes ces forces que la nature ne sait employer qu'à créer de la lumière, de la chaleur, de la vie et de la beauté. Le peuple-dieu allie donc le maximum de science au maximum de barbarie. La formule de son action peut être ainsi énoncée : la barbarie multipliée par la science.

Tel est le dernier mot de la fameuse doctrine désignée sous le nom de germanisme. Or, entre ces conséquences ultimes de la doctrine et les traits que présente la guerre actuelle, l'identité est évidente. Le problème qui se pose devant nous est donc résolu. Si, contre toute vraisemblance, la barbarie, chez les Allemands, coexiste avec la culture, si même elle apparaît, dans la guerre actuelle, comme liée à cette culture même, c'est que la culture allemande diffère profondément de ce que l'humanité entend par culture et civilisation. La civilisation humaine cherche à humaniser la guerre elle-même. La culture allemande tend à en accroître à l'infini, par la science, la brutalité primitive.

Tout ce qui est allemand doit être unique : les femmes, le Dieu, le vin, la loyauté. La guerre que nous font les Allemands frappe le monde d'horreur et d'épouvante, parce que c'est, dans toute la force du terme, « la manière allemande, *die deutsche Art*, la guerre allemande. »

***

En même temps qu'il fait cette étonnante constatation, le monde se demande avec anxiété quels pourront être, par la

suite, ses relations avec l'Allemagne. Sciemment et systématiquement, l'Allemagne aura opposé à notre civilisation hellénique, chrétienne, humaine, la fureur dévastatrice des Huns. Il est vrai qu'après la guerre, elle alléguera qu'en agissant ainsi, elle n'a fait autre chose que se conformer, non sans douleur, aux conditions de la guerre idéale et divine, et qu'elle paraîtra disposée à pardonner à ses ennemis les rigueurs qu'elle a eu mission d'exercer contre eux. Mais le monde refusera, décidément, d'admirer cette magnanimité redoutable, qui, à la moindre velléité de résistance, se change en sauvagerie. Tout voile, aujourd'hui, est déchiré. La culture allemande est, bien réellement, une barbarie savante. Le monde, qui entend désormais secouer tout despotisme, ne pourra composer avec le despotisme de la barbarie.

Quelle déception, pourtant, et quelle douleur! Car c'est un fait que naguère l'Allemagne fut tenue pour une grande nation. Ses louanges étaient célébrées, en maint pays de solide et haute culture. C'est, il est aisé de s'en rendre compte, que la tradition allemande renfermait d'autres doctrines que celles que nous avons vues se développer sous l'influence de la Prusse. Tandis que le germanisme tel que les Prussiens le formulèrent consiste essentiellement dans le mépris des autres nations et dans la prétention de les dominer, un Leibnitz, par exemple, si estimé dans le monde latin comme dans le monde germanique, professait une philosophie qui n'appréciait l'unité que sous la forme d'une harmonie de puissances libres et autonomes. Leibnitz exaltait le multiple, le divers, le spontané. Entre les puissances rivales, il cherchait à établir des rapports qui les réconciliassent sans altérer ni diminuer la valeur et l'indépendance de l'une ou de l'autre. Tel son effort de réunion des Églises catholique et protestante. Après Leibnitz, vint Kant, qui, très Allemand à coup sûr, n'en reconnaissait pas moins avoir appris de Rousseau à honorer, par-dessus le savant qui n'a n'autre mérite que la science, l'homme du vulgaire qui, sans être savant, possède la valeur morale. Et, posant en principe que toute personne, en tant que capable de valeur morale, est respectable, il appelle les hommes à créer non une monarchie universelle et despotique, mais une république des nations où chacune possédera une personnalité, libre et indépendante.

Cette disposition à mettre la liberté avant l'unité, à respec-

ter, par conséquent, et à honorer la dignité des autres nations, en même temps que l'on sert la sienne propre, ne s'était pas éteinte en Allemagne avec Leibnitz et Kant. Permettez-moi, mon cher directeur, de vous faire part, à ce sujet, de quelques souvenirs personnels.

En janvier 1869, je fus envoyé à Heidelberg par le ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, pour y étudier, et pour y prendre connaissance de l'organisation des universités allemandes. L'Allemagne était pour moi le pays de la métaphysique, de la musique et de la poésie. Mon étonnement fut grand de voir qu'en dehors des cours il n'était question que de la guerre que la Prusse allait faire à la France. Invité à une soirée j'entendis chuchoter derrière moi. *Vielleicht ist er ein französischer Spion* : « C'est peut-être un espion français : » tels furent les mots que je perçus. A la brasserie un étudiant s'asseoit près de moi. Il me dit : « Nous allons vous faire la guerre; nous vous prendrons l'Alsace et la Lorraine. » La nuit, je voyais, de ma fenêtre donnant sur le Neckar, les étudians descendre la rivière, vêtus de leurs costumes corporatifs, sur un radeau illuminé, en chantant la fameuse chanson en l'honneur de Blücher, lequel « a appris aux Welsches la manière allemande. » Et, à l'Université même, les cours de Treitschke, où se pressait une foule surexcitée, n'étaient autre chose que des harangues enflammées contre les Français, des excitations à la haine et à la guerre. Voyant qu'il n'était question que de préparatifs de guerre, je revins à Paris dès les vacances de Pâques de cette année 1869, persuadé que les hostilités allaient éclater. Je retournai à Heidelberg peu de temps après, et appris à connaître d'autres personnes, d'autres centres d'idées. Je compris alors que l'opinion en Allemagne était partagée entre deux doctrines opposées. L'aspiration générale avait pour objet l'unité de l'Allemagne. Mais on ne s'entendait pas sur la manière de concevoir et de réaliser cette unité.

La thèse de Treitschke était : *Freiheit durch Einheit*, « la liberté par l'unité, » c'est-à-dire l'unité d'abord, l'unité avant tout, la liberté ensuite, plus tard, quand les circonstances permettraient d'y songer; et, pour réaliser d'emblée cette unité, qui, actuellement, importait seule, l'enrôlement de l'Allemagne sous le commandement de la Prusse, en vue d'une guerre avec la France. Or, à la formule de Treitschke s'opposait celle de Blunt-

schli : *Einheit durch Freiheit*, « l'unité par la liberté. » Cette doctrine, qui comptait alors d'éminens représentans, tendait à sauvegarder d'abord l'indépendance et l'égalité des États allemands, et ensuite à établir entre eux, sur cette base, une union d'un caractère fédératif. Et, de même qu'elle préconisait, au sein de l'Allemagne, une union sans hégémonie, de même elle concevait l'unité allemande comme devant se réaliser sans porter ombrage aux autres nations, en particulier sans menacer la France. Ce devait être l'Allemagne libre dans le monde libre.

L'Allemagne, à cette époque, était placée dans un carrefour. Suivrait-elle sa propre tendance, encore vivante chez de nombreux et nobles esprits, ou s'abandonnerait-elle totalement, pour marcher, tête baissée, dans les voies où l'avait engagée la Prusse? telle était la question. Le parti de la guerre, de l'unité comme moyen d'attaquer et de dépouiller la France, le parti prussien l'emporta, et le succès rendit sa prépondérance définitive. Depuis lors, les esprits qui ont prétendu demeurer fidèles à un idéal de liberté et d'humanité ont été, en fait, annihilés.

Reste-t-il possible que l'Allemagne, quelque jour, remonte jusqu'au carrefour où elle se trouvait encore avant 1870, et s'engage, cette fois, dans l'autre voie, celle des Leibnitz, des Kant, des Bluntschli, celle qui, d'abord, va vers la liberté des individus et des peuples et qui se dirige ensuite, seulement ensuite, vers une forme d'accord et d'harmonie où sont respectés, à titre égal, les droits de tous?

Un mot du professeur écossais William Knight me revient en ce moment à la mémoire : *The best things have to die and be reborn*, « Les meilleures choses doivent mourir et renaître. » L'Allemagne qu'a respectée et admirée le monde, l'Allemagne de Leibnitz paraît bien morte : renaîtra-t-elle?

Agréez, je vous prie, mon cher Directeur, l'assurance de mes sentimens bien cordialement dévoués.

ÉMILE BOUTROUX.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ALLEMAGNE

APRÈS DEUX MOIS DE GUERRE

Il est très intéressant de chercher à connaître, deux mois après l'ouverture des hostilités, la situation économique de nos ennemis. Toute communication ayant cessé entre l'Allemagne et la France depuis le commencement d'août, nous en sommes, sur certains points, réduits aux conjectures. Ce n'est qu'à l'aide de dépêches arrivées aux pays neutres, d'extraits de journaux parvenus par la même voie, que nous pouvons essayer d'esquisser un tableau de ce qui se passe de l'autre côté du Rhin. Mais nous avons les élémens nécessaires pour montrer dans quel état se trouvaient, à la veille de la guerre, le budget, les banques, la circulation fiduciaire et monétaire, la bourse, le commerce, la navigation et l'industrie. Nous avons eu connaissance des principales mesures prises par le gouvernement depuis le 1er août. En étudiant les unes et les autres, nous espérons répondre à la question posée en tête de cet article.

I

En même temps que l'Allemagne décidait, au printemps de 1913, une énorme augmentation de ses forces militaires, elle faisait voter par le Parlement les ressources correspondantes. Les dépenses nouvelles étaient de deux sortes : dépenses de premier établissement, non renouvelables, telles que construc-

tion de casernes, acquisition de matériel, d'armes, d'équipemens, et dépenses permanentes résultant de l'entretien d'effectifs plus nombreux qu'auparavant. Pour couvrir celles-ci, un certain nombre d'impôts nouveaux furent votés. Celles-là ont été défrayées au moyen d'une contribution d'armement, payée une fois pour toutes. Nous avons ici même relaté les débats mémorables qui eurent lieu au Reichstag à cette occasion, et indiqué les bases de cette imposition, que les contribuables ont la faculté d'acquitter en trois termes, espacés sur trois années. On s'attendait à ce qu'elle produisît 1 milliard de marks, ce qui représenterait environ trente centièmes d'un pour 100 de la fortune allemande. Il y a lieu de se demander si les bouleversemens apportés par la guerre ne rendront pas difficile, pour un certain nombre de contribuables, le versement des deux derniers tiers. Lorsqu'on relit, à un an de distance, les débats qui précédèrent le vote de cette contribution extraordinaire, on se reproche de n'avoir pas suffisamment suivi l'exemple qui nous était donné. Nous avons bien voté la loi de trois ans, mais nous n'avons pas apporté la même énergie à fournir à notre budget le milliard dont il avait besoin.

Le projet de budget allemand, pour l'année financière allant du 1er avril 1914 au 31 mars 1915, se résume comme suit :

Dépenses.	Millions de marks.
Reichstag et Chancellerie	3
Affaires étrangères	21
Intérieur	120
Armée	1 217
Marine	488
Justice	3
Trésor	48
Office colonial	27
Dette de l'Empire	255
Cour des Comptes	1
Fonds des pensions	145
Postes et télégraphes	821
Imprimerie impériale	10
Administration des chemins de fer	152
Administration des finances	184
Budget des pays de protectorat	178
	3 673

Recettes.	Millions de marks.
Postes et télégraphes	881
Imprimerie	14
Chemins de fer	162
Divers	80
Administration des finances	2 266
Vente des fortifications	4
Service de la dette (reliquat de l'expédition de Chine, amortissement, remboursement d'avances)	71
Budget des pays de protectorat	178
	3 656
A couvrir par les fonds d'emprunt	17
	3 673

En réalité, les écritures de la comptabilité publique ne se présentent pas avec cette simplicité. Le budget allemand comprend un budget ordinaire et un budget extraordinaire. Le premier se subdivise en deux chapitres, celui des dépenses permanentes et celui des dépenses transitoires. Pour permettre au lecteur de mieux saisir l'importance des crédits affectés à chaque service, nous avons groupé sous une même rubrique les montans dispersés dans les trois budgets. C'est ainsi que notre tableau montre que l'armée et la marine étaient dotées de 1 705 millions de marks (1), soit 2 130 millions de francs; mais ces 1 705 millions n'apparaissent pas au premier coup d'œil dans le document officiel, parce qu'ils sont répartis dans six chapitres distincts.

Le budget allemand a longtemps été dans une situation précaire (2). Le déficit était chronique. On le couvrait au moyen de contributions dites matriculaires, que les États particuliers versaient à l'Empire, et d'emprunts : il ne se passait pas d'année sans qu'un appel fût adressé au crédit. Le premier effort sérieux pour sortir de ce malaise invétéré fut tenté, il y a quelques années, par M. de Stengel, qui resta quelque temps secrétaire d'État à l'office du Trésor : il institua une série d'impôts nouveaux et simplifia les rapports financiers de l'Empire et des confédérés. Son œuvre a été complétée, en 1913, par le maintien de surtaxes au timbre et une élévation des droits de succession.

A l'origine, l'Empire rétrocédait aux États particuliers une proportion déterminée des impôts indirects qu'il percevait. On a réduit aujourd'hui à deux les taxes qui se répartissent ainsi. Tout en recevant des subsides, les États versent à leur tour à l'Empire des sommes annuelles, qui sont tantôt inférieures, tantôt supérieures à ce qu'ils encaissent eux-mêmes. Il serait plus simple de supprimer cette complication. Mais les confédérés tiennent à garder, sur les finances impériales, un certain droit de contrôle, qu'ils craignent de perdre en renonçant à tout prélèvement opéré en leur faveur.

Jusqu'à une époque récente, les ressources du budget consistaient en impôts de consommation, perceptions douanières, et

(1) Le mark vaut 1 fr. 25 de notre monnaie. Tous les chiffres du présent article seront exprimés en monnaie allemande, sauf indication contraire.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1913, notre étude sur *Les Armemens financiers de la France et de l'Allemagne.*

contributions indirectes de diverse nature, telles que droits de timbre, taxe sur les opérations de bourse, les connaissemens, les polices d'assurance. Dans les derniers temps, des impôts directs ont été établis au profit de l'Empire : les principaux sont un droit sur les successions et l'impôt sur la plus-value. Le premier ne pèse guère sur la population, puisqu'il ne s'applique pas aux héritages en ligne directe : en 1911, il n'a rapporté que 55 millions de marks, dont un cinquième est rétrocédé par l'Empire aux États confédérés. L'autre est un impôt sur la plus-value des fortunes, dont le principe est très discutable : il a été institué par la loi du 3 juillet 1913. La détermination de la fortune aura lieu pour la première fois le 1er avril 1917 : elle devra faire connaître l'accroissement correspondant à la période comprise entre le 1er janvier 1914 et le 31 décembre 1916. Cette détermination aura lieu ensuite tous les trois ans. Est considérée comme accroissement la différence entre la valeur nette de l'ensemble de la fortune imposable à la fin de chaque période et cette même valeur au commencement de ladite période. L'échelle de l'impôt varie de 0,75 à 1,50 pour 100, avec des relèvemens graduels de un dixième à 1 pour 100 au maximum, pour les patrimoines dépassant 100 000 marks. Le point de départ est l'évaluation faite pour l'assiette de la contribution d'armement de 1913.

La dette impériale, au 31 décembre 1912, s'élevait à 4 582 millions de marks. Au 31 juillet 1914 elle était aux environs de 5 milliards, dont un quart environ en 4 pour 100, un autre quart en 3 pour 100, et le reste en 3 et demi pour 100. D'après la cote, c'est le taux de 4 pour 100 qui marquait à ce moment l'étiage du crédit allemand. Le 3 et demi se négociait à 87 et le 3 pour 100 aux environs de 75, ce qui correspond au rendement indiqué. La guerre a naturellement changé la situation. Avant de se séparer, le Parlement a autorisé le gouvernement à emprunter jusqu'à 5 milliards. C'est en vertu de ce vote qu'a été ouverte du 10 au 19 septembre une souscription double : en premier lieu, 1 milliard de reichsmarks de Bons du Trésor à cinq ans d'échéance, rapportant 5 pour 100 d'intérêt, remboursables de 1918 à 1920 ; en second lieu, une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le 1er octobre 1924, pour un montant indéterminé : elle devait par conséquent être créée en quantité correspondant aux demandes éventuelles du public. Le prix

des Bons et de la rente était uniformément fixé à 97,50 pour 100. En tenant compte de l'amortissement, le rendement des Bons ressort à 5,63, tandis que celui de la rente n'est que de 5,38 pour 100. Elle était destinée à ceux qui veulent faire un placement à plus longue échéance et à qui l'on faisait entrevoir une plus-value de capital qui compenserait cet écart de revenu. L'empressement des souscripteurs ne paraît pas avoir été grand, malgré les objurgations que le gouvernement adressa aux capitalistes par la proclamation que nous traduisons ci-après :

« Nous sommes seuls et nous avons le monde entier en armes contre nous. Nous ne pouvons pas compter sur le concours des neutres. Seules, nos propres ressources doivent fournir l'argent nécessaire. Ces ressources, elles existent et elles doivent se manifester en présence de l'ennemi lorsqu'il s'agit de défendre notre existence et notre position sur le globe. Les victoires que notre armée a déjà remportées dans l'Ouest et dans l'Est justifient l'espérance que, comme en 1870-1871, les dépenses faites et les charges imposées seront finalement supportées par ceux qui ont compromis la paix de l'empire d'Allemagne. Mais, avant tout, nous devons nous aider nous-mêmes. De grands intérêts sont en jeu. L'ennemi compte que son salut viendra de notre pénurie financière ; montrez, capitalistes allemands, que vous êtes guidés par les mêmes sentimens d'héroïsme que nos soldats sur le champ de bataille. Vous avez des économies; montrez que ces économies ont été accumulées non seulement pour votre usage personnel, mais également pour les besoins de la Patrie.

« Corporations, institutions, caisses d'épargne, établissemens, sociétés, vous avez tous grandi et prospéré sous la puissante protection de l'Empire. Montrez, maintenant, pendant des heures fatales, votre gratitude, votre reconnaissance envers le gouvernement. Banques, et banquiers, prouvez par votre brillante organisation, ce que votre influence sur votre clientèle est capable de produire. Ce n'est d'ailleurs pas un sacrifice de sa part que de souscrire à un emprunt présenté à un prix modéré et rapportant un revenu élevé. Aucun de vos cliens n'a le droit de répondre qu'il ne se trouve pas en possession de fonds disponibles. Les mesures les plus larges ont été prises pour rendre liquides les sommes nécessaires.

« Tout sujet allemand animé de patriotisme ne doit pas hésiter

à supporter temporairement une légère perte nécessitée par le déplacement de ses capitaux. Les caisses d'épargne allemandes abandonnent à cette occasion et dans la mesure du possible toute restriction en ce qui concerne le retrait des capitaux. »

Ce n'est qu'à l'intérieur du pays que le placement peut être tenté. Il n'y a pas à y songer sur les places étrangères. Celle de New-York en particulier, qui a été pressentie, a fermé ses portes à cet emprunt, comme à tout autre d'ailleurs émanant de l'une des puissances belligérantes. Il ne faudrait pas compter comme souscriptions du dehors celles du genre facétieux qui ont été inaugurées de la façon suivante : une maison suisse de Saint-Gall, qui avait expédié des marchandises à son correspondant allemand et qui en réclamait le paiement, reçut de lui la réponse suivante : « Il nous est défendu de faire sortir de l'argent hors des frontières. Nous avons en conséquence employé la somme dont vous êtes créditeur chez nous à souscrire un montant égal du nouvel emprunt. Nous sommes heureux d'avoir ainsi pu vous assurer un excellent placement. » Tout commentaire déflorerait cette trouvaille : voilà un mode de classement de titres dont les financiers ne s'étaient pas encore avisés.

Le gouvernement s'est efforcé, par tous les moyens possibles, d'attirer des souscriptions. Les caisses d'épargne, qui ont environ 20 milliards de dépôts, ont annoncé que ceux de leurs cliens qui voudront souscrire pourront retirer la totalité de leur avoir, les caisses renonçant à leur opposer la clause de sauvegarde qui ne permet que des retraits successifs et partiels. La *Reichsbank* (Banque de l'Empire) et les caisses de prêts nouvellement organisées (*Kriegs darlehenkassen*) élèvent à 75 pour 100 de la valeur le montant qu'elles sont prêtes à avancer sur fonds allemands, notamment sur les nouveaux titres. Les journaux ont été remplis d'articles invitant les habitans de l'Empire à lui apporter leur argent et ont pris à tâche de leur démontrer qu'ils ont là l'occasion de faire une affaire excellente en même temps qu'une œuvre patriotique. D'après les communiqués officiels, les bons auraient été souscrits, et il aurait été demandé 2500 millions de rente consolidée : la majeure partie l'a été par des établissemens publics agissant selon les ordres du gouvernement. Dans les pays neutres, en Suisse notamment, on est sceptique au sujet de la sincérité des résultats annoncés.

II

On sait le rôle considérable qui a été joué par les banques dans le développement économique de l'Allemagne. On prétend qu'en 1911, au moment d'Agadir, l'empereur Guillaume fit demander aux chefs de la communauté financière à Berlin s'ils étaient prêts à la guerre : la réponse aurait été négative. La chose n'a rien d'invraisemblable. En tout cas, depuis cette date, des efforts considérables ont été faits par nos ennemis pour préparer leur mobilisation économique, en même temps qu'ils développaient leur état militaire dans les proportions que l'on connaît. Les uns comme les autres auraient dû nous ouvrir les yeux.

C'est par l'organe de la Banque de l'Empire que les financiers ont reçu des avertissemens. Le président de cet établissement, dont le capital est la propriété d'actionnaires privés, mais dont la gestion est entre les mains du gouvernement, a fait savoir aux banques particulières qu'elles eussent à restreindre les crédits accordés au commerce et à l'industrie, à surveiller leur portefeuille, à ne pas compter exclusivement sur l'institution centrale pour le réescompte des traites. Ces conseils étaient d'autant plus opportuns que la place de Berlin se voyait peu à peu retirer les capitaux français qui, pendant plusieurs années, s'étaient employés en Allemagne, attirés par des taux d'intérêt relativement élevés, et qu'elle devait s'attendre à voir les dépôts du Trésor russe lui être retirés à la première alerte. Il lui restait, en matière d'argent étranger, celui qui lui était fourni par des banques suisses, dépositaires elles-mêmes de sommes importantes appartenant à des Français.

Pour mieux s'assurer que ses instructions seraient suivies, le président de la *Reichsbank*, M. Havenstein, obtint des banques la publication de leur situation tous les deux mois; il se promettait de suivre ainsi de plus près les modifications survenues dans leur bilan. La grande préoccupation des dirigeans a été d'améliorer ce qu'ils appellent leur liquidité, c'est-à-dire la proportion des élémens immédiatement disponibles de l'actif par rapport aux engagemens. C'est aussi sur ce point qu'est dirigée l'attention publique. Les journaux économiques commentent à cet égard d'une façon minutieuse les chiffres publiés.

Un examen de la situation des neuf principales banques berlinoises à la date du 31 décembre 1913 nous apprend que leur capital actions s'élevait alors à 1250 millions de marks, et les réserves à 385 millions. Dans les élémens de l'actif, on distinguait les disponibilités immédiates et les disponibilités réalisables rapidement. Les premières se composent des espèces, des coupons échus, des soldes créditeurs à la *Reichsbank* et chez les autres banques, des effets escomptés, des fonds nationaux. Les secondes comprennent les reports, les avances sur titres et sur marchandises et les titres autres que les rentes indigènes. Les premières représentent 43, les secondes 19, au total 62 pour 100 des engagemens; leur total est d'un peu plus de 4 milliards de marks, en face de 6 milliards et demi de dépôts et de comptes créditeurs. Dans l'ensemble, la situation marquerait un certain progrès sur celle de 1912 : les disponibilités avaient légèrement augmenté.

Un coup d'œil jeté sur le bilan de la plus importante de ces banques, la *Deutschebank* (Banque allemande), au 31 décembre 1913, et sur le dernier rapport, nous donnera une idée de la façon dont travaillent ces établissemens. Après sa fusion avec la *Bergisch-Märkischebank*, la *Deutschebank* aura un capital actions de 250 millions et des réserves de 175 millions; elle disposera donc de ressources propres de 425 millions de mark, soit environ 530 millions de francs. Elle a reçu du public environ 1500 millions de dépôts. Ce sont des chiffres comparables à ceux des plus grandes banques françaises et anglaises. L'activité de la *Deutschebank*, comme celle des autres établissemens allemands, est multiple. Loin de se confiner dans le rôle d'une banque de dépôts, à la manière des *Jointstock banks* de Londres ou du Crédit lyonnais, elle se porte sur tous les domaines; elle est au plus haut degré une banque d'affaires; elle sort même du terrain financier et économique pour obéir à des considérations essentiellement politiques. Le rôle qu'elle a joué en Turquie ne saurait être qualifié autrement. La construction et l'exploitation des chemins de fer, l'octroi de certaines avances, la conclusion d'emprunts ont eu pour but essentiel d'ouvrir de plus en plus le pays à l'influence allemande. D'autre part, quand elle s'est appliquée à l'étude du projet d'institution à Berlin d'un monopole du pétrole dans l'Empire, elle le faisait moins pour y récolter des bénéfices que pour répondre à un désir du gouverne-

ment. Son intervention dans les affaires d'un groupe qui a beaucoup fait parler de lui dans les dernières années et qui est connu sous le nom de *Fuersten Conzern* (le syndicat des princes), a eu pour but d'éviter aux marchés indigènes une catastrophe qui aurait eu de fâcheuses conséquences. Elle a dû avancer 100 millions de marks pour empêcher la chute de ces entreprises, qui sont loin d'être liquidées à l'heure qu'il est, et qui, sous des formes diverses, usines, terrains, sociétés de transport, encombrent encore son actif. Mais il fallait à tout prix sauver quelques-uns des plus nobles seigneurs de l'aristocratie prussienne.

Au cours de l'année dernière, la *Deutschebank* a trouvé dans la cherté persistante de l'argent l'occasion de réaliser des bénéfices considérables du chef de ses escomptes et avances. Mais elle a subi une perte notable sur son portefeuille de fonds allemands, dont la valeur, qui avait déjà baissé le 31 décembre dernier, est aujourd'hui singulièrement réduite. Elle avait comme actif liquide, composé de l'encaisse, du portefeuille d'escompte, de son avoir chez les autres banques, et de Bons du Trésor allemands, 938 millions, c'est-à-dire cinquante pour cent de ses engagemens, résultant de ses acceptations (284 millions) et de ses dépôts (1 576 millions).

Comment la *Deutschebank* s'est-elle comportée depuis l'ouverture des hostilités ? Dans quelle mesure le public a-t-il retiré ses dépôts ? Jusqu'à quel point a-t-elle pu mobiliser son portefeuille, soit en le faisant réescompter à la *Reichsbank*, soit en encaissant les traites échues ? Les mêmes questions se posent pour les autres banques, dont la situation est analogue à celle de la *Deutschebank*, avec des différences plus ou moins accentuées sur tel ou tel chapitre. Comme cette dernière passait pour être une des plus liquides, les autres ont dû éprouver encore plus de difficultés qu'elle. Les industriels et les commerçans, habitués à compter sur un concours très large de la part des banques, ont plus besoin que jamais de leur appui; la vente des stocks de marchandises est ralentie ou suspendue, ce qui empêche les fonds de roulement de se reconstituer et prépare des difficultés d'autant plus grandes que la campagne se prolongera davantage.

Les banques sont hors d'état de venir en aide à l'industrie qui, selon la forte expression d'un journal berlinois, la *Vossische Zeitung*, a été pulvérisée par la guerre. Au 28 février 1914,

les 91 principales d'entre elles avaient escompté un portefeuille de 3 170 millions, fait des avances et reports pour 2 220 millions, possédaient 800 millions de titres, avaient placé 376 millions en syndicats, 438 millions dans des participations permanentes ; il leur était dû 6 068 millions par divers débiteurs. D'un autre côté, l'ensemble de leurs créditeurs se montait à 8 460 millions. Le tableau ci-dessous résume cette situation :

Principaux chapitres du bilan de 91 banques allemandes au 28 février 1914.

Actif.	Millions de marks.	Passif.	Millions de marks.
Encaisse et avoir à la Banque centrale	310	Capital actions	2 608
Portefeuille d'effets escomptés	3 170	Réserves	670
Avoir chez les autres banques	634	Dû à des banques étrangères	186
Reports et avances sur titres	1 541	Avoir des banques allemandes	632
Avances sur marchandises	680	Dépôts	4 242
Titres	800	Autres créditeurs	3 400
Participations syndicales	374	Acceptations	2 365
Avances permanentes (commandites)	438		
Débiteurs	6 068		

En présence de cette gêne des banques, le gouvernement a essayé de créer d'autres organes pour venir en aide à ceux qui ont besoin de crédit. De divers côtés, on tente de fonder ce qu'on appelle des *banques de crédit de guerre*, dont l'objet sera de faire des avances aux négocians qui ne réussissent pas à vendre leurs marchandises. Mais on se demande comment des sommes de quelque importance pourront être réunies à cet effet, puisque c'est précisément le capital qui manque partout.

Ces banques de crédit de guerre ouvriraient un crédit personnel à ceux qui n'ont pas de gage mobilier à fournir et qui ne peuvent, par conséquent, pas s'adresser aux Caisses de prêt, c'est-à-dire une grande partie des petits commerçans et artisans. Un établissement de cet ordre a été fondé sous les auspices du gouvernement saxon, avec un capital annoncé de 10 millions. Il s'est créé à Francfort une caisse de crédit de guerre sous forme de corporation à responsabilité limitée *(Genossenschaft mit beschraenkter Haftung)* : chaque action est de 500 marks et

entraîne pour le souscripteur une responsabilité de 2000 marks. Les journaux adjurent les citoyens de souscrire aux actions de cette caisse ; ils expliquent aux négocians en gros qu'ils ont le plus grand intérêt à soutenir leur clientèle de détaillans et à se ménager ainsi des acheteurs. La Caisse hambourgeoise, celle de Mayence et d'autres, sont organisées d'après le même principe. Mais, à en croire les plaintes qui se font jour, il ne semble pas que ce remède ait été efficace.

En ce qui concerne les populations agricoles, on les engage à s'adresser aux caisses Raiffeisen, aux caisses d'épargne ordinaires, aux caisses de prêt mutuel. Ce ne sont pas les banques hypothécaires qui pourront leur venir en aide : car elles n'avaient pas attendu la guerre pour être complètement immobilisées. Il n'existe pas en Allemagne, comme en France, un établissement privilégié qui distribue le crédit foncier dans le pays. Ces opérations se font par l'intermédiaire de nombreuses banques (on en compte actuellement 37) qui, au 31 décembre 1913, avaient consenti des prêts sur immeubles pour environ 12 milliards de marks. Elles avaient émis à la même date pour 11 milliards et demi de lettres de gage. Depuis quelque temps, leur action est arrêtée par l'impossibilité où elles se trouvent de continuer le placement de leurs obligations. Pendant toute l'année 1913, elles n'ont réussi à vendre qu'un montant dérisoire de 43 millions, et cela bien que plusieurs d'entre elles soient revenues au type 4 et demi, alors qu'à la fin du XIXe siècle elles empruntaient à 3 et demi et au commencement du XXe à 4 pour 100.

C'est dans leurs rapports avec les pays d'outre-mer que les Allemands sentent, aujourd'hui, le plus vivement la fragilité de leur organisation. Leurs banques établies dans ces contrées ont bien déclaré qu'elles feraient leur possible pour soutenir ceux de leurs cliens nationaux qui s'adressaient exclusivement à elles; mais elles écartent de prime abord ceux qui ont confié une partie de leurs affaires à des institutions étrangères, notamment à des banques anglaises. Elles sont d'ailleurs dans une situation difficile, puisque les crédits qui, avant la guerre, leur étaient ouverts en Europe, sont fermés. Leur position paraît particulièrement précaire au Chili, où, à la fin d'août, il n'avait pas encore été décrété de moratoire et où elles ne peuvent remplir leurs engagemens. En Chine, beaucoup de maisons

allemandes travaillaient avec les banques anglaises. On saisit l'occasion, à Berlin et à Francfort, de le leur reprocher vivement et de déclarer qu'il va falloir prendre des mesures énergiques pour assurer partout le fonctionnement du commerce extérieur en dehors du concours des autres nations. Il reste à voir comment cela sera possible.

III

La Banque de l'Empire est chargée d'organiser la circulation fiduciaire et de veiller à la distribution de la monnaie sur les diverses parties du territoire. A côté d'elle, quatre Banques, celles de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade, émettent aussi des billets, mais pour un total insignifiant par rapport à celui de la *Reichsbank*, qui est l'établissement régulateur. Le principe fondamental de l'émission est qu'elle peut s'élever au triple de l'encaisse métallique.

Les instituts d'émission des États particuliers, dont le rôle est modeste à côté de celui de la *Reichsbank*, ne l'ont pas toujours suivie dans la fixation des taux. Ainsi la banque de Saxe avait, le 1er août 1914, porté son escompte à 8 et ses avances sur titres à 9 pour 100. Ce n'est que le 3 septembre qu'elle les a ramenés à 6 et demi et à 7 et demi pour 100, restant ainsi encore à un niveau d'un demi pour 100 supérieur à celui de l'établissement central.

En même temps que la contribution d'armement extraordinaire, le gouvernement fit voter en 1913 par le Parlement un programme destiné à permettre, en cas de besoin, l'extension rapide de la circulation. A cet effet, il a été autorisé à doubler la quantité des Bons de caisse impériaux (*Reichskassenscheine*) qui existent déjà et à la porter de 120 à 240 millions de marks. Ces 120 millions furent remis à la Banque impériale en échange de 120 millions d'or qui s'ajoutèrent aux 120 millions déposés depuis 1871 dans la tour de Spandau. Enfin, 120 millions de monnaie d'argent divisionnaire ont été frappés. Au jour de la mobilisation, ces 360 millions de métal ont dû être versés à la Banque, qui a pu créer immédiatement 1 080 millions de billets, gagés par cette encaisse supplémentaire. Le bilan du 31 août présentait les chiffres suivans :

Actif.	Millions de marks.	Passif.	Millions de marks.
Portefeuille	4 750	Circulation	4 230
Avances	105	Dépôts	2 440
Encaisse	1 610		

Depuis nombre d'années, l'activité de la *Reichsbank* ne cesse de croître : elle témoigne du développement économique du pays, mais aussi de l'énorme usage qu'il fait du crédit. Les industriels allemands ont pour habitude de se faire ouvrir des comptes chez leurs banquiers en leur donnant comme garantie des *solawechsel*, c'est-à-dire des billets à ordre, qui ne correspondent pas à une affaire commerciale, mais représentent une simple fabrication de papier de crédit. Ces traites, renouvelées un grand nombre de fois, ne constituent pas une couverture sérieuse des billets de banque. La composition du portefeuille a toujours été critiquable. D'autre part, on doit reconnaître que la *Reichsbank* s'était efforcée, jusque dans les derniers temps, de contenir dans des limites modestes les avances sur titres. La loi, d'ailleurs, ne l'autorisait pas à faire figurer ces prêts parmi les élémens de son actif qui doivent gager sa circulation.

Un autre point faible du bilan, c'est l'introduction, dans l'encaisse, des Bons de caisse de l'Empire, dont la loi de 1913 a augmenté la quantité et qui sont comptés à l'égal des espèces métalliques. D'autre part, la Banque a été autorisée, au début de la guerre, à faire des avances jusqu'à concurrence d'un milliard et demi, sur toutes espèces de garanties, même des marchandises. C'est une nouvelle cause de détérioration pour la qualité de ses billets, qui ne reposent plus désormais sur le seul gage statutaire du métal et du portefeuille. Il y a là une modification profonde de la situation de l'établissement. En même temps, il a été exempté de l'impôt de 5 pour 100 qu'il paie en temps ordinaire sur le montant de la circulation qui dépasse son encaisse et une somme fixe appelée le contingent (550 millions, portés à 750 à la fin de chaque trimestre). Il a été autorisé à faire figurer, parmi les élémens de son actif servant de couverture aux billets, les Bons du Trésor impérial à trois mois et les effets même à une signature, tandis que statutairement il devait en exiger au moins deux. Il est dispensé de l'obligation de rembourser en espèces ses billets, qui reçoivent ainsi cours forcé; il est également dispensé de donner de l'or en

échange de monnaies divisionnaires d'argent ou de nickel, comme il était tenu de le faire jusqu'ici.

Le Gouvernement a essayé de diminuer le fardeau de la *Reichsbank*, en créant des Caisses de prêt (*Darlehens Kassen*) autorisées, elles aussi, à faire, pour des montans qui peuvent descendre jusqu'à 100 marks, des avances sur titres, même étrangers, et denrées non périssables, jusqu'à concurrence de moitié, ou même des deux tiers de leur valeur, et à émettre en représentation de ces avances des bons de caisse d'emprunt (*Darlehens Kassen Scheine*) en petites coupures, qui descendent jusqu'à 1 mark. Ils sont datés de Berlin le 12 août 1914 et portent la signature des membres de la Commission de la Dette de l'Empire : une mesure analogue avait été prise en 1870, mais le maximum fut alors limité à 100 millions.

Les bons de caisses d'emprunt sont reçus à l'égal des billets de banque. Il paraît peu probable que les emprunteurs seront en mesure de rembourser à l'échéance les prêts, qui leur sont consentis pour une durée maximum de six mois. On doit se demander comment se liquidera cette circulation parasite.

IV

Les bourses allemandes ont été très calmes pendant les premiers mois de 1914, et les cours d'un assez grand nombre de valeurs se sont retrouvés, au 30 juin, presque égaux à ceux du 1er janvier. Au début du semestre, une abondance passagère de capitaux et l'abaissement du loyer de l'argent qui en avait été la conséquence avaient fait concevoir des espérances de hausse qui ne se sont pas réalisées. Il semblerait presque que des indications mystérieuses aient été données à certains personnages, de façon à refréner toute tentative de spéculation. En tout cas, c'est un fait connu que, au début de l'été, la *Dresdnerbank* conseilla à ses cliens de liquider leurs positions, en prévision d'événemens politiques graves.

D'autre part, les financiers allemands montraient depuis longtemps une extrême froideur à l'égard des émissions de fonds étrangers. Ils ne firent d'exception, au cours des dernières années, que pour les rentes ou les bons du Trésor de l'Autriche-Hongrie, auxquels il était difficile de fermer les portes de l'empire allié, et pour un modeste emprunt roumain de 200 millions,

que les Berlinois mirent d'autant plus d'empressement à souscrire que les négociations avec Paris avaient échoué. Mais ils s'abstinrent en général de participer aux émissions de fonds balkaniques, qui inondèrent le marché français. Ils eurent même soin de nous abandonner le dernier emprunt turc, dont nous portons tout le poids et qui a servi à payer les cuirassés allemands réfugiés dans la mer de Marmara et la mission militaire prussienne qui est à la tête de l'armée ottomane.

Peu de temps avant la guerre, l'une des grandes banques berlinoises avait signé un contrat d'emprunt avec la Bulgarie, dont elle espérait ainsi nous enlever la clientèle. Mais des clauses résolutoires étaient prévues, qui ont joué dès la fin de juillet. L'établissement se trouve aujourd'hui dégagé vis-à-vis du gouvernement de Sofia.

En considérant tous ces faits, il semble qu'on retrouve comme un fil conducteur qui a réglé la conduite des financiers et les a fait agir avec persévérance dans un même sens : garder le plus possible leurs ressources intactes, ne pas les envoyer au dehors, ne pas les disperser dans un grand nombre d'entreprises plus ou moins incertaines; suivre en un mot la recommandation de l'empereur Guillaume : « Tenez votre poudre sèche. »

Les marchés allemands de valeurs mobilières ont néanmoins, comme la plupart des autres, fermé leurs portes au début du mois d'août. Celui des céréales est resté ouvert. La hausse y a été moins rapide qu'à New-York, où le froment a atteint des cours inconnus depuis longtemps. L'acheteur le plus marquant sur le marché des grains est l' « Office central d'acquisition des objets nécessaires à l'armée, » qui a demandé que des blés lui soient présentés une fois par mois, et sollicite les offres des vendeurs pour cette date.

Quelques voix se sont élevées pour demander la réouverture des bourses de valeurs, mais elles n'ont rencontré que peu d'écho. L'un des argumens qu'on a opposés à cette proposition est le suivant : si on facilitait les négociations de titres, on provoquerait certainement des offres de fonds allemands des anciens types, que les porteurs réaliseraient afin de souscrire à l'emprunt nouveau. Cette précaution suffira-t-elle pour maintenir les cours? L'Allemagne trouvera-t-elle chez elle les capitaux dont elle aura besoin? C'est un point douteux. Les sociétés

industrielles et les maisons de commerce qui voient leurs affaires arrêtées doivent non seulement être dépourvues de tout moyen d'action, mais sont hors d'état de rembourser ce qu'elles doivent aux banques.

V

Ceci nous amène à parler de l'industrie. On sait combien l'Allemagne était fière du développement pris par ses mines et ses usines. Sa production de charbon, qui approche de 200 millions de tonnes de houille et de 100 millions de charbons bruns (*braunkohle*), la place au troisième rang, après les États-Unis et l'Angleterre; sa production de fer au second rang; elle n'était inférieure qu'à celle de l'Amérique. En 1913, l'Allemagne a produit 19 millions de tonnes de fonte, et les États-Unis 30. Sur d'autres domaines, celui des produits chimiques, elle ne cessait de faire des progrès. Mais, d'une façon générale, beaucoup de ces entreprises travaillaient, dans une trop large mesure, avec du capital emprunté. Elles n'avaient pas, suivant l'exemple de nos sociétés métallurgiques et de nos charbonnages français, accumulé des réserves qui les eussent rendues indépendantes des banquiers.

La métallurgie a vu, dès le début des hostilités, sa production considérablement réduite : au mois d'août déjà, on estimait que les hauts fourneaux travaillaient à peine à 40 pour 100 de leur capacité normale. Dans les manufactures qui fabriquaient en vue de l'exportation, la réduction est encore bien plus forte. Seules, celles qui s'occupent des fournitures militaires maintiennent leur activité. On espère que l'administration des chemins de fer prussiens donnera des commandes : mais, dans l'ensemble, le recul est énorme. L'extraction des mines de charbon en août n'a pas dépassé le tiers de la normale. Au début de la guerre, toute exportation de fer et d'acier avait été interdite. Depuis lors, de nombreux adoucissemens ont été apportés à cette défense : la sortie de beaucoup d'articles a été autorisée. Mais il est douteux qu'elle puisse s'opérer dans une large mesure.

Parmi les industries qui souffriront de la guerre, on doit citer celle du sucre, dont la production annuelle est d'environ 2 700 000 tonnes. De ce total, 1 140 000 ont été exportées l'an

dernier. D'après les probabilités, la surface ensemencée ayant dépassé de 2 et demi pour 100 celle de l'année précédente, le chiffre de la récolte des betteraves, au cours de la prochaine campagne, ne sera pas inférieur à celui de l'an dernier. La consommation indigène aura plutôt une tendance à diminuer. Il faudrait donc que l'exportation pût se faire : cela sera d'autant plus difficile que la majeure partie en était dirigée vers la Grande-Bretagne qui, en 1913, a importé 940 000 tonnes de sucre allemand.

VI

Le commerce extérieur de l'Allemagne s'est élevé, en 1913, à 21 milliards de marks (soit 1 milliard de plus qu'en 1912), dont 11 à l'importation et 10 à l'exportation. Le principal chapitre de l'importation est celui des « produits agricoles et forestiers, produits naturels du règne animal et du règne végétal, produits alimentaires, » qui atteint 7 milliards; à l'exportation, les métaux, machines, produits électrotechniques et véhicules figurent pour 3 milliards. L'arrêt causé par la guerre va se traduire par un recul considérable de ces chiffres. Depuis le 1er août, l'Allemagne n'a rien exporté par ses ports. Peut-être l'a-t-elle fait dans une certaine mesure par Rotterdam, Gênes et Trieste; mais il est peu probable que ces expéditions se soient élevées à un chiffre appréciable.

Le pays avec lequel les échanges sont le plus actifs est la Russie : un traité de commerce, expirant le 31 décembre 1917, liait notre alliée à l'Allemagne. Les importations russes en Allemagne, consistant surtout en produits agricoles et forestiers, se sont élevées en 1913 à 1 425 millions, tandis que les exportations allemandes en Russie, parmi lesquelles les machines et objets fabriqués tenaient le premier rang, ont atteint 680 millions de marks. Avant la guerre, les libre-échangistes allemands insistaient sur l'utilité qu'il y aurait pour leur pays à maintenir le traité de commerce, de façon à s'assurer à la fois les céréales dont il a besoin et un débouché industriel. Mais ni la Russie, ni même l'Autriche, dont les relations commerciales avec l'Allemagne sont importantes, ne paraissaient disposées au renouvellement pur et simple des traités en cours. L'une et l'autre songeaient à relever les droits d'entrée sur les objets fabriqués, à

moins que l'Allemagne n'abaissât les droits sur les produits agricoles.

En admettant que le commerce allemand ne soit pas interrompu avec les pays scandinaves, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, l'Italie et la Hollande, il l'est avec le reste du monde. Nous ne pensons pas que les stratagèmes auxquels certains exportateurs ont recours leur assurent des débouchés. Un manufacturier d'outre-Rhin adressa récemment une circulaire à ses ex-cliens anglais pour les informer qu'il établit des dépôts en Suisse et qu'il va revêtir ses produits de la marque « fabriqués en Suisse, » afin qu'ils puissent entrer dans le Royaume-Uni. Nous doutons que cet ingénieux négociant reçoive beaucoup de commandes de nos alliés. Les échanges allemands avec les contrées que nous venons de nommer représentent le tiers du mouvement total; le reste se chiffre par 14 milliards de marks, dont 6 à l'importation et 8 à l'exportation. C'est particulièrement sur ce dernier terrain que nous devons prendre la place des industriels germains. Déjà les Anglais ont constitué des comités, dont la mission est d'éclairer leurs compatriotes sur les voies dans lesquelles ils devront immédiatement diriger leurs efforts. Il ne s'agit pas seulement de faire la guerre à des concurrens, mais d'emprunter les méthodes qui leur ont souvent réussi vis-à-vis de la clientèle étrangère. Les maîtres de forges, les fabricans de produits chimiques ont le champ libre devant eux; qu'ils se hâtent de se mettre en rapport avec les consommateurs que l'Allemagne ne peut plus servir; ils sont assurés de recevoir de nombreuses commandes, à des prix rémunérateurs, puisque la concurrence est supprimée. Déjà le prix de l'acier s'est relevé à Glasgow de 40 pour 100 au-dessus du cours pratiqué avant la guerre. Ceci aidera puissamment le commerce anglais : malgré un fléchissement sensible en août, les importations anglaises des huit premiers mois de 1914 ne sont inférieures que de 3,8 pour 100 à celles de la période correspondante de 1913 ; les exportations ont fléchi de 6,9 pour 100. Les journaux d'outre-Manche sont remplis de détails sur l'activité commerciale du Royaume-Uni. Jamais, disent-ils, les docks de Londres n'ont été mieux approvisionnés.

La navigation commerciale allemande est arrêtée. On sait avec quelle ardeur elle s'était développée. Le rapport publié à la veille de la guerre par l'Union des Armateurs hambourgeois sur la période qui s'étendait du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914

indiquait cependant un recul général d'activité. Les frets étaient tombés très bas et revenus au niveau de 1908, qui avait marqué un point extrême dans la dernière courbe de dépression. La crise qui sévit aux États-Unis, au Mexique, en Argentine et au Brésil a diminué le volume des transports. Malgré le recul des recettes, les frais d'exploitation n'ont pas fléchi, bien au contraire. Le renchérissement général, la progression des salaires. les charges imposées par les lois sociales ont été autant de causes de relèvement des dépenses. Les armateurs déclaraient qu'il ne serait pas sage de continuer à prendre dans les ports allemands des mesures contre les navires des autres nations, « attendu qu'ils sont utiles au commerce national. » Mais ils demandent que les droits du pavillon soient maintenus et qu'on s'oppose à la tendance, manifestée par beaucoup d'États étrangers, d'intervenir dans les affaires du bord. Ils se plaignent des frais de port à Hambourg, qu'ils trouvent trop élevés. Ils sont muets sur la question des rapports entre les grandes compagnies de navigation allemandes, le *Norddeutscher Lloyd* de Brème et la *Hamburg Amerikanische Packetfahrt Gesellschaft*, dirigée par M. Ballin, l'ami de l'empereur Guillaume. Ces deux puissantes sociétés ont été quelque temps en guerre, après avoir dénoncé le cartell qui les unissait; elles paraissaient avoir trouvé un terrain d'entente, lorsque les hostilités ont éclaté. Le premier résultat de celles-ci est d'enfermer leurs bâtimens dans les ports européens, américains ou asiatiques. Certains d'entre eux, armés en croiseurs, ont été capturés par les Anglais ; d'autres ont été saisis avec leurs cargaisons. Des deux principales compagnies, la *Hamburg Amerika Packetfahrt* est la plus importante. Son capital est de 180 millions, sa dette obligations de 90 millions de marks. Elle a distribué à ses actionnaires, pour l'exercice 1913, un dividende de 10 pour 100. Le *Norddeutscher Lloyd* a su, grâce à une politique prudente, et en particulier à l'accumulation d'importantes réserves, se ménager une part convenable dans l'arrangement intervenu. Il reçoit des subventions gouvernementales, notamment pour ses lignes de l'Asie orientale. Les voyages vers l'Australie paraissent devoir être abandonnés, à cause des pertes qu'ils infligeaient à la Société. Le *Lloyd* ne se loue pas des résultats obtenus au port d'Emden, en dépit des sacrifices que lui et la *Packetfahrt* ont faits pour le développer.

En attendant, les seuls voyages que la *Hamburg Amerika* a

pu organiser sont ceux entre Lubeck et Copenhague, et un certain cabotage dans la mer Baltique. Voici comment la *Hansa*, journal de la marine allemande, résumait la situation : « L'Angleterre a capturé un grand nombre de nos navires; la cessation des affaires coûtera cher à nos armateurs. Il s'écoulera un temps bien long avant que cette situation soit reconquise. Alors même que la guerre ne durerait que neuf ou douze mois, le développement de notre commerce maritime est retardé pour des années. »

VII

L'empire colonial allemand n'a pas, jusqu'ici, donné de très brillans résultats. Le prince de Bismarck était opposé à ce que l'activité nationale se dirigeât de ce côté. Il avait peut-être conscience de l'incapacité foncière des Germains de s'assimiler les populations. Ce n'est qu'à une époque relativement récente que les efforts du gouvernement se sont portés vers l'annexion de territoires exotiques. Le Togoland, situé sur la côte occidentale d'Afrique, entre la Côte d'Or anglaise et le Dahomey français, appartenait à l'Allemagne depuis une trentaine d'années; il commençait à se développer et à se suffire à lui-même, lorsque les Anglais, dès le début de la guerre, l'ont occupé. Les autres possessions allemandes sont : en Afrique, le Cameroun, déjà conquis par nos troupes au mois de septembre, l'Afrique allemande du Sud-Ouest, l'Afrique allemande de l'Est; en Océanie, les îles allemandes de la mer du Sud. Ce sont de vastes territoires dont l'étendue est six fois celle de l'Empire lui-même : la population indigène est évaluée à 12 millions d'habitans, tandis que le nombre des Européens n'y dépasse pas 25 000.

La domination germanique est mal assise en Afrique. Il y a quelques années, une peuplade native énergique, celle des Herreros, se souleva et donna fort à faire aux troupes allemandes. Un général prussien, qui jouissait cependant d'une bonne réputation militaire, fut rappelé à Berlin après avoir subi des échecs. Il fallut longtemps pour venir à bout de ces indigènes, qui paraissent destinés à faire bientôt partie de l'Union sud-africaine anglaise, tandis que d'autres seront annexés à nos possessions.

Le budget de ces diverses colonies, désignées sous le nom de

protectorats, s'élevait pour 1914 à 178 millions de marks, ainsi répartis :

	En millions de marks.		
	Budget ordinaire.	Budget extraordinaire.	Total.
Afrique orientale	24	37	61
Kameroun	17	15	32
Togo	4	»	4
Afrique sud-occidentale	42	5	47
Nouvelle-Guinée allemande	3	»	3
Samoa	1	»	1
Kiao-Tcheou	19	»	19
			167
Service de la dette des pays de protectorat			11
Total général			178

La plupart de ces colonies souffrent d'un mal qui leur est commun avec la métropole : le manque de ressources liquides. C'est ainsi que l'Afrique orientale, dont le budget est le plus élevé des sept, ne trouve guère de capitaux à moins de 10 pour 100, ce qui ne facilite pas l'œuvre des planteurs de caoutchouc. Elles se plaignent aussi, en Afrique particulièrement, de la rareté de la main-d'œuvre : au cours des débats qui eurent lieu au Reichstag en avril 1914, il a été reconnu que les indigènes sont contraints par la violence à travailler, qu'ils ne sont pas libres de se transporter où bon leur semble, que ni leur salaire ni leurs moyens d'existence ne sont assurés.

Le territoire de Kiao-Chau, dans la province de Tsing-tau, avait été « pris à bail » aux Chinois. A l'heure actuelle, il est probable qu'il est conquis par les Japonais. Parmi les îles du Pacifique occupées par les Allemands, l'archipel Samoa vient d'être repris par les marins de la Nouvelle-Zélande. Une dépêche de Sydney nous informe que la flotte australienne s'est emparée de la Nouvelle-Guinée allemande et de la Nouvelle-Poméranie. L'empire colonial de nos ennemis paraît déjà singulièrement atteint.

Ce n'est qu'à une époque récente que les idées des Allemands se sont précisées au sujet du rôle qu'ils attribuent à leurs colonies dans l'économie nationale. Pendant assez longtemps une partie de l'opinion semblait croire qu'elles fourniraient un exutoire à l'excès de population de l'Empire. Mais les conditions climatériques de la plupart d'entre elles ne permettent pas d'y entrevoir l'établissement permanent ni la multiplication

de la race blanche. D'autre part, la progression des naissances se ralentit en Allemagne ; tous les ans, elle fait appel, au moment des récoltes, à 700 000 travailleurs étrangers, ce qui n'indique pas une surabondance de bras. On était donc à peu près d'accord maintenant, dans les milieux politiques et administratifs, pour considérer les protectorats comme des territoires à faire exploiter par les indigènes sous la direction d'Européens. Dans l'hypothèse la plus optimiste, il était impossible d'attendre de ces colonies rien qui ressemblât au développement des *Dominions* britanniques, où des millions d'Anglais constituent de véritables nations-sœurs, et viennent, au jour du péril, se ranger aux côtés de la mère-patrie.

Les principales banques coloniales allemandes sont la Banque Germano-Ouest-Africaine, fondée sous les auspices de la *Dresdnerbank* : elle s'occupait du Togo et du Cameroun. La *Deutsche Afrikabank*, création de la *Disconto Gesellschaft*, exerçait son activité dans l'Afrique allemande du Sud-Ouest, où travaillaient également la Société coloniale allemande pour l'Afrique du Sud-Ouest et le Crédit foncier de l'Afrique du Sud-Ouest : la fondation de ce dernier ne remonte qu'à un an. A l'Est, la Banque allemande de l'Afrique orientale a reçu le privilège d'émission des billets. Il n'y a point d'établissement de banque en Nouvelle-Guinée, ni aux îles Samoa.

VIII

La situation économique et financière de l'Allemagne doit inspirer de graves préoccupations à ceux qui dirigent ses destinées. Au point de vue financier comme au point de vue commercial, elle est encerclée. Loin de pouvoir compter sur un concours quelconque de son alliée, elle voit l'Autriche en proie à des difficultés militaires, politiques et financières encore plus grandes que celles contre lesquelles elle se débat.

Nous avons essayé de faire un exposé impartial. Nous n'avons pas dissimulé à nos lecteurs le côté solide du budget allemand qui, tout en ayant suivi, dans les dernières années, une progression analogue à celle du budget de la plupart des grandes Puissances, s'est fortifié par l'établissement de nouveaux impôts. Mais l'énormité de l'effort qu'il poursuit en ce moment bouleversera l'équilibre atteint depuis peu. Les premiers crédits

ouverts dès le début des hostilités auront pour effet de doubler la dette de l'Empire. Les emprunts se feront malaisément, et à des taux qui légueront de lourdes charges aux exercices futurs. Le placement ne peut en être tenté qu'à l'intérieur, et doit rencontrer d'autant plus d'obstacles que les disponibilités sont moins considérables. Il y a longtemps qu'on reprochait aux banques allemandes d'être trop engagées, à la fois directement dans des entreprises industrielles et commerciales et indirectement par les crédits excessifs qu'elles ont coutume d'accorder. Elles viennent alors demander aide et assistance à la Banque de l'Empire. Celle-ci, au cours des dernières années, a multiplié les avertissemens aux établissemens de crédit en les invitant à augmenter leur encaisse ; en même temps elle n'a cessé d'accroître la sienne propre. Elle a dû, dès les premières semaines de la lutte, augmenter énormément ses escomptes et porter sa circulation presque au maximum statutaire, c'est-à-dire le triple du numéraire. Et encore est-elle autorisée à faire figurer comme espèces les bons de caisse de l'Empire, et a-t-elle dû mettre en portefeuille des Bons du Trésor impériaux pour des sommes importantes.

Ce n'est pas tout. Cette circulation, gagée par un actif bancable, c'est-à-dire des espèces et des lettres de change, n'a pas paru suffisante. On a autorisé l'émission des Bons des caisses de prêt, sortes d'assignats qui ne sont pas gagés par des immeubles, comme ceux de la première Révolution, mais par des garanties mobilières de nature variée. La Banque impériale est tenue de donner ses propres billets en échange de ces bons, qui introduisent un élément très faible dans la circulation. On a été plus loin. Craignant que le milliard et demi de marks de ce nouveau papier restât encore en deçà des besoins, on a encouragé la création de « banques de guerre, » dont l'objet est de faire des avances à ceux qui n'ont aucune garantie à donner. Cet échafaudage de papier n'a pas une base adéquate. L'amplitude qui lui a été donnée confirme ce que nous avons dit de l'impuissance où sont les banques particulières de venir en aide à leur clientèle. Ceci s'applique également aux banques hypothécaires, dont les opérations sont arrêtées par l'impossibilité où elles sont, depuis longtemps, de placer dans le public leurs lettres de gage. Le gouvernement a cherché à suppléer à ce que ni les unes ni les autres ne pouvaient faire.

Le commerce extérieur de l'Allemagne avait progressé plus rapidement que celui d'aucune autre nation. Il n'est pas besoin d'insister sur le tort que lui causent la fermeture des mers et l'interruption des services de ses lignes de navigation. Ses exportations lui étaient nécessaires pour lui fournir les moyens de payer une partie de ce qu'elle importe, notamment les objets d'alimentation dont elle a besoin : la production indigène ne suffit pas à assurer la subsistance de ses 67 millions d'habitans. Ses industries sont arrêtées ou ralenties dans une énorme proportion. Bien qu'une fraction notable de la population ouvrière soit sous les drapeaux, il n'y a pas assez de travail pour ceux qui restent. Dès le commencement de septembre, le journal berlinois le *Vorwaerts* écrivait : « Nous avons déjà des centaines de mille, des millions de sans-travail. Si nous ne réussissons pas à atténuer cette crise dans les masses profondes de la population, et à sauver d'une effroyable misère ceux qui n'ont pas été envoyés à la frontière, nous nous exposerons à des dangers tout aussi considérables que la défaite de nos armées. Jusqu'à présent, tous les efforts tentés en ce sens n'ont eu qu'un résultat modéré. A la fin du premier mois de guerre, le point noir de la situation est cette crise économique. »

Le règlement des échanges internationaux qui se faisait pour une fraction par des banques indigènes, pour la majeure partie par des établissemens étrangers, surtout anglais, est arrêté; et c'est avec dépit que les Allemands constatent que, sans la place de Londres, ils sont incapables de mener à bonne fin la liquidation des affaires engagées par leurs compatriotes sur différens points du globe.

A cette question du commerce et de la navigation se rattache celle des colonies. Elles n'ont jamais été un fleuron bien brillant de la couronne germanique. Assez tard venues dans son domaine, elles semblent avoir été créées un peu au hasard, par la prise de possession des derniers territoires qui restaient vacans, après que les deux grandes Puissances coloniales de l'Europe se furent taillé leur part en Afrique, en Asie et en Océanie. Dans leurs diverses possessions, nos ennemis n'ont pas plus réussi à se concilier les populations indigènes qu'ils n'ont su se faire aimer en Europe. Ils semblent, là comme ailleurs, n'avoir eu confiance qu'en la force brutale : aussi leurs territoires tombent-ils, comme les fruits mûrs d'un arbre,

entre nos mains et celles des Anglais, partout où les alliés se présentent pour les revendiquer. Il en est de même en Asie pour la portion de la Chine que l'Allemagne s'était attribuée et que le Japon reprend avec la plus grande facilité. Que va-t-il survivre de cet empire colonial ?

La rapidité de la croissance est un danger pour les États comme pour les individus. Celle de l'Allemagne, depuis 1871, a paru dépasser même ses espérances : mais elle a voulu trop embrasser. L'homme qui fut le véritable fondateur du nouvel Empire le détournait des aventures au delà des océans. N'était-ce pas lui aussi qui disait que les affaires balkaniques ne valaient pas les os d'un grenadier poméranien ? Ses successeurs se sont bien écartés de ces principes : ils ont fait leur la politique anti-slave de l'Autriche, ils ont proclamé que l'avenir de l'Allemagne était sur les mers. C'est par ces ambitions qu'elle a heurté l'Angleterre et mécontenté ses propres alliés, les Italiens, en leur donnant à entendre qu'elle avait besoin de Trieste et que jamais elle ne laisserait les clefs de l'Adriatique entre leurs mains.

Les résultats de cette double erreur politique viennent de se manifester. Les conséquences des fautes économiques ne sont pas moins graves. C'est à cause d'un développement démesuré de son commerce extérieur que l'Allemagne souffre profondément dans son industrie ; c'est parce qu'elle a eu recours d'une façon excessive au crédit pour mettre sur pied des entreprises trop vastes, que tout l'édifice de la banque et de la circulation fiduciaire plie sous le poids d'engagemens trop lourds. Dans sa marche forcée vers le but qu'elle s'était assigné, cette nation s'appuyait sur des conceptions qui méprisent ou ignorent les autres; elle semble avoir agi sur ce terrain comme elle le fit lorsqu'après avoir violé la neutralité belge, elle lança ses armées sur la route de Paris. De même qu'elle comptait anéantir les troupes de ses adversaires, elle prétendait, sur les marchés commerciaux, tout balayer devant elle et supprimer la concurrence. Il lui faudra longtemps pour rebâtir ce qu'elle aura détruit de ses propres mains.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LA GUERRE VUE D'UNE AMBULANCE

La vraie ambulance est celle qui opère sur les champs de bataille. Mais les maisons hospitalières qui prolongent et complètent son œuvre, qui reçoivent ses blessés et qui les guérissent, ont quelque droit aussi à ce nom évocateur de beaux dévouemens. Écarté de la première par l'insuffisance de ses forces, c'est dans l'une des secondes qu'a pu travailler, à titre d'aumônier, l'auteur de ces lignes. L'ambulance américaine de Neuilly possédant les moyens d'aller les chercher elle-même jusque sur le front, a été l'une des toutes premières à recevoir des blessés. Le front, du reste, quand elle s'ouvrit, au début de septembre, n'était que trop rapproché de nous. On y allait le matin, on en revenait avant le soir. Les notes jetées ici jour par jour donneront donc de la guerre une vision assez directe. A leur modeste place, elles pourraient compléter les *Impressions d'un combattant*. Elles n'en offriront pas l'héroïque entrain; mais elles rappelleront sous un autre aspect les mêmes actes de courage; et si de la bataille elles reflètent plutôt les épreuves que la gloire, il n'y a pas lieu de le regretter. L'amour de la guerre pour elle-même est si peu dans le fond de nos âmes que le grand crime dont nous accusons l'Allemagne est de l'avoir rendue fatale et ensuite déchaînée. Pour n'avoir pas voulu la guerre, pour ne chercher qu'à en délivrer le monde et à l'extirper jusque dans ses causes, les peuples civilisés ne se battent pas aujourd'hui avec moins de courage, ni avec moins de résolution. Dans cet effort sacré, ils ne peuvent puiser qu'une vigueur nouvelle à contempler de près les souffrances, noblement acceptées, des victimes des champs de bataille.

Meudon, 3 septembre.

4 heures. — De Meudon à Neuilly, la distance n'a rien de redoutable. J'ai cru, pourtant, que je ne la franchirais pas. Nommé depuis cinq jours, j'attendais avec impatience mon appel, et je ne voyais pas sans inquiétude augmenter d'heure en heure les difficultés de la circulation. Hier soir enfin, sur le coup de 9 heures, une dépêche, longuement retardée, me demande de venir à l'ambulance, où doivent arriver des blessés d'un moment à l'autre. Ce matin, je me rends à la gare pour demander des informations. Il est probable, m'est-il répondu, que le train de 11 heures passera, mais on ne peut rien garantir. Je l'attends en vain, jusqu'à plus de midi. Le chef de gare interrogé n'en sait pas plus que moi. C'est le jour du grand désarroi; on vient seulement d'apprendre le départ du gouvernement et l'arrivée des ennemis à Compiègne. Avec le mouvement des troupes qui se portent vers le Nord, avec les mesures de précaution et les travaux hâtifs qu'entraîne la mise au point du camp retranché de Paris, on ne sait plus quels trains subsistent, quels ponts restent franchissables, quelles portes sont encore ouvertes.

Je fais sans grand espoir une tentative au téléphone. O prodige! il fonctionne, et l'ambulance promet de me faire prendre à 5 heures.

5 heures 15. — Personne. — Toute la maison est close, et ma domestique est partie. J'attends au jardin l'arrivée de l'automobile. Il fait un temps délicieux. Jamais été ne fut plus beau. La nature insulte aux hommes; ou plutôt, c'est le contraire. En allant hier à Clamart, je suivais, à cette même heure du jour, la lisière du bois. La lumière, l'ombre, le soleil, les arbres, la douce tiédeur de l'atmosphère, la vue lointaine sur Paris, sur le Bois de Boulogne, sur Saint-Cloud et ses coteaux verts, tout formait un si grand contraste avec les horreurs humaines, que j'en fus comme grisé et cessai de croire aux réalités oppressantes du moment. Elles prirent figure de rêve, d'imagination folle. Je supposai que huit nations, dont les quatre plus grandes de l'Europe et la plus forte de l'Asie se trouvaient déjà en guerre, et que deux ou trois autres encore s'apprêtaient à y entrer. Je supposai, dans tout le Nord et l'Est de la France, puis sur la moitié des vastes frontières qui séparent la Russie, l'Autriche et

l'Allemagne, des batailles de plusieurs jours, des batailles de plusieurs semaines, où s'entre-tuaient plus de deux millions d'hommes. Je supposai que la Nouvelle-Zélande s'emparait d'une île allemande en Océanie, qu'on se battait en Afrique Orientale, au Cameroun, dans le Congo. Je supposai que le Japon bombardait une presqu'île dans la mer de Chine. Je supposai que sur les Océans de grands navires se faisaient la chasse, que dans la mer du Nord, en même temps que dans l'Adriatique, des flottes entières cherchaient à se détruire. Je supposai revenue l'époque des invasions, et qu'elles s'accompagnaient de destructions, de viols, d'assassinats et d'incendies, comme on n'en avait pas vus depuis Attila. Je supposai que les villes d'art flamandes venaient d'être brûlées, que la Belgique et la France du Nord étaient la proie de hordes barbares, et que le même fléau arrivait aux portes de Paris. Je supposai, pour comble de dévergondage en mes inventions, que, mal satisfaite de ces champs de carnage, la guerre s'étendait jusque dans le ciel, et qu'au-dessus de nos têtes, la science humaine, parvenue après tant de siècles à naviguer dans les airs, en faisait tomber des engins mortels sur les grandes villes, sur les églises, les musées, les hôpitaux, les palais des reines et des princes enfans... Des coups de canon m'éveillèrent de ce rêve affreux. Ils étaient tirés contre des avions allemands qui jetaient des bombes sur Paris.

5 heures 40. — La voiture n'arrive pas. Resterai-je là seul? Je vais voir les aéroplanes, français ou allemands, qui ronflent au-dessus de la maison.

6 heures. — J'entends la trompe de l'automobile. On sonne; c'est bien pour moi. M. Carroll et M. Benet (1) m'emmènent à l'ambulance.

Neuilly, 5 septembre

Les blessés n'arrivent pas. Et cependant nous sommes prêts. L'ambulance est installée au Lycée Pasteur, qui devait recevoir au mois d'octobre ses premiers élèves. C'est un immense et splendide édifice qui n'a pas coûté à bâtir moins de cinq millions. Encore complètement vide, et en partie même inachevé, il ne s'en prête que mieux à la transformation. Avec ses grandes salles de cours, ses laboratoires, ses vastes sous-sols, ses

(1) Deux des cinq membres du Comité. Les autres sont MM. Dalliba, Monahan, et Twyeffort. Le Dr Watson en est président.

baies largement ouvertes, ses plafonds élevés, ses appareils d'électricité et de chauffage central, on le dirait destiné aux victimes de la guerre. Et il n'est pas jusqu'à ses devises, écrites depuis un an, qui ne semblent choisies pour l'objet actuel : PATRIE, sur le cartouche de la grande cour; sur une face de l'horloge : L'HEURE FRANÇAISE SONNERA TOUJOURS; sur l'autre : QUAND L'HEURE SONNE, HOMME, SOIS DEBOUT. Salles d'opérations et de radiographie, cabinet dentaire, salles de bains, étuves, chambres d'isolement, cuisine, lingerie, tout est mis au point. Dix grandes voitures automobiles, munies de brancards et de matelas, n'attendent qu'un signal pour aller quérir des blessés. Nous avons deux cent cinquante lits; le nombre en augmente chaque jour et pourra s'élever à cinq ou six cents. Le personnel, où se mêlent Américains, Anglais et Français, se compose d'environ 15 docteurs (1), 50 infirmières diplômées, avec 30 auxiliaires femmes et 40 auxiliaires hommes. Une douzaine de personnes s'emploient à la lingerie, une cinquantaine aux plus gros travaux. L'administration occupe 12 à 15 hommes dont un architecte, qui n'a pas le moins à faire.

Bien que la partie supérieure de ce personnel travaille sans rétribution et qu'on reçoive beaucoup de dons en nature, les dépenses, on le devine, s'élèvent à un gros chiffre. Les frais de fonctionnement s'évaluent à une centaine de mille francs par mois; les frais d'établissement ont déjà dépassé cette somme.

Les ressources proviennent entièrement de la généreuse charité des Américains. C'est le Conseil d'administration de leur hôpital de Paris qui a pris, dès le début de la guerre, l'initiative du mouvement. La colonie qui réside en France a presque à elle seule donné le demi-million qui fut souscrit le premier mois. New-York et les autres villes des États-Unis sont venues ensuite; et, malgré la crise qui sévit là-bas comme ailleurs, on peut être sûr que les fonds ne manqueront pas. L'Amérique a sa Croix-Rouge, qui secourt, ainsi qu'il est juste, les blessés de toutes les nations; mais, parmi les belligérans, elle a voulu

(1) Au 6 octobre, la liste des médecins s'est encore augmentée et comprend : MM. Du Bouchet, chirurgien en chef; Blake, Blanchard, Brathwait, Bromer, Carry, Chauveau, Conkling, Davenport; Derby, gendre du président Roosevelt; Dygdale, Evringham, Gros, Haguet, Hayes, Jablon, Jeaugeas, Kœnig, Kopp, Lyon, Magnin, Rice, Rogers, Soulier, Turner, Worcester. A la même date, nous avons 235 blessés et il en est sorti, guéris ou défunts, une cinquantaine. Je pourrais citer, parmi les infirmières, l'élite de la société américaine et des noms universellement connus.

distinguer les compatriotes de La Fayette et de Rochambeau; notre ambulance est le témoignage de leur fidèle gratitude. La France ne l'oubliera point.

6 septembre.

Toujours sans blessés. Quelques dames s'impatientent. On élargit les préparatifs; nous devons approcher de 300 lits. Moi, j'installe notre chapelle. Grâce au curé de la paroisse Saint-Pierre, au couvent de Saint-Thomas de Villeneuve, et à de généreux amis, tout s'arrange sans qu'un centime soit distrait pour cela des fonds de l'ambulance. Je n'en suis pas moins reconnaissant à notre Comité d'avoir bien voulu mettre à ma disposition le plus beau local du Lycée, l'amphithéâtre de chimie. Après la guerre, peut-être, notre chapelle redeviendra salle de cours, comme les aumôniers de l'armée et de la marine perdront leur office provisoire. Mais où le Christ aura passé, il en restera toujours quelque trace divine.

8 heures du soir. — Nous allons enfin recevoir des blessés; toutes les automobiles sont parties en chercher à Villeparisis, où en sont venus deux cents du combat de Montmirail. C'est, sans doute, la suite de ces engagemens de l'Ourcq, où le communiqué de 3 heures annonce que notre armée arrête l'avance des Allemands. Nous attendons anxieusement, tous dans le hall d'entrée : les infirmières, les docteurs, les aides. On parle d'une cinquantaine de blessés et des cas les plus graves. Qu'ils nous arrivent. Je crois que nulle part ailleurs ils ne seraient mieux traités.

11 heures. — Nous attendons toujours. La fatigue appesantit les corps; on a tant travaillé, ces jours-ci, aux préparatifs. Mais les âmes restent éveillées; et, si les yeux se ferment à demi, les cœurs restent largement ouverts.

11 heures 15. — Comme j'écrivais la fin de ces quatre lignes, coup de téléphone. Alerte et attention. C'est le Dr Magnin qui demande le Dr Du Bouchet. La communication achevée, celui-ci nous la transmet : « Il n'y avait à Villeparisis que 200 blessés. Quand nos voitures sont arrivées, ils étaient déjà emmenés par d'autres ambulances. *So nothing to do; go to bed.* Rien à faire; allez dormir! » C'est à quoi nous nous résignons, un peu déçus, mais pas trop. Il suffit, en temps de guerre, que l'on s'attende à un événement, pour en voir arriver un autre.

7 septembre.

Le vrai travail est commencé. Nous avons reçu, l'après-midi, une dizaine de soldats anglais. L'un d'eux a une balle dans la gorge; un autre, le pied écrasé; le reste est blessé aux mains, aux bras, aux jambes, ces pauvres membres bleuis et affreusement gonflés. Tous, excepté un malheureux qui souffre d'appendicite aiguë, se montrent gaillards et de belle humeur; il nous faut insister pour faire asseoir ceux-là mêmes qui ont le pied malade. La seule chose dont ils se plaignent, et en riant, c'est de ne s'être pas lavés depuis plusieurs jours, ni déshabillés depuis des semaines.

Il ne leur est permis de parler des faits de guerre qu'après quinze jours écoulés. Ce n'est pas, jugent-ils à bon droit, désobéir à cet ordre que de nous confirmer, pour les avoir vues de leurs yeux, les atrocités des Allemands en Belgique, et notamment le fait, très souvent renouvelé, — chaque fois, semble-t-il, que c'était possible, — de placer devant eux les enfans et les femmes, au moment du combat.

Un sujet sur lequel ils ne tarissent pas, c'est l'excellence de l'accueil qui leur est fait partout. « Nous nous croirions chez nous, disent-ils avec un vif accent de gratitude, nous sommes même reçus et traités mieux qu'en notre pays. » C'est trop juste, ne sommes-nous pas frères d'armes? Une petite scène populaire vient illustrer ces sentimens réciproques de reconnaissance. Un grand Highlander a ouvert une fenêtre qui donne sur la rue. Aussitôt se forme un rassemblement et la foule cherche à exprimer sa sympathie par une ovation discrète. L'arrivée de deux Anglaises et celle de votre serviteur permettent d'engager l'entretien. On me demande d'expliquer, de raconter, d'interpréter. La conversation dure un bon quart d'heure. Une des Anglaises offre le *New-York Herald* du jour à notre héros; il l'a déjà lu. Elle propose de le lui apporter demain à cette même fenêtre. Je réponds qu'il sera dans son lit de malade et qu'il vaudra peut-être mieux le déposer au nom de l'aumônier. C'est ce qui sera fait, et l'on y joindra un illustré qui représente des scènes de la guerre où l'armée anglaise a le beau rôle. Quelqu'un me tend un journal qui vient de paraître. Je lis tout haut le communiqué dans lequel, « grâce à une action très vigoureuse de nos troupes, puissamment aidées par l'armée bri-

tannique, les troupes allemandes qui s'étaient avancées, avant-hier et hier, jusque dans la région de Coulommiers et de la Ferté-Gaucher, ont dû, dans la soirée d'hier, marquer un mouvement de recul. » Je me permets d'ajouter qu'à en croire des nouvelles plus récentes, nos succès vont s'élargissant et qu'on a de bons motifs d'espoir pour la bataille qui continue.

C'est qu'en effet, depuis trois jours, je sens la confiance m'envahir, non plus seulement la confiance au succès final, que j'ai toujours éprouvée, mais la confiance aux victoires prochaines, à la déroute de l'armée allemande sans qu'elle atteigne Paris, au plus tard devant Paris même. Cela vient, peut-être, de ce que je reçois plus d'informations, grâce à notre chef de transports. Peut-être aussi dois-je cet optimisme à une atmosphère où se respire de plus près l'esprit des batailles. Je comprends mieux le sens et la portée de ce qu'on nous repète de toutes parts, que le moral de l'armée est excellent. S'il demeure tel que je le constate maintenant par nos blessés, par nos ambulanciers, par moi-même, le triomphe est assuré. Il n'est pas possible que le moral des Teutons soit le même, depuis six semaines qu'ils marchent sans repos ni trêve en pays ennemis, nuit et jour harcelés par un adversaire dont on leur avait inspiré le mépris, et alors qu'ils doivent renoncer à l'entrée promise et attendue dans cette ville fascinante de Paris. Et puis, comment faire durer le mensonge formidable de la coopération italienne, de la neutralité anglaise, de l'amitié belge? Ils ont bien dû se rendre compte, si Allemands soient-ils, de l'accueil des Belges; ils ont bien dû reconnaître, fût-ce parmi les morts ou les prisonniers, des soldats de l'Angleterre!

8 septembre.

Je reviens d'une visite à notre salle d'Anglais. L'un d'eux réclamait sa médaille militaire déposée au coffre-fort, et qu'il craignait d'avoir perdue; il était sérieusement inquiet: j'ai eu grande joie à la lui rendre. Tous nos blessés, dans leurs lits confortables, et entourés de soins parfaits, semblent mieux qu'hier.

J'ai eu des nouvelles. Elles paraissent bonnes et sont, en tout cas, des plus importantes. La grande lutte est vraiment engagée, comme le donnait à entendre le communiqué de ce matin. Elle s'étend de la région de Meaux à la place de Verdun,

dans la Brie et dans la Champagne. Il faut maintenant deux noms de provinces pour localiser une bataille! C'est vraisemblablement la plus grande rencontre de l'histoire humaine. Je me rappelle, de mes leçons d'enfant, le prestige qu'exerçaient sur moi ces noms d'Aétius, d'Attila, de bataille des Champs Catalauniques. Dans le même endroit, au moment où j'écris, il se livre une bataille égale, une bataille plus grande, qui verra, qui voit se régler des destins non moins graves, et s'entre-tuer, par des moyens plus efficaces, des armées quatre fois plus nombreuses. Qui l'emportera, cette fois, d'Attila ou de nous? des deux nations les plus policées du monde, Angleterre et France, ou de ceux que le genre humain, en les voyant agir, nomme encore les Barbares?

Ce devait être beau, à Saint-Étienne-du-Mont, l'intercession commune de cet après-midi, devant la châsse où repose la Patronne de Paris. Et ni l'orateur ni l'auditoire ne devaient manquer d'émotion, s'ils contemplaient, à quatorze siècles de distance, l'analogie des événemens. Geneviève, Jeanne d'Arc, douces bergères envoyées de Dieu, sauvez le troupeau de votre race!

10 heures du soir. — Toutes nos voitures viennent de partir pour Meaux, où nous avons appris, vers 9 heures, que des centaines de blessés se trouvent sans secours. Nous leur expédions médecins, infirmiers, pansemens, dans les fourgons d'ambulance, pendant que, dans leurs autos personnels, nos riches Américains leur portent des provisions. La ville de Meaux évacuée la semaine dernière, centre de la bataille ces jours-ci, doit manquer totalement de ressources. Je demande au médecin en chef à partir aussi; il me répond que je ferai mieux de rester, qu'on doit avoir des prêtres là-bas, et qu'il ne faut pas démunir l'ambulance à pareil moment.

Les derniers automobiles ronflent sous ma fenêtre. Voilà qu'ils partent à toute vitesse, dévorant la route, jetant l'éclat de leurs phares dans les ténèbres de la nuit, comme nos amis jettent, sans le savoir, la beauté de leur dévouement dans l'horreur de tant, tant d'hécatombes!

Du moins paraissent-elles, cette fois, acheter notre délivrance. Notre avantage s'accentue. Un officier américain, qui arrive de la région de Meaux, dit que les Allemands ont reculé aujourd'hui de douze kilomètres. Si c'était donc le commencement de leur débâcle, et une solution plus prochaine de la guerre!

9 septembre.

6 heures du soir. — Un court instant de liberté, alors qu'il faudrait des heures pour parler de cette journée.

Nos voitures sont revenues de Meaux, à huit heures du matin. Je croyais avoir entrevu la guerre dans l'affolement des départs aux gares de Paris, dans l'apparition et les témoignages de dames de la Croix-Rouge qui avaient dû fuir Rethel en pleine nuit, avec leurs blessés. Ce n'en était, si je puis dire, que des effets réflexes. Aujourd'hui, j'en ai sous les yeux les effets directs et immédiats. Un par un, l'on nous apporte, sur des brancards, les couvertures, presque funèbres, qui entourent les victimes des combats d'avant-hier. De ces paquets sanglans, que nous entr'ouvrons avec des précautions infinies, émergent de grands corps aux membres mutilés, des faces douloureuses et résignées de pauvres Africains. Tous, des tirailleurs. Dans le nombre, deux Français, les vingt autres sont Arabes ou nègres : Tunisiens, Algériens, Marocains et Sénégalais. Leur numéro matricule est, pour la plupart, tout ce qu'ils connaissent de français; c'est avec cela que nous les identifions. Deux gradés, un soldat de 1re classe et un caporal, sont un peu plus savans et nous aident près de leurs compagnons.

Je ne sais s'il est régulier d'appeler gradé un soldat de 1re classe, mais c'est juste, en tout cas, pour l'Arabe auquel je pense. Sa compagnie, raconte-t-il, a chargé trop tôt, sous le feu de l'artillerie allemande, bien avant que la française eût préparé le terrain (toujours même abus d'héroïsme) ; ils sont tombés tous, à l'exception de trois. Notre héros, étant soldat de 1re classe, a rallié ses deux camarades et les a conduits à une autre compagnie. Blessé à la cuisse, il a continué de se battre jusqu'à ce qu'un éclat d'obus lui eût cassé le bras.

Un autre tirailleur, un cycliste, originaire de la Drôme, qui vient d'arriver seul, a eu la main droite brisée. Ne pouvant plus se battre, il est parti sur sa bicyclette à la recherche d'un poste de secours, et n'en a trouvé qu'à Paris!

A la salle des Anglais, qui sont déjà mieux, je raconte l'arrivée de nos blessés africains et la bataille de Meaux. « C'est à partir de Meaux, leur dis-je, que les Allemands ont commencé de reculer, et cela grâce à vous, qui les avez arrêtés là. » Une flamme de joie brille dans leurs regards, surtout quand j'ajoute

que le même mouvement se continue depuis deux jours. Paris sauvé, ils sont contens.

11 heures du soir. — Deux de nos voitures les plus douces viennent de ramener chacune, de Nangis, un officier anglais. Ils étaient provisoirement soignés chez des particuliers. On se proposait d'en ramener un troisième; on l'a trouvé mort. Le curé de cette petite ville a vaillamment soutenu les courages et organisé les secours. Les bombes d'aéroplanes ont fait assez de mal dans les environs : une femme a eu la jambe cassée et un petit garçon de neuf ans a péri; une autre femme a été tuée net avec son enfant dans les bras, sans que le bébé fût atteint. Un de nos deux Anglais a eu le poumon perforé d'une balle; nos médecins comptent le sauver. Mon dernier travail, en cette émouvante journée, a été d'inventorier ses effets, pour mettre au coffre-fort ses objets de valeur. La pauvre tunique était percée de deux trous vers le milieu; l'un à l'entrée de la balle, l'autre à sa sortie. Tout alentour, de larges taches rouges.

12 septembre.

Nous attendions, hier soir, un officier supérieur anglais, le général Snow, qu'on était allé prendre à Coulommiers. J'apprends, à cette occasion, que notre quartier général a quitté cette ville, sans doute pour avancer au Nord-Est; c'est un bon signe de plus. Le général Snow n'est arrivé que ce matin. Ses blessures, me dit-on, ne sont pas graves : son cheval se serait renversé sur lui. C'est l'affaire de quelques jours. Heureusement, car il a eu lui-même à remplacer un autre général, et les chefs sont précieux.

Cette nuit sont arrivés deux blessés allemands que je n'ai pas encore vus. J'ai seulement fait, ce matin, l'inventaire de ce qu'ils apportaient. Leurs effets étaient souillés de boue et de sang. Nous avons mis sous scellé ce qui pouvait en valoir la peine, sans approfondir si c'était apporté d'Allemagne ou volé en France. Je ne dis pas cela pour une pomme verte, trouvée dans la poche; mais un carnet portant l'en-tête du petit séminaire de Saint-Riquier m'a laissé rêveur. Malgré tout, je n'ai pas à faire le moindre effort pour me sentir porté vers eux par un sincère sentiment de pitié, surtout depuis qu'on m'a dit qu'à leur arrivée, ils tremblaient de tous leurs membres.

Une bonne partie de mes visites, jusqu'ici, se passe à faire

des correspondances pour les illettrés, et pour ceux qui ne peuvent se servir de leur main. S'ils ne savent pas dicter, je leur propose des idées, qu'ils acceptent toujours, et j'ajoute souvent quelques lignes rassurantes de la part de l'aumônier-secrétaire. Un Marocain qui sait trois mots de français m'a prononcé, pour l'enveloppe, un certain nombre de syllabes gutturales, dont la fortune m'étonnerait si elles menaient la lettre à destination. Pour des nouvelles graves, nous ferions passer la correspondance par le régiment; on y a l'adresse des familles.

J'ai reçu la visite d'amis bien anxieux. Leur fils, tirailleur algérien, n'a pas, depuis son départ, donné de ses nouvelles, je n'ose dire donné signe de vie. Et, avant la guerre, il écrivait très souvent. J'ai rassuré de mon mieux la pauvre mère, en lui expliquant que cela ne prouvait rien. Je n'ai pas ajouté ce que je sais des épreuves subies par cette vaillante arme, ni qu'un de nos blessés a vu tomber, près de Meaux, tous les hommes de sa compagnie, moins trois... On ne répétera jamais assez de combien de deuils individuels est faite une grande guerre. Il faut cependant qu'on y pense, qu'on s'en pénètre à fond, qu'on y puise pour jamais l'horreur de ces carnages incommensurables, et que les sacrifices actuels, — dût-on les pousser au bout, tandis qu'on y est, — garantissent une paix réelle, une paix durable, une paix pacifique; il faut enlever aux perturbateurs, aux meurtriers d'aujourd'hui, et à ceux qui dans l'avenir pourraient être tentés de faire comme eux, tous les moyens de nuire.

Les nouvelles deviennent franchement bonnes. Sur toute la ligne, sur l'immense ligne, en Brie, en Champagne, en Lorraine, enfin l'ennemi recule; et sur plusieurs points, notamment à l'aile droite, par où il comptait nous tourner et se jeter sur Paris, sa retraite commence.

La fatigue surhumaine de six semaines de combats, la marche ininterrompue en pays hostile, le déchet des munitions, les premières atteintes de la faim, c'en est trop pour l'endurance de ces troupes, si fortes soient-elles, et leurs chevaux eux-mêmes cèdent à l'épuisement. Encore quelques jours, quelques heures peut-être, et l'historique bataille de la Marne (toujours ces noms gigantesques!) arrête l'invasion ou même la repousse, détruit les plans de l'Allemagne, renverse à notre

avantage la marche de la guerre, se transforme en victoire de la France... Comme nos souffrances et comme nos deuils en seraient adoucis!

Mais, en saluant d'un immense désir et d'une joie prête à éclater cette naissante aurore de victoire, je vois, je ne puis m'empêcher de voir de quoi sont teintes les nuées qui lui font cortège; de quelle précieuse couleur, de quel sang, l'horizon est rouge.

Hier soir, par un vent et une pluie horribles, dans les villages abandonnés des environs de Meaux, nos ambulanciers glanaient encore des blessés privés de soins depuis plusieurs jours. Ils nous en ont rapporté une douzaine au milieu de la nuit; et ce matin, à 6 heures, ils sont partis en chercher d'autres. C'est un rude spectacle, me disent-ils, que celui des champs de bataille après la bataille, surtout lorsqu'ils s'étendent à l'infini et qu'on ne sait dans quel bois, dans quelle grange solitaire ou dans quelle église, on trouvera les plus malheureux. L'âme tendue vers le but pitoyable, à peine si, de l'automobile fuyant, on accorde un regard aux arbres jetés bas, aux maisons incendiées, aux débris d'équipemens, aux chevaux morts et déjà gonflés, à ceux qui se dressent sur les collines, affamés, immobiles, comme de grands squelettes. Enfin l'on découvre un groupe douloureux, on se penche sur l'herbe sanglante, on réconforte les âmes et les corps, on distribue boisson, nourriture, pansemens, on ressuscite la force et l'espérance. Les pauvres blessés, bien doucement, sont enveloppés, soulevés, couchés sur les matelas de l'ambulance ou sur les coussins de la voiture de maître; et les voilà partis vers l'asile de science et de bonté, où se réparent, quand ils sont réparables, les forfaits atroces de la guerre. Il y a la science qui tue et la science qui guérit, comme il y a le bien et le mal, comme il y a Dieu et les démons.

14 septembre.

Les blessés arrivent, toujours plus nombreux. Les autres ambulances et hôpitaux se plaignent de n'en pas recevoir. Ils ne nous manquent point, parce que nous avons des voitures pour aller les chercher nous-mêmes. Ce sont encore les victimes des commencemens de la grande bataille, de la grande victoire, puisque depuis l'après-midi d'hier, les bonnes nouvelles sont confirmées.

La victoire, c'est le souverain remède pour nos blessés. Et quelle joie de leur en porter l'annonce, de leur lire tout haut, entre les lits où ils se soulèvent pour mieux nous entendre, les bulletins qui l'annoncent!

Nous en avons besoin, nous aussi, pour soutenir la vue de leurs souffrances. Une fois baignés, rasés, vêtus de linge neuf, soulagés par les premiers soins, refaits par le sommeil et la bonne nourriture, c'est une joie de les contempler sur leurs couchettes blanches, les traits reposés, les yeux chargés de reconnaissance et de doux étonnement. Mais que l'arrivée est donc émouvante! Ceux de samedi soir, des Français, amenés de Montereau, avaient reçu quelques soins, et ils étaient à peu près propres. Mais leurs blessures, déjà vieilles de quatre ou cinq jours, pansées une seule fois, sommairement et trop tard, les faisaient cruellement souffrir. Des douze pourtant, aucun ne se plaignait; un seul, sous les élancemens de la douleur, fermait les yeux et serrait les lèvres; les autres gardaient la force de maîtriser leurs dures sensations. Il y en avait un surtout, un homme du peuple, dont l'apparition ne s'effacera pas de ma mémoire. Je vois entrer sur le brancard, enroulé dans la couverture, son pauvre corps si long, si maigre, si meurtri; je vois sa figure presque noire, aux pommettes saillantes, ses yeux luisans de fièvre et son sourire, oui, son sourire, mais d'une beauté, d'une résignation, d'une douceur à rappeler les martyrs chrétiens regardant le ciel parmi leurs supplices. Le docteur me dit qu'il est blessé à la tête, à la jambe, au bras. « Vous souffrez bien? » lui demandai-je en prenant sa main que j'aurais voulu baiser. Il me répondit : « Non. Un peu fatigué de l'automobile. »

Nous avons reçu ce même soir un officier de vingt et un ans, sorti de Saint-Cyr pour aller au feu, atteint de deux blessures. Je tairai les autres indications. Mais je peux dire une de ses épreuves. Ramassé sur le champ de bataille par les infirmiers allemands, il fut transporté avec leurs blessés au village voisin, dans l'unique chambre d'une maison abandonnée. On n'y trouva que deux matelas pour huit qu'ils étaient; il dut passer deux nuits et un jour, étendu auprès de ces êtres grossiers, malpropres, sentant le tabac et, malgré leurs blessures, s'enivrant du vin de la maison. Leur colère, à tous, allait aux Anglais; point de quartier pour eux, pas plus que pour les noirs. Quant aux Français, c'étaient de braves adversaires. On en viendrait

d'ailleurs à bout dans peu de temps; puis ce serait le tour des Russes, mauvais soldats, et des Anglais, qui n'ont pas d'armée. Le surlendemain matin, il fut permis à notre lieutenant de se joindre à d'autres blessés, ses compatriotes, dans une maison voisine. Peu d'heures après, l'ennemi commençait sa retraite et les abandonnait, comme du reste les siens, sauf les officiers, aux troupes françaises qui reprenaient le village.

15 septembre.

Les témoignages que j'ai entendus viennent de soldats blessés en des rencontres différentes; ils ne tarissent pas de reproches contre l'armée active, celle qui représente vraiment, — sans les correctifs qu'y apporte ensuite l'existence normale, — la formation militaire prussienne.

Voici, par exemple, pris sur le vif, et dans leur désordre naturel, quelques-uns des récits qui me sont faits :

« L'active ne vaut rien, dit un brave paysan réserviste. Ils cognaient à coups de crosse sur mon mal. Ils ont brisé et jeté tout ce que j'avais. La réserve arrive, c'est différent; ils me soignent. Mon camarade, blessé à la poitrine, mourait de soif, il en est vraiment mort. Je me traîne pour aller lui chercher de l'eau; ceux de l'active me couchent en joue. Je suis obligé de faire demi-tour et de me recoucher. »

Un autre a vu des soldats de l'active mettre complètement à nu un de nos soldats qui avait eu le poumon perforé, et qu'ils avaient fait prisonnier après sa blessure. « Quand ils ont vu qu'il fallait l'abandonner, ils lui ont enlevé tout, même sa chemise; et c'était par méchanceté pure, puisqu'ils n'ont rien emporté. »

Troisième récit, textuel : « J'avais un bras cassé, et je perdais beaucoup de sang. Je suis sorti de la tranchée à quatre pattes, ou plutôt à trois pattes. Ils arrivent et m'enlèvent tout. Je continue. La tranchée était à 50 mètres du village. Je me suis tiré dans une maison où ils avaient tout saccagé. Il ne restait rien du tout que des morceaux. Je vois un copain qui marchait aussi à quatre pattes; je l'appelle; il vient se coucher à côté de moi. Le major allemand est venu, nous a soignés, nous a donné du café, du pain. De là, au petit jour, je suis allé à l'église. J'ai trouvé M. le curé, il nous a soignés. Les autres gens étaient partis. Pas une maison qui n'ait été saccagée,

excepté le presbytère et l'église. C'est là que votre ambulance est venue nous prendre. Voilà aujourd'hui cinq jours que j'ai été blessé, à la fin de l'après-midi. C'est mon capitaine qui a été tué le premier. Tout ce qu'ils peuvent viser d'officiers, ils ne les manquent pas. Nous en avions aussi descendus pendant trois jours! Mais, sur deux cents et quelques de la compagnie, on n'est pas vingt de reste. »

Pour mieux comprendre ces récits, et celui que nous allons donner pour finir, il faut savoir qu'ils se rapportent aux batailles qui marquèrent l'arrêt de l'aile droite allemande, et à la suite desquelles les troupes allemandes durent se retirer précipitamment : « Un éclat d'obus m'avait jeté par terre, blessé au côté. Deux jours sans être pansé. Les Allemands arrivent. Il y avait un Saint-Cyrien à côté de moi; ils lui enlèvent son argent. Moi, ils ne m'ont pas fouillé; ils ont seulement pris ma musette, avec le pain et le chocolat. Ils m'ont emmené et fait suivre. Nous arrivons à l'église. Le major nous a soignés et donné de la soupe. Nous allions être emmenés par les Allemands, mais ils n'ont pas eu le temps. Ils sont partis en nous laissant, nous autres dans l'église et vingt des leurs dans une maison; ils n'ont emmené que leurs officiers. On nous a menés à Crouy, où votre ambulance nous a trouvés. »

16 septembre.

Deux traits entendus ce matin, à propos de la poursuite qui a suivi notre victoire de la Marne. Le premier est d'un jeune Alpin : « Ils filent, ils filent, qu'on ne peut pas les rattraper. Mais, les cochons, ils nous avaient envoyé quelque chose! Sur quatre mille que nous sommes descendus des Alpes, il en reste mille. Les autres ne sont pas tous morts; il y a des blessés (1). »

Le second trait est d'un réserviste : « Dans un bois on est tombé dessus. Ce qu'on leur en a fourré, les pauvres malheureux! Il ne devrait pas y avoir de guerres comme ça. »

Certes non, il ne devrait pas y en avoir, et jamais le crime

(1) Nous aurions, d'après certaines statistiques, un tué pour quinze blessés dans l'infanterie, un pour cinq dans l'artillerie (notre cavalerie aurait peu souffert). La raison en est que l'artillerie lourde allemande vise toujours la nôtre afin de la détruire, et jamais l'infanterie; or, les éclats de ses gros obus sont extrêmement dangereux, tandis que la balle des fusils et des mitrailleuses produit des plaies légères et faciles à guérir, prises à temps. Quant aux obus des canons de campagne, ils se montrent peu efficaces.

de ses auteurs ne m'est apparu plus grand qu'aujourd'hui.

L'après-midi nous arrivent des Anglais, blessés près de Soissons. Chez tous, quel courage, et quel entrain! Quelle gaîté même, chez plusieurs! « Je me suis battu jusqu'à tel jour, où je fus blessé. — Et depuis? — Depuis? j'ai voyagé. » Un jeune soldat, qui a la cuisse traversée d'un éclat d'obus, se plaint d'être trop sale; il montre en riant sa barbe et ses ongles. Et dire que sa blessure l'exclut du grand bain! On le lave cependant avant de le coucher.

Un officier de six pieds de haut, ce qui ne l'empêche pas d'être dans l'infanterie, a le front ceint d'un bandeau plutôt rouge que blanc. Il me montre à sa casquette le trou fait par la balle : « *Narrow escape*, lui dis-je. Vous l'avez échappé belle. » Sa chance fut plus grande encore, deux autres balles ont, sans l'atteindre, percé au-dessus du pied sa chaussette et, au milieu du bras, sa tunique! Il a confiance dans l'action engagée; il croit que plus de cent mille Français tournent les deux corps ennemis contre lesquels se battent les Anglais et qui sont fortement postés au nord de Soissons. Je lui montre avec émotion deux blessés en piteux état, qu'on descend de l'auto, et qu'on apporte sur des civières : « Ce ne sont pas les pires, me dit-il, tant s'en faut! Il y en avait de tels, sur le champ de bataille, qu'on n'a pas pu les enlever. » — « Espérons qu'on les soignera sur place. Dans les cinq jours de bataille que vous avez vus, n'y a-t-il pas eu d'armistice pour enlever les blessés, enterrer les morts? — Non, pas de ça! On ne peut se fier aux Allemands. Et puis, ils sont dans une boîte, ne les lâchons pas. A eux d'en sortir s'ils peuvent. » L'animosité des Anglais contre l'ennemi commun est plus profonde encore que la nôtre; de même aussi, celle de l'ennemi contre eux.

. . . . . .

17 septembre.

En faisant ma tournée, ce matin, je retrouve mes blessés d'hier en assez bon état, reposés, contens. Ils me racontent l'accident et aussi les combats de la semaine dernière, la poursuite des Allemands. Je laisse la parole à un réserviste alpin, des environs d'Aix-en-Provence :

« Jeudi et vendredi, nous avons marché tout le jour sans un

coup de fusil. Ce qu'ils filaient! Bientôt on ne les voyait plus. Nous les avons rejoints le samedi soir, à Vic-sur-Aisne. Nous les avons poussés. Ils ont essayé de faire sauter le pont. Impossible; nous étions arrivés à temps. Nous passons derrière eux. A ce moment-là, ils tirèrent sur nous; mais nous avions l'artillerie du 47e postée sur la gauche, qui les a forcés de reculer encore. La nuit, notre compagnie a pris les avant-postes.

« Dimanche matin, à 7 heures, on est reparti de la rivière. Cette fois, on n'allait pas vite, leur grosse artillerie nous tirait dessus, et ils avaient une position terrible, même qu'on n'a pas pu faire plus de 4 kilomètres dans toute la journée. On a marché sous le feu de l'artillerie, jusqu'à 6 heures du soir. C'est là qu'il en est tombé! Il y a des sections qui y ont complètement passé. Vous comprenez : on nous avait dit qu'il fallait à tout prix prendre position pour ne pas laisser avancer l'infanterie allemande.

« A 6 heures, un éclat d'obus m'entre dans la jambe. Il y est encore. On m'a porté à un poste de secours. J'y ai reçu mon premier pansement et passé la nuit. Après, l'on m'a porté à Vic, à l'hôpital de campagne de la Croix-Rouge, puis à la gare de Compiègne...

« Je n'ai pas eu trop de mal; un peu serré à la jambe, justement celle de l'obus. Les civils se sont levés. On nous a ouvert l'hôpital de Mary, où les Boches n'avaient rien laissé. A 9 heures, l'évêque est venu: il nous a donné des paquets de tabac. Ce qu'il est bien, ce Monseigneur-là! Les autos américains sont arrivés vers onze heures, et, à six heures, nous étions ici.

« On voudrait tout de même que ça soit fini. C'est un vrai carnage. »

FÉLIX KLEIN,

Aumônier de l'Ambulance américaine.

(A suivre.)

LA
PRODUCTION AGRICOLE DE LA FRANCE
EN 1914
ET L'ALIMENTATION PUBLIQUE

A l'heure où ces lignes sont écrites, l'ennemi occupe encore une partie du territoire français dans le Nord et le Nord-Est. Une autre région, qui s'étend au Sud de la première, a été le théâtre des combats les plus violens. Il n'est pas défendu de supposer que tous les départemens successivement parcourus et occupés par les deux armées ont été littéralement ravagés et dépouillés d'une fraction fort notable des récoltes déjà recueillies, du bétail, des fourrages nécessaires à l'entretien de ces animaux, etc., etc.

Or, la partie de la France ainsi privée de ses ressources et de ses produits agricoles est, à coup sûr, une des plus riches de notre pays au point de vue de l'exploitation du sol.

Bien loin de pouvoir concourir à l'alimentation de la population de la France, tout le territoire foulé par les combattans et saccagé par les bandes allemandes devra peut-être recourir à des achats pour assurer la vie de ses habitans, pour reconstituer un capital de culture réduit ou anéanti...

Quelles répercussions une pareille situation peut-elle avoir, cette année même et l'année prochaine, sur la production agricole et l'alimentation publique?

C'est ce que nous voudrions indiquer rapidement sans optimisme aveugle comme sans pessimisme exagéré.

LA PRODUCTION VÉGÉTALE EN 1914

La récolte de 1914, celle que l'on vient de faire, pour les céréales, celle que l'on va faire pour les pommes de terre, les betteraves, et le vin, est une récolte moyenne. Des pluies persistantes et des froids imprévus avaient retardé, en juillet, la maturité des céréales. La moisson était tardive dans toute la moitié septentrionale de la France. La mobilisation qui date du 2 août, a rendu partout difficile la rentrée des récoltes de blé auxquelles devait succéder celle de l'avoine. Partout, cependant, à notre avis, cette rentrée a été achevée, exception faite, bien entendu, pour les zones du territoire que les troupes ont occupées immédiatement.

Quelles peuvent être à cet égard les pertes subies? Pour le savoir, il faut tout d'abord évaluer la production du blé et de l'avoine sur le territoire qui a été occupé par l'ennemi ou qui l'est encore. Voici un tableau dont les élémens sont empruntés à la statistique officielle du ministère de l'agriculture pour l'année 12, année moyenne comparable, croyons-nous, à l'année 1914 :

	Récolte en milliers de quintaux.	
	Blé.	Avoine.
Aisne	2 900	1 800
Ardennes	1 000	650
Marne	1 600	1 500
Haute-Marne	900	600
Meurthe-et-Moselle	950	700
Meuse	1 000	700
Nord	3 100	1 400
Pas-de-Calais	2 900	2 200
Oise	2 400	2 100
Vosges	490	990
	17 240	12 640

Or, la production totale de ces deux céréales, en 1912, s'est élevée à :

Blé	90	millions de quintaux.
Avoine	51	— —

Comparées à ces chiffres, les récoltes de la zone des armées en campagne représentent respectivement :

18 pour 100 pour le blé.
25 pour 100 pour l'avoine.

Les déprédations, les pillages et les incendies imputables à l'armée allemande peuvent avoir réduit dans une proportion considérable la récolte des départemens envahis, mais l'ennemi n'a pas réussi cependant à tout détruire ou à tout prendre. Une partie des gerbes recueillies n'avaient pas été battues; le grain était encore dans l'épi, et l'ennemi n'a certes pas enlevé un produit aussi encombrant que des millions de gerbes de céréales. En admettant que la moitié de la récolte ait été volée ou détruite, nous n'atténuons pas abusivement la perte subie. Celle-ci ne dépasse donc pas 9 pour 100 de la production française pour le blé en grain, et 12 à 15 pour 100 pour l'avoine. Il nous faudra bientôt tenir compte de cette évaluation, quand nous étudierons les répercussions possible du déficit constaté sur le chiffre des disponibilités et sur les cours qu'elles gouvernent.

Dès à présent, ces cours ont subi une double influence qu'il convient de signaler pour comprendre ce que signifient leurs variations :

1° Depuis le jour de la mobilisation, les droits de douane ont été supprimés ;

2° Les craintes relatives à un déficit de la production et à une réduction sensible des disponibilités ont agi en sens inverse de l'abolition des taxes douanières, et ont eu pour effet certain de relever le niveau des prix.

Or, dans le courant du mois d'août, la cote des blés et avoines à la Bourse de Commerce de Paris a varié de la façon suivante par rapport aux prix de juillet :

	Prix par quintal.	
	Juillet.	Août.
	fr.	fr.
Blé.	27,16	27,84
Avoine	21,67	22,94

En somme, le prix de ces deux céréales a fort peu changé. Certes, la situation politique, le déficit possible résultant du défaut de main-d'œuvre au moment de la moisson et de la rentrée des récoltes, puis, enfin, la difficulté des transports ont

fait naître les inquiétudes les plus légitimes. Toutefois ces craintes ont provoqué simplement un relèvement des prix égal à celui que déterminaient les droits de douane avant leur suppression récente. Le cours du blé notamment est resté pour ainsi dire sans changement.

Voici maintenant ce qui s'est passé sur le marché de Paris pendant le mois de septembre. Nous avons relevé les cours cotés par les courtiers pour chaque semaine :

Dates.	Blé.	Avoine.
	fr.	fr.
2 septembre	27,50	23 »
9 —	27,50	23 »
16 —	27,50	23 »
23 —	27,50	24 »
Moyenne.	27,50	23,25

Le prix du blé est absolument stationnaire; celui de l'avoine n'a subi qu'une hausse de un franc par quintal. Comparée à la moyenne d'août, celle de septembre accuse une *baisse* pour le blé et une hausse insignifiante de 0 fr. 30 pour l'avoine. C'est là un résultat fort remarquable. Les variations des cours marquent, en effet, d'une façon très précise les fluctuations de l'opinion du public commercial, ses espérances ou ses craintes, sa défiance ou sa confiance.

La fixité des cours démontre, à nos yeux, la confiance et ne révèle, à coup sûr, aucune inquiétude relative aux difficultés possibles de l'approvisionnement général. Il y a plus. Ces cours sont assez élevés pour donner satisfaction aux producteurs agricoles, dont les intérêts pouvaient être momentanément inquiétés par la suppression des droits de douane. En réduisant leurs recettes, une baisse les eût durement éprouvés, au moment surtout où les difficultés relatives à la main-d'œuvre devenaient plus grandes, et l'on peut dire, plus angoissantes que jamais.

On se demande même comment il peut se faire que les événemens actuels n'aient pas provoqué une hausse qu'ils semblaient visiblement légitimer.

Il faut le reconnaître avec joie et avec fierté, le calme dont a fait preuve le monde commercial atteste la bonne organisation de nos marchés et la confiance inébranlable des gens bien informés dans les ressources extraordinaires que possède la France agricole.

Insistons maintenant sur ce point, et montrons, en nous appuyant sur des faits précis, dans quelles régions il sera possible notamment de puiser pour assurer notre approvisionnement en ce qui touche le blé, le blé qui nous donne le pain.

La région qui produit la plus grande quantité de froment par rapport à l'étendue de son territoire n'est pas tout entière envahie par l'ennemi. L'Eure-et-Loir, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, ne se trouvent pas dans cette zone, mais figurent, en revanche, parmi les départemens les plus riches en blé. Il en est de même pour la Vendée, dont la production moyenne, comme celle des trois départemens cités plus haut, est presque double de la moyenne française.

Il faut mentionner ensuite les anciennes provinces du Maine et de la Bretagne, sans compter deux départemens normands grands producteurs également, l'Eure et la Seine-Inférieure. Dans cette région, puis dans le Maine-et-Loire, la Charente-Inférieure et les Deux-Sèvres, la puissance productive du territoire varie encore de 300 à 400 hectolitres par 100 hectares, alors que la moyenne française ne dépasse pas 230 hectolitres. Toute cette zone riche en froment peut exporter une grande quantité de grain après avoir assuré la consommation locale. Par suite, l'approvisionnement de Paris se trouve singulièrement facilité. Or l'agglomération parisienne avec sa banlieue représente un groupe de quatre millions d'habitans. Enfin, il nous est encore possible de puiser momentanément à une autre source. La Touraine, la Bourgogne, le Berri et le Bourbonnais produisent également plus de blé que n'en consomme la population de ces régions. Le déficit résultant des pertes subies dans le Nord et le Nord-Est peut être comblé en faisant des achats là où le froment est assez abondant pour permettre des exportations. On doit réussir ainsi à satisfaire les besoins de la consommation pendant un fort long temps. Il ne faut pas oublier, en effet, que d'ordinaire la production française grossie par la récolte algérienne nous permet de nous suffire à nous-mêmes sans importer de l'étranger des quantités considérables. Ainsi, de 1901 à 1910, notre récolte moyenne s'étant élevée à 89 millions de quintaux, nous n'avons acheté au dehors que 3 millions de quintaux seulement. Encore faut-il bien remarquer que, dans ce dernier chiffre, les envois de l'Algérie figurent pour plus de moitié. La récolte de 1911 ayant été un peu infé-

rieure à la moyenne 1901-1910, nos importations ont augmenté et se sont élevées à 7 millions de quintaux.

Comme l'année 1914 est, nous l'avons dit déjà, une année de récolte moyenne, nos achats devront atteindre également 7 ou 8 millions de quintaux. Si, comme nous le pensons, les pertes subies dans les régions envahies représentent 9 à 10 pour 100 de la production française, c'est-à-dire 10 millions de quintaux au maximum, il nous suffira, pour rétablir l'équilibre, d'importer une quantité égale. Nos achats à l'étranger ne dépasseront donc pas 17 ou 18 millions de quintaux. Ce chiffre est inférieur à celui que l'on relève pour les entrées de froment étranger en 1911 à la suite de la mauvaise récolte de 1910. Or personne n'a souffert de la disette en France durant l'année 1911, et les cours n'ont jamais dépassé 30 francs par quintal. La liberté du commerce maritime nous étant garantie dès à présent, et les États-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Inde, l'Égypte étant capables de fournir aisément l'appoint nécessaire pour assurer notre approvisionnement, il n'est pas défendu d'envisager avec le plus grand calme la situation du marché du blé.

En est-il de même pour d'autres produits agricoles de grande consommation qui sont indispensables à l'alimentation ou à l'industrie?

Voici, par exemple, les pommes de terre. Ce tubercule joue un rôle des plus importans dans la vie de chaque ménage, et plus spécialement dans la vie de chaque famille pauvre. Suivons la méthode déjà adoptée pour nous rendre compte de la situation présente. En calculant, d'après les statistiques officielles de 1912, la production des départemens envahis, on arrive au chiffre de 20 millions de quintaux, représentant 13 pour 100 de la récolte française.

Ici, toutefois, nous nous trouvons en présence d'une situation spéciale très différente de celle qui se rapporte aux céréales. Les grains étaient récoltés, ou du moins blés, avoines, orges, etc., étaient « sur pied » au moment de l'invasion. L'ennemi a pu voler, incendier, et le passage des troupes sur les terres encore couvertes de récoltes a complété l'œuvre de destruction. Il n'en a pas été de même pour la pomme de terre dont l'arrachage n'a lieu qu'en septembre, voire à la fin de septembre.

Les bandes allemandes ont eu d'autres préoccupations que celle d'arracher des pommes de terre, et, en tout cas, fantassins

ou cavaliers n'ont pas détruit la récolte en foulant le sol qui la recélait. Les pertes ont donc été moindres que pour les grains. L'abondance de nos réserves disponibles va rester considérable, et l'alimentation publique sera très largement assurée. Une seule observation mérite d'être consignée ici. Les départemens envahis sont précisément ceux qui produisent les trois quarts, si ce n'est les quatre cinquièmes des betteraves industrielles récoltées chaque année en France. Ces racines n'ont-elles pas été brisées, arrachées, et consommées comme fourrages par l'ennemi? On peut le craindre. D'autre part, les fabriques d'alcool de cette région ont été sans doute dévastées systématiquement, et il en a été de même pour les sucreries, dont les mélasses constituent une des matières premières de l'industrie de l'alcool. Dans ces conditions, il faudra utiliser la pomme de terre pour remplacer la betterave de distillerie et les mélasses en vue de la fabrication des alcools. Nos pommes de terre, recherchées déjà par les féculeries, seront probablement plus chères. Il ne faut pas exagérer cependant, et nous trouverons sans doute à l'étranger, sans grandes difficultés, des alcools ou des fécules, pour combler le déficit de notre production.

En tout cas, dès à présent, à la fin de septembre, la pomme de terre reste à bas prix relativement, parce qu'elle est encore fort abondante. Notre puissance productive est si grande que nulle crainte sérieuse ne saurait être légitimée par la situation actuelle. Le défaut de main-d'œuvre au moment des arrachages est une grave difficulté, mais nous sommes persuadé que nos cultivateurs en triompheront, puisque les marchés sont fort bien approvisionnés en ce moment même.

Notre confiance fait place aux appréhensions les plus vives en ce qui concerne la betterave à sucre. Les sept départemens envahis au moins en partie, à savoir : l'Aisne, les Ardennes, la Marne, le Nord, l'Oise, le Pas-de-Calais et la Somme, produisent, à eux seuls, 58 millions de quintaux de betteraves sucrières, alors que dans la France entière la récolte ne dépasse pas 72 millions de quintaux. Plus de 80 pour 100 des quantités produites sont tirées précisément de la zone envahie. L'arrachage et les transports seront très difficiles ou impossibles, au moment opportun, c'est-à-dire pendant le mois d'octobre. D'autre part, comme nous le disions plus haut, beaucoup de fabriques de sucre ont été pillées, dévastées, ou mises, à tout le moins, hors d'état de

recevoir des betteraves à l'époque ordinaire. Il est donc certain que le sucre va devenir rare et cher, cela est même d'autant plus certain que l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique, pays de très grosse production, ne pourront pas sans doute exporter les quantités de sucre dont le marché dispose ordinairement. La cote des sucres à la Bourse de Paris accuse en septembre une hausse de plus de 10 pour 100; elle traduit ainsi une inquiétude générale très justifiée. Cette situation est d'autant plus déplorable que la perte énorme qu'elle accuse sera supportée presque exclusivement par la région du Nord, déjà si cruellement éprouvée.

Parmi les grandes productions agricoles végétales, il y a lieu de compter le vin. Nous ne pouvons pas manquer d'en parler. La récolte ne paraît pas bonne, sauf dans le Languedoc où elle est probablement moyenne ou médiocre. Le défaut de main-d'œuvre et la rareté des capitaux disponibles rendent la vendange particulièrement difficile dans les six ou sept départemens méridionaux. La cueillette du raisin doit se faire à peu près au même moment sur le littoral méditerranéen. La mobilisation a enlevé tous les hommes en pleine force. Assurément, femmes, enfans, vieillards, seront utilisés, et la nécessité rendra les vignerons avisés et prévoyans. Toutefois, à vrai dire, la difficulté reste grande pour tout le monde, et plus spécialement pour les grands propriétaires qui ont recours à la main-d'œuvre salariée. Il y a, d'autre part, des avances considérables à faire pour opérer la vinification, et bientôt après, pour donner aux vignes les soins qui assurent la récolte prochaine, celle de 1915! A un moment où chacun restreint ses dépenses, il est clair que la consommation du vin doit fléchir, et, en dépit du déficit de la production dans les régions du Centre ou de l'Est très éprouvées par le mildew, il est possible que les débouchés soient, cette année, bien moins larges que d'ordinaire. Les prix auront donc une tendance à fléchir au moment même où les producteurs verront grossir leurs dépenses par suite de la rareté de la main-d'œuvre, rareté qui risque d'en élever le taux.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les vignobles algériens sont très productifs. Nul ne sait exactement quelles seront les exportations de l'Afrique du Nord. Elles serviront en tout cas à combler le déficit de la production métropolitaine en nous fournissant trois ou quatre millions d'hectolitres, si ce n'est

davantage. La consommation publique sera assurée, mais les prix seront contenus et limités par cette concurrence.

*
* *

Quelle conclusion générale pouvons-nous tirer des faits déjà cités et des commentaires qui les concernent? Cette conclusion est, en somme, assez rassurante. La principale de toutes les céréales, le blé, ne manquera pas plus à l'homme que l'avoine ne manquera aux chevaux. Notre récolte de 1914 n'est pas mauvaise et les fluctuations des prix n'accusent nullement une hausse qui révèlerait toutes les inquiétudes du monde commercial. Nos importations seront sans doute considérables, puisqu'elles doivent compenser les pertes subies dans les régions envahies, mais elles ne dépasseront pas le niveau atteint dans les années de mauvaises récoltes. Ces achats à l'extérieur seront faciles, et, en attendant, notre seule production intérieure suffira pendant neuf ou dix mois aux besoins de la consommation. A cet égard, nul péril ne nous menace. L'élévation modérée des cours est justifiée par une situation exceptionnelle, et elle favorise fort heureusement les intérêts du producteur rural.

On peut proposer la même conclusion en ce qui concerne les pommes de terre, plus utiles que jamais en présence des difficultés que présente notre approvisionnement en légumes secs provenant de Russie.

En revanche, la production du sucre concentrée dans les régions envahies sera considérablement réduite au moment même où l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique cesseront presque complètement leurs envois. La hausse du sucre est donc certaine et se fait déjà sentir.

Quant au vin, il sera peu abondant dans les régions du Centre, de l'Est et de l'Ouest, mais le Midi disposera d'une récolte moyenne que réduira malheureusement le défaut de main-d'œuvre, si les viticulteurs méridionaux ne peuvent pas faire leur vendange en temps utile.

LA PRODUCTION ANIMALE EN 1914

En étudiant maintenant la production d'origine animale, nous sommes obligés de faire état des pertes considérables

subies dans les régions envahies. Ces dix départemens possèdent environ :

1 600 000	têtes	d'animaux	de l'espèce	bovine
1 450 000	—	—	—	ovine
654 000	—	—	—	porcine.

Ce troupeau si précieux a sans doute été décimé. Il représente à peu près, pour chacune de ces trois espèces, le dixième de notre stock d'animaux de ferme et une valeur supérieure à un demi-milliard de francs, car le capital correspondant — pour la France entière — est certainement égal à cinq milliards. Le service de l'intendance est, en outre, obligé de faire des achats dans les régions voisines de la zone des armées, et notre troupeau diminue à mesure que la guerre se prolonge, car on ne saurait réduire la ration des troupes en campagne. Cette situation est-elle donc menaçante *à l'heure actuelle?* Nous ne le croyons pas. Telle est notre richesse, au point de vue du bétail, que nous pouvons suffire à une augmentation considérable de la consommation, sans que les prix augmentent beaucoup, et les cours, nous le répétons encore, traduisent fidèlement la situation du marché. A Paris même, malgré les difficultés du ravitaillement, la valeur du kilogramme de viande nette n'a pas subi la hausse que l'on pouvait prévoir et redouter. Au moment de la déclaration de guerre, la cote du marché de La Villette s'élevait à 1 fr. 72 et à 2 fr. 60 pour le bœuf et le mouton de première qualité. Jusqu'à la fin d'août, les maxima atteints ont été respectivement de 1 fr. 90 pour le bœuf et de 2 fr. 80 pour le mouton. En septembre, les prix oscillent de 1 fr. 62 à 2 fr. 10 pour le bœuf, et de 2 fr. 06 à 2 fr. 92 pour le mouton.

Ce ne sont pas là des cours de disette. Les marchés de province ont été largement approvisionnés à des prix moins élevés.

A coup sûr, ni l'armée, ni la population civile ne manqueront de viande d'ici bien longtemps. On peut légitimement se préoccuper de l'avenir et se demander comment on reconstituera un troupeau réduit, mais la situation *actuelle* n'est point inquiétante. Les ressources disponibles ne sauraient nous manquer. Nous devons cette sécurité et cette force à l'extraor-

dinaire puissance de notre production et aux remarquables progrès de notre élevage depuis vingt ans.

Le lait lui-même n'a pas manqué à Paris dont la population a diminué, il est vrai, d'un million de têtes... et d'estomacs. Le beurre et les fromages ne font jamais défaut. Les variations des cours le montrent et le démontrent même très clairement. Il faut, en vérité, être reconnaissans à nos braves paysans, et à leurs femmes en particulier, d'avoir triomphé partout de l'obstacle que représente le défaut de main-d'œuvre. On ne se doute pas de ce qu'a demandé, par exemple, de peine, de dévouement et de vrai courage, la traite de nos millions de vaches laitières avec un personnel réduit. Or cette opération ne souffre aucun retard. La santé, la vie même des animaux en dépendent!

Une seule chose, à vrai dire, nous préoccupe et pourra nous inquiéter. On a toujours remarqué que les grands mouvemens des troupes — avec le bétail qu'elles traînent à leur suite — avaient pour conséquence la propagation des maladies qui déciment les troupeaux. La Fontaine qui était un « rural » parle, dans une de ses belles fables, d'un mal qui répand la terreur : de la peste faisant aux animaux la guerre. Il avait raison. La peste bovine à elle seule pourrait nous faire subir plus de pertes que les réquisitions allemandes. Gagnant de proche en proche les régions non encore envahies, ce fléau serait redoutable. Il importe que, dans tous les départemens voisins de la zone des armées, le service public des épizooties redouble de vigilance et s'arme de rigueurs non pareilles pour s'opposer à la propagation de toutes les maladies du bétail.

Enfin l'alimentation même des animaux domestiques devra être l'objet de soins particuliers. La difficulté des communications rendra plus malaisé l'achat des matières qui sont très souvent employées pour *compléter* la ration du bétail. Nous voulons parler des résidus industriels comme les tourteaux de graines oléagineuses. Il faudra suppléer à l'insuffisance des ressources en utilisant d'autres alimens complémentaires.

Le zèle éclairé des professeurs départementaux d'agriculture trouvera une nouvelle occasion de se déployer en renseignant les cultivateurs. Les syndicats agricoles, à leur tour, multiplieront les indications utiles aussi bien que les achats avantageux. Ces syndicats rendront de grands services en procurant

aux agriculteurs la main-d'œuvre qui pourrait être disponible sur certains points, et en centralisant, tout à la fois, les demandes et les offres.

* * *

En résumé, la production d'origine animale doit suffire *en ce moment* aux exigences de la consommation, malgré les pertes déjà subies dans nos régions envahies, et en dépit des difficultés redoutables que présente la solution du problème de la main-d'œuvre.

Après avoir parlé ainsi du présent, il nous faut toutefois envisager l'avenir et nous préoccuper notamment des nécessités de la culture en vue de préparer la récolte de 1915.

LA SITUATION AGRICOLE ET LA FUTURE RÉCOLTE

A cette heure, la production agricole suffit, croyons-nous, aux besoins de la consommation, et l'approvisionnement général est assuré pendant neuf ou dix mois. Rien de plus heureux assurément, mais il est nécessaire de songer à un avenir plus éloigné. L'agriculture doit préparer et assurer longtemps à l'avance la récolte de l'année suivante. Que va-t-on faire, que *pourra-t-on faire* pour veiller à ce que la production de 1915 soit suffisante et pour épargner à la France une disette en 1916? Le problème est assez important pour qu'il soit indispensable de le poser nettement et de l'étudier.

Certes, le public est souvent mal informé quand il s'agit d'agriculture, mais personne n'ignore cependant qu'une terre ne produit qu'à la condition d'être « préparée, » d'avoir reçu des « façons culturales », et d'être ensemencée. Comment va-t-on précisément préparer le sol, le fumer, l'ameublir, l'ensemencer pour pouvoir récolter l'an prochain? Il ne s'agit pas de besogne qu'on puisse différer sans risque de ruine, ou du moins sans grave péril. A la rigueur, les céréales d'automne peuvent être semées à la fin de l'hiver, mais c'est là un expédient déplorable. Le blé semé d'octobre à décembre est presque toujours meilleur que le froment semé en février et en mars. Les labours d'automne sont pour ainsi dire indispensables.

Remarquez-le, il ne s'agit pas d'une opération limitée à une faible surface. Pour le blé seul, il faut préparer six millions

d'hectares, et le temps presse, car ces travaux devront commencer dans quinze jours, dans un mois au plus tard. Or, souvent la terre est encore couverte par des récoltes : récolte des pommes de terre, récolte des betteraves à sucre ou fourragères. C'est là un travail formidable, quand il ne reste dans les fermes que des femmes, des enfans ou des vieillards! Bien mieux, les attelages font défaut. Beaucoup de chevaux ont été réquisitionnés, beaucoup de bœufs ont été vendus. — Il ne faut pas se le dissimuler, dans bien des cas, nos champs resteront en friche jusqu'au printemps. La vigne ne sera pas taillée et ne recevra pas les façons qui lui sont nécessaires. Mais nous avons cependant confiance dans l'invincible énergie de la population rurale. D'un bout à l'autre du territoire, on fera des efforts qui ressembleront à des miracles, et, de même que la jeunesse partie à la frontière se sera montrée vaillante, la famille gardienne du foyer se révèlera forte, ingénieuse, obstinée. Notre vieux sol a produit des défenseurs : sous l'effort redoublé de ceux ou de celles qui restent, il produira encore des moissons.

A cet égard, la division de la propriété et de la culture faciliteront une tâche que rendrait presque impossible l'emploi de la main-d'œuvre salariée sur des grandes exploitations. Les désastres, à tout le moins, seront limités ou conjurés, et ce serait bien mal connaître le courage du paysan français, — comme celui de la paysanne française, — que d'annoncer la disette et de prévoir la stérilité de nos guérets délaissés.

D. Zolla.

LES
OPÉRATIONS MARITIMES

LA GUERRE SOUS-MARINE

Le ministère de la marine fait paraître, depuis le 19 septembre, un bulletin hebdomadaire. Le premier de ces documens avait pris couleur de plaidoyer, comme s'il y avait eu quelque chose à dire pour défendre la marine devant le public. Il est assez vrai que, pour les profanes, l'intérêt des opérations navales commençait à languir. Peut-être eût-on pu le raviver en ajoutant à la rubrique quotidienne du bombardement de Cattaro quelques détails savoureux sur celles des opérations de notre flotte qui sont définitivement closes. Le charme des récits du passé endort souvent les préoccupations du présent. Croyons que l'exposé circonstancié de ce qu'a fait l'armée navale au cours du mois d'août, par exemple, ne tardera pas à venir et, en attendant, contentons-nous du bulletin.

Au reste on glane çà et là dans les feuilles publiques, — les feuilles étrangères, principalement, — quelques nouvelles intéressantes. C'est ainsi que nous savons que les opérations entreprises contre Cattaro se sont corsées, vers le 20 septembre, du débarquement d'un petit corps de marins et de quelques bouches à feu de calibre relativement fort, au moyen desquelles on compte donner une efficacité plus marquée aux batteries du célèbre mont Lowcen et venir à bout de la tenace garnison autrichienne. Nous voilà donc revenus, dans l'Adriatique comme sur l'Aisne et sur l'Oise, au siège de Sébastopol, où

les batteries du capitaine de vaisseau Rigault de Genouilly, — 30 canons et 1000 marins, — firent merveille. Qu'en disent nos brillans officiers canonniers qui ne voulaient rien connaître que les pièces monstres à trajectoire tendue et les vitesses initiales de 1000 mètres? On s'aperçoit qu'un bon obusier, pour ne pas dire un mortier long, aurait fort bien sa place dans notre matériel, et d'aucuns rêvent déjà de bombardes comme celles qui jouèrent dans la baie de Streleska, le jour du grand assaut, le 8 septembre 1855 (1).

On a, nous le savons aussi, occupé de vive force l'île de Lissa. Je ne me flatte pas d'avoir indiqué la valeur de cette position dans ce que j'écrivais il y a un mois. Pour qui veut dominer l'Adriatique et préparer l'attaque de l'Istrie, un coup d'œil sur la carte suffit, avec un peu de réflexion et quelques souvenirs historiques. L'un de ces souvenirs, honorable pour nos armes, est toutefois moins satisfaisant pour notre amour-propre que celui de l'opération du 24 septembre. Le 12 mars 1811, le commandant Dubourdieu livra combat, près de Lissa, au commodore Hoste. L'Anglais avait quatre belles frégates parfaitement armées et aguerries; le Français en avait six, dont trois vénitiennes, qui sortaient pour la première fois de leur port. Avec cela, Dubourdieu commit la faute de se jeter sur son adversaire avant que sa division ne fût ralliée. Il succomba glorieusement.

La question se pose toujours de l'opportunité d'une attaque en règle de Pola. N'en disons pas plus. Je n'insiste pas davantage sur l'attitude de la Turquie, redevenue, après une certaine détente, tout à fait hostile aux puissances alliées. Il existe cependant quelques indices que l'on sent confusément, là-bas, l'extrême gravité d'une détermination qui compromettrait l'existence de ce qui reste de l'empire Ottoman.

En tout cas, avec la flotte russe de la mer Noire (2), d'une

(1) Il y aurait intérêt, en attendant, à fournir à nos unités de combat, pour leurs bouches à feu grosses et moyennes, des charges réduites permettant d'obtenir des trajectoires courbes, quand besoin en serait. Il faudrait, bien entendu, des tables de tir spéciales. J'avais demandé cela dans mon « Étude sur les opérations combinées (siège maritime) », il y a trente ans.

(2) Cette flotte compte en ce moment : 6 cuirassés, 2 grands éclaireurs, 5 « destroyers » de 1re classe (600 à 1000 tonnes), 15 de 2e classe (250 à 350 t.), 6 sous-marins, 2 mouilleurs de mines, 4 dragueurs de mines, 4 canonnières. Il y a en construction 3 cuirassés, 9 contre-torpilleurs, 6 sous-marins et 2 croiseurs légers.

part, avec une escadre combinée anglo-franco-grecque, de l'autre, la question navale serait aisément réglée, en dépit de l'adjonction aux forces turques du *Gœben* et du *Breslau*. Mais ne perdons pas de vue que le principal bénéfice de la maîtrise de la mer, dans ces circonstances particulières, disparaîtrait presque complètement si on laissait à Enver pacha le loisir d'opérer, par la voie de terre, au travers du massif de l'Asie mineure, les concentrations de troupes nécessaires à ses desseins et qu'il n'oserait exécuter par la voie maritime, si rapide, si commode.

Ces opportunes concentrations de troupes et de gros matériel, surtout, grâce à l'utilisation du grand chemin qu'est la mer, ont été récemment obtenues par nos actifs et habiles adversaires, quand ils ont reconnu l'urgente nécessité de dégager la Prusse orientale en agissant sur le flanc droit, voire sur les derrières de l'armée du général Rennenkampf.

On sut en effet, vers la mi-septembre, qu'une escadre allemande comprenant 31 unités avait fait route de Kiel vers l'Est de la Baltique, qu'elle avait touché à Pillau et à Memel et s'était ensuite élevée vers le Nord.

En même temps, on signalait le renforcement des troupes du camp retranché de Königsberg, de vigoureuses sorties de ces troupes et le débarquement à Memel de nombreux contingens. Enfin, quelques jours après, on apprenait que le croiseur cuirassé russe *Baïan* (1) avait coulé un « destroyer » et deux torpilleurs mouilleurs de mines allemands, dans les parages où s'ouvrent les deux golfes de Riga et de Finlande.

Avec ces données un peu vagues, on peut essayer de reconstituer les faits. Il s'agissait pour la marine allemande de protéger les convois de paquebots qui portaient les élémens d'armée destinés à agir à l'extrême pointe du territoire prussien, en deçà et au delà du Niémen, à menacer et même à investir Kowno, solide point d'appui de l'armée russe, refoulée en Lithuanie après son échec d'Osterode-Tannenberg. Cette mission fut rem-

(1) *Baïan*, construit en France en 1907 : 7 800 tonnes, 21 n., 175 mm. de cuirasse d'acier à la ceinture ; 2 canons de 203 mm., 8 de 152 mm., 22 de 75 mm.; 2 tubes lance-torpilles ; 1100 tonnes de charbon ; 575 hommes, état-major compris. C'est, avec un tonnage moindre, un bâtiment de la valeur de nos croiseurs cuirassés du type « Montcalm ».

plie avec succès, l'escadre russe de la Baltique s'étant bornée, comme on vient de le voir, à détacher de Reval un de ses croiseurs cuirassés, pour observer la force navale allemande.

Nos alliés eussent-ils pu faire davantage? Il est impossible de se substituer à leur état-major dans l'appréciation de conjonctures aussi délicates. La flotte de la Baltique, en voie de réfection depuis cinq ans environ, n'est pas encore en état de se mesurer seule avec la flotte allemande, ni même peut-être avec la portion de celle-ci que l'état-major de Berlin affecte plus particulièrement à « l'Ost-sée, » se réservant de la renforcer, en cas de besoin, avec des élémens empruntés aux escadres de la mer du Nord et qu'il ferait rapidement passer dans la Baltique, grâce au très précieux canal de Kiel, récemment élargi et creusé.

C'est justement ce qui s'est produit jusqu'ici et qui se produirait toujours si les escadres dont je viens de parler gardant obstinément la défensive, la flotte anglaise ne trouvait pas le moyen, soit de les obliger à se départir de leur prudente réserve, soit de les aller chercher dans leur place forte maritime de l'estuaire de l'Elbe, où débouche le canal maritime.

L'action de la flotte russe de la Baltique se ferait certainement sentir d'une manière plus efficace si, aux quatre cuirassés d'escadre qu'elle compte actuellement (*Cesarewitch*, *Slava*, *Empereur Paul Ier*, *Andréii Pervozvanii*,) pouvaient venir se joindre, cet automne, les quatre *Dreadnoughts* du type *Gangout* que l'on achève en ce moment aux chantiers Baltiques et de l'Amirauté, à Pétrograd même (1). En attendant une entrée en ligne qui serait si hautement désirable et bien qu'elle dispose d'une escadre légère fort sérieuse et de nombreuses escadrilles de contre-torpilleurs et de sous-marins, l'Amirauté russe semble avoir adopté une tactique à peu près passive, qu'elle abandonnera, n'en doutons pas, quand les circonstances seront favorables.

L'adversaire, du moins, ne semble pas disposé à entreprendre sur le littoral russe. Les 23 et 24 septembre, 38 navires allemands, dont 9 de première ligne et 7 transports, ont paru devant Windau, port de commerce assez important de la Cour-

(1) On y achève aussi, aux mêmes chantiers, les 4 puissans *croiseurs de combat* de 32 000 tonnes du type *Borodino* qui balanceraient aisément les *Lutzow* et les *Seydlitz* de l'Allemagne. Mais ces unités ne seront sans doute disponibles qu'en 1915 et 1916.

lande. Cette démonstration, dont le but exact reste énigmatique (car il ne pouvait guère être question d'une diversion stratégique en faveur de l'armée de la Prusse orientale), a pris fin sans qu'une véritable action militaire ait été engagée. On signale toutefois quelques sondages exécutés sur la côte (1).

Quoi qu'il en soit, on commence dans les milieux avertis et compétens, en Angleterre aussi bien qu'en France, à se demander s'il n'eût pas été utile, sinon dès le début des hostilités, au moins lorsqu'on a eu la certitude que la flotte italienne ne jetterait pas dans la balance le poids de ses *Julio Cesare* et de ses *Dante Alighieri*, de donner franchement et énergiquement la main, dans la Baltique, à la force navale russe. Il eût fallu pour cela, d'abord s'entendre avec le Danemark, ensuite modifier d'une manière sensible la répartition d'ensemble des escadres mises en jeu. Supposons la première de ces deux conditions réalisée, — je vais y revenir tout à l'heure, — et l'accès de la Baltique devenu praticable après le dragage du Grand Belt ou la création d'un chenal de sécurité dans ce détroit, on pouvait assez aisément former une flotte combinée de la Baltique avec des élémens tirés, d'abord de la *Home fleet*, une fois ses deuxième et troisième échelons mobilisés, ensuite de la *Mediterranean fleet*, à laquelle on eût emprunté, par exemple, la 1re escadre de croiseurs (2), enfin des flottilles de patrouilles et des flottilles de défense locale, qui auraient facilement cédé une trentaine de contre-torpilleurs et torpilleurs de 1re classe, avec quelques sous-marins (3).

La marine française aurait été représentée, dans cette force navale, par une division, au moins, de ses croiseurs cuirassés du Nord et par quelques-unes de ses flottilles de la Manche.

(1) D'après certains renseignemens, l'opération aurait été plus sérieuse, plus significative. Le débarquement des troupes que portait le convoi aurait été tenté, mais sans succès. Si cela est vrai, nul doute qu'il ne s'agit d'inquiéter les Russes en arrière de leur flanc droit.

(2) 4 croiseurs cuirassés des types qui ont précédé les croiseurs *Dreadnought*. Ce sont le *Defence* (14 600 t.), les *Duke of Edimburgh*, *Warrior* et *Black Prince* (13 700 t.), tous bâtimens datant de 1905-1907 et portant 6 canons de 234 mm., outre beaucoup de pièces de calibre moyen.

(3) Les flottilles de patrouilles comptaient avant la guerre 86 « destroyers » et 52 sous-marins. Les flottilles de défense locale comptaient 22 « destroyers », 58 torpilleurs et 7 sous-marins. A la vérité la plupart de ces petits bâtimens n'avaient que des effectifs réduits.

dont l'entraînement est parfait et dont il semble que la bonne volonté reste jusqu'ici sans emploi bien précis. On a dit, à ce sujet, que la marine anglaise s'était expressément et exclusivement réservé les théâtres d'opérations de la mer du Nord et de la Baltique. Ce sont là des conventions de circonstance, que l'on peut toujours, que l'on doit modifier quand la tournure des événemens de guerre l'indique. Or, il n'est douteux pour personne, en ce moment-ci, que la défense *immédiate* du littoral français n'exige plus le même déploiement de forces qu'au commencement d'août. J'irai plus loin et, n'était l'incertitude des décisions que va prendre la Turquie, je ne verrais point d'inconvénient grave à faire remonter du Sud au Nord tout ou partie de la forte division de nos cuirassés anciens. J'entends bien qu'on objectera qu'il faut éviter la dispersion et craindre d'être faible partout. Sans doute. Mais il faut craindre aussi d'être inutilement fort sur un théâtre d'opérations dont on peut se demander s'il est resté ou, tout au moins, s'il sera longtemps encore le « théâtre principal. »

Ces questions de répartition de forces sont, au demeurant, fort difficiles. Il y paraît assez, en ce moment, aux mouvemens si compliqués, si fréquens, auxquels se livrent les corps d'armée allemands et autrichiens sur le théâtre des opérations continentales. Je ne prétends donc pas décider, avec de trop faibles lumières, de ceux des flottes alliées. Il me semble pourtant qu'il y a quelque chose à faire dans cet ordre d'idées.

En tout cas, je le disais tout à l'heure, pour agir dans la Baltique et y tendre la main aux Russes, il faudrait au préalable s'entendre avec le Danemark. Nous avons convenu, il y a un mois, à propos de la Hollande et du ravitaillement de l'Allemagne par les ports de cette nation, de la difficulté pour les petits pays placés dans une telle situation de garder une exacte neutralité. Il est clair que ceci s'applique au Danemark. On sait fort bien, à l'heure actuelle, que les importations considérables de viandes abattues et sur pied, de lait, de fromages, d'œufs, de légumes, etc., qui se faisaient du Jutland et de l'archipel danois en Angleterre ont été détournées sur l'Allemagne et qu'au surplus les producteurs de la grande péninsule scandinave se servent de la voie Copenhague-Gjdser-Warnemünde pour écouler vers Berlin une foule de denrées (sans parler des chevaux et d'objets de matériel utilisables à la guerre) qu'on leur paie fort cher.

Dans quelle mesure ou jusqu'à quand les satisfactions matérielles qui résultent de ces circonstances nouvelles l'emporteront-elles sur les sentimens que la nation danoise — sauf peut-être quelques socialistes avancés — nourrit à l'égard des puissances alliées et sur les souvenirs qui, depuis quelques années justement, lui paraissaient particulièrement douloureux, c'est ce que je n'examinerai pas, on le pense bien. Mais il est une question qui se pose nettement. Les Danois ont fermé le Grand Belt avec des mines sous-marines, et cela dès le début du conflit. C'était pour eux une nécessité, la Séeland, qu'ils entendent préserver à tout prix d'une invasion allemande, pouvant être aisément abordée par Kallundborg et surtout par Korsör. Il leur fallait d'ailleurs le temps d'y réunir toutes leurs forces, disséminées dans le Jutland et dans le reste de l'archipel, le temps aussi de compléter l'organisation défensive du camp retranché de Copenhague, qui est pour eux ce qu'Anvers est pour les Belges. Mais tout cela doit être fait et bien fait, maintenant; et il reste ceci que le Grand Belt est miné, — avec, nécessairement, des chenaux de sécurité que les seuls marins danois connaissent, — et, donc, que l'accès de la Baltique est fermé aux nations belligérantes, *ce qui profite exclusivement à l'Allemagne*, puisque la Russie ne peut soutenir la lutte sur mer.

Une telle situation demande un très sérieux examen et un dénouement d'autant plus prompt que l'hiver approche (1). D'aucuns pourront dire, à la vérité, que la guerre actuelle durera assez longtemps pour que, remise au printemps prochain, l'ouverture de la Baltique reste encore fort intéressante pour les alliés. Il se peut. Ce ne serait point, en tout cas, une suffisante raison de renoncer à y paraître cet automne. Plus on réfléchira sur ce point, plus on reconnaîtra qu'il est *essentiel* que les deux issues du canal allemand soient condamnées. Il faut tout faire pour cela et d'abord régler la question des mines danoises du Grand Belt. Quant aux mines allemandes, — car on peut être assuré qu'il y en aura au débouché des

(1) Il ne faut pourtant pas croire que toute opération maritime soit impossible, en hiver, dans la Baltique méridionale. Il est fort rare que les détroits danois soient rendus complètement impraticables par les glaces et plus encore que celles-ci s'opposent à l'accès des côtes des duchés, du Mecklembourg et de la Poméranie.

détroits, dans le Kielerbucht et le Fehmarn Belt, — on les draguera de vive force (1), comme on l'a fait, comme on le fait encore dans la mer du Nord. Et ce sera plus facile, en raison des circonstances géographiques et hydrographiques, pourvu cependant que l'on prenne toutes mesures pour que de soi-disant caboteurs ou pêcheurs neutres n'en viennent pas semer de nouvelles derrière les dragueurs.

C'est précisément ce qui se passait dans ces parages de la mer du Nord où, le matin du 22 septembre, trois croiseurs cuirassés anglais naviguaient de conserve, en soutien d'une flottille de patrouille. Celle-ci, malheureusement, s'était éloignée vers 6 heures, probablement pour surveiller de plus près ces pêcheurs suspects, et elle ne devait être remplacée auprès des croiseurs que dans le courant de la journée. La division était donc à découvert lorsque, vers 7 h. 1/2, le bâtiment de tête, l'*Aboukir*, qui marchait à la vitesse de 7 n., — trop lentement pour rendre difficile la visée dans un périscope de sous-marin, trop vite pour pouvoir laisser en place ses filets pare-torpilles, — fut frappé par une explosion violente, donna de la bande et commença aussitôt à s'enfoncer. Son matelot d'arrière, le *Hogue* (2), stoppa immédiatement pour mettre ses canots à la mer et sauver l'équipage de l'*Aboukir*. C'était faire la part belle aux sous-marins allemands. Quelques instans après, il était atteint, lui aussi, par une torpille, non sans avoir tiré du canon sur quelques remous, quelques sillages, indications fort vagues...

Pas plus que le *Hogue*, le *Cressy*, serre-file du groupe, ne songea à sa propre conservation. Tourner le dos et prendre une allure vive, ce qui était le seul moyen d'échapper à la destruction, le chevaleresque amour-propre et l'esprit de solidarité des marins anglais ne s'en pouvaient accommoder. Croiser les tangons des filets Bullivant, outre que c'était trop long, cela l'eût empêché d'envoyer à son tour ses embarcations au secours des

(1) Je rappelle que la flotte russe de la Baltique a un bon nombre de dragueurs de mines.

(2) Ce nom de *Hogue* — nous dirions *La Hougue* — est celui que les Anglais donnent à la bataille du 29 mai 1692, où Tourville tint tête avec 44 vaisseaux aux 90 de la flotte anglo-batave; celui de *Cressy* — nous dirions *Crécy* — rappelle la défaite de Philippe VI, en 1346, et celui d'*Aboukir* la destruction, le 1er août 1798, de la flotte de Brueys qui avait convoyé en Égypte l'armée de Bonaparte.

naufragés. Il ne les croisa donc pas. Au reste, il dirigea, comme le *Hogue*, une violente et peut-être inutile canonnade (1) contre des périscopes, — cinq, dit-on, — qui se montraient par instans autour de lui. Le *Cressy* n'en fut pas moins torpillé et coula en trois quarts d'heure, moins vite, semble-t-il, que ses deux conserves.

Trois bons et beaux bâtimens, encore qu'un peu anciens (ils avaient quatorze ou quinze ans), étaient perdus avec plus d'un millier de braves gens, de vaillans officiers, d'excellens marins!...

Les réflexions qu'inspire une telle catastrophe ont un caractère particulièrement pénible. L'événement avait été prévu depuis bien des années, prédit par des officiers de caractère indépendant et, tout récemment, par le célèbre amiral Percy Scott qui, dans une sensationnelle « interview » du *Times*, rappelait à ses compatriotes la puissance trop discutée et pourtant indiscutable des sous-marins, des torpilles automobiles, des mines automatiques.

Ces avertissemens paraissent être restés inutiles pour les grandes marines européennes. Ce n'est que dans les tout dernières années que les ingénieurs, trop mollement poussés par les marins eux-mêmes, recherchèrent les moyens de protéger les coques plongées contre le terrible choc des charges de 100 à 120 kilos de fulmi-coton, ou d'autres explosifs violens. Et ces ingénieurs n'oseraient assurément pas dire qu'ils y ont réussi. Quant aux filets pare-torpilles, perfectionnés, dédoublés, on savait bien qu'ils ne pouvaient défendre contre la torpille automobile qu'un bâtiment au repos. Ces engins sont d'ailleurs impuissans contre les mines. Avait-on, du moins, créé des armes particulières contre les sous-marins, ainsi qu'on s'est efforcé de le faire contre les aéroplanes? — Nullement. On tire sur l'emplacement présumé du sous-marin avec des canons à trajectoire tendue dont les projectiles ne s'enfoncent pas assez dans l'eau. En tout cas, depuis le temps que l'on faisait des exercices d'attaque des escadres par ces petits bâtimens, on avait dû édicter des règles précises et claires en vue de parer aux dangers qui se révélaient aux yeux les plus prévenus et en

(1) L'Amirauté anglaise croit cependant savoir que deux des cinq sous-marins allemands furent coulés. Il est fort difficile d'arriver sur ce point à une certitude. Les Allemands ne diront rien.

particulier à celui que courent des bâtimens stoppés dans les parages où l'action de l'invisible et dangereux adversaire vient de se faire sentir? — Peut-être y avait-on pensé. Pas, toutefois, dans la marine anglaise, si l'on en juge par le communiqué de l'Amirauté dont nous avons tous admiré, autant que le mâle accent, la noble franchise.

Je n'en dirai pas plus aujourd'hui sur ce triste sujet. La destruction des trois croiseurs cuirassés anglais donnera — s'il en est besoin — tous les enseignemens nécessaires... et aussi, j'en suis convaincu, tous les stimulans. Nos ennemis peuvent s'égayer lourdement, à leur habitude, sur la coïncidence du combat du 22 septembre et du discours où M. Winston Churchill annonçait que le dogue anglais allait bientôt relancer le rat allemand dans son trou. Le rat a mordu et bien mordu, soit! Mais, en fait, la tactique indiquée par le premier lord de l'Amirauté reste la bonne, la seule bonne, même. Oui, c'est au trou qu'il faut courir, ou, pour mieux dire, au museau de la puissante bête allemande, à la bouche de l'Elbe; et pour obtenir là le résultat essentiel dont je parlais tout à l'heure, il faut accepter d'avance des sacrifices que la victoire paiera largement.

Nos alliés ont d'ailleurs, eux aussi, de bons sous-marins. L'un d'eux, qu'on ne l'oublie pas, a coulé un petit croiseur allemand, le *Hela*. Plus facilement encore, la cible étant beaucoup plus grande, eût-il frappé un cuirassé de cette belle flotte à qui les Allemands eux-mêmes commencent à reprocher son inaction.

Et les nôtres? Nos sous-marins si bien « au point, » si bien entraînés, si désireux de marcher, quand leur sera-t-il donné de montrer ce qu'ils savent faire?

Un mot encore: sous-marins, torpilleurs, « destroyers, » sont partout en action; il n'est question que de bâtimens légers, de mouilleurs et de dragueurs de mines; les croiseurs du large font beaucoup parler d'eux, ceux de l'Allemagne comme ceux de l'Angleterre, car il faut reconnaître que la croisière de l'*Emden* est fort bien conduite (1). Entre temps, on nous apprend qu'un gros de cuirassés agit avec vigueur. Mais c'est

(1) Constatons toutefois, avec l'Amirauté anglaise, que les croiseurs alliés ont capturé cinq fois plus de paquebots — sans parler des croiseurs auxiliaires — que les croiseurs allemands.

comme parc de siège, un parc qui, au surplus, détache à terre quelques-unes de ses pièces et leurs armemens. Pendant ce temps, des milliers de marins, définitivement débarqués, ceux-là, s'emploient avec une ardeur joyeuse à la défense de Paris, — comme en 1870, — et poussent jusqu'aux tranchées des champs de bataille de l'Aisne. Il n'est pas jusqu'à une pauvre petite canonnière, d'un type désuet et dédaigné, d'un type que l'on ne voulait plus reproduire, la *Surprise*, qui, au Cameroun, ne se soit distinguée par des coups de vigueur et par des opérations auxquelles ses facultés semblent parfaitement adaptées. Et sans doute je ne prétends pas du tout que l'on ait le droit de conclure à la faillite des énormes unités de combat modernes, dans le genre de cette belle *Gascogne* que nous lancions à Lorient le jour même où les trois croiseurs cuirassés anglais s'ensevelissaient lugubrement dans les flots troubles du « Deutschebucht. » Non, il faudra encore des cuirassés, — réserves faites sur le type, — mais, vraiment on doit convenir que, jusqu'à l'heure présente (premiers jours d'octobre), la guerre navale ne ressemble pas à l'image qu'en donnaient certains théoriciens : la grande bataille rangée, la rencontre unique, décisive...

Contre-amiral Degouy.

L'amirauté anglaise vient de barrer le vestibule nord du pas de Calais, tout en laissant libre l'importante ligne Ostende-Douvres et la passe nord de la Tamise. Les paquebots hollandais ne pourront donc plus rentrer dans leurs ports, qu'en passant par la partie septentrionale de la mer du Nord, où ils ne sauraient échapper au contrôle vigilant des croisières anglaises. Bien entendu, il ne faut pas croire, avec beaucoup de journaux anglais, que l'accès de la Tamise et de la Medway (Sheerness et Chatam) soit par là complètement interdit aux sous-marins allemands. Un champ de mines n'arrêtera jamais un habile et résolu commandant de sous-marin. En tout cas, notons que les Anglais restent les maîtres d'attaquer le littoral allemand quand ils jugeront le moment venu. Du moins n'y seront-ils exposés qu'aux mines allemandes.

D.

LES ORIGINES ET LES LIMITES

DE LA

NEUTRALITÉ ITALIENNE[1]

Dans notre temps de démocratie, tout est censé être connu et contrôlé, et cependant, les Traités d'où dépendent les destinées des peuples continuent à être enveloppés du mystère le plus profond. Leurs clauses les plus importantes ne sont connues que d'un nombre infiniment restreint de chefs d'État, de ministres et de diplomates, liés au secret par les devoirs de leur charge. Il en est ainsi, par exemple, du pacte de la Triple-Alliance, qui a groupé pendant trente ans dans un bloc plus ou moins compact l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, et dont les ruines récentes encombrent à l'heure qu'il est tout l'échiquier diplomatique. Pourtant, le thème des rapports entre les trois *Hautes Parties contractantes* a été l'un des plus souvent développés par les journalistes dans ces deux mois tragiques au cours desquels les journaux ont joué un si grand rôle. A vrai dire, on s'est battu dans l'ombre à propos de choses que l'on ignore, se jetant à la tête, comme des armes, des textes dont le sens même échappe aux commentateurs.

Dans ces conditions, faut-il renoncer à examiner le problème

(1) Nous publions avec plaisir l'article que nous a envoyé M. Gallavresi sur *la Neutralité italienne et ses limites*. M. Gallavresi est un de ces Italiens, heureusement nombreux, qui ont toujours aimé la France et travaillé à la bonne entente de son pays et du nôtre. Les dissentimens ou plutôt les malentendus qui ont pu se produire entre eux ont beaucoup perdu de leur importance : ils sont d'ailleurs dissipés. Nous espérons, avec M. Gallavresi, que les circonstances actuelles contribueront encore à un rapprochement que nous avons toujours désiré.

le plus troublant qui se pose devant un Italien soucieux de l'avenir de sa patrie, problème susceptible des conséquences les plus importantes pour toutes les nations en guerre, selon les différentes solutions qui peuvent être envisagées? Non certes, car, au-dessus des formules savantes élaborées, à grand renfort de sanctions dans les chancelleries pour enchaîner les destinées des peuples, il existe des forces qui agissent indépendamment de toute négociation, se font sentir avec tout leur poids aux tournans de l'histoire et qu'il est loisible de reconnaître et d'étudier lorsqu'elles sont mises à nu par des circonstances d'une gravité exceptionnelle.

Le fait est que l'Italie, liée aux deux empires allemands par un pacte plusieurs fois renouvelé et qu'une longue expérience a éprouvé, a pu se dégager de l'étreinte, dès que l'Alliance a pris un caractère offensif à l'égard de nations unies à l'Italie par de simples affinités de race et de tendances. Nous sommes restés l'arme au pied dans la conflagration générale qui dure depuis deux mois, tandis que notre place semblait nettement marquée dans l'un des camps. Il est donc permis, sans porter atteinte au moindre secret d'État, d'examiner les raisons profondes de cette attitude que l'on n'osait escompter à Paris et à Londres, pour en tirer peut-être quelque enseignement en vue d'un avenir prochain.

Sans remuer d'anciens levains de discorde, nous rappellerons que la Triple-Alliance a été signée par l'Italie, sur l'initiative d'un ministère de gauche, pour garantir l'intégrité du territoire national (que semblaient mettre en cause en France des manifestations en faveur du pouvoir temporel du Saint-Père) et pour assurer, malgré les ambitions rivales de la France, la possibilité pour la Péninsule de respirer plus librement au milieu de la Méditerranée. Une observation assez rapide suffit à constater que le terrain de ces combats internationaux a été depuis lors déplacé et que ces controverses ne prêtent plus guère à des débats passionnans. Sans jamais renoncer formellement à Rome, tout au contraire en maintenant officiellement sa protestation, le Saint-Siège a fini, poussé par ses fidèles d'Italie, par s'accommoder en fait sinon en droit d'un régime qui semblait d'abord intolérable aux catholiques français et les rendait par là hostiles et suspects à l'Italie nouvelle. Après avoir essayé avec Crispi de fonder un empire en

Abyssinie pour faire échec à la France, l'Italie a préféré suivre le marquis Visconti-Venosta, apôtre infatigable d'un accord entre les nations sœurs, dans la voie des ententes avec les Puissances occidentales, ententes d'où est sortie de la part de ces Puissances l'acceptation de l'occupation italienne de la Lybie. La conquête des dernières possessions turques en Afrique par les troupes du roi Victor-Emmanuel III, les guerres des peuples balkaniques qui ont été la suite de cet ébranlement, la réalisation de l'acte d'Algésiras dans la mesure comportée par les accords directs conclus ensuite entre la France et l'Allemagne pour le Maroc, toute cette série d'événemens remarquables avait clos une époque de l'histoire diplomatique. La participation de l'Italie à la Triple-Alliance appartenait à cette période et vraisemblablement n'aurait pas pu lui survivre. On a cru jusqu'à hier qu'il en serait autrement par suite de certains griefs de l'Italie contre la France, conséquences de l'établissement de cette dernière à Tunis, et surtout à cause des rapports particulièrement délicats entre l'Autriche et l'Italie. Le fait que les Berbères et les Jeunes-Turcs insoumis à la souveraineté italienne avaient fixé leur quartier général en Tunisie avec le concours de puissans intérêts locaux, ne saurait suffire à transformer des tracasseries en un danger pour notre colonie nord-africaine. Si une vague panislamique soulevait un jour ces peuples indomptables sous un masque de calme résignation, elle emporterait en même temps la Régence française de Tunis et son cadet le gouvernement italien de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Une solidarité européenne, on voudrait pouvoir dire chrétienne, doit donc unir de plus en plus les colonisateurs contre les revendications possibles des colonisés malgré eux.

Certes, on touche ici à des points délicats, susceptibles d'aboutir à des transactions temporaires, telles que le pacte récemment signé pour régler la situation des Tripolitains en Tunisie, et l'on ne saurait envisager avec trop de sang-froid les difficultés qui dérivent de la concurrence des deux politiques coloniales. Mais, après avoir étudié sans parti pris les perspectives d'un avenir assez proche qu'offre la Lybie, destinée à être encore pour longtemps une colonie d'exploitation et non de peuplement, il me semble peu sérieux de faire peser sur le choix de nos alliances des considérations qui sont, du moins pour le moment, aussi secondaires.

Quant aux difficultés sans cesse renaissantes entre l'Italie et l'Autriche, le seul moyen qu'on ait trouvé jusqu'ici pour les empêcher de mener à une guerre ouverte, a consisté dans le maintien de l'Alliance. On avait toujours, par ce fait même, des motifs à opposer aux impatiens des deux bords, des compensations plus ou moins fictives à faire valoir, enfin un troisième allié, l'empereur d'Allemagne, assez disposé à intervenir pour tendre au besoin le rameau d'olivier. Les causes de la désaffection demeurent néanmoins aussi profondes que possible entre la vieille monarchie des Habsbourg et le nouveau royaume fondé par la maison de Savoie sur le suffrage populaire. Celui ci est né uniquement de la décadence de celle-là. Si les manifestations contre l'occupation italienne de Rome ont toujours été plus bruyantes à Vienne qu'à Paris, c'est qu'elles n'étaient pas dictées seulement par les préoccupations si respectables des catholiques pour l'indépendance pontificale, mais qu'elles s'étaient grossies en route de toutes les rancunes des légitimités évincées et périmées. L'antagonisme ne saurait être plus grand entre les tendances du gouvernement autrichien, qui, en somme, n'a pas beaucoup varié depuis Metternich et Radetzky, et celles de la monarchie libérale ouverte à la collaboration de tous les partis, sympathisante, malgré la différence du régime, avec les élémens irréductibles et profonds de la civilisation française.

L'opposition entre l'Autriche et l'Italie a été maintenue à l'état aigu par la guerre menée, à tous les degrés de la massive hiérarchie qui domine l'Autriche, contre les sujets de l'empire d'origine italienne, si nombreux dans les provinces du Sud-Ouest.

Imaginez une Alsace-Lorraine moins bien partagée encore, car elle n'est pas massée dans un bloc compact en deçà du Rhin; elle se déroule comme un ruban au seuil des Alpes. C'est au premier plan, en venant de l'Ouest, le pays de Trente, soudé de force au Tyrol, dont il est la contre-partie à tous les points de vue, traqué le long de ses vallées appauvries par les écoles germaniques, asservi économiquement à Innsbruck, tandis que ses fleuves descendent vers le Midi, ainsi que tous ses débouchés naturels. Suivent le Friouli oriental, les terres groupées sous le nom officiel de comtat de Gorizia et de Gradisca, qui ne sont que le prolongement de la province italienne d'Udine, fragment du territoire national, séparé de lui pour des raisons stratégiques

dans l'intérêt de l'offensive autrichienne, et travaillé récemment, sous les auspices des autorités impériales, par une propagande slovène qui n'arrête pas. Le même sort est échu à cette ravissante péninsule qu'est l'Istrie, dont les plages peuvent s'enorgueillir d'une couronne de villes de pure souche vénitienne, mais où les campagnes à l'intérieur sont de plus en plus menacées par les Slaves. Trieste, entrepôt d'importance mondiale, et les jolies villes de la Dalmatie ne sont pas moins à plaindre, car, irréductiblement italiennes, elles se voient, l'une enchaînée au système économique allemand, les autres noyées dans l'invasion serbo-croate.

Le choc des Italiens et des Slaves sur les bords de l'Adriatique est l'un des phénomènes les plus inquiétans d'un lendemain impatient de se produire. L'Autriche, qui les a traditionnellement jetés les uns contre les autres, a fait tout au monde pour que la rencontre fût sanglante. A l'heure qu'il est, les régimens recrutés dans le Trentin et dans l'Istrie reviennent décimés des frontières de Galicie. Mais ils ont bien désormais le sentiment qu'ils se battent dans une impasse, comme des aveugles, au hasard d'une lutte inutile et probablement contraire à leur raison d'être ethnique. Ils tournent leurs yeux vers le royaume d'Italie, dont ils sont citoyens de cœur et de désir, et semblent adresser un appel émouvant à leurs frères aînés, dont l'attitude dictera leur conduite.

Il y a peu de mois encore, le cabinet italien avait cru pouvoir marcher la main dans la main du ministère des Affaires étrangères de Vienne, qui poursuivait âprement une revanche dans les Balkans. L'Italie aida l'Autriche à éloigner la Serbie de la mer, voyant une compensation dans ce qu'on lui laissait arrêter les Grecs au canal de Corfou. Elle se prêta à une coopération, bourrée de pièges, pour bâtir cet échafaudage malencontreux de la principauté d'Albanie que Guillaume de Wied, mal conseillé de Vienne, a laissé glisser dans les mains du fils du fourbe Abdul-Hamid. La politique albanaise de l'Italie était devenue ainsi le contre-pied de celle de la France et, le zèle des subalternes envenimant les contrastes, nous étions sur le point de nous brouiller encore une fois... Mais l'excès de confiance a aveuglé la diplomatie autrichienne. Mise en éveil par les menées des agens que Vienne avait disséminés à travers les Balkans, la *Consulta* a vu clair dans la sommation adressée

vers la fin de juillet à Belgrade et, lorsqu'elle aperçut au fond de ce vase de Pandore la guerre générale qu'on y avait apprêtée d'accord avec Berlin, nettement, rapidement, elle dégagea sa responsabilité.

Ainsi l'Italie a pu rester neutre, appuyée, bien plus solidement que sur la lettre d'un traité d'alliance purement défensive, sur le bon droit du partenaire qui ne peut être amené par aucune raison à jouer le jeu de son adversaire. La morgue autrichienne est arrivée à ce résultat qu'elle a voulu réaliser les clauses prévues pour la coopération militaire italienne juste sur le point visiblement mort de cette coïncidence problématique et éphémère, qui avait pu surgir entre les intérêts des deux Puissances. Les empires allemands durent partir en guerre sans pouvoir sérieusement prétendre traîner à la remorque le troisième allié, dont l'inaction a permis depuis plus de deux mois à la France de dégarnir les Alpes et de masser toutes ses troupes au Nord et à l'Est, pour contenir l'invasion tudesque.

Sans m'exposer au risque d'indiscrétions coupables ou prétentieuses, j'ose avancer que telle a été la simple victoire diplomatique de la neutralité italienne, dans ses grandes lignes.

Désormais, se pose de plus en plus angoissant le problème du maintien de cette neutralité même, réel bienfait dont jusqu'ici la Triple Entente a compris la portée, mais demain peut-être cause d'irritation pour l'opinion publique chez les peuples qui auront pris part à la croisade contre l'hégémonie du militarisme prussien. Il est loisible, voire nécessaire, que, nous autres Italiens, nous nous demandions avant toute autre chose si notre absention — dictée par un scrupule envers les alliés d'hier — ne pourrait pas nous amener bientôt à un isolement dangereux, à une perte définitive de nos chances de ramener au bercail nos frères séparés.

Dans une heure aussi grave, où chaque peuple a le droit et le devoir de sauvegarder son avenir, il importe essentiellement que les amis d'une entente solide entre les deux nations sœurs, que nous tous, qui, en Italie aimons la France comme une seconde patrie de notre culture, que vous autres italianisans de France, nous travaillions tous à faire naître ces coïncidences d'intérêts, ces grands courans de sentimens communs, qui emportent les vieux traités comme des feuilles mortes au vent d'automne. La France, alliée courageuse et fidèle de la Russie,

ayant pris les armes pour la défense des Slaves méridionaux, est tout indiquée pour se faire le porte-parole autorisé des demandes de garanties qu'ont raison de demander les Italiens dans l'Adriatique. Là en effet vont se dénouer les fils embrouillés de tant de convoitises longuement mûries. Nous avons vu d'ailleurs que l'accord pourrait être obtenu assez facilement, par des efforts soutenus de part et d'autre sur le terrain même des rivalités qui rendaient naguère la France à Tunis et l'Angleterre au Caire des voisines si dangereuses pour la sécurité de notre nouvelle colonie.

Plus sûrement encore que le souvenir des traditions de culture que la France a puisées de tout temps dans notre vieille sève latine, plus sûrement qu'en vertu de la dette de reconnaissance que l'Italie a contractée en 1859 et dont elle n'est quitte que matériellement par la cession de Nice et de la Savoie, ces réalités présentes pourront servir à transformer la neutralité d'aujourd'hui dans l'alliance de demain. L'adjonction de l'Italie au groupe harmonieux de Puissances qui, il y a quatre-vingt-cinq ans, présidait à la libération de la Grèce, rendrait complet l'accord des peuples réfractaires aux envahissemens rêvés par l'impérialisme teutonique, qui, dans ce cas, devrait vite s'avouer vaincu.

Et si même le jeu si serré de la partie diplomatique engagée à l'heure qu'il est, tout près des armées qui se battent, mais hors de la portée du cabinet de travail des historiens, devait empêcher les drapeaux de Solférino et de San Martino de flotter de nouveau ensemble au champ d'honneur, pour la défense de la liberté européenne, un fait sera toujours acquis à l'actif de l'Italie moderne : c'est que, à la grande joie de nous tous qui croyons le sort du progrès humain dans ce siècle lié à la collaboration pacifique des Puissances libérales, l'Italie, née de la réalisation d'une idée de justice, n'a pu, coûte que coûte, renier le titre, la raison d'être de son existence et se prêter à une agression contre la France.

GIUSEPPE GALLAVRESI,
de la Faculté des Lettres de Milan.

ESSAIS ET NOTICES

CHARLES PÉGUY

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie...

Charles Péguy aimait à citer ce vers, devenu maintenant le linceul où nous ensevelissons sa mémoire. Il est mort pour la patrie, avec piété, avec une exaltation pieuse. Il n'a pas seulement accepté la mort, il est allé au-devant d'elle. Par son âge, il appartenait à l'armée territoriale, moins exposée que l'autre au danger. Il demanda d'être placé dans les troupes de réserve, afin de marcher du même pas que les camarades plus jeunes et d'aller avec eux tout de suite où on se bat. C'était son idée, arrêtée depuis longtemps, d'être en belle place sur la ligne du feu. Aux dernières pages de *Victor-Marie, comte Hugo*, publié il y a quatre ans, il avait écrit : « Nous parlons toujours de la guerre, qui est la grande mesure du courage... Nous avons failli la faire. Plusieurs fois. Dans ces alertes, nous faisions la même contenance. Nous levions la même tête. Dans cette alerte notamment, dans cette alarme de 1905, nous partions du même pied. Déjà nous n'étions plus l'un et l'autre des jeunes hommes dans des vieux régimens, nous étions des vieux hommes dans des jeunes régimens. Pourtant, avec notre air de ne pas y toucher, vous savez que c'était le cri unanime du camp de Cercottes : « Si une fois les réservistes marchaient, ça serait pour de bon. » Ç'a été pour de bon. C'est pour de bon, hélas ! Combien sont-ils déjà, rien que dans notre monde des lettres, qui ont fait superbement leur devoir et qui ont, — avec une si belle simplicité ! — accompli le grand sacrifice pour la patrie? Nous les admirons, nous les pleurons. C'est Charles Muller, l'auteur avec Paul Reboux de ces pénétrans et malicieux *A la manière de*... C'est Émile

Nolly, qui contait avec tant de verve, dans un style si coloré, ses souvenirs de campagne au Maroc. C'est Pierre Gilbert, qui avait brillamment débuté dans la critique. Et ce journaliste de race, Guy de Cassagnac, dont je revois la haute taille, la mâle élégance, dont la triomphante jeunesse partait vers le plus bel avenir. Et d'autres dont chaque jour s'allonge la funèbre liste... Nous nous agenouillons sur la tombe de nos morts. Tous, ils portent témoignage pour le pays; et chacun témoigne pour la classe sociale à laquelle il appartenait. Le mois dernier, en saluant le colonel Patrice Mahon, je dessinais le type du soldat de métier, de l'officier de carrière. Voici maintenant Charles Péguy, le type du « civil » qui, aux armées, devenu le lieutenant Péguy, en prend tout de suite pour son grade : je veux dire qu'il se lance en avant pour entraîner ses hommes et s'offre le premier aux balles de l'ennemi.

C'est une des caractéristiques de l'armée d'aujourd'hui que ceux qui y arrivent des professions les plus paisibles s'y comportent aussitôt comme ceux de l' « active » et tout de suite en revêtent l'âme héroïque. Celui-ci était littérateur, imprimeur, libraire. Rude travailleur, mais de notre travail sédentaire et intellectuel, il passait toutes ses journées au fond d'une boutique ou penché sur la table à écrire ; le soir, c'était le coin du feu, et les longues veillées sous la lampe studieuse. Il était marié, il était père de famille : autour de lui trois enfans grandissaient, dans un de ces intérieurs que nous connaissons tous, les plus nobles, les plus enviables, qui réunissent les plus sûres conditions de bonheur : pauvreté, labeur, confiance réciproque. Au premier appel de la patrie, il a tout quitté, non sans émotion, non sans un bouleversement de tout son être, mais sans une hésitation, sans un retour en arrière, n'ayant plus désormais qu'une pensée : la défense du sol sacré. A cette minute du départ, à l'instant de quitter tous ceux qu'il aimait, il est impossible que l'idée ne se soit pas présentée à lui que peut-être il les quittait pour toujours : il était trop intelligent, trop renseigné sur cette hécatombe qu'est la monstrueuse guerre moderne. Mais il avait foi dans la Providence : il lui remettait le soin de veiller sur ces existences qui lui étaient plus chères que la sienne.

Ce qui rend son exemple tout particulièrement intéressant et significatif, c'est que, pour arriver aux idées qu'il a couronnées, glorifiées par sa mort, il était parti de loin, il lui avait fallu faire du chemin, beaucoup de chemin. Or il a exercé autour de lui une grande influence. Un des jeunes écrivains dont la noblesse morale m'est le mieux

connue, me disait : « Vous ne pouvez vous douter de ce que cet homme a été pour ceux de ma génération. Vraiment nous avons eu en lui notre professeur d'héroïsme. » C'est là ce que je voudrais montrer. Après cela, sera-t-il besoin d'insister sur les bizarreries de forme et les manies de style où se complaisait Péguy, sur les étrangetés, en partie voulues, de son œuvre? Tout le monde les connaît : je ne les ignore, ni ne les dissimule. Mais ce n'était que le dehors : à l'heure où nous sommes, c'est au dedans qu'il faut regarder. En littérature comme ailleurs, la mort est la grande maîtresse, l'incomparable ouvrière de vérité. Elle rétablit la tranquillité des lignes. Elle révèle le sens profond. Elle dégage l'idée. Elle met l'âme en liberté.

Charles Péguy était né parmi les humbles : cette humilité de ses origines est un trait essentiel de sa biographie. Ses parens, ses grands-parens, sont des vignerons de l'Orléanais. Il a su sentir et comprendre, avec cette intensité de sentiment, avec cette insistance de compréhension qui sont sa marque, la noblesse de cette vie paysanne, la grandeur et la sainteté de la tradition française inscrite sur notre sol, conservée par les familles qui vivent tout près de lui. Il parle de ses « aïeux » comme ferait un aristocrate. Ces aïeux ce sont les vignerons de Vennecy et de Saint-Jean-de-Braye, de Chécy, de Bou et de Mardré, qui sur les buissons de la forêt d'Orléans et sur les sables de la Loire conquirent tant d'arpens de bonne vigne; ce sont les femmes au battoir qui lavaient la lessive à la rivière : c'est la grand'mère, qui gardait les vaches, qui ne savait ni lire ni écrire, à qui son petit-fils s'honore de tout devoir, tout ce qu'il est. Et il a raison : c'est bien une « aristocratie, » celle de la race continuée sur un même endroit du sol, celle de la pureté du sang transmis des parens aux enfans sans aucun mélange d'une sève étrangère. A la campagne, parmi des travaux qui suivent le rythme de l'éternelle nature et non les caprices de nos modes passagères, ni les choses, ni les gens ne changent guère : on y compte par siècles comme, parmi nous, on compte par années. Sur ce coin de terre où il a vu peiner tous les siens, Péguy a connu directement l'ancienne France, il a vu de ses yeux toujours vivant autour de lui le passé de la France. Cela jusqu'au jour où la révolution économique et morale de ces dernières années vint tout bouleverser, exerçant ses ravages jusqu'au fond des campagnes. « Une ferme en Beauce, encore après la guerre, était infiniment plus près d'une ferme gallo-romaine, de la même ferme gallo-romaine, pour les mœurs, pour le statut, pour le sérieux, pour la gravité, pour la structure même et l'institution, pour la dignité

(et même, au fond, d'une ferme de Xénophon,) qu'aujourd'hui elle ne se ressemble à elle-même. Nous essaierons de le dire. Nous avons connu un temps où, quand une bonne femme disait un mot, c'était sa race même, son être, son peuple, qui parlait, qui sortait... Une paroisse ordinaire de ce temps-là était infiniment plus près d'une paroisse du quinzième siècle, ou du quatrième siècle, mettons du cinquième ou du huitième, que d'une paroisse actuelle. » Espérons qu'ici Péguy exagère, et, comme ces vieux sermonnaires qu'il rappelle parfois, se hâte un peu trop d'annoncer que tout est perdu. Il ne le croyait pas. Il a écrit des pages d'une foi robuste et d'une poétique éloquence sur cette admirable race française et sur le pacte qu'elle a conclu avec l'espérance. Il avait prévu ce que nous avons sous les yeux et qu'un seul mot exprime : le miracle français.

Ces mœurs de la vieille France, dont Péguy parle avec tant d'émotion et de respect, ce qui les constitue avant tout, c'est la vie de famille, par le travail, pour les enfans. Dans *Le porche du mystère de la deuxième vertu*, — comme ces Primitifs qui, au milieu d'un tableau de sainteté, introduisent un épisode emprunté aux occupations journalières, — Péguy s'interrompt pour nous montrer un paysan au travail. C'est un bûcheron, l'hiver, dans la forêt. La bise souffle et lui transperce les os. Il est transi, il claque des dents. Tout d'un coup il pense à sa femme qui est restée à la maison, à sa femme qui est si bonne ménagère, dont il est l'homme devant Dieu : il pense à ses enfans qui sont bien tranquilles à la maison, qui jouent et qui s'amusent au coin du feu. Cette vision de la maison calme et chaude, apparue soudain dans le froid qui le glace et dans l'âpreté de son labeur, lui rend le courage et la joie. Qu'est-ce que cela nous fait d'avoir froid, pourvu que les chers êtres restés à la maison aient chaud? Ce travail, toujours le même, qui coûte beaucoup et rend peu, le paysan le fait avec lenteur et conscience, une lenteur auguste, une conscience qui est une forme de la piété. « J'ai vu, toute mon enfance, rempailler des chaises exactement du même esprit et du même cœur et de la même main que ce même peuple avait taillé ses cathédrales. » Et pourquoi non? Au regard de Dieu, toutes les occupations se valent, quand elles se déroulent dans le cadre d'une vie pieuse : ce sont des façons de prier. Ici il faut citer une page qui est ce que Péguy a écrit de plus touchant, une des pages les plus imprégnées de christianisme qu'il y ait dans la littérature contemporaine. C'est dans le *Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Hauviette y représente la foi sereine, la confiance ingénue en Dieu, l'abandon naïf et

absolu de la créature aux volontés du Créateur. Si elle était occupée à filer de la laine ou à jouer aux boquillons, et qu'on vînt lui dire que l'heure du jugement dernier est arrivée, elle déclare qu'elle ne s'interromprait pas de filer sa laine ou de jouer sa partie. « Parce que le jeu des créatures est agréable à Dieu. L'amusement des petites filles, l'innocence des petites filles est agréable à Dieu. L'innocence des enfans est la plus grande gloire de Dieu. Tout ce que l'on fait dans la journée est agréable à Dieu, pourvu naturellement que ça soit comme il faut. Tout est à Dieu, tout regarde Dieu, tout se fait sous le regard de Dieu, toute la journée est à Dieu. Toute la prière est à Dieu, tout le travail est à Dieu, tout le jeu aussi est à Dieu, quand c'est l'heure de jouer. Je suis une petite Française, je n'ai pas peur de Dieu, parce qu'il est notre père. Mon père ne me fait pas peur. La prière du matin et la prière du soir, l'*Angelus* du matin et l'*Angelus* du soir, les trois repas par jour et le goûter de quatre heures, et l'appétit aux repas, et le *Benedicite* avant les repas, le travail entre les repas et le jeu quand il faut et l'amusement quand on peut prier en se levant parce que la journée commence, prier en se couchant parce que la journée finit et que la nuit commence, demander avant, remercier après, et toujours de la bonne humeur, c'est pour tout ça ensemble et pour tout ça l'un après l'autre que nous avons été mis sur terre, c'est tout ça ensemble, tout ça l'un après l'autre, qui fait la journée du bon Dieu. Si tout à l'heure on me disait : Tu sais, Hauviette, c'est pour dans une demi-heure, je continuerais à filer, si je filais, et à jouer, si je jouais. Et, en arrivant, je dirais au bon Dieu : Notre père qui êtes aux cieux, je suis la petite Hauviette, de la paroisse de Domrémy, en Lorraine, pour vous servir... » Nous reconnaissons ici tous les procédés, toutes les affectations de style chères à Péguy et qui souvent ailleurs sont si irritantes, mais, cette fois, la réussite est complète. On songe à une toile de Millet, ou, plus loin et plus haut, à quelque verset de poésie franciscaine.

Paysan, Péguy l'était et il voulait l'être. Il l'était resté, en plein Paris, de toutes ses forces et de tout son effort. Il y mettait sa coquetterie, comme d'autres à être bien Parisiens. Il l'était par l'extérieur, par le costume, par les manières. J'ai sous les yeux son portrait par Jean-Pierre Laurens. Une tête carrée : sur le front haut et large, barré d'un pli, retombe une frange de cheveux taillés au petit bonheur ; une barbe en broussaille ; sur les épaules une cape d'un modèle inconnu aux tailleurs de nos boulevards ; les deux mains sur les genoux, dans la position du travailleur au repos. Une gravité naturelle et surveillée.

Une rudesse d'accueil, un ton bourru. Il vivait loin du monde et, sans doute par ressouvenir de ses « aïeux » artisans, il avait tenu à prendre un métier manuel. On sait qu'il imprimait lui-même ses *Cahiers de la Quinzaine* où ont paru le *Jean Christophe* de M. Romain Rolland, *Dingley*, — *les Hobereaux* des frères Tharaud, et les *Souvenirs*, d'une si émouvante simplicité de M. Maxime Vuillaume, et toute l'œuvre de Péguy lui-même. Il apportait à ce travail d'ouvrier une ferveur quasiment mystique. Lui aussi il avait la superstition, disons mieux, le culte de l'« ouvrage bien faite. » Jamais de fautes d'impression dans les *Cahiers;* un papier de chandelle, mais pur chiffon, dont il disait avec fierté et malice à la fois : « Dans vingt ans, on ne lira plus que nous : il n'y a que nous qui durerons. » Quelque chose de solide, d'indéchirable, de rude et de sain, comme du pain bis.

Du paysan il avait encore certains défauts, une « manière peuple » qu'on retrouve dans ses livres, une lourdeur, un manque de discrétion et de réserve : il s'étale avec complaisance, entretient le public de ses affaires, ne se doute pas que le « moi » soit haïssable. Il a contre ceux qui se mettent au travers de sa route des colères toutes plébéiennes. Toute une partie de son œuvre est de pamphlet. Son biographe, M. René Johannet, dit très justement à ce propos : « Les gens du peuple possèdent au suprême degré le génie spécial de l'injure, de l'apostrophe, de l'imprécation. Leur fécondité verbale s'épanouit alors en trouvailles si truculentes que le rire éclate de lui-même. Le paysan Péguy ne fait pas exception à la règle. Quand il éreinte quelqu'un, il l'éreinte sans ménagement, il le fouaille, il le culbute, il le tarabuste sans pitié. Il lui confère des postures ridicules. Il le pare de qualités saugrenues. Il lui prête de grotesques attributs. Il devient féroce. Il tape. Jamais bas. Ironique jamais. Comique toujours. Il tape à coups redoublés. On croit que c'est fini. Ça recommence. Et ça dure des centaines de pages (1). » Il avait enfin du paysan la roublardise. Il y avait de l'habileté dans sa gaucherie, de l'arrangement dans son originalité. Sa phrase, débarrassée de ses interminables répétitions, de ce ressassement qui fait songer au rabâchement de certaines gens du peuple redisant vingt fois les mêmes choses avec les mêmes mots, ne serait peut-être que la phrase de n'importe quel bon écrivain. Je dis : bon écrivain. Je me souviens qu'à l'Académie, lorsqu'il fut question de décerner à Péguy un de nos grands prix, quelqu'un critiqua son style. Jules Lemaître prit alors la parole. Il insista sur ce point que le voca-

(1) *Péguy et ses cahiers*, par René Johannet (Bibliothèque des *Lettres françaises*).

bulaire de Péguy était excellent, que sa syntaxe était correcte, qu'il n'y avait chez lui jamais de vague, jamais d'obscurité, jamais de termes impropres. Et Jules Lemaître s'y connaissait.

Sur ce fond de nature paysanne une formation classique : à la plante poussée en terre française la culture gréco-latine. Péguy a parlé avec une reconnaissance attendrie de ces maîtres qu'il eut au collège, humanistes à l'ancienne mode, qui savaient si bien ce qu'ils enseignaient; et ce qu'ils enseignaient, c'étaient les langues anciennes, mais c'était aussi la probité intellectuelle qui entraîne infailliblement la probité morale. Péguy avait profité de leur enseignement, de toutes manières. Il a été un des hommes de notre temps qui ont le mieux su le grec et le latin. Et il ne les avait pas oubliés. A quarante ans, il relisait Homère et Virgile dans le texte. Il assure n'avoir écrit un de ses Cahiers, *les Supplians parallèles*, que pour se donner le plaisir de copier du grec, de sa main, et de corriger une épreuve en grec. Il faut lire cette étude pour se rendre compte à quel point, passant de la lettre à l'esprit, Péguy avait pénétré au plus intime de la littérature grecque. Il s'y livre à l'analyse la plus intelligente et la plus fine de l'idée de supplication dans les civilisations antiques. Et prenant pour exemple *Œdipe Roi*, il en donne une interprétation qui, le vengeant des gloses de Francisque Sarcey, lui restitue son caractère religieux. Autant qu'avec les classiques grecs et latins, Péguy était familier avec nos classiques français. Il a écrit sur Corneille et sur Racine des pages de la critique la plus ingénieuse. Il a montré parfaitement l'optimisme incurable de Corneille, et que les traîtres eux-mêmes, dans ce théâtre, sont les plus honnêtes gens du monde. De même, il a fait ressortir la cruauté foncière de l'art de Racine, et que les plus tendres, les plus doux, les plus innocens de ses personnages en sont aussi les plus cruels. Pour ce qui est de Victor Hugo, il en a parlé souvent, il lui a consacré presque en entier deux de ses meilleurs « Cahiers », *Notre Patrie* et *Victor-Marie, comte Hugo*. Ce qu'il a bien vu, montré supérieurement et qui en effet est essentiel chez Victor Hugo, c'est que nul autre poète en aucun temps ne fut plus complètement étranger à la pensée et à la sensibilité chrétiennes. Inversement, il fut païen comme les plus grands des anciens. Il avait beau avoir été pair de France sous Louis-Philippe, il voyait toute la nature avec la même jeunesse de regard et fraîcheur d'impression qu'un aède contemporain des premiers âges. Ce sont là d'excellens morceaux de critique professorale. Car quoiqu'il n'ait jamais fait la classe, et qu'il ait eu, si je ne me trompe,

des malheurs au concours pour l'agrégation, Péguy était professeur dans l'âme. Les vignerons de l'Orléanais s'obstinaient à tenir pour un professeur ce professeur qui ne professait pas : ils ne se trompaient guère. Il a enseigné toute sa vie, par la plume, par le livre, par la conversation, par son action personnelle. Il a fait école. Il a eu une école. On dirait assez bien, résumant ce qu'il y avait en lui à la fois de l'apôtre et du magister de village, qu'il a été tout à la fois chef d'école et maître d'école... Or, c'était une école d'idéal.

N'oublions pas une influence qui fut décisive sur les idées de Péguy : celle de la philosophie de M. Bergson. Il avait suivi, au lycée, les cours de ce maître : il alla l'entendre au Collège de France. Il a écrit quelque part que M. Bergson a déterminé le plus grand mouvement philosophique qui se soit produit chez nous depuis Descartes. Son dernier livre a été une méditation sur la philosophie bergsonienne, philosophie de la qualité, de la nuance, des choses qui ne se mesurent pas entre elles, en réaction contre la géométrie et le faux esprit de science. Et notons encore, ce qui est à peine moins important, l'ignorance absolue où Péguy s'est toujours tenu à l'égard des langues et des littératures étrangères. Je ne parle même pas du tolstoïsme, du wagnérisme et autres récens cosmopolitismes et snobismes intellectuels. Mais je ne crois pas qu'il ait jamais lu Shakspeare : il ne cite pas une seule fois Hamlet. Sa culture est uniquement gréco-latine et française, comme au XVIIe siècle. Jamais un voyage. Péguy n'était pas sorti de France. En France, il avait poussé jusqu'à Reims et Domrémy. Toute sa vie s'est déroulée entre l'Orléanais natal, la vallée de Chevreuse où il habitait, et la rue de la Sorbonne. Il a voulu être et il a été le pur produit du sol, celui qui conserve ses racines et continue la race, né en terre française, élevé dans l'ordre français, pour perpétuer la tradition française.

C'est par une *Jeanne d'Arc* qu'il avait débuté dans les lettres. Cette *Jeanne d'Arc* de 1897 n'est intéressante que par la complète absence de cette couleur locale, dont l'inintelligence romantique a infesté notre littérature et dont nous avons tant de peine à nous débarrasser, et parce qu'elle contient certaines indications que plus tard Péguy, mûri par la réflexion, reprit pour en tirer ses œuvres maîtresses. L'année suivante, parut *Marcel*, esquisse de la « Cité harmonieuse » où régnera le bonheur parfait suivant le mode socialiste. Dans cette Cité de l'harmonie tous les citoyens travaillent sans fatigue, car on ne s'y livre pas aux travaux malsains, et sans excès, surtout sans excès. Pas de rivalités, pas de querelles. Les maîtres sont de bons maîtres, les apprentis

sont de bons apprentis, les ouvriers sont de bons ouvriers. Naturellement, tous les produits appartiennent à la Cité qui les partage non pas selon la justice, ou l'égalité, ou la charité, mais selon l'harmonie ; et cela a toutes sortes d'avantages, dont le premier est d'éluder les précisions où le sociologue s'embarrasse. Les arts et les sciences fleurissent dans cette Cité idéale ; et les artistes n'y ont nul préjugé contre les savans, ni les savans contre les artistes, ce qui prouve à quel point la cité à venir diffère de toutes les cités présentes ou passées. D'ailleurs, les artistes ne travaillent ni par émulation et goût de la gloire, ni par passion du beau. L'idée de génie et celle même de talent sont des idées que réprouve le socialisme intégral. Si la Cité harmonieuse se réalise quelque jour, on s'y ennuiera ferme... Sur ces entrefaites éclata l'Affaire. Péguy s'y jeta à corps perdu. Du socialisme il ne fit qu'un bond dans l'antimilitarisme. Il prit parti violemment contre l'état-major français, contre l'armée française, contre les chefs et contre les soldats, contre tout ce qui portait l'uniforme français. Combien de temps cela dura-t-il? Quels chemins le ramenèrent dans la grande route nationale? Ne réveillons pas le souvenir de ces luttes fratricides. Au surplus, Péguy n'avait cessé de garder au fond de lui le culte de la patrie : il suffit, pour s'en convaincre, de relire les dernières pages toutes frémissantes de *Notre Patrie*. La France venait d'apprendre, un matin de 1905, qu'elle était sous le coup d'une invasion allemande. Ce fut la commotion soudaine, le brusque rappel à la réalité. Depuis ce jour-là, on peut dire que Péguy n'a plus cessé de vivre sous l'obsession du péril allemand. Il n'a plus songé qu'à unir et à tendre toutes les énergies nationales en vue de la lutte inévitable.

Ce qui restera de lui, c'est un livre : *le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Dans cette seconde *Jeanne d'Arc*, ne cherchez plus un drame historique, avec la série complète des épisodes allant des champs de Vaucouleurs au bûcher de Rouen. Ce n'est ici que la vocation de Jeanne, moins encore : ce qui l'a précédée, le premier appel d'en haut qui la trouve hostile et rebelle. Tout se passe en une conversation entre Jeanne et Madame Gervaise, la religieuse, qu'elle a fait chercher à son couvent pour lui confier ses doutes, que dis-je? ses révoltes. Révoltée, oui, elle l'est, par l'idée de la damnation éternelle. Pourquoi Dieu, s'il est bon, a-t-il permis l'existence du mal? Pourquoi consent-il qu'il y ait tant de souffrance dans le monde, et de souffrance perdue ? Gervaise répond par l'exemple du Christ qui lui-même, lui le Sauveur, n'a pu sauver ceux que l'enfer avait pris. C'est là ce qui explique ce cri suprême, ce cri surhumain de Jésus expirant, qui a

retenti à travers tous les siècles de la chrétienté : car il *savait*, et ce qu'il savait, c'est que son propre sacrifice, l'immolation de sa chair était impuissante à sauver les damnés. Autre objection : le reniement de saint Pierre. Jeanne proteste que jamais elle n'aurait renié Jésus. Des chevaliers, des paysans français ne l'auraient pas abandonné; mais ses disciples, mais les apôtres l'ont abandonné! A quoi Madame Gervaise répond, avec un incontestable bon sens : « Ils étaient les premiers chrétiens. C'était pas facile d'être les premiers chrétiens. » Que Jeanne se tienne en garde contre l'Orgueil! L'Orgueil est l'arme de Satan, il est Satan lui-même... Tout le livre est une méditation grave, pieuse, souvent profonde, sur la Communion des saints, sur l'Église. Péguy a mis en œuvre cette idée, grandement chrétienne, que la vocation est une chose involontaire, fatale, à laquelle on résiste, une *grâce*. Sa Jeanne d'Arc est une sainte malgré elle.

Au centre du livre se trouve un morceau capital, une « Vie de Jésus, » étonnante à la date où elle fut écrite, vie populaire qu'on croirait plutôt détachée d'un Mystère du moyen âge, et qui fait songer à un retable du xve siècle. C'est la vie de Jésus telle que peut la concevoir, en tout pays et en tout temps, un cerveau populaire ou paysan, telle que se la représentait la mère de Villon et, sans doute aussi, la grand'mère de Péguy. Ces braves gens imaginent Jésus comme un des leurs et qu'ils auraient voulu connaître. C'était un compagnon charpentier; il travaillait chez son père, dans la bonne odeur du bois fraîchement coupé dont on enlève l'écorce comme la pelure d'un beau fruit. Il avait été bon fils, bon camarade, aimé de tous, jusqu'au jour où il commença sa mission. Mais depuis ce jour-là il eut tout le monde contre lui, tout le monde et le gouvernement, ce qui est toujours une mauvaise affaire. « Qu'est-ce qu'il avait donc fait à tout le monde? Je vais vous le dire : il avait sauvé le monde. » Sa mère, il lui avait donné autrefois tant de contentement! Mais depuis qu'il avait quitté la maison, rien que du souci. Elle disait à Joseph que ça finirait mal, qu'il se faisait trop d'ennemis, qu'il avait humilié les docteurs, et qu'il aurait dû se méfier : les docteurs sont gens qui ont de la mémoire : c'est même pour cela qu'ils sont docteurs. Maintenant, c'était le Calvaire, celui de son fils et le sien. « Elle pleurait, elle pleurait, elle en était devenue laide. Elle, la plus grande Beauté du monde. La Rose mystique. La Tour d'ivoire. Turris eburnea. La Reine de beauté. En trois jours elle était devenue affreuse à voir. Les gens disaient qu'elle avait vieilli de dix ans. Ils ne s'y connaissaient pas. Elle avait vieilli de plus de dix ans. Elle savait, elle sentait bien qu'elle avait vieilli de plus

de dix ans. Elle avait vieilli de sa vie. Les imbéciles! De toute sa vie... Elle était devenue Reine. Elle était devenue la Reine des Sept Douleurs. » Le grand orateur catholique que nous venons de perdre, le comte de Mun, avouait que toute cette partie du *Mystère de la Charité* lui avait mis les larmes aux yeux.

A cette Vie de Jésus il faudrait joindre tels passages du *Porche de la deuxième Vertu*. Péguy y parle des saints, non certes avec irrévérence, mais avec cette familiarité à laquelle on reconnaît le vrai croyant, le croyant qui frappe l'image du patron négligent dont l'intervention ne lui a pas obtenu la faveur souhaitée. Dans la même méditation sur la deuxième vertu théologale, qui est l'espérance, je note des pages très curieuses sur la simplicité de cœur avec laquelle il faut aborder les vérités éternelles. « Ce sont les imbéciles qui font le malin. » Par certains côtés Péguy rappelle ces prédicateurs d'autrefois dont les foules comprenaient si bien le langage, parce qu'ils parlaient naturellement le langage des foules. Il en a le mauvais goût, parfois la platitude, mais aussi l'ardeur, la pénétration intime, l'intelligence par le dedans, la tendresse. La naïveté a été fort à la mode parmi beaucoup de littérateurs de notre temps ; seulement, chez presque tous elle était un artifice, un raffinement de plus, le dernier mot du raffinement. Chez Péguy elle était sincère : c'est toute la différence.

Et ce qu'il y a eu de meilleur en Péguy, ç'a été son influence, son action, la tâche à laquelle il a consacré tout l'effort des dix dernières années de sa vie. Il a réconcilié la jeunesse intellectuelle avec l'idée de patrie. Il a pendant ces dix ans lutté, bataillé pour la défense de la culture française. Il était de ceux qui ont vu avec une âpre tristesse la cause des humanités abandonnée par ceux-là mêmes qui avaient pour devoir et pour mission de les défendre. Les études grecques et latines, suspectes d'être aristocratiques ou peut-être simplement bourgeoises, ont été sacrifiées à la plus basse démagogie. Et de cet ostracisme la première victime, ç'a été le français, la langue et la littérature françaises. La responsabilité en remonte, pour une bonne part, aux maîtres de notre haut enseignement : ils se sont engoués de science ou de ce qu'ils ont pris pour la science. Et pour cela, pour une illusion, pour une erreur, ils jettent allègrement par-dessus bord toute cette acquisition magnifique que nous devons à la Renaissance et qui, depuis le XVIe siècle, n'a cessé de s'accroître, de s'enrichir, de s'illustrer. Par le simple moyen d'une réforme des programmes, ils suppriment tout l'effort des humanistes de la Renaissance. « Sous nos yeux, par nos soins, disparaît la mémoire de la plus belle

humanité. » Cette culture héritée des anciens, c'est ce que nous appelons d'un mot : la civilisation. Et c'est le patrimoine que la France a pour mission de représenter dans le monde moderne et de défendre. Les Grecs ont sauvé la civilisation aux Thermopyles; les Romains l'ont sauvée, dans les guerres puniques; Péguy avait prévu que prochainement encore les Français auraient à faire reculer la barbarie. Avec une remarquable lucidité d'esprit, il avait à l'avance désigné le champ de bataille. Il écrivait en 1905 : « Plus que jamais la France est l'asile et le champion de toute la liberté du monde, et toute la liberté du monde se jouera aux rives de Meuse, aux défilés d'Argonne, ainsi qu'aux temps héroïques, à moins que ce ne soit aux rives de Sambre... et veuillent les événemens que ce soit Valmy ou Jemmapes; ou à quelque coin de la forêt de Soignes, et veuillent les événemens, si ce doit être Waterloo, que ce soit au moins un Waterloo retourné ! » Lignes prophétiques qu'il est singulièrement émouvant de relire aujourd'hui! Elles donnent à la mort de Péguy toute sa signification. Ce défenseur de notre culture, de notre passé, de notre religion, a compris qu'un jour la France devrait défendre, les armes à la main, tout ce riche trésor, parce qu'il faut toujours en venir à la décision des armes. C'est pourquoi depuis dix ans il sonnait le ralliement. Il relevait, il raffermissait les courages qu'avait tenté de dissoudre un coupable humanitarisme. Il rapprenait à ces jeunes Français tout à la fois, la beauté de notre tradition littéraire et la grandeur de notre tradition militaire. Comme il les entraînait dans la vie quotidienne, il les a entraînés à la bataille. Il les a menés au feu. Il est tombé au champ d'honneur. Mais la mort qui l'a frappé n'a pas interrompu son œuvre : elle la complète, elle l'achève, elle la multiplie à l'infini; car le sang d'un brave n'est pas une rosée stérile, et sur cette terre de France où le paysan Péguy est tombé pour la foi, pour les vertus familiales, pour l'idéal artistique et littéraire de chez nous, un jour refleuriront plus saines et plus vigoureuses les plantes qu'il a arrosées de son sang.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

L'HÉRITAGE DES VICTOIRES DE 1870

Leutnant Mucki, par le baron von Schlicht, un vol. in-18, Leipzig, 1914. — *Die Erben, Roman aus Neudeutschland*, par Carry Brachvogel, un vol. in-18, Berlin, 1904.

Le noble et riche colonel von Traubach vient d'apprendre sa promotion au grade de général. Frémissant de plaisir, il se hâte de rentrer chez lui, pour transmettre aux siens la merveilleuse nouvelle.

Mais la ci-devant colonelle, — qu'il trouva seule à la maison, leur fille Centa n'étant pas encore revenue du manège, — bien loin de pousser le cri de joie attendu, manqua de s'évanouir sur le sofa où elle se tenait assise.

— Qu'as-tu donc? — lui demanda son mari stupéfait, dès qu'il la vit un peu remise de son saisissement. — Qu'as-tu, ma chérie, et ne te réjouis-tu pas de me savoir général?

— Hé! comment pourrais-je m'en réjouir? — répondit-elle en secouant tristement la tête. — Voici que, de nouveau, nous allons avoir à déménager! Et ne l'oublie pas, Otto, ce sera notre dix-neuvième déménagement, depuis le jour où je t'ai épousé! Dix-neuf fois, depuis ce jour, il nous a fallu changer de logement, et dix fois changer de garnison. Ici encore, il n'y a pas deux ans que nous nous étions installés; et à peine commencions-nous à nous y sentir un peu au chaud, que voilà déjà que nous allons avoir à chercher ailleurs!

En vain le général lui rappelle-t-il que leur grosse fortune personnelle leur permettrait, au besoin, de faire même l'achat d'un mobilier complet. « Ce serait le troisième depuis notre mariage! » s'écrie amèrement Mme von Traubach, dont l'émoi douloureux n'a fait que s'ac-

croître devant cette perspective, d'ailleurs toute gratuite. Et voici maintenant que s'élance dans la chambre la jeune Centa, plus gracieuse que jamais dans son élégante toilette d'amazone! A son tour, elle apprend la grande nouvelle.

— C'est une farce, hein? demanda-t-elle à son père. Ce n'est pas vrai, dis, que tu sois promu général?

— Et si c'était vrai, qu'en résulterait-il? répondit le général, qui ne parvenait pas à s'expliquer l'attitude, à demi-souriante et à demi-fâchée, de la chère enfant.

— Ce qui en résulterait? — reprit Centa, exquise créature dont le tempérament passionné rayonnait de ses yeux et de tous les traits de son joli visage plein de fraîcheur juvénile. — Il en résulterait que je m'en irais de chez vous!

Le général fit entendre un gros rire.

— De mieux en mieux! Tu veux nous quitter? Et pourquoi donc?

Cette fois, ce fut avec un profond sérieux que Centa répondit, le regard fixé sur le visage de son père :

— Parce que tu me rends tout simplement impossible de me procurer un mari!

— Oh! Centa!... fit la mère, d'un léger accent de reproche.

Mais Centa n'était pas d'humeur à se laisser intimider.

— Il t'est facile de parler, à toi, maman, qui es en possession d'un mari! Mais moi, comment arriverai-je à en décrocher un, si tous les ans, nous changeons de résidence? Déjà, comme fille de capitaine, je suis restée en panne...

— Mais tu avais à peine quinze ans! objecta timidement son père.

— Oui, sans doute : mais ensuite, comme fille de major, j'en avais seize, et dix-sept comme fille d'officier d'état-major, et voici que j'en ai dix-neuf comme fille de colonel!... Ah! si au moins j'avais su d'avance que nous avions si peu de temps à demeurer ici!... Non, papa, c'est vraiment trop horrible, qu'il nous faille déjà nous en aller! Tout à l'heure encore, au manège, je me suis follement amusée. Le lieutenant von Versen était là, aussi. Je peux bien vous l'avouer, depuis quelques semaines je *flirte* avec lui, et toujours j'espérais que j'allais en devenir amoureuse pour de bon! Puis voilà que le jeu est fini, à peine commencé!... Ah! papa, pourquoi n'es-tu pas resté colonel? Tu ne peux pas te figurer comme cela me vieillit, d'être fille de général!

Tendrement, le général attira vers soi la belle et charmante enfant.

— Tu te sentiras jeune de nouveau, Centa, et dans la future garnison aussi tu trouveras des amies, comme aussi des amis, si tu y tiens absolument, des hommes qui te feront la cour, encore bien que tu sois trop jeune pour te marier!

Centa prit une mine effrayée.

— Trop jeune à dix-neuf ans! Faudra-t-il donc que j'attende jusqu'à soixante-dix? Non, non, papa, il est tout à fait temps que je trouve un mari!

— Ne dis pas de folies! murmura la mère.

— Mais toi-même, maman, — lui demanda Centa en se retournant vers elle, — oserais-tu prétendre que, à dix-neuf ans, tu ne pensais pas déjà au mariage?

— Le fait est que j'étais déjà mariée! répondit imprudemment Mme von Traubach.

— Tandis que moi, au même âge, je ne suis pas même encore fiancée! s'écria Centa, d'un accent d'épouvante. De telle sorte que je dois me sentir honteuse devant toi, maman, sans compter qu'il ne se peut pas que toi, une dame encore jeune, tu aies auprès de toi une aussi grande fille! Il faut que cela change, et le plus vite possible! Ah! messieurs les lieutenans de la nouvelle garnison peuvent dès maintenant se réjouir de l'attente de mon arrivée : car le fait est que je vais essayer de leur tourner la tête à tous, quels qu'ils soient!

C'est ce que va essayer, en effet, l' « exquise créature, » dès le lendemain de son arrivée dans la nouvelle résidence de ses parens; et nous la verrons notamment, tout au long du récit dont elle est l'héroïne, mener de front deux intrigues « galantes » d'une témérité à tout le moins singulière, — l'une d'elles devant lui permettre de « tourner la tête » de l'officier d'ordonnance de son père, tandis que l'autre l'amènera à « décrocher » le mari espéré, sous les espèces du plus beau lieutenant de la garnison. Ai-je besoin d'ajouter que pas un instant, tout au long du récit, l'auteur ne manque à nous faire sentir le mélange d'admiration et de sympathie qu'il éprouve pour le « tempérament passionné » d'une héroïne qui — comme d'ailleurs aussi sa respectable mère — lui apparaît manifestement l'incarnation parfaite de l'élégance et du raffinement « aristocratiques » de sa race? Car mon lecteur français se tromperait entièrement à croire que le général von Traubach fût allé chercher jadis dans quelque cuisine la compagne qui accueille de l'étrange façon que l'on sait la promotion de son mari à l'un des plus hauts grades de l'armée impériale. Dans ce roman tout de même que dans ses autres peintures de la vie familière des officiers allemands, le baron von Schlicht n'entend nous présenter que des personnes de la « naissance » la plus authentique; et lui-même, sans doute, se montrerait bien surpris si quelqu'un s'avisait de lui dire que ni la naïve parcimonie de Mme von Traubach, ni l'impatience non moins ingénue de la « délicieuse » Centa ne sont dignes du rang social de ces deux héroïnes.

Mais il y a dans le dernier roman de M. von Schlicht un personnage, d'extraction toute « démocratique, » dont il semble bien que

l'amusante figure ait séduit l'écrivain allemand plus encore que celles de la fille du général von Traubach et des deux officiers que se plaît à « allumer » simultanément cette « charmante enfant. » Jamais en tout cas je ne me souviens d'avoir rencontré dans toute son œuvre précédente un portrait plus soigneusement étudié, ni campé devant nous avec un relief plus vivant, que celui du fusilier Heinrich Tewsen, remplissant les fonctions d' « ordonnance » auprès de l'un des deux officiers dont je parlais tout à l'heure. Ce Tewsen a réussi, le plus facilement du monde, à « tourner la tête » de la grosse Marie, cuisinière de la générale von Traubach : mais, tout en se régalant des saucisses, cervelas, et autres « délicatesses » que lui vaut désormais, presque chaque jour, cette enviable conquête, il n'a pu s'empêcher d'apprécier les charmes, plus « distingués, » de la jolie femme de chambre de la générale ; de telle sorte qu'il accueille avec joie la mission d'aller porter une lettre chez les Traubach, un matin, à l'heure où la cuisinière a coutume de « faire son marché. »

Jamais jusqu'alors il n'avait trouvé l'occasion d'un entretien particulier avec la belle Anna : car, si stupide que fût sa Marie, ou plutôt en raison même de sa stupidité, il la savait férocement jalouse. Ce matin-là, peut-être allait-il avoir plus de chance ? Si bien qu'afin de produire plus sûrement une impression favorable sur la femme de chambre, il mit un soin exceptionnel à chacun des détails de sa toilette. Il commença par se laver à grande eau non seulement le visage, mais toute la poitrine ; après quoi il imprégna ses cheveux de pommade, et les brossa infatigablement. Devant un petit miroir de poche à demi brisé il étudia longtemps l'arrangement de sa calotte, appuya contre son nez l'index de sa main droite pour se bien convaincre que la cocarde se trouvait tout juste au-dessus de la pointe du nez, se donna du haut en bas un dernier coup de brosse, et se mit en chemin vers la maison du général, non sans avoir encore lancé un regard au miroir de poche.

Son pressentiment ne l'avait pas trompé. Anna est seule, et, très aimablement, l'invite à venir s'asseoir avec elle dans la cuisine, en attendant le retour de Marie. « Savez-vous bien, mademoiselle Anna, — lui dit le fusilier Tewsen avec des yeux pleins d'amour, — que j'aurais la plus grande envie de *pousser* un peu avec vous? » *Poussiren*, « pousser, » cela est encore un emprunt du langage populaire allemand à notre langue française ; et, sans être bien sûr du sens, j'ai l'idée que cela signifie quelque chose qui équivaut au *flirt* de chez nous dans la même proportion qu'à notre « délicatesse » celles d'outre-Rhin. Toujours est-il que Mlle Anna ne se montre aucunement scandalisée de la révélation de l'élégant fusilier. « Elle aussi, depuis

longtemps, elle admirait et désirait secrètement l'amoureux de Marie. Elle paraît réfléchir un instant, et puis elle répond :

— Ma foi, M. Tewsen, je ne serais pas éloignée de consentir à vous écouter ! Si peut-être dimanche prochain, le soir vers huit heures et demie, vous me faisiez l'honneur de venir avec moi au bal du *Cygne*, on causerait de tout cela. Mais il y a une chose que je dois vous dire tout de suite, M. Tewsen : c'est que, s'il vous arrivait d'être père, en ce cas, c'est vous qui auriez ensuite à vous occuper de l'enfant !

— A coup sûr, approuva-t-il, là-dessus vous pouvez être parfaitement tranquille ! Oui certes, mademoiselle Anna, naturellement, c'est moi qui aurais à m'occuper de l'enfant. Et j'ajoute que cela ne m'embarrasserait pas longtemps, et que j'aurais vite fait de trouver un imbécile à qui je pourrais mettre l'enfant sur les bras. Il y a, par exemple, dans ma compagnie, Meyer IV, un beau garçon, mais bête comme un porc. Il a de l'argent gros comme du foin : son père possède une grande ferme, et c'est seulement à cause de sa bêtise que Meyer n'a pas été en état de passer l'examen pour ne faire qu'une année. Il est si bête, voyez-vous, mademoiselle Anna, qu'il vous suffirait d'abaisser sur lui vos jolis yeux pour lui faire croire tout ce qu'il vous plairait. Mais un brave garçon, avec cela, ce Meyer, et l'enfant serait parfaitement heureux sous sa garde !

Puis, se redressant, d'un mouvement plein de fierté, Tewsen répéta :

— Soyez tout à fait sans inquiétude, mademoiselle Anna ! De l'enfant, c'est moi qui m'en occuperais, puisqu'aussi bien c'est moi qui en serais le père ! En un tour de main, je vous trouverais quelqu'un pour en endosser la charge !

Pleinement rassurée, la femme de chambre s'engage, de son côté, à une discrétion absolue vis-à-vis de la cuisinière Marie : car elle comprend assez que Tewsen ne saurait songer à rompre une liaison dont il retire autant de profit. « Soyez tranquille, lui dit-elle, jamais Marie ne saura rien ! » Les deux jeunes femmes n'ont-elles pas, à tour de rôle, leur dimanche de congé ? à tour de rôle elles iront se promener au bras du triomphant fusilier. Mais soudain l'entretien se trouve interrompu par le retour de Marie, toute chargée de paquets dont son galant « trésor » s'efforce aussitôt de la débarrasser, avec l'espoir d'y trouver quelque bon morceau.

Rudement, Marie le frappa sur les doigts pour l'obliger à lâcher ses paquets :

— A bas les mains ! lui dit-elle. Cela n'est pas pour toi, ce sont des choses pour la générale ! Ta nourriture, à toi, se trouve ailleurs. Tiens, je l'ai soigneusement préparée pour toi !

Et, pleine de tendresse, elle ajouta :

— Attends une minute, mon Heinrich, tu vas pouvoir te régaler ! Mais écoute, — murmura-t-elle dans l'oreille du fusilier, — arrange-toi pour

être en bonne amitié avec Anna, de manière qu'elle ne me dénonce pas auprès de Madame!

Bientôt les deux jeunes femmes s'empressent autour du soldat, remplissent son verre, le forcent à avaler ration sur ration. « Encore un peu de ce filet de porc, M. Tewsen! lui dit Anna. Un jeune homme de votre âge ne saurait prendre trop de forces! » Puis, lorsqu'il s'est rempli l'estomac jusqu'à en être malade, c'est dans ses vastes poches que ses deux admiratrices engouffrent ce qui reste de victuailles disponibles. Enfin Tewsen se relève et se reboutonne, non sans quelque peine. Tendrement il baise sa Marie sur la bouche, par manière d'adieu; et Anna aussi reçoit un baiser, « de façon à ne pas être tentée de dénoncer sa compagne. » Après quoi le fusilier Tewsen s'en retourne chez son maître, profondément heureux. « Il avait le ventre bourré, les poches de sa tunique et de son pantalon remplies de choses excellentes pour ses repas suivans; et, par-dessus tout cela, voici qu'il se trouvait maintenant en possession de deux « bonnes amies, » dont chacune lui tenait en réserve des plaisirs différens! »

Je n'ai montré là qu'un seul des multiples aspects de cette curieuse physionomie de soldat allemand; et j'aurais souhaité pouvoir citer encore, en particulier, le récit de la façon éminemment « cavalière » dont procède le fusilier Tewsen pour « passer » à son riche et stupide collègue, Meyer IV, la paternité de l'enfant issu de ses promenades dominicales avec la belle Anna. Mais je crains d'avoir déjà soumis à une trop forte épreuve l'endurance habituelle du lecteur français. Le fait est qu'il s'exhale de tous les actes et de toutes les paroles de ce Tewsen une étrange puanteur d'ordre tout spécial; et la même odeur comme de pourriture intérieure se dégage non seulement de l'âme des autres soldats évoqués devant nous par le baron von Schlicht, non seulement de celle des cuisinières ou femmes de chambre qui se disputent l'honneur de combler de vivres et d'argent ces bourreaux de leurs cœurs, mais aussi des âmes « aristocratiques » d'une Centa von Traubach ou d'un « lieutenant Mucki. » Pas une de ces âmes qui ne porte plus ou moins en soi quelque chose de vilainement dépravé et corrompu, un ulcère secret dont le contact répugnera toujours à nos narines françaises.

Sans compter que nous commettrions une injustice manifeste en reprochant trop exclusivement au peintre de ces fâcheuses figures l'atmosphère malodorante dont nous les sentons imprégnées. M. von Schlicht se borne à représenter exactement un monde qu'il connaît

mieux que personne, peut-être ; et je dirais volontiers que son seul tort est de connaître ce monde depuis si longtemps, de l'avoir si assidûment pratiqué et observé, que son propre goût naturel a désormais perdu le pouvoir d'en être offusqué. Car pour ce qui est du caractère et de la conduite de ses personnages, n'est-il pas vrai que ce qu'il nous en révèle aurait de quoi servir d'« illustration » aux jugemens plus généraux de M. Curt Wigand, tels que je les citais ici l'autre jour? N'est-ce point la même grossièreté et laideur morale, résultant d'un débordement sans contrainte des plus bas instincts de la nature humaine? Et l'impression dominante que nous éprouvons en face de ces personnages de M. von Schlicht ne se résume-t-elle pas dans le mot de « dégénérescence, » qui résumait également, comme on l'a vu, l'émouvant réquisitoire patriotique de M. Wigand? Que l'on confronte, par exemple, la figure du fusilier Tewsen avec l'image que nous nous étions toujours faite, jusqu'ici, du paysan ou du soldat allemand! L'horizon intellectuel n'a guère changé, — car il faut savoir qu'il n'y a pas jusqu'au « malin » Tewsen qui ne nous laisse deviner une profonde bêtise, dans les lettres qu'il écrit pour son propre compte ou pour celui de ses « bonnes amies : » — mais que sont devenues l'ancienne probité et l'ancienne rêverie, toutes les manifestations traditionnelles du *gemüth* germanique (1)? Et, semblablement, quel abîme entre l'ancien idéal de la vie allemande, dans les classes supérieures de la société, et celui qui inspire les différens membres de la famille von Traubach! Je ne parle pas simplement de l'égoïsme éhonté et quasi inconscient qu'attestait, tout à l'heure, l'attitude de la femme et de la fille du général en présence d'une nouvelle qui aurait fait bondir de joie le cœur de la Française la plus apathique : mais dans toutes les aspirations et dans toutes les jouissances de ces « raffinés, » quel triomphe écœurant de la « matière, » quelle platitude sensuelle et prosaïque, et combien tout cela nous transporte loin des touchantes peintures de Mme de Staël ! Comment s'étonner, après cela, de l'affirmation toute récente d'un rédacteur de la *Deutsche Rundschau*, assu-

(1) J'ajouterai que tous les jours, depuis deux mois, les journaux populaires allemands rapportent à leurs lecteurs émerveillés de nouveaux exploits accomplis, en Belgique ou chez nous, par de malins « héros » de l'espèce du fusilier Tewsen. Ce matin encore, le *Daily Mail* empruntait à l'un de ces journaux le récit de l'aventure de deux dragons westphaliens qui, se voyant surpris par un petit groupe de nos fantassins, « ont fait semblant de se rendre, » et puis, au moment où le sergent français s'approchait pour prendre les carabines qu'ils paraissaient vouloir lui livrer, lui ont fait sauter la cervelle et se sont enfuis. Le récit est intitulé : *Ein kühner Reiterstückchen*, « un ingénieux petit tour de cavaliers. »

rant que « l'on ne trouverait plus aujourd'hui en Allemagne 2 000 personnes dont l'esprit et le cœur fussent demeurés fidèles à l'ancien idéal de Gœthe, tout-puissant sur les âmes allemandes d'il y a encore cinquante ans ? »

« Dégénérescence, » telle est aussi, comme je le disais le mois passé, la conclusion qui ressort d'un roman de Carry Brachvogel, *Les Héritiers :* à cela près que, cette fois, l'auteur admet expressément l'infériorité intellectuelle et morale de l'Allemagne d'aujourd'hui vis-à-vis de celle de jadis, tandis qu'il paraît bien que M. von Schlicht, au contraire, regarde sa Centa von Traubach et son fusilier Tewsen comme des fruits d'une « culture » sensiblement supérieure à celle qui produisait naguère les Charlotte et les Gretchen, les chevaleresques héros de Schiller et les personnages délicieusement ingénus des idylles campagnardes de Frédéric Reuter. Après quoi, ainsi que je le disais encore, l'auteur des *Héritiers* se met en devoir de rechercher les causes de cette déchéance de la société allemande contemporaine ; et j'ajouterai tout de suite que la solution qu'il apporte au problème nous est d'avance suggérée par le titre de son roman. Les « héritiers », dont il nous expose l'émouvante destinée, ce sont précisément les pareils des von Traubach et des Heinrich Tewsen, comme aussi de ces officiers et de ces soldats que nous décrivait, l'autre jour, l'instructive brochure du capitaine Pommer. Ou, pour mieux dire, c'est toute la société allemande de maintenant qui se trouve contrainte à porter, sur ses faibles épaules, l' « héritage » de la victoire de 1870 ; et sous ce poids trop lourd, voici que, de plus en plus, elle perd pied et s'affaisse, — sauf pour elle à puiser un surcroît de vigueur factice dans l'abus d'excitans passagers et malsains !

Fils d'humbles artisan de la Westphalie, Karl Stackmann a eu la chance inespérée d'épouser la veuve d'un fabricant de couleurs dans la maison duquel son intelligence et son zèle lui avaient valu déjà de s'élever au rang de contremaître. Son mariage a eu lieu à la veille même de la campagne franco-prussienne ; et bientôt « l'élan colossal de prospérité et de développement industriels qui était né de la victoire des armées allemandes » a fait de lui quelque chose comme un « roi de la couleur, » l'un des plus riches et importans personnages de l'Allemagne nouvelle. Lui-même, cependant, s'est d'abord assez heureusement accommodé de sa brusque fortune, conservant parmi le luxe pompeux de son *palazzo* ses vertus natives d'énergie plébéienne, d'âpre ténacité, d'attachement aux croyances religieuses et aux scru-

pules moraux de sa race. Mais en vain il a tâché par tous les moyens à maintenir ces précieuses vertus dans l'âme de ses deux fils, Fritz et Oscar, destinés l'un et l'autre, malgré la profonde différence de leurs natures, à succomber misérablement sous le fardeau d'un « héritage » trop soudain de loisir et de bien-être, comme aussi, sans doute, d'un « héritage » trop écrasant d'orgueil national et de « culture » européenne. Fritz, l'aîné, tombe dans la plus basse crapule, et n'évite la prison qu'en s'enfuyant d'Allemagne. Et quant à son frère, Oscar, — le véritable héros du roman, — celui-là a beau s'être bourré la tête de littérature et de science : l'excès même de son « intellectualisme » non seulement le rend incapable de toute action personnelle, mais encore a pour effet d'empoisonner ou de tarir en lui toutes les sources de la joie de vivre. Aussi bien n'y a-t-il pas jusqu'au vieux Karl Stackmann qui, presque au terme de sa longue carrière de travail et de rigide discipline intérieure, ne finisse par subir l'influence de l'atmosphère de pourriture morale créée autour de lui par un « élan » trop « colossal » de « prospérité et de développement industriels. » Semblable au vieux romancier Gustave Freytag, dont je rappelais naguère ici la répugnante aventure amoureuse (1), il s'abandonne librement aux caresses d'une toute jeune femme; et l'auteur nous montre ce vieillard de plus de soixante-dix ans se réjouissant, au total, de la déchéance de ses deux fils, — dont les reproches auraient risqué de le troubler dans son tardif apprentissage de plaisirs sottement dédaignés depuis sa jeunesse !

Encore ne s'en faut-il pas de beaucoup que le vieux Stackmann se trouve à jamais empêché de connaître ces plaisirs. Au cours d'un dernier entretien avec son fils cadet Oscar, il avoue à celui-ci qu'il a su et complaisamment toléré, naguère, les relations amoureuses de son fils aîné avec une jeune nièce, élevée par charité dans sa maison. Indigné d'un tel aveu, Oscar lui crie au visage le mot d' « entremetteur, » si bien que le vieillard se jette sur lui. « Ce qu'il voulait n'était pas de le châtier, comme autrefois son Fritz. Non : il voulait écraser la bouche, le cerveau qui avaient trouvé l'odieuse parole. Oscar saisit les deux poignets levés contre lui. Muets et frémissans, les deux hommes luttaient, tous les deux envahis d'un puissant instinct qui leur faisait oublier leur situation réciproque et le reste des choses... Enfin un violent effort permit à Oscar de rejeter son père dans son fauteuil. Sans plus s'occuper de lui, il s'enfuit de la chambre. »

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1913.

Impossible de lire cette histoire des Stackmann sans être tenté de la comparer à l'aventure que nous raconte l'inoubliable *Étape* de M. Paul Bourget. De part et d'autre, nous assistons à la chute fatale de pauvres créatures humaines qui ont marché trop vite, négligeant de s'arrêter aux « étapes » qu'elles rencontraient en chemin : mais avec cette différence que, dans le roman de Carry Brachvogel, la chute des Stackmann n'est pas, comme dans l'œuvre française, une catastrophe isolée, individuelle, et dont la faute puisse être imputée seulement à ses pitoyables victimes. C'est la société allemande tout entière, à chacun de ses degrés, qui porte aujourd'hui la peine de son excès de hâte ; et, au-dessus comme au-dessous de la famille des Stackmann, il n'y a peut-être pas en Allemagne une seule famille où le romancier n'aurait eu de quoi nous montrer des symptômes analogues de « dégénérescence » intellectuelle et morale, résultant de la même cause qui a entraîné, selon lui, la ruine tragique des deux fils de l'austère et robuste fabricant de couleurs.

Des « héritiers, » ou, plus exactement encore, de modestes petits bourgeois qui se trouvent avoir gagné un gros lot : tels nous apparaissent ces Allemands qu'un immense coup de fortune imprévu a brusquement transformés, depuis bientôt un demi-siècle, en une nation de vainqueurs et de maîtres du monde. Quoi d'étonnant que, enivrés par leur chance, ils aient laissé grandir en eux, d'année en année, ce fol orgueil national dont je parlais tout à l'heure, et qui me semble bien avoir eu pour résultats, à son tour, la plupart des travers ou des vices que s'accordent à nous signaler, comme on l'a vu, des écrivains aussi différens que le capitaine Pommer, M. Curt Wigand, et Carry Brachvogel? J'ai trouvé tout justement, dans *Les Héritiers*, un témoignage bien caractéristique de cet orgueil improvisé d'une race à laquelle on aurait plutôt reproché, jusque-là, de nourrir trop de respect pour les « cultures » étrangères. Le jeune « intellectuel » Oscar Stackmann, au sortir de l'Université, est venu compléter en Italie sa formation spirituelle; et voici les impressions que fait naître en lui le spectacle de Rome :

Il montait toujours plus haut, jusqu'à l'endroit où, en pleine lumière de midi, se déployaient devant lui les puissantes ruines du palais d'Adrien. Là, tout était si énorme, si surhumain et cyclopéen, qu'il se sentait envahi d'une inquiétude, changée bientôt en une profonde angoisse. C'était comme si la colonne d'air qu'il avait à supporter était brusquement devenue une colonne de bronze. Il lui semblait que des mains de géans

invisibles s'appesantissaient sur ses épaules, et que derrière lui, sortant des galeries ensoleillées du Palatin, s'avançait vers lui le pas rampant de la Louve.

Tout ce qu'il avait lu et appris concernant Rome, tout ce qu'il en avait rêvé et espéré, s'écroulait à présent comme un misérable tas de cendres...

Il comprenait maintenant ce qui avait causé la perte des Hohenstaufen. Ils n'avaient point péri parce qu'ils avaient osé s'attaquer au pouvoir des papes ; c'était Rome même qui les avait anéantis, ce monde latin dont l'atmosphère était pour eux aussi irrespirable que s'ils avaient eu à vivre sur les sommets de l'Himalaya... Et aujourd'hui encore ce monde était prêt à anéantir leurs descendans : il dévorait sans pitié quiconque se risquait à l'approcher. Ne suffisait-il pas de voir les troupes nombreuses d'étrangers, et surtout d'Allemands, qui, lui ayant donné leur cœur en pâture, espéraient ingénument retirer de cette offrande une force nouvelle?...

Avec la vigueur victorieuse d'une race encore toute fraîche, Oscar se mettait en défense contre ce danger. Non, il ne céderait pas à la louve romaine ce qu'il y avait en lui de plus intime et de plus profond!... Il aurait voulu écraser sous ses pieds la pierre rouge sur laquelle, jadis, avaient coutume de s'agenouiller les empereurs allemands. Désormais les hommes de sa race devaient se tenir debout en face de Rome, sans autre pensée que de lui ravir le secret qui, durant les siècles, lui avait permis de vaincre le monde et de le dominer. Tout ce qui, jadis, s'était abaissé sur cette pierre rouge, il le sentait maintenant se redresser, triomphalement. Il lui semblait éprouver en soi tout le souffle puissant d'un peuple entier qui avait enfin réussi à secouer l'ancienne emprise de l'Ouest et du Sud, et qui, maintenant, avec une énergie inspirée, levait fièrement son regard vers des cieux nouveaux, où déjà commençaient à se refléter les incendies de lointains ennemis inconnus.

Ces « incendies, » — que l'auteur nous annonçait sans nous dire s'ils seraient allumés ou simplement subis par les futurs ennemis de la race allemande, — nous voyons depuis deux mois de quelle manière les compatriotes d'Oscar Stackmann sont en train de les répandre tout au long de leur passage, dans l'enivrement funeste d'un orgueil qui, non content de les aveugler sur leur véritable valeur, les porte encore à tenir pour légitimes les plus folles impulsions de leurs instincts grossiers, librement déchaînés. Et tandis que, suivant toute apparence, le plus grand nombre des incendiaires de Louvain et de Dinant, de Senlis et de Reims, ne procèdent à leur œuvre de dévastation que sous la seule influence de cette « joie de nuire » dont nous parlait, l'autre jour, M. Curt Wigand, il nous est curieux d'apprendre que plus d'un parmi eux, — à l'exemple du jeune « intellectuel » dressé en face de l'ancienne Rome avec « la vigueur victorieuse d'une race toute fraîche, » — aspirent vraiment à venger sur nous la honte

séculaire d'une trop docile soumission des âmes allemandes à notre « culture » latine. Décidément Henri Heine ne s'était pas trompé, ou plutôt l'étudiant « vieil-allemand » qui, un soir, dans une brasserie de Gœttingue, affirmait au poète de l'*Intermezzo* qu'un moment viendrait où l'Allemagne s'aviserait enfin de demander raison aux Français « de la mort de Conradin de Hohenstaufen, décapité par eux à Naples il y avait sept siècles. » Dans l'enivrement de son orgueil, l'Allemagne « qui n'oublie rien » a cru le moment venu où rien ne pouvait plus l'empêcher de « régler » avec nous ce vieux « compte-» là, et vingt autres pareils. N'entendions-nous pas, hier encore, des Oscar Stackmann de toute catégorie, une légion bruyante de *privat-docent* ou de « conseillers secrets, » revendiquer fièrement pour la politique, pour l'industrie, pour la science allemandes le privilège d'avoir désormais « ravi à Rome le secret qui jadis lui avait permis de dominer le monde ? »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il est impossible, en ce moment, de parler d'autre chose que de la guerre et il l'est aussi de le faire aussi complètement qu'on le voudrait, car les nouvelles qui nous sont données par les communiqués officiels sont, comme on le sait, de la plus grande brièveté. Peut-être y a-t-il là quelque exagération de laconisme, mais comme le défaut contraire aurait encore bien plus d'inconvéniens et qu'il est difficile de rester dans la juste mesure, prenons ce qu'on nous donne sans demander davantage. Nous avons dit déjà que les journaux anglais étaient plus abondamment renseignés que les nôtres et nous pouvons sans doute profiter de leurs renseignemens, mais non pas toujours en faire profiter nos lecteurs : ce serait nous exposer aux ciseaux de la censure. Il n'est pas un journal, même parmi les plus prudens, qui ne subisse des suppressions, marquées dans leurs colonnes par de nombreuses et quelquefois de longues taches blanches. Se soumettre à ce régime est un devoir et nous nous y soumettons. Combien de fois cependant n'avons-nous pas éprouvé le sentiment que le comte Albert de Mun, en commençant son dernier article, publié après sa mort dans *l'Écho de Paris*, exprimait ces termes : « Vrai ! Il faut avoir comme moi la confiance chevillée dans l'âme pour résister au régime des communiqués. » Comme lui, nous avons la confiance chevillée dans l'âme et si fortement même que des revers provisoires ne l'en feraient pas sortir.

Rien, d'ailleurs, ne fait prévoir des accidens de ce genre. La chute d'Anvers, dont la nouvelle est venue nous frapper pendant que nous écrivions, est un grand malheur, une grande douleur; mais elle ne changera pas le dénouement de la guerre. La situation générale reste satisfaisante. Si on la compare à ce qu'elle était il y a un mois, le progrès est trop sensible pour que nous n'y trouvions pas un encouragement. Il y a un mois, nos armées avaient battu en retraite

depuis Mons et Charleroi jusqu'à la Marne. La sécurité de Paris n'était rien moins qu'assurée. Elle était menacée par la marche rapide, audacieuse, téméraire du général von Kluck dont le canon retentissait déjà à nos oreilles. Aujourd'hui nous sommes revenus tout près de la frontière belge, dans le voisinage de la mer du Nord. C'est le moment qu'a choisi M. le Président de la République, et il a eu raison, pour rendre à nos armées une visite qui, dit-il dans sa lettre au ministre de la Guerre, a été « profondément émouvante. » Elle lui a permis de constater chez nos soldats « les impérissables vertus militaires qui ont fait, depuis de longs siècles, la force de notre race et la grandeur de notre pays. » Il a reconnu dans ces troupes magnifiques la « synthèse vivante de l'énergie nationale. » Il a indiqué et mis en relief la qualité maîtresse à laquelle elles devront la victoire, « qui ne sera pas seulement le prix de la bravoure, mais celui de la persévérance et de la ténacité. » Ce sont là, en effet, les vertus essentielles du soldat moderne. M. Poincaré, après avoir visité le général Joffre dans son état-major, est allé voir le général French dans le sien. Le télégramme qu'il a adressé au roi d'Angleterre et celui qu'il en a reçu sont une nouvelle manifestation de la solidarité des deux armées, solidarité qui ne tient pas seulement à la communauté des intérêts : elle a une base non moins solide dans la réciprocité de l'estime et de la confiance. Anglais et Français sont vraiment frères d'armes. Ils combattent pour la même cause qui est celle de la civilisation et de la liberté. Nous parlons de la liberté des nations et de leur indépendance auxquelles l'Allemagne, domestiquée par la Prusse, prétend imposer le poids étouffant de son hégémonie. Quant à la civilisation, elle est sans doute mieux représentée par les descendans de ceux qui ont construit la cathédrale de Reims que par les barbares qui l'ont incendiée. La victoire allemande, si le malheur voulait qu'elle se produisît, serait un recul de l'humanité. Nous recommandons à ceux qui pourraient en douter encore, la lecture de la belle lettre que M. Émile Boutroux, un des hommes qui connaissent le mieux l'Allemagne, nous a fait l'honneur de nous écrire et que nous reproduisons en tête du présent numéro de la *Revue*.

S'il est impossible de suivre les mouvemens militaires dans leurs détails, il faut cependant indiquer le caractère général qu'ils ont dans l'ensemble. Ce caractère leur est donné par les procédés de la guerre moderne et par les dernières manœuvres stratégiques. Avant l'ouverture des hostilités, on raisonnait beaucoup sur ce que devaient être désormais les procédés de la guerre, mais, quelque vraisemblables

que fussent les hypothèses auxquelles on se livrait, l'épreuve seule devait montrer dans quelle mesure elles se trouveraient conformes à la réalité. Napoléon a dit, dans des pages admirables qu'il a consacrées à commenter les *Commentaires* de César, qu'il n'y a rien de nouveau à la guerre, sauf les armes qui portent plus ou moins loin, font plus ou moins de ravages, et modifient par là les conditions de la tactique sur le champ de bataille, sans changer les principes de la stratégie. Les fusils et les canons portent dix fois plus loin qu'autrefois et la rapidité du tir a plus que décuplé. Dès lors, comment s'étonner que les fronts de bataille occupent une étendue qui est aussi beaucoup plus considérable ? Les plus grandes batailles d'autrefois paraissent mesquines à côté de celles de maintenant. Il fallait y déployer autant de génie, car les proportions ne font rien à la chose, et autant de courage, quoique ce courage eût une autre forme ; mais il était difficile de se rendre bien compte, avant d'en avoir fait l'expérience, de l'immense quantité d'hommes dont on aurait besoin pour remplir les intervalles sur un front aussi démesuré.

Ces masses numériques, si elles ne sont pas absolument une nouveauté, ont changé l'allure des batailles et les ont malheureusement rendues plus meurtrières. Nous avons dit que le courage se manifestait aujourd'hui autrement qu'autrefois. Autrefois, en effet il consistait à se jeter en avant et à faire des charges héroïques : il consiste à présent à subir sans broncher sous le feu, — et quel feu ! — aussi longtemps que le commandement le juge nécessaire, les coups d'un ennemi lointain et invisible. On disait autrefois de l'infanterie qu'elle était la reine des batailles : aujourd'hui, c'est plutôt à l'artillerie qu'on attribuera cette qualité. Les batailles auxquelles nous assistons sont d'immenses combats d'artillerie. Pour toutes ces raisons, le soldat, qui autrefois se contentait pour se dissimuler de se servir du terrain tel qu'il était, fait maintenant davantage ; il se met sous terre. Il quitte un moment le fusil pour prendre la pelle et la pioche et creuse des fossés, des retranchemens dans lesquels il se met à couvert. Et cela non plus n'est pas absolument une nouveauté, car il n'y en a pas à la guerre plus qu'ailleurs, mais jamais le procédé ne s'était généralisé comme nous venons de le voir et n'avait pris un développement aussi prodigieux. Pourquoi ne pas le dire ? Les Allemands se sont montrés du premier coup des maîtres consommés dans ce nouveau système de guerre, qui a été évidemment chez eux le résultat de mûres réflexions, de longues études, d'une préparation très attentive, très prévoyante. Après avoir perdu la bataille

de la Marne, ils ont battu en retraite avec une précipitation qui n'a pas été exempte de quelque désordre, mais ce désordre a été de courte durée, car ils savaient fort bien où ils allaient ; ils avaient préparé, machiné d'avance la ligne de défense où ils s'étaient proposé de s'arrêter. C'est alors qu'a commencé sur l'Aisne cette seconde bataille, qui dure depuis un mois et n'est pas encore terminée au moment où nous sommes. On était surpris autrefois par l'offensive de l'ennemi, on l'est aujourd'hui par sa défensive ; mais la surprise est d'une autre sorte : elle oblige à s'armer de patience. Au lieu de livrer une bataille dans l'ancienne acception du mot, nous avons à faire un siège, et un siège aussi interminable par l'étendue du front assiégé, que par la durée de la résistance. Les Allemands ne se sont pas contentés de le soutenir derrière leurs fortifications improvisées : ils ont fait des sorties fréquentes, presque continuelles, auxquelles ils ont apporté un acharnement furieux, mais qui ont été presque toujours repoussées. Ils se terraient alors dans leurs retranchemens, pour recommencer bientôt. Inutile de dire que nous avons profité de leur exemple et que nous nous sommes, nous aussi, couverts de retranchemens dont nous étions toujours prêts à nous élancer, soit pour refouler l'ennemi, soit pour l'attaquer. Mais la situation ne changeait guère, et on pouvait même se demander si elle changerait jamais. Les jours, les semaines passaient. On se faisait une guerre d'usure : une armée cherchait à épuiser l'autre par les fatigues qu'elle lui imposait ; malheureusement, elle se les imposait aussi à elle-même. Le souvenir des lignes de Torrès-Vedras revenait à la mémoire. La différence est que ces fameuses lignes n'avaient que quelques kilomètres de long, tandis que celles de l'Aisne en avaient plusieurs centaines. La ressemblance était dans le fait que, comme les Anglais à Torrès- Vedras, les Allemands et nous pouvions nous ravitailler indéfiniment en vivres et en munitions. A moins d'un hasard favorable, on n'apercevait pas la fin de cette guerre de siège, qui n'est pas celle dont notre caractère national s'accommode le mieux.

Le seul moyen d'en sortir était une manœuvre stratégique de grande envergure. Quand on a pu supposer que l'ennemi était suffisamment fatigué, nous avons vu se dessiner cette manœuvre, qui consistait à déborder son aile droite et à menacer par derrière la ligne de défense qu'il avait si fortement établie et si obstinément défendue. L'ennemi ne pouvait pas laisser couper sa ligne de retraite et de ravitaillement : s'il risquait de la perdre, il devait reculer. Ici nous

entrons dans les faits du jour : il s'agit d'une opération qui n'est pas terminée, nous serons donc très bref. Mais il ne peut y avoir aucun inconvénient à dire ce que tout le monde voit. A mesure que nous remontions de l'Ouest vers le Nord, l'ennemi allongeait son front de bataille et remontait avec nous pour nous faire face. Poursuivant notre manœuvre, nous montions encore : il continuait de monter aussi. Peu à peu, le combat se ralentissait sur le reste du champ de bataille, au centre surtout : évidemment, l'ennemi puisait là des hommes pour les porter sur un nouveau front et nous faisions de même. Il semblait qu'une immense pompe aspirante attirât les deux armées, d'abord dans la direction de l'Oise et de la Somme, puis aux sources de l'Escaut, puis plus au Nord encore. On a signalé enfin d'importantes masses de cavalerie allemande du côté d'Armentières. D'où venaient-elles? De Belgique sans doute. Que couvraient-elles? Qu'annonçaient-elles? On ne le sait pas, on ne nous le dit pas encore. Quoi qu'il en soit, la bataille principale s'est complètement déplacée; elle n'est plus sur l'Aisne, bien qu'on continue de s'y battre, ni sur la Meuse où la vigueur du combat s'est à peine ralentie. Elle est sur un point difficile à déterminer exactement entre Lille, Armentières, Maubeuge, et aussi du côté de Roye où l'ennemi essaie visiblement de rompre et d'enfoncer notre ligne. C'est sur ces points que tous les regards se portent. La bataille s'y poursuit avec acharnement, et rien n'est plus naturel, car les conséquences de la victoire ou de la défaite seront très graves, sans toutefois être décisives. Il n'est pas douteux que les deux armées se sont ménagé, ont préparé derrière elles de nouvelles lignes de défense, où elles prolongeront la lutte avec la même obstination dont elles viennent de donner la preuve éclatante. La conclusion est que la guerre sera longue et que M. le Président de la République a eu grandement raison de dire que la victoire sera « le prix de la persévérance et de la ténacité. »

Mais quelle guerre ! Du côté allemand, elle continue d'être atroce. On cite tous les jours des exemples nouveaux de la férocité sauvage qui fait vraiment de nos ennemis ceux de l'humanité elle-même. Parmi les documens tombés récemment entre nos mains, on a trouvé un journal de route dans lequel un officier du 178e régiment d'infanterie (12e corps d'armée saxon) écrivait ses impressions au jour le jour : et c'est, soit dit en passant, un trait curieux de la psychologie allemande que cette démangeaison d'écrire qu'éprouvent et à laquelle cèdent tous les soirs les officiers d'une armée pourtant si occupée. Les nôtres croient avoir mieux à faire, ne fût-ce que de dormir quand ils le peuvent. Il faut

rendre aux officiers allemands la justice que, dans leurs écritures, ils sont véridiques : ils les rédigent pour eux, pour leurs familles, pour l'histoire peut-être, sans se douter qu'elles peuvent arriver à une autre adresse. Nous serons aussi indiscrets que nos journaux qui ont reproduit les courts, mais vifs récits de l'officier saxon. Le 17 août, il est en Belgique et il écrit : « Je visite le petit château qui appartient à un secrétaire du roi des Belges. Nos hommes se sont conduits comme des vandales. D'abord on a pillé la cave et on y a tout bouleversé. On a même fait des tentatives d'effraction sur le coffre-fort. Tout est pêle-mêle : de magnifiques meubles, des soieries, des porcelaines brisées. Nos hommes ont emporté un tas de choses inutiles, pour le simple plaisir de piller. » L'officier saxon, lui, a des instincts moins sauvages, mais aussi moins désintéressés : il ne pille pas pour le simple plaisir de le faire. « Moi-même, dit-il, je n'ai pu m'empêcher d'emporter parci par-là de petits souvenirs. J'ai trouvé un superbe imperméable et un appareil photographique que je destine à Félix. » Heureux Félix ! Heureux officier qui sera désormais à l'abri de l'humidité ! Mais ce ne sont là que des peccadilles et il y a mieux, beaucoup mieux : notre officier saxon en est lui-même par momens effarouché. Le 23 août, sa compagnie est canonnée et se replie. « Nos hommes, lisons-nous, disent qu'ils ne peuvent plus avancer parce que les francs-tireurs les fusillent des maisons. On s'empare des soi-disant francs-tireurs et on les place sur trois rangs pour qu'un même coup de fusil abatte trois hommes à la fois. Nous prenons position le long de la Meuse. Nos hommes se sont comportés comme des vandales (encore !) Tout a été bouleversé. Le spectacle des cadavres des habitans tués défie toute description. Il ne reste plus une seule maison debout. Nous retirons de tous les coins les survivans les uns après les autres et on fusille en bloc, hommes, femmes et enfans trouvés dans un cloître qui a été incendié. » Le 26 août, la colonne arrive dans d'autres villages : « La population, écrit notre homme, avait averti les Français du passage de nos troupes, aussi mettons-nous le feu au village après avoir fusillé le curé et quelques habitans... Nous franchissons la frontière française et cantonnons à Guy-d'Ossus. Le village est en feu ; cette pittoresque petite commune a été incendiée, bien qu'innocente. Un cycliste, en tombant, avait fait partir son fusil. Il prétend aussitôt qu'on avait tiré sur lui. Là-dessus on a jeté tous les habitans dans les flammes. De telles horreurs ne se reproduiront plus, je l'espère. A Leppes, on a tué 200 habitans, parmi lesquels il devait se trouver des innocens. A l'avenir, on devra procéder à une enquête et établir la

culpabilité des gens avant de les fusiller. » Et ce n'est pas tout, mais il faut se borner. Aussi bien, en voilà assez de ces horreurs ! L'officier qui les avoue, en a vaguement honte, traite à plusieurs reprises ses soldats de vandales, et néanmoins participe au pillage des maisons, n'est pas exempt de quelque mélancolie. La peur le prend et, se trouvant, le 22 septembre, à Anifontaine, il écrit : « Je suis convaincu que ce pays-ci nous servira de tombeau. » Peut-être a-t-il dit vrai en ce qui le concerne, puisque son carnet de marche est passé de ses mains dans les nôtres.

Si la guerre met cruellement à nu les plus mauvais instincts de la bête humaine, elle développe aussi chez l'homme civilisé les plus hautes qualités du cœur, exalte le patriotisme, pousse au sacrifice de soi-même et, dans un grand pays, réalise, au moins pour un moment, l'union de tous dans une même pensée et un même sentiment. C'est alors que la générosité foncière d'une race se retrouve et se manifeste. La mort du comte Albert de Mun vient d'en donner un exemple de plus. Il n'y a peut-être pas eu en France, dans notre génération, une âme plus noble que la sienne, servie par une éloquence plus généreuse. Portant pour lui-même le désintéressement à ses dernières limites, la chaleur de ses convictions imposait à tous le respect et sa bonne grâce la sympathie. C'est de lui surtout qu'on pouvait dire qu'il avait des adversaires, mais non pas d'ennemis. Grâce à cet ensemble de qualités, il s'était fait au Palais-Bourbon une situation particulière. Royer-Collard disait à Martignac : « La Chambre est vaine de vous. » Il y avait quelque chose de cela dans le sentiment que M. de Mun inspirait à la Chambre actuelle, si différente pourtant de celles de la Restauration. Si M. de Mun était mort à un moment ordinaire, sa disparition aurait été un deuil pour le Parlement ; aujourd'hui, elle en a été un pour la France entière, parce que, depuis quelques semaines, elle s'était accoutumée à entendre tous les matins sa voix s'élever dans un journal et qu'elle prenait volontiers cette voix pour la sienne. Elle y retrouvait, dans une langue chaude et sonore, ce qu'elle pensait, ce qu'elle sentait, ce qu'elle espérait surtout, et elle avait, en quelque sorte, adopté M. de Mun pour son interprète. Aussi sa mort a-t-elle servi une fois de plus à manifester l'union de tous les partis dans la seule religion qui n'a pas d'infidèles, celle de la patrie. Ce n'est pas seulement M. le président de la République qui a tenu à exprimer ses sentimens de condoléance à la famille du défunt : il n'est pas jusqu'à M. Vaillant, ancien membre de la Commune, qui ne s'incline aujourd'hui devant le cercueil de M. de Mun. « Dans l'effort commun de

salut public, écrit-il, ce n'est plus de l'histoire politique des partis, mais de la défense nationale qu'il s'agit. » On a vu, il y a un moment, ce que la guerre peut déchaîner d'appétits monstrueux et de fureurs sanguinaires dans une race violente et grossière : nous aimons à détourner les yeux de ce spectacle pour constater ce qu'elle peut faire de bien dans une race supérieure. Notre souhait le plus ardent est qu'après la guerre, il reste quelque chose de la paix qu'elle a fait régner entre les cœurs français.

Revenons aux opérations militaires; nos esprits ne peuvent d'ailleurs pas s'en détourner longtemps; nos destinées sont l'enjeu de leurs combinaisons. Nous avons dit ce qu'elles avaient été en France et le point autour duquel elles se développent aujourd'hui. Mais elles ne sont pas isolées, elles se rattachent étroitement aux opérations correspondantes qui se poursuivent en Belgique. On ne saurait exagérer la reconnaissance que nous devons aux Belges et à leur Roi. Ce dernier, qui s'était déjà attiré l'estime de l'Europe par la conscience scrupuleuse qu'il mettait à l'accomplissement de ses devoirs, a manifesté tout d'un coup des qualités encore plus hautes, celles qui dans l'histoire ont été l'honneur des grands chefs d'État et des grands chefs d'armée, et il n'y a pas à douter que ces qualités viennent du cœur. Le roi Albert a été, à Anvers, l'âme de la résistance; et il a lutté jusqu'au bout. Malgré cet effort, Anvers a succombé : l'héroïsme ne suffisait pas pour le sauver. Nous avons fait, l'Angleterre et nous, tout ce qui était possible pour lui porter secours : les renforts que nous avons envoyés n'ont pas suffi. C'est le samedi 10 octobre que la nouvelle de la chute d'Anvers est arrivée à Paris : elle y a produit une émotion, une affliction profondes. La Belgique n'avait pas mérité cela! Nous nous sommes sentis atteints par le coup qui la frappait, et nous nous sommes demandé avec inquiétude quelle était la portée militaire de l'événement. Qu'était devenu le roi Albert? Avait-il été fait prisonnier? L'armée qui défendait Anvers avait-elle été obligée de se rendre? Le matériel de guerre que la ville renfermait était-il tombé entre les mains de l'ennemi? Grâce à Dieu, rien de pareil n'était arrivé. Le Roi, l'armée avaient pu gagner la campagne dès le début du bombardement, avec armes et bagages. Ce qu'on avait été obligé d'en laisser dans la ville avait été en partie détruit. L'effet moral de la chute d'Anvers reste infiniment douloureux, les conséquences matérielles sont très atténuées. L'armée allemande occupe la place, mais on ne voit pas bien ce qu'elle pourra en faire : en tout cas, elle continuera de trouver une armée belge libre de ses mouvemens devant elle, aussi

intrépide, aussi résolue que jamais. Que de grands exemples les Belges nous ont donnés et nous donneront certainement encore ! Ce n'est pas seulement à la guerre qu'ils ont repoussé les assauts de l'Allemagne ; il ne leur a pas fallu moins de caractère pour repousser les tentatives insinuantes de sa diplomatie. On sait aujourd'hui, par de récentes publications, les propositions qui ont été faites par l'Allemagne à la Belgique pour l'amener à ne pas prolonger sa résistance. Ne l'avait-elle pas soutenue assez longtemps? N'avait-elle pas fait, et largement, tout ce que l'honneur exigeait ? Certes, la Belgique aurait pu se laisser tenter par ses suggestions insidieuses, car la prolongation de la guerre sur son territoire meurtri et piétiné est pour elle une souffrance cruelle. Mais elle n'en a rien fait. Bien qu'elle n'ait pas signé la Déclaration de Londres, elle se sent liée à l'Angleterre, à la France, et à la Russie dans la lutte qu'elles poursuivent en commun. Qui pourrait songer à séparer son sort de celui de ses alliés lorsque la Belgique, au milieu du sang et des flammes, continue fidèlement et fièrement à confondre le sien avec le leur ? Il lui a été donné de se montrer aussi grande dans l'ordre politique que dans l'ordre militaire. et, quelque belle que soit son histoire, au cours de laquelle elle a résisté victorieusement à tant de tyrannies diverses, elle en écrit aujourd'hui la page la plus glorieuse.

Regardons maintenant vers l'Est ; nous sommes solidaires de la Russie comme de la Belgique ; les succès des Russes sont les nôtres comme le seraient leurs revers s'ils en avaient, mais les nouvelles qui nous viennent de leur côté sont, en ce moment, très bonnes. La guerre est rude aussi pour eux, car ils ont affaire à deux adversaires à la fois, l'Allemagne et l'Autriche, mais les ressources dont ils disposent leur permettent de pourvoir à une double résistance. Résistance n'est pas assez dire : les Russes attaquent, ce sont les Allemands et les Autrichiens qui résistent et heureusement ils le font mal. Nous avons parlé, il y a quelques jours, des nouveaux succès que les Russes avaient eus sur les Autrichiens : ils en ont, depuis lors, remporté un autre sur les Allemands, et ce n'est pas le moins méritoire des deux, car il a été le plus difficile et le plus disputé. Il fallait s'attendre à ce qu'il le fût. Peut-être, au début de la campagne, nos alliés Russes ne l'avaient-ils pas suffisamment fait. Avec leur courage impétueux, ils étaient, sous les ordres du général Rennenkampf, entrés dans la Prusse orientale et avaient poussé une pointe hardie jusqu'à Kœnigsberg. Rien n'a résisté à leur premier élan. Ils avaient devant eux des troupes allemandes de la landwher qui ont été

brisées par le choc, mais qui se sont assez rapidement reformées et ont pris à leur tour l'offensive. Elles étaient commandées par le général de Hindenburg, dont les premiers succès ont causé en Allemagne un immense enthousiasme : le général de Hindenburg était devenu un héros. Il avait pénétré dans la Pologne russe et occupé une partie de son territoire, notamment les gouvernemens de Souvalki et de Lomza. La fortune paraissant les favoriser sur ce point, les Allemands y ont porté tout leur effort. Des troupes nouvelles y ont été envoyées et finalement le passage du Niémen a été tenté. Mais les Russes s'étaient ressaisis, et les Allemands ont rencontré une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ils ont été défaits à Augustow ; la Pologne russe a été complètement expurgée de leur présence et le général Rennenkampf a commencé contre eux une poursuite qui, cette fois, a été heureuse. Le grand-duc Nicolas, général en chef de l'armée russe, a adressé à M. Millerand, en le priant d'en faire part au général Joffre, un télégramme lui annonçant sa victoire, et le général Joffre a été heureux d'envoyer, au nom de l'armée française, de chaudes félicitations à l'armée russe et à son chef. C'est là un succès dont nous devons en effet grandement nous réjouir, car il place l'armée russe, déjà victorieuse des Autrichiens, dans une situation militaire excellente. Rien toutefois n'est encore décisif. Notre propre expérience nous a appris ce que les Allemands savent faire, avec quelle habileté, avec quelle ténacité ils s'accrochent au terrain et s'y enfouissent même pour se défendre après un échec. Nos alliés russes doivent s'attendre aux mêmes difficultés que nous, mais ils sont en nombre pour y faire face. Chez eux surtout, encore plus que chez nous, on parle de millions d'hommes comme on faisait autrefois de cent mille et le réservoir où on les puise paraît être intarissable. De leur côté, la guerre ne fait que commencer, car jusqu'ici leur mobilisation n'était pas terminée; peut-être ne l'est-elle jamais en Russie d'une manière complète, précisément parce qu'il y a toujours d'autres hommes à lever; mais elle est assez avancée pour que l'Empereur Nicolas soit venu prendre le commandement de l'armée. C'est là un fait significatif et qui annonce des événemens importans. L'Empereur a établi son quartier général à Brest-Litovsk, en arrière de Varsovie. Sous la direction de généraux habiles et résolus, sa présence exercera sur ses troupes une influence puissante et on peut s'attendre à une accélération prochaine dans la marche des Russes vers l'Ouest.

En dehors des opérations militaires qui, à l'Est de l'Europe,

prennent une allure favorable à nos alliés, un événement qui vient de se produire dans l'ordre politique peut contribuer aussi à faire pencher davantage la balance de leur côté. Le roi Charles de Roumanie est mort. Les Roumains doivent à sa mémoire respect et reconnaissance, car son long règne leur a été propice. Ce Hohenzollern, greffé sur un tronc latin, a été un bon roi. Il a fait preuve d'un esprit sensé, appliqué, éminemment pratique. Il a respecté les idées, les mœurs, les institutions du pays qu'il avait été appelé à gouverner. Il a été pour quelque chose dans ses développemens matériels et n'a pas contrarié son développement moral. Quant à la politique extérieure, ses sujets se reposaient sur lui, avec confiance, du soin de la conduire. Il en a été ainsi jusqu'à ces derniers temps. Tout d'un coup, au milieu de la crise actuelle, un désaccord s'est produit. Quelque intelligent qu'il soit, il est rare qu'un souverain étranger ne reste pas un étranger et les Roumains se sont aperçus que le roi Charles était resté un Allemand. Leur intérêt était du côté de la Triple-Entente : les sentimens du Roi étaient ailleurs. Que serait-il arrivé, s'il avait continué de vivre? Nous l'ignorons, et il est inutile de le rechercher. Quoi qu'il en soit, sa mort rendra à la politique roumaine une liberté à laquelle son autorité, qui était grande, apportait quelque entrave. Comment le gouvernement roumain en usera-t-il? On le saura bientôt; mais il est permis de dire que l'Autriche a perdu un ami au moment où elle avait le plus grand besoin de le conserver.

De cet ensemble d'événemens militaires et politiques, résulte une situation qui est de nature à inspirer des réflexions sérieuses aussi bien aux Allemands qu'aux Autrichiens. En ont-ils l'impression? Leurs journaux n'entrent pas en France, et nous ne les connaissons que très incomplètement par de rares citations qu'en font quelquefois d'autres journaux étrangers. Il semble bien, à les lire, que la confiance du début soit atténuée, bien que l'arrogance reste la même. Les journaux allemands les plus graves commencent à avouer que la tâche est laborieuse, difficile, et qu'il faut s'attendre à ce qu'elle soit longue. Mais, si elle est longue, qu'arrivera-t-il? L'état-major allemand avait compté surtout, pour assurer le succès de son plan, sur la foudroyante rapidité de son exécution. On a beaucoup cité, dans la presse, la conversation si intéressante que sir E. Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, a eue avec le ministre des Affaires étrangères, M. de Jagow, à la veille de la déclaration de guerre : nous n'en reproduirons qu'un court fragment. Cherchant à justifier la violation de la neutralité belge : « C'est pour nous, a dit M. de Jagow,

une question de vie ou de mort, » et cette expression a été reprise un peu après par le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg. Il fallait aller vite, et, vouloir forcer la frontière française, hérissée de forteresses, aurait amené « une grosse perte de temps. Cette perte de temps, continue le ministre, aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité, voilà le maître atout de l'Allemagne ; celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. » On ne saurait refuser aux hommes d'État allemands l'art des formules lapidaires qui enferment beaucoup de sens en peu de mots. Nous regrettons qu'ils ne nous aient pas dit quel était le maître atout de la France. Ils ne nous l'auraient pas appris, mais nous aurions trouvé piquant de le tenir de leur bouche. Ils avaient sans doute quelque estime pour nous, puisqu'ils ne reculaient, pour être plus certains de nous battre, devant aucune violation du droit des gens. Ils n'avaient un sentiment contraire que pour la « méprisable petite armée du général French, » comme l'a dit rageusement l'Empereur. Cette petite armée s'élève aujourd'hui à 250000 hommes, et il en vient tous les jours de nouveaux.

Gardons-nous d'une confiance, non pas exagérée, mais prématurée, et tâchons d'acquérir une vertu qui ne nous est pas très naturelle, la patience.

Patience et longueur de temps
Font plus que force ni que rage,

a dit notre grand fabuliste. Et, après tout, nous devons penser que, si la rapidité était indispensable à l'Allemagne, la lenteur nous est utile. Elle est pénible sans doute ; elle coûte cher, si on songe à la quantité de vies humaines sacrifiées ; mais elle est d'un effet sûr. On peut d'ailleurs en juger d'après le résultat déjà acquis, si on compare, comme nous le faisions il y a un moment, notre situation d'il y a un mois à celle d'aujourd'hui.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-TROISIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre.

Pages.

A nos Lecteurs 5

La Neutralité belge, par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales. 6

La Mobilisation financière, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales. 18

Les Images d'Épinal, par M. Louis GILLET 33

Choses d'Allemagne. — Deux Méthodes diplomatiques, par M. Victor BÉRARD. 49

L'Alsace en 1814 et en 1914, par M. Pierre de QUIRIELLE. 62

Revue littéraire. — Elle et Lui, par M. André BEAUNIER. 82

Revues étrangères. — Les Principes et les Procédés de la Germanisation polonaise, par M. T. de WYZEWA. 94

Revue scientifique. — Le Choléra, par M. Charles NORDMANN. 106

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 117

Livraison du 15 Septembre.

Impressions d'un Combattant. — Notes de route, par M. Charles NORDMANN. 129

Le Pontificat de Pie X, par ***. 146

La Défense économique de l'Angleterre, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales 166

Les Opérations maritimes, par M. le contre-amiral DEGOUY. 180

La prise de Constantinople par les Turcs en 1453, d'après un livre récent, par M. René PINON. 189

Pages.

A travers les origines d'une Guerre, par M. Ernest DAUDET. 206
Patrice Mahon, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 222
Revues étrangères. — L'Ame allemande analysée et jugée par les Allemands, par M. T. de WYZEWA 233
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 244

Livraison du 1er Octobre.

Le Livre du prince de Bülow sur la politique allemande, par *** 257
La première réunion de l'Allemagne, de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public? par M. Jacques FLACH, de l'Académie des Sciences morales 281
La reine Hortense et le prince Louis. — L'Insurrection des Romagnes (février-mars 1831). — Extraits du *Journal* de Mlle Valérie MASUYER. 295
Les Effets de la guerre aux États-Unis, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales 326
Un nouveau Pontificat, par M. Georges GOYAU. 339
Une Voix lorraine. — Poésies de la Guerre, par M. André PÉRATÉ. 355
Revue littéraire. — L'auteur des *Paludes*, par M. André BEAUNIER. 360
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 372

Livraison du 15 Octobre.

L'Allemagne et la Guerre. — Lettre de M. Émile BOUTROUX, de l'Académie française 385
La Situation économique et financière de l'Allemagne après deux mois de guerre, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales. 402
La Guerre vue d'une ambulance, par M. l'abbé Félix KLEIN, aumônier de l'Ambulance américaine. 427
La production agricole de la France en 1914 et l'alimentation publique, par M. Daniel ZOLLA 444
Les Opérations maritimes. — La Guerre sous-marine, par M. le contre-amiral DEGOUY 475
Les Origines et les Limites de la Neutralité italienne, par M. Giuseppe GALLAVRESI, de la Faculté des Lettres de Milan. 468
Essais et Notices. — Charles Péguy, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 475
Revues étrangères. — L'Héritage des victoires de 1870, par M. T. de WYZEWA. 487
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 499

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52692.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 1842